

Publié le 12 août 2016.
Dernière modification : 15 avril 2025.
www.entreprises-coloniales.fr

ANDRÉ BAUDRIT

*professeur licencié,
diplômé d'études supérieures
d'histoire et géographie*

GUIDE HISTORIQUE DES RUES DE SAIGON

1^{re} ÉDITION



S. I. L. I. SAIGON ¹
1943

Le plan attaché à cet exemplaire ayant été égaré,
le lecteur pourra consulter le [plan de Saïgon-Cholon de 1952 en haute définition](#)

¹ [Société des imprimeries et librairies indochinoises](#) (Anciennement C. Ardin).

[3]

Aux amiraux-gouverneurs
(1859-1879)
les véritables fondateurs
de SAIGON,
ville française
A.B.



[6]

CET OUVRAGE A ÉTÉ
HONORÉ D'UNE IMPORTANTE SOUSCRIPTION DU
GOUVERNEMENT DE LA
COCHINCHINE ET DE LA
RÉGION SAIGON-CHOLON.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.
[7]

Du même auteur

- Monographie de la commune de Sainte-Gemme (Charente-Inférieure).
- Contribution à l'histoire de Saigon. — Extraits des registres de délibérations de la mairie de Saigon (1867-1916) — 2 vol.
- Monographie d'une rivière cochinchinoise. — Le fameux Song-Bé.

— Henri Maître, explorateur de l'Indochine Sud-Centrale (1884-1914)— Chair humaine...

Rapt — Vente — Infanticide dans l'Indochine française et dans la Chine du Sud.

[9]

Préface

« L'humanité comprend plus de morts que de vivants », a dit Auguste COMTE ; parole profonde qui révèle le prolongement indéfini des individualités fécondes dans leurs œuvres et dans leur descendance. Pénétrée de cette solidarité des générations, la piété civique s'est, de tout temps, attachée à perpétuer le souvenir des hommes d'élite qui, en des domaines très divers, ont servi la cause de la collectivité. Pour mieux assurer leur survie, elle a voulu les associer étroitement à l'activité de la cité en imposant leur parrainage aux voies, aux artères où court incessamment le flux vital de la population ; en plaçant sous leur égide les grands établissements publics ; en fixant leurs traits dans le marbre ou en les coulant dans le bronze. Ainsi, leurs noms, maintes fois répétés dans le bourdonnement laborieux de la ruche humaine, semblent garantir leur perpétuelle présence parmi leurs concitoyens.

Cependant, ces touchantes manifestations de reconnaissance ne parviennent pas à empêcher le temps et l'oubli d'accomplir leur œuvre dissolvante et d'effacer sans merci ces figures marquantes. Les noms subsistent, il est vrai ; les statues et les effigies s'offrent toujours aux yeux des passants de plus en plus distraits, mais la mémoire reste morte, les regards deviennent de plus en plus indifférents et le culte de gratitude qui semblait indéfectible s'éteint inexorablement.

[10] C'est pourquoi la tâche de l'historien qui s'efforce de réveiller le passé, de ressusciter les hommes et les événements prend le caractère d'un devoir en quelque sorte sacré, car en se livrant à ses investigations souvent bien ardues, il ne répond pas à un simple souci d'information. Il ne parvient pas seulement à satisfaire un sentiment de curiosité, légitime sans doute. Il contribue surtout à renouer plus solidement les liens qui unissent les générations les unes aux autres et qui maintiennent dans son unité et dans son exaltation généreuse l'âme d'un peuple.

Aussi, ne saurait-il mieux définir le sentiment qui l'anime dans son œuvre pieuse qu'en évoquant cette pensée d'un de nos plus grands historiens, FUSTEL DE COULANGES, pour qui l'histoire était avant tout l'école de la Patrie :

« Le véritable patriotisme n'est pas l'amour du sol, c'est l'amour du passé, c'est le respect pour les générations qui nous ont précédés ».

A. B.

Aperçu historique sur la Cochinchine française

LES PRÉCURSEURS. — À l'origine des relations politiques qui attirèrent l'attention de la France sur la Cochinchine se dessine, au premier plan, le noble rôle joué par un prélat des Missions étrangères, monseigneur PIGNEAU DE BÉHAINE, évêque d'Adran. Cet homme d'élite, d'une valeur exceptionnelle tant morale qu'intellectuelle, personnifia un moment, au regard de cette antique civilisation d'Asie, tout le prestige de l'Occident. Par son action personnelle dans les événements intérieurs du vieil Annam il créa des engagements qui provoqueront, un demi-siècle plus tard, l'intervention de la France.

Sans doute, PIGNEAU DE BÉHAINE n'était pas le premier Européen qui débarquait sur les rives cochinchinoises. Mais, tous ses prédécesseurs étaient animés exclusivement, soit d'un esprit de prosélytisme, soit de vues commerciales tout à fait particulières. C'est bien lui qui, [12] le premier, conçut l'intérêt que pouvait présenter pour la France un établissement stable en Cochinchine. Nous avons l'exposé de ses vues très judicieuses — dans la suite des arguments qu'il soutint auprès de Louis XVI pour le déterminer à conclure un traité avec le roi de Cochinchine NGUYÊN-ANH dont il s'était fait l'ambassadeur. Parmi les avantages qu'il attribuait à notre installation dans ce pays d'Extrême-Orient, il signalait surtout le moyen de contrebalancer ainsi l'influence de la nation anglaise dans le gouvernement de l'Inde et la possibilité de dominer, plus tard, dans les mers de Chine. Ce traité que l'intrépide prélat apportait au roi de France après un voyage long et périlleux, était l'aboutissement de vingt ans d'évangélisation ardente et tourmentée. C'est au cours de cette existence troublée qu'il avait rencontré NGUYÊN-ANH, roi proscrit de Cochinchine à la destinée duquel il allait se trouver lié jusqu'à sa mort.

Certes, elle était grosse de conséquences la conjoncture qui, en 1777, amena ce jeune homme de 17 ans, presque un enfant, seul survivant de la famille royale des NGUYÊN, à la porte de la petite chrétienté que Mgr DE BÉHAINE dirigeait à Hà-Tiên. Le soulèvement des TAY-SON, montagnards de l'Ouest, avaient chassé de Hué le roi et sa famille dont la fuite éperdue s'était terminée dans un massacre général. Seul s'était échappé cet adolescent, pitoyable comme un gibier traqué. L'asile de la charité lui offrit un refuge secret pendant plus d'un mois. Aussi, ne devait-il jamais oublier l'homme au grand cœur qui, au péril de sa vie, l'avait soustrait à l'horrible sort des siens. Mais les événements avaient suivi leur cours tumultueux. Après des jours paisibles, qui avaient réuni, dans une intimité confiante, l'évêque et NGUYÊN-ANH investi [13] par ses partisans en 1779 d'une royauté éphémère siégeant à Biên-Hoà, l'orage se déchaîne à nouveau sous la forme d'une seconde invasion des TAY-SON. Il faut fuir encore et cette fois, c'est le désastre complet, l'effondrement de tous les espoirs, l'extrême dénuement. Un hasard providentiel jette encore une fois dans les bras l'un de l'autre le monarque et le prélat sur la côte d'une île déserte près de Kompong-Thom. Ils erraient depuis plus d'un an, chacun de leur côté, dans les îles du golfe de Siam pour échapper aux poursuites acharnées de leurs communs ennemis. NGUYÊN-ANH est réduit à la dernière

extrémité. Il est résolu à passer à Goa ou à Batavia où les Hollandais lui offrent du secours. C'est à ce moment critique que se révèle l'ardent patriotisme de PIGNEAU DE BÉHAINE : il ne faut pas laisser des étrangers, Hollandais, Portugais ou Anglais, qui commencent à intriguer, s'installer sur cette terre de Cochinchine qui peut offrir à la France un établissement si avantageux. Son plan est conçu hardiment. Il va partir, demander au roi de France le secours nécessaire pour remettre NGUYÊN-ANH sur le trône de ses ancêtres. En retour, celui-ci concédera à la France l'archipel de Poulo-Condore, la ville et la baie de Tourane et garantira la liberté du commerce et l'exercice du culte catholique en son royaume. Un traité est rédigé et l'héroïque prélat s'embarque en juin 1786, emmenant avec lui, en gage de confiance, le fils du roi déchu, le petit prince CANH âgé de six ans.

Un an et demi après, voici Mgr. PIGNEAU DE BÉHAINE à Pondichéry. Il revient de France où sa mission a réussi au delà de ses espérances. Le traité est revêtu de la signature du ministre MONTMORIN et Louis XVI a remis à l'évêque un don généreux d'un million pris sur sa cassette [14] personnelle. Le gouverneur de Pondichéry, CONWAY, doit fournir les moyens de tenir les engagements du roi de France. Mais, arrivé presque au but poursuivi, tout s'écroule par la faute de CONWAY qui fait obstacle à l'entreprise et qui, à la suite de rapports louches envoyés en France, a obtenu de Louis XVI pleins pouvoirs pour décider à son gré de l'expédition. Mgr. PIGNEAU DE BÉHAINE, devant tant d'obstacles accumulés, plein d'amertume en constatant l'incertitude des décisions royales, va-t-il abandonner la lutte ? Ce serait là le fait d'une âme commune et celle de l'évêque d'Adran est autrement trempée. La France a renié la signature apposée sur le traité de Versailles, et sur elle va rejallir la faute d'avoir failli à ses engagements. PIGNEAU DE BÉHAINE n'admet pas cette humiliation pour son pays. Il le déclare à CONWAY dans une lettre animée d'une certaine fierté ; il va poursuivre seul l'entreprise pour tenir la parole de la France et, selon ses propres termes, « illuminé de persévérance, de patriotisme, et de foi ». Les négociants de Pondichéry, pleinement convaincus de la grandeur et de l'utilité de l'expédition, lui fournissent deux navires équipés à leurs frais ; lui-même, grâce aux subsides reçus de Louis XVI, se procure des armes et des munitions. Quelques braves se joignent à lui en volontaires, ils n'étaient pas nombreux, mais la qualité compensait le nombre et l'histoire coloniale a conservé leur nom, ce sont : DAYOT, qui commanda en chef la petite flotte : VANNIER, CHAIGNEAU, DE FORÇANT, GIRARD, GUILLOIN, officiers de marine ; OLIVIER DE PUYMANEL, officier du génie âgé de vingt ans à peine, qui organisa l'armement et le service de l'artillerie ; LEBRUN, ingénieur qui donna les plans de la citadelle de Saïgon ; [15] BARIZY, chargé du Service de l'approvisionnement ; LEFÈBVRE et le médecin DESPIAUX, Sous leurs ordres, 350 matelots français quittent les bâtiments de la marine royale et s'enrôlent sous la bannière de l'évêque d'Adran. La petite troupe lève l'ancre, animée d'une ardeur et d'une confiance magnifique, et elle débarque le 24 juin 1789 au Cap Sain-Jacques dans la baie des Cocotiers où l'attendent NGUYÊN-ANH et sa suite qui la reçoivent avec transport.

L'évêque va devenir alors l'âme et l'animateur de la résurrection d'un peuple meurtri par de longues luttes fratricides. Il assigne à chacun de ses compagnons sa mission spéciale. Grâce à eux, la flotte de l'héritier des NGUYÊN est reconstituée ; les citadelles s'édifient ; l'armée exercée et équipée à l'euro-péenne atteint un effectif de 50.000 hommes. Pendant dix ans, NGUYÊN-ANH, guidé, soutenu, inspiré par son fidèle ami et conseiller, va réduire peu à peu la résistance des TAY-SON en Basse-Cochinchine, puis, en Annam, Hélas ! le vaillant évêque ne verra pas l'apothéose de son œuvre. Il s'éteint doucement, avec toute sa lucidité d'esprit, le 9 octobre 1799, au cours du siège de Qui-nhon dont il dirigeait les opérations, usé par cette lutte incessante qu'il avait soutenue pour le triomphe de la justice et de la religion et pour l'honneur de sa patrie.

Trois ans après, en 1802, NGUYÊN-ANH, fort encore de l'impulsion donnée, occupera toute l'Indochine et, maître absolu de la Cochinchine, de l'Annam et du

Tonkin, sera proclamé empereur sous le nom de GIA-LONG. Sa reconnaissance envers son ami loyal et son bienfaiteur dévoué ne se démentit pas un seul instant. Après des funérailles nationales qui revêtirent une pompe royale et attirèrent en Cochinchine une [16] affluence énorme, le corps embaumé de l'évêque d'Adran fut inhumé à Gia-dinh, à quelques kilomètres du Saïgon actuel, dans un jardin que, jadis, le prélat aimait à cultiver lui-même. Là, fut érigé, à l'ombre de vieux manguiers, un superbe mausolée qui s'offre encore à notre vénération et sur lequel GIA-LONG, au moment de sa mort, avait recommandé à son fils MINH-MANG de veiller comme sur ses propres restes mortels. En accomplissement de cette suprême recommandation, une garde annamite permanente de 50 hommes protégea, même au plus fort des persécutions, ce tombeau qu'elle gardait comme un symbole d'amitié, de sagesse et de vertu.

Voilà l'homme qui introduisit l'influence française en Indochine sous le signe de l'héroïsme, de la loyauté et de la générosité.

*
* *
*

L'INTERVENTION FRANÇAISE. — Cette noble et prestigieuse aventure qu'avait menée Mgr. PIGNEAU DE BÉHAINE n'eut pas de lendemain. Dès la mort de GIA-LONG et l'avènement de son successeur MINH-MANG imbu, à l'égard des Occidentaux, de tous les vieux préjugés chinois, l'Annam nous fut fermé. Les fidèles compagnons de GIA-LONG et de l'évêque d'Adran, CHAIGNEAU, VANNIER, durent quitter eux-mêmes ce pays devenu hostile et auquel ils avaient donné trente ans de leur vie. Des persécutions farouches contre les chrétiens sévirent jusqu'au jour où l'opinion française s'émut et où NAPOLÉON III se résolut à une action sérieuse en vue de la protection de nos nationaux, missionnaires ou commerçants, dont la vie était en continuel péril.

[17] Une escadre française appelée en Chine en raison des troubles politiques de ce pays se trouvait alors à Canton sous les ordres de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY. Une dépêche lui fut adressée à la fin de 1857 lui donnant l'ordre de se livrer à une démonstration militaire sur les côtes d'Annam pour obtenir la cessation des persécutions et les réparations que l'honneur de la France, outragé dans la personne de ses nationaux, exigeait. RIGAULT DE GENOUILLY était chargé d'une simple opération de police qui, de toute évidence, ne devait pas avoir de suite. Les faibles effectifs dont disposait l'amiral à cet effet ne peuvent laisser aucun doute sur le sens de cette expédition. C'est pourtant de cette mission si brève et si limitée que résulta la prise de possession initiale de Saïgon. Ce glorieux fait d'armes, qui fut apprécié par l'amiral lui-même, comme un coup brutal destiné seulement à réduire l'arrogance annamite, inaugurerait un empire. C'est bien sans conteste l'esprit de décision, l'initiative, la justesse de vue de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY qui nous ont acquis cette position d'où devait naître notre colonie.

Pour remplir la mission dont il était chargé, l'amiral avait dirigé d'abord ses attaques sur Tourane, le 13 novembre 1858 et, après avoir pris les forts de la presqu'île et ceux qui barraient l'entrée de la rivière, il avait fait camper ses troupes devant les positions conquises. En réponse à l'annonce de cette victoire rapide, il reçut de France une invitation pressante à marcher sur Hué, mais il jugeait fort sagement cette entreprise impossible en raison des effectifs minimes dont il disposait et de sa méconnaissance du pays. Les renforts demandés n'arrivaient pas. La petite troupe qui campait autour [18] de Tourane subissait les terribles atteintes du climat et des épidémies et fondait de jour en jour. Il fallait à tout prix sortir de cette situation où un ordre inconsidéré avait engagé deux mille hommes et où les laissait s'épuiser sans secours, l'insouciance et la légèreté d'un gouvernement pusillanime.

C'est alors que RIGAULT DE GENOUILLY eut l'heureuse inspiration de faire une diversion sur la Cochinchine et de marcher, comme il le disait en termes pittoresques,

« sur la queue du serpent ». Voici comment il justifiait son projet dans une lettre au Ministre : « Saïgon est sur un fleuve accessible à nos corvettes de guerre et à nos transports ; les troupes, en débarquant, seront sur le point d'attaque. Elles n'auront donc ni marches à faire, ni sacs, ni vivres à porter. Saïgon est l'entrepôt des riz qui nourrissent en partie Hué et l'armée annamite et qui doivent remonter vers le nord au mois de mars. Nous arrêterons le riz ; le coup frappé à Saïgon prouvera au gouvernement que, tout en conservant Tourane, nous sommes capables d'une action extérieure, et nous l'humilierons dans son orgueil, vis-à-vis des rois de Siam et du Cambodge, ses voisins qui le détestent et qui ne seront pas fâchés de trouver l'occasion de reprendre ce qui leur a été pris ».

L'amiral vogue donc dès le 3 février 1859 vers la Cochinchine ; il est au Cap Saint-Jacques le 9 où le retient une tempête de trois jours. Le 12, il remonte la rivière en réduisant l'un après l'autre les forts qui, échelonnés sur les rives, tirent sur ses bâtiments. Il est à Saïgon le 16. Le 17 au matin, il emporte la citadelle. Ne pouvant la garder, il la détruisit et incendia [19] les magasins de riz où était entassé l'impôt en nature de la province. Un Chinois de Cholon en avait offert vainement plusieurs millions. Deux ans après, les cendres de l'incendie fumaient encore. Il ne croyait certainement pas alors que cette conquête serait conservée, sans quoi, il n'eût pas détruit ces richesses. Mais Tourane restait toujours en son esprit le poste principal. Il y renvoya les troupes, sauf une compagnie française et quelques Tagals. D'ailleurs, peu de temps après, laissant à Saïgon, dans le fort du Sud, sur la rivière, une garde de quelques centaines d'hommes sous les ordres de son lieutenant JAURÉGUIBERRY, il retourna lui-même à Tourane à la fin d'avril.

Mais alors éclate la guerre d'Italie ; plus de renforts. Rien ne vient plus de France. La guerre de Chine recommence. L'amiral voudrait en finir avec cette expédition d'Annam. Il entame des pourparlers. Il demande seulement l'ouverture de quelques ports, la tolérance religieuse et l'installation de consuls européens. Il n'obtient rien et malade, un peu découragé, il rentre en France sans se douter que c'est son coup de main sur Saïgon qui procurera une fin glorieuse à l'expédition.

Après son départ, il faut évacuer Tourane. La petite flotte quitte la rade et se concentre le 27 mars 1860 à Saïgon. Mais, les hostilités en Chine appellent vers le nord toutes nos forces disponibles. L'amiral PAGE, qui a remplacé RIGALT DE GENOUILLY, quitte à son tour les rivages de Cochinchine pour aller se mettre, ainsi que JAURÉGUIBERRY, aux ordres de l'amiral CHARNER qui commande en Chine.

Que va-t-il donc advenir de ce poste de Saïgon, tout récemment conquis et dont on ne [20] voit pas bien encore l'utilité ? Il faut le garder cependant, pour l'honneur de cette expédition d'Annam qui serait un échec complet sans ce gage pris sur un ennemi insaisissable. L'amiral RIGALT DE GENOUILLY a enlevé la position, mais c'est à l'héroïsme de la petite garnison de huit cents hommes à peine, laissée là sous les ordres du capitaine d'ARIÈS, que nous la devons une seconde fois.

Il faut s'incliner avec respect devant l'énergie, l'audace et la discipline de cette petite troupe que la maladie et les privations amoindrissaient de jour en jour et qui resta près d'un an bloquée par une armée annamite de douze mille hommes retranchés dans un vaste camp encerclant la ville. Elle eut à repousser incessamment des coups de main, des attaques, se garder de guet-apens comme celui où fut assassiné le capitaine BARBÉ. Elle fut six mois sans recevoir aucune nouvelle de l'extérieur. Mais, rien ne put lasser la constance de ces hommes. et leur chef au caractère fortement trempé, avait encore trouvé le moyen de détourner la nostalgie et les sombres pensées en occupant ses officiers habiles à lever les plans du fleuve, à établir les cartes du pays et à étudier les forces de l'ennemi, Cette œuvre de préparation et d'étude contribuera puissamment aux brillants résultats de la future campagne.

Enfin, cette dure année 1860 s'achève. La campagne de Chine se termine. On reporte vers, la Cochinchine une partie du corps expéditionnaire. L'amiral CHARNER

dispose de trois mille hommes de troupe et d'une forte division navale. Cette fois, on avait des forces suffisantes et l'on savait ce qu'on voulait faire.

[21] L'amiral CHARNER avait ordre de débloquer Saïgon et de l'occuper définitivement. On avait compris à Paris la valeur d'une telle position et le ministre de la Marine, le marquis de CHASSELOUP-LAUBAT, était décidé à la conserver. Ainsi, l'acte purement militaire de RIGALT DE GENOUILLY devenait le fondement d'une politique précise. Le ministre écrivait à ce moment à DROUYN DE LHUIS ces lignes prophétiques : « Nous avons rencontré en Cochinchine une admirable position ; nous avons sous nos pieds les contrées les plus fertiles de la terre : en un mot, si nous savons en tirer parti, si nous ne compromettons pas l'avenir, c'est de ce point que doit un jour rayonner l'influence française sur l'Orient ».

*
* * *

L'ORGANISATION. — Désormais, parties de cette position privilégiée de Saïgon, vont s'étendre progressivement l'occupation et la colonisation de toute la Cochinchine. Cette œuvre a été accomplie par trois grands amiraux qui, avec des vues différentes, travaillèrent également dans le même esprit d'équité, de dévouement et d'abnégation à consolider notre établissement en Cochinchine et à étendre l'influence civilisatrice de la France. Ce sont les amiraux CHARNER, BONARD et DE LA GRANDIÈRE.

L'amiral CHARNER, débarqué à Saïgon le 7 février 1861, débloqua les positions françaises en enlevant rapidement les ouvrages de Chi-Hoà, derniers retranchements de l'ennemi. Ce fait d'armes eut lieu les 25 et 26 février après une lutte acharnée qui fait honneur au courage et à la ténacité des défenseurs. Les territoires au nord de Saïgon furent acquis sans combat [22] après la soumission volontaire des chefs de village et des populations. On atteignit ainsi Tây-Ninh à la limite du Cambodge. En même temps, CHARNER fit occuper Thudaumôt et enfin, le 12 avril, Mytho tombait entre nos mains. Cette dernière campagne avait été extrêmement pénible en raison des conditions climatiques très meurtrières en cette saison. Après avoir ainsi fortifié puissamment notre position à Saïgon par l'occupation d'un arrière-pays s'étendant à une centaine de kilomètres de la ville, l'amiral CHARNER, dont la mission était plus militaire que civile, remit son commandement au contre-amiral BONARD.

Arrivé à Saïgon le 27 novembre de cette même année 1861, le contre-amiral BONARD entra en fonction le 30 avec le titre de gouverneur de la Cochinchine. Son œuvre, à la fois administrative et militaire, fut considérable. Il étendit l'occupation de l'arrière-pays par la prise de la citadelle de Biên-Hoà et celle de Vinh-Long et il détermina ainsi fort habilement la conclusion du traité de paix avec l'empereur Tu-Duc, le 5 juin 1862. Celui-ci nous céda en toute souveraineté les trois provinces de Saïgon, Mytho et Biên-Hoà, mais nous lui rendions Nanh-Long. Ce traité, qui inaugurait une politique de collaboration avec le peuple d'Annam, fut un grand succès pour l'amiral BONARD. Confiant en la loyauté de Tu-Duc, l'amiral vint en personne à Hué, accompagné seulement de six officiers et d'une faible escorte de quarante hommes, apporter à la ratification de l'empereur, le traité déjà signé à Paris par NAPOLÉON III. La réception de l'ambassade à la cour de Hué revêtit une solennité impressionnante et tous les commentateurs de cet événement important s'accordent à reconnaître que de ce [23] contact direct. entre l'antique Annam et les représentants glorieux de notre grande nation sortit une nouvelle disposition des esprits à notre égard. Notre établissement se trouvant ainsi consolidé, l'amiral BONARD put s'adonner librement à la tâche civilisatrice dont il comprenait toute la grandeur. Les travaux d'organisation, de constructions et d'études sur la colonie furent dès lors poussés avec une ardeur fiévreuse. On construisit un hôpital, un hôtel pour le gouverneur, des logements pour les troupes et les officiers, une église ; une imprimerie fut fondée. Trois établissements scolaires furent créés dès

cette époque ; ce sont : le séminaire, le collège d'Adran et la Sainte-Enfance. Enfin, un plan fut établi en vue de l'extension de Saïgon, Il fut conçu pour une ville de 600.000 âmes et la vente des terrains à bâtir commença. Elle connut tout de suite un grand succès.

Cette immense besogne fut accomplie dans un an et demi à peine. En effet, l'amiral BONARD, épuisé par les fatigues endurées et les travaux incessants réalisés, dut remettre le 30 avril 1863 la direction du service à l'amiral DE LA GRANDIÈRE, qui le remplaçait à titre d'intérimaire. Cependant BONARD ne devait plus revoir la colonie dont il avait été le premier gouverneur. Une maladie aiguë provenant d'un travail excessif et d'une tension d'esprit continuelle le conduisit au tombeau en quelques mois.

Après ses deux brillants prédécesseurs dont le rôle nécessita des interventions militaires, l'amiral DE LA GRANDIÈRE inaugura une ère nouvelle d'organisation et de gouvernement. Sous son administration qui comprit deux périodes séparées par un court séjour en France, on [24] ne se battit plus que pour réprimer les agissements de quelques bandes menées par des pirates plus que par des rebelles et dont la population des campagnes — déjà gagnée par notre domination clémente et protectrice — ne demandait qu'à être délivrée.

Dès son entrée en fonction, DE LA GRANDIÈRE se présenta dans ce rôle de pacificateur et d'administrateur. Il s'appliqua de toutes les manières à calmer les inquiétudes qui survivaient aux troubles inévitables des premières années d'occupation. Le paysan annamite se sentit bientôt protégé et, encouragé par des mesures judicieuses relatives à l'exportation du riz, par des secours d'argent, des avances sans intérêt consenties par le gouvernement à beaucoup de villages pour permettre d'acheter des semences et de reprendre les travaux agricoles. Aussi, après avoir cru d'abord que les Français étaient des envahisseurs barbares et destructeurs, les habitants honorables et influents n'avaient pas tardé à reconnaître que nous étions disposés à maintenir l'ordre, la sécurité de leurs personnes et de leurs biens et la plupart se rallièrent à nous afin de réduire les perturbateurs.

Le grave danger qui menaça les magnifiques résultats ne vint donc pas, à ce moment-là, de la colonie naissante elle-même. Notre influence en Orient faillit être ruinée définitivement par suite de la mesquine lutte de partis politiques au sein du gouvernement de la métropole.

Les députés de l'opposition, au corps législatif, parmi lesquels THIERS, Jules FAVRE, menaient campagne contre toutes les expéditions lointaines, ruineuses pour nos finances et sur lesquelles la désastreuse guerre du Mexique jetait un profond discrédit. Sous leur influence, [25] NAPOLÉON III avait fini par accepter les propositions de TUDUC apportées en France par une ambassade annamite et qui demandaient le rachat des provinces cédées au traité de 1862, moyennant une énorme indemnité. D'après ces nouvelles conventions, nous ne devons conserver que quelques postes en Cochinchine, dont Saïgon.

De l'avis de toutes les personnes autorisées, il aurait été impossible de se maintenir sur une zone aussi limitée et c'était donc, à bref délai, l'évacuation définitive de ces rivages d'Asie, que préparaient ces négociations. Le nouveau traité confié à un agent diplomatique, AUBARET, était déjà expédié en Cochinchine quand le ministre de la Marine, le marquis de CHASSELOUP-LAUBAT, se jeta dans la lutte des partis pour sauver l'œuvre déjà si belle de nos trois grands amiraux. Il avait, en effet, deviné dès la première heure, l'avenir magnifique réservé à notre situation en Cochinchine. Les atermoiements, les nouvelles exigences que la Cour de Hué opposa à la signature du traité apporté par AUBARET permirent à CHASSELOUP-LAUBAT de gagner la partie. Il se dépensa énergiquement en démarches répétées auprès de l'empereur, il favorisa, au Corps législatif, les interpellations sur la question, de quelques chauds partisans de notre colonisation nouvelle. Il fournit, enfin, à NAPOLÉON III, un rapport si convaincant, si ferme et si documenté en faveur de notre politique coloniale que l'opinion changea

de face. Le traité de l'amiral BONARD fut remis en vigueur et un contrordre vint, le 18 juin 1864, arrêter les négociations d'AUBARET, au moment où elles allaient aboutir. C'est donc sans conteste à la clairvoyance, à la ténacité et à l'autorité du ministre CHASSELOUP-LAUBAT que nous sommes redevables de la conservation -de la Cochinchine.

[26] Malgré l'incertitude qui résultait de ces négociations diverses, LA GRANDIÈRE jetait les bases de l'organisation de la colonie. Son activité extraordinaire s'exerça dans tous les domaines. Un budget fut établi, les ressources de la colonie furent considérablement augmentées et administrées avec économie et prévoyance. Une justice simple, humaine et intègre fut instaurée, les services administratifs furent organisés. Enfin, des travaux considérables d'utilité publique furent exécutés. Le développement de l'enseignement préoccupa aussi LA GRANDIÈRE. C'est lui qui créa les écoles primaires provinciales et qui décréta l'adoption et la vulgarisation de l'écriture quôc-ngu. Un des historiens les plus sûrs de ces premières années de la Cochinchine, Paulin VIAL, apprécie en ces termes l'activité féconde de ce gouvernement : « Il est probable, écrit-il, que jamais administration européenne ne fit autant de besogne en moins de temps et à aussi peu de frais ».

Cette politique sage, humanitaire et diligente porta ses fruits. Le roi du Cambodge, NORODOM, séduit par l'autorité magnanime de la France et de son représentant, accepta les propositions de protectorat qui lui furent faites. Il avait compris, fort sagement, que la tutelle d'une grande nation loyale et civilisatrice était préférable à la domination exigeante d'un despote siamois. La reddition des trois provinces occidentales — Vinh-Long, Chaudoc, Hà-Tiên — qui s'effectua sans effusion de sang, venait pacifier définitivement cette terre privilégiée, lui donner ses frontières et l'ouvrir — tout entière — aux bienfaits de la civilisation occidentale.

[27] Occupée par un coup d'audace militaire, la Cochinchine a donc été conservée et colonisée par des hommes que l'amour du bien public a fait agir en dehors et au-delà de leurs fonctions. C'est leur honneur d'avoir tous pensé ce que l'un d'eux, CHASSELOUP-LAUBAT, a dit si fortement :

« La pierre que je pose restera peut-être enfouie, ignorée ; qu'importe si elle a servi. Il y a dans ce sentiment d'être utile à une œuvre dont Dieu seul connaît la grandeur et le mystère, il y a dans ce sentiment que l'on a lorsqu'on sert cette grande cause de la Civilisation et du bien, une jouissance, force qui compense tous les sacrifices.

L'ouvrier disparaît, l'œuvre demeure ».

Choix bibliographique concernant l'histoire de la Cochinchine française

Consulter l'indice bibliographique complétant, dans ce livre, la vie de chaque personnage désigné comme « précurseur » (Pigneau de Béhaine, Chaigneau, Vannier, Olivier, etc.), ou ayant joué un rôle au moment de l'intervention française (Rigault de Genouilly, Charner, Larégnère, Testard, etc.) ou bien encore, appartenant aux premiers administrateurs de la colonie (la Grandière, Roze, Ohier, etc.).

Les livres indiqués ci-après concernent les événements historiques pris d'une façon générale.

BAUDRIT (André). — « Correspondance de Savin de Larclause, officier d'infanterie de Marine. — Campagnes de Chine et de Cochinchine. Premières années de la Cochinchine française (1858-66) », Saigon, Testelin, 1940, 245 pp. + 13 HT.

BAZANCOURT (Baron de). — « Les expéditions de Chine et de Cochinchine, d'après les documents officiels ».

1^{re} partie : 1857-58, Paris, Amyot, 1861, in-8 III + 426 pp.

2^e partie : 1859-60, Paris, Amyot, 1862, in-8 VIII + 413 pp.

[30]

BOUDET ET MASSON. — « Iconographie historique de l'Indochine française », Paris, Van Oest, 1931.

BULLETIN de l'expédition de Cochinchine (jusqu'en 1865).

BULLETIN officiel de la Cochinchine française (de 1865 à 1888),

CULTRU (P). — « Histoire de la Cochinchine française, des origines à 1883 », Paris, Challamel, 1910, in-8, 444 pp.

DUCHESNE DE BELLECOURT (P.). — « La colonie de Saïgon. Les agrandissements de la France dans le bassin du Mékong » dans *Revue des Deux Mondes* », 68^e vol., 2^e pér. du 15 mars 1867

GRAMMONT (Lucien de). — « Onze mois de sous-préfecture en Basse-Cochinchine », Napoléon-Vendée, J. Sory, 1863, in-8, 502 pp.

GRAMMONT (Lucien de). — « Notice sur la Basse-Cochinchine » (Lue à la Société de géographie, dans sa séance générale du 18 décembre 1863), Paris, Challamel, 1864. in-8, 64 pp.

GRANDIÈRE (Benoist de la), « Souvenirs de campagne. Les ports de l'Extrême-Orient. Débuts de l'occupation française en Cochinchine », Paris, Armant Le Chevalier, 1869.

ILLUSTRATION (L'). — À consulter depuis le 23 avril 1859.

[31]

LHOMME (H. F.). — « Le gouvernement des amiraux (1861-79) ». — Thèse de droit, Paris, Larose, 1901, in-8, 122 pp.

PALLU DE LA BARRIÈRE (Léopold). — « Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », Paris, Hachette, 1864, in-8, 365 pp.

PONCHALON (Colonel Henri de). — « Indochine. Souvenirs de voyage et de campagne (1858-1860) », Tours, Mame, 1896, 336 pp.

SEPTANS (Capitaine). — « Les commencements de l'Indochine française », Paris, Challamel, 1887, in-8, 213 pp.

VIAL (Paulin). — « Les premières années de la Cochinchine française », Paris, Challamel, 1874, 2 vol.

La ville de Saigon depuis l'intervention française.

La ville de Saigon est située par 10°, 46', 40'' de latitude nord et 106°, 38 de longitude est de Greenwich (ou 104°, 17', 46" de longitude est de Paris). Elle est bâtie sur la rive droite du Don-chaï, devenu la rivière de Saigon, affluent du Donnaï.

Par la voie maritime la plus directe, elle est séparée de Marseille par une distance de 7.316 milles marins, soit 13.550 kilomètres. Cependant, Saigon est réunie à la métropole par un service hebdomadaire d'avions qui font le trajet en six jours.

FACTEURS FAVORABLES À L'ÉCLOSION DE LA VILLE. — Si le développement de la ville de Saigon est exclusivement dû à l'intervention française, il faut cependant reconnaître que le lieu où allait s'élever la grande métropole avait déjà attiré l'attention des souverains cambodgiens, puis annamites, de qui dépendit successivement le territoire de la Cochinchine.

En effet, des causes d'ordre économique et militaire avaient déjà préparé l'avenir de la misérable bourgade que les Français trouvèrent à leur arrivée. Mais, l'une et l'autre de ces causes découlent de sa position géographique.

[34] L'ingénieur hydrographe HORSBURG remarquait dès 1859 que Saigon était « bâtie sur une rivière dont la navigation n'était nullement dangereuse et dont la profondeur était suffisante pour toute espèce de navires »². C'est déjà là, un point important, mais il en est un autre relevé par Francis GARNIER dans sa correspondance : « Saigon est le seul port des côtes indochinoises dont l'atterrissage n'oblige pas à une navigation à l'encontre des brises régulières. Il est à l'abri des désastres que, trop souvent, les typhons — ces violents orages qui signalent les changements de moussons — infligent au commerce maritime »³. Cependant, il était exagéré de croire, comme cela fut fait dès l'installation des Français dans ce port, que celui-ci concurrencerait Singapour. La différence des situations, dit DUCHESNE DE BELLECOURT excluait tout rapprochement. Singapour, à l'entrée du détroit de Malacca, sur la route directe des navires qui se croisent entre l'Europe et l'Asie, est un de ces points que la nature désigne pour devenir un des centres commerciaux du monde »⁴. Il n'en est pas de même de Saigon située à 120 kilomètres de la mer, sur une rivière large et profonde, mais sinueuse. Si ce n'est pas là un lieu de passage obligé pour les grandes lignes de navigation, il faut remarquer pourtant que [35] « la situation centrale de ce port fluvial le met à portée de Singapour, de Batavia, de Manille, de Hong-Kong et de Canton [et que] les moussons le rapprochent de la Chine et du Japon »⁵. Aussi, nous dit Jean BOUCHOT « dès 1623, Saigon était-il le point central du commerce cambodgien dans le Sud [indochinois] »⁶.

Cependant, il est probable que des raisons exclusivement commerciales auraient déterminé le choix du site urbain à Mytho ; or, à ces raisons commerciales s'ajoutaient

² Cortambert et de Rosny. — *Tableau de la Cochinchine française*, Paris, Armant Le Chevalier, 1862, in-8. p. 241.

³ Cité par Pouvoirville, dans « Francis Garnier », Paris 1931, p 145-146.

⁴ Duchesne de Bellecourt. — « La colonie de Saigon », *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1867, p. 429.

⁵ Pallu de la Barrière, « Histoire... », p. 31.

⁶ Bouchot : « Saigon sous la domination cambodgienne... », p.112.

des raisons militaires : le reproche que nous faisons aujourd'hui à la rivière, celui d'être sinieuse, était autrefois un avantage ; on voyait l'ennemi venir de loin et les bateaux offraient bien souvent leurs flancs aux canons annamites que masquaient les palétuviers du rivage. À Mytho, au contraire, le Mékong est tellement vaste que les jonques de guerre, passant au large se trouvaient soustraites aux feux de l'artillerie des forts ; de plus, la surprise était possible.

Ainsi, le site de Saigon fut-il judicieusement choisi. Mais, si une grande ville s'y développa, c'est grâce à l'impulsion française qui sut grandement tirer parti de ses éléments naturels. Le Saigon annamite était, en effet, resté sans importance.

*
* * *

PROMENADE DANS LE VIEUX SAIGON. — Par les témoignages que nous ont laissés les compagnons de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY et de l'amiral CHARNER, nous pouvons nous faire une idée de ce qu'était le vieux Saigon.

[36] En 1859, il existait au confluent de l'arroyo Chinois (alors le Vam-ben-Nghe), et de la rivière (autrefois Don-chai), un marché situé près d'une pagode branlante, au milieu d'une agglomération de paillotes : c'était Cho-Soï, puis remontant la rivière jusqu'à l'embouchure de l'Avalanche (arroyo de Thi-Nghe), les marécages s'étendaient, coupés de quelques canaux fangeux et nauséabonds (actuels boulevards de la Somme et Charner). À mi-chemin entre l'arroyo Chinois et l'Avalanche, était une maison pour les bains royaux, construite sur un radeau de bambous. De là, partait une chaussée de terre rouge qui reliait la rivière au plateau : c'était l'ancêtre de la rue Catinat, sur laquelle la ville future devait s'ossifier. Sur son parcours, elle se resserrait entre une pagode et une chaumière vétustes.

Dans ces lieux bas, des buissons alternaient avec des nappes d'eau frangées de plantes aquatiques. « Cette zone, nous dit l'érudit cochinchinois Pétrus TRUONG-VINH-KY, qui constituait une des parties de l'ancienne ville commerciale annamite, parsemée de maisons et de boutiques était comprise dans le territoire des quatre villages de l'arroyo de l'Avalanche à l'arroyo Chinois : Hoà-Mi (constructions navales), Tan-Kai, Long-Dien et Trung-Hoà, dont la limite se trouve à la rue Mac-Mahon.⁷ » « Le commerce de détail et le mouillage des jonques avaient donné à notre Saigon actuel, une certaine importance », dit PHILASTRE⁸. L'aspect de ces villages, en partie lacustres était [37] curieux. Voici, par exemple, ce que l'on voyait à Cho-soï : « Le long des quais, de la rivière et de l'arroyo Chinois existaient alors (1859) deux longues rues bordées de maisons couvertes de tuiles. Sur l'arrière de chacune de ces maisons, constituant la rangée du bord de l'eau, s'était accolé un magasin construit sur pilotis et empiétant sur le fleuve. (Philastre, *ib.*).

Sur le « Plateau », d'immenses frondaisons arrêtaient le regard : manguiers aux épaisses feuilles luisantes, banians centenaires, protecteurs de divinités ombrageaient d'autres villages et masquaient quelques maisons de fonctionnaires, ainsi que la citadelle de Ben-Thanh que MINH-MANG fit édifier en 1834 pour y concentrer ses troupes et y loger son administration. Deux forts de petite dimension complétaient la défense de ce point stratégique : le fort du Sud, dont le banian de la Pointe des Flâneurs constitue l'ultime souvenir, et le fort du Nord, situé en face, de l'autre côté de la rivière, en un lieu encore planté d'arbres.

Parmi les villages du « Plateau », il y avait : Hang-Dinh ou village des clous, situé sur la chaussée annamite (angle des rues Catinat et La-Grandière), Xuom-Vuon-Mit (angle des rues Taberd et Mac-Mahon) et, à côté, le marché du « Banian Courbé », Cho-da-

⁷ Pétrus Ky : « Souvenirs sur Saigon... », dans « Exc. et Reconnaissances », 1885, t. X.

⁸ Philastre. Voir « Courrier de Saigon » du 20 juin 1868. Cette importance était, cependant, toute relative.

Com. Vers le sud, en direction de Cholon était Xom-dem-Buom, où l'on tressait les nattes à voiles. Puis, une vaste nécropole, commençant près de l'actuelle rue Mac-Mahon, séparait Saigon de Cholon.

De tout cela, il se dégagait un aspect peu séduisant. PALLU DE LA BARRIÈRE, qui parcourut ces lieux en 1861, nous en a laissé ce tableau désenchanté : « ... des Annamites, des Chinois, [38] des Hindous, quelques soldats français ou tagals (philippins) vont et viennent et composent, au premier abord, un spectacle étrange, dont les yeux sont bien vite rassasiés ». Puis, il ajoute : « Il n'y a plus, ensuite, grand-chose à voir à Saigon, si ce n'est, peut-être, le long de l'arroyo Chinois, des maisons assez propres et en pierre... ; dans des massifs d'aréquiers, quelquefois, une ferme annamite assez élégante, et qui semble se cacher ; plus loin, à l'endroit où le terrain se relève, l'habitation du commandant français, celle du colonel espagnol, le camp des Lettrés et c'est tout, ou à peu près ! Cette rue en fondrière (future rue Catinat), ces maisons éparses, cet ensemble un peu misérable, c'est Gia-dinh-Thanh que nous appelons Saigon ». Mais, l'auteur met sa confiance dans l'avenir : « Un jour, peut-être, une ville belle et populeuse s'élèvera sur les lieux où nous avons vu un [modeste] village annamite... »⁹. Sa prophétie devait, en effet, se réaliser.

*
* * *

L'ÉCLOSION DE SAIGON. — Une étude approfondie de l'histoire urbanistique de Saigon montre que les premiers occupants eurent une foi complète dans le développement de la ville. Leur confiance reposait, justement, sur les forces vives que comportait le site, et qui n'avaient pas échappé à la sagacité de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY. La preuve de cette confiance est fournie par l'ordre que l'amiral BONARD donna en 1862, au colonel du génie COFFYN, de dresser immédiatement le plan d'une ville de 500.000 âmes ; ce travail était, à vrai dire, un peu prématuré !

[39] À l'arrivée des Français, quelques rues existaient, comme celles — nous l'avons vu — qui longeaient l'arroyo Chinois et la rivière, ainsi que les artères qui devinrent la rue Catinat, la rue Paul-Blanchy et le boulevard Luro (alors boulevard de la Citadelle). En empierrant et en aménageant ces rues, puis, en perçant d'autres voies qui leur soient parallèles, les nouveaux arrivants ont donc gardé l'orientation annamite (ou cambodgienne) qui est N.-E. — S.-O. et N.O. — S.E., généralement adoptée pour les pays fortement ensoleillés¹⁰.

COFFYN avait prévu une ville de 2.500 hectares. En attendant, elle ne portait alors que sur 20 ha 1/2 ; encore cette superficie comprenait-elle surtout des « terrains à bâtir », c'est-à-dire des espaces vides, délimités par des rues nouvellement tracées et pas toujours empierrées.

Ce fut le quartier de la marine qui semble, le premier, avoir été construit d'après un plan nettement défini d'urbanisme. C'est là que fut créé le centre de la ville future. Un rond-point (en réalité un demi-cercle) fut tracé, duquel rayonnèrent toutes les rues nouvelles : d'abord la grande artère faisant communiquer la ville avec l'extérieur (aujourd'hui rue Paul-Blanchy), puis des rues modestes par leur longueur, mais qui répondaient alors aux besoins du moment.

Les amiraux-gouverneurs s'étaient très tôt fixés sur le « Plateau ». BONARD y avait fait construire son premier palais, qui était une [40] modeste maison de bois démontable qu'il avait achetée à Singapoure, lors de son voyage d'arrivée. Quelques bâtiments administratifs, un hôpital s'édifièrent rapidement. Dès 1862, un réseau télégraphique liait Saigon à Cholon, Biênhoà, Baria et le Cap St-Jacques.

⁹ Pallu de la Barrière : « Histoire... », p. 29.

¹⁰ Quand, toutefois, des raisons d'ordre religieux ne s'y opposent pas, comme à Cholon, où la direction des rues est N.-S. et E.-O.

Un tel confort comblait d'aise les premiers occupants : « Chose surprenante, dit l'un d'eux, la télégraphie privée fonctionne déjà tout comme en France » ¹¹. Près de la maison du gouverneur, les bureaux s'organisèrent autour d'une place qui fut tracée à l'extrémité de la rue Catinat. Elle occupait l'espace actuellement compris entre la rue La-Grandière et la façade de la cathédrale : c'était la place de l'Horloge, car une horloge avait été placée à cet endroit, tout en haut d'une grande tour de bois. Il y avait aussi un observatoire. Sur le côté opposé de la place (où se trouve aujourd'hui la bibliothèque de la ville) étaient le Trésor et le Télégraphe. De-ci, de-là, des bâtiments militaires s'édifiaient : quartier des spahis de Cochinchine ¹², magasins de la marine et de l'artillerie, etc. Enfin, dans la ville basse, aux canaux déjà existants on en ajouta un nouveau, ce fut le canal Gallimard qui, une fois remblayé, devint le boulevard Bonard. Il débouchait, d'une part dans l'arroyo Chinois par l'extrémité de l'actuelle rue Pellerin, et, d'autre part, dans la rivière, vers où s'élève aujourd'hui le bâtiment des subsistances de la marine.

[41] Un témoin de 1863 va nous donner ses impressions sur les premières années de Saigon, ville française « De larges voies macadamisées, se coupant à angle droit de distance en distance, avaient remplacé les chaussées étroites et bombées de la cité annamite ; mais les maisons manquaient encore sur bien des points pour remplir ce cadre régulier. La plupart de celles que les colons avaient élevées étaient en bois ; il en était de même des établissements publics, dont, le plus souvent, l'emplacement seul était indiqué par des baraques montées à la hâte. Les plus avisés parmi les fonctionnaires s'étaient logés au moyen d'anciennes maisons du pays, dont les toits inclinés descendaient en projetant leur ombre jusqu'à quelques pieds du sol... Certains espaces vides étaient revenus à l'état de marais et d'épaisses touffes de bambous y poussaient en liberté. C'était là et le long des canaux, que les indigènes avaient élu domicile, dans des huttes branlantes et mal assises sur de frêles pilotis ; ils étaient en petit nombre, d'ailleurs, la plus grande partie de cette population habitant de préférence les villages environnants. La ville, en un mot, avait cessé d'être annamite, sans être devenue française... » ¹³.

L'ÉPANOUISSEMENT DE LA VILLE SOUS LE GOUVERNEMENT DES AMIRAUX. — Cette lenteur dans la première organisation de la ville était une conséquence directe de la politique : en France, notre installation en Cochinchine était très combattue [42] et notre départ envisagé comme possible. Ceci empêchait l'investissement des capitaux dans la colonie ; à Saigon, la confiance n'était pas établie entre les nouveaux venus et les Annamites ; ces derniers se tenaient sur une prudente réserve.

C'est à partir de 1865 que la ville de Saigon commence sa marche ascensionnelle vers l'épanouissement que nous lui connaissons aujourd'hui, et c'est l'amiral DE LA GRANDIÈRE qui est à la base de cette transformation vraiment prodigieuse.

En 1865, la situation intérieure et extérieure ayant évolué dans un sens favorable, Saigon connaît un essor tout particulier : des rues nouvelles sont percées, de nombreux bâtiments administratifs prévus et cela attire la population ouvrière. Un ensemble de circonstances heureuses amène le développement de la ville ; des villages nouveaux sont construits en dehors des limites urbaines. Des travaux d'assainissement sont poursuivis, car la mortalité européenne y est très forte, surtout au commencement de la saison des pluies (avril-mai). L'aménagement d'un jardin botanique et zoologique est décidé. À côté des distractions que peut offrir la visite aux animaux sauvages se place

¹¹ Lucien de Grammont : « Onze mois... », p. 98.

¹² Emplacement occupé aujourd'hui par la direction de l'Enseignement en Cochinchine, rue d'Espagne, et, la gendarmerie coloniale, rue Paul-Blanchy.

¹³ E. du Hailly : « La France en Cochinchine », p. 33.

un côté pratique : ce sera une pépinière pour les arbres de la ville et pour les fleurs à distribuer aux particuliers.

La vie s'organise, des nouvelles rues sont tracées, des quais sont construits. On peut, désormais suivre le quai Napoléon (aujourd'hui quai Le-Myre-de-Vilers) destiné à être un jour... une des plus belles promenades du monde, quand les tamariniers, plantés sur [43] quatre rangées, seront devenus grands ; mais, dans l'état primitif où elle est aujourd'hui (1865), cette partie de la ville est déjà un lieu de promenade favorite. Le spectacle, avec les grands navires de guerre, l'animation produite par les bateaux du pays, en rang pressé, le long de la berge, ou circulant sur le fleuve, la fraîcheur que procure le voisinage de l'eau, y attirent indistinctement les promeneurs, surtout les jours où la musique du gouverneur joue, et on peut y remarquer d'élégantes voitures, déjà très communes à Saigon. L'observateur trouvera peut-être cette promenade encore plus agréable par une belle soirée, lorsque la longue ligne du quai et celle des rues qui y aboutissent seront tracées par des lanternes qui éclairent toutes les maisons.¹⁴ » À cette époque, en effet, la ville n'a pas d'autre lumière, le soir, que le petit lumignon qui doit, obligatoirement, indiquer l'entrée de chaque demeure.

C'est aussi en 1865 que les premières femmes françaises arrivent à la colonie. En ceci l'amiral DE LA GRANDIÈRE prêcha d'exemple en ramenant de France toute sa famille au retour d'un congé. Alors, dit un témoin, « on pouvait voir, aux heures attiédies qui précèdent le coucher du soleil, la campagne autour de Saigon animée de nombreux promeneurs à cheval ou en voitures et, même, par des promeneuses, qui devenaient moins rares à chaque voyage de paquebots. En 1863, le premier mariage célébré à la colonie n'avait pu l'être que grâce à ce que l'épousée était venue de Java ; le mari eut été fort embarrassé, à l'époque, de trouver femme dans le [44] pays. En 1865, au contraire bien que les familles se comptassent encore, les quadrilles commençaient à pouvoir se former aux réceptions du gouverneur, et le soir, en parcourant les paisibles rues de la ville, il n'était pas rare d'entendre les sons familiers d'un piano, évoquer le souvenir de la patrie absente.¹⁵ »

Le recul rapide de la limite urbaine au nord-ouest marquait bien le développement de Saigon : en 1863, la ville s'arrêtait à l'actuelle rue La-Grandière ; l'année suivante, elle atteignait la rue numéro 23 (boulevard Norodom). Le 3 octobre 1865, elle s'étendait jusqu'au boulevard Stratégique (rue Chasseloup-Laubat) et deux mois plus tard, elle arrivait à la rue numéro 27 (rue Richaud) !

Pour avoir une idée exacte du développement prodigieux de ce coin de terre asiatique fécondé par l'ardeur française, il faudrait étudier en même temps la croissance de Cholon et voir par quels moyens toujours accrus les deux villes commençaient à se souder entre elles. Mais, ce serait trop étendre le cadre de cette modeste étude qui ne vise seulement qu'à donner une idée de la naissance de Saigon, ville française.

C'est par arrêté du 4 avril 1867, que l'amiral-gouverneur DE LA GRANDIÈRE institue une commission municipale, transformée le 8 juillet 1869 en conseil municipal. Désormais, l'évolution de [45] la ville sera plus facilement suivie, car tous les faits qui l'intéressent ont leur reflet dans les registres du conseil ¹⁶.

Ainsi, nous apprenons par eux, que, dès 1866, Saigon s'est préoccupée de l'éclairage urbain en achetant 50 réverbères supportant des lampes à l'huile de coco ; en 1867,

¹⁴ « Courrier de Saigon » du 5 novembre 1865.

¹⁵ E. du Hailly, « Les débuts d'une colonie », *Revue des Deux Mondes* (sans date), cité par Bouchot, « Documents... » p. 68.

¹⁶ Ces documents ont été publiés par mes soins dans les *bulletins* de la Société des études indochinoises (Saigon) de 1935, en deux tomes, 376 pp. + 8 HT. et 437 pp. + 4 HT.

l'acquisition de 000 nouveaux réverbères est décidée ; c'est en 1869, seulement, que l'emploi du pétrole est envisagé ¹⁷.

Malgré tous les efforts qui sont faits pour moderniser la ville, celle-ci est malsaine et, ce déplorable état sanitaire crée à son égard une réputation justifiée de ville extrêmement dangereuse à habiter ¹⁸.

En 1867, le commandant BOVET, ingénieur, expose, en qualité de conseiller municipal, que Saigon, a encore des eaux stagnantes au milieu de la ville et que des travaux de nivellement doivent être entrepris. Puis, il fait le procès des canaux de la partie basse de la ville, qui sont devenus le réceptacle de tous les immondices et forment un foyer de peste. Il demande leur mise en état ou leur comblement total. L'orateur cite les trois principales voies d'eau :

[46] « 1) le canal Gallimard, creusé de main d'homme, depuis la conquête, au milieu du marais sur lequel est établie la ville de Saigon et parallèlement à la rue Isabelle II (rue d'Espagne) ;

2) le Grand Canal. (aujourd'hui boulevard Charner) qui communique avec le canal Gallimard d'un côté et la rivière de Saigon de l'autre ;

3) l'Arroyo (sans indication de nom, est devenu l'extrémité basse de la rue Pellerin) qui communique, d'un côté, avec l'arroyo Chinois et de l'autre, avec l'extrémité du canal Gallimard » ¹⁹.

Mais, il ne faudra pas moins de 20 à 25 ans de palabres stériles pour arriver à une solution définitive : le comblement des arroyos.

Malheureusement, cette lutte oratoire, si funeste à toute activité créatrice eut d'autres champs d'action : en 1871, par exemple, on décida de faire une mairie et on acheta, en conséquence, un terrain pour cela. Mais, après ce commencement de réalisation, le lieu choisi avait cessé de plaire, on se mit à la recherche d'un meilleur emplacement. Puis des plans furent demandés, acceptés, refusés, repris, modifiés, perdus, retrouvés... Finalement, cette mairie, dont la construction fut décidée en 1871, ne fut terminée qu'en 1908. Il fallut donc environ 40 ans pour voir se dresser cet édifice qui fut, dès son érection, en butte à toutes les critiques ²⁰

[47] L'actuel palais du gouverneur général demandera moins de temps, quelques années seulement, pour son édification. C'est le 23 juin 1868 que la première pierre en fut posée par l'amiral DE LA GRANDIÈRE et les fondations bénies par Mgr. MICHE, évêque de Dansara ²¹.

Pendant la guerre franco-allemande de 1870-71, qui n'eut, d'ailleurs, aucune répercussion en Indochine, le périmètre urbain s'agrandit : les villages de Cau-ong-Lanh, Phu-hoà et An-hoà y furent incorporés ²².

Puis, le rythme accéléré des premières années reprit :

En 1894, Hoà-My, Phu-hoà (ce dernier en totalité), Nam-Chon, Tan-dinh et une partie du village Huan-Hoà lui furent adjoints, soit une augmentation de 344 hectares ;

En 1895, ce fut une partie des villages de Khanh-hoi et Tam-hoi, soit 82 hectares ;

¹⁷ Pour l'histoire de l'éclairage à Saigon, voir Baudrit : « Extrait des registres de délibérations... », t. 1, p. 150 à 197.

¹⁸ Voir Candé : « De la mortalité des Européens en Cochinchine... » et Baudrit : « Un sanatorium militaire à Baria », dans *Bull. Société des études indochinoises*, 1933, 3^e trim., p. 55 à 59, où il est dit quelques mots de l'état sanitaire de Saigon jusqu'en 1870.

¹⁹ Reg. délib., t. 1., f^o 32 à 42. Séance du 19 nov. 1867. — Baudrit : « Extraits... », t. 2, doc. pp. 72-73.

²⁰ Pour les documents concernant la mairie, voir Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 283 à 340.

²¹ « Courrier de Saigon », du 5 mars 1868. Le journal précise que la première pierre « repose à 2 m.60 de fond au-dessous du niveau du sol, sur la première couche de terrain solide.

Cette pierre est un bloc de granit extrait de nos carrières de Bièn-Hoà, qui a près de 50 cm. d'équarrissage ; elle renferme une boîte de plomb contenant des pièces neuves en or, en argent et en bronze, à l'effigie de Sa Majesté Napoléon III. »

²² Reg. délib., t. 2, f^o 66-67 et 67-68. Séances des 18 et 22 fév. 1871 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 289, doc. 653 et 654.

En 1904, une partie des villages de Tanhoà et Phu-Thanh ;

En 1907 (16 août), une partie des villages de Khanh-hoi et de Chang-Hung.

[48] La superficie totale de la ville de Saigon, atteignait donc à cette époque 1.674 hectares ²³.

Les monuments commencèrent à s'édifier. Un arrêté du 14 novembre 1874 décida la construction du collège Chasseloup-Laubat (qui sera terminé en 1877) ; puis, l'édification d'une cathédrale fut envisagée. Le « Courrier de Saigon » du 5 février 1876 en mit le plan au concours.

Désormais, le gros effort d'organisation est terminé. La ville grandit normalement, très sensible aux périodes de prospérité économique. Les deux villes de Saigon et de Cholon tendent plus que jamais l'une vers l'autre et enfin, se fondent administrativement le 1^{er} janvier 1932 ²⁴, pour ne former qu'une seule préfecture.

C'est en 1879 que prend fin le gouvernement des amiraux. Ils furent remplacés par des gouverneurs civils jusqu'en 1887 ; ceux-ci cédèrent leur place aux lieutenants-gouverneurs qui deviendront ensuite les gouverneurs de la Cochinchine (décembre 1911). Mais, gouverneurs civils et gouverneurs de la Cochinchine [49] n'auront pas une part aussi grande dans le développement de la ville de Saigon, qu'en eurent les amiraux-gouverneurs. Aussi le souvenir de ces derniers doit-il être intimement lié à l'évocation de cette « époque héroïque » qui a coûté tant de peine et tant de sacrifices aux premiers Français venus avec confiance se fixer en ce lieu désolé, parmi les humbles villages où régnaient les plus cruelles maladies.

Cependant, il faut remarquer l'ardente foi que nos prédécesseurs avaient mis dans le développement futur de la ville ; tous les documents reflètent cet optimisme. Nous en retiendrons un seul, la légende qui fut choisie lorsque la municipalité de 1871 dota Saigon d'un blason : « *Paulatim Crescam* » (Peu à peu je croîtrai) ²⁵.

L'histoire de Saigon devrait être écrite : ce serait pour nous, Français, faire le bilan d'un effort créateur et fécond, long de 80 ans ; pour les étrangers, ce serait prouver que notre génie colonisateur n'est pas un vain mot ; pour les Annamites, ce serait montrer à ceux qui l'ignorent quel prodigieux chemin ils ont parcouru dans la voie du bien-être, de la paix et du bonheur, en donnant loyalement la main à ceux qui se proposaient de les guider.

²³ Pour les augmentations successives du périmètre urbain, voir : Baudrit : « Extraits des reg. délib. », t. 2, p. 288 à 301.

²⁴ C'est le 27 avril 1931 que les villes de Saigon et de Cholon ont été réunies sous l'autorité du gouverneur de la Cochinchine, pour être administrées par un préfet, nommé par le gouverneur général.

L'installation officielle de ce conseil d'administration eut lieu le 14 décembre 1931, par le gouverneur général Pasquier, mais l'entrée en fonction de cet organisme fut fixée au 1^{er} janvier 1932.

Voir au chapitre III, la liste chronologique des préfets ou administrateurs de la région Saigon-Cholon.

²⁵ Voir reg. délib., t. 3, p 32, séance du 19 août 1870, ou Baudrit, « Extrait... », t. 1., p. 46 document 56.

Le blason est ainsi décrit :

« De gueules au paquebot d'or gréé de même, fumant d'argent, voguant sur mer naturelle, à l'étoile d'argent, au second canton représentant l'étoile d'Extrême-Orient.

Écu surmonté de la couronne murale, supporté par deux tigres griffés, lampassés de gueules, la devise : Paulatim crescam ».

Choix bibliographique
concernant
la ville de Saigon

I. — Extrait de la collection des cartes et plans de Saigon²⁶

1. — Plan de Saigon, dressé en 1795 (sans nom d'auteur).
2. — Saigon et ses environs, dessiné par Larclause, sous-lieutenant au 4^e rég. de Marine (1^{er} mars 1859). — Arch. nat. de la Marine BB⁴ 769 F 39. — Voir Malleret : « Éléments d'une monographie des anciennes fortifications et citadelles de Saigon », Bulletin de la Soc. des études indochinoises, 4^e trim. 1935.
3. Plan de Saigon et ses environs, levé par Foerster, capitaine d'état-major, chef du service topographique.
S. D. 1 feuille. — Carte M. S. à la Soc. géographie de Paris.
[52]
4. — Projet d'une ville de 500.000 âmes, par le colonel du génie Coffyn (1862)
5. — Plan de la rade de Saigon et de l'arroyo Chinois, levé par ordre du contre-amiral de la Grandière, gouverneur, commandant en chef de la Cochinchine, par MM. Vidalin et Héraud, sous-ingénieurs hydrographes de la Marine (juin 1863). — Échelle 1/500.
Carte manuscrite à la Société de géographie de Paris.
6. — Plan de la Ville de Saigon, en 1866. Déposé au cadastre.
7. — Plan de la Ville de Saigon, en 1867. Déposé au cadastre.
8. — Plan des environs de Saigon. Dressé par le service du cadastre de Saigon. Mis à jour par le lieutenant Joly, de l'infanterie de marine. — Échelle 1/20.000^e, août 1895, 2 feuilles gr. in-f.
9. — Cochinchine française. — Plan cadastral de la ville de Saigon, publié sous la direction de M. Bertaux, géomètre en chef, chef du service du cadastre et de la topographie. 1898. — Échelle 1/4.000^e. Réduit et dessiné par A. Chauvet, dessinateur du cadastre.
10. — Plan en relief, de Gaston Pusch (1902).

²⁶ À de rares exceptions près, ces cartes et plans se trouvent soit au service du cadastre, soit à la bibliothèque de la Société des études indochinoises.

11. — Plan de Saigon et de Cholon au 10.000^e, 1923 (en 4 feuilles). Dressé par le Service géographique de l'Indochine, par restitution de photographies du Service aéronautique.

[53]

12. — Plans de Saigon, Cholon, Hanoï, etc. au 80.000^e et au 25.000^e dressés par le Service géographique de l'Indochine, par restitution de photographies du Service aéronautique. (En cours de publication).

II. — Livres, revues, périodiques, journaux

ABEL (H.) Pseudonyme de Rieunier : « La question de la Cochinchine au point de vue des intérêts français », Paris, Challamel, 1864, in-8, 48 pp.

ANONYME. — « La Cochinchine Française en 1875 », *Bull. du Comité agricole et industriel de la Cochinchine*, Paris, Challamel.

ANONYME. — « La ville de Saigon », *Revue indo-chinoise*, 1893, t. IV, p. 1-34, 3 plans.

ANONYME. — « Rapport de la délégation nommée par le conseil municipal de la Ville de Saigon, dans sa séance du 15 mars 1901. Assainissement ».

AUBARET. — « Histoire et description de la Basse-Cochinchine », Paris, Imprimerie impériale, 1863.

BARRELON (Pierre). — « Saigon », dans « Le Tour du Monde », 1893-II, pp. 225-256.

BASTIDE (Louis). — « Saigon pittoresque », *Revue de géographie*, X. 1882, pp. 401-414.

[54]

BAUDRIT (André). — « Contribution à l'histoire de Saigon ». (Extraits des registres de délibérations de la mairie 1867-1916). *Bull. de la Soc. des études indo-chinoises* (Saigon) 1935, 1^{er}, 2^e et 3^e trim. 376 pp. + 8 HT et 437 pp + 4 HT.

BAURAC (Dr. J. C.). — « La Cochinchine et ses habitants. — Provinces de l'Est, Saigon, Rey, 1896.

BOUCHOT (Jean). — « Saigon sous la domination cambodgienne et annamite », Saigon, Portail, 1926.

BOUCHOT (Jean). — « Documents pour servir à l'histoire de Saigon ». Saigon, Portail, 1927.

BOUDET ET MASSON. — « Iconographie historique de l'Indochine française », Paris, Van Oest, 1931.

BOUINAIS ET PAULUS. — « L'Indochine française contemporaine », Paris, Challamel, 1885, 2 vol, XIII, 582 et 838 pp. Nb. ill.

BREBION (Antoine), « Monographie des rues de Saigon ». (Mauvais), *Revue indo-chinoise*, 1911, 2^e semestre.

- BULLETIN de l'Expédition de Cochinchine, devient en 1865,
- BULLETIN officiel de la Cochinchine française (jusqu'en 1888).
[55]
- CANDÉ (Dr. J. B.). — « De la mortalité des Européens en Cochinchine, depuis la conquête jusqu'à nos jours, avec une description de la ville de Saigon et des plans de la caserne d'infanterie et de l'hôpital de la Marine », Paris, Challamel, 1881, VIII-68 pp.
- COINCY (L. de). — « Quelques mots sur la Cochinchine en 1866 », Paris, Challamel, 1866, 69 pp.
- CONSEIL COLONIAL. — (Procès-verbaux). Archives de la Cochinchine.
- COURRIER DE SAIGON (Paru à partir du 1^{er} janvier 1864).
- COURTET (E.). — (Notes sur Saigon et la Cochinchine », Bull. Soc. Géogr. de l'Est, 1891, pp. 449-456 et 1892, p. 1-25.
- DIEULEFILS. — « Saigon et ses environs », Paris, Paul Vigier, sans date.
- DOUMER (Paul). — « L'Indochine française. Souvenirs. », Paris, Vuibert & Nouy, 1905.
- DUCHESNE DE BELLECOURT (P.). — « La colonie de Saigon. Les agrandissements de la France dans le bassin du Mékong », *Revue des Deux Mondes*, 68^e vol. 2^e pér., 37^e année, 15 mars 1867.
- DÜRRWELL (George). — « Ma chère Cochinchine. Trente ans d'impressions et de souvenirs », Paris, Renaissance du Livre, sans date.
[56]
- FAVRE (Capitaine). — « Panorama de Saigon. La Cochinchine en 1881 », *Bull. Soc. géogr. de Rochefort*, III, 1881-82, pp. 166-167.
- GARNIER (Francis). — « La Cochinchine française en 1864 », Paris, Dentu, 1864, in-8, pp. 48.
- HAILLY (E. du). — « Souvenir d'une campagne en Extrême-Orient. III. — Les débuts d'une colonie », *Revue des Deux Mondes*, 36^e année, 2^e pér., t. 65, Paris, 1886.
Revue maritime et coloniale, t. 35, nov.-déc. 1866, p. 753 et suiv.
- ILLUSTRATION (L'). — À consulter depuis le 23 avril 1859, pp. 264-65.
- JARDEL (Eugène). — « Impressions de voyage. La Cochinchine. Saigon-Cholon », *Bull. Soc. géogr. d'Alger*, 1910, pp. 395-410 et 484-500.
- JOURNAL DES COLONIAUX et de l'Armée coloniale réunis (Le). — Article sur la fusion de Saigon-Cholon, n° 494 du 13 juin 1931, p. 2, Paris, 264, bd. St-Germain.
- LEMIRE (Charles). — « Cochinchine française et royaume du Cambodge, avec l'itinéraire de Paris à Saigon et à la capitale cambodgienne », Paris, Challamel, 1869, in-18, pp. 519.

LHOMME (H.F.). — « Le gouvernement des amiraux en Cochinchine (1861-79) », thèse de droit., Paris, Larose, 1901, 122 pp.

[57]

MALLERET (Louis). — « Éléments d'une monographie des anciennes fortifications et citadelles de Saigon », *Bull. Soc. des études indo-chinoises* (Saigon), 1935, 4^e trim., pp. 5-108, 28 HT.

MASPERO. — « Un empire colonial français : l'Indochine française », Paris, Van Oest, 1930, 2 vol.

[MOSSY]. — « Notice historique, administrative et politique sur la ville de Saigon », Saigon, Imp. de l'Union, 1917.

MOURA. — « Saigon et Cholon », *Bull. Soc. géogr. commerciale de Bordeaux*, 1881, pp. 628-629.

PALLU DE LA BARRIÈRE (Léopold). — « Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », Paris, Hachette, 1864, in-8, 579 pp.

PONCHALON (Colonel Henri de). — « Indochine, souvenirs de voyage et de campagne (1858-60) », Tours, Mame, 1896, 336 pp.

RICHARD (P.C.). — « Saigon et ses environs au commencement de 1866 », *Revue maritime et coloniale*, 1866, pp. 530-551.

RIEUNIER. (L.). — « La ville de Saigon ». *Revue maritime et coloniale*, 1861, t. 1, p. 186.

ROBEQUAIN (Charles). — « L'Indochine française ». dans : « La France lointaine », Paris, 1930, 213 pp.

[58]

SEPTANS (Capitaine). — « Les commencements de l'Indochine française », Paris, Challamel, 1887, in-8, 213 pp.

SCHREINER. — « Abrégé de l'histoire d'Annam », Saigon, 1906.

TRANG-HOI-DUC. — « Giadinh, Thung-chi », 1830. Voir : Aubaret.

TRUONG-VINH-KY (Pétrus). — « Souvenirs historiques sur Saigon et ses environs », dans « Excursions et reconnaissances », n° 23, mai-juin 1885, pp. 5-32, Saigon.

VIAL (Paulin). — « Les premières années de la Cochinchine française », Paris, Challamel, 1874, 2 vol.

III

Liste chronologique,
des commandants en chef
et des amiraux-gouverneurs de la Cochinchine²⁷

1^{er} sept. 1858 — 1^{er} nov. 1859

RIGAULT DE GENOUILLY, vice-amiral, commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du corps expéditionnaire.

13 mars 1859 — 1^{er} avril 1860

JAURÉGUIBERRY, capitaine de frégate, commandant à Saigon, d'abord sous les ordres de Rigault de Genouilly, puis sous ceux du contre-amiral Page.

1^{er} nov. 1859 — 12 mars 1860

PAGE, contre-amiral, commandant en chef de la division navale et du corps expéditionnaire dans les mers de Chine.

1^{er} avril 1860 — 7 fév. 1861

ARIÈS (D'), capitaine de vaisseau, commandant supérieur à Saigon.
[60]

7 février 1861 — 29 nov. 1861

CHARNER, vice-amiral, commandant en chef des forces navales dans les mers de Chine.

30 nov. 1861 — 30 avril 1863

BONARD, contre-amiral, commandant en chef en Cochinchine. Est le premier gouverneur (Décret impérial du 25 juin 1862).

1^{er} mai 1863 — 16 oct. 1863

LA GRANDIÈRE (DE), contre-amiral, gouv. et cdt en chef *p.i.* entré en fonction le 1^{er} mai 1863 nommé titulaire le 1^{er} mai 1863. Parti pour France en mission le 31 mai 1865.

1^{er} avril 1865 — 28 nov. 1865

ROZE, contre-amiral, commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du Japon, gouv. *p. i.*

28 nov. 1865 — 4 avril 1868

LA GRANDIÈRE (DE), Vice-amiral, gouverneur et cdt. en chef Parti en congé pour France.

5 avril 1868 — 11 déc. 1869

²⁷ Les dates n'indiquent que le temps effectif de commandement.

OHIER, contre-amiral, commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du Japon. Gouv. *p. i.* Parti pour France le 11 déc. 1869.

11 déc. 1869 — 8 jan. 1870

FARON, général de brigade d'infanterie de Marine, gouverneur par intérim.

8 jan. 1870 — 1^{er} avril 1871

CORNULIER-LUCINIÈRE (DE), contre-amiral, commandant en chef de la division des mers de Chine et du Japon.

[61]

1^{er} avril 1871 — 4 mars 1872

DUPRÉ, contre-amiral, gouverneur et commandant en chef. Parti pour France en congé le 4 mars 1872.

4 mars 1872 — 16 déc. 1872

ARBAUD (D'), général de brigade d'infanterie de marine, gouverneur par intérim

16 déc. 1872 — 16 mars 1874

DUPRÉ, contre-amiral commandant en chef.

16 mars 1874 — 30 nov. 1874

KRANTZ, contre-amiral, commandant en chef de la division des mers de Chine au et du Japon, gouv. *p. i.*

1^{er} déc. 1874 — 31 janv. 1876

DUPERRÉ, contre-amiral gouverneur et commandant en chef de la div. des mers de au Chine et du Japon. Parti en mission en France.

1^{er} fév. 1876 — 16 juill. 1876

BOSSANT, général de brigade d'infanterie de Marine, gouverneur par intérim.

7 juill. 1876 — 4 juill. 1877

DUPERRÉ, contre-amiral, rentré de mission, gouverneur et commandant en chef.

5 juill. 1877 — 7 juill. 1870

LAFONT, contre-amiral, gouverneur et commandant en chef. Rappelé sur sa demande.

Gouverneurs civils

7 juill. 1879— 4 mars 1881

LE MYRE DE VILERS, gouverneur. Parti en mission en France.

[62]

4 mars 1881 — 31 oct. 1881

TRENTINIAN (DE), général de brigade d'infanterie de marine, gouverneur par intérim.

1^{er} nov. 1881 — 11 janv. 1883

LE MYRE DE VILERS, gouverneur. Rentré de mission.

12 janv. 1883 — 27 juill. 1885

THOMSON, gouverneur. Parti en mission en France.

27 juill. 1883 — 19 juin 1886

BÉGIN, général de brigade d'infanterie de marine, gouverneur par intérim.

20 juin 1886 — 22 oct. 1887

FILIPPINI, gouverneur. Décédé le 22 oct. 1887.

23 oct. 1887 — 2 nov. 1887

PARDON, gouverneur par intérim.

3 nov. 1887 — 15 nov. 1887

PIQUET, gouverneur par intérim

L'Union Indochinoise est constituée en 1887, et l'Indochine française tout entière est placée sous l'autorité d'un gouverneur général.

Liste chronologique, des maires de la ville de Saigon

1867-1871

TURC, médecin de marine, inspecteur de 3^e classe de Affaires indigènes, nommé commissaire municipal de la ville de Saigon par décret du 8 mai 1867.

1871-1872

BARBIER, (Baron), négociant.

1872-1874

LOURDEAULT, pharmacien civil.

1874-1876

VINSON, avocat-défenseur.

1877-1878

LAMY, entrepreneur de travaux publics.

1879-1880

BLANCSUBÉ, avocat-défenseur.

1881-1882

CORNU ²⁸, négociant.

11 mars 1883-26 janv. 1884

CARDI, docteur en médecine.

26 janv.-19 oct. 1884

GUÉRIN, pharmacien civil.

19 oct. 1884-19 nov. 1890

CARABELLI, avocat-défenseur.

[64]

19 nov.-23 nov. 1890

CURIOL, imprimeur, conseiller municipal le plus ancien faisant fonction de maire.

23 nov. 1890-9 déc. 1891

CUNIAC, avocat-défenseur.

²⁸ Marie Édouard Cornu (Gorges, Loire-Inférieure, 18 mars 1837-Paris, 15 mars 1910) : fils de René Félix Cornu et de Françoise Evelina Rousseau. Frère aîné d'Albert. Négociant, directeur de décortiqueries de paddy, membre du Conseil privé de la Cochinchine depuis sa création (1869), juge au tribunal de commerce, président de la chambre de commerce de Saigon, premier adjoint au maire de Cholon, puis maire de Saigon (1881-1882). Chevalier de la Légion d'honneur (*JORF*, 5 juillet 1882).

10 déc. 1891-1^{er} mai 1892
SANDRET, administrateur des Affaires indigènes, Président de la commission municipale.
[65]

1^{er} mai 1892-26 avril 1895
CUNIIAC, avocat-défenseur.

26 avril 1892-14 janv. 1902
BLANCHY, président du conseil colonial.

14 janv. 1902-5 mai 1906
CUNIAC, avocat-défenseur.

5 mai 1906-26 juill. 1906
FORAY, avocat-défenseur, 2^e adjoint, faisant fonction de maire.

26 juill. 1906-7 août 1908
DURANTON, administrateur des services civils, président de la commission municipale.

8 août 1908-3 sept. 1908
GARRIGUENC, président de la commission municipale.

3 sept. 1908-24 mai 1911
GIGON-PAPIN, notaire.

27 mai 1911-2 janv. 1912
CHESNE, inspecteur des services civils, président de la commission municipale.

2 janv. 1912-14 mai 1912
GARNIER, administrateur des services civils, président de la commission municipale.

14 mai 1912-23 juill. 1916
CUNIAC, avocat-défenseur.

10 août 1916-14 juin 1922
FORAY, avocat-défenseur.

15 juin 1922-31 mai 1924
THOLANCE (A.), administrateur des services civils, président de la commission municipale.

1^{er} juin 1924-10 mai 1925
EUTROPE, administrateur des services civils, président de la commission municipale.

11 mai 1925 -1^{er} janv. 1929
ROUELLE, agent général des Chargeurs réunis.

2 janv. 1929 -14 mai 1929
THOLANCE (A.), administrateur de 1^{re} classe, président de la commission municipale.

15 mai 1929-29 avril 1931

BÉZIAT (J.), avocat-défenseur.

30 avril 1931-29 mai 1932

RIVOAL (H.), administrateur de 1^{re} classe des services civils, président de la commission municipale.

30 mai 1932-14 nov. 1932

BERLAND (Louis), administrateur de 1^{re} classe des services civils, président de la commission municipale.

15 nov. 1932-22 janv. 1933

RENAULT (Philippe), administrateur de 1^{re} classe des services civils, président de la commission municipale.

[66]

23 janv. 1933-9 mai 1933

BERLAND (Louis), administrateur de 1^{re} classe des services civils, président de la commission municipale.

10 mai 1933-12 août 1933

CASATI (Marc), professeur agrégé de l'Université.

13 août 1933-17 mai 1935

BAILLE DE LANGIBAUDIÈRE (L.), docteur en médecine.

18 mai 1935

LORENZI (L.), chef de l'inscription maritime.

18 mai 1935-9 janv. 1941

BOY LANDRY, négociant.

8 fév. 1941-30 sept. 1941

LORENZI (L.), chef de l'inscription maritime.

[67]

Liste Chronologique, des Administrateurs de la Région Saigon-Cholon

22 mai 1921

EUTROPE (Eugène, Henri), résident supérieur de 3^e cl. nommé par décret du 22 mai 1921.

N'a pas pris effectivement son service, ayant été désigné ultérieurement en qualité de gouverneur *p. i.* de la Coch.

1^{er} janv. 1932-11 nov. 1932

RENAULT (Philippe, Oreste), administrateur de 1^{re} classe. Nommé par arrêté du 4 décembre 1931.

12 nov. 1932-6 janv. 1934

EUTROPE (Eugène, Henri), résident supérieur de 3^e cl. Nommé par décret du 22 mai 1931.

7 janv. 1934-3 mai 1934

RENAULT (Philippe, Oreste) administrateur de 1^{re} classe. Nommé par arrêté du 22 janvier 1934.

4 mai 1934-8 oct. 1934

MOSSY (Ange, Charles), administrateur de 2^e cl. Nommé par arrêté du 29 juin 1934 (chef des services administratifs, chargé de l'expédition des affaires courantes).

[68]

9 oct. 1934-29 fév. 1936

RIVOAL (Henry, Georges), administrateur de 1^{re} classe. Nommé par arrêté du 29 septembre 1934.

1^{er} mars 1936-25 sept. 1937

BUSSIÈRE (Albert, Martial), administrateur de 1^{re} cl. Nommé par arrêté du 28 février 1936.

26 sept. 1937 -6 nov. 1937

MERLE (René, Georges), chef de bureau hors cadre (chef des services administratifs, chargé de l'expédition des affaires courantes).

7 nov. 1937-16 nov. 1938

RIVOAL (Henry, Georges), administrateur de 1^{re} cl Nommé par arrêté du 1^{er} décembre 1937.

17 nov. 1938-13 juillet 1939

BUSSIÈRE (Albert, Martial), administrateur de 1^{re} classe. Nommé par arrêté du 14 novembre 1938.

14 juillet 1939-31 août 1939

RIVOAL (Henry, Georges), administrateur de 1^{re} classe, Nommé par arrêté du 11 juillet 1939

1^{er} sept. 1939-31 mai 1942

BUSSIÈRE (Albert, Martial), administrateur de 1^{er} classe. Nommé par arrêté du 30 août 1939.

1^{er} juin 1942-31 déc. 1942

HOEFFEL (Ernest, Timothée). administrateur de 1^{er} classe. Nommé par arrêté du 18 mai 1942.

IV

Essai sur la Population de Saigon-Cholon

I. — Origine des habitants, en Cochinchine et à Saigon-Cholon

AUBARET, officier de marine qui fut chargé d'un service administratif à Saigon au lendemain de la conquête, s'intéressa à la population indigène au milieu de laquelle il se trouvait. Il fut un des premiers qui apprirent la langue annamite et il traduisit en français le Giadinh-Tong-chi, recueil historique relatif à l'empire d'Annam avant l'intervention française. C'est par cette voie que nous connaissons quelques faits et quelques traditions concernant les premiers éléments de population annamite en Indochine du Sud.

Il écrit :

« Le territoire de la Basse-Cochinchine (la Cochinchine actuelle) était immense et peu peuplé ; on n'avait enregistré sur les registres du peuple que 40.000 maisons. Il fut donc ordonné de lever et de réunir les gens du peuple, surtout parmi les vagabonds, et de les transporter comme colons dans les nouvelles provinces (p. 9) ».

Aucune date ne nous indique, même approximativement, le moment où la Basse-Cochinchine reçut ces vagabonds et rien ne prouve, d'ailleurs, que cette source de population ait réellement existé. On la prête à beaucoup de pays...

[70] Le même traducteur rapporte qu'« on laisse les nouveaux colons libres de leurs mouvements et travailler la terre là où il leur convenait le plus. Le peuple eut donc l'entière liberté de défricher ce que bon lui semblait et d'établir ses demeures et ses nouvelles rizières, en fondant ses villages, aux lieux choisis par lui-même. Les lots de terre étant choisis, il suffisait d'en exprimer le désir au mandarin pour en devenir propriétaire. On ne mesurait pas le terrain quand on le concédait... » (p. 18).

L'arrivée des Chinois a une origine mieux définie. Ils sont venus en Cochinchine en 1680, lorsque, fuyant la dynastie des TSING qui venait, en Chine de renverser celle des MING ; ils demandèrent asile à l'empereur d'Annam, à Tourane, qui les répartit entre les localités de Mytho et de Biênhoà. Ceux de Biênhoà s'installèrent dans une île du Donnaï. Mais, en 1773, une révolte importante, celle des TAYSON ayant, pendant un temps, chassé l'empereur d'Annam de son trône, la colonie chinoise en danger vint se réfugier près de Saigon et fonda, en 1778, une agglomération qui fut appelée, Tac-ngon²⁹.

[71] Mais, Cholon n'eut pas comme habitants que ces exilés politiques. « Les aventuriers qui abondent dans les mers de Chine : montagnards du Fokien, insulaires d'Hainan, Cantonais, Arabes, Indous, gens des tribus de Karing et de Xong se

²⁹ Tac-ngon donna par la suite Sai-gon, que les Français auraient à tort appliqué à la ville connue sous ce nom. Quand Cholon (nom annamite qui signifie « Grand Marché ») s'appelait Tac-ngon, le Saigon actuel était désigné par les noms de Ben-nghé (pour les villages) et de Ben-thành (pour la citadelle). Ces noms ont provoqué de longues discussions entre historiens.

Il est à noter que les Chinois installés à Tac-ngon n'y trouvèrent pas tout d'abord la tranquillité escomptée :

« ...En 1782, le chef des rebelles, NHAC, entra dans la province de Saigon, battit les troupes impériales et passa tous les habitants chinois de la nouvelle ville au fil de l'épée ». Dix mille moururent ainsi. (Giadinh-thong-chi, traduction Aubaret, p. 97).

dirigèrent vers Saigon »³⁰. Même à la fin du siècle dernier, les rapports de police signalent que « c'est là qu'une grande partie des condamnés se retirent... pour mieux échapper à la surveillance. Les condamnés libérés forment des groupes de vagabonds et sont, le plus souvent, les auteurs ou instigateurs de vols. Enfin, on signale, de temps en temps, une arrivée de Chinois expulsés de Canton, Hongkong ou Singapour, qu'on laisse circuler librement et qui ont mis en pratique tous les genres de vols connus.³¹ »

Si on tient compte que les exilés politiques chinois réfugiés à Cholon ont presque tous été passés au fil de l'épée par les révoltés annamites de 1782, il ressort que les habitants de Saigon-Cholon seraient presque tous des descendants de repris justice. Il y a là une exagération certaine.

Plus près de nous, et en dehors des Européens, d'autres éléments de population sont venus grossir le noyau sino-annamite : Cambodgiens, Malais, Hindous, auxquels, il faut ajouter les métis de ces différentes races. Les plus nombreux de ceux-ci sont les minh-huong, nés en général d'un père chinois et d'une mère annamite.

[72]

II. — Fluctuations de la population de Saigon-Cholon

Pour les années qui ont précédé et suivi la conquête, il est difficile de se faire une idée du chiffre de population à Saigon et à Cholon.

Lucien DE GRAMMONT, capitaine au 44^e de ligne et qui, après la campagne, fut directeur des affaires indigènes à Thudaumot, puis à Hocmon, a pénétré le milieu indigène et recueilli les traditions. Il prétend que sous la domination annamite, Saigon-Cholon comptaient 100.000 habitants et formaient une même cité³². Est-ce exact ? Toujours est-il qu'en 1864, la population de Saigon seulement était évaluée à 7 ou 8.000 âmes³³. La population de Cholon nous est inconnue à cette époque. En 1865, on nous donne le chiffre de 50.000 pour les deux villes³⁴. En 1866, 40.000 pour Cholon³⁵ ; il en resterait donc une dizaine de mille pour Saigon.

Puis, en 1887, nous avons le chiffre de 35.000 pour Saigon seulement³⁶ ; ce chiffre est doublé pour 1894³⁷. Enfin, les [73] recensements deviennent plus réguliers à partir de 1907. Malheureusement, pour les premières années du vingtième siècle, il a été impossible de trouver les « Tableaux récapitulatifs de la population ». Les archives de la Cochinchine ne sont pas entièrement classées ; de plus, des pièces importantes furent la proie des termites ou furent volontairement livrées aux flammes pour éviter l'encombrement, de sorte que, les tableaux ci-après, concernant la population française, annamite, chinoise.... comporteront quelques lacunes.

[74]

Population de Saigon-Cholon de 1907 à 1941 (1)

	1907 (2)	1908	1909	1910
--	----------	------	------	------

³⁰ Pallu de la Barrière « Histoire... p. 153.

³¹ Cité par Baurac : « La Cochinchine... Provinces de l'Est » p. 95.

³² L. de Grammont : « Onze mois... », p. 95.

³³ « L'Illustration » du 9 av ril 1864, p. 231.

³⁴ Annales de la Cochinchine, 1865, p. 49.

³⁵ Richard : « Saigon et ses environs au commencement de 1866 ».

³⁶ Baurac (Dr), « La Cochinchine et ses habitants. Provinces de l'Ouest », p. 205.

³⁷ Baurac (Dr) : « La Cochinchine et ses habitants. Provinces de l'Ouest », p. 210.

	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	6.408	289	7.132	356	6.693	435	8.890	422
Annamites	33.384	92.031	33.502	95.617	38.603	95.066	39.867	101.874
Chinois	16.159	80.300	16.499	83.020	18.010	83.020	15.084	89.106
Divers	—	—	606	—	815	—	877	312
Total	55.951	172.520	57.739	178.993	64.121	179.021	64.718	191.714
	228.471		236.732		243.142		259.432	

	1911		1912		1913		1914	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	8.514	302	5.887	478	6.487	399	5.100	393
Annamites	41.452	96.350	38.403	91.396	37.630	92.113	40.096	91.072
Chinois	16.806	85.090	21.230	74.679	21.7391	75.247	22.553	70.000
Divers	967	—	1.263	390	350	302	383	293
Total	67.739	181.742	76.783	166.943	66.206	168.061	68.131	161.758
	249.481		243.726		234.267		229.889	

	1915		1916 (3)		1917		1918	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	5.414	345	4.956	410	6.487	399	4.628	365
Annamites	37.242	92.359	39.025	89.008	42.418	92.509	45.835	93.654
Chinois	22.079	71.158	21.997	92.873	18.580	96.497	20.949	99.656
Divers	1.329	344	1.385	762	821	714	829	706
Total	66.064	164.206	67.363	183.053	66.447	190.085	72.616	194.394
	230.270		250.416		256.532		267.010	

	1920		1921 (4)		1922		1923	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	—	—	4.672	479	6.208	585	8.444	489
Annamites	—	—	50.086	95.512	53.855	86.161	59.285	85.725

Chinois	—	—	23.244	116.517	28.914	102.786	32.989	98.123
Divers	—	—	5.802	12.200	6.460	9.175	8.650	11.017
Total	—	—	83.804	224.708	95.437	198.707	108.566	233.691
	—		308.513		294.144		303.920	

	1924		1925		1926		1927	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	8.444	698	—	746	—	834	—	—
A n n a - mites	59.285	99.912	—	89.016	—	89.016	—	—
Chinois	32.989	122.185	—	90.028	—	90.028	—	—
Divers	8.650	11.296	—	11.312	—	11.312	—	—
Total	108.368	233.691	—	191.102	—	191.102	—	—
	342.059		—		—		—	

	1928		1929		1930		1931	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	12.583	761	—	734	13.205	674	10.976	648
A n n a - mites	72.350	87.000	—	85.000	72.980	77.300	75.834	64.655
Chinois	30.050	95.000	—	98.000	29.600	95.641	28.677	66.354
Divers	10.035	9.656	—	9.666	9.815	9.019	10.864	2.393
Total	125.018	192.417	—	193.400	125.600	182.634	126.351	134.060
	317.435		—		308.234		260.411	

	1932		1933		1934		1935	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	11.020	845	12.210	910	14.964	829	11.083	849
A n n a - mites	73.920	54.647	72.300	51.634	79.833	54.079	67.511	74.169
Chinois	22.406	66.106	17.330	33.415	28.031	49.955	20.228	60.080
Divers	10.039	2.122	7.628	2.046	7.081	2.247	5.755	1.736

Total	117.38 5	123.72 0	109.46 8	88.005	129.90 9	107.11 0	104.57 7	136.83 4
	241.105		197.473		237.019		260.411	

	1936		1937		1938		1939	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	9.828	782	10.053	814	12.055		15.812	
A n n a - mites	78.573	78.573	79.054	78.109	171.543		190.340	
Chinois	20.171	65.055	123.342	85.616	256.839		284.257	
Divers	13.833	1.626	1.778	1.329	4.570		5.372	
Total	120.405	146.036	214.227	165.868				
	266.441		380.095		445.007		495.781	

	1940		1941	
	Saïgon	Cholon	Saïgon	Cholon
Français	12.296		12.235	
A n n a - mites	186.731		179.970	
Chinois	254.457		254.457	
Divers	5.669		5.304	
Total				
	459.153		448.966	

Remarques. — De l'examen de ce tableau numérique, deux remarques s'imposent :
a) la ville « chinoise » de Cholon a été plus annamite que chinoise jusqu'en 1915 ;
b) Cholon a été toujours plus importante que Saïgon au point de vue de la population, bien qu'occupant une superficie beaucoup plus restreinte.

Renvois.

(1) Les archives de la Cochinchine ne permettent pas d'avoir tous les renseignements désirables sur la population des villes jumelles. Ainsi, les chiffres de 1920 font défaut pour Saïgon et Cholon ; ceux de 1925 et 1926 manquent pour Saïgon ; ceux de 1927 manquent pour Saïgon et Cholon ; ceux de 1929, pour Saïgon. À signaler : le recensement de 1931 donne pour Saïgon une population de 119.000 habitants, ci-contre, elle est de 126.351 (Voir renvoi n° 4).

(2) De 1907 à 1919, les chiffres indiquant la population proviennent des annuaires statistiques de l'Indochine.

(3) De 1916 à 1919, les effectifs de l'armée sont tenus secrets ; il a été ajouté 1.000 unités (moyenne basée sur l'effectif de 1915) pour rétablir le nombre à peu près exact des habitants de Saïgon.

(4) De 1921 à 1941, les chiffres proviennent des archives du gouvernement de la Cochinchine. Ils ont été relevés sur les tableaux récapitulatifs annuels de la population. De 1938 à 1941, ces tableaux ne donnent que les totaux par catégories d'habitants, pour Saigon et Cholon.

Choix bibliographique concernant la population de Saigon-Cholon

Certains ouvrages tirés à la bibliographie de la ville, traitent également de la population.

ANONYME. — « La population de la Cochinchine », *Bull. commercial de l'Asie Française*, mai 1902, p. 221.

BAURAC. — « La Cochinchine et ses habitants, Provinces de l'Ouest », Saigon, Rey, 1894.

BAURAC. — « La Cochinchine et ses habitants. Province de l'Est », Saigon, Rey, 1896.

BOUCHOT. — « La naissance et les premières années de Saigon, ville française », Saigon, Portail 1927, 80 pp. + 9 HT.

GAULTIER DE CLAUBRY. — « Sur les races habitant la Cochinchine », *Bull. Soc. d'anthropologie de Paris*, 1882, pp. 377-391.

LAFARGUE (J.A.). — « L'immigration chinoise en Indochine : sa réglementation, ses conséquences économiques et politiques », Paris, Joue, 1909.

[76]

MONTEL (Dr. L.H.R.)³⁸. — « Rapports sur l'état sanitaire de la ville de Saigon. Années 1907-1908-1909. »

MONTEL (Dr. Georges). — « La ville de Saigon. Étude de démographie et d'hygiène coloniale », thèse, Bordeaux, A. Destout, 1911.

NICOLAS (Pierre). — « Notes sur la vie française en Cochinchine », Paris, Flammarion, sans date.

PETITON (A.). — « La Cochinchine française. La vie française à Saigon », Soc. géogr. de Lille, 1388 [sic], pp. 3-72.

RICHARD (P — C.). — « Notes pour servir à l'ethnographie de la Cochinchine », *Revue maritime et coloniale*, 1867, pp. 92-133.

³⁸ En fait : Louis-Marie René Montel. Né le 12 août 1883. Entré dans l'administration indochinoise : 8 sept. 1922. Médecin de stagiaire : 16 nov. 1912. Médecin de 4^e classe : 16 nov. 1914. Médecin de 3^e classe : 1^{er} jan. 1918. Médecin de 2^e classe : 8 sept. 1922. Médecin de 1^{re} classe : 1^{er} janvier 1925. Patron de la polyclinique Dejean de la Bâtie.

V Les rues de Saigon

Emplacement, création, noms anciens, biographie du parrain

AVERTISSEMENT

Le présent chapitre est consacré tout ce qui, à Saigon, rappelle le souvenir d'une personnalité : rues, places, statues, etc.

Chacun des sujets traités se subdivise en trois parties :

— la situation du lieu : des coordonnées renvoient au plan qui est à la fin du livre [pas sur l'exemplaire dont nous disposons] ;

— l'histoire succincte de la rue ou bâtiment et, pour les rues, les différents noms qui leur ont été attribués ;

— la biographie du personnage.

Pour limiter la recherche des rues sur le plan, l'orientation en a été donnée.

La biographie de chaque personnage est suivie de la liste plus ou moins complète de ses œuvres, lorsque celui-ci en a publiées. Cette énumération figure sous la rubrique : « De lui ». Mais la documentation le concernant peut se subdiviser en trois points dont la signification doit être expliquée :

[78] « Sur, lui », indique un travail entièrement et spécialement consacré à celui dont il vient d'être question ;

« À lire », renvoie à une étude générale sur un sujet où l'on peut cependant trouver des renseignements intéressants ;

« À consulter » signale des documents où les renseignements recherchés peuvent être importants mais brefs (Annuaire, registres, notes, etc.).

[79]

ALBERT-1^{er}. — Boulevard.

7-9-B. — Orienté NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat (face postérieure de la caserne Martin-des-Pallières) à la place du Maréchal-Foch (Dakao).

L'actuel boulevard Albert-1^{er} et le boulevard Luro qui est dans son prolongement, formaient jadis — sous d'autres noms — les voies d'accès SE-NO. desservant la citadelle annamite. Celle-ci fut, en partie remplacée par la caserne Martin-des-Pallières, coupant nettement en deux sections ce long boulevard. Malgré cela, la municipalité crut devoir, en 1901, lui donner sur tout son parcours, un seul et même nom : il fut baptisé boulevard Luro.

Il y avait là une anomalie à laquelle un nouveau conseil municipal, dans ses séances du 28 février 1919 et du 26 avril 1920, résolut de remédier. Il fut envisagé d'abord d'appeler « boulevard Joffre » la partie SE., celle qui va de la caserne à la rivière et de laisser le nom de « boulevard Luro » à la seconde partie. Mais cette suggestion ne fut pas retenue et l'on préféra désigner du nom de « boulevard Albert-1^{er} » la partie NO. de l'artère, celle qui joint la rue Chasseloup-Laubat à la place du Maréchal-Foch (1920) et laisser le nom de Luro à la partie joignant la rivière.

(Voir reg. délib., t. 43, p. 24-25. Séance du 28 février 1919 et t. 44, p. 297 à 313. Séance du 26 avril 1920).

[80] **Guerre de 1914-18.** — ALBERT 1^{er} (Léopold, Clément, Marie, Meinrad) de la maison allemande de Saxe-Cobourg, naquit à Bruxelles en 1875. Il était petit-fils de LÉOPOLD 1^{er}, élu roi des Belges en 1831 et de Louise D'ORLÉANS, elle-même fille de LOUIS-PHILIPPE, roi des Français.

En 1909, il succéda à son oncle, LÉOPOLD II, sur le trône de Belgique.

Lorsque, le 2 août 1914, l'Allemagne voulant envahir la France somma la Belgique de lui livrer passage, le roi répondit fièrement :

« Le gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il sacrifierait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe ».

Larousse résume ainsi son activité au cours de la Grande Guerre :

« Il prit le commandement de l'armée belge et, après l'avoir amenée sur Anvers, à la suite de l'avance allemande, il n'hésita pas à déclencher contre l'ennemi, du 9 au 12 septembre 1914, une vigoureuse offensive qui contribua au succès de la bataille de la Marne. Secondé par le lieutenant-général DE GUISE, il soutint vaillamment le siège d'Anvers, du 28 septembre au 9 octobre ; mais, devant les forces supérieures de l'ennemi, il dut se retirer sur Ostende. Il établit son quartier général à Furnes, dans ce petit coin de la Belgique qui, seul, échappa à l'occupation étrangère et où il reçut, plus tard, la visite du président de la République française, et du roi GEORGE V. Les opérations de l'armée belge allaient désormais se confondre avec celles des Alliés, et tandis que le gouvernement belge recevait du gouvernement français l'hospitalité de la ville du Havre, le roi ALBERT continuait à [diriger] son, [81] quartier général ». C'est à la tête de ses troupes qu'il revint à Bruxelles, le 22 novembre 1918, après avoir pris part à l'offensive libératrice, comme chef d'un groupe d'armées.

ALBERT 1^{er} fut très populaire en France. Il mourut accidentellement au cours d'une ascension dans les Ardennes, le 17 février 1934 et fut unanimement regretté. Ses restes ont été déposés dans la crypte de la chapelle royale de Laeken (Bruxelles).

Sur lui :

— GALET (Général) : S. M. le roi Albert, commandant en chef devant l'invasion allemande (Avec fac-similé d'une lettre autographe du maréchal Foch et 5 cartes hors texte), Paris, Plon, 1931, 401 pp.

À lire :

— MALO (Henri) : Le drame des Flandres. Un an de guerre (1^{er} août 1914 — 1^{er} août 1915, Paris, Perrin, 1916, 311 pp. 5 HT.

— MARIN (Louis) : L'effort belge, Paris, Bloud et Gay, 1917.

2. — ALSACE-LORRAINE. — Rue.

8-9-E-F. — Orientée NNO-SSE. — Joint la, place Eugène-Cuniac (Halles centrales) au quai de Belgique (arroyo Chinois). Une ligne de tramway l'emprunte sur toute sa longueur.

Cette rue, qui portait primitivement le n° 30, fut, par un arrêté du 14 mai 1877, rendu par l'amiral-gouverneur Duperré, d'abord désignée sous le nom de « rue de Némésis », en souvenir d'un des bateaux ayant participé à la conquête.

[82] Le 26 avril 1920, le conseil municipal donnant à de nombreuses artères de Saïgon des appellations rappelant la Grande Guerre, substitua au nom de Némésis celui des provinces françaises récupérées.

(Voir reg. délib., t. 44, p. 307 à 309. Séance du 26 avril 1920).

Guerre de 1914-18. — Le territoire désigné sous le nom d'Alsace-Lorraine comprend le Bas-Rhin et le Haut-Rhin moins Belfort ; la Moselle, moins Briey ; quelques portions des arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg, dans la Meurthe.

Depuis un millénaire, l'Alsace-Lorraine est disputée entre la France et l'Allemagne (ou les États qui l'ont précédée).

Dans un rapport au conseil municipal, en date du 7 février 1920, mais lu à la séance du 26 avril, l'auteur de ce document dit qu'il « lui semble opportun que le nom d'Alsace-Lorraine soit donné à une rue, en commémoration du retour à la France des provinces reconquises... » (p. 307).

Ce vœu est adopté à l'unanimité et réalisé immédiatement.

3. — ANGIER. — Rue du Dr.

9-10-B-C. — Orientée NO-SE. — Unit le boulevard Norodom à la rue d'Espagne. Cette rue longe une partie du Jardin botanique.

La rue Angier s'appelait primitivement rue n° 2 ; par arrêté du 2 juin 1871, elle devint la rue de Tay-ninh ; enfin, elle prit le nom de rue Rousseau en 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95. séance du 24 février 1897). Le nouveau nom, qui n'affecte que la partie S.-E. de la [83] rue Rousseau — où se trouvait la clinique du docteur — a été donné à cette artère par le conseil municipal, dans sa séance du 27 février 1936. (Voir reg. délib., t. 61, p. 299-301).

Mais par un arrêté en date du 23 janvier 1943, le gouverneur général vient de donner à la totalité de la rue le nom du Dr Angier.

Docteur (1862-1936). — Henry, Albert, Marie ANGIER DE LOHÉAC naquit en Bretagne en 1862.

Il entra dans la médecine navale et fit, au cours de sa carrière, plusieurs voyages autour du monde. C'est au hasard de sa navigation qu'il « découvrit » l'Indochine et

qu'il s'y arrêta. En 1897, il fut d'abord détaché à l'hôpital de Pnom-Penh, au Cambodge, puis à celui de Mytho, en Cochinchine, et l'année suivante — 1898 — il était à l'hôpital civil de Choquan. Le docteur ANGIER, qui possédait une éducation médico-chirurgicale très étendue pour l'époque, avait une grande renommée parmi la population de Cochinchine : aussi, commerçants et colons se faisaient-ils hospitaliser volontiers à Choquan.

Rentré en France en 1906, il revint en Cochinchine l'année suivante. En 1908, l'orientation politique de la France détermina sa ligne de conduite qui vaudra au docteur d'être compté au nombre des principales figures saïgonnaises.

À cette époque, en effet, sous l'impulsion d'une violente campagne anti-cléricale, les sœurs furent chassées des hôpitaux. C'est alors que le docteur ANGIER, catholique convaincu, décida de donner sa démission de médecin principal de la marine et de créer une clinique où il pourrait recueillir quelques-unes des sœurs de St-Paul expulsées. Déjà, chacun connaissait ses qualités [84] de cœur et sa dextérité de praticien ; aussi, sa clinique bénéficia-t-elle d'un développement constant. Très expert en obstétrique, il mit au monde plus de mille enfants durant son séjour à Saigon.

Atteint du mal qui devait l'emporter, il rentra en France en 1930. Il mourut à Paris, à son domicile, 74, rue Raynouard (16^e), le 26 janvier 1936, après plusieurs années de dures souffrances physiques et morales. Il était alors âgé de 74 ans.

La perte que la Colonie faisait au moment de cette mort est révélée par la lettre que M. le gouverneur PAGÈS écrivait, dès le lendemain 27 janvier, à M. le docteur ROTON, collaborateur du défunt.

« C'est avec une douloureuse émotion que j'ai appris, par les nouvelles de presse d'aujourd'hui, la mort du docteur ANGIER qui a laissé à Saigon le souvenir d'un praticien remarquable et d'un homme de bien.

« J'ai l'honneur de vous prier de trouver ici l'expression des condoléances émues que je vous adresse au nom de la Cochinchine et en mon nom personnel, et de bien vouloir être l'interprète de nos sentiments attristés auprès de la famille du défunt, des membres du corps médical de la Colonie et de tout le conseil et le personnel de votre honorable clinique.

« Veuillez agréer, docteur...

Signé : PAGÈS

De

lui :

— Cours pratique de médecine indigène, Saigon, Ménard et Rey, 1905.

[85]

— Guide médical. Formulaire pratique de pharmacie et de thérapeutique à l'usage des postes dépourvus de médecin, Saigon, Portail, 6^e édition, 1940, 168 pp.

— Divers articles dans plusieurs revues médicales.

Sur lui :

« L'Opinion » du 27 janvier 1936, annonçant sa mort.

4. — ARFEUILLE. — Rue d'

6-7-B-C. — Rue non rectiligne, mais d'orientation générale NNE-SSO. — Joint la rue Mayer à la rue Paul-Blanchy (Tân-Dinh).

Cette rue, jusqu'à nos jours extra-urbaine, a reçu son nom actuel le 30 mars 1906. Elle portait auparavant le n° 47 (voir reg délib., t. 16, p. 221 ou Baudrit — « Extrait des reg. de délib. », t. 2, p. 405, doc. 794)

Conquête. — Exploration (1857-1909), Charles, Hippolyte, Marie MOURIN D'ARFEUILLE est né à Saint-Helen (Côtes-du-Nord), le 11 juillet 1837 et mort à Dinan (Côtes-du-Nord), le 11 juillet 1909. Il entra à l'École navale en 1854 et en sortit aspirant en 1856.

« En 1857, il s'embarque pour la campagne. de Chine, d'où, en 1859, il fit partie de la division dirigée sur la Cochinchine. Le 11 février, à bord du « Phlégéon », il participa à la prise des forts du Cap Saint-Jacques et ensuite aux opérations fluviales qui suivirent la conquête du pays. [PALLU DE LA BARRIÈRE, dans son livre sur « L'histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », p. 267 (édit. de 1888), le signale comme commandant alors le « Saint-Joseph » en qualité d'aspirant de 1^{re} classe].

[86] « À la fin de 1861, il entra dans l'administration locale en qualité d'inspecteur des Affaires indigènes³⁹ où il se fit remarquer par ses qualités d'organisation, son énergie et son activité. [Un arrêté de l'amiral ROZE, du 30 août 1865 (voir « Courrier de Saïgon » du 5 septembre 1865, p. 1) le nomma à Baria, en remplacement de M. DE PONTCHARRA, lieutenant d'infanterie de Marine, inspecteur des Affaires indigènes, cessant son service pour cause de santé]. En 1869, il fut chargé, avec RHEINART, d'une exploration du Bas-Laos, avec mission d'en reconnaître les ressources et d'étudier la navigabilité du Mékong et de ses affluents entre le 12^e degré [Kompong-Cham] et le 18^e degré et demi de latitude nord [boucle à l'est de Vientiane]. Il accomplit sa mission du 24 janvier au mois de septembre 1869.

« Nommé consul de France à Haïphong, en 1879, [il n'occupa son poste que deux ans environ. En effet], il rentra en Cochinchine en 1881 et prit sa retraite le 19 janvier 1882. » (Brébion et Cabaton).

De lui :

— Notes sur les salines de Baria, « Bull. du Comité agricole et industriel de la Coch. », 1865, t. 1., n° 1, p. 93 à 98.

— Le cercle de Baria, « Annuaire de la Cochinchine de 1866 », Saïgon, Impr. impériale ; petit in-8, 1866.

[87]

— Voyage au Laos, fait en 1869 par M. d'Arfeuille, lieutenant de vaisseau, et M. Rheinart, « Revue maritime et coloniale », mars 1872, t. XXXII, p. 465 à 479.

« Courrier de Saïgon » des 20 juin, 5 et 20 juillet 1870 (paru en feuilleton).

À lire :

— BRÉBION et CABATON : « Dictionnaire de bio-bibliographie... », p. 11-12.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », p. 267 (édit. de 1888).

[N.B. : il fut administrateur de la [Société générale des tramways à vapeur de Cochinchine](#) (démissionnaire en 1881)].

5. — ARGONNE. — Quai de l'

9-10-D. — Orienté approximativement N-S. Il est situé devant la caserne Francis-Garnier et divers bâtiments de la Marine.

³⁹ Nommé de 4^e classe le 10 oct. 1863 ; de 2^e cl. le 1^{er} juillet 1866.

Ce quai porta tout d'abord le nom de « Primauguet » en souvenir du bateau ayant joué un rôle historique dans les eaux du Pacifique. C'est à sa séance du 26 avril 1920 que le conseil municipal dota cette artère du nom qu'elle porte aujourd'hui. (Voir reg. délib., t. 44, p. 301, 307 et 309. Séance du 26 avril 1920).

Guerre de 1914-18. — L'Argonne évoque des années de souffrance dues à des luttes continuelles pendant la Grande Guerre.

Ce pays appartient aux plis concentriques enserrant le bassin parisien et se trouve à 220 km. environ à l'est de la capitale. Ses hauteurs boisées — qui séparent la vallée de l'Aisne de celle de la Meuse — formèrent un sérieux obstacle à l'armée allemande qui dut livrer de nombreux combats, tendre des embuscades et faire des coups de main. Une [88] grande bataille se livra, du 26 septembre au 15 octobre 1918, mais l'Argonne ne fut délivrée que du 1^{er} au 5 novembre, grâce aux efforts combinés de l'armée GOURAUD et de la 1^{re} armée américaine (général LIGGETT) par la bataille du Chesne et de Buzancy, gagnée sur le Kronprinz.

À lire :

- Ouvrages généraux :
 - BIDOÛ (Henry), « Histoire de la Grande Guerre », Paris, Gallimard, 1936, 696 pp. + 50 cartes en couleurs.
 - LAVISSE (Ernest), « Histoire de France contemporaine. La Grande Guerre », Paris, Hachette, 1922, 560 pp.
 - HANOTAUX (Gabriel), « Histoire illustrée de la Grande Guerre de 1914-18 », Paris.
 - POINCAIRÉ (Raymond), « Au service de la France » (10 tomes), Paris, Plon. Dates diverses.
 - Autres :
 - MORIZET (G.), « Histoire de la Lorraine », Paris, Boivin, 1926, 330 pp.
 - MICHELIN (Guides), « L'Argonne (1914-18) », Clermont-Ferrand, Michelin, 1919.
-

6. — ARIÈS. — Rue d

7-8-A-B. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Thomson au boulevard Albert-1^{er} (Dakao).

Cette rue très étroite et peu longue porta d'abord le n° 28. Elle prit le nom de rue d'Ariès en 1906. Voir reg. délib., t. 16, p. 221-222. Séance du 30 mars 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794).

[89]

Conquête (1813-1878). — Joseph, Hyacinthe, Louis, Jules D'ARIÈS naquit le 22 janvier 1813 à Tarbes (Hautes-Pyrénées). Il entra à l'École navale en 1829 et fut capitaine de vaisseau en 1859.

D'ARIÈS fit partie de l'expédition de Cochinchine. Sous les ordres de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY, il participa à la prise de Saïgon, le 17 février 1859, comme commandant de la « Meurthe ». Lorsque l'amiral PAGE, successeur de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY, fut appelé en Chine, c'est à cet officier supérieur que, le 16 mars 1860, il remit le commandement, supérieur des troupes de terre et de mer. Les premières comprenaient : quatre compagnies d'infanterie de marine, une compagnie indigène, deux compagnies espagnoles, une compagnie d'artillerie, un détachement du génie et cinquante cavaliers tagals sous les ordres du sous-lieutenant d'infanterie de marine MARÉCHAL ; au total, 800 hommes environ. Le lieutenant-colonel PALANCA Y

GUTTIEREZ le secondait dans son commandement. Comme bateaux, il disposait de deux corvettes : le « Primauguet » sur lequel était son guidon et le « Nozagarai », et de quatre petits avisos du service des arroyos.

Pendant le temps où il commanda en chef à Saigon, D'ARIÉS eut à surmonter d'énormes difficultés. Il dut, en particulier, résister aux tentatives d'encerclement faites par l'armée annamite et tenir libres les communications qui le reliaient à la mer, jusqu'au moment où arriva l'amiral CHARNER, le 7 février 1861. Il montra, en la circonstance, des connaissances techniques et des qualités de tact qui attirèrent favorablement l'attention sur lui. Aussi, lorsque, plus tard, l'organisation administrative s'ébaucha, fut-il nommé directeur des Affaires [90] indigènes. Ce poste lui fut confié jusqu'au 31 mars 1862, date à laquelle il reprit le commandement de la « Meurthe ».

Ses nouvelles fonctions cachaient des attributions fort délicates. En effet, le 25 juin suivant, il était placé à la tête de la division navale du Cambodge et cette désignation signifiait l'accomplissement d'un travail diplomatique auprès du roi qu'il devait faire évoluer en faveur de la France.

C'est à ce moment, ou peut-être un peu plus tard, qu'il fut nommé commandant supérieur à Mytho et Vinhlong.

Ce fut lui qui, le 25 mai 1863, remit la citadelle de Vinh-long au vice-roi de Cochinchine, PHAN-THANH-GIAN, en vertu du traité du 5 juin 1862, signé entre l'empereur d'Annam Tu-Duc et l'amiral BONARD représentant NAPOLÉON III.

Il fut promu contre-amiral le 4 février 1872 et nommé major de la flotte à Brest, en mars 1874. Moins de deux ans après (22 janvier 1876), il était admis à la retraite.

D'ARIÉS mourut à Tillac (Gers), le 6 décembre 1878.

De lui :

— Essai sur l'organisation des arsenaux de la Marine, Brest, Imprimerie Le Blois, in-12, 1851.

— Rapport à l'amiral Charner sur l'organisation des Annamites et l'aliénation des terrains à Saigon, dans « Bull. S.E.I. », 3^e trim. de 1929, p. 147 à 151.

— La Cochinchine française ; son organisation, dans : « Revue maritime et coloniale », sept. 1871, XXXI, p. 165 à 202.

[91]

À lire :

BAUDRIT : « Correspondance de Savin de Larclause », « Bull. S.E.I. », 1939, 3^e et 4^e trim., 245 pp.

— BENOIT D'AZY, « L'expédition française en Cochinchine (1857). — Situation actuelle. — But que doit se proposer la France », « Le Correspondant », 25 février 1861.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », Paris, in-8, 365 pp., 1864 ou 1888, Berger-Levrault.

— SEPTANS, « Les commencements de l'Indochine française », Paris, Challamel, 1887, 213 pp.

VIAL (Paulin), « Les premières années de la Cochinchine française », t. 1, Paris, Challamel, 1874, 2 tomes 380 et 294 pp.

— Tous les ouvrages sur la conquête de la Cochinchine peuvent être consultés avec fruit sur le capitaine de frégate D'ARIÉS.

6-7 F-G. — Rue en ligne brisée, à orientation générale NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat au boulevard Galliéni (quartier de Cauko). Passe devant le camp Testard (alias Camp des Mares).

Cette rue s'appelait autrefois « la route Blancsubé, de Cauko ». Mais, cette dernière était plus longue, car, si, d'une part, elle commençait à la rue [92] Chasseloup-Laubat, d'autre part, elle se prolongeait jusqu'à l'arroyo Chinois, au S.E. Ce fut dans sa séance du 26 avril 1920 que le conseil municipal opéra ce changement de nom. (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313).

Guerre de 1914-18. — Arras (Nemetacum), chef-lieu du département du Pas-de-Calais, est bâti sur la Scarpe, à 180 km. au N. de Paris.

Ce fut, de tous temps, une ville industrielle active qui, dès le Moyen-Age, fut célèbre pour la fabrication de ses tapisseries. Elle dut à sa situation de ville frontière d'être le siège de nombreux combats. Au cours de la guerre de 1914-18, des luttes continues se déroulèrent dans ses environs immédiats et Arras, restée entre nos mains, subit de la part de l'ennemi un incessant bombardement qui en amena la destruction presque complète. Son hôtel de ville, et surtout son beffroi, haut de 75 mètres, qui passait pour un des plus beaux de France (XVI^e S.), ses vieilles maisons pittoresques, sa cathédrale, son ancienne abbaye de Saint-Waast (XVIII^e S.) furent complètement anéantis : pertes irréparables pour le patrimoine artistique de la France.

Arras fut une ville martyre et c'est pour cette raison que son nom fut commémoré à Saïgon.

À lire :

• Histoire

— ?, « Histoire de l'Artois ». (Coll. Boivin)

— Divers — Histoire de la Grande Guerre (Voir « Argonne »)

[93]

• Géographie :

— Collection « Les vieilles provinces françaises ».

8. — ASCOLI. — Rue

11-12 — G-H — Orientation NNE-SSO. — C'est une des dernières rues du port de commerce. Elle joint la rue Jean-Eudel, au quai de l'Yser (rivière de Saïgon).

Rue jusqu'alors sans dénomination. C'est en 1930 qu'elle prit son nom actuel, sur la proposition qu'en fit au conseil municipal, le conseil d'administration du port de Commerce, dans sa 112^e séance, le 3 avril de cette même année. (Voir reg. délib., t. 56. Séance du 23 juin 1930, p. 293 à 297).

Commerce (1865-1921). — Victor ASCOLI naquit à Marseille en 1865. À l'âge de 20 ans, il se mit au service de la maison ALLATINI, dont les entreprises commerciales s'étendaient jusqu'en Extrême-Orient. Celle-ci voulut, en 1894, créer une succursale à Saïgon et envoya pour cela le jeune ASCOLI. L'entreprise réussit, prit de l'extension et, en 1909, devint la « Compagnie de commerce et de navigation d'Extrême-Orient [CCNEO] ». Sous l'énergique impulsion de son directeur, cette compagnie donna aussi naissance à des filiales. Une grande partie de l'activité économique du pays se trouva donc dépendre de cette importante maison.

« Très cultivé — gros travailleur — compréhensif et accueillant à tous, M. ASCOLI, dit un de ses biographes, fut nommé par M. le gouverneur RODIER, en 1903, au premier conseil [94] municipal de Cholon, dont il fit partie jusqu'à son départ de Cochinchine. » En 1912, ses collègues le choisirent comme président de la Chambre de commerce de Saigon.

Déjà chevalier de la Légion d'honneur, il fut officier de cet ordre en 1920, mais l'année suivante, il mourut prématurément à Paris, âgé seulement de 56 ans.

« Victor ASCOLI a laissé, parmi le haut commerce indochinois, le souvenir, non seulement d'un homme intègre, mais d'un homme de cœur dont la discrète générosité ne fut jamais en défaut. »

Directeur à Saigon (1909), puis administrateur délégué à Paris (1913) de la [CCNEO](#).

Administrateur des [Plantations de Xa-trach](#) (caoutchouc).

Président fondateur des [Plantations d'An-Loc](#) (caoutchouc).

Chevalier (1912), puis officier (1920) de la [Légion d'honneur](#).

9. — AUDOUIT. — Rue

5-6-E-F. — Orientée ONO-ESE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat à la hauteur du camp Testard (alias des Mares) à la rue du Général-Lizé (à la hauteur du champ de tir).

La rue Audouit était un vieux chemin portant le n° 20. Il fut transformé en une rue en 1937.

Personnalité (1870-1938). — Édouard AUDOUIT naquit à Cayenne (Guyane), le 21 avril 1870, d'un père commissaire de la Marine à cinq galons. Il fit de brillantes études, entra à Polytechnique et choisit la carrière des armes. Vers 1908, alors qu'il était à Saigon en qualité de chef d'escadron d'artillerie, il quitta l'armée pour devenir [ingénieur](#). C'est dans le bâtiment qu'il dirigea son activité ; de très nombreuses maisons, même des quartiers entiers de Saigon ont été construits par lui (Par exemple, le quartier de Djibouti, devant la clinique Saint-Paul). Plusieurs [95] fois très riche et plusieurs fois ruiné, il envisageait — devenu vieux — la vie avec une philosophie empreinte d'un profond pessimisme.

Absolument seul, vivant presque en ermite au déclin de ses jours, il se fit transporter à l'hôpital Drouhet, de Cholon, lorsqu'il sentit venir la mort. C'est là qu'il décéda le 16 décembre 1938.

Le commandant AUDOUIT était officier de la Légion d'honneur et titulaire de la Croix de Guerre de 1914-18, gagnée sur le front français. Il avait été président du Cercle sportif en 1905 et en 1906.

C'était une vieille figure saigonnaise connue de tout le monde. C'est au titre de conseiller municipal que son nom fut donné à une rue.

Sur lui :

L'Opinion : 7 décembre 1938 : annonce de sa mort.

19 décembre 1938 : discours contenant le détail de sa vie militaire.

10. — BARBÉ. — Rue

6 7-C-D. — Joint la rue Mayer à la rue Chasseloup-Laubat.

De 1905 à 1908, cette artère fut allongée de la rue Richaud à la rue Mayer (Voir reg. délib., t. 21, p. 235. Séance du 18 nov. 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p.358, doc. 739). Elle s'appelait autrefois « rue du Palais » aboutissant, à sa partie S.O. sur le parc du gouvernement général. C'est dans sa séance du 24 février 1897 que le nouveau nom lui fut donné (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 399-400, doc. 788). Mais il était orthographié Barbet. — Sur l'initiative de la Société des études indochinoises, l'orthographe véritable fut rétablie par le conseil municipal, dans sa séance du 30 août 1926 (Voir reg. délib., t. 51, p. 128 à 130).

[96] **Conquête** (1821-1860). — Le capitaine de 1^{re} classe BARBÉ (Nicolas, Michel, Auguste) naquit, le 22 mars 1821 à Pronschorff, canton Wœrtli (Bas-Rhin) (d'après son acte de décès). Il vint à Saïgon au moment de la conquête, affecté au 3^e régiment d'infanterie de marine, 25^e compagnie.

Après les premières opérations de 1859, qui nous avaient donné la possession de Saïgon et de Cholon, ces deux localités furent réunies par une ligne de fortins installés dans des pagodes. Le capitaine avait le commandement de celui qui se trouvait à l'angle des rues actuelles dont l'une porte son nom et l'autre celui de TESTARD, autre officier de la conquête. PALLU DE LA BARRIÈRE dit que cette pagode contenait 3 obusiers de 80 et 3 chevalets pour fusée de siège de 125 m/m (p. 55).

Un soir, le 7 décembre 1860, BARBÉ, qui était d'une force et d'une taille athlétiques, partit à cheval pour faire sa ronde accoutumée. Tous les Annamites le connaissaient. Ceux qui avaient résolu de le tuer, afin de toucher une prime promise à cet effet, le guettèrent au crépuscule, cachés dans un bouquet d'arbustes. Lorsqu'il passa — probablement sans méfiance — il fut frappé de coups de lance, tomba rapidement par terre et fut aussitôt décapité. — Les assassins gagnèrent alors, en rampant parmi les buissons et les herbes, les retranchements annamites de Ki-hoà, emportant avec eux la preuve que leur mission était accomplie. Le lendemain matin, on trouva le tronc négligemment traîné sur le bord de la route ; le cheval, blessé, se tenait à côté et n'avait pas bougé depuis la veille. Quand la tête du capitaine fut apportée au général indigène et déposée près du plateau à bétel, celui-ci compta, sans dire un mot, le montant de [97] la récompense, mais on rapporte qu'ensuite, il ne put retenir une parole de véritable regret. (D'après PALLU DE LA BARRIÈRE, p. 53).

Les officiers du corps expéditionnaire furent très impressionnés par cette mort. Tant que les lieux gardèrent leur physionomie première, ils montraient les buissons, témoins du drame, à ceux qui venaient dans les parages.

Les camarades de BARBÉ lui élevèrent, au cimetière, un monument dont la stèle — véritable œuvre d'art — aurait elle-même son histoire. Expédiée de Hué à Gocong pour orner le tombeau du père de Tu-Duc, les soldats du corps expéditionnaire s'en seraient emparés pour lui réserver la destination que nous lui connaissons aujourd'hui.

Sur lui :

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire... », p. 19.

— DAUDIN (Pierre) : « La stèle funéraire du capitaine BARBÉ au cimetière de Saïgon », « Bull. S. E. I. », 1^{er} trim. 1943 ;

— LE VERDIER (H) et MAURRYAN (H.) : « Scène de la vie annamite, Ki-Hoà, Paris, 1884. (Dans ce livre, le héros du roman ne serait autre que le capitaine Barbé).

À lire :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », p. 53, 55 et 350.

— Registre des décès de Saïgon, du 23 février 1860 au 23 janvier 1862, acte n° 103.

— VIAL (Paulin) : « Premières années... », pages diverses.

11. — BARBIER. — Rue

7. — Un peu au-dessus de B. — Unit la rue Mayer à la rue Vassoigne (quartier de Tân-Dinh).

La rue Barbier était dénommée autrefois, rue n° 38.

Elle faillit s'appeler rue Rodellec-du-Porzic, mais ce [98] nom fut écarté parce que trop long à prononcer et son nom actuel lui fut préféré (Voir reg. délib., t. 16, p. 224-225. Séance du 30 mars 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 408, doc. 795).

Maire (1870). — BARBIER ne fit qu'une courte apparition à Saigon et les renseignements sur sa personne paraissent extrêmement limités. La lecture très attentive des journaux de la ville a permis cependant d'établir la biographie suivante :

Le baron Raoul BARBIER, chevalier de la Légion d'honneur, débarquait du paquebot « Impératrice » dans la première quinzaine de juillet 1870, à Saigon. Il était accompagné d'un domestique. Il se déclare « sans profession » (Voir « Courrier de Saigon », du 20 juillet 1870).

Dès 1871, le baron est très répandu dans la haute société saigonnaise. Il est alors « commerçant », mais il faut entendre par là, soit importateur, soit homme d'affaires. En cette qualité, il est désigné par le gouverneur (arrêté du 30 déc. 1870) « pour siéger comme assesseur à la Cour criminelle de Saigon, pendant l'année 1871 » (Voir « Courrier de Saigon », du 5 janvier 1871). Cette même année, il est élu membre de la Chambre de commerce et devient consul de Belgique, Danemark et Pays-Bas.

Aux élections municipales des 22, 23 et 29 janvier 1871, sur 242 votants, BARBIER est élu conseiller municipal au 1^{er} tour, réunissant 127 suffrages. Dans sa séance d'inauguration, le 1^{er} février, le conseil municipal le nomme maire de la ville. Il fait, en cette qualité, une visite officielle au gouverneur, l'amiral DE CORNULIER-LUCINIÈRE et prononce un discours dont le texte intégral nous est conservé dans le « Courrier de Saigon » du 5 février 1871.

[99] Il remercie le gouverneur « d'avoir exaucé le vœu de la population en constituant la commune de Saigon par [son] dernier arrêté. » Mais, étant devenu maire, il ne peut plus être assesseur à la Cour criminelle et un arrêté du 4 mars 1871 le remplace dans cette fonction. Le mois suivant, il est nommé président de la Commission d'assistance publique en remplacement de TURC — son prédécesseur à la mairie — qui vient de quitter momentanément la colonie (Arrêté du 19 avril 1871, dans « Courrier de Saigon » du 5 mai 1871)

Une annonce, parue dans le « Courrier de Saigon » du 5 août 1871, nous informe, seule, du genre de « commerce » auquel se livre le baron. Elle est ainsi libellée : « Avis. Les soussignés ont l'honneur d'informer le public qu'ils viennent d'être nommés agents de la « Java Sea and fire insurance company ». Saigon 13 mai 1871. — Signé RACZINSKI, BARBIER et Compagnie. »

Mais un arrêté du 27 juillet 1872, émanant du général de brigade D'ARBAUD, gouverneur *p. i.*, dissout le conseil municipal et le remplace par une commission municipale (Voir « Courrier de Saigon » du 5 août 1872). À partir de ce moment, toute trace du baron BARBIER disparaît : il semble seulement possible d'affirmer qu'en 1873, il n'est ni maire ni consul. En 1906, il y est fait, cependant, une allusion. Au moment de donner son nom à une rue, le maire, CUNIAC, lance cette phrase au conseil municipal : « Mais, M. BARBIER n'est pas mort, que je sache ? » Il n'est, d'ailleurs pas répondu à cette question. (Voir reg. délib., t. 16, p. 222 à 225. Séance du 30 mars 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 408, doc. 795).

[100]

À consulter :
— *Courrier de Saigon*,
1870 — 20 juillet
1871 — 5 janvier, 20 février, 5 mai, 5 août.
— Registre délibérations, t. 16, p. 929-225. Séance du 30 mars 1906, ou Baudrit À
consulter: « Extraits... », t. 2, p. 408, doc. 795.

BELGIQUE. — Quai de

6-7-8-9-E-F-G-H. — Joint le quai Le-Myre-de-Vilers à la limite urbaine Saigon-Cholon et longe la rive gauche de l'arroyo Chinois.

Le quai de Belgique s'appelait primitivement « quai de l'arroyo Chinois ». Il prit son nouveau nom le 30 octobre 1914 (Voir. reg. délib., t. 34, p. 71 à 74 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 414, doc. 801).

Guerre 1914-18. — La résistance de la Belgique devant l'invasion allemande, en 1914, avait enthousiasmé tous les Alliés. La Cochinchine n'était pas restée étrangère à ce mouvement d'admiration. Les Saigonnais ne savaient pas quels noms choisir parmi ceux des villes désormais célèbres, pour en doter leurs rues : Liège ? Bruxelles ? Termonde ? Diest ? Tirlemont ? L'embarras était vraiment grand ! Aussi, dit le maire, « nous avons pensé que nous ne pouvions mieux faire que de donner le nom du pays belge lui-même, à une de nos grandes artères. »

Malheureusement, ce quai n'est pas très beau ; d'un côté, il a des rives imprécises et vaseuses ; de l'autre, la rue est peuplée de commerçants importateurs de paddy, nuoc-mam et de porcs destinés à l'abattoir tout proche.

[101] Bruit assourdissant des porcs que l'on manipule ; odeur gaillarde de la saumure que l'on débarque des sampans, tout cela laisse à penser que le choix fait de ce quai pour commémorer la résistance belge n'est pas très heureux.

À lire :

Pour la Belgique — voir la bibliographie concernant Albert 1^{er} ;
Pour la guerre en général : voir celle de « l'Argonne ».

13. — BELLAND. — Rue

7-8-F.G. — Orientée NO-SE. — Unit la rue de Douaumont au boulevard Gallieni (Quai de l'abattoir).

Cette rue percée à une date inconnue mais relativement récente, portait le n° 10. C'est par arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943 (*J. O. de l'I.F.* du 30 janvier 1943, p. 291-92) que le nom de Belland lui fut donné.

Planteur (1856-1910). — Auguste BELLAND naquit à Avesse, canton de Brulon (Sarthe), le 5 septembre 1856. Engagé dans l'infanterie de marine, il fit d'abord campagne à Madagascar, puis il vint en Indochine où il se fit libérer en 1895 pour entrer dans la police urbaine.

Esprit curieux, persévérant dans l'effort, Belland s'intéressa vivement aux essais de culture de *l'hevea brasillensis* tentés en 1897 au jardin botanique de Saigon par

HAFFNER et à Suoi Giao par le Dr YERSIN, Dès l'année suivante, il fit venir de Ceylan, au prix de cinq livres sterling, mille graines d'hévéas dont il n'obtint que 33 plants seulement ; mais en 1899 sur mille autres graines enfouies, 600 germèrent. Encouragé par ce succès, il commanda 15.000 graines en 1901 et autant en 1902 [102] qui lui donnèrent respectivement 4.300 et 9.000 jeunes plants. Il renouvela encore son achat en 1904, achat qu'il fit par moitié avec ESTIÉVANT. En définitive, après ses différentes tentatives, il obtint environ 15.000 arbres, couvrant une superficie de 45 ha, situés à Phu-Nhuan.

Il semble qu'un certain tâtonnement ait eu lieu quant à la récolte du latex et à sa transformation en caoutchouc utilisable. En effet, bien que ses premiers arbres soient nés en 1898, la première production intéressante de sa plantation ne date que de 1909 ; onze ans s'étaient donc écoulés entre ces deux époques alors que les hévéas peuvent être saignés à sept ans d'âge ; mais en 1909, il obtint 3.000 kg. de caoutchouc qu'il vendit en France à des prix divers suivant les différents cours de l'année, mais dont il retira une somme globale de 8.000 francs. Il avait, pour la transformation du latex, créé une petite usine à Giadinh qui, aux dires des témoins, était un modèle d'ingéniosité et d'installation pratique.

Quand sa plantation fut en pleine prospérité, il ne chercha pas à spéculer sur la situation exceptionnelle qu'il s'était faite dans cette branche de l'agriculture et favorisa, au contraire, l'extension des plantations d'hévéas en cédant ses graines à de modestes prix.

Auguste BELLAND n'est donc pas l'introducteur de l'hévéa en Cochinchine, mais il est le premier à voir quel parti on pourrait tirer de l'extension de cette culture. C'est donc lui qui donna l'impulsion qui permit, quelque trente ans plus tard, de former ces immenses plantations qui sont une des richesses principales du pays : c'est, par conséquent, le novateur, que la municipalité s'est proposée d'honorer.

[103] Parallèlement à cette activité qui permettait à BELLAND de donner libre cours à son esprit d'entreprise, il poursuivait la carrière commencée depuis 1895 dans la police. Il exerçait les fonctions de commissaire central de Saigon, lorsqu'il mourut, le 26 septembre 1910.

(Cette notice biographique a été écrite d'après des notes obligeamment prêtées par M. BERLAND, secrétaire général du Syndicat des planteurs).

14- — BERSÉSIO. — Rue

9-10-EG. — Orientée ONO-ESE. — Unit la rue Charles-De-Cappe à la rue Victor-Olivier, à Khanh-Hoi. (Quartier des Messageries maritimes).

Cette rue, créée vers 1927, resta sans nom jusqu'en 1929, époque à laquelle elle prit celui de Bersésio (Voir reg. délib., t. 54, p. 246. Séance du 3 mai 1929).

Guerre 1914-18. — BERSÉSIO Joseph, Barthélémy, Marius, naquit le 14 septembre 1882. Il était aux Travaux publics de Saigon, piqueur de 1^{re} classe. Jouant de malchance, il mourut à la guerre quatre jours avant l'armistice, le 7 novembre 1918.

Référence :
— Livre d'or des fonctionnaires municipaux, salle des pas-perdus de l'hôtel-de-ville de Saigon.

15. BERT. — Boulevard Paul

6-8-A-B. — Unit la rue Paul-Blanchy à la place du Maréchal-Foch (Quartier de Dakao).

Ce boulevard, un peu excentrique, s'appelait auparavant « boulevard des Deux-Ponts » — Ce boulevard n'était [104] lui-même coupé par aucune voie d'eau, mais il débouchait dans deux artères qui franchissaient, l'une le deuxième, l'autre le troisième pont de l'Avalanche.

C'est le 30 mars 1906, que le « boulevard des Deux-Ponts » devint le boulevard « Paul-Bert ». (Voir reg. délib., t. — 16, p. 22— ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405 doc. 794).

Résident général (1833-86). — Paul BERT, physiologiste et homme politique naquit à Auxerre (Yonne), le 17 octobre 1833.

Docteur en médecine et docteur ès sciences, il devint, sous le Second Empire, professeur de physiologie à la Faculté de Bordeaux, puis à la Faculté des Sciences et à l'École des Hautes Études, à Paris. Après l'établissement de la République, il fut secrétaire général de l'Yonne, et bientôt, préfet du Nord. Député de l'Yonne à partir de 1872, il prit à la Chambre une part importante à la discussion des principales questions, notamment de celle concernant l'Enseignement, ce qui lui valut de devenir ministre de l'Instruction publique dans le cabinet GAMBETTA (14 nov. 1881-26 janvier 1882). Mais Paul BERT était avant tout un savant. En cette qualité, il devint membre de l'Académie des Sciences (1882).

En 1886, il commença une carrière coloniale. Il fut nommé résident général au Tonkin (8 avril 1886). Là, il montra de grandes qualités d'organisateur et d'administrateur. Mais, l'activité fébrile qu'il déploya, jointe au climat débilitant du pays usa rapidement sa santé. Il mourut de la dysenterie à Hanoi, le 11 novembre 1886, regretté de toute la population, malgré le court séjour qu'il y fit.

[105]

De lui :

a) Ouvrages scientifiques:

— De la greffe animale (1863) ;

— Recherche sur les mouvements de la sensitive (1867-70) ;

— La pression barométrique (1877) ;

— Leçons de géologie (1881) ;

— Leçons de physiologie et d'anatomie animales (1885) ; etc., etc., etc.

b) Ouvrages concernant la Colonie :

— L'esprit colonisateur (Atlas colonial), Paris, Bayle, in-4, sans date [1885]

— Discours prononcé au banquet offert par les habitants de Saigon (1885), Saigon, Guiland et Martinon, br. in-8 (mars 1886)

— Les pêcheries de Thuân-An. dans « La Nature », 2^e semestre 1886.

— Arrêté constituant une Académie tonkinoise. dans « Annales d'Extrême-Orient », IX, 1886-1887.

— Les colonies françaises (en collaboration avec A. Clayton), Paris, Ch. Bayle, in-16, 1889.

Sur lui :

— ANSART, « Lettre à M. Paul Bert, suivie d'une étude sur les voies et moyens de la politique française en Cochinchine », Paris, br. in-8, 1886.

— BLANCHARD DE LA BROSSE, « Paul Bert », *Revue indochinoise*, Hanoi 1925, 1^{er} sem., p. 369 à 407, 2^e sem. p. 1 à 40 et 191 à 215.

[106]

— CHAILLEY (Joseph), « Paul Bert au Tonkin », Paris, Charpentier, in-12, 1887 dans : « Revue bleue », n° 38 de 1887 et « Moniteur des Colonies », 28 et 30 janvier 1887.

— DUBREUIL (Léon), « Paul Bert », Paris, Alcan, 1935, 286 pp.

— LESSERTEUR (R. P.), « Paul Bert au Tonkin et les missionnaires », Paris, in-8. Pièce 1888. dans : « Revue française », 15 janvier et 1^{er} février 1888, « Courrier de Haïphong », 17 juillet 1890.

— MASSON (Capitaine), « Souvenirs d'Annam », Paris, Lavauzelle, in-8, cartes, 1892.

Voir aussi :

Le Saïgonnais, L'Avenir du Tonkin de 1886 ;

Les Tablettes des Deux Charentes 1886-87

Portrait :

— CHAILLEY, « Paul Bert au Tonkin », p. 64

— BLANCHARD DE LA BROSSE, « Paul Bert » (*Revue indochinoise* 1925).

— BOUDET ET MASSON, « Iconographie... », pl. LII, fig. 111.

16. — BLANCHARD. Rue

6-7-A-B. — Rue orientée E-O. joignant la rue Héraud à des terrains vagues (quartier de Tandinh).

Cette rue, ainsi que certaines autres du même quartier, fut construite en 1928, par la [Compagnie foncière d'Indochine](#), sur des terrains lui appartenant.

[107] **Administrateur de la C. F. I.** — Paul BLANCHARD, ancien directeur des Douanes et régies au Cambodge, était un des administrateurs de la Compagnie foncière d'Indochine, au moment où, en 1928, cette rue fut tracée.

Paul Blanchard : ancien inspecteur de 1^{re} classe des douanes et régies de l'Indochine. Chevalier de la Légion d'honneur après 26 ans de service (*Journal officiel de la République française*, 16 août 1923).

Passé au service de la Société financière des caoutchoucs (Socfin).

Administrateur et directeur général des [Terres-Rouges](#).

Administrateur des [Caoutchoucs de Padang](#).

Administrateur du [Port de commerce de Saïgon](#).

Administrateur de la [Société foncière et rizicole de Soctrang](#).

Membre (1926), vice-président (1927), président (1929-1930) du Conseil colonial. Réélu conseiller colonial en 1930 mais abandonnant la présidence à M^e Mathieu, notaire, pour cause de retour momentané en France.

Représentant du conseil colonial au Grand Conseil des intérêts économiques et financières de l'Indochine lors des sessions de 1929 (président), 1930, 1932 et 1933.

Vice-président du [Syndicat des planteurs de caoutchouc](#), il en démissionne au printemps 1937 pour cause de retour en France.

17. — BLANCHY. — Rue Paul

5-10-A.E. — Rue prenant naissance au rond-point de la place Rigault-de-Genouilly (sur la rivière de Saigon) et de dirigeant vers le village suburbain de Phu-nhuan, en traversant la ville en direction SE-NO.

La rue Paul-Blanchy et la rue Chasseloup-Laubat qui lui est perpendiculaire étaient — jusqu'à maintenant — les deux seules artères faisant communiquer l'agglomération de Saigon avec l'extérieur. C'était une des plus importantes pour la longueur et pour le trafic. En raison de cela, il lui fut tout d'abord donné sous l'Empire le nom de « rue Impériale ». Mais, en 1870, voulant effacer tout souvenir du régime disparu, il fut proposé de l'appeler « rue de la République » (Voir reg. délib., t. 2, f^o. 59. Séance du 9 nov. 1870 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2. p. 396, doc. 776). Cependant, elle se contenta du nom plus prosaïque de « rue Nationale » (Voir « Courrier de Saigon » du 20 nov. 1870). C'est au lendemain même de la mort de Paul Blanchy (1901) que la rue fut débaptisée et qu'elle prit le nom que nous lui connaissons aujourd'hui (Voir reg. délib., t. 12, p. 43-44. Séance du 4 avril 1909 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 78, doc. 101).

Homme politique. (1837-1901). — Paul BLANCHY naquit à Camblancs (près Bordeaux), le 14 octobre 1837. Il arriva en Cochinchine en 1871 en qualité de planteur. Il se fixa à la montagne qui porte désormais son nom, à huit kilomètres de Biên-hoà, et y installa une caféière qui [108] ne donna point les résultats escomptés. Il s'établit alors comme entrepreneur à Saigon (1873). Mais à nouveau attiré par l'agriculture, il essaya la culture du poivrier à Hong-Chiêu, dans la province d'Hatiên, et acheta toutes les plantations de cet arbuste, qui existaient dans la région.

C'est au moment où il s'installa à Saigon, en 1873, que commença sa carrière politique. Il devint, en effet, membre du conseil colonial, puis, président en 1882. Le 26 avril 1895, ses concitoyens le choisirent comme maire de la ville. Il conserva ces deux fonctions jusqu'à sa mort.

Pendant vingt ans, il défendit dans les journaux et à la tribune du conseil colonial les intérêts de la Colonie.

Il mourut à Saigon, le 28 novembre 1901, de la dysenterie gangreneuse et d'albuminurie. Sa dépouille mortelle fut déposée pendant plusieurs jours à la mairie afin d'y recevoir un dernier hommage de la population saigonnaise.

Paul BLANCHY était un homme sympathique, d'opinion modérée. « Orateur disert, caractère droit, [c'était] un homme obligeant qui consacra sa vie à la prospérité de la Colonie dont il fut le porte-parole autorisé et la personnalité la plus en vue. Il était considéré comme symbolisant la Cochinchine ». (Brébion et Cabaton, p. 33).

De lui :

— Discours au conseil colonial. — Nombreux articles dans les journaux de la ville.

Sur lui :

— LAMAGAT, « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois », t. 1, p. 17 à 23 et 27 à 29.

[109]

— Nécrologie : *Bulletin du Comité de l'Asie française* (1901).

— *L'Opinion* de 1901 :

26, 27, 28 novembre (maladie).

29 novembre (n^o inexistant à la bibliothèque de la ville).

30 novembre (sa mort).

1^{er} et 2 décembre (funérailles et discours).

— ROCHEDRAGON, « Portraits saigonnais (comme président du conseil colonial) dans : « Petite revue maritime » du 30 octobre 1890 reproduit par : « L'Indochine française » du 19 décembre 1890.

Portrait :

— Salle du conseil colonial.

Buste :

— Sur sa tombe (allée longeant la rue Legrand-de-la-Liraye).

— Maquette à la mairie, salle du conseil municipal.

Fils de Charles Gaston Joachim Blanchy et de Marie Caroline Stéphanie Blondel La Rougery.

Frère cadet d'Edmond Blanchy (1835-1919), président du conseil d'administration du *Nouvelliste de Bordeaux*.

Chevalier (29 juin 1886), puis officier (2 janvier 1898) de la Légion d'honneur.

Sa fille métisse épouse un fils métis d'[Albert Mayer](#).

18. — BLANCSUBÉ. — Rue

8- C- D. — Unit la place du Maréchal-Joffre (monument aux morts) à l'abside de la cathédrale.

Cette rue, assez courte mais très large, offre au regard une perspective agréable. Elle s'appelait autrefois « rue Catinat prolongée » et fut débaptisée le 24 février 1897, pour prendre son nom actuel (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-96. Séance du 24 fév. 1897 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788).

En 1919, la rue Blancsubé faillit devenir « rue du Maréchal-Pétain » mais la proposition n'aboutit pas (Voir reg. délib., t. 43, p. 24. Séance du 28 février 1919).

[110] **Homme politique** (1834-1888). — Jules, Marie BLANCSUBÉ naquit à Gap (Hautes-Alpes), le 11 décembre 1834, Il fit une longue carrière en Cochinchine comme avocat-défenseur, où il arriva en 1863. Son goût pour la politique lui fit entreprendre contre le gouvernement militaire qui régissait la Colonie depuis la conquête, une lutte sans merci, afin de lui substituer l'autorité civile : satisfaction lui fut donnée en 1879. Alors, il devint conseiller municipal et maire de Saïgon, fonctions qu'il garda en 1879 et 1880. Cette dernière année, le conseil colonial venant d'être créé, BLANCSUBÉ en fit partie Il se signala à l'attention de l'assemblée par un plaidoyer long et grandiloquent en faveur d'une ligne de chemin de fer Saïgon-Pnom-Penh. Son discours a été reproduit dans le *Bulletin de la Société des études indochinoises* du 3^e trimestre 1941.

Au moment de rentrer en congé, BLANCSUBÉ sollicita du conseil municipal l'avantage de garder son titre de maire pendant son absence. Non seulement cette proposition fut agréée, mais encore les édiles l'accréditèrent en cette qualité auprès du président de la République et de la Chambre des députés pour leur exprimer les vœux et les besoins de la population saïgonnaise, réclamer surtout toutes les franchises municipales métropolitaines et demander la représentation de la Colonie à la Chambre des députés. (Voir reg. délib., t. 4, p. 581-82. Séance du 9 nov. 1880 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 33, doc. 419) Il obtint satisfaction, tout au moins sur ce dernier point, car, en 1881, BLANCSUBÉ était le premier député qu'éélisait la Cochinchine. En

même temps, il se trouva porté à la présidence du conseil colonial. À ce moment, son journal politique était l'hebdomadaire [111] « Le Mékong ». mais, en dehors de ce périodique, de nombreux articles et brochures furent — ailleurs — publiés par ses soins.

La tradition rapporte que l'avocat-député jouissait d'une excellente réputation auprès des Indiens, marchands d'étoffe, qu'il avait eu occasion de défendre devant les tribunaux. Pour engager les clients à l'achat de leurs marchandises, ces commerçants, disaient, paraît-il : « Première qualité! Plus meilleur ! — même chose Blancsubé !... » Si le propos est exact, il constitue un véritable éloge dans sa naïveté.

BLANCSUBÉ mourut à Paris le 11 mars 1888.

De lui :

— Note sur les réformes les plus urgentes à apporter dans l'organisation des pouvoirs publics en Cochinchine, Aix, V^{ve} Remondet, in-8, 1879 (*Annales d'Extrême-Orient*, t.1).

— Lettre au ministre de la Marine et des Colonies, Saigon, Nicolier, br. in-32, 1879.

— La politique coloniale de la France en Indochine, « Bull. Société des études maritimes et coloniales », 1881.

— Sur un projet de chemin de fer Saigon-Pnom-Penh (1880). dans. « Bull. Soc. études indochinoises », 3^e trim. 1941.

— Les intérêts de la France en Extrême-Orient : Cochinchine, Annam, Tonkin, « Bull. Soc. géographie de Lyon », 1883, n 2.

— Articles publiés dans « L'Indépendant de Saigon » (1870-77), Saigon, Nicolier, in-4, 1880.

[112]

Voir aussi les journaux de l'époque : « Le Mékong », « Le Cochinchinois ».

À lire :

— LAMAGAT : « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois », t.1, p. 31.

Portrait :

Salle du conseil colonial.

19. — BOËZ. — Rue

9- 10-F-G. — Orientée NNE-SSO. Courte rue joignant la rue Bersesio à la rue Vincesini à Khanh-Hoi (Quartier des Messageries maritimes).

Aussitôt son percement, vers 1928, cette rue prit le nom de « Frères Denis », mais, en 1930, elle fut débaptisée et prit celui de « rue Boëz » (Voir reg. délib., t. 57, f^o 165-166. Séance du 10 septembre 1930).

Directeur Institut Pasteur (1888-1930) — Louis BOËZ fut un savant qui consacra sa vie aux recherches médicales et qui, jusqu'à la veille de sa mort, se dévoua entièrement au métier qu'il avait choisi et qu'il exerçait comme un sacerdoce.

Il naquit le 8 février 1888 à Maroilles (Nord) et fit ses études à la Faculté de Lille. Il devint externe des hôpitaux en 1908 et major de sa promotion d'internat en 1910. À cette époque, il entra à l'Institut Pasteur de cette même ville [113] et travailla sous la direction du professeur CALMETTE. En 1912, étant parvenu à l'emploi d'assistant de l'Institut, il voulut, en même temps, faire de la médecine expérimentale. Il fut donc admis comme aide dans un hôpital, prouvant qu'il n'y a pas — et surtout qu'il ne doit pas y avoir — de cloison étanche entre ces deux branches de la médecine — le laboratoire et l'observation clinique. Il songeait à préparer l'agrégation quand la guerre

de 1914 survint. D'abord prisonnier, il rejoignit ensuite la France et fut envoyé à l'armée d'Orient.

Après l'Armistice, il revint, riche d'expérience, à son laboratoire. Nommé à la Faculté de Strasbourg (1919), il franchit rapidement les différents échelons qui s'offraient à lui : d'abord chef de travaux, puis chargé de cours et enfin professeur. Il était là, lorsque, en 1925, l'Institut Rockefeller, de New-York, demanda un biologiste français pour s'initier aux nouvelles recherches bactériologiques de deux savants américains : BOËZ est désigné pour cette liaison scientifique, afin de rapporter le fruit de ses observations aux collègues de son pays. Désormais, pour quelque temps, BOËZ sert de trait d'union entre le monde médical d'Amérique et celui de France. Ainsi, en 1926, une mission vient des États-Unis à Strasbourg pour faire des recherches sur la fièvre aphteuse : elle s'adjoint BOËZ. En 1927, il part au Canada faire des conférences de bactériologie aux universités de Montréal et de Québec.

Une circonstance regrettable lui permit de se faire, à Montréal, une grande popularité. Une épidémie de typhoïde y sévit avec une telle intensité que les hôpitaux refusèrent les malades. De plus, le stock de vaccin était notoirement insuffisant. C'est alors qu'arriva notre compatriote. [114] Il équipa lui-même un laboratoire et, en quelques jours, il put livrer quotidiennement de 4 à 5.000 doses de vaccin. Peu de semaines plus tard, l'épidémie se trouva jugulée. L'Université de Montréal voulut s'adjoindre un tel collaborateur. Mais, précisément, au même moment, la direction de l'Institut Pasteur de Saigon lui fut offerte et c'est le poste qu'il accepta.

Son arrivée à Saigon date de novembre 1927.

Ce choix était heureux, BOËZ « s'était imposé à tous par sa valeur technique, par sa haute culture générale, par son esprit organisateur et par des qualités exceptionnelles d'animateur. »

Pour pousser ses investigations dans toutes les branches, sans être arrêté par le manque de compétence, il étudia les mathématiques afin de pouvoir aborder les dernières découvertes physico-chimiques sur lesquelles il fallait s'appuyer au laboratoire. Puis, il se lança dans l'étude de la lèpre, s'intéressa au nuoc-mam, put en fabriquer en quelques jours à son laboratoire, alors que plusieurs mois sont nécessaires à l'industrie annamite. Enfin, son ultime travail, celui sur lequel il voulait porter la dernière main avant de se soigner, alors que déjà la mort frappait à sa porte, concernait le « Pouvoir bactéricide du sang normal ». Cette étude, revue par le docteur MARNEFFE, fut publiée à titre posthume, au *Bulletin de l'Institut*, en avril 1930. Il se penchait encore sur ce travail le 9 mars ; le 14, il partait pour Dalat et le 24 il expirait.

« .. Ainsi disparaissaient les grandes espérances si légitimement fondées sur sa valeur scientifique et sur l'ensemble vraiment exceptionnel de ses qualités de caractère, d'intelligence et de cœur. »

[115]

(D'après la notice nécrologique du Dr Noël BERNARD. Réf. ci-après)

De lui :

Il est impossible, étant donné le but simplement indicatif de cette bibliographie, de publier l'énumération intégrale de tous les articles faits par le Dr. Boëz, seul ou en collaboration. En voici seulement les grandes divisions :

- I. — Pathologie : 12 communications (1914 à 1920).
- II. — Pathologie et microbiologie : 6 communications (de 1914 à 24).
- III. — Revues générales : 8 communications (de 1922 à 1930).
- IV. — Microbiologie.
 - a) Tuberculose : 9 communications (de 1919 à 1926).
 - b) Cancer : 3 communications (de 1912 à 1924).
 - c) Goître : 1 communication (de 1925).
 - d) Fièvre aphteuse : 1 communication en 4 parties (1927).

- V. — Travaux sur l'amicrobiose (Strasbourg) : 11 communications (de 1924 à 1928)
VI. — Travaux effectués à l'I. P. de Saigon : 11 communications (de 1929 à 1931).
— VII. — Traités :
a) Les aspects chimiques de l'immunité (par H. Gideon Wells). — Traduit et annoté par Boëz, Paris, Doin, 1928.
h) Hygiène rurale, Paris, Éditions Spès, 1929.

Sur lui :
Dr. BERNARD (Noël), « Louis Boëz (1888 à 1930) », « Archives des Instituts Pasteur d'Indochine », avril 1930 p. 1 à X.
Index bibliographique des travaux de L. Boëz, *id.* p. XI à XVI.
[116]
NAUDIN (Georgette), « Louis Boëz (1883-1930). Nécrologie », « Bull. Société études indochinoises », 1^{er} semestre 1930, p. 3-5.

Portrait :

Page 1 de la nécrologie écrite par le Dr. Noël BERNARD.

Nota. — Il est absolument regrettable que la municipalité de 1930 n'ait trouvé qu'une rue boueuse du quartier du port, pour commémorer le souvenir de ce savant.

20. — BONARD. — Boulevard

8-9-D-E. — Unit la place Francis-Garnier (devant le théâtre) à la place Cuniac (Halles centrales).

Le boulevard Bonard occupe une partie de l'emplacement d'un canal qui débouchait, d'une part, dans la rivière de Saigon, près de la caserne des marins, et d'autre part, dans l'arroyo chinois. Ouvert par le capitaine du génie GALLIMARD peu après la conquête (1859 ou 1860), ce canal, désigné sous le nom de « canal Gallimard », avait une longueur totale de 800 mètres. Un de ses buts principaux consistait à drainer le bas de la ville qui n'était alors qu'un marécage pestilentiel. Cette importante voie d'eau était traversée perpendiculairement par le « Grand Canal », qui devint à son tour le « boulevard Charner ».

Les documents actuellement connus ne permettent pas d'établir à quelle date précise le « canal Gallimard » fut comblé ; il le fut probablement entre 1870 et 1880. Mais, nous savons que c'est au début de 1914 que le boulevard fut prolongé de la rue Mac-Mahon aux halles centrales.

Le nom de BONARD n'était pas le premier nom donné cette artère. En effet, elle fut d'abord désignée sous le nom de « rue n° 13. »

[117]

À voir :

— Reg. délib., t.1, f° 20 à 22 Séance du 14 octobre 1867 ; f° 32 à 42. Séance du 19 novembre 1867 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 68 doc. 451 et 70, doc. 452.

— Reg. délib., t. 44, p. 297 à 313. Séance du 26 avril 1920.

— Revue mensuelle « Extrême-Asie » de février 1926, voir le plan des canaux de la ville en 1867.

— « Courrier de Saigon » du 5 mars 1865, sur la substitution du nom de Bonard à « rue n° 13 ».

Conquête (1805-1867). — BONARD (Louis, Adolphe) naquit à Cherbourg le 27 mars 1805. Il entra dans la marine en 1825 et fut nommé aspirant le 12 novembre 1826. Il parvint au grade de contre-amiral en 1855 et de vice-amiral le 25 juin 1862.

Alors qu'il était aspirant sur le « Silène », il participa au blocus d'Alger, en 1830 et fit naufrage avec son bâtiment. S'élançant à la nage, il porta un va-et-vient à terre qui permit de sauver l'équipage. Mais alors, il tomba aux mains des Barbaresques et, avec l'amiral BRUAT, qui commandait l'escadre, il endura une dure captivité. Plus tard, étant à Tahiti au moment de l'insurrection (1848), sa belle conduite lui valut d'être cité à l'ordre du jour. En 1849, il devint commissaire du gouvernement et commandant de la subdivision d'Océanie. Il quitta ce poste d'autorité pour devenir gouverneur de la Guyane (1853).

Arrivé à Saigon le 27 mars 1861, le contre-amiral BONARD succéda le 30 à l'amiral CHARNER ; mais, alors que ce dernier était chef du corps expéditionnaire, BONARD devint le premier gouverneur de la Cochinchine. Son œuvre, à la fois administrative et militaire, est inégale dans [118] ses résultats. Ainsi, il voulut employer l'administration indigène dans les territoires qui nous étaient nouvellement soumis et il remplaça les jeunes administrateurs français (la plupart officiers de marine ou d'infanterie) par des mandarins. L'expérience se révéla prématurée. Une révolte violente s'ensuivit qui mit, un instant, notre autorité en péril. Le pays était à un tel point troublé que les paysans qui nous demeuraient fidèles étaient obligés d'abandonner la campagne pour venir se réfugier à Saigon. Cette levée de boucliers, conduite par QUAN-DINH, fut particulièrement sévère à Gocong (1862). L'amiral avait été victime de son libéralisme.

Il avait été plus habile dans sa politique extérieure. Ayant occupé la citadelle de Biênhò et celle de Vinhlong, il détermina fort habilement la conclusion du traité de paix avec l'empereur Tu-Duc. Le 5 juin 1862, les préliminaires en furent arrêtés à bord du « Duperré » ancré dans la rivière. Le représentant de l'Empereur était PHAN-THANH-GIAN, vice-roi de Cochinchine, l'ami de l'amiral BONARD. Par ce traité, la souveraineté des provinces de Saigon, Mytho, Biênhò nous était donnée, mais nous rendions Vinhlong. Après que NAPOLÉON III eut donné son accord, BONARD vint soumettre ce traité à la ratification de Tu-Duc. Notre représentant était accompagné de six officiers et de 40 hommes d'escorte. Aux dires des témoins, c'est avec une solennité impressionnante que notre ambassade fut reçue à la Cour de Hué (16-19 avril 1863).

Ces grands événements ne détournaient pas sa sollicitude de Saigon, pointant à peine de sa fange mais qui, dans son esprit, était appelée à devenir une grande et belle ville. Dans cette [119] idée, il fit dresser par le colonel du génie COFFYN, le plan d'une ville de 500.000 âmes. La vente des terrains à bâtir commença aussitôt et connut un grand succès. Il fit construire de nombreux bâtiments et créa trois établissements scolaires : le séminaire, le collège d'Adran et la Sainte-Enfance. Pour protéger la ville contre toute surprise ennemie, il voulut l'enclore par une ligne d'eau. La rivière, l'arroyo Chinois et l'Avalanche l'entouraient en partie ; il fit commencer un immense canal à travers la plaine des Tombeaux, mais ces travaux ne furent jamais achevés. Ce canal, actuellement connu sous le nom de « Canal de ceinture », existe encore dans l'état où il fut laissé en 1862, avec les déblais reconnaissables le long de ses rives.

L'amiral BONARD, revenant de son ambassade, parvint à Saigon le 25 avril 1863. Le 30, il s'embarquait pour la France, après avoir remis les pouvoirs à son successeur, l'amiral DE LA GRANDIÈRE. Il fut nommé préfet maritime de Rochefort en 1867 ; mais, en proie à une violente maladie coloniale, il se rendit à Amiens où il mourut le 31 mars 1867.

Le gouvernement de l'amiral BONARD a essuyé des critiques, mais son œuvre, en réalité, fut importante et l'histoire l'a placé parmi les principaux fondateurs de notre colonie d'Asie. C'était un homme d'une intelligence ouverte, ayant la passion du travail et de l'activité, mais d'une imagination peut-être trop ardente qui lui faisait parfois franchir les limites de la réalité.

[120]

De lui :

— Expédition de Cochinchine. Prise de Biên-Hoà et de Baria (1861). — Rapport de l'amiral Bonard au ministre du 26 décembre 1861, « Revue maritime et coloniale », 1862, t. 1, p. 558 à 569.

— Expédition de Cochinchine. Prise de Vinh-Long. Rapport de l'amiral Bonard du 28 mars 1862, « Revue maritime et coloniale », 1862, t. V, p. 391 à 396.

— Note sur le Cambodge, « Bull. de la Soc. de géographie de Paris », V.S., juillet-décembre 1862, IV.

— Exploration du grand fleuve Cambodge (septembre 1862. Exploration faite à bord de « L'Ondine ». Rapport adressé au ministre, « Revue maritime et coloniale », t. VII, 1863, p. 240 à 251. Carte du Mékong, jusqu'à la latitude du Grand Lac, 1863.

Sur lui :

— ANONYME : « Nécrologie du vice-amiral Bonard », « Revue maritime et coloniale », 1867, t. XX, p. 243-244.

— BARTET (Capitaine) : « Traduction d'une pétition adressée par les Annamites de la province de Biên-Hoà à l'amiral Bonard, lors de la cession de cette province à la France », « Bull. Soc. géogr. Rochefort », mai 1879

À lire :

— BARTET (Capitaine) : « Traduction de la proclamation impériale de Tu Duc aux soldats et au peuple de la province de Nam-Ky, Cochinchine française », « Bull. Soc. géographie de Rochefort », mai 1879.

[121]

— BOUCHOT (Jean) : « Documents pour servir à l'histoire de Saigon », Saigon, Portail, 1927, 527 pp.

— BOUINAIS ET PAULUS : « L'Indochine contemporaine », t. 1, Paris, Challamel, 1885.

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine française (Des origines à 1883) », Paris, Challamel, 1910 (Livre spécialement recommandé).

— HALLY (H. du) : « Une campagne en Extrême-Orient », « Revue des Deux Mondes », 15 octobre 1866.

— LEMIRE (Charles) : « Les marins picards contemporains : amiral Bonard, Lejeune, etc. », Paris, Challamel, 1898.

— LOUVET, « La Cochinchine religieuse », 2 vol., Paris, 1885.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition de Cochinchine en 1861 », Paris, Lavauzelle (édit. de 1888), p. 246.

— LOMONT : « Captivité de l'amiral Bonard et de l'amiral Bruat », Paris, Hetzel, 19 rue de Lille, sans date, 209 pp.

— VIAL (Paulin) : « Premières années de la Cochinchine française », Paris, Challamel, 1874, 2 tomes, 380 et 294 pp.

Portrait :

— L'amiral Bonard et son état-major, dans BOUCHOT « Documents... », Pl. V, p. 160.

— BOUDET ET MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXV, n° 72.

Pas de buste au musée Blanchard-de-la-Brosse.

Photographie originale conservée au Service historique de la Marine.

[122]

21. — BORESSE. — Rue

8-F. — Joint le boulevard Galliéni au quai de Belgique (arroyo Chinois).

Le nom de Boresse fut donné à la rue qui le porte encore aujourd'hui, probablement entre 1866 et 1870. Ce nom s'étendit bientôt à tout le quartier, en partie couvert de marécages. Actuellement remblayé, le quartier Boresse abrite la petite industrie annamite et un commerce chinois assez actif.

Conquête (1830 — 1866.) — BORESSE naquit à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), le 1^{er} mars, 1930. Il entra à l'École navale en 1848. Étant lieutenant de vaisseau à bord du « Primauguet », il fut bloqué, avec une petite garnison franco-espagnole, dans un des forts de Saïgon, de 1859 à 1861. Le commandant JAURÉGUIBERRY l'avait — à ce moment — désigné pour diriger la police et les services de la ville ; le commandant d'ARIÈS, l'amiral CHARNER et l'amiral BONARD avaient jugé bon de le maintenir dans ses fonctions. Le 7 janvier 1863, ce dernier le nomma inspecteur de 2^e classe des Affaires indigènes, le chargea des impôts et du recrutement des écoles de la province de Giadinh. En 1864, il accompagna auprès du gouverneur PHAN-TIANH-GIAN, qui revenait d'accomplir une ambassade en France, dans le but d'adoucir les clauses du traité de 1862, signé entre la France et l'Annam.

Doyen des officiers détachés dans l'administration de la Colonie, BORESSE, après six ans de séjour consécutif, rentra malade en France. « Il espérait, dit Paulin VIAL, que son travail et son dévouement lui assureraient une carrière brillante en Cochinchine, [mais il mourut à l'hôpital de Toulon, le 4 novembre 1866] avant d'avoir pu atteindre la récompense due à ses généreux efforts ».

[123]

Sur lui :

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire de bio-bibliographie... », p. 40-41.

[Dossier de Léon Duhamel BORESSE. Légion d'honneur.](#)

À lire :

VIAL (Paulin) : « Les premières années de la Cochinchine française », Paris, Challamel, 1874, 2 tomes. Voir t. 1, p. 255-256.

22 — BOUDONNET. — Rue du Colonel

6-8-E-F. — Longe le côté Nord de la plate-forme de la gare. Elle joint la rue Frère-Louis à la place Cuniac (Halles centrales).

La rue du Colonel Boudonnet portait le nom de « Rue Latérale Nord de la gare ». Son appellation nouvelle lui a été attribuée par le conseil municipal, dans sa séance du 29 mars 1917. Voir reg. délib., t. 39, p. 74 et 75.

Guerre de 1914-18. — Les renseignements sur le colonel BOUDONNET sont excessivement rares. Des recherches minutieuses à l'état-major de la Division

Cochinchine-Cambodge, à Saigon, ont pu permettre d'écrire la petite biographie suivante :

BOUDONNET vint en Extrême-Orient au début du siècle. Le 12 juin 1901, alors qu'il était lieutenant-colonel, il recevait le commandement des troupes de Quang-tchéou-Wan et le gardait jusqu'au 5 février 1903. Il semble, à cette époque, avoir rejoint la métropole.

En 1908, étant colonel, il vint à Saigon et commanda le régiment de tirailleurs annamites, dépendant de la 3^e brigade, placée sous les ordres du général de BEYLIÉ.

[124] Enfin, du 20 mars 1912 au 26 mars 1913, le colonel BOUDONNET se vit confier la 1^{re} brigade d'infanterie, succédant au général DE GIOVELLINA.

Le colonel BOUDONNET était, sans nul doute, en France quand éclata le Grande Guerre, car, dès le mois d'août, il participa aux opérations et trouva la mort dans un violent combat qui eut lieu au bois de Sy, le 1^{er} septembre 1914, pour interdire à l'ennemi les défilés de l'Argonne.

[Dossier de Théodore Georges Auguste BOUDONNET](#). Légion d'honneur :

23. — BOURDAIS. — Rue

8-9-E-F. — Joint la rue du Colonel-Grimaud (gare), au quai de Belgique (arroyo Chinois). Quartier Bourses.

Cette rue portait primitivement le n° 32. Son nom actuel lui fut donné par un arrêté de l'amiral Duperré en date du 14 mai 1877

Conquête (1820-1861). — Edme, Adrien BOURDAIS naquit à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) le 28 octobre 1820. Il entra à l'École navale en 1836 ; vingt ans après, il était capitaine de frégate. Il fit, sur le « Monge », la campagne de Chine (1859) et de Cochinchine (1861). Lorsque l'amiral CHARNER, commandant en chef du corps expéditionnaire, décida de prendre Mytho, il confia d'abord la direction des opérations au capitaine de frégate BOURDAIS. Mais, la troupe ayant augmenté d'importance par suite de renforts successifs, il en donna le commandement au capitaine de vaisseau LE COURIAULT DU QUILIO, son premier aide de camp.

[125] Le 26 mars 1861, la flottille avançait prudemment dans l'arroyo de la Poste (anciennement Rach Run-ngu) ; quatre forts, habilement dissimulés dans la verdure étaient déjà tombés et soldats et marins luttèrent avec un courage inouï. Tous les travaux, dans les arroyos, se faisaient « la moitié du corps dans la vase, le reste exposé au soleil. Le choléra fondit sur le corps expéditionnaire, » (P. de la Barrière. p. 124). Le 8 avril, l'expédition recherchait l'emplacement d'un cinquième fort dont l'existence seule était connue. Le capitaine de vaisseau DU QUILIO ordonne à BOURDAIS de le découvrir et de l'attaquer. BOURDAIS, à bord de la canonnière 18, avance, à la tête de la petite flottille. Brusquement, le 10, à 3 heures de l'après-midi, le fort apparaît à 400 mètres d'un coude qui le masquait. La canonnière envoie un boulet. « Le fort annamite riposte par trois coups qui portent : l'un atteint le bord, l'autre blesse un homme, le troisième enlève le cœur et le bras gauche du commandant BOURDAIS. Alors, la canonnière 18 s'élance... » Les troupes françaises occupent le fort annamite. « On assure [que BOURDAIS] eut la force de prononcer le nom de Dieu ; puis, il tomba. On jeta un pavillon sur son corps pour lui faire honneur, ou peut-être pour ne pas gêner par une vue horrible ceux qui continuèrent à combattre. Quand on rassembla ses restes, on retrouva le bras, mais jamais on ne put retrouver le cœur. Pendant huit jours, et chaque jour, il avait ou pris un fort ou détruit un barrage. Il avait marché, écartant d'un geste

fébrile les obstacles accumulés devant lui. sans que la vue de tant de morts ou de mourants l'eût troublé ou attendri. C'était l'image de sa vie. Il avait à peine quarante ans ; il allait être glorieusement [126] nommé capitaine de vaisseau à l'âge où presque tous ses compagnons d'armes étaient encore subalternes... Mais, il tomba quand il voyait le but, en trébuchant dans le sang. » (P. de la Barrière, p. 138 à 140).

Cet éloge de BOURDAIS, par un de ses compagnons enferme une sévère critique. Le commandant était-il vraiment l'égoïste qu'aucune considération n'arrêtait ? Sacrifiait-il délibérément ses subordonnés à ses ambitions ? C'est bien ce que laisse entendre PALLU DE LA BARRIÈRE, mais, peut-on savoir si son jugement est désintéressé ?

Les restes du capitaine de frégate BOURDAIS furent transportés à Mytho, où ils reposent encore.

À voir :

— ANONYME : Article nécrologique, « Revue maritime et coloniale », 1861, 1^{er} semestre, p. 815 à 817.

— CHARNER (Rapport de l'amiral... au ministre) : « Expédition de Cochinchine. — Prise de Mytho », « Revue maritime et coloniale » 1861, 1^{er} semestre, p. 809 à 814.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de la conquête de la Cochinchine en 1861 », Paris, Berger-Levrault 1864 (réédit. en 1888), 365 pp.

— VIAL (Paulin) : « Premières années... », Paris, Challamel, 1874, 2 vol.

24. — CAILAR. — Rue

10-11-EG. — Orientée NNE-SSO. — Joint le quai de l'Yser (rivière de Saigon) à la rue Jean-Eudel, dans le quartier des Chargeurs réunis.

[127] Cette rue, desservant surtout les hangars du port de commerce, a été percée aux environs de 1900. Elle prit d'abord le nom de « rue de l'Immigration ». Puis, il fut proposé de l'appeler « rue Cynos » pour honorer la colonie corse de Saigon. Mais, le conseil municipal, dans sa séance du 26 avril 1920, préféra le nom de Jean Cailar (Voir reg. délib., t. 44, p. 310).

Guerre de 1914-18. — Jean, Marie, Maxime CAILAR naquit le 16 avril 1883, probablement au Château-de-Lavour, près de Mauriac (Cantal). Il entra dans les services civils de l'Indochine, le 5 décembre 1908.

Il se fit mettre en disponibilité sans traitement à partir de 1913 pour devenir avocat-défenseur. En 1914, il était, à cet effet, secrétaire de M^e VINSON, lui-même avocat-défenseur à Saigon.

Il fut tué devant l'ennemi, au début de 1915, alors qu'il était lieutenant de réserve.

À consulter :

— *L'Opinion* :

18 février 1915 : annonce de sa mort (sans lieu ni date).

14-15 mars service funèbre.

16-17 mai : remerciements de la famille (son adresse en France).

— Annales de 1913 à 1915 (pour sa mise en disponibilité).

CALMETTE. — Rue

Cette rue figure au plan sous le n° 39, le nouveau nom lui ayant été donné pendant l'impression du présent ouvrage. — Angle N.O. de 7 et B. Orientée NNE-SSO. — Unit la rue Paul-Blanchy à la rue Barbier (Quartier de Tân-Dinh).

[128] Le nom de Calmette fut donné à la rue n° 39 par arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943 (Voir *J. O. de l'I. F.* du 30 janvier 1943 p. 291-292). Toutefois, c'était celui d'Alexandre de Rhodes qui avait été proposé.

Savant (1863-1933). — « Né à Nice le 12 juillet 1863, [Albert Calmette] entre en 1883 dans le Service de Santé de la Marine militaire ; il fait la campagne de guerre de Chine (1883-85) dans l'escadre de l'amiral COURBET, puis une campagne de 18 mois au Gabon-Congo (1886-87), Puis encore une campagne de deux années à Terre-Neuve et aux îles Saint-Pierre et Miquelon (1888-89). Au retour de celle-ci, il passe, sur sa demande, dans le corps de Santé des Colonies (où il devait atteindre le grade de médecin général) et il sollicite l'autorisation de travailler à l'Institut Pasteur, dont il est un des premiers élèves coloniaux. Proposé par M. Roux pour créer à Saigon le premier laboratoire colonial, il arrive en Cochinchine en 1890, où il entreprend aussitôt l'étude de nombreux problèmes relevant de la prophylaxie des maladies infectieuses. Après avoir démontré l'existence de la rage, il adapte le traitement antirabique aux nécessités locales en imaginant le procédé de conservation des moelles de lapin dans la glycérine, et étend considérablement le champ d'action de la vaccination antivariolique, par l'emploi d'un vaccin d'origine animale. À cette époque, cette vaccination s'effectuait en Indochine de bras à bras, ce qui représentait de nombreux inconvénients. Il découvre le sérum antivenimeux à la suite de circonstance fortuite qui le conduit à entreprendre des études sur le venin de « cobra capello » ou « naja tripudians ».

[129] « De la substance complexe utilisée par les Chinois pour la préparation de l'alcool de riz, il isole un champignon inférieur (*l'aspergillus niger*), seul agent actif de la fermentation qui possède la propriété de transformer directement l'amidon en sucre et en alcool. Cette découverte entraîne une révolution profonde dans la fabrication des alcools d'industrie.

« Pendant son séjour en Cochinchine [CALMETTE] poursuit des études sur le choléra, la dysenterie, les abcès au foie, la filariose, etc. et au retour de cette campagne qui devait s'avérer des plus fructueuses, il associe le Dr. BORREL, sous la direction du savant Roux, aux recherches de M. YERSIN, sur le bacille de la peste que ce dernier venait de découvrir. Chargé de mission au Portugal en 1899, où sévit une épidémie de peste, [il applique avec succès les dernières méthodes trouvées pour combattre cette maladie].

« [Ce savant] fonde, en 1895, l'Institut Pasteur de Lille, et, en collaboration avec J. GUÉRIN, met au point, après de longues et patientes recherches, le vaccin antituberculeux B.C. G.

« Les immenses services rendus par CALMETTE ont été reconnus par toutes les sociétés savantes [françaises] et étrangères, qui ont tenu à le compter parmi ses membres.

« Il était, en particulier, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine et Grand Croix de la Légion d'honneur. »

(Notice communiquée par l'Institut Pasteur de Saigon, à la Région Saïgon-Cholon).

De lui :

1° Recherches sur les venins et sur la sérothérapie antivenimeuse appliquées à l'homme et aux animaux domestiques.

[130]

— 32 communications., de 1892 à 1933.

- 2° Recherches sur les fermentations industrielles.
— 7 communications, de 1892 à 1896.
- 3° Recherches sur l'épuration biologique des eaux résiduaires des villes et des industries agricoles.
— 18 communications, de 1901 à 1925.
- 4° Recherches sur la peste.
— 6 communications, de 1895 à 1901.
- 5° Recherches sur la vaccine jennérienne.
— 3 communications, de 1891 à 1902.
- 6° Recherches sur la tuberculose.
— 193 communications, de 1905 à 1936 (dont une réédition en 1936)
- 7° Œuvres sociales antituberculeuses.
— 17 communications, de 1900 à 1933.
- 8° Recherches de parasitologie.
— 6 communications, de 1884 à 1905. Travaux divers de bactériologie, d'hygiène et de pathologie tropicales.
— rage : 5 communications, de 1891 à 1913.
— tétanos : 1 communication, en 1893.
— toxines : 2 communications, 1896-96.
— pneumocoque : 1 communication, en 1906.
— staphylocoque : 1 communication, en 1907.
— immunité : 3 communications, de 1900 à 1914.
— désinfection : 4 communications, de 1902 à 1909
— eaux potables : 1 communication, en 1899.
— pathologie tropicale : 8 communications, de 1888 à 1923.
— microbiologie générale ; 6 communications, de 1907 à 1933.
— Publications et travaux sur divers sujets : 23 communications, de 1883 à 1931.

Sur lui :

ANONYME : Notice nécrologique, « Annales de l'Institut Pasteur », t. LI, n° 5, novembre 1933, p. 559 à 564. 1 portrait.

BERNARD (Noël) et NÈGRE (Léopold) : « Albert Calmette, sa vie, son œuvre scientifique », Paris, Masson 1939, 271 pp. Portrait.

Administrateur de la [Société française des distilleries de l'Indochine](#), tout comme son frère Gaston, directeur du *Figaro*, le fut du 29 juin 1905 au 16 mars 1914, date de son assassinat par M^{me} Caillaux.

[131]

26. — CAPPE. — Rue De

9-10-FG. — Orientée OSO-ENE. — Quartier du port de commerce. Dans l'angle formé par le confluent de l'arroyo Chinois et de la rivière de Saïgon. Cette rue est traversée par la rue Jean-Eudel.

Cette rue, qui date de l'aménagement du quartier de Tam-Hoi (au début de notre siècle), est restée longtemps sans nom. On a proposé celui d'Armor pour honorer la colonie bretonne de Saïgon. Cependant, le 26 avril 1920, le conseil municipal lui a donné celui qu'elle porte aujourd'hui. (Voir reg. délib., t. 44, p. 309).

Guerre de 1914-18. — Les renseignements sur Charles DE CAPPE sont extrêmement rares. Nous savons simplement qu'il était fils d'un ancien directeur de l'Enseignement en Cochinchine et qu'il fut tué devant l'ennemi pendant la guerre de 1914-18.

Les journaux locaux, parus pendant la guerre, ne semblent pas signaler la mort de cet « enfant de Saigon ».

27. — CARABELLI. Rue

Gauche de 9-D-E. — Orientée NE-SO. Unit la rue Catinat au boulevard Charner (à proximité du théâtre).

Cette rue (et sans doute les maisons en bordure) appartient d'abord en propre à Carabelli après 1881, date à laquelle il arriva en Cochinchine. En 1888, il sollicite la ville de bien vouloir en prendre l'éclairage à sa charge. Le conseil municipal accepta, à condition toutefois que cette rue serait donnée à la Ville. Carabelli répondit que « telle était son intention ». (Voir reg. délib., t. 7, p. 172-173. Séance du 5 novembre 1888, ou Baudrit : « Extraits... », t.1, p. 175, doc. 191). Cependant, cette cession fut loin de se faire immédiatement.

Le 26 février 1896, le conseil municipal reçut une lettre de Xavier Carabelli demandant qu'un boulevard [132] ou une rue de Saigon portât le nom de feu son frère, ancien maire de la ville. Le rapporteur proposa de doter officiellement du nom de Carabelli la petite rue que l'on désignait ainsi communément déjà. Le maire accepta cette idée et fit la proposition suivante qui fut acceptée : « En réalité, la rue en question est toujours désignée sous le nom de Carabelli. Nous n'avons qu'à consacrer cet usage par une plaque ».

Cette rue était plus étroite qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle a été sensiblement élargie à l'occasion de la reconstruction des immeubles de gauche (sens Catinat-Charner), en 1937.

Maire (1848 ?-1893 ?). — Raoul CARABELLI naquit en Corse vers 1848. Il arriva en Cochinchine comme avocat-défenseur en 1881. Il ne tarda pas à faire de la politique et fut bientôt conseiller municipal et conseiller colonial. Il lutta contre le parti BLANCSUBÉ — ce dernier, député de la Cochinchine — que Paul BLANCHY soutenait à Saigon. C'est dans « L'Indochinois » dont il prit la direction, que CARABELLI faisait sa polémique. À la séance du conseil colonial du 27 novembre 1885, il protesta contre la mainmise de l'Angleterre sur la Birmanie et voulut associer le conseil à cette manifestation dans une dépêche au ministre de la Marine. Sa motion fut repoussée par l'Administration et les conseillers indigènes.

BRÉBION et CABATON, dans leur « Dictionnaire de bio-bibliographie », écrivent qu'« il fut nommé maire aux élections du 13 novembre 1884 [et qu'] il conserva sa magistrature jusqu'en 1890, bien que son incapacité notoire et son manque de tenue l'auraient rendu un sujet de risée ». Ce jugement sévère était-il unanime chez les contemporains de CARABELLI ou était-il simplement le fait de ses ennemis politiques ? Il est aujourd'hui difficile de répondre à cette question et [133] il semble préférable de ne pas prendre au sérieux les basses attaques dont il est l'objet dans les journaux de l'opposition. En 1890, il devient directeur du « Courrier de Saigon ».

Il a quitté l'Indochine vers cette époque, sans qu'aucun écho de ce départ ne paraisse avoir été enregistré. Il serait mort à Paris en 1893.

De lui :

- Allocution au conseil municipal, en qualité de maire, Reg. délib., t. 6, p. 63. Séance du 17 nov. 1884 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 35, doc. 422.
- Discours prononcé à la séance du conseil colonial du 7 février 1885., Saigon, br. 8, 1885 et recueil des P. V. de cette assemblée.
- L'Unité de l'Indochine, Saigon, Rey-Curiol, in-8, 1886.
- Rapport à MM. les membres de la Chambre des députés, Saigon, in-8, 1887.
- Divers articles dans « L'Indochinois » (1882-89) et le « Courrier de Saigon » (1890).

Sur lui :

- Voir les journaux de l'opposition de 1882 à 1890.
-

28. — CARDI. — Rue

8-9-C-D. — Orientée NE-SO. — Unit la face NE de la cathédrale à la rue Paul-Blanchy. Limite un côté du quadrilatère formé par la poste centrale.

Cette courte rue s'appelait autrefois « rue de Hong-Kong ». Son nom actuel lui fut donné par le conseil municipal dans sa séance du 24 février 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95, Séance du 24 février 1897 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788).

Maire (Deuxième moitié du XIX^e siècle). Le docteur Julien, Étienne CARDI fit ses études [134] à la Faculté de Montpellier (Hérault). Il arriva à Saigon en 1871. Un arrêté du 10 octobre de la même année le désigne comme assesseur à la Cour Criminelle.

À vrai dire, son activité politique a laissé peu de traces à Saigon. En 1881, étant conseiller municipal, il s'élève contre l'empiétement du port militaire sur le port de commerce et demande que les navires de guerre ne stationnent pas au-delà des casernements de la Marine.

Puis, il est maire, du 11 mars 1883 au 26 janvier 1884. Nous enregistrons encore une intervention du Dr. CARDI au conseil municipal, au sujet d'une difficulté survenue entre la sœur de la Sainte-Enfance et la municipalité, relativement à l'hospitalisation de malades indigents. Le silence s'établit ensuite sur cette personnalité.

C'est comme ancien maire que son nom fut donné à une rue de Saigon.

De lui :

- Interventions au conseil municipal
Reg. délib., t. 5, p. 12. Séance 16 déc. 1881 ou Baudrit : « Extraits ». t. 1, p. 43, doc. 49.
- Reg. délib., t. 8, p. 409 à 412. Séance du 15 juin 1891 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 139 à 142, doc. 533.
- Reg. délib., t. 8, p. 420 à 422. Séance du 19 oct. 1891 ou Baudrit : même référence.

Sur lui :

- « Courrier de Saigon », 5 nov. et 10 octobre 1871.
-

29. — CATINAT. — Rue

8-10-P-E. — Orientée NO-SE. — La rue Catinat unit le quai Le-Myre-de-Villers (rivière de Saigon) à la place de la cathédrale.

La rue Catinat est aujourd'hui, et depuis longtemps, la rue principale, mondaine et commerçante de Saigon. [135] Tous les voyageurs qui ont fait une escale, même courte, dans cette ville, la connaissent.

L'artère qui porte ce nom est très vieille. Elle existait déjà avant l'arrivée des Français, en 1859. Elle fut construite par l'autorité annamite et peut-être antérieurement, par les Cambodgiens, ainsi que le prouvent les plans trouvés à notre arrivée ⁴⁰. Au moment de notre intervention, elle était de largeur très irrégulière, empierrée de latérite et bordée, dans sa partie basse de fossés aux eaux croupissantes. Des dessins existent, datant de la conquête ; l'un, notamment, montre une pagode empiétant largement sur la rue (Voir « L'illustration » du 23 avril 1864, p. 269). Pallu de la Barrière, qui l'a vue en 1861, l'a décrite ainsi : « Le voyageur qui arrive à Saigon aperçoit sur la rive droite du fleuve une sorte de rue dont les côtés sont interrompus de distance en distance par de grands espaces vides. Les maisons, en bois pour la plupart, sont recouvertes de feuilles de palmiers nains ; d'autres, en petit nombre sont en pierre. Leur toit de tuiles rouges égaie et rassure un peu le regard ». (p. 29-30).

Les rues furent, tout d'abord, désignées par un numéro : il y en avait 26. ; la rue Catinat avait le n° 16. Ce fut par un arrêté du contre-amiral de la Grandière, en date du 1^{er} février 1865, paru dans le « Courrier de Saigon » du 5 mars, que l'artère n° 16 devint la rue Catinat. Elle faillit perdre son nom en 1920 où certains esprits novateurs du conseil municipal pensèrent que « ces dénominations qui ne présentent guère d'intérêt, aujourd'hui pourraient peut-être faire place des appellations tirées des faits de la guerre (1914-1918). Mais la Commission chargée d'étudier la question, n'a pas cru devoir retenir cette suggestion qui pourrait apporter de la gêne, sinon du trouble, dans les habitudes, non seulement des Cochinchinois, mais de tous les étrangers qui sont appelés à passer à Saigon » (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313. Séance du 26 avril 1920).

[136] La rue Catinat se prolongeait autrefois, avant et après la construction de la cathédrale (1877), jusqu'à la place du Château-d'eau. aujourd'hui place du Maréchal-Joffre (Monument aux morts). La partie haute, c'est-à-dire, celle qui part de l'abside de la cathédrale, fut débaptisée le 24 février 1897 et prit dès lors le nom de Blancsubé ; en 1919, elle faillit s'appeler « rue Maréchal-Pétain », mais le nom de Blancsubé lui fut conservé.

Maréchal de France (1637-1712). — Nicolas de CATINAT était maréchal de France sous le règne de Louis XIV. Il naquit à Paris en 1637 et mourut à Saint-Gratien (S. et O. ?) en 1712. Appartenant à une famille de robe, il était un des rares officiers d'origine roturière. Comme lieutenant au régiment des Gardes françaises, il participa à la guerre de Dévolution (1667-68) et se distingua au siège de Lille (1667). Puis, au moment de la guerre de Hollande (1672-78), il se conduisit vaillamment, tant au siège de Maastricht (1673) qu'à la bataille de Sênèfe (1674)- Il fut alors nommé lieutenant général. Il eut sa part de victoires pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1688-97). Placé à la tête de l'armée d'Italie (1690-96), il bat le duc de Savoie VICTOR-AMÉDÉE à Staffarde (1690) et à la Marsaille (1693) et marche sur Turin, conquiert ses États et le met en demeure de

⁴⁰ La phrase suivante du vice-amiral DE MAROLLES, relevée dans la « Revue maritime » de juin 1934, p. 750, note 1, semble, donc sujette à caution : « La première rue fut tracée dans des décombres par le personnel de la corvette à roues le « Catinat ».

signer la paix avec la France (1696). Bien qu'il soit mort en 1712, il n'est pas question de sa participation aux guerres de la Succession d'Espagne (1701-1714).

Le maréchal de CATINAT avait de grandes qualités morales ; il était simple de manières et doux de caractère, ce qui l'avait rendu très populaire dans l'armée. Son tempérament réfléchi avait frappé les soldats qui l'appelaient « Le Père la Pensée ».

[137]

De lui :

— Mémoires (Publiés en 1819).

Sur lui :

— Les histoires générales de la France.

— VOLTAIRE, « Le siècle de Louis XIV ».

Gravures :

— Portrait de Catinat, au musée, de Versailles.

— DEVÉRIA Eugène : « Bataille de la Marseille », au musée de Versailles.

— Tableaux reproduits dans l'« Histoire de l'armée française » du général WEYGAND, Paris, Flammarion, 1938.

Le bateau. — Le nom du maréchal de France fut donné à un bateau de guerre sous le gouvernement de Napoléon III. Au milieu du XIX^e siècle ce bateau était une corvette à roues qui stationnait dans les mers de Chine, sous le commandement de LEHEUR ou LELIEUR DE VILLE-SUR-ARCE.

À cette époque, les missionnaires étaient, en Annam, soumis à de dures persécutions ou mis à mort. En 1851-52, Tu-Duc (1829-83) fit décapiter les R.R.P.P. SCHCEFFER et Jean-Louis BONNARD, des Missions étrangères. D'énergiques représentations furent faites par le gouvernement français, mais étant restées sans réponse, le commandant du « Catinat » fut envoyé à la Cour de Hué, en septembre 1856, porteur d'une lettre de protestation. N'ayant pu obtenir audience du souverain indigène, le commandant fit descendre à terre une compagnie de marins qui s'empara des forts de Tourane (port de Hué), noya les poudres et encloua [138] soixante pièces de canons. Le « Catinat » rejoignit Hong-Kong (son port d'attache) en décembre 1856. En 1857, la corvette explora le golfe du Tonkin pour y étudier les modalités d'un débarquement possible. Elle se joignit à l'escadre qui vint attaquer Saïgon, en 1859. Ces quelques interventions suffirent pour rendre célèbre le nom du maréchal DE CATINAT sur la terre indochinoise.

Il est à présumer que cette corvette regagna la France dans les premiers mois de 1860 et qu'elle y resta jusqu'à son désarmement.

Sur le rôle du « Catinat » en Extrême-Orient :

— Voir toutes les histoires de la conquête. Toutes se répètent et parlent, d'ailleurs, peu de ce navire

On peut consulter plus spécialement :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... » p. 330.

— CORDIER (Henri) : « La France et la Cochinchine (1852-58). La mission du « Catinat » à Tourane, 1856 », Leide, Documents, in-8, 1906.

— SEPTANS : « Les commencements de l'Indochine française », p. 133.

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine... », p. 57, 66, 144.

30. — CAVELL. — Rue Édith

7-8-D-E. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat à la rue Taberd et passe entre le jardin du gouvernement général et le jardin de la ville.

Cette rue s'appelait autrefois « rue de la Pépinière » parce qu'une notable partie du jardin de la ville était [139] alors occupée par une pépinière, pour permettre le renouvellement des arbres ombrageant les rues de la ville. C'est dans sa séance du 10 août 1916 que le nom de Miss CAVELL fut donné à cette rue. Le passage grandiloquent du rapport concernant cette dénomination mérite d'être rapporté.

« La population saïgonnaise ne saurait oublier le jardin nocturne où, à la lueur tremblante d'un falot, Miss CAVELL, évanouie, reçut le coup mortel de la sauvagerie boche.

« En faisant vôtre la proposition de votre commission, vous suivrez l'exemple de Paris, de Nice... Saïgon aura ainsi, avec l'écrivain espagnol PEREZ GALDOS, flétri le geste barbare qui jetait la dépouille inerte d'une femme, parmi les décombres de la Belgique mise en pièces.

« À peine ensevelie, cette héroïque jeune fille (cette jeune fille avait cinquante ans !) est entrée dans l'Histoire et tous, en passant rue « Miss Cavell », nous songerons à cette victime de l'honneur et du devoir ». (Voir reg. délib., t. 37, p. 323. Séance du 10 août 1916 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 419-420, doc. 806).

Guerre 1914-18. Édith, Louise CAVELL, fille d'un clergyman, naquit à Swardeston (Norfolk) en 1865. Elle fit des études médicales en Belgique, en Allemagne et devint, en 1906, directrice de l'école belge d'infirmières diplômées. Elle ne quitta pas son poste pendant la guerre et soigna de nombreux blessés. Mais, à côté de ses fonctions professionnelles, elle réservait une partie son activité à l'évasion de soldats anglais, français et belges qu'elle dirigeait sur leur pays par l'intermédiaire de la Hollande.

[140] Découverte par les Allemands dans ses opérations clandestines, elle fut jetée en prison et fusillée à Bruxelles le 21 octobre 1915.

L'opinion mondiale s'est passionnée pour le cas de Miss CAVELL ; des journaux et des livres ont vulgarisé cet héroïsme froid dont elle a fait preuve pendant un an au milieu du danger. Des monuments ont été élevés à sa mémoire à au Canada et à Paris (Tuileries) et son nom fut donné à une rue en de nombreuses villes. Le conseil municipal de Saïgon, indigné de l'exécution de cette femme a voulu, lui aussi, perpétuer sa mémoire en donnant le nom de « Miss Cavell » à cette rue qui longe le jardin de la ville et qui rappelle « le jardin nocturne où, à la lueur tremblotante d'un falot... »

Sur elle :

— Gor (Ambroise) : « L'affaire miss Cavell. — D'après les documents inédits de la justice allemande », Paris, Plon, 1901, 177 p.

— *L'Illustration*, 24 mai 1919, p. 534-535 : « Retour des cendres en Angleterre » (Gravures).

31. — CAZEAU. — Rue

5-6-D. Orientée NO-SE. — Petite rue privée construite par le commandant Audouit (entrepreneur). Elle est passée au domaine public le 31 octobre 1939. L'acte entre la partie cédante et la partie prenante est des 22 février et 1^{er} avril 1940, approuvé le 29 avril de la même année (Quartier de Djibouti).

Titre ? (1881-1932). — CAZEAU (Raoul, Pierre, Louis) naquit à Saigon le 6 janvier 1881. il exerça la profession d'avocat-défenseur dans cette ville et y mourut le 8 juin 1932.

[141] CAZEAU semble ne plus avoir de famille à Saigon ; personne n'a pu expliquer pourquoi son nom avait été donné à une rue de la ville.

Cependant, certains avis prétendent qu'il doit cet honneur à son ami AUDOUIT, alors propriétaire du quartier, qui aurait eu un geste délicat envers son vieux compagnon.

À lire :

LAMAGAT (Henri) : « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois », t. 1, p. 207 à 210 et 323-233, t. II, p. 8, 11-12 et 22 à 28.

[N.B. : Baudrit se trompe. La rue n'a pas été baptisée en l'honneur de Raoul Cazeau, mais de son père Louis (1854-1915), directeur de la [Société générale des tramways à vapeur de Cochinchine](#) et créateur en 1904 de la plantation d'hévéas Suzannah, la deuxième après celle de M. Bellan. Voir *Annuaire de toute l'Indochine*, 1933, p. 245 : rue Louis-Cazeau]

32. — CHAIGNEAU. — Rue

Rue coupée d'abord par E, ensuite par 9. Orientée NNO-SSE. — Elle unit la courte rue Obier au quai de Belgique (arroyo Chinois).

La rue Chaigneau est une vieille rue de Saigon. Elle portait, dès sa création, le n° 22. Son nom actuel lui fut donné par un arrêté de l'amiral de la Grandière, en date du 1^{er} février 1865 (Voir « Courrier de Saigon », 5 mars 1865).

Précurseur (1769-1832). — Jean-Baptiste CHAIGNEAU (à la fin de sa vie il s'appela CHAIGNEAU DU BAIZY, du nom d'une terre acquise près de Sainte-Anne d'Auray, en Bretagne), naquit à Lorient, le 8 août 1769. Ce fut un des compagnons de l'évêque D'ADRAN, par conséquent un des premiers pionniers de l'œuvre française en Indochine.

Tout jeune, à onze ans., il s'engagea dans la marine royale et fut embarqué à bord d'une flûte, le « Necker ». En 1791, étant devenu enseigne de vaisseau, il partit pour faire le tour du [142] monde sur la « Flavie » à la recherche de LA PÉROUSE dont on était sans nouvelle depuis 1788. Mais, la « Flavie » ne put terminer sa mission, car elle dut se réfugier dans le port de Macao, en 1794, et se laisser désarmer, pour ne pas être prise par les Anglais. C'est de Macao qu'il rejoignit Saigon, apportant du matériel de guerre au roi de « Cochinchine »⁴¹, GIA-LONG qui, sur les conseils de PIGNEAU DE BÉHAINE, évêque d'Adran, luttait contre les usurpateurs TAY-SON. Inspirant confiance au souverain, celui-ci nomma CHAIGNEAU, dans sa marine, commandant du « Dragon-Volant ».

Lorsque le royaume annamite eut retrouvé la paix, cet intrépide marin fut promu grand mandarin par GIA-LONG ; il s'installa à Hué et fut en rapports amicaux avec la famille régnante dont il prit même le nom patronymique, NGUYÊN. Pour la Cour, il se nommait donc : NGUYÊN-THANG ; mais, pour le peuple, il s'appelait : CHU'ONG-TAU-LONG. Il se maria avec une femme indigène, dont il eut des fils et des filles.

En 1819, il partit avec sa famille pour la France. Passager à bord du « Henry », il débarqua à Bordeaux. Pendant son séjour dans la métropole, en 1820, il fut décoré de

⁴¹ Ce terme englobait alors l'Annam et la Cochinchine actuels.

la Croix de Saint-Louis. Lorsqu'il revint à Hué, en février 1821, il avait le titre de consul de France ; il était devenu ministre plénipotentiaire. Mais, à la Cour, la situation à son égard avait bien évolué. GIA-LONG était mort en 1820, et son fils et successeur MINH-MANG, dont la reconnaissance n'était pas la qualité dominante⁴² [143] reçut CHAIGNEAU avec froideur. Les mandarins, jaloux du régime de faveur dont les Français avaient bénéficié jusqu'alors, créèrent une atmosphère hostile, au point que CHAIGNEAU vit un moment sa vie menacée. Il décida donc d'abandonner l'Indochine où il vivait déjà depuis trente ans ! Le 15 novembre 1824, il quitta Hué pour Saigon où il arriva le 22 décembre en mauvais état de santé. Deux de ses enfants, deux garçons, atteints de choléra, moururent, l'un le 7 janvier 1825, l'autre, quelques jours plus tard.

Le 21 mars 1825, emmenant les siens, il s'embarqua pour Singapour où le brick « Le Courrier de la Paix » partait pour la France.

La fin de sa vie devait être pleine d'amertume. Après le revirement de la Cour d'Annam à son égard, après les dures épreuves dont son cœur de père eut à souffrir à Saigon, il ne trouva qu'ingratitude avec ses compatriotes. Les moyens d'existence lui firent de plus en plus défaut. Le gouvernement de Louis XVIII lui octroya tout d'abord une maigre pension de 1.800 francs ; mais elle lui fut retirée en 1830, sous le ministère DE POLIGNAC. Il vécut pauvrement, jusqu'à sa mort qui survint en 1832.

De lui :

— Correspondance. (Archives des départements des Affaires étrangères et Marine), « Revue d'Extrême-Orient », t. 2, 1883.

— Notice sur la Cochinchine (Archives des Affaires étrangères : Asie, Indes, Orient, n° 21).

Sur lui :

Bien des études ont été faites sur ce personnage intéressant, principalement dans le bulletin des « Amis du Vieux Hué ». Il faut les consulter, ainsi que les quelques travaux publiés par son fils, métis, Michel Duc Chaigneau.

[144]

a) Bulletin des « Amis du Vieux Hué » :

— CADIÈRE (R. P.) : « Les Français au service de Gia-Long ».

I. — La maison de Chaigneau, 1917, p. 117 à 164.

VIII. — Les diplômes et ordres de service de Vannier et Chaigneau, 1922, p. 139 à 180.

— CADIÈRE (R.P.) et COSSERAT : Les Français au service de Gia-long ».

VI. — La maison de J.-B. Chaigneau, consul de France à Hué, 1922, p. 1 à 32.

— Cosserat : « Le passeport de Chaigneau », 1917, p. 293 à 296.

« Les actes de décès de Chaigneau et Vannier », 1919, p. 495-500.

« Notes biographiques sur les Français au service de Gia-long... J.B. Chaigneau (1769-1832), 1917, p. 195-203.

— HOÉ : Quelques renseignements sur les familles Chaigneau et Vannier, 1916, p. 273-76.

— SALLES (A.) : Les Français au service de Gia-long ».

IV. — Les tombes de J.B. Chaigneau et de Ph. Vannier au cimetière de Lorient, 1921, p. 47 à 56.

— SALLES (A) : « B. Chaigneau et sa famille », « Bull. des Amis du Vieux Hué », janv.-mars 1923, 185 pp. Nb. H.T. et tableaux généalogiques.

— SOGNY et HÔ-PHU-VIÊN : « Le brevet de J.B. Chaigneau », 1915, p. 449-462.

⁴² Son père avait, en effet, reconquis son royaume sur les rebelles, grâce à l'appui des Français, et principalement grâce aux sages conseils de Pigneau de Béhaine.

b) Divers :

— ANONYME : « Relation du second voyage à la Cochinchine du navire « Henry », armé à Bordeaux en 1819 », « Bull. de la Société de géographie de Rochefort », 1909 ; « Bull. de la Société des études indo-chinoises », 1^{er} trim. 1932, p. 41 à 82 (Introduction de M. Saint-Marty).

[145]

— CADIÈRE (R.P.) : « Documents relatifs à l'époque de Gia-long », « Bull. de l'École française d'Extrême-Orient », n° 7, t. XII, 1912.

— CHAIGNEAU (Michel Duc) : « Souvenirs de Hué », Paris, Challamel, 1905.

— CORDIER (Henri) : « Le consulat de France à Hué sous la Restauration », Paris, Leroux, 1884.

— CORDIER (Henri) : « La reprise des relations de la France avec l'Annam sous la Restauration », Leide, 1903.

— CORDIER (Henri) : « Correspondance générale de la Cochinchine » (1785-1791) dans : « Toung Pao », Paris, 1906.

— FAURE (Alexis) : « La France en Cochinchine au XVII^e siècle », Paris, Challamel, 1891.

— LOUVET (E.) : « La Cochinchine religieuse », Paris, 2 vol., 1885.

— LOUVET (E.) : « La vie de Mgr. l'évêque d'Adran », Paris, 1900.

— TANTET (V.) : « Inventaire sommaire de la correspondance générale de la Cochinchine (1686-1863), Paris, Challamel, 1905.

Portrait :

— Musée Khai Dinh à Hué.

Ce portrait, peint à l'huile, est reproduit, en couleurs, dans le livre de A. Salles : « J.B. Chaigneau et sa famille », « Bull. des Amis du Vieux Hué », janv.-mars 1923).

— BOUDET et MASSON : « Iconographie... », Pl. XVII, fig. 28.

[146]

33. — CHAMPAGNE. — Rue de

5-6-B-D. — Rue sinueuse orientée dans l'ensemble NNO-SSO. — Elle joint la rue Paul-Blanchy à la rue de Verdun.

Cette rue était un ancien chemin charretier longeant l'Avalanche à peu de distance. Elle prit tout d'abord le nom de cet arroyo. C'est dans sa séance du 26 avril 1920 que le conseil municipal a substitué le nom de « rue de Champagne » à celui de « rue de l'Avalanche »

(Voir reg. délib., t. 44, p. 309).

Guerre 1914-18. — Ce nom glorifie quatre séries d'opérations qui ont eu lieu en Champagne pendant la guerre 1914-18.

1) La première bataille de Champagne fait partie de la première offensive de 1915 ; elle commença, en réalité, en décembre 1914 et se prolongea jusqu'en mars 1915. Entreprise pour empêcher le transport des forces allemandes, sur le front russe, cette bataille, à laquelle prirent part les troupes de la IV^e armée, sous le commandement du général LANGLE DE CARY, infligea des pertes sérieuses aux Allemands, mais ne nous valut que des gains territoriaux insignifiants.

2) La deuxième bataille de Champagne, du 25 septembre au 16 novembre 1915, fut très meurtrière pour les Français et sans résultat, nos soldats ayant été lancés contre les réseaux ennemis presque sans préparation d'artillerie.

3) En 1918, la bataille commencée dans l'Aisne s'étendit vers l'est. Du 15 au 18 juillet 1918 eut lieu la troisième bataille de Champagne au cours de laquelle fut arrêtée la dernière offensive allemande, le *Friedensturm* ou assaut de la Paix. Cet assaut fut brisé dès les premières heures, à l'est de Reims par [147] l'armée GOURAUD, et déconcerté à l'ouest de Reims par la lutte pied à pied des V^e et VI^e armées, ainsi que par l'offensive victorieuse des X^e et VI^e armées. Les saillants du 15 étaient à peu près reconquis par les IX^e, VI^e et V^e armées sur la Marne, l'Ourcq et, finalement, sur la Vesle.

4) Enfin, au cours de la campagne offensive de Champagne et d'Argonne (26 septembre-15 octobre 1918), Français, Italiens et Américains marchèrent sans arrêt jusqu'à l'Aisne et les lisières nord de l'Argonne.

(D'après Larousse).

À consulter :

— Ouvrages généraux sur la guerre (Voir bibliographie « Argonne »).

— Mémoires de JOFFRE, FOCH, etc.

34. — CHARNER. — Boulevard

9-D-E. — Orienté NO-SE. — Unit la rue d'Espagne au quai Le-Myre-de-Vilers (rivière de Saïgon).

Le boulevard Charner, long de 700 mètres, occupe l'emplacement d'un canal qui existait à l'arrivée des Français et allait de la mairie actuelle jusqu'à la rivière. Cette voie d'eau était coupée, un peu avant son terminus, par le canal Gallimard, devenu aujourd'hui boulevard Bonard.

Le « Grand-Canal » ou « Canal Charner » à été encadré par deux rues qui portaient primitivement le n° 18 ; puis, celle de la rive droite (S.O.) devint la rue Charner et celle de la rive gauche (N.E.) devint la rue Rigault-de-Genouilly (« Courrier de Saïgon », 5 mai 1865).

[148] Étant donné les odeurs pestilentielles qui se dégageaient du canal, les riverains en demandèrent le comblement ; mais il ne fallut pas moins de dix-huit ans de discussions stériles pour obtenir satisfaction. Le travail fut terminé en 1886 ou 1887. À cette époque, le « canal Charner » devint donc « boulevard Charner ».

En 1906, les édiles demandèrent à ce que cette artère s'appelât « boulevard de la République ». mais le gouverneur opposa son veto à cette requête.

La physionomie actuelle du boulevard, deux larges avenues centrales séparées par une mince bande de gazon, date de 1926 : c'est l'œuvre d'un ancien maire : Rouelle.

À consulter :

— Sur les transformations du canal et les discussions à ce sujet, voir les registres de délibérations aux références suivantes :

T. 1, f° 19. Séance du 17 août 1867. — BAUDRIT, t. 2, p. 89-90, doc. 464.

T. 1, f° 88. Séance 20 nov. 1868. — BAUDRIT, t. 2, p. 90-91, doc. 467.

T. 1, f° 88. Séance 20 nov. 1868. — BAUDRIT, t. 2, p. 91, doc. 468.

T. 1, f° 99. Séance 8 fév. 1869. — BAUDRIT, t. 2, p. 91, doc. 469.

T.1, f° 117. Séance 14 juin 1869. — BAUDRIT, t. 2, p. 91, doc. 470.

T. 2, f° 8. Séance 27 nov. 1869. — BAUDRIT, t. 2, p.91-92, doc. 471

T. 2, f°. 10-11. Séance 1^{er} déc. 1869. — BAUDRIT, t. 2, p.91-92, doc. 471

T. 9, f.° 19. Séance 13 déc. 1869. — BAUDRIT, t. 2, p. 92, doc. 472,
T. 2, f° 44. Séance 16 mai 1870. — BAUDRIT, t. 2, p. 92, doc. 473.
T. 2. f° 46- Séance 16 mai 1870. — BAUDRIT, t. 2, p. 93, doc. 474,
T. 2, f° 51-52, Séance 22 sept. 1870. — BAUDRIT, t. 2, p. 93, doc. 475.
[149]
T. 2, f. 58. Séance 9 nov. 1870. — BAUDRIT, t. 2, p. 93, doc. 476.
T. 3, p. 35, Séance 19 août 1871. — BAUDRIT, t. 2, p. 93, doc. 477.
T. 4, p. 6 à 8. Séance 24 mars 1876. — BAUDRIT, t. 2, p. 94, doc. 478
T. 4, p. 205-206. Séance 11 nov. 1878. — BAUDRIT, t. 2, p. 96, doc. 479.
T. 4, p. 223. Séance 8 mai 1879. — BAUDRIT, t. 2, p. 96-97, doc. 480.
T. 4, p. 231. Séance 18 août 1879. — BAUDRIT, t. 2, p. 97, doc. 481
T. 4, p. 574. Séance 25 oct. 1880. — BAUDRIT, t. 2, p. 97, doc. 482.
T. 4, p. 575 — Séance 25 oct. 1880. — BAUDRIT, t. 2, p. 97, doc. 183.
T. 4, p. 578-79. Séance 30 oct. 1880. — BAUDRIT, t. 2, p. 97, doc. 484
T. 4, p. 719-20. Séance 2 déc. 1881. — BAUDRIT, t. 2, p. 98, doc. 485.
T. 5, p. 43-44. Séance 28 avril 1882. — BAUDRIT, t. 2, p. 98-100, doc. 486.
T. 5, p. 47-48. Séance 25 mai 1882. — BAUDRIT, t. 2, p. 100, doc. 487.
T. 5, p. 101 (?). Séance 19 sept. 1882. — BAUDRIT, t. 2, p. 100-101, doc. 488.
T. 6, p. 444-5. Séance 4 mars 1887. — BAUDRIT, t. 2, p. 101, doc. 489.

Sur les changements de noms, voir :

a) Registres de délibérations aux références suivantes :

T. 9, p. 488. Séance 18 mars 1896. — BAUDRIT, t. 2, p. 399, doc. 787.

T. 16, p. 222-25. Séance 30 mars 1906. — BAUDRIT, t. 2, p. 405, doc. 795.

T. 17, p. 183 84- Séance 3 sept. 1906. — BAUDRIT, p. 409, t. 2, doc. 796.

b) *Courrier de Saïgon* :

Numéro du 5 mai 1865.

[150] **Conquête** (1797-1869). — L'amiral CHARNER (Léonard, Victor, Joseph), est né à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), le 13 février 1797.

Il est admis à l'École spéciale et impériale de la Marine à Toulon en février 1812, d'où il sort en 1815. Il prend part au bombardement d'Alger en 1830 et à la prise d'Ancône, en 1832, où sa brillante conduite lui vaut la Croix de la Légion d'honneur ; il est alors lieutenant de vaisseau. En 1837, il est promu capitaine de corvette et comme commandant en second de la « Belle-Poule », il ramène en France les cendres de NAPOLÉON.

Il est envoyé à l'Assemblée Législative par le département des Côtes-du-Nord, en 1849.

Nommé contre-amiral le 3 février 1862, le ministre de la Marine DUCLOS l'appelle auprès de lui comme directeur de son cabinet et chef d'état-major. En Crimée, il effectue le débarquement de l'armée dans la rade de Varna et participe à l'attaque des forts de Sébastopol à bord du « Napoléon ». Nommé vice-amiral le 7 juin 1855, il siège jusqu'en 1860 au Conseil des travaux maritimes. C'est à partir de cette même année qu'il commence sa campagne en Extrême-Orient, à laquelle il devra sa notoriété en Indochine.

Le 7 février, il est, en effet, appelé au commandement en chef des forces françaises du Pacifique. À cette époque, la France et l'Angleterre luttent ensemble contre la Chine. Le 1^{er} août 1860, l'amiral débarque un contingent assez important de troupes européennes près de Pétang et participe aussitôt à la prise de Tien-Tsin.

Parallèlement à ces opérations, une intervention avait eu lieu contre l'Annam où des missionnaires chrétiens français et espagnols [151] venaient d'être massacrés. Pour cette raison, depuis 1859, RIGAUT DE GENOUILLY s'était emparé de Tourane, le port le plus près de la capitale, Hué, ainsi que de Saïgon, d'où provenaient les riz nécessaires à

l'armée annamite. Après ces brillants faits d'armes, le gouvernement impérial n'avait plus envoyé de renforts pendant deux ans et la petite troupe s'épuisait sous le climat débilitant. Enfin, en 1861, l'affaire de Chine étant terminée, l'amiral CHARNER est envoyé à Saigon où il arrive le 7 février 1861, à la tête de son escadre qui transporte environ 4.000 hommes. Les 24 et 25 février, il débloque Saigon par la bataille de Ki-hoà. Les territoires situés au Nord de ce point, jusqu'à une distance de cent kilomètres, sont acquis sans combat, après la soumission volontaire des chefs de villages. L'occupation française atteint rapidement Tayninh à la limite du Cambodge. En même temps, Thudaumot et Mytho sont pris. La conquête étant presque terminée, l'amiral CHARNER remet le commandement du corps expéditionnaire, le 26 novembre 1861, à l'amiral BONARD, premier gouverneur de la Cochinchine, et rentre en France.

Il est nommé sénateur le 22 février 1862 et amiral le 15 novembre 1864. Carrière de marin admirablement remplie ! Il meurt à Paris le 7 février 1869, juste huit ans après son entrée à Saigon.

« L'amiral CHARNER fut un homme d'une rare modestie, dit un de ses biographes, malgré son grand savoir ; d'une bienveillance égale pour tous, mais d'une rigidité de principes et d'une indépendance de caractère proverbiales ».

[152] De lui :

— Expédition de Cochinchine. — Prise de Mytho » (Rapport au ministre), « Revue maritime et coloniale » 1861, t. 1, p. 809 à 814.

— Expédition de Cochinchine. — Prise des forts de Ki-hoà. (Rapport du 27 février 1861, au ministre), « Revue maritime et coloniale », 1861, t. I., p. 546 à 554 ; « Bull. de la Société des études indo-chinoises », 1^{er} trim. 1927, p. 27 à 33.

Sur lui :

— ANONYME : « L'amiral Charner » (Biographie jusqu'en 1860), « L'illustration », 8 déc. 1860, p. 379.

— ANONYME : « Notice biographique [sur l'amiral Charner] », « Revue maritime et coloniale », 1869 t. XXVI, p. 481 à 488.

— LINDAU (Rodolphe) : « Essais et notices. — La campagne de Saigon », « Revue des Deux Mondes », 1^{er} mai 1861.

— LOUVET : « La Cochinchine religieuse », Paris, 1885, 2 vol. in-8.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », Paris, Berger-Levrault, 1864 ou 1888.

— PRUD'HOMME (L) : « L'amiral Charner. Campagnes de Chine et de Cochinchine ». dans « Mémoires de la Soc. d'émulation des Côtes-du-Nord », Saint-Brieuc, 1865, 24 pp. — croquis.

— VIAL (Paulin) : « Les premières années... », Paris, Challamel, 1874, 2 vol.

[153]

Portrait :

— « L'illustration », 8 décembre 1860, p. 381.

— BOUCHOT : « Documents pour servir... », p. 64.

— BOUDEY et MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXI. Fig. 56, XXXII, fig. 59 (buste) et XXIV, fig 64.

— CORTAMBERT et DE ROSNY : « Tableau de la Cochinchine », p. 41.

— Buste de marbre dans le vestibule du musée Blanchard-de-la-Brosse à Saigon.

35. — CHASSELOUP-LAUBAT. — Rue

5 à 10 et de A à F. — Cette rue s'amorce dans l'angle 10-A et se dirige à 45° vers la gauche. — Orientée NE-SO. — Longue rue traversant tout Saigon et unissant le village

suburbain de Phumy (Giadinh), à Cholon, traversant l'arroyo de l'Avalanche sur le premier pont et longeant un côté du jardin botanique, du parc du gouverneur général et du jardin de la ville.

Cette rue — qui est bien antérieure à l'arrivée des Français — met en relation le village annamite de Phumy et la ville chinoise de Cholon, par la partie la plus élevée du territoire urbain. Elle était autrefois coupée par la citadelle de 1835, qu'elle traversait en son milieu.

À cause de sa situation et de son importance militaire, la rue Chasseloup-Laubat s'appela tout d'abord « Route Stratégique », puis, elle prit la dénomination de « Boulevard 25 ». Ce fut l'amiral DE LA GRANDIÈRE qui, par un arrêté du 1^{er} février 1865, lui donna le nom de « Boulevard Chasseloup-Laubat » (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865). Peu à peu, cette artère, précédemment désignée sous le nom de « boulevard », le fut sous celui de « rue ». C'est cette dénomination qu'elle a gardée jusqu'à nos jours.

[154] **Conquête** (1805-1873). — Le marquis de CHASSELOUP-LAUBAT (Samuel, Prosper, Justin. Napoléon) naquit à Alexandrie (Piémont), le 29 mars 1805, où son père, général du génie d'Empire, tenait garnison, mais sa famille paternelle et maternelle était de Marennes (Charente-Inférieure).

Il entra comme auditeur au Conseil d'État en 1828 et deux ans plus tard y fut nommé maître des requêtes. En 1837, il fut élu député de Marennes et l'année suivante, nommé conseiller au Conseil d'État. Mais, dans cette première partie de sa carrière administrative et politique, il n'avait pas encore donné toute sa mesure.

En 1849, il représenta encore la Charente-Inférieure à l'Assemblée législative et y soutint la politique du Prince-Président (Napoléon III). À la suite du coup d'État de 1851, il fit partie du Corps législatif et devint, en 1859, ministre de l'Algérie et des Colonies.

À cette même époque se place l'expédition de Cochinchine. Le rôle important joué par CHASSELOUP-LAUBAT ne concerne pas la conquête, mais bien la part prise dans une lutte épique qui se déroulait au sein du gouvernement à Paris, au sujet de cette colonie.

Le 5 juin 1862, un traité avait été signé à Saïgon, entre l'amiral BONARD et un représentant de l'empereur Tu-Duc, par lequel le souverain annamite donnait à la France, les provinces de Saïgon, Mytho et Biên-hoà. Peu de temps après cet appréciable résultat, un parti d'opposition naquit et grandit au Corps législatif. Entre autres députés, THIERS et Jules FAVRE combattaient les expéditions lointaines, ruineuses pour nos finances et sur lesquelles [155] la désastreuse guerre du Mexique jetait un profond discrédit. Devant ces vives discussions, dont l'écho parvenait jusque dans la petite colonie, Tu-Duc imagina d'envoyer en France une ambassade pour proposer à l'Empereur le rachat des provinces cédées par le traité de 1862, moins quelques points d'appui qui seraient laissés à la France : Saïgon, Mytho, le Cap Saint-Jacques et une bande de terrain le long du Donnai. NAPOLÉON III trouvait la proposition acceptable et un traité fut rédigé dans ce sens. Il fut confié à AUBARET qui partit aussitôt pour Hué. C'est alors que le ministre de la Marine, le marquis de CHASSELOUP-LAUBAT fit des efforts désespérés pour sauver l'œuvre si belle que la France venait d'accomplir en Indochine. Il avait, en effet, deviné dès la première heure, l'avenir magnifique réservé à notre jeune colonie. Il se dépensa énergiquement en démarches répétées auprès de l'Empereur — il favorisa au Corps législatif les interpellations de quelques chauds partisans de notre colonisation nouvelle. Il fournit enfin à NAPOLÉON III un rapport si convaincant, si ferme et si documenté en faveur de notre politique coloniale que l'opinion changea de face. Le traité de l'amiral BONARD fut remis en vigueur et un contre-ordre vint, le 18 juin 1864, arrêter les négociations d'AUBARET, au moment où elles allaient aboutir. C'est donc sans conteste à la clairvoyance, à la ténacité et à l'autorité du ministre CHASSELOUP-LAUBAT que nous sommes redevables de la

conservation de la Cochinchine. C'est pour commémorer cet immense succès que l'amiral DE LA GRANDIÈRE, alors gouverneur de la petite colonie, donna, le 1^{er} février 1865, le nom de CHASSELOUP-LAUBAT à l'une des principales artères de la ville de Saigon.

[156] Ce fut ce ministre qui organisa l'exploration du Mékong, partie de Saigon en juin 1866. Confiée d'abord au capitaine de frégate DOUDART DE LAGRÉE, puis au lieutenant de vaisseau Francis GARNIER, après la mort du commandant.

CHASSELOUP-LAUBAT a ceci de particulier, qu'il s'est rendu célèbre à Saigon, sans jamais y venir.

En France, sa carrière administrative et politique continua après cet éclatant succès. Il fut nommé sénateur en 1867 et président du Conseil d'État en 1869. Après la chute de l'Empire, il devint député de l'Assemblée nationale et fit, sur la réorganisation de l'armée, un rapport particulièrement remarqué.

Il mourut brusquement, en plein travail, à Paris, le 29 mars 1873 regretté de tous.

Une statue lui a été élevée à Marennes, par souscription nationale, en 1874.

De lui :

— Discours de la Société de géographie de Paris : 1865-XIII-565-569, 1866-XVI-434-435

— Discours en qualité de ministre de la Marine et des Colonies, « Le Moniteur », 1851 (10 avril, 26 oct.), 1859, 1867, etc.

— Rapport sur la loi de recrutement et d'organisation des armées de terre et de mer (12 mars 1872).

Sur lui :

— Tous les livres concernant la conquête.

— CHASSELOUP-LAUBAT (Marquis de), MASPERO et OURGAUD : « Discours prononcé le 13 janvier 1920, à l'occasion de la remise du buste du marquis Prosper de Chasseloup-Laubat, au collège qui porte son nom », Marennes, Barbault, 1924, 18 pp.

[157]

— [DELABERRE] : « Le marquis de Chasseloup-Laubat » Paris, Challamel, 1874, 236 pp.

Des extraits copieux ont paru dans le « Courrier de Saigon »,

1874 : 5 sept., 5 et 20 oct., 5 nov., 5 et 20 déc.

1875 : 5 et 20 fév., 5 mars.

Cette biographie est donnée comme étant prise dans le « Moniteur de la Flotte », du 25 janvier 1867

— DUCHÊNE (Albert) : « Un ministre trop oublié. Chasseloup-Laubat », Paris, Sté d'édit. géogr., maritime et coloniale, 1932.

— GARNIER (Francis) : « Voyage d'exploration en Indochine, effectué pendant les années 1866, 67, 68 », Paris, Hachette, 1873, 2 t. Voir préface de cet ouvrage, p. 1, et t. 1., p. 12.

— « L'illustration », du 12 avril 1873. Voir abrégé de sa vie, p. 247

— LA RONCIÈRE LE NOURRY : « Nécrologie du marquis de Chasseloup-Laubat », « Revue maritime et coloniale », 1874, t. XL, p. 933 à 943.

— VIAL (Paulin) : « Les premières années... », t. 1, p. 196, 225, 226, 248, Paris, Challamel, 1874, 2 t.

Statue

— *Tablette des Deux Charentes*, 19 juillet 1873

— Registre de délibérations du conseil municipal de Rochefort-sur-Mer (Charente-inférieure) — (Registre sans tomason, allant du 17 février 1872 au 2 octobre 1875). — F° 123. Séance du 7 mars 1874.

[158]

— « Courrier de Saigon »

1873 : 6 oct., 5 et 20 nov., 5 et 20 décembre.

1874 : 5 et 20 janvier, 5 février, 5 mars, 20 avril, 20 mai.

— « L'illustration », du 26 septembre 1874. Récit de l'inauguration, p. 199. Croquis concernant l'inauguration, p. 193.

— Compte-rendu de la Commission pour l'érection de la statue de M. le marquis de Chasseloup-Laubat, Rochefort, thèse, 123, place Colbert, 1875, 39 pp.

— Érection d'une statue à M. le marquis de Chasseloup-Laubat (Marennes, 13 septembre 1874), « Revue maritime et coloniale », 1875, t. XLVI, p. 244 à 250. (Dessin de la statue p. 246).

Buste :

Buste de marbre, par Lequien. Déposé dans la salle des professeurs du Lycée Chasseloup-Laubat, à Saigon.

Photos :

— « L'illustration », du 12 avril 1873, p. 24,

— Livres de DUCHÊNE et de DELARBRE.

— BOUDET et MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXTV, fig. 63.

— « Conferencia », 15 juillet 1933, p. 113. (Chasseloup-Laubat figure dans un conseil des ministres aux Tuileries).

36. — CHEMIN DES DAMES. — Rue du

7-8-coupée par E. — Orientée NO-SE — Unit la rue La-Grandière (partie SO) à la rue du Colonel-Boudonnet (laquelle longe la gare).

[159] La rue Boresse s'étendait autrefois du quai de Belgique (arroyo Chinois), jusqu'à la rue La-Grandière. Bien que la voie ferrée l'eût coupée, l'ensemble de l'artère continuait à porter le même nom. C'est seulement dans sa séance du 26 avril 1920, que le conseil municipal décida de donner à la partie N-0; de la rue Boresse le nom de « Chemin des Dames ». (Voir reg. délib., t. 44, p. 308)

Guerre 1914-18. Le Chemin des Dames est une route carrossable du département de l'Aisne, courant sur la crête entre Aisne et Ailette, des fermes de l'Ange-Gardien et de la Malmaison à la ferme Hurtebise, sur une vingtaine de kilomètres. Elle se prolonge par le moulin de Vauclerc et Craonne, jusqu'à la plaine de Champagne. Construite au XVIII^e siècle, la route succédait à une piste du Moyen-Age et à une voie romaine. Les plateaux peu élevés (point culminant 200 mètres) sur lesquels court le Chemin des Dames, leurs pentes et les grottes naturelles ou creutes qui s'y trouvent, ont été le théâtre, de nombreuses batailles...

« Pendant la Grande Guerre, les hauteurs du Chemin des Dames ont été, quatre ans durant, disputées entre Français et Allemands. Prises par ces derniers en 1914, la 5^e armée (général FRANCHET D'ESPÉREY), les attaqua en vain du 13 au 21 septembre. Le Chemin des Dames était compris dans l'attaque du 16 avril 1917 ; les armées

MANGIN et MAZEL n'obtinrent que des succès partiels (après un mois d'efforts persistants). Entièrement repris par les Allemands le 27 mai 1918, l'armée MANGIN le délivra définitivement du 16 septembre au 13 octobre 1918, au cours de la campagne offensive de libération. »

(Larousse).

[160]

À lire :

— Ouvrages généraux sur la guerre (Voir biographie « Argonne »).

— GAUDY (Georges) : « Le Chemin des Dames en feu (déc. 1916-déc. 1917). Souvenirs d'un Poilu du 57^e R.I. », Paris, Plon-Nourrit, 1923.

— JOLINON (Joseph) : « 1917. — Le Chemin des Dames », Paris, Taillandier, 75, rue Dareau (XIV^e), sans date.

37. — COLOMBERT — Rue

7-8-C-D. — Orientée NE-SO. — Unit la rue Mac-Mahon à la rue Blancsubé, tout en longeant le côté NO du square Norodom.

Dès son percement, cette rue s'appelait « rue des Paracels » (Arrêté du 2 juin 1871). Le 16 octobre 1871, elle prit le nom de « rue de l'Évêché » (Voir reg. délib., t. 3, p. 55 ou Baudrit : « Extraits... t. 2, p. 397, doc. 780) et celui de Colombert, le 24 février 1897 (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788.)

Évêque (1838-1894). — Mgr. COLOMBERT (Isidore, François, Joseph) naquit le 19 mars 1838 à Sainte-Marie-du-Bois (Mayenne). — Il fit ses études secondaires au Lycée de Laval et entra ensuite au séminaire. S'étant fait missionnaire, il partit pour la Cochinchine le 16 juillet 1863. L'année suivante, il dirigeait le district de Cainhum dans la province de Vinh-Long.

En 1866, il devint secrétaire particulier de Mgr. MICHE, à Saigon et procureur de la Mission. L'évêque, reconnaissant ses qualités, le choisit comme coadjuteur. En vertu d'un bref [161] du 6 février 1872, il fut nommé évêque de Samosate et sacré à Saigon le 25 juillet de la même année.

Le 1^{er} décembre 1873, il succéda à Mgr. MICHE, décédé. Dans ses nouvelles fonctions, il sut faire preuve de tout le tact que demandaient les relations de l'Église avec le nouveau gouvernement républicain. Il fit élever plus de 200 églises, parmi lesquelles la cathédrale de Saigon (1876-80). À la fin de 1881, sous le gouvernement de LE MYRE DE VILERS, la subvention que donnait la Colonie aux Missions fut supprimée ; il réussit cependant, par son économie et son désintéressement, à venir encore en aide aux œuvres qu'il avait l'habitude de secourir.

Atteint de la maladie dont il devait mourir, il écrivit au lieutenant-gouverneur pour lui demander d'être inhumé dans sa cathédrale. À son lit de mort, il envoya des cartes d'adieu à tous ses amis de Saigon.

Il mourut le 31 décembre 1894 et fut — suivant son vœu — inhumé dans la cathédrale. D'après Launay : « Mémorial », 2^e partie, p. 144-45)

De lui :

— Bénédiction des cloches de la nouvelle cathédrale de Saigon (1^{er} février 1880), Saigon, Nicolier, rue d'Adran et rue Catinat, 1880, in-12, 15 pp.

— Discours pour l'inauguration de la cathédrale de Saigon, le 11 avril 1880, sans lieu ni date, in-12, 15 pp.

— Notice sur les martyrs de la Cochinchine-Occidentale », sans lieu, 1887, in-8, 12 pp.

[162]

— Certains de ses ouvrages ont été traduits en annamite :

Règlement de la confrérie du Rosaire, 1885, in-8, 12 pp.

Règlement de la confrérie du Saint-Sacrement, 1885, in-8, 10 pp.

Mandements pour la Mission de Cochinchine Occidentale, 1886, in-8, 244 pp.

Sur lui :

— LOUVET : « Notice nécrologique sur Mgr. Colombert, évêque de Samosate, vicaire apostolique de la Cochinchine Occidentale, décédé à Saigon le 31 décembre 1894, Saigon-Tandinh, Imprimerie de la Mission, 1895, in-12, 87 pp.

— LAUNAY (Adrien) : « Mémorial de la Société des Missions étrangères », 2^e partie (1658-1913), pp. 144-145, Paris, Séminaire des Missions étrangères, 128, rue du Bac, 1916, t. 1 : 1.015 ; t. 2 : 659 pp.

38. — COLOMBIER. — Rue

6-7-D-E. — Orientée NE-SO. — Unit la rue de Verdun à la rue Laregnère.

Cette rue s'appelait primitivement « rue du Dispensaire ». Elle prit son nouveau nom en 1897. (Voir référence ci-après).

Jardinier-fleuriste (1835-1896). — COLOMBIER naquit le 21 avril 1835 à Châteauneuf-Calceinier (Vaucluse). Il vint en Indochine avec les premiers contingents militaires que la France y envoyait en vue de la conquête, et aborda Tourane le 8 février 1868. Suivant le déroulement de la campagne, il vint à Saigon en 1859 [163] avec le corps expéditionnaire qu'y amenait l'amiral RIGALT DE GENOUILLY. Une fois les premières opérations de guerre terminées, COLOMBIER se fit libérer sur place et s'installa comme maraîcher, tout près de l'actuelle rue de Verdun, à la hauteur de la rue Legrand-de-la-Liraye. Il acclimata, dit-on, la plupart des légumes d'Europe et quelques plantes d'agrément, dont les rosiers. Mais, il faut reconnaître que la culture du rosier ne s'est jamais développée à Saigon.

En 1886, la ville de Saigon cherchait un terrain pour construire un dispensaire. Le « Père COLOMBIER », comme on l'appelait alors, homme modeste et bon, offrit spontanément une partie de son jardin potager, Le 20 mai 1886, il écrivait au maire et aux conseillers municipaux la lettre suivante :

« Ayant appris que vous désirez acquérir un terrain pour y construire un hospice civil, j'ai l'honneur de vous offrir une partie de celui que je possède, soit une contenance d'environ quatre hectares et demi.

Depuis mon arrivée dans la colonie, je fais mes efforts pour être utile à mes compatriotes et aujourd'hui qu'il s'agit d'une bonne œuvre depuis longtemps réclamée, je suis heureux de pouvoir m'y associer en faisant don à la ville du terrain qui lui est nécessaire et uniquement destiné à la construction d'un hospice.

Veillez agréer...

Signé : COLOMBIER. »

Voir reg. délib., t. 6, p. 349-350. Séance du 7 juin 1886, ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 136, doc. 528.)

La proposition fut acceptée et l'hospice construit.

[164] Le généreux donateur mourut à Saigon le 26 juin 1896, mais dès le 24 février 1897, la rue qui desservait l'hospice et qui s'appelait « rue du Dispensaire » fut appelée « rue Colombier », par reconnaissance pour son geste philanthropique. (Voir reg. délib., t. 10, P 94-95. Séance du 24 février 1897, ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 399-400, doc. 788.

De lui :

— Rapport sur un essai d'amélioration de la vigne en Cochinchine, « Bulletin de la Société des études indochinoises », 1883, n° 1. p. 46.

Sur lui :

Le « Courrier de Saigon » du 28 juin 1896 annonce sa mort. Mais, au lieu de trouver sur ce journal un article nécrologique, comme on serait en droit de s'y attendre, on lit ces paroles laconiques : « Le temps et la place nous manquent pour résumer ici l'œuvre de ce pionnier qui comptait 37 années de séjour en Cochinchine... — ». *De minimis non curat praetor !...*

39. — COMBES. — Rue Léon

6-7-E. — Orientée NE-SO. — Unit la rue de Verdun (s'amorce à la lisière SO. du jardin de la ville) à la rue des Frères-Guillerault.

Cette rue était nouvelle en 1926 et le nom de COMBES est le premier qu'elle reçut (référence ci-après).

Guerre 1914-18. — La municipalité décida au mois de juillet 1919 de donner à certaines rues de la ville, le nom des Saïgonnais morts à la guerre ⁴³. COMBES faisait partie de ceux-là. Sa vie [165] peut être ainsi résumée, d'après le tome 50 des registres de délibérations. (Séance du 26 février 1926, p. 326-328).

Léon COMBES naquit à Saigon le 4 décembre 1895 d'un père installé à la colonie depuis longtemps déjà. C'est à Giông-ong-To (Giadinh), que vécut tout d'abord le jeune homme.

Le 15 février 1915, il fut incorporé au 11^e R. I.C. et bientôt désigné pour suivre à Saint-Maixent les cours qui devaient lui permettre de devenir aspirant. Le succès de ses études ne fut pas complet et il dut rejoindre le 24^e R.I.C., au front, avec les galons de sergent. Il resta quelque temps à l'arrière comme instructeur des réserves.

Il était dans le secteur de Craonne au moment des grandes attaques. Le 6 août 1917, il se trouvait à Craonnelle dans un abri avec six de ses camarades. Une torpille aérienne s'abattit sur le groupe tuant net trois des occupants et blessant les quatre autres, parmi lesquels était le sergent COMBES. Celui-ci mourut pendant son transfert à l'ambulance. Il fut l'objet d'une citation à l'ordre de la division et reçut, à titre posthume, la médaille militaire et la croix de guerre.

40. — CORNULIER-LUCINIÈRE. — Rue

⁴³ M^{me} Lino, dont le fils, ancien employé municipal, avait été tué à la guerre, demande une aide à la municipalité de Saïgon pour lui ériger un monument dans le cimetière d'Alençon (*L'Écho annamite*, 8 mars 1921)(A.L.)

Rue traversée successivement par 9 et par D. — Orientée NO-SE, bien que cette rue ne soit pas complètement rectiligne. — Unit la rue d'Espagne à la place Rigault-de-Genouilly (rivière de Saigon).

Cette rue, certainement une des plus anciennes de Saigon, fut tout d'abord désignée par le numéro 12, puis, [166] elle devint la rue de Thudaumot, par arrêté du 2 juin 1871. Elle prit son nom actuel en 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94. Séance du 24 février 1897 Ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 399, doc. 788.)

Amiral-gouverneur (1811-1886). — Le comte DE CORNULIER-LUCINIÈRE (Alphonse, Jean, Claude, René, Théodore) naquit à Lucinière (Loire-Inférieure) en 1811 et entra à l'École navale vers 1829. Il était enseigne au moment où LOUIS-PHILIPPE fit entreprendre une démonstration navale à l'embouchure du Tage, en 1831, pour soutenir la candidature de MARIA II au trône de Portugal, contre l'usurpateur DON MIGUEL. Le jeune officier assista ensuite à la prise de Bône en 1832 et à celle de Bougie (1833). Six ans plus tard, il se trouvait dans la mer des Indes, quand l'Angleterre disputait à la Russie la prépondérance dans le Bélouchistan, l'Afghanistan et la Perse (1839). C'est devant Kinburn, ville de l'embouchure du Dniepr aujourd'hui détruite, qu'il prit part à la guerre de Crimée (1854-55).

Lors de la campagne du Mexique (1862-67), il intervint devant le fort d'Acapulco, sur le Pacifique.

CORNULIER-LUCINIÈRE était contre-amiral quand il fut nommé gouverneur par intérim de la Cochinchine. Il venait de Chine où il commandait la division navale, quand il débarqua à Saigon le 8 janvier 1870 par le paquebot « Le Donnai », des « Messageries Impériales » (« Courrier de Saigon », 20 janvier 1870). C'est donc pendant son gouvernement que la France déclara la guerre à la Prusse (19 juillet 1870). La nouvelle en parvint à Saigon le 6 août. Comme deux corvettes ennemies patrouillaient à cette époque dans les mers de Chine, l'amiral mit en [167] défense la région de Saigon. Il communiqua officiellement la nouvelle de la déclaration de guerre à la Cour d'Annam et décréta l'état de siège à la colonie. Ainsi, il interdit aux navires de circuler de nuit entre Saigon et Cangiou et les navires ennemis ancrés à Saigon eurent quinze jours pour prendre le large (Arrêté du 6 août 1870). Voir « Bulletin de la Société des études indochinoises », 1936, n° 3, p. 165-166, et « Courrier de Saigon », 20 août 1870)

Le 21 septembre 1870, la République fut proclamée en Cochinchine, en présence des troupes et des habitants. Le gouverneur modifia en conséquence l'organisation du conseil municipal. Ainsi, le 17 décembre, il décidait que « désormais, les conseils municipaux seraient nommés par le suffrage universel direct des électeurs ; qu'ils seraient pris exclusivement parmi les résidents français et qu'en cas de vacances dont le nombre n'excéderait pas cinq, il serait pourvu au remplacement par les conseillers eux-mêmes. La nomination du maire était laissée aux soins du conseil municipal.

« ... Le 22 février 1871, l'amiral... promulguait dans la colonie les diverses lois métropolitaines sur l'administration municipale.

« Ce système libéral fonctionna jusqu'au 22 juillet 1872... »

(Voir reg. délib., t. 4, p. 428. Séance 21 mai 1880 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 25, doc. 418).

Cependant, le conseil municipal était en lutte ouverte contre le gouverneur. (Voir références ci-après). Aussi, l'amiral CORNULIER-LUCINIÈRE ne voulut-il pas garder plus longtemps le pouvoir. Par décret du 15 janvier 1871, il fut rappelé en France sur sa demande. (« Courrier de Saigon », [168] 5 mars 1871) et remit ses pouvoirs au contre-amiral DUPRÉ, le 1^{er} avril 1871 (« Courrier de Saigon », 5 avril 1871)

Il prit sa retraite en 1873 et mourut à Nantes le 26 mars 1886. (Voir reg. délib., t. 2, f° 52-53.

Séance 22 sept. 1870 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 12-14, doc. 405 ; f° 55. Séance 14 oct. 1870 ou Baudrit, t. 2, p. 14, doc. 406 ; f° 55-56. Séance 14 oct. 1870 ou Baudrit, t. 2, p. 14-15, doc. 407)

Sur lui :

— SCHREINER : « Abrégé de l'histoire d'Annam Saigon, 1906, voir p. 304.

41. — COURBET. — Rue

7-8 s'amorce sur E. — Orientée ENE-OSO. — Unit la rue Amiral-Roze à la rue Schroeder. Elle débouche sur le marché central, côté SO.

Le nom de COURBET avait d'abord été proposé pour l'actuelle rue Amiral-Dupré (Voir reg. délib., t. 6, p. 207. Séance du 23 nov. 1885 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 398, doc. 783), mais il a été en réalité donné à deux autres rues de Saigon. La première n'était à vrai dire qu'une ruelle. Elle débouchait dans la rue Mac-Mahon, était très près du boulevard Bonard et comprise entre celui-ci et l'actuelle rue Monlaü. Elle faisait donc face au quadrilatère des Travaux publics. Le nom du glorieux amiral avait remplacé, en 1897, celui de Batavia (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95. Séance 24 février 1897 Ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788), particulièrement célèbre chez les soldats et les marins de la garnison et aussi, dans les annales de la police des mœurs. Dès 1913, la suppression de cette rue fut envisagée (Voir reg. délib., t. 30, p. 379-80. Séance du 29 juin 1913 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 411, [169] doc. 799). Le 9 mars 1914, le conseil municipal proposait de vendre cette rue de gré à gré, aux propriétaires des immeubles riverains. Le 9 juillet 1915, cette demande est reprise par les propriétaires eux-mêmes et adressée au conseil municipal (Voir reg. délib., t. 32, p. 99 à 103 et t. 35, p. 202 à 205 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 415, doc. 802 et 803).

C'est sans doute vers la fin de la Grande Guerre que cette petite rue disparaissant, le nom de l'amiral fut donné à une des nouvelles rues débouchant sur le marché central, où le souvenir de l'amiral se trouve encore mêlé aux agapes de la jeunesse libertine.

Amiral. (1827-1885) « COURBET (Amédée, Anatole, Prosper) est né à Abbeville (Somme), le 28 juin 1827... Sorti de polytechnique, il était aspirant de marine de 1^{re} classe en 1849. Promu contre-amiral en 1883, il reçut sa nomination de commandant en chef des forces navales des côtes de l'Annam... Le 18 août, il bombardait Thuan-an et le 20, les compagnies de débarquement, secondées de 600 hommes d'infanterie de marine, s'emparaient des forts à l'entrée de la rivière de Hué. Le 25 octobre, par le fait du départ pour la France du général BOUËT, l'amiral reçoit le commandement des troupes à terre et la faculté d'agir à sa guise. Se montrant général aussi habile que marin expert, l'amiral débloque Haï-dzuong dont la faible garnison — 130 Français et quelques auxiliaires tonkinois — était assiégée par 2.000 Chinois et Annamites, et le 14 novembre, il attaquait Sontay, quartier général des Pavillons Noirs auprès du généralissime annamite, et s'en empara le 18 après un combat acharné. La veille, l'amiral avait reçu la nouvelle de la nomination du général MILLOT comme commandant en chef des troupes de terre et sa promotion de vice-amiral. À la suite de la violation, par la Chine, du traité de [170] Tien-Tsin (affaire de Bac-Lé), il reçut l'ordre, de quitter la baie d'Along (le 29 juin 1884) où il restait inactif, contre son gré, pour exercer des représailles contre la Chine à Fou-tchéou. Le 9 août, il s'empare du fort Kelung et force l'entrée de la rivière Min et le 23 août, à midi, il attaque la flotte chinoise dans la rade de Fou-tchéou : au coucher du soleil, elle n'existait plus et le

lendemain, l'arsenal et les travaux de défense, bombardés, étaient anéantis. Puis, sa demande d'attaquer Port-Arthur, qui commandait le golfe du Petchili, repoussée par le gouvernement français, sous prétexte de ménager LY-HUNG-CHANG, vice-roi des provinces du Nord, il se porta sur Kelung au nord de Formose qu'il bombarda (3 août 1884) et s'en empara le 4 octobre. Le 15 février, faisant la chasse aux navires chinois, il coula deux croiseurs. Il s'empara des Pescadores le 30 mars 1885. Miné par les fatigues excessives qu'il s'imposait depuis deux ans, il succombait à bord du « Bayard » en rade de Makung (Pescadores) dans la soirée du 11 juin 1885. Il s'était emparé de ce port le 29 mars.

Les Chinois le désignaient du nom de COUPA. Le nom de COURBET fut donné au port — *alias* de Hongai [Hongay] — en 1886. Une avenue d'Hanoi, un quai d'Haiphong commémorent également sa mémoire ». (Brébion et Cabaton : « Dictionnaire de bibliographie... », p. 99-100).

De lui :

— La prise de Sontay. (Rapport), « Journal d'Outre-mer », 11 mars 1884.
— Rapport sur les opérations de la rivière Min, « Moniteur des colonies », du 26 octobre 1884.

[171]

— La vérité sur l'expédition du Tonkin (Révélée par la correspondance de l'amiral Courbet), Rouen, P. Lapote, in-16, 1885.

— Prise des Pescadores (Rapport écrit de Makung, le 8 avril 1885), « Revue maritime et coloniale », juillet 1885.

— Lettres de l'amiral Courbet, Château-Gonthier, H. Leclère, in-12, juin à août 1885.

Sur lui :

— BOUINAIS et PAULUS : L'Indochine contemporaine », t. II, Paris, Challamel, 1885.
— CAHU (Théodore) : « L'amiral Courbet en Extrême-Orient. — Notes et correspondances », Paris, Challey, 1896.

— CARAYOL : « Hommage à la marine française au Tonkin et en Chine. », Paris, in-12, 1902.

— CHABAUD-ARNAUD (Capitaine de frégate), « Les combats de la rivière Min en 1884 », « Revue maritime et coloniale », juillet 1885.

— DARGÈNE (Jean) « L'amiral Courbet » (Conférence), « Bull. Soc. géographie commerciale de Bordeaux », mai 1892.

— DEMANS (Th.) : « Bombardement des forts de Hué (20 août 1883) », « Union géographique du Nord de la France », janvier 1887

— DESPLANTES : « L'amiral Courbet et le Tonkin », Rouen, 1892.

[172]

— DUBOC (Émile) : « 35 mois de campagne en Chine, au Tonkin... Courbet », Atlas. Soc. d'éducation nationale, 11, 18, 20, rue Soufflot, sans date.

— Du SAUSSOIS : « L'amiral Courbet (Amédée, Prosper, Anatole) 1827-1885 », Paris, 1886.

— ESTAMPES (Louis d') : « Les victimes de la République. — La guerre. — Les lettres de l'amiral Courbet », Paris, 1885.

— FREPPEL (Mgr.) : « L'amiral Courbet... », Paris, Gautier, sans date, in-12.

— GANNERON (E.) : « L'amiral Courbet (d'après les papiers de la Marine et de la famille), Paris, Cerf, in-18, 1885.

— GARNOT : « L'expédition française à l'île de Formose (1884-85) », Paris, Delagrave, in-8, 30 gravures, atlas in-4 de 10 cartes, 1895.

— ILLUSTRATION (L'), 20 juin 1885. Article nécrologique, p. 52.

— JOURNAUX : *Tablettes des Deux Charentes*, 1884 et 1^{er} sem. 1885. — *Le Temps*. — *Le Figaro*. — *La Gazette de France*. — *Times*. — *L'Avenir du Tonkin*. — Tous les journaux de Saïgon.

— JULIEN (Félix) : « L'amiral Courbet d'après ses lettres », Paris, V. Palmé, in-12, 1888.

— LA FAYE (J. de) : « Histoire de l'amiral Courbet », Paris, Blond et Barral, 1892.

— LEDIEU : « L'amiral Courbet », Lille, 1886.

[173]

— LEDIEU : « Ville d'Abbeville. — L'amiral Courbet : ses obsèques et l'inauguration de son monument » (Documents officiels recueillis et publiés par...), Abbeville. 1891.

— LEMIRE : « Les marins picards contemporains... Courbet. », Paris, Challamel, et Amiens, Poiret-Coquet, 1898.

— LIONVAL (Comte de) : « L'amiral Courbet », Abbeville, 1894.

— LOIR (Maurice) : « L'escadre de l'amiral Courbet », Paris, Berger-Levrault, in-12, 1886.

— LOTI (Pierre) : « Sur la mort de l'amiral Courbet », « Revue des Deux Mondes », 1885. t. 70, p. 919 à 930, n° 15 août.

— MICHELLE : « L'amiral Courbet au Tonkin (Souvenirs historiques) », Tours, in-8, 1886.

— NÉCROLOGIE : « A. A. P. Courbet, vice-amiral (1827-1885) », « Revue maritime et coloniale », juillet 1885.

— POUILLIN : « L'amiral Courbet, sa jeunesse, sa vie militaire, sa mort », Limoges, Ardant et Cie, in-8, 1887.

— RÉGIS : « Étude sur la préparation et le plan d'opération sur Sontay (Expédition du Tonkin, décembre 1883) », « Revue maritime et coloniale », janvier 1890.

— SARZEAU (Commandant) : *Récits de guerre : les Français au Tonkin* », Paris, Bloud, 1895.

— THIRION (Commandant) : « L'expédition de Formose. — Souvenirs d'un soldat », Paris, Lavauzelle, in-8, 1898.

[174]

— VILLIERS DE L'ISLE-ADAM (Georges) : « Poésie sur Courbet ». (À l'occasion de l'inauguration du monument d'Abbeville), Paris, 1890, in-8 (Pièce).

— X : « L'amiral Courbet », « Revue politique et littéraire », Paris, 1884.

— X : *Biographie de l'amiral Courbet* », Tours, Deslis, in-18, 1896.

Portrait :

— BOUDET et MASSON : « Iconographie... » Pl. XLV. fig. 99, Reproduction du tableau conservé au musée permanent des Colonies.

— ILLUSTRATION (L') du 20 juin 1885, p. 437.

42. CUA. — Rue Paulus

Près angle 8-B. — Unit la rue n° 8 au boulevard Albert-1^{er}. — Quartier de Dakao.

Cette rue fut toujours désignée sous le n° 29. C'est par arrêté du gouverneur général en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier, pages 291-292 qu'elle prit le nom de Paulus Cua.

Le nom véritable de Paulus CUA, parfois nommé aussi TINH-TRAI, est HUYNH-TINH-CUA. Il naquit à Phuoc-Tây (Baria) en 1830 et mourut à Saïgon le 26 janvier 1908.

Paulus CUA entra dans l'administration en qualité d'interprète et fut attaché à l'état-major général, en 1865. Huyên de 1^{re} classe à la Direction de l'Intérieur (aujourd'hui, bureaux du gouvernement de la Cochinchine) le 1^{er} janvier [175] 1873, il fut successivement phu de 2^e classe (1^{er} janvier 1881), de 1^{re} classe (1^{er} août 1884) et attaché au bureau des interprètes. C'est également le 1^{er} août 1884 qu'il fut nommé doc-phu-su et mis dans la position hors cadre. Il avait été choisi comme membre de la commission de réorganisation du collège des interprètes, en 1892.

Mais en dehors de cette honorable carrière de fonctionnaire, ce sont les études les plus diverses, publiées à Saigon, qui l'ont rendu célèbre aux yeux de ses compatriotes et c'est à ce titre que son nom a été donné à une rue de Saigon.

De son vivant, le fonctionnaire et l'écrivain avaient d'ailleurs été récompensés. Paulus CUA se vit, en effet, décerner la médaille d'officier d'Académie, et celle d'officier du Dragon d'Annam. Il avait été aussi fait chevalier de la Légion d'honneur.

(D'après les renseignements fournis par la région Saigon-Cholon).

De lui :

— Phép Toan (Arithmétique), Saigon, 1867

— Phép Do (Géométrie), Saigon, 1867

— Contes récréatifs, Saigon, 1880.

— Maximes et proverbes, Saigon, 1882.

— Catéchismes, Saigon, 1 885.

[176]

— Simples lectures sur diverses sciences, Saigon, 1887

— *Sach quan che* des titres civils et militaires français, avec leur traduction en *quoc-ngu*, Saigon, 1888.

— Recueil des formules annamites, Saigon, 1888.

— Dictionnaire annamite, 2 tomes, Saigon, Rey Curiol, 1895.

— Recueil de chansons populaires, Saigon, 1904.

— Traduction de nombreux romans chinois en *quôc-ngu*.

43. DAYOT. — Rue

8-9-E-F. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Bourse au boulevard de la Somme (Quartier Bourse).

La rue Dayot fut primitivement la « rue n° 3 ». Par arrêté du 1^{er} février 1865, l'amiral DE LA GRANDIÈRE lui donna son nom actuel. (Voir « Courrier de Saigon », 5 mars 1865).

L'entretien de cette rue fut sans doute longtemps abandonné, car, en 1891, les habitants adressent une pétition au maire pour en demander la mise en viabilité. (Voir reg. délib., t. 8, p. 433-34. Séance du 19 oct. 1891 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 356-57, doc. 738).

Précurseur (?— 1809). — Jean-Marie DAYOT fut l'un des compagnons de PIGNEAU DE BÉHAINE. Il naquit en Bretagne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, d'une famille originaire de Redon (Ille-et-Vilaine) établie dans [177] l'Île-de-France. Neveu du gouverneur de Pondichéry. CHARPENTIER DE COSSIGNY, il commandait l'« Adélaïde » sur les côtes de l'Inde, en 1786, étant lieutenant de vaisseau du cadre colonial.

C'est alors que PIGNEAU DE BÉHAINE le recruta, pour commander en chef la flottille de NGUYÊN-ANH (alias GIALONG), roi détrôné de Cochinchine, dont le prélat aidait, à

reconquérir le trône (1789). Le bateau sur lequel était DAYOT s'appelait : « Le Cuivre » selon certains documents, ou était recouvert de cuivre, selon d'autres documents.

Un violent typhon projeta un jour le navire sur la côte. Bien que DAYOT ne fut pas à son bord à ce moment précis, il dut s'expliquer devant NGUYÊN-ANH, au sujet de la perte de ce bâtiment.

Depuis quelque temps déjà, malgré les services indiscutables que les Français rendaient à la cause royale, une véritable hostilité se déchaînait contre eux. Elle provenait principalement des mandarins basement jaloux, de la place importante que ces étrangers prenaient à la Cour. L'entourage du roi fit donc comprendre à ce dernier que le naufrage du bateau était dû à la négligence de DAYOT. NGUYÊN-ANH, écoutant ses perfides conseillers fit mettre à la cangue son habile amiral. Il y resta quatre jours, jusqu'au moment où PIGNEAU DE BÈHAINE absent, revint près du souverain. Devant tant d'ingratitude, DAYOT résolut de ne plus continuer ses services à ce roi (1795).

Il se rendit au Tonkin, sur lequel NGUYÊN-ANH n'avait aucune autorité et se livra à l'étude hydrographique. Le premier, il dressa des cartes très complètes du rivage et il les remit le 11 [178] mars 1807, avec ses notes et son « Mémorial », à RENOUARD DE SAINTE-CROIX, ancien officier de cavalerie, qui se trouvait alors à Macao. Tous ces documents furent ensuite examinés par une commission qui en fit l'éloge et les jugea dignes de figurer au Dépôt des cartes de la Marine.

Cet intrépide marin se noya accidentellement en 1809, au cours de ses études hydrographiques, dans le golfe du Tonkin.

L'amiral RIGALT DE GENOUILLY donna son nom à un croiseur qui fut détruit par un cyclone sur les côtes de Tamatave, le 28 février 1888.

En Indochine (Sud-Annam), une rade porte le nom de Port-Dayot, car le site fut reconnu et relevé par ce compagnon de PIGNEAU DE BÈHAINE, à la fin du XVIII^e siècle. Elle est située au sud et à proximité immédiate du cap Varella. C'est un refuge admirablement protégé.

Sur lui :

- ANONYME : « Jean-Marie Dayot », « Revue maritime et coloniale », sept. 1888.
- CADIÈRE (R. P.) : « Documents relatifs à l'époque de Gialong », « Bull. de l'École française d'Extrême-Orient », n° 7, t. XII, 1912.
- CORDIER (Henri) : « La France et l'Angleterre en Indochine sous le Premier Empire », Leide, J. Brill, 1903.
- CORDIER (Henri) : « Correspondance générale de la Cochinchine », Paris, T'oung Pao, 1906.
- COSSERAT (H.) : « Notes biographiques sur les Français au Service de Gialong... J-B. Dayot (?-1809)... », « Bull. des Amis du Vieux Hué », 1917, p. 178-481 [179]
- FAVRE (Alexis) : « Les Français en Indochine au XVIII^e siècle », Paris, Challamel, 1891.
- LOUVET : « La Cochinchine religieuse ». 2 vol., Paris, Challamel, t. 1^{er}, 1895
- RENOUARD de SAINTE-CROIX (Félix) : « Voyage commercial et politique aux Indes orientales, aux Philippines, à la Chine, avec des notions sur la Cochinchine, et le Tonkin pendant les années 1803, 1804, 1805, 1806, 1807 », Paris, T'oung Pao, 1904.
- TABOULET (Georges) : « La vie tourmentée de l'évêque d'Adran », « Bull. Soc. des études indochinoises », 1940, t. XV, 3^e et 4^e trim. p. 30-31.

Cartographie :

Dépôt cartes et plans de la Marine, portefeuille 180, division 2, pièce 7

Portrait :

- Musée Khai-Dinh à Hué.
— BOUDET ET MASSON : J. M. et son frère, Félix en uniforme de la marine française, dans « Iconographie... », Pl. XIX, fig. 33.
— BOUDET ET MASSON : Miniature de J. M. Dayot, en mandarin, dans « Iconographie... », Pl. XX, fig. 37.
-

44. — DENIS. — Rue des Frères

9-10-D E. — Rue légèrement coudée, orientée NE-SO. — Elle joint la place Rigault-de-Genouilly (rivière de Saïgon), au boulevard Charner.

C'est une des plus vieilles rues de Saïgon. Elle portait primitivement le n° 5, puis, le 1^{er} février 1865, [180] l'amiral DE LA GRANDIÈRE lui donna le nom de Vannier (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865). La rue Vannier se prolongeait jusqu'à la rue d'Adran (aujourd'hui rue Guynemer), après avoir traversé le Grand Canal, devenu le boulevard Charner.

C'est seulement la première partie de cette rue, c'est-à-dire jusqu'au boulevard, qui a changé de nom, par décision du conseil municipal, en date du 20 octobre 1937 et est devenue « rue des Frères Denis ».

(Reg délib., t. 55, p 203-204. Séance du 23-9-1929).

(Reg délib t. 56, p.82 à 85. Séance du 10-3-1930)

(Reg. délib., t. 62, p. 336-337. Séance du 14-9-1937).

Commerce (depuis 1862). — Nous lisons dans le tome 62 des registres de délibérations du conseil municipal, p. 336-337, à la date du 14 septembre 1937 :

« .. C'est en décembre 1862 que MM. Alphonse et Gustave DENIS, sur un voilier [« La Mouette »], construit par leur père, armateur à Bordeaux, abordèrent aux rivages de Cochinchine. Ils s'installèrent à Saïgon et ne tardèrent pas à rayonner sur le pays entier où leurs comptoirs se multiplièrent. On sait la place que ces établissements ont acquis et l'aide qu'ils ont procurée à des milliers de travailleurs annamites, auxiliaires d'un personnel d'élite français ».

Gustave DENIS naquit à Bordeaux en 1837 et mourut dans la même ville en 1904. Il avait été conseiller municipal. de Saïgon en 1869 et président de la Chambre de commerce en 1873.

Alphonse DENIS naquit également à Bordeaux, en 1849, et y mourut le 10 août 1933.

[181] La municipalité de 1937 a oublié d'associer à Gustave et Alphonse DENIS dans son geste de reconnaissance, les deux autres frères : Émile et Alfred.

Émile, né à Bordeaux en 1835, fut deuxième président de la Chambre de commerce de Saïgon et le principal fondateur de la maison qui devait connaître, dans l'avenir, un si heureux développement. C'est à Bordeaux qu'il décéda en 1896.

Alfred, né à Bordeaux en 1834, fut son collaborateur dévoué. Mais, ne supportant pas le climat. débilitant de la colonie, il dut revenir en France au bout de quelques années de séjour à Saïgon et, finalement, il mourut à Anvers (Belgique), âgé seulement de 40 ans, en 1874.

Les quatre frères ayant partagé les mêmes travaux, les mêmes dangers et aussi les mêmes espoirs, il n'y a pas lieu d'en honorer deux seulement par la plaque qui porte leur nom. Ensemble, ils évoquent, pour les fervents d'histoire locale, les heures

douloureuses du début où le spleen et la mort frappaient si fréquemment ceux qui vivaient ici.

Portraits :

— Les portraits des [fondateurs de la maison Denis](#) de Saïgon existent dans les bureaux de la rue Catinat.

45. — DIXMUDE. — Rue de

7-8-E-F. — Orientée NNO-SSE. — Joint la rue Colonel-Grimaud (Plate-forme S.E. de la gare) au boulevard Galliéni. Cette rue se continue sous le nom de « rue de Louvain » jusqu'au quai de Belgique (arroyo Chinois).

Avant de porter ce nom, cette rue secondaire s'appelait : « rue de l'ancienne église de Chodui ». C'est dans [182] sa séance du 26 avril 1920, que le conseil municipal lui donna sa dénomination actuelle. (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313).

Guerre 1914-18. — Dixmude est une ville de Belgique (Flandre occidentale), construite sur le Krekelbeek, affluent de l'Yser. Elle fut complètement détruite au cours de la guerre 1914-18 et reconstruite depuis.

Voici l'histoire des combats qui ont rendu cette modeste ville à jamais glorieuse.

« Les combats de Dixmude constituent l'un des épisodes les plus célèbres de la bataille de l'Yser (22 octobre-10 nov. 1914). Les Français formant le centre du front allié, occupaient Dixmude avec les 6.000 fusiliers-marins de l'amiral RONARC'H et une brigade belge. Le 23 octobre, la boucle de l'Yser étant perdue, le général D'URBAL, commandant l'armée du front de Belgique, demanda à l'amiral RONARC'H de tenir ferme à Dixmude. L'inondation de la vallée de l'Yser, en aval, allait permettre de sauver le dernier lambeau de territoire belge, à partir du 27 octobre ; mais au Sud, la lutte continua devant Dixmude, point critique et pivot de la résistance à droite. Jusqu'au 10 novembre, sous des bombardements effroyables, la brigade belge du colonel MEYSER et les « demoiselles au pompon rouge » de l'amiral RONARC'H — c'est le nouveau surnom que les Allemands donnèrent aux fusiliers-marins — résistèrent aux assauts les plus violents. Le 11 novembre, après 14 attaques, consécutives en une seule nuit, la vaillante garnison dut céder sous la poussée formidable de 40.000 Allemands. La ville n'était plus qu'un monceau de cendres [183] et de ruines et sa chute n'avait plus alors qu'une importance secondaire, la bataille s'étant transportée plus au Sud devant Ypres.

« Dixmude ne fut dégagée qu'en septembre 1918, lors de la bataille offensive dirigée par FOCH et conduite à l'aile gauche par le groupe d'armée des Flandres aux ordres du roi ALBERT de Belgique, avec le général DEGOUTTE pour chef d'état-major ». (Larousse).

À lire :

Voir bibliographie Albert 1^{er}.

46. — DO-HUU-VI. — Rue

8-9-E. — Ligne légèrement brisée, orientée NE-SO. — Rue joignant le boulevard Charner (à côté de la Justice de Paix) à la rue Mac-Mahon (Elle se prolonge vers la gare sous le nom de « M. de Monlaü »).

La rue Do-huu-Vi est une portion de la rue Hamelin. Autrefois, cette dernière unissait le boulevard Kitchener au boulevard Charner. Par suite de grands travaux urbains exécutés au commencement du siècle (aménagement du boulevard de la Somme), cette voie fut nettement coupée en deux : la partie S.O. (Kitchener) conserva le nom de « rue Hamelin » et le 29 mars 1917, la partie N.E. (Charner) prit le nom de « rue Do-huu-Vi » (Voir reg. délib., t. 39, p. 75, § 5).

Guerre 1914-18. — Le capitaine-aviateur DO-HUU-VI était le cinquième fils de DO-HUU-PHUONG, commandeur de la Légion d'honneur, tong-doc honoraire, connu sous le nom de *phu de Cholon* : c'est donc à une des plus grandes familles cochinchinoises qu'appartenait ce véritable héros de la Grande Guerre.

[184] DO-HUU-VI, né le 17 février 1883, à Cholon, entre à Saint-Cyr le 1^{er} octobre 1904, après de solides études au Lycée Janson-de-Sailly. Deux ans plus tard, il est nommé sous-lieutenant au 1^{er} régiment étranger. Dès lors, commence pour lui cette ambiance de guerre qui fut la sienne pendant toute sa carrière, car il faut noter qu'il ne connut jamais la paisible vie de garnison. Il fait tout d'abord campagne à Oudjda, puis à Casablanca, de 1907 à août 1908. C'est l'époque héroïque où, dans la ville investie, une poignée de Français lutte en désespérés. Il termine l'année 1908 dans le Haut-Guir septentrional. Enfin, de 1908 à 1910, c'est la guérilla à l'extrême frontière algéromarocaine. Voilà quatre ans que le jeune officier a quitté l'école militaire et déjà, que de combats et de dangers vécus ! Mais, cette existence devient pour lui à telle point normale qu'il la trouve monotone. À cette époque, l'armée française vient d'être dotée d'une arme nouvelle dont le maniement s'avère encore dangereux : c'est l'aéroplane.

*
* * *

BLÉRIOT vient de traverser la Manche ; cet exploit fait favorablement augurer de l'avenir. Le lieutenant DO-HUU-VI se sent violemment attiré vers l'aviation. Il y entre le 10 décembre 1910 ; onze mois plus tard, il est pilote. Au commencement de 1912, il est affecté à une escadrille du Maroc occidental, où il reste jusqu'en 1913. « L'Écho du Maroc » du 22 février 1913 nous apprend que « Do-Huu » (c'est ainsi qu'il se fait appeler), le 12 décembre 1912, montrait, les cocardes tricolores aux [185] contreforts de l'Atlas, en allant reconnaître la situation critique du bataillon MASSOUTIER, cerné à Dar-El-Kadi, au sud de Mogador.

Do-Huu est considéré comme un des précurseurs de l'aviation militaire, au Maroc et, à ce titre, une rue de Casablanca porte son nom.

En 1914, il vient en Indochine, afin de rechercher l'utilisation du Mékong et du fleuve Rouge dans l'établissement de liaisons nouvelles par hydroglisseur Lambert. Mais, bientôt, la guerre éclate en Europe. Il n'a de cesse qu'il n'ait rejoint ses camarades de combat. Enfin, le 3 octobre, le lieutenant Do-Huu-Vi s'embarque pour la France. Il part, emportant avec lui le souvenir des fières paroles que sa mère lui avait dites au moment des adieux :

« Va, mon fils, te battre pour la France. Sois la preuve du courage des gens de ta race. Sois aussi un exemple pour eux. Va, je fais le sacrifice de ta vie. Ne pense jamais à moi si tu dois ressentir la douleur que me causerait ta mort. Fais ton devoir sans songer à cela. » (Cité par BRIEUX).

*

* *

Il fait plus que son devoir, puisque rien d'audacieux ne l'arrête. Un jour de violente tempête, méprisant les conseils qui lui sont prodigués, il part vers les lignes ennemies. Le but est atteint et déjà il a pris le chemin de retour quand une bourrasque implacable le précipite au sol. Il gît dans les débris informes de son avion brisé.

[186] Vite retrouvé, on le transporte au Val-de-Grâce ; son état est grave, presque désespéré : le bras gauche, la mâchoire et la base du crâne fracturés ; il reste neuf jours dans le coma.

Après tant de preuves de son courage, il pouvait aspirer au repos. Point du tout ! Étant encore à l'hôpital, il parle de rejoindre le front ! Et le voici à Malzéville où ses camarades nous montrent « sa fine silhouette fondue dans l'ampleur de sa combinaison fourrée, sa pauvre figure mutilée où brillent des yeux d'un éclat singulier, perdus dans l'épaisseur du passe-montagne ». Il est incontestablement infirme et se trouve dans l'impossibilité de piloter, mais il obtient d'être attaché comme observateur au 1^{er} groupe de bombardement. Et, partant avec Marc BONNIER, il survole plusieurs fois l'Allemagne.

*
* *

Ses blessures s'aggravent-elles ? Toujours est-il qu'il est réformé. Mais, il ne peut supporter la quiétude après tant d'activité. Il veut repartir au front. Cependant, l'aviation lui reste obstinément fermée, Alors, il demande à servir dans son ancienne arme et, comme capitaine de la Légion, il rejoint dans les tranchées de la Somme, le 1^{er} Étranger : il reçoit le commandement de la 7^e compagnie. À peine est-il à son poste que son unité est désignée pour l'attaque ; il s'élance, revolver au poing, à la tête de ses hommes pour accomplir sa mission. Celle-ci consiste à s'emparer du boyau du Chancelier, entre Belloy-en-Santerre et Estrée. Mais à peine la vague déferle-t-elle qu'un déluge de projectiles s'abat sur les assaillants. Cent mètres sont juste parcourus que Do-Huu-Vi tombe d'une [187] balle qui lui traverse la cuisse et peut-être la lui fracasse. Au lieu d'accepter les premiers soins, il envoie prévenir son chef de bataillon qu'il ne peut plus continuer l'avance, mais dans l'enfer qui s'est déchaîné, une autre balle le tue net : nous sommes le 9 juillet 1916 ; il est 16 heures.

Durant trois heures, un légionnaire travaille sous la mitraille pour cacher dans un trou la dépouille de son chef infortuné. « La nuit venue, dit le témoin, j'ai pris le capitaine sur mon dos et l'ai transporté à l'arrière ». Il repose au petit hameau de Dompierre, dans la Somme, parmi ses chers camarades de combat, ceux qu'il guidait déjà, jeune encore, dans les perfides défilés du Maroc. On a mis sur son épitaphe :

Capitaine-aviateur Do-Huu
Mort au champ d'honneur
Pour son pays d'Annam
Pour sa patrie, la France.

Elle illustre bien cette parole qu'il disait aux amis qui voulaient modérer son ardeur : « Il me faut être doublement courageux, car je suis à la fois Français et Annamite. » C'est sur ce ton plaisant qu'il affrontait la mort.

*
* *

Depuis 1921, la dépouille mortelle de Do-Huu-Vi. ramenée de France par son frère aîné, le colonel DO-HUU-CHAN, fut déposée au Bois du Phu, près de Cholon, dans le jardin des ancêtres. C'est là que le vaillant capitaine dort de son dernier sommeil, parmi les siens, sous l'ombre épaisse de vieux manguiers, dans le calme profond de l'Orient.

Nota :

La biographie ci-dessus a été faite d'après les archives de la famille.

[188]

Sur lui :

— HÉRISSON (R.). « Mes rencontres avec Do-huu-Vi », « France-Annam », 21 juillet 1942 (Hué, 2, rue Bobillot).

HOMMAGES À DO-HHU-VI (1884-1916)

Au printemps 1937, un comité se constitua à Saïgon pour ériger un monument à sa mémoire, à laquelle on joignit un peu plus tard celle de Roland Garros, autre enfant du pays. Nonobstant, les fonds manquèrent. En janvier 1944, le comité exposa au théâtre différentes maquettes.

Entre-temps, le 6 septembre 1937, deux plaques en français et en *quoc ngu* furent apposées sur son cénotaphe à l'aéroport de [Tan-Son-Nhut](#).
et le 3 octobre 1937, un hangar à son nom fut inauguré sur l'aéroport de [Gialam](#).

En septembre 1941, *Indochine, hebdomadaire illustré*, lui consacra un article que reprit *L'Écho annamite* du 17 courant

À l'occasion du retour de ses cendres, *L'Écho annamite* avait publié une biographie qui complète celle de Baudrit

BIOGRAPHIE

(*L'Écho annamite*, 22 avril 1920)

Le capitaine Do-huu-Vi était né à Cholon en 1884. Fils de M. Do-huu-Phuong, tòngdôc, commandeur de la Légion d'honneur, et de Madame.

Il a reçu sa première éducation à l'institution Taberd, a été envoyé en France à 8 ans, à Paris, au Lycée Janson-de-Sailly, ensuite au Collège Sainte-Barbe.

Reçu au concours à Saint Cyr, en 1906, dans un bon rang (il fut même élève-sergent), il en est sorti 2 ans après et nommé sous-lieutenant.

Plein de vie, dédaignant les garnisons, il demanda à servir dans le Sud-Algérien, où il resta quatre ans. Survint la conquête du Maroc, il demanda immédiatement à partir et sa troupe d'élite (Légion étranger) fut une des premières entrées à Casablanca. Fit ensuite partie de la colonne Brulard, mais ne trouvant pas cette vie assez mouvementée, il entre dans l'aviation. Il fut le premier officier aviateur français qui survola le Maroc.

Pendant la durée de la conquête du Maroc, il fut chargé de plusieurs missions périlleuses, notamment en servant d'agent de liaison avec les troupes françaises cernées dans le Sud-Marocain. C'est au cours de ces campagnes qu'il reçut les médailles de Casablanca, Maroc, etc.

Très estimé du général Lyautey, ami personnel de son père, le tòngdôc Do-huu-Phuong, il fut attaché quelque temps à la personne du résident général.

Néanmoins, désireux de se perfectionner dans l'aviation, il rentra en France, où il fit le tour de France, en avion, avec le lieutenant Ménard.

M. Albert Sarraut, devenu gouverneur général de l'Indochine, le demanda à la Métropole et lui confia une mission d'études des voies fluviales, dans la colonie, en vue de rechercher l'utilisation des hydroplanes. Ces études donnèrent lieu à un rapport très intéressant du lieutenant Do-huu Vi.

Après le départ de M. Sarraut, son successeur intérimaire, M. Van Vollenhoven, ayant apprécié notre lieutenant, se l'attacha comme officier d'ordonnance. Sur ces entrefaites, la guerre est venue et notre compatriote, dédaignant les honneurs, sollicita l'honneur de combattre en France.

Aussitôt arrivé à Paris, refusant de rester dans la capitale, il partit immédiatement au front et assista aux terribles batailles des Flandres, sous Foch, où il servit comme bombardier. Il survola continuellement la Belgique, pendant plusieurs mois.

Après les batailles du Nord, il fut envoyé en Alsace où il assista à toutes les opérations : Mulhouse, Alkirch, etc. Il fut le seul aviateur annamite à survoler l'Alsace-Lorraine, et pendant 6 mois de séjour, il accomplit six missions en Allemagne, couronnées de succès. Ce qui lui valut la promotion au grade de capitaine, et la croix de chevalier de la Légion d'honneur et la Croix de guerre.

À cette époque, on venait d'inventer le puissant appareil Caudron, où l'on installait pour la première fois la mitrailleuse. Toujours à l'affût de rendre service, le capitaine demanda à essayer l'appareil. Au cours d'un vol, l'appareil capota à 300 mètres de hauteur. Le capitaine fut précipité sous l'avion, et relevé sans connaissance, par une Parisienne, passant au hasard sur les lieux de l'accident et transporté immédiatement en automobile à Paris. C'est par miracle qu'il n'a pas été tué. Resté sans connaissance, pendant plusieurs jours, ayant le bas du crâne enfoncé et la mâchoire inférieure en miettes, il fut sauvé par la science française, qui lui fabriqua une mâchoire artificielle.

Après trois mois de convalescence, le Gouvernement français lui accorda de rentrer dans son pays natal. Mais le capitaine a répondu que ce n'était pas le moment, que tout le monde doit rester à son poste, car, dit-il, « JE SUIS FRANÇAIS ET ANNAMITE EN MÊME TEMPS, JE DOIS FAIRE DOUBLE-MENT MON DEVOIR. » Mot sublime qui devrait être gravé dans toutes les mémoires.

Ne pouvant plus servir dans l'aviation, par suite de son accident terrible, le capitaine a demandé à rentrer dans son ancien corps, dans l'Infanterie. Hélas ! c'est à la tête de sa compagnie, dans la formidable bataille de la Somme, en juillet 1916, en prenant à l'assaut le village de Dampierre, puissamment fortifié par les Allemands, qu'il fut frappé d'une dizaine de balles, à bout portant. Il tomba face à l'ennemi et fut enterré sur les lieux mêmes du combat. Suprême consolation du vainqueur !

Grâce à la bienveillance de M. Clemenceau, alors président du Conseil, ministre de la guerre, le transfert du corps a été autorisé, par une dérogation spéciale à la règle commune.

Les Annamites, comme la famille du héros, sont reconnaissants à M. Clemenceau de ce geste significatif. C'est à lui que nous devons de rendre aujourd'hui les honneurs suprêmes à notre compatriote, qui a bien mérité de la Patrie.

47- DOMENJOD. — Rue

7-8-A-B — Angle NO. formé par 8 et par B. — Joint le boulevard Albert-1^{er} à la rue du Mékong.

Rue privée, dont la construction remonte à 1920 environ.

Propriétaire (1861-1926). — *Auguste, Marie, Gabriel DOMENJOD* naquit le 28 juillet 1861, à Saint-Denis de la Réunion. Sa prime enfance s'écoula en Bretagne, près de Brest, mais à 12 ans, il revint à Saint-Denis. C'est en mars 1880 qu'il se fixa en Indochine.

Il travailla d'abord dans l'industrie ; une rizerie de Cholon utilisa ses services ; puis il devint importateur et fabricant de cigarettes. Ensuite, il s'adonna plus spécialement à l'agriculture ; il fit une plantation de café à An-tong-Tay et il essaya les hybridations de Libéria et de Bourbon ; son succès lui valut d'être nommé chevalier du mérite agricole.

Alors, commença pour DOMENJOD la vie politique. Il fut élu presque simultanément membre de la Chambre de commerce, du conseil colonial et du conseil municipal (1893). Il suivait la politique de PAUL-BLANCHY, et luttait ouvertement contre le gouverneur de la Cochinchine FOURÈS.

[189] Lorsqu'il mourut à Saigon, le 28 novembre 1926, il était devenu un important propriétaire foncier.

De lui :

— Interventions au conseil municipal :

1893.

— Au sujet de l'emplacement de la gare, t. 9, p. 1. Séance 20 avril. — Baudrit, t. 2, p. 235, doc. 618.

— Au sujet de l'éclairage en ville, t. 9, p. 2 à 5. Séance 20 avril. — Baudrit, t. 1, p. 153, doc. 166.

1894.

— Au sujet de l'éclairage en ville, t. 9, p., 147 à 153. Séance 21 oct. — Baudrit, t. 1, p. 186 à 191, doc. 198.

— Pour que les séances du conseil municipal. soient publiques, t. 9, p. 183-187. Séance 25 nov. — Baudrit, t. 2, p. 37-59, doc. 425.

1895.

— Choix de terrain pour la construction de la mairie, t. 9, p. 300-301. Séance 15 mai. — Baudrit, t. 1, p. 296, doc. 334.

— Choix de terrain pour la construction du théâtre, t. 9, p. 299. Séance 15 mai. — Baudrit, t. 1, p. 347, doc. 375.

— Pour la création de pelouses sur le Bd. Charner, t. 9., p. 336-337. Séance 23 août. — Baudrit, t. 2, p. 388-389, doc. 769.

1896.

— Choix de bois pour le théâtre, t. 9, p. 487. Séance 18 mars. — Baudrit, t. 1., 353, doc. 379.

— Contre l'enseignement de l'anglais aux jeunes filles, t. 9, p. 506-507. Séance 11 mai. — Baudrit, t. 1, p. 261-62, doc. 282.

[190]

— Au sujet des trottoirs sur le Bd. Charner, t. 9, p. 508-510. Séance 11 mai. — Baudrit, t. 2, p. 389-91, doc. 770.

Sur lui :

— *L'Impartial*, 30 novembre 1926.

— État-civil de Saigon, acte de décès n° 190, année 1926, f° 65.

7-8-F G. — Orientée NE-SO. — Rue secondaire unissant le boulevard Kitchener à la rue Huynh-quang-Tien. Elle est parallèle au boulevard Galliéni et au quai de Belgique (arroyo Chinois).

Cette rue était autrefois sans nom. Le conseil municipal lui donna sa dénomination actuelle dans sa séance du 26 avril 1920. (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313).

Guerre 1914-18. — Douaumont est une commune du département de la Meuse, située sur les Hauts-de-Meuse, à 9 kilomètres de Verdun. À l'est du village était un fort, avec batteries annexes, appartenant à l'ensemble de la place forte de Verdun.

« Le plateau, le village et le fort de Douaumont furent, en 1916, lors de la grande offensive contre Verdun, les théâtres de sanglants combats. Dès le 25 février, le fort de Douaumont, « la pierre angulaire N. E. de la plus puissante forteresse du principal ennemi », fut enlevée par les Allemands. Le 2 mars, le village de Douaumont fut pris par les Allemands, perdu le 3 et repris le 4. Quant au fort, il fut enlevé par les Français le 22 mai, repris par les Allemands trois jours plus tard (le 25), finalement reconquis par nos soldats le 24 [191] octobre 1916, puis complètement dégagé le 15 décembre.

« Village et fort de Douaumont ne sont plus qu'un amas de ruines. Un ossuaire monumental, inauguré en 1927, a été élevé à Douaumont pour recueillir les restes non identifiés d'environ 300.000 soldats français, tombés au cours des combats devant Verdun. » (Larousse).

À lire :

— Ouvrages généraux sur la guerre. Voir « Argonne ».

— BERTRAND (Louis) : « La Lorraine » Voir, p. 70 à 72 Paris — De Gigord, sans date, 157 pp.

49. — DOUDART DE LAGRÉE. — Rue

9-10-D-E. — Rue très courte, orientée Est-Ouest, unissant la rue d'Ormay à la place Rigault-de-Genouilly (rivière de Saigon).

Cette rue était primitivement désignée sous le n° 14 *bis* ; par arrêté du 2 juin 1871, elle devint la rue de Yokohama ; enfin, le 24 février 1897, elle prit le nom qu'elle a aujourd'hui. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 399, doc. 788).

Marin-diplomate-explorateur (1823-1868). — DOUDART DE LAGRÉE (Ernest, Marc, Louis de Gonzague) naquit à Saint-Vincent de Mercuze (Isère), le 31 mars 1823. Il entra à l'École polytechnique en 1843 et dans la marine en 1845. Étant lieutenant de vaisseau, en 1854, il prit part à l'expédition de Crimée.

En décembre 1862, il partit pour l'Indochine ; transita d'Alexandrie à Suez ; s'embarqua sur la « Garonne » et parvint à Saigon en février 1863.

[192] Il reçut de l'amiral DE LA GRANDIÈRE le commandement de la station navale du Cambodge. Cette station ne comportait, en fait, qu'un seul bateau, l'avis « Gia-Dinh », mais la véritable mission reçue par DOUDART DE LAGRÉE était très importante. Il devait « voir et s'affirmer. ». C'est que le roi du Cambodge, NORODOM, était sous la tutelle siamoise et que les gouverneurs de la Cochinchine, BONARD d'abord, LA GRANDIÈRE ensuite, voulaient placer le Cambodge sous le protectorat de la France. Le poste qu'il occupait demandait donc beaucoup de tact.

Le roi du Cambodge, indécis entre les deux partis qui le sollicitaient n'avait pas encore été couronné, et la tradition voulait que ce fut le Siam qui accomplît cette

cérémonie. Après bien des hésitations, il se mit en route pour Bangkok le 5 mars 1863. Aussitôt, LAGRÉE débarqua un détachement dans la ville de Oudong, résidence royale, fit hisser le pavillon français sur le palais et saluer ce dernier de 21 coups de canon. NORODOM en entendit l'écho : épouvanté, il s'arrêta à quelques lieues et, après plusieurs jours d'hésitation, il rejoignit son palais. Un traité de protectorat fut signé le 11 août. Près d'un an plus tard, un ambassadeur siamois remit la couronne à un représentant de l'amiral DE LA GRANDIÈRE et le 3 juin 1864, NORODOM se couronna lui-même.

Grâce à l'attitude énergique de notre représentant, le Cambodge était sous le protectorat de la France.

*
* *

DOUDART DE LAGRÉE est représenté comme un esprit curieux, passionné d'archéologie et aimant aussi la numismatique. Pendant son séjour au Cambodge, qui dura de 1863 à 1866, il fit une véritable exploration du royaume, alors [193] inconnu des Européens ; parcourut le Grand Lac et visita les ruines d'Angkor. Il se mit assez rapidement au courant de l'histoire du pays et put ainsi juger rapidement et les hommes et la politique.

Le gouvernement métropolitain — qui ne fut pour rien dans cette aventure — resta favorablement impressionné par les qualités de DOUDART DE LAGRÉE. Le ministre de la Marine et des Colonies, le marquis DE CHASSELOUP-LAUBAT, le nomma tout d'abord capitaine de frégate (23 novembre 1864). Puis, une grande exploration du Mékong étant envisagée, la direction lui en fut confiée.

*
* *

La mission d'exploration du Mékong devait, dans le but commercial qui doublait le but scientifique, voir si le Mékong était un chemin d'accès vers la Chine. Elle partit de Saïgon en juin 1866, ayant comme second Francis GARNIER et de nombreux membres qualifiés pour rapporter d'intéressants renseignements de ce long voyage. Après mille difficultés, la mission arriva enfin au Yunnan ; mais, DOUDART DE LAGRÉE, qui avait eu une forte reprise d'un mal qui le tenaillait depuis longtemps — une affection au larynx — mourut à Toung-Tchouan, le 12 mars 1868.

La mission continua son chemin sous les ordres de Francis GARNIER et toucha Changhaï en juin 1868, d'où elle prit le bateau pour Saïgon.

Aujourd'hui, DOUDART DE LAGRÉE repose au cimetière de Saïgon, ayant à ses côtés Francis GARNIER. Une seule croix surmonte les deux tombes, pour les unir dans la mort comme ils le furent pendant la pénible exploration du Mékong.

[194] La ville de Saïgon lui éleva un monument commémoratif sur le boulevard Charner mais, après la transformation de ce dernier en 1890, le monument fut transféré, d'abord sur le boulevard Bonard, vers où est actuellement le théâtre, puis sur la place Rigault-de-Genouilly, en 1895, quand la construction du théâtre fut envisagée.

(Pour ce transfert, voir reg. délib., t. 8, p. 96-97. Séance du 31 janv. 1910 ou Baudrit : « Extraits.... », t. 2, 344, doc. 714, et t. 9, p. 380, Séance du 31 août 1895 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 344, doc. 715. — Au sujet de la concession au cimetière de Doudart de Lagrée, voir : reg. délib., t. 12, p. 523. Séance du 5 février 1903 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 329. doc. 704)

De lui :

— Atlas du voyage d'exploration en Indochine, effectué pendant les années 1866, 1867 et 1868 (par Doudart de Lagrée, Francis Garnier et Delaporte), Paris, Hachette, 2 vol., atlas, 1873.

— Chronique royale du Cambodge (ouvrage posthume), « Journal asiatique », oct., nov., déc. 1871, août, sept. 1872.

— Documents historiques sur le Cambodge. (Mis en ordre par B de Villemereuil), Paris, Leroux, 1883.

— Explorations et missions de Doudart de Lagrée, capitaine de frégate, premier représentant du protectorat français du Cambodge... (Extraits de ses manuscrits et mis en ordre par B. de Villemereuil), [195] Paris, Du Tremblay, in-4, portrait, cartes et plans, 1883, 684 pp. — Vue du monument commémoratif de Saigon.

— DOUDART DE LAGRÉE : « Le Song Coi », « Annales d'Extrême-Orient », t. II.

— Fonds cambodgiens (Bibliothèque nationale). Inscriptions cambodgiennes relevées par le capitaine Doudart de Lagrée, Fonds orientaux, Langues diverses, t. 1.

— Le commandant DE LAGRÉE au Cambodge et son voyage en Indochine. (D'après sa correspondance), « Revue maritime et coloniale », 1885, vol. 85.

— Lettres d'un précurseur : Doudart de Lagrée au Cambodge et en Indochine, présentées par JULIEN (Félix), Paris, Challamel, in-12, 1886, 221 pp.

— Lettres du commandant de la Grée, « Annales d'Extrême-Orient », t. 11.

— Manuscrit de Doudart de Lagrée, offert à la ville de Grenoble, le 16 août 1896, par B. de Villemereuil, Troyes, br. in-8, 1896.

Sur lui :

— ANONYME : « La pénétration au Laos, par le Mékong, et Doudart de Lagrée », « Revue française », 15 octobre 1890 et mai 1891.

— ANONYME : « Mort de M. le commandant De Lagrée », « Revue maritime et coloniale », 1868, XXIII, p. 761-762

— ANONYME : « Un mot sur M. De Lagrée et sur la voie fluviale du Tonkin », « Tablette des Deux Charentes », 12 avril et 20 sept. 1879

[196]

— BESSIÈRE, (Jacques) « L'œuvre de Doudart de Lagrée », « Revue indochinoise », 2^e sem. 1904.

— CABATON : « Doudart de Lagrée », « Rev. de l'hist. des colonies franç. », 1923, « Académie des Sciences coloniales » — Comptes-rendus, t. 1, p. 97 à 105.

— « Courrier de Saigon (Supplément), du 5 juillet 1868. — Nécrologie.

— Dupuis (J.) : « Doudart de Lagrée, chef de l'expédition du Mékong et de l'Indochine. (1866-68) », « Annales d'Extrême-Orient », t. 11.

— GARNIER (Francis) — « Voyage d'exploration en Indochine, par une commission française présidée par le capitaine de frégate Doudart de Lagrée », Paris, Hachette, gr. in-8, 2 cartes, 1885.

— RÉMY : « Doudart de Lagrée, 1823-68 (Crimée, Cambodge, Mékong), Grenoble, in-8, 1897

— MARQUET (Jean) : « Les grands indochinois Doudart de Lagrée », « Moniteur d'Indochine », n° 500, 13 octobre 1928, portrait.

— ROCHEDRAGON : « Voyage au Cambodge », « Bull. Soc. géogr. de Lyon », nov. 1890.

— PUIARNISCLE (E) : « Doudart de Lagrée », « Bull. général de l'Instruction publique d'Indochine », fév. 1928, p. 97-103.

— VIAL (Paulin) — « Doudart de Lagrée ». (Conférence faite à Grenoble le 15 août 1896), Voiron, 1896.

— VILLEMEREUIL (B. de) : « Notice sur Doudart de la Grée », « Revue maritime et coloniale », sept.-déc. 1870. — XXX + 238 à 266.

[197]

— VILLEMEREUIL (B. de) : « Doudart de la Grée, capitaine de frégate. chef de l'exploration du Mékong et de l'Indo-Chine, exécutée en 1866, 1867, 1868, par ordre et aux frais du gouvernement français et la question du Tonkin », Paris, Aux bureaux de l'Explorateur, Challamel aîné, 1875.

— VILLEMEREUIL (B. de) : « Doudart de Lagrée et la question du Tonkin », Paris, Challamel, fort in-8, avec cartes, 1875

— VILLEMEREUIL (B. de) : « E. Doudart de Lagrée, chef de l'exploration du Mékong et de l'Indochine et ses manuscrits relatifs au Cambodge », « Mémoires de la Soc. académique indochinoise de France », Paris, Challamel et Leroux, t. 1, 1877-78, p. 42-66.

— VILLEMEREUIL (B. de) : « Les voyages des Européens, des côtes de l'Annam à la vallée du Mékong, Rochefort, Triaud et Guy, 1881

— VILLEMEREUIL (B. de) : À propos du commandant de la Grée (une lettre), « Annales d'Extrême-Orient », t. II.

Portrait :

— Dans plusieurs livres de Villemereuil.

— Dans celui de F. Garnier : Tombeau de Doudart de Lagrée à Tong-Tchouen, p. 609. Premier tombeau de Doudart de Lagrée à Saïgon, p. 631. (Frontispice p. 5). Gravé par Robert, d'après Émile Bayard.

— BOUDET et MASSON : « Iconographie... », Pl. LIV, fig. 119.

50. — DUCLOS. — Rue

6-7-A-B. — Rue orientée E-O. allant de la rue René-Héraud à des terrains vagues (Quartier de Tandinh).

Cette rue — ainsi que certaines autres du même quartier — fut construite en 1928, par la Compagnie foncière d'Indochine, sur des terrains lui appartenant.

[198] **Administrateur de la C. F. I.** — M. Jean DUCLOS, administrateur délégué de la Société indochinoise de transports, était un des administrateurs de la Compagnie foncière d'Indochine au moment où, en 1928, cette rue fut tracée.

À voir :

Jean DUCLOS, puis Jules JEAN-DUCLOS

Ancien des Douanes et régies de l'Indochine

Administrateur délégué de la [Société indochinoise de transports](#).

Représentant de la CCI de Saïgon au conseil d'administration du [port de commerce](#) et à la [commission d'étude de la réforme monétaire](#) (*L'Écho annamite*, 24 juin 1920).

Administrateur de la [Compagnie foncière d'Indochine](#).

Administrateur, puis président des [Hévéas de Caukhoï](#).

Chevalier de la [Légion d'honneur](#) (*Les Annales coloniales*, 6 août 1925) : plus de 10 ans de séjour en Indochine.

Administrateur de la [Société des plantations du Kontum](#) (café, thé).

Administrateur de la [Thi-Doi](#), Société de rizières en Indochine.

Président de la [Société foncière et rizicole de Soctrang](#).

Administrateur de la [Société financière d'Indochine](#) (Sofinindo).

Administrateur de la [Betsiboka](#) (riziculture à Madagascar)

Administrateur de la [Compagnie d'électricité de l'Afrique du Nord](#) (groupe Banque coloniale d'études et d'entreprises mutuelles).

Administrateur de la [Société agricole de Binh-Truoc](#) (hévéas).

Administrateur du [Domaine agricole de l'Ouest](#) (grande riziculture).

Administrateur de la [Société immobilière et agricole de Cochinchine](#).

Membre du Grand Conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine (sessions 1934 et 1936)

51. — DUMORTIER. — Rue Mgr.

7-8-E G. Orientée NE-SO. — Unit le boulevard Kitchener (aujourd'hui Général-Marchand), à la rue Huynh-quang-Tien (Quartier de l'Abattoir). La rue Mgr. Dumortier figure au plan sous le n° 9.

Cette rue fut constamment désignée sous le n° 9. C'est par arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943. paru au *J. O. de l'I.F.* du 30 janvier, p. 291-92 qu'elle prit le nom qu'elle porte aujourd'hui et qui lui fut préféré à celui d'Outrey, précédemment proposé.

Évêque (1869-1940) — « Son Excellence Mgr. Isidore Marie-Joseph DUMORTIER, né le 6 avril 1869 à Halluin, paroisse de Saint-Hilaire, diocèse de Cambrai (Nord), fit ses premières études chez les Petits Frères de Marie, puis à Merville chez les Pères du Saint-Esprit ; enfin, il termina ses études secondaires à l'Institution du Sacré-Cœur à Tourcoing. En 1888, il entra au séminaire français à Rome et y conquist le doctorat en philosophie et en théologie. Ordonné prêtre le 27 mai 1893, il revint l'année suivante dans son diocèse où il fut, pendant trois ans, professeur à l'Institution du Sacré-Cœur. En 1897, il entra au séminaire des Missions étrangères, destiné à la Mission de Cochinchine occidentale ; il s'embarqua, le 23 novembre de l'année suivante.

[199] « La plus grande partie de sa vie de missionnaire sa passa à Cai-mong où il fut d'abord collaborateur, puis successeur (en 1912) du Père GERNOT, dont il continua et développa les œuvres. C'est là qu'est venue le trouver la nouvelle de son élévation à l'épiscopat. Nommé le 7 décembre 1925 évêque de Lipara et vicaire apostolique de Saïgon, il fut sacré dans sa cathédrale, le 25 mars 1926. par Mgr. AIUTI, délégué apostolique en Indochine (p. 226). » (Réf. ci-après).

Mgr. DUMORTIER décéda à Saïgon, le 16 février 1940

Sur lui :

— ANONYME : « Les missions catholiques en Indochine » en 1939, Hongkong, Maison Nazareth, in-8, 1940, 352 pp. Pour Mgr DUMORTIER, voir p. 225-226.

52. — DUPRÉ. — Rue Amiral

9-10-9-E — Orientée NE-SO. — Unit la rue Catinat à la rue Pasteur. (C'est la première rue à gauche, après le théâtre, en descendant la rue Catinat, en direction de la rivière).

Anciennement appelée « rue n° 11 », elle devint « rue de Tu-Duc » par arrêté du 2 juin 1871. Elle prit sa nouvelle dénomination le 24 février 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94 95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788.

Amiral-gouverneur (1813-81). — L'amiral DUPRÉ naquit à Albi, de parents Alsaciens, le 25 novembre 1813. Il sortit de l'École navale en 1831 et passa cinq ans et demi dans le grade [200] d'aspirant. Il était capitaine de vaisseau en 1854. Nommé membre du Conseil de la Marine, il s'attacha à l'étude des batteries flottantes, qui n'étaient autre chose que les premiers essais de blindage pour les navires de guerre. Comme ces études concordèrent avec le commencement de la guerre de Crimée (1854), c'est à bord de l'une de ces nouvelles unités qu'il prit part au bombardement de Kimburn, au cours de cette campagne. Puis, il fit partie des expéditions de Syrie et de Cochinchine (1860-61). Le commandement de la division navale des côtes orientales d'Afrique lui fut, ensuite, confié, ainsi que le gouvernement de l'île de la Réunion (1864). En 1867, il fut promu contre-amiral, et, au moment de la guerre avec la Prusse (1870), il commandait la division de Chine et du Japon. Mais, l'activité que l'amiral DUPRÉ déploya comme gouverneur de la Cochinchine est celle qui nous intéresse le plus.

L'amiral DUPRÉ fit preuve d'initiative, dans le poste important de gouverneur de la Cochinchine qu'il occupait, au moment où se déroulèrent les premiers incidents du Tonkin. Cependant, il semble avoir manqué de fermeté et être, pour cela, tombé sous le coup de la critique.

L'amiral prit possession de ses fonctions, le 1er avril 1871. Il s'efforça, aussitôt, de faire signer par la Cour de Hué le traité reconnaissant l'annexion à notre petite colonie de Cochinchine, des trois provinces de l'Ouest (Vinh-long, Chaudoc, Hatien) qui lui étaient rattachées en fait depuis 1867.

À cette même époque, le trafic sur le fleuve Rouge, du commerçant Jean Dupuis, avait amené des difficultés avec l'autorité locale. Bien que l'amiral eût reçu du ministère de la Marine et de celui des Affaires étrangères des [201] instructions lui enjoignant de ne pas s'immiscer dans les affaires du Tonkin, il intervint, tantôt au préjudice de la Cour d'Annam et tantôt au profit de celle-ci.

Le 4 mars 1872, il rentra en France, sans doute pour rendre compte de son attitude auprès du gouvernement. Il fut remplacé à titre intérimaire par le général de brigade D'ARBAUD et revint à Saigon le 16 décembre de la même année. Reprenant sa politique d'intervention au Tonkin, il demanda à Francis GARNIER, qui était alors à Shanghai, de venir à Hanoi enquêter sur le différend qui agitait la province et il donna pleins pouvoirs à ce dernier. C'est alors que GARNIER, à la tête d'une poignée de Français, s'empara de quelques places fortes du Delta tonkinois ; mais, il fut tué sous les murs d'Hanoi le 21 décembre 1873. Devant la tournure que prenaient les événements, DUPRÉ voulut en terminer rapidement et il accepta les propositions que lui faisait l'Annam. Il quitta donc la Cochinchine le 15 décembre 1874⁴⁴ emportant avec lui, pour être ratifié à Paris, le traité qu'un envoyé, PHILASTRE, avait signé en son nom, à Hué, un mois plus tôt. L'Annam impuissant et vaincu était, non seulement reconnu souverain du Tonkin, mais il avait de plus le pouvoir d'acheter des armes et des munitions.

Dans ces affaires du Tonkin, le rôle de l'amiral DUPRÉ n'apparaît pas très brillant. Cependant, il ne faudrait pas juger cet administrateur [202] trop hâtivement. À vrai dire, « l'affaire du Tonkin » fait encore travailler les historiens locaux. Il semble que les dernières études publiées sur ce point litigieux fassent retomber les principales responsabilités de cet événement sur le gouvernement de Paris. Il faut croire, toutefois, que le ministre de la Marine ne lui tint pas rigueur de sa politique coloniale, car, l'année suivante (1875), il était promu vice-amiral. À cette même époque, il devint préfet de Rochefort, puis de Toulon (1877)

Admis à la retraite, le 25 novembre 1878, il mourut à Paris le 8 février 1881.

⁴⁴ C'est là un renseignement généralement admis ; cependant, il passa le service à l'amiral KRANTZ, son successeur à compter du 14 mars 1874 (Voir « Courrier de Saigon », 20 mars 1874).

À noter, que ce fut l'amiral DUPRÉ qui, par arrêté du 14 novembre 1874, fonda le Lycée Chasseloup-Laubat, sous les espèces d'une École normale indigène. Voir « L'Illustration », 31 mars 1877, p. 198 et 200.

De lui :

— Arrêté définissant le but du Comité agricole et industriel (11 décembre 1871), « Bull. Comité agricole et industriel de Cochinchine », 1870, 3^e trim., p. 96-97.

— Arrêté du 9 mai 1873, portant ouverture d'une exposition en 1874, « Bull. Comité agr. ind. Cochinchine », 1873, 1^{er} trim., p. 110.

— Exposition en 1874. Règlement intérieur fixant les attributions et les fonctions du jury d'examen des établissements et des produits, ainsi que le mode d'exécution des mesures concernant l'Exposition, « Bull. com. agr. ind. Coch. », 1874, 1^{er} trim., p. 165-169.

[203]

Sur lui :

— ANONYME : « Nécrologie du vice-amiral Dupré (1813-1881) », « Revue maritime et coloniale », 1881, t. LXVIII, p. 637 à 642.

— BOUINAIS et PAULUS : « L'Indochine contemporaine », t. II, Paris, Challamel, 1885.

— DUPUIS (Jean) : « L'intervention du contre-amiral Dupré au Tonkin », « Revue de géographie », t. XVII, 1885.

— DUPUIS : « Le Tonkin de 1872 à 1886 », Paris, Challamel, 1890.

— DUTREB : « L'amiral Dupré et la conquête du Tonkin », Paris, « Revue de l'histoire des colonies françaises, 1923, 3^e trim., p. 9 à 40 ; 4^e trim., p. 177 à 248.

— FORET : « Campagne de l'*Antilope* », « Bull. Soc. géographie de Brest », 1885, n° 3

— MARMIER (Xavier) : « La France dans ses colonies », « Correspondant », 25 janvier 1873.

— MARQUET et NOREL (Jean) : « L'occupation du Tonkin par la France (1873-74), d'après des documents inédits ». « Bull. Soc. études ind. », t. XI, 1^{er} tr. 1936, p. 5 à 199, 5 pl.

— MARQUET et NOREL : Le drame tonkinois (1873-74). Deuxième étude d'après des documents inédits », « Bull. Soc. études ind. », t. XII, 3^e et 4^e trim. 1937, p. 1 à 200, 1 HT, 1 carte, 2 plans.

— MELON (Paul) : « Le Tonkin, les événements de 1873-74 ». (Causes qui ont amené une intervention immédiate et défensive), Paris, Rouvier et Lage, 1881.

SANDEAU (fils) : « La Cochinchine en 1871 », « Revue des Deux Mondes », janvier 1877

[204]

Portrait :

BOUDET et MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXIX, fig. 83 (Photographie appartenant à la petite-nièce de l'amiral, madame RECOURAT).

53. — DURANTON. — Rue.

6-7-E-F. — Orientée NE-SO. — Joint la rue d'Arras à la rue de Verdun. Elle débouche dans cette dernière rue, sur la face S.O. du jardin de la ville.

Administrateur des S. C. (1858-1908). — Jean, Auguste DURANTON naquit le 8 octobre 1858. Il entra dans l'Administration le 17 septembre 1884 et fut promu

administrateur de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1903. En cette qualité, il devint, en 1906, résident de Hadong (Tonkin), puis, l'année suivante, envoyé à Saigon comme président de la commission municipale, poste qu'il garda du 26 juillet 1906 au 7 août 1908. Cette même année, il rentra en France et y mourut. [Chevalier de la Légion d'honneur (*JORF*, 15 janvier 1907).]

C'est au titre de président de la commission municipale que les édiles de Saigon ont tenu à honorer sa mémoire.

De lui :

— On trouve les traces suivantes de son activité dans les registres de délibérations du conseil municipal :

1906.

— Remise des écoles municip. au service local, t. 17, p. 303 à 305. Séance 5 nov. — Baudrit, t. 1, p. 246-47, doc. 265.

1907.

— Réponse à une requête pour donner le nom de Pierre à une rue de Saigon, [205] t. 18, p. 24-25. Séance 21 janv. — Baudrit, t. 2, p. 409-410, doc. 797.

— Remise des écoles municipales au service local (suite), t. 18, p. 90 à 96. Séance 18 fév. — Baudrit, t. 1, p. 247 à 250, doc. 266.

Rapport de la Commission municipale pour la surveillance des travaux de la mairie, t. 18, p. 227-28. Séance 27 fév. — Baudrit, t. 1, p. 336-37, doc. 362.

— Rapport sur la lutte contre les taudis, t. 18, p. 493 à 98. Séance 18 mai. — Baudrit, t. 2, p. 160 à 163, doc. 544.

— Prolongement de la rue Miche jusqu'au bd. Norodom, t. 19, p. 423 à 426. Séance 25 nov. — Baudrit, t. 2, p. 368-69, doc. 753.

1908.

— Éclairage électrique de la rue Eyriaud-des-Vergnes, t. 20, p. 52-53. Séance 15 février. — Baudrit, t. 1, p. 194-95, doc. 204.

— Prolongement de la rue Miche jusqu'au bd Norodom (suite), t. 20, p. 187 à 189. Séance 21 mai. — Baudrit, t. 2, p. 369 à 371, doc. 754.

— Terrain demandé pour la construction d'un Hôtel des Sociétés, t. 20, p. 279-83. Séance 21 mai. — Baudrit, t. 2, p. 210 à 214, doc. 597.

— Achat de terrain pour la captation d'eau de Tan-son-Nhut, t. 20, p. 218-19). Séance 21 mai. — Baudrit, t. 1, p. 145-46, doc. 158.

À lire :

— LAMAGAT : « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois », Saigon, S.I.L.I., 1941.
— Voir t. 1, p. 236.

[206]

54. — DÜRRWELL. — Rue Président

7-8 A-B. — Unit la rue Legrand-de-la-Liraye à la rue n° 29 (aujourd'hui, Paulus-Cua). Quartier de Dakao. La rue Président-Dürrwell est désignée au plan sous le n° 7.

Cette rue porta le n° 7 jusqu'au début de 1943. Un arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier de cette même année, paru au *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier, p. 291-292, lui donna le nom de Président-Dürrwell

Magistrat (1857-1921). — Louis, George DÜRRWELL naquit à Guebwiller (Haut-Rhin) le 7 avril 1857. C'est le 2 mars 1881 qu'il vint à Saigon en qualité d'administrateur

stagiaire. Il raconte quelque part dans ses souvenirs qu'avec ses jeunes collègues, frais émoulus, comme lui, de l'École coloniale, il tremblait d'avoir à se présenter devant le gouverneur de la Cochinchine, LE MYRE DE VILERS, qui n'avait pas la réputation d'être très amène avec ses visiteurs. Ses craintes furent, en effet, justifiées : lorsque les jeunes arrivants furent introduits dans le bureau du gouverneur, celui-ci bondit sur eux furieux, leur criant : « Que venez vous chercher ici ? je n'ai pas besoin de vous !... » Puis se parlant à lui-même : « Le ministre m'envoie des gens dont je n'ai que faire ! » Tel fut le premier contact de DÜRRWELL avec la colonie. S'il ne fut pas, de ce fait, dégoûté de la Cochinchine, il le fut du moins des services civils et l'année suivante, il entra dans la magistrature.

Travailleur émérite, il codifia les coutumes annamites en ouvrages de droit et de jurisprudence ; juge intègre, il se signala toujours favorablement à l'attention de ses chefs. En 1898, il devint président de la cour d'appel. Il [207] occupa ces hautes fonctions jusqu'au 15 mai 1914, date à laquelle il prit sa retraite après 32 ans de services dans la magistrature.

Mais son activité débordante se manifestait dans des domaines extra-professionnels. Ainsi, sa sollicitude fut de tous temps attirée par les œuvres philanthropiques. C'est lui qui fonda la Société de la protection de l'enfance en 1907 et la fit reconnaître d'utilité publique en 1911. Il fut aussi président de la société des Métis et fondateur de la colonie de redressement de Ong-Yêm. Son œuvre philanthropique a été ainsi résumée par le procureur général MICHEL le 8 août 1914, au moment où George DÜRRWELL quittait la colonie pour aller rétablir en France une santé délabrée : « Ce n'est pas seulement comme magistrat que M. DÜRRWELL a conquis des titres éminents à la reconnaissance de la colonie. C'est encore par son apostolat persuasif pour la défense raisonnable et de bon aloi de la cause indigène qu'il donna naissance à cet ensemble de généreuses initiatives qui éveillèrent de toutes parts. l'idée de nouveaux devoirs envers la race associée ».

Puis DÜRRWELL s'intéressa aussi aux études locales, entra à la « Société des études indochinoises dont il resta président de 1899 à 1914. Il avait donné à cette société une si forte impulsion que les membres, par reconnaissance, lui décernèrent le titre de président honoraire lorsqu'il quitta la colonie pour la France. Il avait, en effet, publié de nombreux ouvrages dont le principal est son livre de souvenirs : « Ma chère Cochinchine ».

Au moment où il prit sa retraite, au début de 1914, il se fit inscrire au barreau comme avocat-défenseur. Mais, malgré ses projets bien [208] établis de continuer encore son activité à Saïgon, il dut rentrer à Paris pour se soigner. Il assura ses amis qu'il reviendrait bientôt parmi eux. La Grande Guerre étant survenue peu après son arrivée et sa santé ne se rétablissant pas, il dut prolonger son séjour dans la mère-patrie jusqu'en 1921. À son retour, ses amis comprirent que sa fin était proche. Cependant, George DÜRRWELL, plein d'illusions sur ses propres forces, se fit-il inscrire à nouveau au barreau. Il ne plaida qu'une fois, quatre jours avant sa mort, qui survint à son domicile, 8, rue Larclause, le 13 juin 1921.

De lui :

— Tran-ba-Loc, tong-doc de Thuan-khanh. — Sa vie et son œuvre, « Bull. S.E.I. », 1900, 2^e sem., p. 31 à 60.

— Le Jeu en Cochinchine, « Bull. S.E.I. », 1901, 1^{er} sem., p. 5 à 48

— Notice historique sur la conquête des provinces de la Basse-Cochinchine, « Bull. S.E.I. », 1902, 2^e sem., p. 43 à 60.

Rapport à Monsieur le gouverneur général de l'Indochine au sujet de la déclaration d'utilité publique de la S. E. I., « Bull. S.E.I. », 1903, 1^{er} et 2^e sem., p. 7 à 10.

— La commune annamite, « Bull. S.E.I. », 1906, 1^{er} sem., p. 67 à 88.

— La famille annamite et le culte des ancêtres, « Bull. S.E.I. », 1908 — 2^e sem., p. 1 à 16.

— Une visite à Ong-Yém [Le champ d'essai de la colonie pénitentiaire], « Bull. S.E.I. », 1909, 1^{er} sem., p. 31 à 44.

[209] Droit annamite. Doctrine et jurisprudence, en matière civile indigène, 2 fascicules, 182 et 119 pages, 1898, Saigon, Imprimerie Claude, 1901.

Ma chère Cochinchine. — Trente années d'impressions et de souvenirs (1881-1910), Paris, Renaissance du Livre, 78, bd. Saint-Michel, 1910, 358 pp.

À lire :

L'Opinion :

— 12 et 13 juin 1921 : annonce de sa mort,

— 14 juin 1921 :

Discours de M. DAIN, prés. cour d'appel *p.i.*

Discours de M. HÉRISSON, prés. Protection Enfance.

Discours de M. GUILBERT, prés. Soc. études indochinoises.

55. — ÉPARGES. — Rue des

5-6-C-E. — Orientée SE-NO. — Joint la rue Colombier à la gare de marchandises.

Cette rue était nouvelle en 1929. Mais, à cette époque, elle s'arrêtait à la rue de Champagne. C'est en 1934 qu'elle fut allongée de la rue de Champagne à la gare des marchandises. (Voir reg. délib., t. 54, p. 246).

[210] **Guerre de 1914-18.** — Commune du département de la Meuse, arrondissement de Verdun, canton de Fresnes-en-Woëvre, dont elle est éloignée de 6 kilomètres seulement ; 65 habitants.

Le petit village des Éparges est surtout connu depuis la Grande Guerre à cause de la crête du même nom sur laquelle se déroulèrent des luttes sanglantes. La crête des Éparges fait partie des Côtes de Meuse, série de hauteurs sur la rive droite de la Meuse (côtes des Hures, Montgirmont, Combres, Saint-Rémy, qui dominant à l'est, d'une centaine de mètres, la plaine de la Woëvre), Les Allemands s'étaient emparés de la crête des Éparges le 21 septembre 1914 et, y avaient établi une très forte redoute bastionnée qui dominait toute la région avoisinante. Face à elle, les Français occupaient la hauteur de Montgirmont et le village des Éparges. À la suite d'attaques incessantes menées pas à pas, selon les principes de la guerre de mines, la crête des Éparges était enlevée aux Allemands le 10 avril 1915. Au début de 1917, les Allemands tentèrent vainement de la reprendre : ils durent se retirer après avoir subi de lourdes pertes., La région des Éparges ne fut néanmoins libérée complètement qu'en 1918, lors de la réduction de la boucle de Saint-Mihiel par l'offensive de la 1^{re} armée américaine. (Larousse).

À lire :

— Ouvr. généraux sur la guerre. Voir « Argonne »

— FERRIET (Cdt R. de) : « La crête des Éparges », Paris, Payot, 1939, 209 pp., 10 cartes HT.

[211]

56. — ESPAGNE. — Rue d'

7-10-C-E. — Orientée SO-NE. — Unit la rue Lacote (quartier de la gare) à la rue Angier (jardin botanique).

Primitivement, la rue d'Espagne portait le n° 15. L'amiral DE LA GRANDIÈRE, par un arrêté en date du 1^{er} février 1865 décida que cette rue serait coupée en trois tronçons : la partie sud-ouest (allant sur Cholon) s'appellerait « rue Palanca », la partie centrale s'appellerait « rue Isabelle-II », en souvenir de la collaboration espagnole au moment de la conquête, et la partie N.E., « rue de la Sainte-Enfance » — (Voir « Courrier de Saigon », 5 mars 1865).

Mais, après l'établissement de la République, en 1870, le gouvernement proposa de changer plusieurs noms qui ne cadraient pas avec la situation nouvelle : tous les noms rappelant l'Empire furent supprimés, ainsi que celui rappelant la royauté espagnole. Seul survécu à la tourmente, PALANCA, dont le nom fut transféré dans une rue généralement ignorée du public, située entre les communs de l'hôpital Grall et le jardin botanique. C'est alors que le nom de « rue d'Espagne » remplaça l'ensemble des trois noms dont deux avaient définitivement disparus. (Voir reg. délibérat., t. 2, f. 69. Séance 9 nov. 1870, ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 396, doc. 776).

Conquête. — Pour les circonstances qui ont amené l'Espagne à participer aux opérations de « Cochinchine » et la part qu'elle y a prise, se rapporter à la partie historique du présent ouvrage.

57- — EUDEL. — Rue Jean

9-12-EH. — Orientation générale NO-SE. — Unit le pont tournant de l'arroyo Chinois au pont du Nhabé (Canal de dérivation) ; est, par conséquent, parallèle à la rivière de Saigon, de laquelle elle est successivement séparée par les Messageries maritimes et les Chargeurs réunis.

En 1884, cette rue n'existait pas. À la séance du 26 mai de cette même année, le maire donne lecture d'une [212] lettre du directeur de l'Intérieur demandant l'avis de la municipalité au sujet de la construction de cette route dénommée par anticipation : « route du Fort du Sud ». Le conseil municipal considère cette création comme nécessaire. (Voir reg. délib., t. 6, p. 1969. Séance 26 mai 1884 ou Baudrit, t. 2, p. 349-50, doc. 725.)

Guerre 1914-18. — Le 18 juillet 1919, la mairie fit paraître dans les journaux de la ville, pendant un mois, un avis à la population demandant de faire connaître à la municipalité les Saigonnais tués à l'ennemi, afin de commémorer leur souvenir en donnant leur nom à une rue de Saigon. Il y eut sept propositions, dont une concernant Jean Eudel.

Le registre n° 44 des délibérations du conseil municipal, séance du 26 avril 1920, porte à la page 303 cette note biographique laconique :

« Fils d'un administrateur des services civils de l'Indochine, né à Saigon le 18 juillet 1897. »

Nous pouvons ajouter ces quelques renseignements pris sur l'acte de décès n° 128 (transcription) année 1918 :

« Jean, Joseph, Marie EUDEL, chasseur de 2^e classe, 3^e compagnie, du bataillon de chasseurs, décéda au bois de Riez, commune de Bouchavesnes (Somme), le 4 septembre 1916 à 15 heures. »

58. — EYRIAUD DES VERGNES — Rue

4-7-B-D. — Orientée NO-SE. — Rue unissant la rue Testard (SE) au Tour de l'Inspection (NO).

Cette rue allait primitivement de la rue Testard à la rue Mayer. Elle portait alors le n° 4. C'est le 30 [213] mars 1906, que la municipalité la baptisa « rue Eyriaud-des-Vergnes ». (Voir reg. délib., t. 16, p. 221-22 ou Baudrit : « Extraits ... », t. 2, p. 405, doc. 794). Ce nom ne fut, d'ailleurs pas accepté sans objection, car on lui reprochait d'être trop long à prononcer. (Voir reg. délib., t. 16, p. 407, doc. 795). C'est en 1941 que la rue Eyriaud-des-Vergnes fut prolongée jusqu'au Tour de l'inspection. L'inauguration de ce tronçon fut faite par le gouverneur général, amiral Decoux, le 15 février de cette même année.

Ingénieur (1835-1906). — EYRIAUD DES VERGNES ou EYRIAUD DESVERGNES (Jean, Joseph, Alfred) est né à Châteauroux le 10 février 1835, où son père était alors vérificateur des Domaines.

Brillant élève, il fit ses études de mathématiques au Lycée de Lille et fut reçu à l'École polytechnique avec le n° 22, à l'âge de 17 ans ; il en sortit troisième, et choisit la carrière des Ponts et chaussées.

À 23 ans, EYRIAUD (comme on l'appelait communément) était ingénieur et détaché au service de la Marine à Cherbourg, où il restait dix ans. Là, il accomplit des travaux très importants qui le signalèrent au choix du ministre de la Marine pour la direction des Travaux publics en Cochinchine. C'est le 15 décembre 1868 qu'il fut désigné pour cette colonie. Il s'embarqua à Marseille le 23 février 1869 et débarqua le 27 mars à Saigon.

Tempérament extrêmement actif et très autoritaire, il accomplit, en quatre ans de séjour, beaucoup de besogne et dressa, en même temps, toute l'administration contre lui.

On lui doit la darse du Grand Canal (ce dernier fut remblayé et devint le boulevard Charner), un plan de la ville, son nivellement, un [214] réseau d'égouts de 7.000 mètres, la route basse de Saigon à Cholon, avec ses dix ou douze ponts ; le marché de Cholon, etc.

Mais EYRIAUD DES VERGNES a fait aussi des études très approfondies, d'un ordre beaucoup plus général. C'est ainsi que celles qu'il nous laissa au sujet de l'alimentation en eau de la ville ont été souvent mises à contribution par ses successeurs. Le « Journal de Saigon », de 1870 à 1873, n'a pas cessé de chanter ses louanges. En 1902, le passage suivant d'un de ses rapports est cité :

« Les sources de Thu-Duc paraissent provenir d'une nappe inférieure de sable aquifère qui existe d'ailleurs sous Saigon, mais qui n'a pas partout la même perméabilité et peut, par conséquent, être plus facilement exploitable sur un point que sur un autre. — Ses affleurements paraissent être dans le Nord du pays, en dehors des possessions françaises » (Voir reg. délib., t. 12, p. 95 à 105. Séance du 4 avril 1902 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 133, doc. 153).

De même, en 1880, c'est encore un projet d'EYRIAUD DES VERGNES qui est repris au conseil colonial à propos de la création d'une ligne de chemin de fer unissant Saigon à Phnom-Penh par Tayninh et Preyveng. Rien n'a été retenu de cette conception hardie. Elle était cependant à signaler, afin de montrer les recherches étendues de cet ingénieur. (Voir référence ci-après).

Mais, après 50 mois de séjour à Saigon, étant en lutte ouverte contre tous les chefs de service, il demanda son rapatriement. Le contre-amiral DUPRÉ, alors gouverneur,

avait cependant apprécié ce collaborateur. Il fit une lettre [215] au ministre, pour le prier de favoriser l'ingénieur dans les recherches qu'il désirerait entreprendre en France, au sujet « des différents travaux à exécuter à son retour dans la colonie ». Mais, son dossier porte, écrit sur la couverture, d'une main inhabile : « Remis à la disposition du ministre ». Son départ lui-même avait donné lieu, de sa part, à de violentes protestations en raison de son classement à bord du navire. C'est le 22 mai 1873 qu'il quitta Saigon.

Durant son séjour dans cette ville, il avait été fait chevalier de la Légion d'honneur (12 août 1869), officier de l'Ordre royal du Cambodge (1^{er} juillet 1871), et le Comité agricole et industriel (l'ancêtre de la Société des études indochinoises) le compta parmi ses membres.

Revenu en France, il fut nommé ingénieur ordinaire de l'arrondissement de Cherbourg (1^{er} avril 1875), puis du Jura (1^{er} janvier 1876) et devint ingénieur en chef le 1^{er} juin de cette même année : il avait à peine 40 ans, ce qui lui donnait 6 ou 7 ans d'avance sur ses collègues.

Le 1^{er} octobre 1877, il fut nommé ingénieur en chef du service maritime du département du Nord, poste qu'il occupa jusqu'au 1^{er} décembre 1885 : c'est à lui que l'on doit presque entièrement la construction du port de Dunkerque. Mais il fut encore victime de son mauvais caractère ; en effet, un désaccord avec la Chambre de commerce rendit son déplacement nécessaire. Il fut alors envoyé en « mission » et fit des études approfondies, d'un grande valeur technique, relativement à l'établissement et à l'entretien des ports.

Enfin, le 1^{er} avril 1890, EYRIAUD DES VERGNES fut promu inspecteur général des Ponts [216] et chaussées et chargé de l'inspection des départements du Sud-Ouest ; fonctions qu'il occupa jusqu'à sa promotion au grade d'inspecteur général de 1^{re} classe (1^{er} février 1898) ; entre-temps, il avait été élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur ; il était déjà officier d'Académie.

Ayant atteint le sommet de la hiérarchie, fort écouté dans les nombreuses « commissions » dont il faisait partie, EYRIAUD DES VERGNES continuait, malgré l'âge, à déployer une grande activité. C'est à son domicile qu'il mourut, à Paris, 1, rue de Narbonne (VI^e), dans les tout premiers jours de février (du 1^{er} au 3), de l'année 1905.

La ville de Saigon peut s'honorer de compter, parmi les noms qu'elle offre à la pérennité, celui d'un ingénieur d'une aussi grande valeur.

De lui :

— Établissement et entretien des ports sur plage de sable, « Annales des Ponts et Ch. », 1889, 1^{er} sem., 185 et suivantes.

— Les ports d'Espagne : étude administrative et technique, « Annales des Ponts et Ch » (Mémoires et documents), 1890, 1^{er} sem., p. 592 à 727
1890, 2^e sem., p. 553 à 772

Sur lui :

— LORIEUX : « Paroles prononcées aux obsèques de M. Eyriaud des Vergnes, inspecteur général des Ponts et chaussées, le 4 février 1905 », « Annales des Ponts et Ch. » (Mémoires, 1^{re} partie), 1905, 1^{er} trim., p. 5 à 9.

— Archives de la Cochinchine. — Fonds S. L., n°4617

[217]

À consulter :

— Annuaires du ministère des T.P., année 1905. Voir p. 24, 25, 27, 29 (2 fois), 43, 55, 398.

— Registres de délibérations. Références dans le texte.

— « Courrier de Saigon ».:

20 sept. 1870 : souscription pour les victimes de la guerre,

20 août 1871 : nomination comme officier de l'ordre royal du Cambodge.

5 juin 1873 : départ en congé.

Annuaire des fonctionnaires de 1870 à 1873

Pour le chemin de fer Saïgon–Pnom-Penh, voir bibliographie Thévenet.

59. — FARINOLE. — Rue

7-8-D-E. — Orientée NO-SE. — Rue très courte unissant la rue Taberd à la rue La-Grandière et aboutissant sur le jardin de la ville (Partie S.E.).

Rue ouverte vers 1875, par FARINOLE lui-même, sur un terrain lui appartenant (BREBION : « Revue indochinoise », 2^e trim. 1911, p. 475).

Propriétaire (1833 — ?). — « FARINOLE (Antoine, Jean-Baptiste), entrepreneur, [propriétaire et limonadier est] né le 11 juin 1833 à Bastia (Corse). Arrivé en Cochinchine le 31 mai 1864, a quitté définitivement la colonie en 1889 ». (Voir « Notice historique et administrative... », p. 58).

En 1871, il fit partie de la liste des notables appelés à siéger à la Cour criminelle, comme assesseur.

[218]

À consulter :

— ANONYME : « Notice historique, administrative et politique sur la ville de Saigon », Saigon, Impr. de l'Union, 1917 (Opuscule).

— « Courrier de Saigon », 5 mai 1871 — (Désignation comme assesseur.).

60. — FILIPPINI. — Rue

8-D-E. — Orientée NO-SE. — Joint le boulevard Bonard à la rue Taberd (Face S.E. du parc du Gouvernement général).

Cette rue qui, par delà le parc du gouvernement général, fait suite à la rue Barbé, porta, lors de sa création le n° 28. Par arrêté du 2 juin 1871, elle prit celui de « rue du Cap Saint-Jacques ». Et, c'est le 21 février 1897, que le conseil municipal lui donna le nom du gouverneur mort depuis déjà dix ans. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95. Séance du 24 février 1897 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788).

Gouverneur de la Cochinchine (1834-1887)

Ange FILIPPINI naquit à Corté (Corse), en 1834. Il fit ses études au Lycée de Bastia, sa licence en droit probablement à Aix et revint comme avocat dans sa ville natale, avant de l'être à la Cour de Bastia et au conseil de préfecture d'Ajaccio. C'est à ce moment-là qu'il se lança dans la politique, en défendant les idées républicaines que l'on opposait, alors, au gouvernement impérial. L'avènement de la République ne put que le confirmer dans ses opinions politiques ; aussi, le régime nouveau utilisa-t-il largement les services de ce pionnier de la première heure. Il fut d'abord secrétaire général de la Corse, puis passa dans l'Aisne et dans les [219] Pyrénées-Orientales et devint sous-préfet de Libourne (Gironde). Comme c'était son devoir autant que sa conviction, il combattit vigoureusement dans ses nouvelles fonctions l'opposition monarchique et impériale,

encore importante. Aussi, devant le triomphe de la réaction, le 24 mai 1873, FILIPPINI fut-il « sacrifié » ; il rentra dans la vie privée. À ce même moment, le vice-roi d'Égypte le prit comme avocat-conseil.

Quand le maréchal DE MAC-MAHON quitta la présidence et que le gouvernement reprit une orientation plus nettement républicaine (1876), l'ancien sous-préfet de Libourne devint préfet. Pendant dix ans, il dirigea successivement le département des Pyrénées-Orientales, de la Manche et de la Loire. C'est alors, qu'il fut nommé gouverneur de la Cochinchine.

Il arriva le 19 juin 1886 dans la colonie et prit son service le lendemain. Il était déjà atteint du mal qui devait l'emporter. Son proconsulat, qui dura 16 mois, semble ne pas avoir laissé de traces bien marquantes dans les annales du pays, et ses rapports avec la mairie ont été d'autant plus amicaux qu'à ce même moment, un compatriote, CARABELLI, régnait sur la ville. C'est d'ailleurs à ce dernier que l'on doit les renseignements qui précèdent et qui ont été extraits de son discours nécrologique. Nous arrivons maintenant au moment de la mort du gouverneur.

FILIPPINI décéda le samedi 22 octobre 1887, à 8 heures du soir, de cachexie pulmonaire. Il était âgé de 53 ans. On lui organisa des funérailles que l'on voulut grandioses et qui, aux dires des témoins, furent pour le moins théâtrales.

La veille de l'enterrement, un catafalque, haut de neuf mètres, fut placé sous le portique de la [220] cathédrale et entouré de brûle-parfums tendus de noir, formant l'hémicycle. « L'illustration » du 7 janvier 1888, page 4, en reproduit l'image. Le corps devait partir en France et être, entre-temps, déposé à la morgue de l'hôpital ; l'itinéraire suivant devait être parcouru : rue Catinat, quai du Commerce (Le Myre de Vilers), quai Primauguet (de l'Argonne), rue de l'Hôpital (Pasteur). Un char funèbre fut aménagé. Comme le catafalque, il était très haut ; de plus, il était surmonté d'un ange fait de matière plastique, modelé autour d'une tige de fer fixée dans la tête du chérubin. Devant le volume imposant du char funèbre, il fallut rapidement élaguer les arbres de la rue Catinat et la population saigonnoise ne trouva pas cela à son goût, Enfin, le cortège se mit en route. Mais le corbillard fut si rudement secoué, que l'ange le surmontant tomba par morceaux dès les premiers pas et, à la hauteur du boulevard Bonard, il n'en restait plus que la tige de fer et la tête terminale.

On peut se figurer aujourd'hui les réactions de la population par ces paroles, cependant pondérées : « Cela produit un effet des plus regrettables et ce dommage a nui à la gravité de la cérémonie. »

À côté de cet enterrement tragi-comique, un bruit alarmant circulait sous le manteau. Des gens bien informés disaient que le corps du gouverneur avait été embarqué clandestinement sur « L'Irraouady » avant l'enterrement et que la cérémonie à laquelle on venait d'assister n'était qu'une mascarade. Enfin, à quelque temps de là, un entrefilet paru dans les « Tablettes des Deux Charentes » et reproduit trois mois après l'enterrement dans un journal local (« L'indochinois » du 22 janvier 1888) vint rassurer les plus sceptiques ; on lisait, en effet : « Le paquebot [221] « Natal », des Messageries maritimes, porteur des malles de l'Indochine, a quitté Aden le 17, en route pour Marseille. Le « Natal » ramène en France la dépouille mortelle de M. FILIPPINI, gouverneur de la Cochinchine. » Ce navire était bien parti de Saïgon après les funérailles !

Ainsi, le gouverneur FILIPPINI semble avoir fait plus de bruit à Saïgon au moment de sa mort qu'il n'en fit pendant sa vie.

À consulter :

— « L'Indochinois » (Saïgon, rues Turc et Catinat) du 30 oct. 1887 (annonce de sa mort). du 20 nov. 1887 (compte-rendu de l'enterrement et discours de Carabelli), du 22 janv. 1888 (arrivée prochaine du corps en France).

— « L'illustration », du 7 janvier 1888, p. 4 (catafalque).

— Registres de délib., t. 7, p. 16. Séance 28 déc. 1887 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 51, doc. 66.

Nota : Le défunt était officier de la Légion d'honneur et de l'Instruction publique, Grand-Croix de l'Ordre royal du Cambodge, Grand officier de l'Éléphant blanc de Siam, commandeur de l'Ordre de Charles-III d'Espagne et de celui de la Couronne d'Italie.

61. — FLANDIN. — Rue Pierre

5-7-C-E. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat à l'arroyo de l'Avalanche. (en direction NO.). Parallèle et à proximité de la rue de Verdun.

Cette rue était primitivement très courte ; elle allait de la rue Chasseloup-Laubat à la rue Colombier ; elle [222] s'appelait alors « Rue Nouvelle ». Mais, le 26 avril 1920, elle prit son nom actuel (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313) et jusqu'à nos jours, elle ne cessa de s'agrandir. Elle alla d'abord jusqu'à la rue Legrand-de-la-Liraye, puis, jusqu'à la rue de Champagne, puis, jusqu'à l'arroyo de l'Avalanche qui semble devoir l'arrêter définitivement. Elle a donc passé d'une longueur de 300 mètres à une longueur de 1.350 mètres.

Guerre 1914-18. — Le 18 juillet 1919, la mairie de Saigon fit paraître dans les journaux, pendant un mois, un avis à la population demandant de faire connaître à la municipalité les Saigonnais tués à l'ennemi, afin de commémorer leur souvenir en donnant leur nom à une rue de Saigon.

En plus des quelques réponses reçues à la mairie, relatives à des jeunes gens nés à Saigon — condition essentielle aux yeux des édiles pour avoir droit à la marque de reconnaissance envisagée —, trois autres propositions parvinrent concernant des jeunes Saigonnais, non nés dans cette ville. Pierre FLANDIN était du nombre. Cependant la demande fut acceptée à cause du père qui était un ancien docteur de la municipalité.

Pierre FLANDIN naquit à Bollène (Vaucluse), le 13 avril 1896. Il était soldat-aviateur lorsqu'il fut tué aux environs de Noyon (Oise), le 18 octobre 1917.

À consulter :

— Registre délib., t. 44, p. 303-304. Séance du 26 avril 1920.

— LAMAGAT : « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois » Sur le docteur FLANDIN, voir t. 2, p. 6-7.

[223]

62. — FLEURS. — Rue aux

9-10-E-F. — Cette rue est en réalité une ruelle. Formant une équerre elle joint le boulevard Charner au boulevard de la Somme et longe, par derrière, la sous-direction des Douanes.

Le nom fut donné à cette ruelle par arrêté du 2 juin 1871.

Tradition. — Le nom de « rue aux Fleurs » a été donné par euphémisme. Ce quartier appartenait autrefois à un riche Chinois, WANG-TAI, fixé à Saigon aux premiers jours de la conquête. Beaucoup de compatriotes logeant dans ces immeubles n'étaient pas très

respectueux des règles de l'hygiène ; aussi, la ruelle eut-elle rapidement la réputation justifiée d'exhaler de mauvaises odeurs : d'où le nom, plein de poésie, qui lui fut donné.

63. — FOCH. — Boulevard du Maréchal

7-8-A-B. — Orienté N-S. — Très courte avenue, sorte de carrefour sur lequel débouche de nombreuses rues. Elle commence à la jonction des rues Mayer, Foucault et du boulevard Albert-1^{er} et se termine 150 mètres plus loin (limite urbaine), au pont de Dakao (sur l'Avalanche). Le boulevard Lê-van-Duyet, qui lui fait suite, mène à Giadinh, et ne dépend pas de Saïgon. Ce dernier boulevard ne devra pas être confondu avec la rue du même nom, dont il sera question ultérieurement.

Le boulevard du Maréchal-Foch a été considéré, bien à tort, par la municipalité, comme une place. (Voir à ce sujet : reg. délib., t. 44, p. 298. Séance du 26 avril 1920).

Ce boulevard (ou place) était autrefois regardé comme la suite du boulevard Albert-1^{er} (qui s'appelaït alors bd. Luro). Son nom actuel lui fut donné par le [224] conseil municipal dans sa séance du 26 avril 1920 (Voir reg. délib., t. 44, p. 308). Il vient, d'ailleurs, de lui être enlevé par arrêté du 23 janvier 1943, pour prendre celui de « Dakao ».

Guerre 1914-18. — Ferdinand FOCH, « maréchal de France, né à Tarbes en 1851, mort à Paris en 1929. Sorti de l'École polytechnique dans l'arme de l'artillerie en 1873, il fut successivement lieutenant-colonel, professeur du cours de tactique à l'École supérieure de guerre, puis, comme général de brigade, commandant de cette école en 1907

« En 1914, au moment de la déclaration de guerre, il commandait, à Nancy le 20^e corps d'armée, avec lequel, sous les ordres de CASTELNAU, il prenait part à la « bataille des Frontières ». JOFFRE ayant remarqué la vigueur de son commandement, le mit, dès le 29 août, à la tête d'un détachement d'armée, chargé, pendant la retraite stratégique qui suivit cette bataille, d'assurer la liaison entre les 4^e et 5^e armées. C'est avec ce détachement d'armée, transformé peu après en IX^e armée, que FOCH contribua à la bataille de la Marne, par son action, énergique à Mondement, La Fère-Champenoise et aux marais de Saint-Gond. JOFFRE l'envoya ensuite diriger, en qualité d'adjoint au commandant en chef, les opérations connues sous le nom de « Course à la mer » au cours desquelles Foch eut, pour la première fois, l'occasion de coordonner l'action des troupes françaises, britanniques et belges. Commandant du groupe d'armées du Nord il présida, en 1915, aux offensives de printemps et d'automne en Artois. Dès cette époque, il indiquait, dans sa correspondance avec le général en chef, les moyens matériels en armement et munitions dont on aurait besoin [225] pour aboutir à la percée du front stabilisé. En 1916, il dirigea la « bataille de la Somme » où l'importance de la contribution avait dû être réduite par suite des prélèvements nécessités par la bataille de Verdun. Cette bataille de la Somme, si elle n'aboutit pas à la victoire stratégique espérée, n'en fut pas moins un beau succès tactique qui détermina, au printemps de 1917, le repli des Allemands sur la « position Hindenburg ». L'année 1917 se passa, pour FOCH, dans une demi-disgrâce au cours de laquelle il eut à étudier des collaborations avec la Suisse et avec l'Italie, en prévision d'une violation éventuelle par l'Allemagne du territoire neutre helvétique. Quand, en mai 1917, PÉTAÏN remplaça NIVELLE au commandement en chef des armées françaises, FOCH devint le conseiller technique du gouvernement, puis président du Comité interallié de Versailles, organe de coordination des efforts alliés. C'est en cette qualité qu'il eut, en 1917, à aller en

Italie, d'où sortit une formule élargie de la collaboration interalliée. De mars à mai 1918, devant la gravité de la situation résultant de l'attaque allemande sur Amiens, un nouvel effort fait dans le sens de la collaboration aboutit à la désignation de FOCH comme généralissime des troupes alliées, sur le front occidental d'abord, puis sur tous les fronts. L'Entente avait enfin son chef. Elle pouvait ainsi arrêter les offensives successives allemandes du printemps et de l'été 1918, puis, sans désemparer, ouvrir, à partir du 18 juillet la phase offensive de la « bataille de France ». De celle-ci devait sortir la victoire finale des Alliés et la capitulation en rase campagne de l'armée allemande, consacrée par l'armistice du 11 novembre 1918.

« FOCH, qui avait été promu maréchal de France en août précédent, recevait en outre les dignités de maréchal britannique et de maréchal [226] polonais. La victoire, si elle revint pour une part non négligeable à l'immense supériorité des ressources en hommes et en matériel dont disposèrent les Alliés à partir de juillet 1918, fut également due à la maîtrise avec laquelle FOCH sut mettre ses ressources en œuvre, à l'habileté de ses relations avec les généraux en chef des diverses nations, surtout à l'énergie de son caractère et à une volonté indomptable.

« Après la guerre, FOCH avait été élu membre de l'Académie française en 1919 ». (Larousse).

L'État français acquit sa maison natale, à Tarbes, le 18 août 1941.

De lui :

— Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-18, Paris, Plon-Nourrit, 1931 (2 tomes).

— De la conduite de la guerre. — La manœuvre pour la bataille, Paris, Berger-Levrault, 1915 (13 cartes et croquis).

Sur lui :

— Ouvrages généraux sur la guerre. Voir bibliog. « Argonne ».

— HERBILLON (Colonel) : « L'offensive Nivelle et la nomination de Pétain et de Foch (avril-mai 1917). Souvenirs d'un officier de liaison », « Revue de France », 1^{er} et 15 mai 1930.

— LE GOFFIC (Charles) : « Mes entretiens avec Foch, suivis d'un entretien avec le général Weygand », Paris, Éd. Spes, 1929, 230 pp.

— MADELIN (LOUIS) : « Foch », Paris, Plon, 1929, 269 pp.

— MAYER (Lieutenant-colonel Émile) : « Trois maréchaux : Joffre, Galliéni et Foch », Paris, Gallimard, 1928, 229 pp.

[227]

— PIERREFEU (Jean de) : « G.Q.G. Secteur 1. Trois ans au G.Q. G. », T. II. Pétain, organisateur de la victoire : Foch et Pétain, Paris, Editions de France, illustrées, 1920, 249 pp.

— RECOULY (Raymond) : « La bataille de Foch », Paris, Hachette, 1920, 188 pp.

— RECOULY (Raymond) : « Le mémorial de Foch ; mes entretiens avec le maréchal », Paris, Éd. de France, 1929, 343 pp.

TARDIEU (André) : « Avec Foch (août-nov. 1914) », Paris, Flammarion, 1939, 283 pp.

6-7-C-D. — Orientée NO-SE — Petite rue joignant la rue Richaud à la rue Jauréguiberry. Elle est parallèle à la rue Eyriaud-des-Vergnes et dans son voisinage immédiat.

Cette rue a dû être faite en 1908 (Voir reg. délib., t. 21, p. 235. Séance du 18 nov. 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 358, doc. 739).

Le nom d'Alphonse FOLLINOT, donné le 26 avril 1920, fut le premier que porta cette rue. (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313. Séance du 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Le 18 juillet 1919, la mairie de Saigon fit paraître dans les journaux, pendant un mois, un avis à la population demandant de faire connaître à la municipalité les Saigonnais tués à l'ennemi, afin de commémorer leur souvenir en donnant leur nom à une rue de Saigon. Il y eut sept propositions, dont une concernant Alphonse FOLLINOT.

Le tome 44 des registres de délibérations nous apprend, page 302 que. « Alphonse FOLLINOT, [228] fils d'un professeur de Cochinchine, est né à Saigon, le 4 juillet 1890 et qu'il fut tué, comme sous-lieutenant, à Lihons-en-Santerre, le 30 octobre 1914 ».

65. — FONCK.— Rue

9-10-F. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Jean-Eudel à la rue Heurteaux (Elle débouche dans la rue Jean-Eudel devant la porte des Messageries maritimes).

Cette rue s'appelait « rue des Messageries maritimes ». Elle prit son nouveau nom le 26 avril 1920 (Voir reg. délib., t. 44, p. 310).

Guerre 1914-18. — René FONCK naquit à Saulcy-sur-Meurthe, le 27 mars 1894. Pendant la guerre de 1914-18, il se classa parmi les premiers aviateurs pour le nombre des avions ennemis abattus. En effet, 75 furent homologués et 52 tombèrent en dehors de tout contrôle officiel : ce qui porte le chiffre de ses victoires effectives à 127.

— Après la guerre, étant encore tout auréolé de gloire, il fut élu député des Vosges (1919-24)

Actuellement colonel d'aviation, FONCK fut reçu en audience particulière par le maréchal PÉTAINE, le 20 mars 1942. (Voir « La Dépêche », 21 mars 1942).

De lui :

— Mes combats (Portrait en première page), Paris, Flammarion, 1920, 252 pp.

[229]

66. — FOUCAULT. — Rue de

7-8-A-B. — Orientée E-O. — Unit le boulevard Paul-Bert au boulevard du Maréchal-Foch. (Quartier de Dakao).

Précédemment, « rue n° 35 ». Elle prit le nom de « rue de Foucault », le 30 mars 1906. (Voir reg. délib., t. 16, p. 221 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794).

Conquête(-?-). — DE FOUCAULT (Louis, François) vint en Cochinchine avec la flotte de l'amiral CHARNER, en 1861. Il était lieutenant de vaisseau et commandant en

second du « Laplace ». Au moment de l'attaque des lignes de Ki-hoà, le 25 février 1861, il fut blessé alors qu'il commandait la 4^e compagnie des marins débarqués (Voir PALLU DE LA BARRIÈRE, p. 85, 251 et 276).

Un rapport de l'amiral BONARD, en date du 26 décembre 1861, au sujet de la prise de Biênhoà, mentionne un chef d'escadron d'état-major, de ce nom : il ne s'agit pas du même personnage.

L'annuaire de 1880 donne un DE FOUCAULT, officier de la Légion d'honneur, commandant du « Tilsitt », capitaine de vaisseau, commandant la station navale de l'Indochine ; en même temps, directeur de l'arsenal. BRÉBION, dans la « Revue indochinoise » de 1911, deuxième semestre p. 486, note 2, assure que c'est le même officier qui fut blessé à Ki-hoà en 1861 : c'est possible, mais il faut souvent se méfier des affirmations de BRÉBION, affirmations qui ne résistent pas toujours aux vérifications minutieuses.

Sur lui :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 85, 251, 276.

[230]

— Annuaire de 1880. — Personnel marine.

— BONARD : « Expédition de Cochinchine : prise de Biên-hoà ». (Voir bibliographie Bonard).

67. — FROSTIN. — Rue

6-7-A-B. — Orientée approximativement N-S. — Courte rue joignant la rue Paul-Blanchy au boulevard Paul-Bert, près de l'endroit où le boulevard Paul-Bert débouche lui-même dans la rue Paul-Blanchy.

Cette rue portait le n° 42 jusqu'à la séance du conseil municipal du 30 mars 1906, qui lui donna son nom actuel (Voir reg. délib., t. 16, p. 221 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2., p. 405, doc. 794)

Conquête (1841-1861). — FROSTIN (Alexandre, Louis, Marie, Anne) naquit à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), le 23 juin 1841. C'est comme aspirant de marine de 2^e classe qu'il accomplit sa campagne d'Extrême-Orient.

En 1861 il vint en Chine, à bord de « L'Impératrice-Eugénie » comme attaché à l'état-major de l'amiral CHARNER. Puis, il prit part à la conquête de la Cochinchine.

Au moment de l'attaque des lignes de Ki-hoà les 24 et 25 février 1861, il était deuxième sous-lieutenant de la compagnie des marins abordeurs que commandait le lieutenant de vaisseau PALLU DE LA BARRIÈRE. À cette sanglante journée, l'aspirant fut grièvement blessé, mais il resta quand même à son poste. Cependant, quand la troupe se lança à la poursuite de l'ennemi, FROSTIN dut être évacué sur l'ambulance de Choquan. Il y décéda le 6 mars 1861, à 7 heures du soir.

Il n'avait pas encore vingt ans !

[231]

À consulter :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 85, 249, 277, 327

— Actes de décès de l'ambulance de Choquan (Mairie de Saigon).

68. — FRYATT. — Rue du Capitaine

9-D. — Orientée NE-SO. — Unit la rue Paul-Blanchy à la rue Pasteur. Longe le côté Nord des bureaux de la Compagnie des eaux et électricité.

Cette petite rue était sans nom. Elle fut baptisée du nom du capitaine FRYATT, par le conseil municipal, dans sa séance du 26 avril 1920, alors que c'était celui de « Lusitania » qui était proposé. (Voir reg. délib., t. 44, p. 308).

Guerre 1914-18. — Dans la « Notice historique... » (édition de 1927), nous lisons : « FRYATT, capitaine anglais commandant du « Lusitania » lors de son torpillage par un sous-marin allemand. »

Les registres de délibérations du conseil municipal ne donnent aucune explication biographique au sujet de FRYATT. Les journaux de Saïgon datant de l'époque du torpillage ne mentionnent pas le nom du commandant du bateau. « L'Illustration » du 15 mai 1915 indique comme commandant, TURNER et ne fait aucune allusion à FRYATT. Il paraît donc difficile de compléter ou même de vérifier les explications laconiques données par la « Notice historique... »

Quant au torpillage, voici les faits brièvement rappelés :

Le paquebot anglais « Lusitania » qui était, à l'époque de sa construction, le plus grand du monde, appartenait à la compagnie CUNARD. Il était affecté à la ligne Liverpool-New-York.

[232] Au cours de son premier voyage pendant la Grande Guerre, il fut torpillé sans préavis, par un sous-marin allemand, le 7 mai 1915, au large de Kinsale (Irlande), à 2 heures 1/2 de l'après-midi. Dès qu'il fut touché, il lança un radiogramme pour demander du secours. Quatre navires et cinq chalutiers lui furent envoyés de Queenstown ; de plus, vingt de ses embarcations avaient été mises à la mer. Mais le paquebot ayant coulé en vingt minutes, les secours n'eurent pas tous le temps d'arriver sur les lieux du sinistre et 1.198 personnes furent englouties sur les 1.900 qui se trouvaient à bord.

À consulter :

— « L'Opinion », 9-10 mai et du 12 mai 1915.

— « L'Illustration », 5 mai 1915 : gravures, p. 485, 488, 489 ; texte, p. 508.

69. — GAGE. — Rue

11- 12-G-H. — Orientée approximativement N.-S. — Joint la rue Jean-Eudel au quai de l'Yser (rivière de Saïgon). Se trouve dans l'enceinte de la Compagnie des Chargeurs réunis, à proximité de l'embouchure du canal de dérivation.

Cette rue, d'abord sans nom, fut baptisée par le conseil municipal dans sa séance du 23 juin 1930 (Voir reg. délib., t. 56, p. 293 à 295)

Commerce (1860-1921). — Nous lisons dans le registre de délibérations ci-dessus mentionné la note suivante concernant [Louis GAGE](#) et Victor ASCOLI : « ... Nous pourrions honorer la mémoire de deux anciens présidents de la Chambre de commerce et du conseil d'administration du Port, décédés, en donnant aux deux premières rues sans nom celui de Victor ASCOLI [233] et Louis GAGE. Ce sont deux hommes qui ont créé et dirigé ici d'importantes affaires ; ils ont, à ce titre, joué un rôle considérable dans

la vie commerciale de ce pays ; ils jouissaient d'une réputation d'hommes intègres et ont participé, dans une très large mesure au développement du trafic du port de Saigon. »

L'initiative de cette dénomination vient du conseil d'administration du port. (Voir le P.V. de sa 112^e séance, en date du 3 avril 1930).

La Maison DENIS frères d'Indochine a eu l'obligeance de nous adresser — sur notre demande — le *curriculum vitæ* suivant, concernant Louis GAGE.

« M. GAGE est né à Saint-Brieuc en 1860.

À 16 ans il entre dans une maison de commerce, puis fait quatre ans de service militaire et est libéré comme sous-officier. Il revient ensuite au commerce, et, en 1889, sous le patronage de la Chambre de commerce, il entre à la maison DENIS frères à Bordeaux.

Quatre ans après, en 1893, il est chargé de la direction des comptoirs d'Haïphong et de Hanoï et il a conservé cette direction jusqu'en 1906. La multiplicité de ses connaissances lui permet d'assurer, pendant cette période, en dehors des affaires d'importation et d'exportation de sa maison, les services de l'agence de la Compagnie nationale de navigation : il crée l'agence des Chargeurs réunis. »

En 1905, en récompense des services rendus, la Maison DENIS frères change son titre de fondé de pouvoirs et le fait associé.

Ses mérites ne furent pas seulement appréciés par sa maison ; il fut appelé à siéger comme vice-président, puis président de la Chambre de commerce de Haïphong, membre du Conseil du contentieux et du Conseil supérieur de [234] l'Indochine, juge au tribunal de commerce et vice-président de la Commission municipale de Haïphong.

En 1906, après un séjour en France, il est appelé à diriger la Maison DENIS Frères à Saigon, et il a conservé cette direction jusqu'au jour, tout récent encore, où nous sommes allés le conduire au bateau qui l'emportait en France.

Dès son arrivée à Saigon, il fut désigné pour faire partie de la Commission municipale où il siégea comme vice-président. Élu membre de la Chambre de commerce de Saigon, il présida notre compagnie de 1910 à 1912.

Il fut, enfin, à Saigon, consul des États-Unis, du Siam et du Danemark.

L'énumération sommaire des multiples manifestations de l'activité de M. GAGE montre la grande place qu'il a occupée en Indochine.

C'est lui qui fit obtenir aux Chambres de commerce la personnalité civile accordée par l'arrêté du 14 novembre 1901. Il obtint pour la Chambre de commerce de Haïphong la gestion des docks de Haïphong qui ont été organisés par un Maître et font l'admiration des Français et des étrangers.

Il fut le principal artisan de l'organisation du port de commerce de Saigon, sous la direction d'un conseil d'administration indépendant.

Chevalier de la Légion d'honneur en 1911, il reçut, en 1920, la rosette d'officier.

M. GAGE meurt au début de 1921, sans avoir pu jouir du fruit d'un labeur opiniâtre et persévérant accompli pendant près de 30 années en Indochine.

[235] Sa disparition met en deuil les Chambres de commerce de Haïphong et de Saigon, qui ne sauraient oublier leur ancien président, dont les initiatives nombreuses furent toujours heureuses et qui a puissamment contribué à la prospérité du commerce français en Indochine. »

À voir :

— Reg. délib., t. 56, p. 293 à 295. Séance du 23 juin 1930.

— P.V. du conseil d'administration du port de commerce de Saigon. Séance du 3 avril 1930.

70- — GALLIÉNI. — Boulevard

6-8-E-H. —Orientée NE-SO. — Unit Saigon à Cholon. C'est la suite du boulevard Bonard, mais la perspective est interrompue par les arbustes de la place Cuniac (Halles centrales) et par l'extrémité sud de la gare qui pénètre en coin dans cette immense avenue.

Jusque vers 1914, de grands marais s'étendaient au S.O. de la gare actuelle des chemins de fer. La rue des Marins, artère principale de Cholon, s'avancait en direction de Saigon, mais s'arrêtait, elle aussi, dans le marécage.

Le 19 octobre 1904, le maire de Cholon fit demander au maire de Saigon, par l'intermédiaire du gouverneur de la Cochinchine, si le conseil municipal serait d'avis de prolonger le boulevard Bonard jusqu'à sa rencontre avec le rue des Marins. Cette suggestion fut alternativement acceptée et refusée par Saigon, et, pendant 12 ans, aucun travail ne fut entrepris. En 1916, ou peu après cette époque, l'emplacement du boulevard fut enfin remblayé. Pendant dix ans, un mauvais chemin de latérite assura la liaison entre les deux centres urbains. C'est en 1928 que le boulevard fut [236] normalement aménagé. Sa largeur fut portée — suivant les possibilités — à 15 ou à 20 mètres, empierré de granit, goudronné et doté d'un éclairage axial. Sa longueur totale est de 3 km. 500. Il est muni d'une double voie de tramways électriques.

Pour la construction du boulevard Galliéni, voir :

— Reg. délib., t. 21, p. 251 à 254 et 256-57. Séance 18 novembre 1908, ou Baudrit : t. 2. p. 371 à 376, doc. 856.

— Reg. délib., t. 23, p. 270. Séance 30 mai 1910. — Baudrit, t. 2, p. 376, doc. 757

— Reg. délib., t. 23, p. 258-59. Séance 30 mai 1910. — Baudrit, t. 2, p. 377, doc. 758

— Reg. délib., t. 36, p. 103-06. Séance 15 oct. 1915. — Baudrit, t. 2, p. 378, doc. 759

— Reg. délib., t. 37, p. 50-51. Séance 27 janv. 1916. — Baudrit, t. 2, p. 378, doc. 759

Ce boulevard prit le nom de Galliéni, dès le 10 août 1916. (Voir reg. délib., t. 37, p. 321 à 327. — Baudrit, t. 2, p. 418 à 22, doc. 806).

Guerre 1914-18. — Joseph, Simon GALLIÉNI naquit à Saint-Béat (Haute-Garonne), le 24 avril 1849. Il sortit de Saint-Cyr en 1870 et entra dans l'infanterie de marine. Il commença dès lors une brillante carrière qui peut se diviser en quatre parties :

1) **En Afrique.** — En 1879, étant capitaine depuis l'année précédente, il est envoyé sur les bords du Niger. Le ministre de la Marine, connaissant sa valeur, le charge en 1880, de renouer des relations avec AHMADOU, sultan du Ségou. Il arrive auprès de lui et demeure un certain temps dans une captivité déguisée. Mais, en 1881, il obtient un traité qui réserve à la France exclusivement un régime de faveur [237] dans le commerce du Haut-Niger. La « Société de géographie » lui décerna une médaille d'or pour le récompenser de ce succès.

Sa mission finie, il est nommé commandant supérieur des troupes du Sénégal. Il est déjà lieutenant-colonel.

2) **En Asie.** — Le voici sur la frontière de Chine. Le 19 juin 1894, il signe à Long-Tchéou, avec les délégués chinois, un traité de ratification de frontière entre le Tonkin et le Quang-Si.

C'est au Tonkin, en 1896, qu'il est nommé colonel. Il commande le deuxième territoire militaire alors troublé par les bandes du DE-THAM, qui opèrent dans le Yen-Thé. Il pacifie le pays et persuade au chef pirate de faire sa soumission. Celui-ci se rend aux autorités françaises qui lui assignent la résidence à Bac-Ninh.

Il rentre en France et est nommé général de brigade.

3) **À Madagascar.** Pour GALLIÉNI, cette année 1896 est décidément fertile en événements. En effet, avant qu'elle ne s'achève, il est nommé gouverneur général de Madagascar. L'île, ayant à sa tête la reine RANAVALO, est en effervescence. Par d'habiles mesures, il brise les résistances, se saisit de la reine et l'exile à la Réunion. Ensuite, il emploie toute son activité à mettre la Grande-Île en valeur. Dans plusieurs ouvrages, il a exposé les principes de son administration et les résultats obtenus. Il revient en 1905, étant resté neuf ans consécutifs à la tête de cette importante colonie.

4) **En France.** — Un décret du 12 octobre 1908 récompense ses éminents services en le [238] nommant gouverneur général honoraire. Il dirige alors le XIII^e corps d'armée. Le 8 août 1909, il prend le commandement du XIV^e corps et est nommé gouverneur de Lyon. Puis, il est membre du Conseil supérieur de la guerre. Mais, en 1913, atteint par la limite d'âge, il passe dans le cadre de la réserve.

1914. — Voici la guerre !... GALLIÉNI reprend son service. Le 26 août, il reçoit le commandement de la place et de l'armée de Paris. Outrepassant, dit-on, la mission qu'il a reçue (celle de défendre Paris), il jette de sa propre initiative la VI^e armée française (MAUNOURY) sur le flanc de l'armée VON KLUCK : c'est la « bataille de l'Ourcq », préliminaire de la « bataille de la Marne. » Là, est son principal titre de gloire dans cette guerre.

Il est ministre de la Guerre, du 28 octobre 1915 au 17 mars 1916. Mais, malade, il doit cesser toute activité. Il meurt deux mois plus tard, le 27 mai 1916, à Versailles. En 1921, le gouvernement français, voulant récompenser ses services, le fit maréchal à titre posthume.

Trois mois après sa mort, la municipalité de Saigon donnait à une des artères les plus importantes de la ville, « le nom du chef éminent que fut le général GALLIÉNI, dont la gloire est devenue mondiale dès que les détails de la bataille de la Marne ont été connus de tous ».

De lui :

— Mission d'exploration au Haut-Niger, Paris, 1885.

— Deux campagnes au Soudan, Paris, 1890.

— Trois colonnes au Tonkin (1894-96), Paris, Chapelot, 1899, br. 8.

[239]

— La pacification de Madagascar, Paris, 1899.

— Madagascar, de 1899 à 1905, Paris, 1905.

— Mémoires du général Galliéni. — Défense de Paris (25 août-11 sept. 1914), Paris, Payot, 1920, 269 pp.

Sur lui :

(C'est son œuvre coloniale qui est la plus étudiée).

— ANONYME : « Les généraux de l'Armée française », Paris, Lavauzelle, in-4, 1904, « La France militaire », 7 février 1906.

— BERTAUX (E.) : « Le colonel Galliéni « résident » de Sept-Pagodes, Moncay, Lang-Son et Cao-Bang (1893-95) », « Indochine » (hebdomadaire), 3 juin 1943, p. 3 à 6 (1 portrait, 1 carte) ; 10 juin 1943, p. 3 à 6 (1 carte).

— BRUNET « L'œuvre de la France à Madagascar : Galliéni », Paris, 1903.

— DOMINIQUE (Pierre) : « 1914. La Marne », Paris, Taillandier, sans date.

— ELLIE (Lieutenant) : Le général Galliéni. — Le Tonkin. Madagascar », Paris, 1900.

— GHEUSE (P.B.) : Galliéni (1849-1916), Paris, Fasquelle, 1922, 248 pp.

— GRANDIDIER (G.) : « Le Myre de Vilers, Duchesney, Galliéni : quarante années de l'histoire de Madagascar », Paris, 1924.

— HELLOT : « La pacification de Madagascar », Paris, 1909.

— HESSE (Jean). « Le général Galliéni », « Revue de Paris », 15 sept. 1896.

[240]

— JOFFRE : « Mémoires » (1910-17), Paris, Plon, 1932.

— LYAUTEY : « Dans le Sud de Madagascar », Paris, 1903.

— LYAUTEY : « Lettres du Tonkin et de Madagascar », Paris.

— MAYER (Ltt-colonel) : « Trois maréchaux : Joffre, Galliéni, Foch », Paris, Gallimard, 1928, 229 pp.

71. — GALLIMARD. — Rue

7-8-A B. — Orientée approximativement E-O. — Joint le boulevard du Maréchal-Foch à la rue Martin-des-Pallières. Rue courte, parallèle à l'Avalanche. (Quartier de Dakao).

Cette rue portait le n° 32. Elle prit son nom actuel, le 30 mars 1906. (Voir reg. délib., t. 16, p. 221. Séance du 30 mars 1906 ou Baudrit, t. 2, p. 405, doc. 794)

Conquête (1825-1908). — Jacques, Léon GALLIMARD naquit à Meaux (Seine-et-Marne) le 14 avril 1825. Il entra à l'École polytechnique le 1^{er} novembre 1845. À sa sortie, il choisit le Génie et fut sous-lieutenant dans cette arme le 1^{er} octobre 1847.

Il est capitaine, lorsque, le 17 février 1859, le corps expéditionnaire de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY arrive devant Saïgon. Au moment de l'attaque de la citadelle, il est chargé de la destruction de certains ouvrages, mission qu'il exécute sous la protection des troupes espagnoles du lieutenant-colonel PALANCA.

Après la prise de la place, l'amiral lui confie le soin de remettre en état le fort du Sud, afin de loger la garnison numériquement trop faible [241] pour occuper la citadelle désormais entre nos mains. Puis, après le guet-apens du Peï-Ho (1860), il remonte en Chine avec les troupes françaises qui y sont envoyées. Il assiste sans doute au combat de Palikao, entre à Pékin et est, de ce fait, cité à l'ordre du jour.

La paix signée avec la Chine, il revient en Cochinchine sous les ordres de l'amiral CHARNER qui a mission de développer la conquête amorcée par RIGAULT DE GENOUILLY. Il participe alors à la bataille de Ki-hoà, dirigeant la colonne de gauche composée de marins débarqués (24-25 février 1861) et est, à nouveau, cité à l'ordre du jour. Cette même année, il est promu au grade de commandant. C'est vers cette époque qu'il creuse, dans la cité malsaine de Saïgon, un large canal destiné à drainer les marécages pestilentiels. Ce canal, qui a toujours porté son nom, est devenu le boulevard Bonard.

Au moment de la guerre franco-allemande, il est fait prisonnier à Metz (1870) ; il est alors lieutenant-colonel. Devenu général en 1877, il commande à Rennes la 38^e brigade d'infanterie. Puis, il est nommé directeur de l'École polytechnique, poste qu'il quitte pour celui de directeur du Génie au ministère de la Guerre. Il est rayé des cadres de l'activité, le 14 avril 1887

Il meurt à Paris le 5 décembre 1908 et est inhumé à Maisons-Laffitte.

Nota : Ne pas confondre Jacques, Léon GALLIMARD avec Paul, Édouard GALLIMARD qui, lui aussi, termina sa carrière comme général. Il mourut en 1907 et fit les mêmes campagnes de Chine, de Cochinchine et de France : seule différence, celui-ci était dans l'infanterie.

[242]

À consulter :

— BAZANCOURT (Baron de) : « Les expéditions de Chine et de Cochinchine d'après les documents officiels ». 1^{re} partie 1857-58, Paris, Amyot, 1861, III + 426 pp. ; 2^e partie 1858-59, Paris, Amyot, 1862, VIII + 413 pp.

— BOUINAIS ET PAULUS : « L'Indochine française contemporaine... », t. 1, Paris, Challamel, 1885, 2 vol. XIII + 582 & 838 pp. Nb. illustrations.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », (Voir p. 66), Paris, Hachette, 1866 et Paris, Berger-Levrault, 1888, 365 pp.

72. — GARCERIE. — Rue

7-8-B-C. — Orientée NO-SE. — Joint la place du Maréchal-Joffre à la rue Mayer.

Cette rue s'appelait « rue Catinat prolongée ». Elle prit son nom actuel le 24 février 1897 (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95 ou Baudrit, t. 2, p. 399-400, doc. 788). La partie la plus lointaine du centre de la ville était, en 1887, dans un état déplorable. Les habitants adressèrent une pétition au maire ou au directeur de l'Intérieur pour la réfection de cette artère (Voir reg. délib., t. 6, p. 442. Séance du 4 mars 1887, ou Baudrit : t. 2, p. 350, doc. 727).

Conseiller colonial (1836-1890). — Les « Annales de l'Académie des Sciences coloniales », (t. VIII, p. 171), résumant ainsi la vie de Raphaël GARCERIE :

« Né le 6 octobre 1836 à Saint-Laurent de Cerdagne (Pyrénées-Orientales). Mort à Saïgon le 10 novembre 1890. Il arriva en Cochinchine en 1862, comme employé des Postes et [243] télégraphes, puis devint colon. Marchand de bois, il parcourut particulièrement les régions du Nord du Cambodge dont, le premier, il signala les mines de fer. Il obtint même du roi NORODOM, la concession de l'exploitation pendant quinze ans des dites mines, à Kompong-Soai (1875). Malheureusement, la révolte du prince Si VATHA ne lui permit point de la réaliser. Attaqué par le prince rebelle vers Kompong-Thom en 1876, il se replia sur Oudong. Il devint fournisseur de traverses pour le chemin de fer Saïgon-Mytho (1880-85) et monta une scierie mécanique à Tan-Chau sur le Mékong, dans la province de Chaudoc.

Nommé conseiller colonial, il en fut, jusqu'à sa mort le vice-président. Avec, son ami intime Paul BLANCHY, il resta un des principaux représentants de la politique BLANCSUBÉ (député) qu'il défendit à la tribune et dans la presse locale.

Poète à ses heures, il demeura fidèle à la veste et au béret catalans. Il ne quitta point la colonie son pays d'adoption. Il fut l'ami très cher d'Auguste PAVIE, l'ami dévoué de Francis GARNIER et d'HARMANT. »

De lui :

— Discours prononcé dans la séance du 8 juin 1884, au conseil colonial de Cochinchine, en faveur de la création de deux lignes de bateaux à vapeur reliant Pnom-Penh à Battambang et à Samboc, Saigon, br. in-8, 1884
— L'emprunt de 100 millions, Saigon, Impr. commerciale, in-8, 1888.

Sur lui :
— PAVIE (Auguste) : Mission Pavie (1879-95). — Géographie et voyages. I. — Exposé des travaux de la Mission, p. 59 à 62.
[244]
— Le « Cochinchinois », 27 oct. 1890 (Nécrologie)

Portrait :
— PAVIE : « Mission... », t. 1, p. 62.

73. — GARROS. — Rue Roland

7-8-D-E. Orientée NO-SE. — Joint la rue d'Espagne (devant les Halles) à la rue Taberd (anciennes écuries du gouvernement général).

Aussitôt son percement, cette rue s'est appelée « rue de Poulo-Condore » (arrêté du 2 juin 1871). Le conseil municipal lui donna le nom de « rue Aviateur-Garros » dans sa séance du 28 février 1919, nom qui fut modifié par la suite en « rue Roland-Garros » (Voir reg. délib., t. 43, p. 24-25- Séance du 28 février 1919).

Aviateur (1888-1918). — Roland GARROS naquit le 6 octobre 1888 à Saint-Denis de la Réunion. Peut-être vécut-il à Saigon jusqu'en 1900, ce qui expliquerait pourquoi le maire l'appelle « un enfant du pays » (Reg. délib., t. 21, p.218 à 224 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 26 à 30, doc. 32). À cette époque, il vint en France pour faire ses études au collège Stanislas. Déclaré tuberculeux, il partit sur la Côte d'Azur, fit exclusivement du sport : cyclisme, football, tennis, retrouva la santé et revint à Paris terminer ses études ; il fit son droit et suivit les cours des Hautes Études Commerciales ; puis il monta un commerce d'automobiles. Mais, l'aviation était née et il se sentait attiré vers cette dernière découverte.

[245] Il acheta une « demoiselle » Santos-Dumont et fit une tournée en Amérique. Revenu en Europe, il se lança, en 1911, dans les compétitions : il fut 2^e dans Paris-Madrid, 2^e dans Paris-Rome et 2^e dans le Circuit européen. Il s'attaqua ensuite au record d'altitude cherchant à améliorer ses propres performances : le 4 septembre 1911, il atteignit 4.250 mètres ; le 11 décembre de la même année à Tunis, il montait à 5.610 mètres. Après cela, il participa à de nombreux raids et meetings et enfin — exploit sans précédent — traversa la Méditerranée de Saint-Raphaël à Bizerte (800 km.) le 25 septembre 1913.

*
* *
*

Lorsque éclate la Grande Guerre, il est mobilisé à l'escadrille M.S. 23. Il conçoit et réalise le tir à travers l'hélice de l'avion, ce qui constitue une grande découverte. Sans spécialité, il fait indifféremment la chasse et le bombardement, mais son activité

aérienne ne devait pas durer longtemps : le 1^{er} avril 1915, il abat son premier avion en Belgique et le 8 du même mois, une panne l'oblige à atterrir près de Courtrai, où il est fait prisonnier. Il ne parvient à s'évader qu'en février 1918, mais le récit de son évasion (évasion précédée d'une tentative infructueuse) vaut la peine d'être lue (Voir bibliographie ci-dessous) : elle montre chez GARROS des qualités d'intelligence, de ressource et de hardiesse certainement peu communes chez les individus. À son arrivée en France, il est décoré de la rosette de la Légion d'honneur, et est l'objet d'une citation fort élogieuse (7 mars 1918).

Tout d'abord employé à la construction. d'avions, il ne tarde pas, sur son insistance, à [246] repartir pour le front. Hélas ! le 16 octobre 1918, l'agence WOLFF publie la note suivante « L'officier-aviateur GARROS a été abattu mortellement dans les lignes allemandes le 5 octobre... »

Quelques jours après que fut connue cette nouvelle, les troupes françaises entraient à Vouziers. Elles découvraient dans la partie S. O. du cimetière civil, la tombe du grand aviateur, celui qui avait si grandement honoré les ailes françaises.

Sur lui :

— « L'Opinion », 9 octobre 1918 (Sur sa disparition).

— MORTANE (Jacques) : « La chevauchée des mers : Blériot, Garros, Lindbergh », Paris, Baudinière, 1927, 287 pp.

— MORTANE (Jacques) : « La guerre des ailes (1914-1918) ». — Traqués par l'ennemi (p. 17 à 40), Paris, Baudinière, 1929, 313 pp.

Portraits :

— La chevauchée des mers : p. 33 et 96.

Nota : Le père de notre héros était avocat-défenseur à Saïgon. Son étude était à l'angle des rues Do-huu-Vi et Pellerin. Il quitta Saïgon en 1920 et se retira à Marseille. où il vit encore actuellement (1941), âgé de 85 ans. Il eut en 1909, un duel avec OUTREY, alors administrateur des services civils, dont on peut lire le compte-rendu dans « L'Indochine libérale », du 4 janvier 1909.

[247]

74. — GÉNIBREL. — Rue du R.P.

7-A-B. — Unit la rue Foucault à la rue Barbier (Quartier de Dakao). Artère de peu d'importance, elle ne figure pas sur le plan, par suite d'un oubli du lithographe.

Cette rue porta le n° 40 jusqu'au début de 1943. Un arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier de cette même année, paru au *J.O. de l'I. F.* du 30 janvier, p. 291-292 lui attribua le nom de R.P. GÉNIBREL.

Ecclésiastique (1851-1914). — Jean, François, Marié GÉNIBREL naquit à Castres (Tarn) le 20 avril 1851 : il était l'aîné de 12 enfants. D'abord élève au petit séminaire de Castres, il entra ensuite au séminaire des Missions étrangères et fut ordonné prêtre le 22 mai 1875. Dès le 4 juillet, il fut dirigé sur la Cochinchine et débarqua à Saïgon au commencement du mois d'août.

Destiné à la Cochinchine occidentale, il fut d'abord vicaire à Mac-Bac. Là, il eut l'occasion d'assister de nombreux chrétiens atteints par une forte épidémie de choléra

qui dévasta la région, à la fin de 1877 et au commencement de 1878, Puis il fut nommé curé de Phu-Hiêp, près de Cai-Mong et employa son activité à construire une église, qui fut d'ailleurs détruite par le typhon du 1^{er} mai 1904

C'est en 1883 qu'il termina sa vie de « brousse ». À cette époque, il fut nommé à l'imprimerie des Missions à Tân-Dinh. Cet établissement, fondé par EVEILLARD et dirigé par celui-ci, formait des orphelins au métier d'imprimeur. Quand EVEILLARD mourut, en avril de cette même année, ce fut le Père GÉNIBREL qui dirigea l'atelier. Chaque matin, il se levait à 4 h. 1/2 et entre le moment de ses devoirs religieux et l'ouverture de son imprimerie, il faisait une promenade à [248] cheval d'une heure ; il était bon cavalier et les indigènes le prenaient pour un ancien officier. En 1902, il abandonna l'imprimerie, pour devenir curé de Tân-dinh.

Sous un aspect un peu rude, il cachait un excellent cœur. Quand certains paroissiens lui demandaient à « emprunter » de l'argent, il faisait ses réflexions à haute voix : « On vient encore me taper !... » mais il donnait le secours demandé. Vif par nature, il chercha toute sa vie à combattre ce défaut et put, avec l'âge, devenir relativement patient.

Atteint par les premiers symptômes de la tuberculose en 1910, il eut une nouvelle alerte en 1913. Il quitta alors Saigon et voyagea à Singapour et à Pinang pendant trois mois. Mais ce changement d'air ne lui procura pas le mieux escompté et il comprit bientôt qu'il était perdu. Le 24 mai 1914, il entra dans une agonie douce et paisible et expira le lendemain 25 mai, à 7 h. 1/2 du matin.

Le Père GÉNIBREL avait une grosse popularité à Saigon et c'est en raison de cela que son nom fut attribué à une rue du quartier où il vécut plus de trente ans.

De lui :

- Petit dictionnaire annamite-français.
- Lexique français-annamite.
- Grand dictionnaire annamite-français, 1896.
- Dictionnaire français-annamite (inachevé),

À lire :

ANONYME : Société des Missions étrangères. — Compte-rendu des travaux de 1914 », Paris, séminaire des Missions étrangères, 128 rue du Bac, 1915.

[249]

75. — GRAND-COURONNÉ. — Rue du

6-H. — Orientée NO-SE. — Joint le boulevard Galliéni au quai de Belgique (arroyo Chinois) près de la centrale électrique. Est la continuation, dans sa partie Sud, de la rue de Nancy. Ces deux rues de Nancy et du Grand Couronné forment, dans ce quartier, la limite urbaine entre Saigon et Cholon.

La rue du Grand. Couronné s'appelait autrefois la « Route de Tânhoà » ou aussi, la « Route limite ». Le conseil municipal lui donna son nom actuel dans sa séance du 26 avril 1920. (Voir reg. délib., t. 44, p. 312).

Par arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I. F.* du 30 janvier, le nom de « Grand-Couronné » a été supprimé et remplacé par celui de « Nancy. » (parcours unifié), ces deux noms se partageant une même rue, comme il est dit précédemment.

Guerre 1914-18. « Le Grand-Couronné est un ensemble de hauteurs et de plateaux, du département de la Meurthe-et-Moselle, situé sur la rive droite de la Moselle et de la Meurthe, au N.E. de Nancy. Cette partie, des « Côtes de Moselle » domine la vallée de la Seille et décrit en avant de la capitale de la Lorraine une sorte de demi-couronne, depuis les abords de Pont-à-Mousson (colline Sainte-Geneviève) jusque vers le confluent du Sanon avec la Meurthe. Le point est par 447 mètres aux sources de la Natagne » (Larousse).

La bataille du Grand-Couronné fut « livrée du 6 au 12 septembre 1914 sur les hauteurs au nord de Nancy. Elle contribua à assurer le pivot de la manœuvre conçue par JOFFRE dans la bataille de la Marne. Une première fois, notre victoire de la trouée de Charmes (25-26 août 1914) avait, en Lorraine, sauvé la situation, et [250] empêché l'ennemi de réaliser la manœuvre en tenaille de son grand plan initial. De nouvelles offensives allemandes, réitérées sur Nancy, sur la Mortagne, sur Saint-Mihiel allaient tenter de réussir cette manœuvre.

« Après son offensive victorieuse, la II^e armée, de CASTELNAU, avait atteint le front de Pont-à-Mousson à la Mortagne et disposait les 59^e et 68^e divisions de réserve sur le Grand-Couronné. Jusqu'au 4 septembre, cette armée avait lutté péniblement sans progresser. Pendant ce temps, l'ennemi se renforçait et préparait sur Nancy une offensive que le Kaiser devait diriger en personne.

« Cette offensive se déclancha le 5 septembre par l'attaque du Grand-Couronné, à la fois au nord sur la côte Sainte-Geneviève et au sud sur le mont d'Amance, la forêt de Champenoux et la région Nord de Lunéville. Dans les journées des 6 et 7 septembre, Pont-à-Mousson est pris. Mais, la côte Sainte-Geneviève est sauvée, par l'héroïque résistance d'un bataillon du 34^e régiment d'infanterie, aux ordres du commandant DE MONTLEBERT.

« Ayant échoué au nord, l'ennemi intensifie son effort au sud en débouchant en masse, les 7 et 8 septembre, sur la forêt de Champenoux, pour s'emparer du mont d'Amance. Les 68^e et 70^e divisions de réserve et le XX^e corps d'armée contre-attaquant sans répit parvinrent à maîtriser les débouchés de la forêt. Dépité, le Kaiser quittait les hauteurs de la Seille le 9 au soir, et la bataille languissait ensuite ; CASTELNAU en profitait pour reprendre l'offensive, réoccuper le 11 septembre la forêt de Champenoux et, le 12, Lunéville et Pont-à-Mousson.

« CASTELNAU, le vainqueur du Grand-Couronné avait sauvé Nancy, secondé par la vaillance des [251] troupes du XX^e corps d'armée et du 2^e groupe de division de réserve (Général Léon DURAND) ».

À lire :

- Ouvrages généraux sur la Grande Guerre. (Voir bibliogr. « Argonne ».
- MICHELIN (Guides) : « Nancy et le Grand-Couronné (1914-18) », Clermont-Ferrand, Michelin, 1919.

76. — GRIMAUD. — Rue du Colonel

6-8-E-F. — Orientée SO-NR. — Longe le côté sud de la plate-forme de la gare. Elle joint la rue Frère-Louis à la place Cuniac (place des Halles centrales).

La « rue du Colonel-Grimaud » portait le nom de « rue Latérale Sud de la gare ». Son appellation nouvelle lui a été attribuée par le conseil municipal dans sa séance du 29 mars 1917 (Voir reg. délib., t. 39, p. 74-76).

Guerre 1914-18. — Le colonel GRIMAUD avait fait toute sa carrière dans l'infanterie coloniale. Au Tonkin, étant officier subalterne, il s'était distingué en de nombreuses circonstances, notamment lorsqu'il était sous les ordres de GALLIÉNI, durant la pénible campagne du Yen-Thé (1896). Puis, il avait pris part à l'expédition de Chine contre les Boxers (1900). Enfin, il avait participé comme chef de bataillon (1^{er} bataillon du 9^e R.I.C. à Hanoï), à la pacification de l'Annam, en 1908.

En 1914, étant colonel, il commandait les troupes stationnées en Cochinchine. Il quitta la Colonie pour la France peu après la [252] déclaration de guerre et fut tué d'une balle à la tête, huit jours après son arrivée au front ; il dirigeait alors une brigade d'infanterie.

À consulter :

- Historique des troupes coloniales (pour les troubles en Annam).
 - L'Opinion, 12 décembre 1914 (Petit article nécrologique).
 - Reg. délib., t. 39, p. 74-75.
-

77. — GUILLERAULT. — Rue des Frères

6-7-E.F. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat, à la rue du Colonel-Boudonnet (Quartier du Camp Testard, alias des Mares »).

Cette rue portait le n° 24 jusqu'au 26 avril 1920. Le nom de GUILLERAULT donné à cette date le fut en vertu d'une annonce parue dans les journaux en 1919, invitant la population à faire connaître à la municipalité les Saigonnais tués à l'ennemi. Leur souvenir devait être commémoré en donnant leur nom à une rue de Saïgon. (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313. Séance du 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Roland GUILLERAULT, fils d'un ancien commerçant de Saïgon, naquit en cette ville, le 8 juin 1890. Il reçut une balle en plein poumon durant la Grande Guerre, en cherchant à reprendre un de nos canons tombé aux mains de l'ennemi : c'est volontairement qu'il accomplissait cette mission. Évacué à l'hôpital complémentaire Chaptal à Paris, il mourut le 31 octobre 1915.

Léon GUILLERAULT, né à Saïgon le 3 septembre 1893, décéda accidentellement, alors que, démobilisé, il rejoignait son domicile à la colonie. Son voyage de retour s'effectuait en 1919, à bord du paquebot « Amiral Ponty ». Or, le [253] 25 avril, des marchandises déposées sur un des châteaux du navire, brûlèrent en passant dans le canal de Suez. Elles enflammèrent à leur tour la superstructure du bateau.

Dans l'effolement qui s'ensuivit, il y eut quelques victimes à déplorer parmi lesquelles fut Léon GUILLERAULT. Celui-ci sauta dans le canal, mais il reçut immédiatement un radeau sur la tête qui le tua net.

L'incendie fut d'ailleurs maîtrisé ; l'« Amiral-Ponty » revint à Port-Saïd pour y subir des réparations provisoires et il put continuer sa route jusqu'à Saïgon où il arriva le 24 mai. Il avait quitté Marseille le 18 avril, c'est dire qu'il y eut relativement peu de retard dans ce voyage.

Nous lisons dans le registre de délibérations, tome 44, ci-dessus mentionné :

« Des renseignements recueillis sur cette fin tragique, il résulte que Léon GUILLERAULT s'était jeté à l'eau pour sauver une jeune Française et son enfant qui allaient se noyer. Il fut [ainsi] victime de son dévouement ».

Aux dires de témoins oculaires, la réalité aurait été tout autre et Léon n'aurait pas trouvé place auprès de Roland, si la municipalité, dans un geste généreux, n'avait voulu associer le souvenir de ces deux frères qui, partis à l'appel de la France, ne devaient plus revoir leur patrie.

À consulter :

— Pour les deux frères : reg. délib., t. 44, p. 304.

— Pour Léon :

L'Opinion,

8 mai : dépêche annonçant l'incendie du bateau.

25-26 mai : arrivée de l'« Amiral-Ponty » à Saigon.

[254]

— Pour Roland :

— Actes de décès. Année 1915. Acte n° 112 (transcription) Saigon.

78. — GUYNEMER. — Rue

9-E-F. — Orientée NNO-SSE. — Joint la rue Do-Huu-Vi (derrière la Justice de Paix), au quai de Belgique (devant le pont tournant).

Cette rue s'appelait autrefois « rue d'Adran ». Le conseil municipal lui donna sa nouvelle dénomination dans sa séance du 26 avril 1920 (Voir reg. délib., t. 44, p. 309).

Guerre 1914-18. — « Il n'y a pas dans l'histoire de l'aviation française pendant la Grande Guerre de nom plus glorieux que celui de GUYNEMER. Né à Paris le 24 décembre 1894, Georges (Marie) GUYNEMER n'avait pas vingt ans quand la guerre éclata. Il voulut s'engager aussitôt ; mais il était de stature si frêle et de santé si médiocre qu'à deux reprises, on l'ajourna. À force de persévérance, il réussit pourtant à s'engager dans l'aviation. Envoyé au front en juin 1915, il abattait son premier avion ennemi le 19 juillet ; bientôt, par son intrépidité, son sang-froid, sa passion de la lutte, il devint le plus redoutable de nos aviateurs de chasse. En 1917, à 22 ans, il était capitaine et officier de la Légion d'honneur. Vingt-cinq fois cité à l'ordre de l'armée, il avait remporté 53 victoires contrôlées, quand, le 11 septembre 1917, il trouva la mort dans un combat aérien, au-dessus de Poëlcappelle, en Flandre. « Héros légendaire, dit sa 26^e citation, tombé en plein ciel de gloire après trois ans de lutte ardente... » (Malet et Grillet : « Le XIX^e siècle », édit. 1922, p. 1.113.

[255] Disparu sans qu'il fut possible de retrouver trace ni de son appareil, le « Vieux Charles », ni de lui-même.

« La terre a refusé de recevoir [les restes de GUYNEMER]. L'air qui lui appartient par droit de conquête les a, par miracle, gardés. Ils ne pourront pas être ramenés, suivis de tout un peuple amoureux, sur la montagne qui fut jadis consacrée à Saint-Genève. Mais, sa vie légendaire s'accommode de sa mystérieuse mort ». (Henry Bordeaux, p. 283).

Sur lui :

— BORDEAUX (Henry) : « Vie héroïque de Guynemer », Paris, Flammarion, 1928, in-8, 294 pp.

79. — HAMELIN. — Rue

8-E-F. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Alsace-Lorraine au boulevard Kitchener. (Entre la gare et l'arroyo Chinois).

Primitivement, la rue Hamelin allait du boulevard Kitchener au boulevard Charner. Elle était désignée par le n° 7. C'est en 1866 qu'elle prit son nom nouveau (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865).

Au commencement du siècle, de grands travaux urbains ont coupé cette artère en deux parties, par la création du boulevard dit, aujourd'hui, « de la Somme ». Mais, le même nom subsista pour les deux tronçons de la rue. En 1917, voulant donner à des voies de la ville le nom de Saïgonnais morts à la guerre, l'extrémité de la rue Hamelin débouchant sur le boulevard Charner devint la rue Do-huu-Vi. (Voir reg. délib., t. 39, p. 75. Séance du 29 mars 1917). La partie S.O. garda son ancien nom.

[256]

Conquête (1796-1864). — Ferdinand, Alphonse HAMELIN naquit à Pont-l'Évêque (Calvados) en 1796. Il entra dans la marine où il fit une brillante carrière. En 1827, il dirigea une croisière contre les pirates algériens et eut une belle conduite au moment de la prise d'Alger (1830). Contre-amiral, il commanda, en 1846, la station navale de l'Océanie. Il devint vice-amiral en 1848. Au moment de la guerre de Crimée, l'escadre de la mer Noire lui fut confiée : il bombarda Odessa et attaqua les forts de Sébastopol. Promu amiral en 1854, il fut, l'année suivante, nommé ministre de la Marine par NAPOLÉON III et garda ses hautes fonctions de 1858 à 1860 : c'est à ce moment que son nom fut mêlé aux affaires de Chine et de Cochinchine.

Sous son ministère est organisée la première campagne de Chine (1858). puis la seconde après le guet-apens du Peï-Ho (1860).

C'est également sous son autorité que s'élabore et se déroule la campagne de Cochinchine, dirigée par l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY : prise de Tourane (1858) et de Saïgon (1859). Mais son action sur le corps expéditionnaire au moment de la prise de Saïgon, ne semble pas justifier l'honneur qui lui est fait dès 1865. C'est à lui, en effet, que sont adressées toutes les lettres de l'amiral commandant en chef, pour demander du secours au gouvernement. Ces lettres (rapports) montrent le dénuement complet du corps expéditionnaire n'ayant ni hommes ni ressources et coupé de la métropole pendant plusieurs mois. La correspondance de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY est édifiante à ce sujet.

L'amiral HAMELIN, il est vrai, avait d'autres préoccupations : la campagne d'Italie était à son [257] début ; elle absorbait ses soins. Cela explique, sans doute, pourquoi il fit la sourde oreille aux appels désespérés de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY.

Il fut grand chancelier de la Légion d'honneur, et quand il mourut, en 1864, l'Empereur le fit inhumer solennellement aux Invalides.

Sur lui :

ANONYME : « Nécrologie », « Revue maritime et coloniale », 1864, t. X, p. 401-402

— BAZANCOURT (Baron de) : « Les expéditions de Chine et de Cochinchine », Paris, Amyot, 2 t., 1861 et 1862,

80. — HÉRAUD. — Rue

6-7-A-B — Orientée approximativement N.S. — Rue s'amorçant sur le boulevard Paul-Bert, devant la rue Frostin et aboutissant devant l'arroyo de l'Avalanche. (Quartier de Tandinh).

Cette rue, ainsi que certaines autres du même quartier, fut construite en 1928, par la Compagnie foncière d'Indochine, sur des terrains lui appartenant.

Administrateur de la C.F.I. — René HÉRAUD, directeur de la « Compagnie franco-asiatique des pétroles » [Shell], était un des administrateurs de la « Compagnie foncière d'Indochine » au moment où, en 1928, cette rue fut tracée.

Il mourut au mois de mai 1930 [1929].

René Héraud (1882-1929) :

directeur de la [Compagnie franco-asiatique des pétroles](#) (Shell),
co-proprétaire des [plantations de caoutchouc de Suoi-chua et Phuoc-Binh](#),
administrateur du [port de commerce de Saïgon](#),
administrateur de la [Société foncière et rizicole de Soctrang](#),
président de la [Compagnie foncière d'Indochine](#).

Membre représentant la [CCI](#) de Saïgon (1920), puis président (1926) du Conseil colonial (en remplacement de Lachevrotière récusé par les conseillers annamites).

Président du [Syndicat des planteurs de caoutchouc](#) (septembre 1925).

Président du comité d'achat de la collection Holbé (juin 1927) en vue d'abonder le fonds du futur [Musée Blanchard de la Brosse](#).

[258]

81. — HEURTEAUX. — Rue

9-F (angle NE). — Orientée NNO-SSE. — Joint la rue Charles-De-Cappe au pont des Messageries maritimes (Quartier des Messageries).

Cette rue s'appelait autrefois « rue des Messageries-maritimes », faisant la suite de la « rue Fonck » sur laquelle elle s'embranche à angle droit. — Elle prit son nom actuel le 26 avril 1920. (Voir reg. délib., t. 14, p. 297 à 313).

Guerre 1914-18. — HEURTEAUX ne semble pas s'être beaucoup imposé à l'esprit de ses contemporains. Dans le tome 44 des registres de délibérations de la mairie, page 307, Il est indiqué comme ayant participé à la Grande Guerre. Son nom figure au milieu d'une liste fort honorable : Maréchal FOCH, Georges GUYNEMER, FONCK, HEURTEAUX, commandant RAYNAL, ALBERT 1^{er}, etc.

Or, huit ans après que son nom est donné à une rue, le secrétaire de la mairie qui publie une notice succincte des rues de Saïgon, ne sait pas du tout qui est ce personnage. Sa biographie est faite de pointillés.

Chose plus grave, en 1938, ce « héros » de la guerre devient, pour le conseil municipal, un habile homme d'affaires non encore décédé, La conversation suivante a lieu en séance :

— Il y a bien une rue qui s'appelle « rue Heurteaux » ? Pourquoi a-t-on donné son nom de son vivant ?... Qu'a-t-il fait d'intéressant pour la ville ?... Il a fait des affaires, c'est tout !...

— On a donné ce nom parce que c'est M. HEURTEAUX qui a donné le terrain.

[259]

— Oui, mais pour donner plus de valeur à ses terrains ! La raison n'est pas suffisante pour qu'une rue de Saigon porte son nom.

.. je propose de débaptiser la rue Heurteaux, qui emprunte une artère fréquentée, pour la donner à quelqu'un de plus méritant.

M. le maire. — La question demande un peu plus d'attention ; je vous demande d'en différer la solution.

(Voir reg. délib., t. 63, p. 50. Séance du 23 février 1938).

1920- 1938 !... 18 ans se sont écoulés et HEURTEAUX est déjà un mythe, une légende à Saigon !...

Tant d'ignorance à l'égard d'HEURTEAUX est cependant concevable, car aucun dictionnaire, aucun livre d'aventures aériennes ne relate les exploits de celui qui fut le rival de FONCK et de GUYNEMER. Il m'a fallu moi-même, pour lever le voile mystérieux qui estompe déjà sa vie, interroger quelqu'un qui l'a connu et qui l'a vu à l'œuvre. Ce témoin, c'est M. VAN-DENBORN, le fondateur de l'aviation en Indochine. Il me fit le récit suivant :

« HEURTEAUX était un capitaine-aviateur modeste n'aimant pas la réclame et, fuyant les journalistes, il accomplissait simplement son devoir. Ses victoires furent aussi nombreuses que celles des « as » les plus renommés et cependant, l'après-guerre le laissa dans un dénuement complet. Le gouvernement de la France — contrairement à ce qui se passe en Angleterre et en Amérique — n'aide en rien ceux qui ont grandement honoré leur pays pendant la guerre. HEURTEAUX [260] dut donc aller de porte en porte offrir ses services à des industriels qui, d'ailleurs, les lui refusèrent. Réduit à la dernière extrémité, il s'embarqua pour l'Amérique et, après bien des démarches, finit par se faire embaucher, comme simple ouvrier, dans une usine. Ses solides qualités furent vite reconnues et sa situation s'améliora rapidement. »

Ces quelques renseignements ont, évidemment, la valeur d'une déclaration verbale.

Les « faits divers » nous ont brusquement rappelé l'existence de cet aviateur. Un de ses dix enfants, Manuel, a été, en effet, « kidnappé » le 8 septembre 1941, par trois inconnus, devant le garage qu'il dirige, boulevard Delessert, à Paris.

Nous apprenons par cette même information que l'ancien capitaine de la Grande Guerre est aujourd'hui devenu colonel.

À lire :

— *La Dépêche*, 18 septembre 1941, 9 octobre 1941.

82. — HUYNH-QUAN-TIEN. — Rue

7-G (angle N.E.). — Orientée NO-SE. — Joint le boulevard Galliéni au quai de Belgique (arroyo Chinois).

Cette rue, avec la rue d'Arras qui la prolonge au NO, s'appelait primitivement : « rue Blancsubé de Cauko ». Elle prit son nom actuel le 26 octobre 1920 (Voir reg. délib., t. 44, p. 247 à 313).

[261] **Guerre de 1914-18.** — Nous lisons dans le registre de délibérations ci-dessus mentionné :

« Le jeune HUYNH-QUAN-TIÊN était né le 15 janvier 1890 au village de Tanhoà, dépendant alors de la province de Cholon, mais rattaché depuis à la ville de Saigon ; il n'a pas été tué à l'ennemi ; sa mort est simplement la conséquence d'une maladie qu'il

avait contractée au cours de son séjour en France, alors qu'il était employé à la poudrerie de Toulouse ».

Il décéda à l'hôpital militaire de cette ville, le 29 août 1916.

83. — JARDINS. — Rue des

5-6-D-E. — Orientée NO-SE. — Petite rue très courte unissant la rue des Épargés à la rue de Verdun.

Rue privée percée vers 1920 et passée au Domaine le 31 octobre 1939. L'acte, entre la partie cédante et la partie prenante est des 22 février et 1^{er} avril 1940, approuvé le 29 avril de la même année.

Un arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I. F.* du 30 janvier vient de changer son nom en celui de « Lieutenant-Ribot »..

XXXXX. — Le nom que porte cette rue lui a été au moment de sa création. Il est assez suggestif par lui-même pour se passer de tout commentaire.

84. — JAURÉGUIBERRY. — Rue

6-7-C-D. — Orientée SO-NE. — Rue secondaire joignant la rue Mac-Mahon à la rue de Verdun. (Longe, par derrière, l'École primaire supérieure des jeunes filles françaises et le collège des jeunes filles annamites).

[262] Cette rue a atteint son actuel développement en trois fois. Au moment de sa création, elle s'arrêtait à la rue Pierre Flandin (derrière le collège des jeunes filles annamites). Son prolongement de la rue des Épargés à la rue de Verdun (créant donc une solution de continuité de la rue) fut fait vers 1926. Les deux tronçons (l'un finissant à la rue Flandin, l'autre commençant à la rue des Épargés) furent réunis en 1956.

C'est le 30 mars 1906, que le nom de JAURÉGUIBERRY remplaça dans cette rue le n° 5 qui la désignait tout d'abord. (Registre de délibérations, t. 16, p. 221, ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794).

Conquête (1815-87). — Jean, Bernard JAURÉGUIBERRY naquit à Bayonne le 26 août 1815. Il entra à l'École navale en 1831. Il fit les campagnes de Chine et de Cochinchine.

En septembre 1868, étant à Tourane sous les ordres de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY, il patrouilla dans la rivière sur des embarcations armées en guerre et s'empara, à une extrémité de la baie, du fort de l'Observatoire.

Venu à Saïgon lorsque l'amiral décida de s'emparer de cette ville, il eut pour mission, avec le commandant du génie DUPRÉ-DÉROULÈDE et le capitaine d'artillerie LACOUR, de reconnaître la citadelle annamite qui devait être prise le jour même (17 février 1859). Il était à bord de la canonnière « L'Avalanche » lorsqu'il remonta, pour accomplir sa mission, l'arroyo de Thi-Nghe. C'est après cette « reconnaissance » que cet arroyo prit le nom de la canonnière qui l'avait remonté. JAURÉGUIBERRY était alors capitaine de frégate.

Du 13 mars 1859 au 1^{er} avril 1860, il commanda quelque 800 hommes que l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY, retournant à Tourane, avait laissés pour défendre la nouvelle conquête.

[263] Moments pénibles pour la troupe ! Le corps expéditionnaire est abandonné par la métropole ! Privations et maladies diminuent les effectifs. La garnison qui occupe Saigon et Cholon, ainsi que les pagodes échelonnées entre ces deux points d'appui, est cernée par une forte armée annamite qui resserre de plus en plus l'étreinte. Il faut se dégager. Le 21 avril 1859, une attaque partant de Cholon est déclanchée contre les lignes adverses. La petite garnison perd 14 morts et 31 blessés.

Un an se passe ainsi dans cette triste situation où le vainqueur est comme prisonnier dans sa conquête, ignorant tout du sort qui lui est réservé.

Le 1^{er} avril 1860, JAURÉGUIBERRY reçoit le commandement de la « Meurthe » et part pour le golfe du Petchili où une nouvelle action est engagée contre la Chine, après le guet-apens qui a suivi les accords de Tien-Tsin. Le 14 août 1860, il enlève, avec ses marins, le fort de Takou, à l'embouchure du Peï-Ho.

JAURÉGUIBERRY, nommé capitaine de vaisseau depuis juillet 1860, a terminé sa campagne d'Extrême-Orient. Il se dirige vers la France qu'il ne quittera plus désormais.

Lorsque la guerre franco-allemande éclate, il est contre-amiral depuis un an. Il se distingue aux batailles de Coulmiers (9 novembre 1870) et de Patay (2 décembre 1870). Étant vice-amiral, il commande un corps d'armée au Mans (janvier 1871). Il est montré comme un homme de bien, d'un sang-froid incomparable. Après l'établissement de la République, il fait de la politique. Ainsi, il est nommé député des Basses-Pyrénées à l'Assemblée nationale, mais il démissionne dès décembre 1871. Jusqu'en 1879, il semble n'avoir eu aucune activité, ni politique, [264] ni militaire. Mais, en décembre 1879, il devient sénateur inamovible et, en même temps, ministre de la Marine.

Dans ces fonctions, JAURÉGUIBERRY ne voulut jamais juger un subordonné d'après ses souvenirs personnels, mais seulement d'après les notes du dossier. En toute occasion, il a toujours noblement couvert ses inférieurs et n'a jamais supporté les attaques dont ils étaient l'objet. (D'après Félix DUPONT, *infra*).

L'amiral JAURÉGUIBERRY mourut à Paris le 21 octobre 1887.

De lui :

— La politique française en Indochine, « Revue des Deux Mondes », 1^{er} oct. 1877, t. XXIII, p. 618 à 642. (Cet article est signalé par CABATON : « Annales des Sciences coloniales », t. VIII, p. 206, comme étant de JAURÉGUIBERRY. Cependant, il est signé Paul MERRUAU : est-ce un pseudonyme ou une nouvelle erreur de CABATON ?)

Sur lui :

— ANONYME : « Livre jaune. Affaire du Tonkin », Paris, 1885.

— BAZANCOURT (Baron de) : « Les expéditions de Chine et de Cochinchine », Paris, Amyot, 2 vol. 1861 et 1862.

— DUPONT (Félix) : « Notice nécrologique sur l'amiral Jauréguiberry », Paris, Baudoin et Cie, in-8, 1888.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », Paris, 1864 et 1888.

— TRÉFEU : « Nos marins », Paris, Berger-Levrault, 1888.

— VIAL (Paulin) : « Les premières années... », Paris, Challamel, 1874, 2 t.

[265]

Portrait :

— BOUDET ET MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXIV, fig. 68. (Photographie conservée au Service historique de la Marine).

6-7-A-B — Rue orientée E-O. — Elle joint la rue du Général-Mangin à des terrains vagues. (Quartier de Tandinh).

Cette rue, ainsi que certaines autres du même quartier, fut construite en 1928, par la Compagnie foncière d'Indochine, sur des terrains lui appartenant.

Administrateur de la C. F. I. — Jacques JOUBERT, agent général de la « [Compagnie des Messageries maritimes](#) » à Saïgon, était un des administrateurs de la « [Compagnie foncière d'Indochine](#) », au moment où, en 1928, cette rue fut tracée.

[Il accepte la présidence provisoire de la section indochinoise de la Ligue maritime et coloniale (janvier 1922), puis est nommé membre de la commission municipale de Saïgon (juin 1922), et membre du Syndicat d'initiative de l'Indochine (mai 1923). Il démissionne de la Chambre de commerce (1924), puis est élu au conseil colonial (1926) avant d'y être remplacé pour cause d'absence (octobre 1930).

En août 1935, un « J. Joubert » entre au Comité consultatif des transports nord-africains ès administrateur-directeur de la Cie Charles-Le-Borgne.]

86. — KERLAN. — Rue De

8-9-C-D. — Orientée NO-SE. — Joint le boulevard Norodom à la rue Lucien-Mossard. Débouche sur le boulevard devant l'hôtel de la brigade.

Le nom de Kerlan fut donné par arrêté du 14 mai 1877, de l'amiral DUPERRÉ. Cette rue venait d'être alors percée.

Ecclésiastique (1844-77). Le R. P. Henri, Marie-Thérèse, Alexandre JUHEL DES ISLES DE KERLAN naquit à Angers (M. & L.), dans la paroisse de la Trinité, en 1844. Il fit ses études [266] classiques au collège de Combrée et entra, laïque, au séminaire des Missions étrangères, le 26 septembre 1864. Il fut ordonné prêtre le 15 juin 1867 et partit pour la Cochinchine le 16 août suivant.

Mgr. MICHE l'envoya d'abord à Baria, où il fut vicaire, puis curé. Il devint ensuite adjoint du R. P. GERNOT pour l'administration des chrétientés de Cai-Mong. En 1871, il fut nommé curé de Saïgon, et se dépensa en œuvres humanitaires. Avec ses ressources personnelles, il fonda, en 1874, l'institution Taberd, destinée aux jeunes métis abandonnés. Malheureusement, il ne put tendre longtemps une main secourable à ceux qui en avaient besoin, car il mourut bientôt : le 27 mars 1877, enlevé par la petite vérole noire (variole) qu'il avait contractée au chevet d'un mourant.

L'Institution Taberd plaça, dans la cour d'honneur, le buste de son fondateur et l'amiral DUPERRÉ rendait hommage au grand philanthrope en donnant son nom à une rue de Saïgon, un mois, et demi seulement après son décès.

Sur lui :

— LAUNAY (Adrien) : « Mémorial... », t. 11, p. 337

— Reg. délib, t. 3, p. 503. Séance du 20 janvier 1875 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 238, doc. 252.

87. — KIPLING. — Rue Rudyard

9-10-D. — Orientée SO-NE. Joint la rue Paul-Blanchy à la rue Pasteur. (Derrière le théâtre et dans son alignement, côté S.E.).

Ce nom a été donné le 26 avril 1920 à cette petite rue qui n'en portait aucun. (Voir. reg. délib., t. 44, p. 297 à 313).

[267] **Guerre 1914-18.** — (1865-19...) Rudyard KIPLING naquit à Bombay en 1865, d'un père anglais et d'une mère indigène. Toute sa jeunesse se passa en Angleterre. Ayant atteint l'âge d'homme, il revint dans son pays d'origine et fit du journalisme. Poète et écrivain abondant, il fut, dans ses écrits, parfois sublime, parfois trivial. Avant la Grande Guerre, il professait un chauvinisme exagéré qui mit sous sa plume des jugements fort sévères à l'égard de la France.

Cependant, durant la guerre de 1914-18, ses idées patriotiques furent un peu moins exclusives et, faisant amende honorable, il a chanté, pendant la tourmente, la gloire immortelle de notre pays. De plus, son fils unique est mort en combattant dans les Flandres.

Le conseil municipal (référence ci-dessus) voulut donner à une rue de Saigon le nom de l'écrivain anglais parce qu'il « ne cessa de défendre la cause des Alliés ».

De lui :

Il ne peut être question de donner la liste complète des œuvres de cet auteur prodigieusement fécond. Voici une partie de ses ouvrages :

- Simples contes des collines (1887)
- La lumière qui s'éteignit (1891)
- Handicap de la vie (1891).
- Chansons de la chambrée (1892).
- Multiples inventions (1893).
- Livres de la jungle (2 vol.) (1894)
- Histoires de soldats (1896).
- Les sept mers (1896).

[268]

- Capitaines courageux (1897)
- La tâche quotidienne (1898).
- Stalky et Cie (1899)
- D'une mer à l'autre (1900)
- Kim (1901)
- Histoires comme ça (1902).
- Les cinq nations (1903)
- Mouvements et découvertes (1904)
- Puck de Pook's Hill (1906).
- Actions et réactions (1909).
- Récompenses et fées (1910).
- Histoire d'Angleterre (1911)
- Lettres de voyage (1920).
- Contes de terre et de mer (1923).
- La ballade de l'Orient et de l'Occident.

Sur lui :

— Consulter tous les livres de littérature étrangère.

— FARRÈRE (Claude) : « Rudyard Kipling et l'Inde », « Conferencia », 15 septembre 1926.

88. — KITCHENER. — Boulevard

7-8-E-G. — Orientée NO-SE. — Joint la rue du Colonel-Grimaud (partie sud de la gare) au quai de Belgique (arroyo Chinois) après avoir traversé le boulevard Galliéni. Le boulevard Kitchener aboutit, en sa partie S.E., à une passerelle sur l'arroyo Chinois.

Ce boulevard, large mais relativement court, portait le nom de « boulevard de l'Abattoir ». Dès 1916, le nom de Kitchener avait été proposé avec insistance au conseil municipal pour être donné à une artère de la ville, sans que cette dernière soit encore désignée. C'est à sa séance du 29 mars 1917 que le nom du lord anglais fut donné au boulevard de l'Abattoir. (Voir reg. délib., t. 37, p. 321 à 327. Séance du 10 août 1916 ou Baudrit : t. 2, p. 418 à 422, doc. 806 et t. 39, p. 73 à 77, Séance du 29 mars 1917).

Un arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I. F.* du 30 janvier, vient de substituer son nom à celui de son antagoniste : MARCHAND.

[269]

Guerre 1914-18. — (1850-1916). — « Lord Horatio, Herbert, comte KITCHENER DE KHARTOUM, field-marshal anglais, né à Bally-Longford en 1850, mort en mer sur la côte des Orcades, en 1916.

« Élève de l'école, militaire de Woolwich, il était major de cavalerie lorsqu'il entra, en 1881, dans l'armée égyptienne. Il s'occupa de la réorganiser, prit part à la bataille de Toski, fut nommé pacha, puis sirdar de l'armée anglo-égyptienne, et dirigea le corps expéditionnaire qui écrasa la puissance des Derviches à Omdurman (1898). Il parvint à Fachoda, où la mission MARCHAND — que le gouvernement français pour éviter un conflit aigu avec l'Angleterre rappela ensuite — avait planté le drapeau tricolore. En conséquence de ses services, il reçut un siège à la Chambre des Pairs, avec le titre de « Lord KITCHENER DE KHARTOUM et d'ASPELL ». Puis il retourna au Soudan. Il en fut rappelé en 1899, pour devenir chef d'état-major de lord ROBERTZ, contre les Boers. Il remplaça ce dernier en 1900, et essaya, par des rigueurs excessives, de lasser l'énergie de ses adversaires. Nommé commandant en chef de l'armée des Indes en 1902, il apporta beaucoup de réformes dans l'organisation de cette armée, et un conflit qui s'éleva au sujet du haut commandement de l'armée des Indes entre lui et le vice-roi, lord CURZON, amena la démission de celui-ci en 1905. Il fut ensuite résident-général en Égypte. Choisi comme ministre de la guerre en 1914, au début de la Grande Guerre, il s'attacha à organiser l'armée britannique et créa les divisions qui vinrent prendre place sur le front français à partir de 1915, mais qui ne furent à même de rendre de réels services qu'à partir de 1916, dans la bataille de la Somme. Il était [270] particulièrement hostile à l'expédition de Salonique, qui devait cependant soulager l'Égypte. Il partait pour un voyage en Russie quand le navire qui l'emmenait fut coulé par une mine. » (Larousse).

Dès juillet 1916, un conseiller municipal demande en séance que l'on donne « le nom de KITCHENER, à l'une des rues de Saïgon. Lord KITCHENER, dit-il, était l'organisateur des secours qui nous sont venus du côté de l'Angleterre ».

Le maire semble manquer d'enthousiasme devant cette proposition. Finalement, le principe en étant accepté, la recherche de la rue qui sera ainsi baptisée est remise à une

date ultérieure et il faudra attendre jusqu'à mars 1917, pour avoir à Saigon son « boulevard Kitchener ».

Sur lui :

— ARTRUP (Sir George) : « Kitchener et la guerre (1914-16) », Paris, Payot, 1921.

— STEEVENS : « Avec Kitchener à Khartoum ». (Extrait concernant sa biographie), « L'Opinion », 19 août 1914

89. — KRANTZ. — Rue

7-8-E-F. — Orientée NO-SE. — Rue très courte, joignant le carrefour Verdun, La-Grandière, Lacote, Colonel-Boudonnet (Face N.O. de la gare).

Le nom de KRANTZ fut d'abord donné à une des deux rues bordant l'actuel boulevard de la Somme, l'autre s'appelant « rue Duperré » : tous deux amiraux [271] gouverneurs. Le conseil municipal, dans sa séance du 16 avril 1920, a supprimé le nom de DUPERRÉ, comme prêtant à confusion avec celui de DUPRÉ, lui aussi amiral-gouverneur, et reporté celui de KRANTZ à l'extrémité nord du boulevard Kitchener, coupé par la gare. (Voir reg. délib., t. 44, p. 297 à 313. Séance du 26 avril 1920).

Amiral-Gouverneur (1821-1914). — Jules, François, Émile KRANTZ, naquit à Arches (Vosges), le 29 décembre 1821. Il entra dans la Marine en 1837. Trente ans après, il était capitaine de vaisseau.

Pendant le siège de Paris, en 1870, il commandait le fort d'Ivry. L'année suivante, il était chef de cabinet du ministre de la Marine et promu contre-amiral.

En janvier 1874, il reçut le commandement de la division navale de Chine. Rejoignant son poste, il fut informé, à l'escale d'Aden, de sa nomination comme gouverneur intérimaire de la Cochinchine, en remplacement de l'amiral DUPRÉ, rappelé en France. Il n'occupa ces fonctions que du 16 mars au 1^{er} décembre 1874. Durant ce court laps de temps :

a) Il intervint à Saigon, au point de vue des dispositions municipales. L'amiral DE CORNULIER-LUCINIÈRE avait décidé le 18 décembre 1870 « que, désormais, les conseillers municipaux seraient nommés par le suffrage direct des électeurs... et qu'en cas de vacances, dont le nombre n'excéderait pas cinq, il serait pourvu au remplacement par les conseillers eux-mêmes. » Sur ce dernier point, l'amiral KRANTZ prit des mesures nouvelles. Le 3 novembre 1874, il « enleva au conseil le droit de se compléter lui-même et décida que cette mesure serait laissée [272] aux électeurs. (Voir reg. délib., t. 4, p., 428, Séance du 21 mai 1880 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 25-26, doc. 418).

b) Il représenta la France auprès de la cour d'Annam à la signature du traité de commerce qui devait ouvrir le Tonkin aux étrangers (31 août 1874)

Par la suite, il fut trois fois ministre de la Marine (1888 et 1889).

C'est à Toulon qu'il décéda, le 26 mars 1914, étant vice-amiral et Grand Croix de la Légion d'honneur.

De lui :

— Considérations sur le roulis des bâtiments, « Revue maritime et coloniale », 1867, t. XX, p. 296 à 319.

90. — LACANT. — Rue

6-7-D-E. — Orientée SO-NE. — Petite rue parallèle aux rues Testard et Richaud, joignant la rue de Verdun à la rue Pierre-Flandin.

Le conseil municipal, dans sa séance du 3 mai 1929, baptisa cette rue nouvelle du nom de la donatrice du terrain. (Voir reg. délib., t. 54., p. 246). Mais cette rue était plus longue à ce moment-là qu'elle ne l'est aujourd'hui. En effet, le 1^{er} septembre 1931, le conseil municipal désigna la partie de cette rue, comprise entre la rue Flandin et la rue Larégnère, du nom de TRUONG-MINH-KY. (Voir reg. délib., t. 58, p. 265. Séance du 1^{er} septembre 1931). Et aujourd'hui, par un arrêté du 13 janvier 1943 publié au *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier, ce nom-là a été attribué à la totalité de la rue.

Propriétaire. — Aucun renseignement.

[273]

91. — LACOTE. — Rue

6-8-E-F. — Rue orientée. E. O. — Joint la rue du Colonel-Boudonnet (plate-forme N.O. de la gare) au grand carrefour : Verdun, Krantz, Frères-Louis, La Grandière

Aucun renseignement sur la rue.

Administrateur des S.C. (1846-1904). — « Théodore, Pierre, Marie, Moïse LACOTE, né à Dun-le-Palleteau (Creuse), le 10 juillet 1846. Il entra dans l'administration en Cochinchine le 7 novembre 1877 au Collège des stagiaires. Administrateur stagiaire, le 25 juin 1881. En service au Tonkin, à Sontay, en septembre 1891, il fut mis à la disposition de la Cochinchine le 24 juin 1892. Nommé administrateur de 1^{re} classe en 1896, il dirigea la province de Giadinh. Enfin, la Direction des Douanes de la Cochinchine lui fut confiée (1896-97)..

Il se présenta à la députation dans l'arrondissement de Guéret en 1898 et prit sa retraite le 1^{er} janvier 1904. « (Brébion & Cabaton : « Dictionnaire... »).

92. — LACOUTURE. — Rue

6-F (angle N.E.). — Orientée ONO-SSE. — Courte rue joignant la rue Duranton, à la rue Frère-Louis. Parallèle et proche de la rue d'Arras. La voie du chemin de fer passe à l'extrémité ONO de la rue.

Cette rue était, auparavant, désignée par le n° 1. Elle prit son nom actuel par décision du conseil municipal, en date du 26 avril 1920. (Voir reg. délib., t. 44, p. 311).

[274] **Guerre 1914-18.** — Le 18 juillet 1919, la mairie fit paraître dans les journaux de la ville, pendant un mois, un avis à la population demandant de faire connaître à la municipalité les noms des Saïgonnais tués à l'ennemi, afin de commémorer leur souvenir en donnant leur nom à une rue de Saigon. Il y eut sept propositions dont une concernant LACOUTURE.

Les registres de délibérations portent à son sujet cette courte notice biographique :
« Lucien LACOUTURE, fils d'un ancien employé des Postes et télégraphes de Cochinchine, né à Saïgon, le 22 avril 1895 ». (Voir rég. délib., t. 14, p. 303. Séance du 26 avril 1920).

La transcription de son acte de décès ne figure pas dans les registres de l'état-civil.

[Lucien LACOUTURE :

Né à Saïgon, le 18 avril 1895.

Fils de Germain Lacouture, commis des postes et télégraphes, et d'Emma Valéry.

Domicilié en 1915 chez ses parents à Malakoff.

Affecté au 144^e R.I. Sergent le 11 mai 1918.

Mort pour la France le 30 octobre 1918 à Sézanne, des suites d'une chute d'avion.]

93. — LA-FAYETTE. — Rue

10-11-G. — Orientée NNE-SSO. — Unit la rue Jean-Eudel au quai de l'Yser (rivière de Saïgon), dans l'enceinte des Chargeurs réunis.

Cette rue portait le nom de « rue de l'Église de Xom-Chieu ». Pendant la Grande Guerre, il fut proposé de l'appeler « rue du Lusitania », mais après discussion au sein du conseil municipal, on lui préféra celui de « La Fayette ». (Voir reg. délib., t. 44, p. 305 et 309. Séance du 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Il s'agit ici de commémorer le souvenir de l' « Escadrille La Fayette » constituée en 1916 par des aviateurs américains (Thaw, Norman, Prince, Chapman, Rockwell), engagés volontaires, dont la [275] bravoure et l'esprit de sacrifice sont restés légendaires. Leurs corps reposent sous un monument (Mémorial) construit dans le parc de Garches, en bordure du parc de Saint-Cloud.

*

* * *

Marie, Joseph, Paul, Roch, Yves, Gilbert MOTIER, marquis de LA FAYETTE naquit en 1757 au château de Saint-Roch de Chavagnac (Haute-Loire). D'une ancienne famille d'Auvergne, il fut d'abord sous-lieutenant au régiment de Noailles.

Enthousiaste des « idées philosophiques », il prit une part active à la révolution d'Amérique ; puis, en France, à celle de 1789, dans les rangs du parti royaliste libéral. Élu député de la noblesse, il fut le protagoniste de la « Déclaration des Droits de l'Homme », et fit adopter la cocarde tricolore. Il participa également à la Révolution de Juillet.

Il mourut à Paris en 1834. Peu d'hommes politiques eurent une vie aussi active et aussi périlleuse.

Pendant la Grande Guerre, son nom symbolisait l'entente franco-américaine.

De lui :

— Mémoires, correspondance et manuscrits, Paris, 1837.

Sur lui :

— Tous les livres d'histoire concernant la Révolution française ou la guerre d'Amérique.

94. LAFONT. — Rue

9-C-D. — Orientée NO-SE. — Joint la rue d'Espagne à la rue Lucien-Mossard. (Longe le côté N.E. de l'hôpital Grall).

Cette rue s'appelait primitivement « rue de Pnom-Penh » (arrêté du 2 juin 1871). Elle prit son nom actuel, le 24 février 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p.94-95 ou Baudrit : t. 2, p. 400, doc. 788).

Amiral-gouverneur (1825-1908). — Le comte Louis, Charles, Georges, Jules LAFONT naquit à Fort-de-France (Martinique) le 24 avril 1825. Il entra à l'École navale en 1841. Étant lieutenant de vaisseau, il fit campagne au Sénégal, puis, au moment de la guerre de Crimée (1854-56), il prit part à l'expédition franco-anglaise de la Baltique. Son navire vint ensuite en mer Noire participer au siège de Sébastopol.

Après la guerre de 1870, il reçut le commandement de la division des côtes orientales d'Afrique. Promu contre-amiral le 3 avril 1875, les fonctions de major général de la Marine, à Cherbourg, lui furent données.

Lors du conflit soulevé par l'attribution au Monténégro du port turc de Dulcigno, la France lui confia la division navale qu'elle envoya sur les lieux et qui devait se joindre aux autres flottes alliées (1880). L'année suivante, il est promu vice-amiral ; il est, en même temps, nommé membre du Conseil des travaux maritimes, dont il deviendra président en 1887. Préfet maritime de Brest le 30 janvier 1882. Il ne quittera ces hautes fonctions qu'en 1885 pour prendre le commandement d'une escadre.

Au point de vue indo-chinois, la vie militaire de l'amiral LAFONT a ceci de particulier qu'elle [277] encadre en quelque sorte l'activité des amiraux en Cochinchine. Il est venu, en effet, une première fois, au moment de la prise de Saigon (17 février 1869), comme aide de camp de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY. Il revient, plus de 18 ans après, étant alors contre-amiral, comme chef des troupes de terre et de mer et comme gouverneur de la Cochinchine. Mais, c'est avec lui que se termine le gouvernement dit « des amiraux ».

Les autorités civiles de Saigon avaient entrepris, en effet, une lutte acharnée auprès du gouvernement métropolitain pour que le régime militaire soit aboli à la Colonie. Devant la violence des attaques et l'opposition systématique qui lui était faite par les corps constitués, l'amiral LAFONT fut amené à résigner volontairement ses fonctions administratives. Un décret présidentiel du 7 juillet 1879 le remplaça par LE MYRE DE VILERS, le gouverneur civil tant attendu !

L'amiral LAFONT eut une vie extrêmement active qui semble lui avoir été salutaire. Il mourut, en effet, à Paris, âgé de 83 ans, le 1^{er} février 1908.

Sur lui :

- LHOMME : « Le gouvernement des amiraux » (1861-1879), Paris, Larose, 1901.
- Thèse de droit.
- TRÉFEU (E.) : « Nos marins », Paris, Berger-Levrault, in-8, 1888.
- X : « La Cochinchine en 1878 », Paris, Challamel.

95. — LA-GRANDIÈRE. — Rue De

7-9-C-E. — Orientée SO-NE. — Joint, au nord de la gare, le carrefour Verdun, Krantz, Frère-Louis, Lacote avec le boulevard Luro (devant la Sainte-Enfance).

Cette rue fut faite sur les fossés des remparts de la première citadelle, détruite par ordre de MINH-MANG en 1835 et dont les substructions d'un bastion ont été exhumées en janvier 1926 lors de la construction d'un grand immeuble, à l'angle de cette rue et de la rue Catinat (Voir « L'Impartial », 8 janvier 1926 et « Bull. S. É. I. », 1^{er} trim. 1926, p. 93 et 4^e trim. 1935, p. 48 ; gravure planche XVII). Au moment de la création de cette rue, elle portait le n° 17. Un arrêté de l'amiral DE LA GRANDIÈRE, lui-même, en date du 1^{er} février 1865 (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1866), lui donna le nom de « rue du Gouverneur », parce que son palais (édifié à l'emplacement de l'institution Taberd) se trouvait sur cette rue.

Un arrêté du gouverneur p.i. amiral DE CORNULIER-LUCINIÈRE, en date du 1^{er} juillet 1870, déclare que cette rue portera, « à dater de ce jour », le nom de « rue La-Grandière ». (Voir « Courrier de Saïgon », 5 juillet 1870).

Amiral-gouverneur (1807-1876). — Pierre, Paul, Marie DE LA GRANDIÈRE naquit à Redon (Ille-et-Vilaine) le 28 juin 1807. Il appartenait à une famille originaire de l'Anjou dont beaucoup de membres avaient été marins. Suivant la tradition, il entra lui-même à l'École navale. Nommé enseigne après la bataille de Navarin (1827), il parcourut, au cours de sa carrière, les Antilles, le Sénégal, le Brésil, la Plata et le Levant. Puis, il devint chef d'état-major du préfet maritime de Brest (1844-47). Enfin, la campagne du Kamtchatka (1852-56) fut la dernière qu'il fit sur mer. Promu contre-amiral en 1861, il devint d'abord gouverneur intérimaire de la [279] Cochinchine le 30 avril 1863. (Dépêches du 31 janvier et du 110 février ; voir : Bouchot, « Documents pour servir à l'histoire de Saïgon », p. 378) en remplacement de l'amiral BONARD, puis, titulaire le 16 octobre de la même année. Il devait rester en Cochinchine — sauf une courte absence — jusqu'au au mois d'avril 1868. C'est pendant son séjour à Saïgon qu'il fut élevé, en 1865, au grade de vice-amiral.

Le gouvernement de l'amiral DE LA GRANDIÈRE fut un des plus fructueux de la conquête.

*
* *
*

Au point de vue politique, son rôle fut très important. Ainsi par l'intermédiaire du capitaine de vaisseau DOUDART DE LAGRÉE, il plaça le Cambodge sous le protectorat de la France (11 août 1863).

En Cochinchine, des révoltes continuelles troublant la sécurité de nos possessions l'amènèrent à s'emparer des provinces de l'Ouest-Cochinchinois : Chaudoc, Hatien, Vinhlong (juin 1867). Cette occupation — qui lui a été reprochée par des esprits critiques — a, en réalité terminé la conquête de la Cochinchine qui se prolongeait lamentablement depuis neuf ans et éloigné de notre gouvernement les ferments de révolte qui gênaient notre action.

Son activité concernant l'organisation de la colonie porte sur une foule de questions : choix des administrateurs, réorganisation de la justice (la peine du rotin est supprimée le 10 octobre 1865), des finances, développement des écoles, pour lesquelles il fait appel aux « Frères de l'École chrétienne », développement des établissements hospitaliers, etc. Ses dispositions administratives durèrent jusqu'en 1879.

[280] L'amiral DE LA GRANDIÈRE veilla aussi au développement économique en favorisant l'extension des voies de communication. La ville de Saigon agrandit son périmètre d'une extraordinaire façon ! En 1863, la ville s'arrêtait à l'actuelle rue La-Grandière ; quelques mois plus tard, elle atteignait la rue n° 23 (Boulevard Norodom). Le 3 octobre 1865, elle joignait la Route Stratégique (rue Chasseloup-Laubat) et, en décembre (arrêté du 6 décembre 1865), elle s'avancait jusqu'à la rue n° 27 (rue Richaud). La ville se peuplait rapidement.

Mais, parmi ses préoccupations d'ordre économique, il y en avait une de tout premier plan, à laquelle il pensait depuis 1863 : c'était la possibilité que pouvait offrir le Mékong comme route commerciale vers la Chine. Il s'en était ouvert à DOUDART DE LAGRÉE qui avait, en partie, exploré ce fleuve durant son séjour au Cambodge, et à Francis GARNIER qui, étant placé hors cadre, venait d'être nommé administrateur adjoint à Cholon. Le ministre de la Marine CHASSELOUP-LAUBAT fut pressenti ; il accepta cette initiative et donna des ordres en conséquence. La mission partit en 1866. (Voir rue Doudart-de-Lagrée et place Francis-Garnier.)

La santé de l'amiral fut éprouvée par le climat meurtrier de Saigon. Il dut rentrer en France, le 4 avril 1868, provisoirement remplacé par l'amiral OHIER. Sauf un court congé, il était resté cinq ans en Cochinchine ; c'est la plus longue période passée par un gouverneur dans cette colonie. De plus, soucieux de l'avenir de notre établissement, il avait prêché d'exemple en amenant sa famille, disant qu'« on n'organisait pas une conquête avec des célibataires ».

[281] Revenu en France depuis deux ans, il donna sa démission de gouverneur (6 avril 1870, dans « Courrier de Saigon », 5 juin 1870). Atteint par la limite d'âge, il fut retenu dans les cadres d'activité par décret présidentiel du 20 juin 1872. Il mourut à Quimper, quatre ans plus tard, le 25 août 1876.

Aux dires du ministre de la Marine et des Colonies, le marquis DE CHASSELOUP-LAUBAT, « l'amiral DE LA GRANDIÈRE était un esprit froid et méthodique, un administrateur éclairé et ferme... Son activité infatigable, son équité, sa fermeté rigide, tempérée par une parfaite politesse lui donnait un grand prestige personnel : il fut le véritable fondateur de la Cochinchine française. »

De lui :

— Différents arrêtés et programmes concernant les expositions agricoles de 1866 et 1867. Voir « Bull. Comité agricole et indust. de Cochinchine », t. 1, années 1866 et 1867, pages diverses.

Sur lui :

— AMIRAULT : « Nécrologie de l'amiral de la Grandière », « Revue maritime et coloniale », 1876, t. LI, p. 802 à 816.

— RENARD (L.) : « La question de Cochinchine », « Correspondant », 15 janvier 1865.

— VARANNES (A. de) : « La Cochinchine française depuis l'annexion des provinces du Sud », « Revue des Deux Mondes », 15 février 1868.

— WYTS (Capitaine de frégate) : « Prise de possession de Vinhlong, Chaudoc, Hatien en 1867 », « Revue maritime et coloniale », 1872, t. XXXII, p. 1-912 à 922.

[282]

À consulter :

— BAUDRIT (André) : « Correspondance de Savin de Larclause... », p. 167 § 4 ; 169 § 2 ; 176 § 3 ; 221-222 § a, « Bulletin Soc. études indochinoises », 1939, t. XIV, 3^e-4^e trim. ; 245 pp.

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire de bio-bibliographie... », p. 218, Paris, Soc. d'éditions, 1935.

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine française... », p. 98 à 119, Paris, Challamel, 1910, 444 pp.

— LHOMME : « Le Gouvernement des amiraux », p. 52 à 63 et diverses, Paris, Larose, 1901. Thèse de droit, 122 pp.

Portrait :

— BOUDET ET MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXV, fig. 74

— Bal chez l'amiral de La Grandière, « Bull. Soc. études indoch. », 1927, 1^{er} trim., p. 47-53.

96. — LANESSAN. — Rue De

7-8-H. — Orientée NNO-SSE. — La rue Lanessan, dans les quartiers suburbains, joint le quai de la Marne, sur l'arroyo Chinois, à une route longeant le canal de dérivation.

Cette rue, pour des raisons difficiles à expliquer, s'appelait « route de Cholon ». Elle ne favorise en rien, en effet, l'accès à Cholon. — C'est en 1920 que le conseil municipal, voulant « commémorer la mémoire de M. de LANESSAN, ancien gouverneur général de l'Indochine, décédé tout récemment », songea à donner le nom de ce savant, doublé d'un grand homme politique, à cette courte rue, qui est une sorte de digue au milieu des rizières.

[283]

Gouverneur général (1843-1919). — Jean Marie, Antoine DE LANESSAN naquit à Saint-André de Cubzac (Gironde) le 13 janvier 1843. C'était un esprit très vaste. Il fit la médecine navale. En 1868, il vint en Cochinchine et fut détaché à Biên-hoà. C'est en 1873, qu'il passa sa thèse de doctorat en médecine, pour laquelle il reçut une médaille de bronze. Il devint, par la suite, professeur agrégé de la Faculté de médecine de Paris. Mais, ses connaissances encyclopédiques l'amenaient également vers l'histoire naturelle et la sociologie.

Comme homme politique, il fut chargé, par le gouvernement, d'une mission d'études dans les colonies françaises d'abord en 1880, puis en 1886 ; c'est à cette date qu'il arriva en Cochinchine.

En 1891 il revint en Indochine, comme gouverneur général. Après trois ans de séjour, il tomba malade et partit se reposer au Japon (mars-octobre 1894). C'est alors qu'à la suite de ses communiqués avec Ch. CANIVET, directeur de « L'Événement » à Paris, il fut relevé de ses fonctions de gouverneur général, le 31 décembre de la même année, par DELCASSÉ, ministre des Colonies. La grande majorité de la population coloniale, dit-on, regretta son départ.

Élu député du quartier de Lyon-Vaise, il fut ministre de la Marine de 1899 à 1902. (D'après Brébion à Cabaton : « Dictionnaire. »)

Il mourut à Écouen, en 1919.

De lui :

(Extrait de son œuvre coloniale principalement).

— Les plantes utiles des colonies françaises, Paris, Impr. nationale, 1886.

[284]

— L'expansion coloniale française, Paris, Alcan, in-8, 19 cartes. — 1887.

— L'expansion coloniale de la France. (Conf. faite à la Soc. géogr. de Lyon, le 25 mars 1888), « Bull Soc. géogr. de Lyon », avril 1888.

- L'Indochine française. Étude politique et administrative, « Bull. Soc. géogr. commerciale de Paris, t. X, 1868, Paris, Alcan, in-8, 5 cartes, 1889.
- L'empire d'Annam ; son organisation sociale et politique, Chaix, in-8, 1889.
- La situation de l'Indochine française en 1894, Hanoï, Schneider, 1894.
- La colonisation française en Indochine, Paris, Alcan, 1895, in-12, carte, 360 pp.
- La colonisation en Indochine, « Bull. Soc. géogr. commerciale de Paris, 1895 (4^e fasc.)
- Morale des philosophes chinois. Extrait des livres classiques de la Chine et de l'Annam, Paris, Alcan, in-12, 1896.
- Principes de colonisation, Paris, Alcan, in-8, 1897.
- Études sur la politique intérieure, extérieure et coloniale de la France, Paris, Colin, 1897
- Comme nous colonisons, « Rappel », 25 février 1897 et « Dépêche coloniale », 26 février 1897.
- Les Missions et leur protectorat, Paris, Alcan, in-16, 1907.
- La répartition des flottes européennes et des obligations de la Marine française, Paris, Bureau de l'Information parlementaire, 1912, in-16.
- [285]
- Notre défense maritime, Paris, Alcan, 1914.

À consulter :

- ANONYME : « Le Tonkin en 1893 », Hanoï, avril 1893, in-8.
- *Avenir du Tonkin*, de 1892 à 1898. Dans le n^o du 10 nov. 1894, voir : « Le Tonkin et M. de Lanessan »
- *Courrier de Saïgon*, de 1892-94.
- LAMAGAT : « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois », t. 1, p. 8 (révocation).
- *La Politique coloniale*, de 1892.
- *Le Jour*, de 1892.
- *Le Journal de Haïphong*, de 1892.
- *L'Indépendance tonkinoise*, de 1892.
- *Tablette des Deux Charentes*, de 1887 à 1893.
- Z : « L'évolution des idées en Extrême-Orient et M. de Lanessan », « Revue indochinoise », octobre 1907.

Portrait :

- *Bull. du cinquantenaire de la Société des études indochinoises*, ou t. VIII, 1^{er} et 2^e trim. 1935.
- Voir planche XII : « Le tsarévitch, plus tard NICOLAS II, aux côtés de M. de LANESSAN, devant le palais du gouvernement général à Saïgon en 1894. »

97- LANZAROTTE. — Rue

3-6-C-D. — Orientée ONO-ESE. — Rue courte, joignant la rue d'Arfeuille à la rue de Champagne, très près de la rue Eyriaud-des-Vergnes.

Cette rue portait primitivement le n^o 48 ; elle prit son nom actuel en 1906. (Voir reg. délib., t. 16, p. 222 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794)

[286] **Conquête**. — Don Bernardino Ruiz DE LANZAROTTE était un colonel de l'armée espagnole de Manille. Il était le commandant en chef des 1.500 Tagals qui vinrent aider le corps expéditionnaire français dans la conquête qui allait être entreprise.

Transporté par la « Durance », il débarqua dans la baie de Tourane avec sa troupe, en septembre 1858, probablement après la prise de Tourane, les forts de cette localité étant tombés en notre pouvoir le 1^{er} septembre. Cependant, les Espagnols furent installés dans quelques ouvrages qu'ils eurent mission de défendre. (Voir « Savin de Larclause », p. 59, doc. 13 § 3).

LANZAROTTE vint, en février 1859, avec tout ou partie de sa troupe à Saigon, ville que le chef de l'expédition, l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY, avait décidé de prendre. Pendant l'attaque de la citadelle, les troupes espagnoles, qui étaient en soutien, eurent à rejeter un millier d'Annamites qui menaçaient notre aile droite. Le colonel les refoula vivement au delà du rach Thi-Ngé (Avalanche) (17 février 1869).

Subissant les fluctuations de la conquête, il revint à Tourane et prit part à plusieurs combats ; dans celui de 8 septembre 1859, il commandait le centre du corps de bataille ainsi qu'au combat du 15 septembre. Puis, il revint encore à Saigon, le 27 novembre 1859, avec 120 Tagals.

Il fut remplacé — peut-être en 1860 ou au commencement de 1861 — par le colonel PALANCA Y GUTTIEREZ. Ce dernier combattit à la bataille de Ki-hoà et resta jusqu'en 1863, au moins, à Saigon.

[287]

À consulter :

— BAUDRIT (André) : « Correspondance de Savin de Larclause », p. 59, doc. 13 § 3 et p. 103, doc. 39, §, 3 dans : « Bull. Soc. études Indochinoises », 1939, 3^e et 4^e trim. 245 pp.

— BAZANCOURT (Baron de) : « Les expéditions de Chine et de Cochinchine ».

— LACAYO (Augusto) : « Cochinchina y el Tonkin. España y Francia en el imperio Annamita », Burgos, T. Arnaiz, 1883, in-12.

— PONCHALON (Colonel Henri de) : « L'Indochine ; souvenirs de voyage et de campagne (1858-60). »

98. — LARCLAUSE.

Angle N.O. de 8-C. — Orientée NE-SO. — Joint la place du Maréchal-Joffre à la rue de Massiges.

En 1877, une rue fut projetée, de la rue Nationale (act. Paul-Blanchy) à la rue de Bangkok (act. Massiges) qui devait prendre le nom de « Larclause » — Ce projet fut donc exécuté et il fut même ultérieurement poussé de la rue Nationale à la rue Catinat prolongée (act. place du Maréchal-Joffre).

Conquête (1835-66). — Benjamin SAVIN DE — LARCLAUSE appartenait à une vieille souche de magistrats poitevins. Il était né au château de Monts, commune de Ceaux, dans la Vienne, le 23 octobre 1835. C'était le quatrième et dernier enfant de la famille, ce qui justifie son prénom. Il voulut, comme son frère aîné devenu plus tard général, embrasser la carrière des armes. Il entra donc à Saint-Cyr en 1854. Pendant son séjour à l'École militaire, il se sentit un violent désir de partir pour l'Orient où la [288] France et l'Angleterre étaient en difficulté avec la Chine. Le 1^{er} octobre 1856, il est nommé sous-lieutenant au 4^e régiment d'infanterie de Marine, à Toulon. Un an plus tard, il s'embarque pour le Pacifique, mais sans connaître toutefois sa destination exacte.

*
* * *

Après un pénible voyage de plus de cinq mois, il aborde Takou, dans la Chine du Nord, à l'embouchure du Peï-Ho, la rivière de Tien-Tsin. Mais, lorsqu'il arrive, les combats sont finis. Il assiste à la signature de la paix comme porte-fanion de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY (27 mai 1858).

Puis, il vient à Tourane le jour de la prise de cette ville par les Français (1^{er} septembre 1858). De là, il se rend à Saigon pour l'attaque de la citadelle (17 février 1859), lève le plan de la ville et après un mois de séjour retourne à Tourane. Il reçoit le baptême du feu le 8 mai 1859, au cours d'une sérieuse escarmouche. Le 20, juillet, il est nommé lieutenant du régiment d'infanterie de Marine. Après un court séjour à Canton, il retourne une troisième et dernière fois à Tourane. Il faut voir, dans sa correspondance, combien la troupe, campée sur une lagune de sable, souffrait moralement et physiquement !

Enfin, en mars 1860, il repart pour Canton, en vue d'une campagne que doit diriger le général COUSIN-MONTAUBAN ; mais, à cet instant, il devient préfet de police d'un quartier de la ville et reste à son poste jusqu'en octobre 1861. Alors, il débarque à Saigon, avec l'idée de s'y fixer, en entrant dans l'Administration ou en devenant colon.

*
* * *

[289] C'est le 25 novembre 1861 qu'il arrive en Cochinchine ; mais, contrairement à ce qu'il supputait, il reste encore militaire. Il est à la prise de Biên-hoà le 14 décembre 1861. Puis, on lui confie le commandement d'une compagnie à Thudaumot. Là, il apprend sa nomination de capitaine (décret du 5 décembre 1861). Le pays lui plaît toujours davantage ; il le trouve plus beau que tout ce qu'il a vu ailleurs, en Malaisie, par exemple.

Après un congé qui se place de juillet 1862 à août 1863, il est nommé administrateur à Tayninh et capitaine chef de poste (octobre 1863). Ses nouvelles occupations le charment infiniment : il lève un plan cadastral, distribue des titres de propriété, perçoit l'impôt... Aussi, écrit-il à sa famille : « Je voudrais bien savoir quel est le préfet de France ayant autant à travailler que moi comme administrateur, justice, et le reste ».

Le 12 février 1866, à minuit un quart, il se marie à Saigon et le 7 juin suivant, il tombe victime d'un soulèvement fomenté par un prétendant cambodgien, POU-COMBO.

Il repose aujourd'hui au cimetière de Saigon, « parmi d'autres pionniers de la première heure, de ceux qui sont morts simplement, obscurément, sur cette terre lointaine et jadis hostile, pour le bien-être de leurs descendants et pour la grandeur de leur Patrie ».

De lui :

— Correspondance de Savin de Larclause, officier d'infanterie de Marine, concernant les campagnes de Chine et de Cochinchine française. — Recueillie et annotée par André Baudrit, « Bull. Soc. études indochinoises », 1939, 3^e et 4^e trim. 245 pp. 13 HT.

[290]

Sur lui :

— BAUDRIT : « Aperçu biographique sur Savin de Larclause », « Bull. Société études indochinoises » 1935, 4^e trim., p. 155-165.

— BAUDRIT : « La vie de Savin de Larclause, d'après sa correspondance », voir première référence, p. 13 à 19.

Portrait :

— Voir première référence : trois portraits (sous-lieutenant, dans un groupe, capitaine).

99. — LARÉGNÈRE. — Rue

5-7-C-E. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat au S.E. (devant le jardin de la ville), à l'Avalanche au N. O.

Cette rue s'appelait primitivement « rue du Jardin ». Elle prit son nom actuel en 1897 (Voir reg. délibérat., t. 10, p. 94-95. Séance du 24 février 1897 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788). Elle atteint en deux fois son développement actuel ; le dernier tronçon, allant de la rue Legrand-de-la-Liraye à l'Avalanche, fut fait de 1905 à 1908. (Voir reg. délibérat., t. 21, p. 235. Séance 18 nov. 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 358, doc. 739).

Conquête (1832-1861). — Éléonore, Étienne JOUHANNEAU-LARÉGNÈRE naquit le 18 novembre 1832. Il entra dans la marine en 1850, fut nommé aspirant le 1^{er} août 1852 et enseigne le [291] 1^{er} septembre 1855. Il vint à Saïgon le 17 février 1861, étant à bord du « Rhin », un des vaisseaux de l'escadre amenée par l'amiral CHARNER. Au moment de l'attaque des lignes de Ki-hoà, il appartenait, en qualité de lieutenant, à la 3^e compagnie des marins débarqués.

Le 25 février 1861, deux colonnes d'infanterie encadrant l'artillerie sont amenées devant le fort annamite et lancées en trois groupes d'attaque placés de front. LARÉGNÈRE appartient à celui de droite. Ce groupe est animé de tant d'ardeur qu'il s'empare de son objectif en un quart d'heure, mais il faut trois quarts d'heure aux groupes du centre et de gauche pour voir leurs efforts couronnés de succès. Par suite de ce décalage horaire, le groupe de droite reste sous un feu concentré qui lui cause des pertes considérables. C'est alors que l'enseigne de vaisseau JOUHANNEAU-LARÉGNÈRE tombe avec le flanc gauche complètement ouvert. Il dit à son ami POUZOLS, enseigne du « Monge » qui se précipite vers lui pour lui porter secours : « Retourne à ton poste et écris chez moi que je suis mort bravement ! » Puis, il donne son sabre à l'aspirant MARÉCHAL, sous-lieutenant à sa compagnie, qui avait brisé le sien dans le combat.

« Quand il fut à l'ambulance, dit un témoin oculaire, on jeta sur lui un drap pour empêcher ses entrailles de se répandre. Qu'il souffrait le malheureux ! Il ouvrait la bouche d'une manière démesurée, il ne disait rien, mais ses traits remplis d'angoisse se contractaient comme s'il eût arrêté des cris épouvantables qui voulaient sortir de sa poitrine ». (Pallu de la Barrière, p. 87, note 1).

Il mourut après une atroce agonie qui dura cinq heures. L'amiral CHARNER le cita à [292] l'ordre du jour. Il fut enterré sur le lieu même de la bataille, dans le fort maintenant détruit de Ki-hoà. Et aujourd'hui, aux mois où reverdissent gaiement les rizières, sa pyramide blanche se détache nettement en bordure de la route de Phnom-Penh, près du village de Ba-kéo, comme un émouvant souvenir d'un passé déjà lointain.

À consulter :

100. — LEFÈBVRE. — Rue

8-9-E F — Orientée NE-SO. — Parallèle à l'arroyo Chinois et à proximité de celui-ci. Unit le boulevard Kitchener à la rue Guynemer. (Près du boulevard de la Somme).

Cette rue était primitivement désignée par le n° 1. Elle prit le nom de « rue Lefèbvre » par arrêté de l'amiral DE LA GRANDIÈRE, en date du 1^{er} février 1865. (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865).

Ecclésiastique (1810-1865). — Mgr Dominique LEFÈBVRE naquit à Courtonne-la-Meurdrac dans le diocèse de Bayeux (Calvados) le 1^{er} août 1810. Missionnaire apostolique des Missions étrangères, il partit pour l'Annam le 15 mars 1835. Il devint évêque d'Isauropolis (1841), coadjuteur du vicaire apostolique d'Annam en 1842, puis, premier vicaire apostolique de la Cochinchine occidentale en 1844.

Sa vie coloniale est d'abord mêlée à l'histoire des persécutions chrétiennes en terre d'Annam ; ensuite, elle est à l'origine des services hospitaliers à Saïgon.

[293] En vertu d'un arrêté de proscription de THIEU-TRI (1841-47), Mgr LEFÈBVRE fut arrêté et mis en prison à Hué (1844), puis condamné à mort ainsi que quatre autres missionnaires. Le commandant d'un navire américain, de passage à Tourane, ayant eu connaissance de ce fait, essaya d'obtenir la libération des prisonniers. N'ayant pu y parvenir, il prévint l'amiral CÉCILLE, commandant l'escadre française d'Extrême-Orient, du danger couru par les missionnaires. Celui-ci adressa immédiatement à THIEU-TRI une lettre, traduite en chinois, réclamant impérieusement la liberté des prisonniers, et la confia au capitaine de corvette FOURNIER-DUPLAN, commandant l'« Alcène » qui se présenta à Tourane le 31 mai 1845. Se montrant énergique, il obtint la libération de l'évêque et de ses compagnons qu'il reçut à son bord le 12 juin et il les transporta à Singapour.

Quatorze ans s'écoulèrent avant que l'escadre de l'amiral RIGAUT DE GENOUILLY ne se présentât devant Saïgon. Dès son arrivée dans la rivière, Mgr. LEFÈBVRE, reconnaissant envers la marine française, vint à bord du vaisseau amiral pour renseigner le chef du corps expéditionnaire sur la situation qu'il allait trouver à Saïgon.

Les documents ne disent pas ce qu'il advint de l'évêque, de 1859 à 1861, lorsque Saïgon et Cholon ayant été pris, le corps expéditionnaire suspendit toute activité dans la région. Mais, en 1861, il créa un hôpital indigène « au milieu de Saïgon », dit Paulin VIAL. « Le saint fondateur de cette œuvre de bienfaisance l'avait d'abord entreprise avec ses propres moyens dans la maison qu'il habitait. Il avait recueilli et soigné lui-même les Asiatiques malades et sans ressources qui se réfugiaient en ville. Plus [294] tard, il avait obtenu du commandant d'ARIÈS des médicaments et la désignation d'un médecin de la Marine pour soigner les malheureux qu'il avait assisté si généreusement. Après la bataille de Ki-hoà, il reçut encore trente soldats annamites blessés qui n'avaient pu être placés à l'hôpital de la Marine. L'amiral CHARNER lui accorda alors un secours de 150 francs par mois ; cette subvention fut doublée en 1863, par l'amiral DE LA GRANDIÈRE ». (P. VIAL : « Les premières années... », t. 1., p. 336).

Mgr. LEFÈBVRE démissionna en 1864, pour raisons de santé. Il se retira à Marseille à la procure des Missions étrangères, où il mourut le 30 avril 1865. L'année qui suivit son départ, son hôpital fut transféré à Choquan : il pouvait recevoir alors de 150 à 200 lits. (Voir nota).

De lui :

Lettre de Mgr. Lefèbvre au commandant de la corvette française. (1^{er} avril 1845), « Bull. Soc. géogr. Roche fort », 1908, 108.

Sur lui :

— LAUNAY (Adrien) : « Mémorial de la Soc. des Missions étrangères », 2^e partie (1658-1913), p. 378-379, Paris, Séminaire des Missions étrang., 1916.

— ROUX (J.-B.) : « Mgr. Lefèbvre et les Carmels d'Indochine », « Bull. Soc. M. E. de Paris », t. 1, n° 10, oct. 1922, p. 557-559.

Nota : Cependant, dès 1861 — et peut-être dès 1859 — il y avait une ambulance militaire à Choquan ; des blessés de Ki-hoà y avaient été soignés : Frostin, Testard, etc. Il faut peut-être comprendre par l'information qui précède que les deux établissements hospitaliers ont été fondus en un seul à cette époque.

[295]

— X : « Narrative of the Events Connected with the arrest of the Right. rev. Mgr. Le Fèbvre, Bishop of Isauropolis, « Journal Indian Archipelago », t.1, 1847.

À voir :

— VIAL (Paulin) : « Premières années... », T. 1, p. 336.

— HAUSSMANN (Auguste) : « Voyage en Chine, Cochinchine, Inde, etc. », Paris, Olliver, 3 vol. 1844-45-46. (Voir t. II, dernier chapitre.)

101. — LEGRAND DE LA LIRAYE. — Rue

5 8-11-D. — Orientée NE-SO. — Unit la rue Rousseau (à son extrémité vers l'arroyo de l'Avalanche), à la rue de Verdun (est continuée par la rue du Général-Lizé, qui mène à Cholon).

La rue Legrand-de-la-Liraye fut d'abord percée du boulevard Albert-1^{er} à la rue Paul-Blanchy. Elle était désignée sous le n° 29, puis, par arrêté du 2 juin 1871, on l'appela « rue de Baria ». Enfin, elle prit son nom actuel en 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p. 142-145. Séance du 26 août 1897 ou Baudrit, t. 2, p. 400, doc. 789).

Inspecteur des affaires indigènes. (1819-1873). — Théophile, Marie LEGRAND DE LA LIRAYE (dire : Liraille, c'est ainsi qu'il prononçait lui-même son nom, rapporte la tradition) naquit à Mauves, arrondissement d'Ancenis (Loire-Inférieure), le 25 juillet 1819, d'une vieille famille de la noblesse nantaise. Il fit ses études à Versailles, mais sa vocation religieuse le porta à entrer au séminaire de Saint-Sulpice, où il fut ordonné prêtre. Puis, il fut missionnaire apostolique des Missions [296] étrangères et arriva en cette qualité au Tonkin, le 26 décembre 1843. Dix ans plus tard, atteint de neurasthénie, il partit pour Hongkong et retourna au Tonkin en 1854. Mais, comme sa maladie s'aggravait, il rentra en France.

C'est au moment de l'intervention en Annam qu'il revint dans ce pays, servant d'interprète à l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY pendant l'occupation de Tourane (1858-59). Il se rendit à Saïgon dès la prise de la ville, en 1869, et semble y être resté jusqu'à sa mort, survenue quatorze ans plus tard. Affecté au vicariat de Saïgon en 1860, il quitta les Missions étrangères en 1861 pour entrer dans l'administration coloniale. Les services lui furent alors décomptés rétroactivement : considéré comme stagiaire à partir du 31 août 1858 (veille de la prise de Tourane), de 3^e classe le 26 juin

1862, de 2^e classe le 1^{er} avril 1863, etc. Comme inspecteur des Affaires indigènes, il fut attaché au tribunal de la justice indigène, puis devint interprète de l'amiral DE LA GRANDIÈRE. En juillet 1867, l'amiral l'envoya à Hué notifier à la Cour, l'occupation des trois provinces de l'Ouest cochinchinois par le gouvernement français (Vinhlong, Chaudoc, Hatien).

En 1870, il fut nommé deuxième vice-président du Comité agricole et industriel de Cochinchine (l'ancêtre de la Société des études indochinoises).

Il mourut à l'hôpital militaire de Saigon, le 7 août 1873, à 5 h 45 du soir, atteint d'une anémie profonde.

« Homme remarquable par la variété et l'étendue de ses connaissances ; linguiste estimé, il laissa un grand nombre d'ouvrages [297] manuscrits déposés aux archives de la bibliothèque de Cochinchine. Sur sa tombe, élevée par le gouverneur de la Cochinchine, se lit cette épitaphe : « Dévoué aux intérêts du pays, il cachait un mérite éclatant sous une rare modestie ». (Brébion et Cabaton).

LEGRAND DE LA LIRAYE était officier de la Légion d'honneur, et membre correspondant de l'Institut.

De lui :

— Nuoc-mam, poissons, escargots, etc., « Bull. Comité agr. et ind. de Cochinchine », 1869, n° 8, t. 2. p. 50-54.

— Huile de poisson, sésame, tabac, « Bull. Comité agr. et ind. de Coch. », 1870, t. 3, n° 9, p. 38-40.

— Rapport au gouverneur sur les travaux du Comité de 1865 à 1871, « Bull. Comité agr. et ind. de Coch. », 1871, t. 3, n° 11, p. 147-154 (2^e sem. 1870)

— Examen des produits envoyés par M. Legrand de la Liraye, pour l'Exposition de Lyon, sous le nom d'écailles de poissons bouillis, « Bull. Comité agr. et ind. de Coch. », 1874, t. 1, n° 3, p. 164.

— Notes historiques sur la nation annamite, Saigon, in-8, 1866. et « Courrier de Saigon », depuis le 5 septembre 1865.

— Dictionnaire élémentaire annamite-français (Saigon, 1868), Paris, Challamel, in-8, 1874.

— L'expédition du « Bourrayne », « Bull. Soc. géographie de Paris ». 1873, 1^{re} série.

— Prononciation figurée des caractères chinois en mandarin annamite (d'après son manuscrit posthume), Saigon, 1875, au Collège des stagiaires, par TRAN-NGAOU-HANH.

[298]

Sur lui :

— « Courrier de Saigon », 20 mai 1870 : sa nomination de 2^e vice-président du Comité agric. et industriel.

— « Courrier de Saigon », du 20 août 1873. Nécrologie : L'abbé Legrand de la Liraye.

— Acte de décès à la mairie de Saigon

À consulter :

— DELVAUX (R. P.) : « Monseigneur Pellerin, premier vicaire apostolique de Hué » (Voir p. 3, note 1), Paris, Impr. S.M.E. Nazareth- Hongkong, 1937, 82 pp.

6-7-F-G. — Orientée NE-SO. — Rue courte unissant les rues d'Arras à la rue Nguyễn-tân-Ngkiêm. Elle est au N.O. du boulevard Galliéni, presque parallèle et très près de ce dernier.

La rue du Général LÉMAN portait autrefois le nom de « rue de l'Abattoir de Cauko ». Le nom actuel lui a été donné en 1920. (Voir reg. délib., t. 44, p. 311. Séance du 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — « Gérard, Mathieu LÉMAN, général belge, né et mort à Liège (1851-1920). Sorti de l'École militaire de Bruxelles, il s'acquit une grande réputation comme officier instructeur et comme mathématicien et il commanda [...] cette époque, dont il réforma l'enseignement pratique et technique. Général en 1912 et mis à la tête de la 5^e division. à Liège, il en [299] fit une unité parfaitement entraînée, ce qui la fit appeler « la division de fer ».

Dès le 4 août 1914, 120.000 Allemands, aux ordres du général VON EMMICH, arrivaient devant le camp retranché de Liège défendu par une garnison de 35.000 hommes seulement (3^e division et troupes mobiles). Le jour même, LÉMAN échappait à une tentative d'assassinat par des espions allemands. La garnison résista, contre-attaqua même entre Fléron et Evegnée. Le 6 au matin, LÉMAN repliait ses forces sur la rive gauche de la Meuse et rompait les ponts. Bien que l'ennemi, se glissant entre deux forts fût entré dans la ville, la résistance continua. Installé au fort Loncin et bien décidé à ne pas se rendre malgré l'inégalité de la lutte, LÉMAN tint encore neuf jours, du 6 au 14 août, et quand toute défense lui parut impossible, il fit sauter le fort. Trouvé évanoui, fait prisonnier, autorisé à conserver son épée et évacué sur la Suisse en 1917, la Belgique et la France l'accueillirent triomphalement. Il reçut le titre de comte et sa figure restera l'une de celles symbolisant le mieux la résistance de la Belgique pendant la Grande Guerre (Larousse).

Parlant de cette héroïque résistance au moment où elle avait lieu quelque journaliste humoriste disait que « la Belgique avait opposé le *bouchon de Liège* à l'avance allemande ».

Sur lui :

— Voir bibliographie : Albert 1^{er} ».

Portrait :

— Larousse.

[300]

103. — LE-MYRE-DE-VILERS. — Quai

9-10-E. — Orientée N-S. — Longe la rivière de Saïgon. Joint le quai de Belgique (arroyo Chinois) à la place Rigault-de-Genouilly.

Ce quai changea de nom très souvent : au moment de l'intervention française, il s'appela « quai du Donnai » ; en 1865, il devint « quai Napoléon » (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865) ; en 1870, il prit le nom de « quai du Commerce » (Voir reg. délib., t 2, f^o. 59. Séance du 9 novembre 1870 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2. p. 396, doc. 776) ; en 1896, il s'appela « quai Francis-Garnier » (Voir reg. délib., t. 9, p. 488. Séance du 18 mars 1896 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 399, doc. 787) ; enfin, le 26

avril 1920, Francis-Garnier céda la place à Le-Myre-de-Vilers (Voir reg. délib., t. 44, p. 313) sur la demande du conseil colonial.

Gouverneur civil (1833-1918). Charles, Marie LE MYRE DE VILERS naquit à Vendôme (Loir-et-Cher), le 17 février 1833. Il commença une carrière dans la Marine et entra à l'École navale en 1849. Aspirant en 1851, il abandonna la Marine 12 ans plus tard pour l'administration préfectorale, où il resta 17 ans. Il fut successivement sous-préfet de Joigny (1863). de Bergerac (1867), puis préfet d'Alger (1869), de Limoges (1873). Il quitta ce dernier poste pour devenir directeur des Affaires civiles et des Finances, auprès du général CHANZY, gouverneur général de l'Algérie (1877). Il avait alors le titre de conseiller d'État.

*
* *

Le 15 mai 1879, LE MYRE DE VILERS devient gouverneur civil de la Cochinchine. Il remplace l'amiral LAFONT qui, en résignant ses fonctions, clôturait la période du gouvernement militaire établi depuis la conquête. L'arrivée de ce [301] premier gouverneur civil provoque un vif enthousiasme dans les milieux politiques saïgonnais. (Lire P. V. conseil colonial 1880, p. 4). Lui-même est persuadé qu'avec ce nouveau régime, la colonie va trouver un essor qui lui avait été refusé jusqu'à ce jour. Il crée 300 écoles en quoc-ngu, supprime les châtiments corporels (cangue, fers), institue un conseil colonial (8 février 1880). Désormais, le conseil municipal de Saïgon ne comptera plus d'étrangers mais seulement des Français et des Annamites ; un conseil municipal est créé à Cholon ; enfin, la Cochinchine est dotée d'un député (Voir : Blancsubé) : autant de mesures qui comblent d'aise les ambitieux.

Il fait aussi exécuter de nombreux et importants travaux publics. creusages de canaux, balisages et phares sur la côte et à Poulo-Condore ; établissement de la ligne de chemin de fer de Saïgon-Mytho. De plus. il fait faire une carte générale de la Colonie et fait paraître la revue « Excursions et reconnaissances ».

Toute cette activité se déroule en un délai de 4 ans. — En effet, en 1883, des désaccords s'élèvent entre le gouverneur et le ministre de la Marine. Ce dernier lui retirant le commandement des forces de terre et de mer, il proteste et demande sa retraite — satisfaction lui est donnée sur ce point. Il reste trois ans dans cette nouvelle position, puis, il est nommé résident général à Madagascar (8 avril 1886) où il reste jusqu'en 1889.

En France, la Cochinchine continue à absorber sa pensée.

*
* *

[302] Dès 1889, il se présente aux élections législatives de cette colonie et est élu. Son mandat est renouvelé en 1893. À cette époque, le gouvernement de la métropole l'envoie à Bangkok signer un traité entre la France et le Siam (3 oct.) réglant, entre autres choses importantes, la construction d'une ligne télégraphique entre Pnom-Penh et Bangkok. Cependant, quelques questions demeurent en suspens ; aussi ses contemporains lui reprochèrent-ils « sa faiblesse et son manque d'énergie »... ce qui ne l'empêcha pas, onze jours plus tard d'être nommé représentant. du Tonkin au Conseil supérieur des colonies, en remplacement de Jules FERRY, décédé.

Après un échec diplomatique à Madagascar, en 1894, sa popularité diminue. En 1898, il doit démissionner du poste de représentant du Tonkin pour se consacrer exclusivement au renouvellement de son mandat de député (le troisième). Et, en 1902,

il n'est pas réélu. « Les Cochinchinois lui reprochèrent d'avoir toujours considéré son mandat comme un droit acquis et de ne s'être occupé des intérêts du pays et des fonctionnaires et colons que d'une façon très secondaire. Sa faiblesse à Bangkok lui était toujours reprochée. » (Brébion et Cabaton : « Annales... », p. 283).

Un biographe plein de gratitude, PAVIE, lui reconnaît un caractère bienveillant (Voir biographie DÜRWEILL). généreux et porté à la philanthropie, mais un tempérament impérieux et dominateur : qualité pour un chef, défaut pour qui sollicite des suffrages !

Il mourut à Paris le 10 mars 1918. Il était grand officier de la Légion d'honneur depuis 1888.

*
* * *

[303] LE MYRE DE VILERS a été correspondant de la « Revue de Paris » et de la « Nouvelle Revue » où il exposait ses opinions sur les questions coloniales de politique étrangère. Il fut président de la Commission centrale de la Société de géographie de Paris et de la Société internationale d'acclimatation ; vice-président de la Société des études coloniales et de l'Alliance française.

Il aida le botaniste PIERRE, ce savant, modeste entre tous, et fut l'organisateur et le président d'un Comité pour l'érection d'une statue de DOUDART DE LAGRÉE à Grenoble.

Comme vice-président de l'Association internationale d'agriculture coloniale (fondée en 1905), il représenta la France à un congrès tenu à Londres, au sujet d'une enquête générale sur la maladie du sommeil. À cette occasion, le docteur Roux, directeur de l'Institut Pasteur, rendit hommage à l'effort de LE MYRE DE VILERS.

Enfin, en 1913, cet ami de l'Indochine obtint que la maison natale de PIGNEAU DE BÉHAINE, ancien évêque d'Adran, devint la propriété de la Société de géographie. Avec un concours non moins désintéressé que le sien, il y organisa, un musée indochinois dont l'inauguration eut lieu sous sa présidence, en 1914. Il voulait que soit conservé en France le souvenir de celui qui fut un des précurseurs de l'influence française en Extrême-Orient.

De lui :

- Chambre des Députés. Discours des séances.
- Conseil colonial. — Discours d'ouverture, 1880.
- Arrêté du gouverneur sur l'ouverture de l'exposition, en 1880, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1879, t. 1, n° 2, p. 283-84.

[304]

- Institutions civiles de Cochinchine, Paris, Paul-Émile, 1908.

Sur lui :

- « Le Cochinchinois », 6 février 1890. (Biographie).
- PAVIE (Auguste) : « Le Myre de Vilers (1833-1918) », notice de 32 pages publiée par la Société de géographie de Paris, Paris Leroux, 1918.
- PAVIE (Auguste) : « Mission Pavie, Indochine (1879-1895) », t. 1, p. 62-65, Paris, Leroux. 1901, 332 pp. Nb. cartes et HT.

Portrait :

- La notice de 32 pages. Voir p. 1
- Mission Pavie, p. 65.

104. — LESÈBLE. — Rue

7-8-A-B. — Orientée NO-SE. — Rue très courte unissant les rues Mayer et Foucault, à Dakao, près de l'angle que ces deux rues font entre elles, à proximité du boulevard Maréchal-Foch.

Cette rue portait le n° 36. Elle prit son nom actuel dans la séance du 30 mars 1906. (Voir reg. délib., t. 16, p. 221 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794)

Conquête. — Nous n'avons aucun renseignement d'état-civil sur LESÈBLE n'ayant pas été tué au combat. C'est une chose -qu'avec le recul du temps — on ne peut que regretter ! Nous [305] pouvons seulement esquisser son action à l'attaque de la Redoute couvrant le fort de Ki-hoà.

LESÈBLE était aspirant de 2^e classe à bord de la « Renommée », vaisseau arrivé à Saïgon avec l'escadre de l'amiral CHARNER, en 1861. Au moment où se déroula la bataille de Ki-hoà, qui devait dégager Saïgon encerclée depuis deux ans, LESÈBLE fut versé à la 6^e compagnie des marins débarqués. Il était alors sous les ordres du lieutenant de vaisseau DEHAU DE STAPLANDE, officier qui appartenait aussi à l'état-major de la « Renommée ». Un enseigne de la « Loire », GAUDOT, était lieutenant, tandis que le jeune aspirant devenait en la circonstance, sous-lieutenant.

L'unité formée par les marins débarqués appartenait à la colonne de gauche, commandée par le capitaine de frégate DESVAUX et dirigée par le capitaine du génie GALLIMARD, quand elle se porta à l'attaque de la Redoute. À 500 mètres de celle-ci, l'ennemi ouvrit sur les assaillants un feu considéré à l'époque comme nourri, blessant grièvement le général DE VASSOIGNE qui commandait l'opération, le colonel espagnol PALANCA Y GUTTIEREZ, l'aspirant LESÈBLE et l'adjudant JOLY.

LESÈBLE fut cité à l'ordre général de l'armée du corps de débarquement, par l'amiral CHARNER qui commandait en chef. il ne participa certainement pas à l'assaut et dut, après guérison complète, poursuivre sous d'autres cieux, une carrière si vaillamment commencée.

À consulter :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire... », p. 66, 67, 251, 277, 284

— Gravure montrant la Redoute, dans « l'Illustration » de 1861.

[306]

105. — LÊ-VAN-DUYÊT. — Rue.

6 -7-A- B. — Orientée ONO-ESE. — Petite rue longeant un des côtés du marché de Tândinh et joignant la rue Vassoigne à la rue Frostin.

Cette rue s'est trouvée créée par suite de la construction du marché de Tandinh en 1928. Aussi, dès avril 1929, il était demandé à la commission municipale, qui dirigeait alors les intérêts de la ville, de bien vouloir donner le nom du « Grand Eunuque », protecteur des Français contre la rigueur des édits de MINH-MANG, à la rue qui venait d'être faite. (Voir reg. délib., t. 54, p. 244-45. Séance du 3 mai 1929).

Grand mandarin annamite (?-1832). — Nous lisons dans le tome VIII des « Annales de l'Académie des sciences coloniales », à la page 236, la biographie suivante de ce grand personnage indigène :

« Vice-roi de la Cochinchine avec le titre de Ta-quân (maréchal de gauche), connu sous le nom de GRAND EUNUQUE. Né à Long-hông, marché de Ong-hô, sur un affluent du rach Gâm, province de Mytho (Cochinchine) en le courant du XVIII^e siècle. Mort à Saigon en août 1832 (le 1^{er} du 8^e mois annamite). Dès sa jeunesse, il fut attaché à la personne du prince NGUYÊN-ANH, le futur GIALONG, et fut chargé du gouvernement intérieur du palais de ce prince avec le titre de Thac giam. Compagnon d'armes et conseiller de GIALONG, ce fut lui qui, en 1801, força l'entrée du port de Binh-Dinh et dans un combat héroïque détruisit la flotte des TAY-SON. Ce fut encore lui qui ouvrit à son souverain la route de Hué. En 1813, GIALONG le créa vice-roi de la Basse-Cochinchine (Cochinchine actuelle) avec des pouvoirs absolus et il fut [307] chargé de rétablir le roi NEAC-ONG-CHAN sur le trône du Cambodge qu'il avait abandonné, fuyant à Saigon devant l'invasion des Siamois.

LÊ-VAN-DUYÊT avait un grand esprit de justice, une droiture de caractère et une intelligence très vives de toutes choses. Sa constante sollicitude pour les populations de Basse-Cochinchine lui avait valu le respect de tous et l'estime des honnêtes gens. Il sut, par son énergique influence, entraver les dispositions xénophobes de MINH-MANG lequel, bien que le haïssant, n'osa, lui vivant, molester les Européens. Le Ta-quân avait d'ailleurs refusé d'exécuter l'édit proscrivant la religion catholique et ses ministres. MINH-MANG fit ouvrir un procès contre la mémoire du Ta-quân qui était opposé, à toutes ses exactions. Ce procès fut cause de l'insurrection de LE-VAN-KHOI, fils adoptif de DUYÊT. Lorsque la citadelle de Saigon fut reprise et les chefs rebelles exécutés à Hué, sur l'ordre de MINH-MANG, le tombeau du GRAND EUNUQUE, situé à Giadinh, fut rasé et une perche portant une chaîne y fut plantée avec l'inscription : « À cette place est l'eunuque qui a résisté à la Loi ». Le tombeau fut rétabli par la famille, sous THIEU-TRI, et fut classé monument national par la France à la suite du traité avec l'Annam, en 1863.

... « Ce vice-roi de Saigon — dit FINLAYSON dans la relation de son séjour en Basse-Cochinchine (29 août-3 septembre 1822) — passait pour être eunuque et tout l'ensemble de sa personne confirmait jusqu'à un certain point cette agréable réputation. Il paraissait âgé d'une cinquantaine d'années, avait l'air fort intelligent et sans doute l'activité du corps était chez lui à l'unisson de celle de l'esprit. Il [308] avait une physionomie douce, mais la peau ridée. Il n'avait pas de barbe. Il ressemblait beaucoup à une vieille femme. Sa voix était aussi perçante et féminine, mais j'ai observé pareille chose, quoique à un degré moindre, chez beaucoup d'autres mâles de cette nation. Son habillement n'était pas simple ; il était sale et aussi dégoûtant à voir que celui des pauvres gens du peuple ».

Sur lui :

— NGUYÊN-VAN-TRI : « Ta-quên Lê-Duyêt Tan Tho... (traduit par....), Saigon, Phat, Thoan, 2^e fasc., 1910.

À consulter :

— ANONYME : « L'insurrection de Giadinh », « Revue indochinoise », juillet-août 1915).

— AUBARET : « Histoire et description de la Basse-Cochinchine », Paris, 1863.

— BOUILLEVAUX : « L'Annam et le Cambodge. Voyage et notes », Paris, 1874.

— LOUVET (E.) : « La Cochinchine religieuse », Paris, 1855, 2 vol.

- TRUONG-VINH-KY (Petrus) : « Cours d'histoire annamite », t. II, Saigon, 1875.
— VIAL (Paulin) : « Les premières années... », Paris, 1874.
-

106. — LIZÉ. — Rue du Général

4-6-D-F. — Orientée SO-NE. — Fait suite à la rue Legrand-de-la-Liraye, à partir de la rue de Verdun et se dirige sur Cholon, à travers la plaine des Tombeaux. Elle [309] franchit la limite urbaine au lieu-dit « Le bois du Phu », propriété de l'ancien tong-doc honoraire Do-Huu-Phuong, connu sous le nom « Phu de Cholon ».

La rue du Général-Lizé porte ce nom depuis 1920. Elle était, auparavant, connue sous le nom de « Route du Polygone » (Voir reg. délib., t. 44, p. 307 et 312. Séance du 26 avril 1920).

Guerre de 1914-18. — LIZÉ, alors colonel, exerçait quelques années avant 1914, les fonctions de directeur de l'Artillerie à Saigon. Promu général, il fut tué sur le front italien. (Voir réf. ci-dessus).

107. — Louis. — Rue Frère

6-F.G. — Rue un peu courbe, mais d'une orientation générale NE-SO. — Joint le carrefour Verdun, La Grandière, Lacote, Krantz, à la rue de Nancy (limite urbaine de Saigon).

Le nom du Frère-Louis fut donné à une partie de la rue La-Grandière, le 22 juin 1922 ; mais une pétition des anciens élèves de l'Institution Taberd pour obtenir qu'une rue portât ce nom fut faite dès le 30 mars 1921. (Voir reg. délib., t. 45, p. 313-314 et t. 46, p. 389).

Ecclésiastique (1844-1919). — Louis GAUBERT, en religion « Frère-Louis », naquit en 1844 à Montfa, dans le diocèse d'Albi (Tarn). Il entra au noviciat de Rodez en 1860, puis, pendant 15 ans, se consacra à l'enseignement. C'est en 1875 qu'il vint, pour la première fois, en Indochine où la direction du collège d'Adran (situé où est aujourd'hui l'École primaire supérieure des garçons) lui fut confiée. Mais, en 1882, le gouverneur LE MYRE DE VILERS ayant refusé les bourses aux écoles chrétiennes, celles-ci furent dans l'impossibilité de vivre et durent s'expatrier. Le [310] Frère Louis partit alors à Londres se perfectionner dans la langue anglaise ; puis, il dirigea successivement le collège Saint-Joseph à Hong-kong, pendant six ans (1883-89), et le collège Saint-Bénédict à Colombo pendant un an (1890). À cette époque, il put revenir en Indochine.

Désigné pour Saigon, il eut à conduire les destinées de l'École Taberd. Dès 1895, il fit construire un noviciat à Thuduc. Enfin, en 1896, il devint Frère Visiteur du district de Saigon et il eut sous son obédience : l'École Taberd, le noviciat de Thu-duc et l'École Puginier à Hanoi. Mais, sa nouvelle tâche ne suffisant pas à son activité débordante il créa : à Thuduc, une école (1897) ; à Giadinh (1898), une institution de sourds-muets ; à Hué (1904), l'École Pellerin et, dès 1906, transféra dans cette ville le noviciat précédemment installé à Thu-duc Il fit encore d'autres écoles : Haïphong (1907), Mytho (1908), Pnom-Penh (1911), Soctrang (1913).

En 1914, alors âgé de 70 ans, le Frère Louis jugea le moment venu de goûter d'un peu de repos, afin de « se préparer à la mort ». Il se retira au noviciat de Hué, mais il ne put, cependant, rester complètement inactif.

Il y mourut subitement, d'une embolie, le 17 janvier 1919.

Sur lui :

— « L'opinion », 18 au 20 janvier 1919.

— « Bulletin de la Société amicale des anciens élèves des Frères de l'Institution Taberd », n° 16, du 1^{er} juillet 1919, p. 51 à 60.

— Noces d'or de vie religieuse du cher Frère Louis, visiteur des écoles chrétiennes en Indochine (1860-1910). — Compte-rendu des fêtes des 21 et 22 octobre 1911, Saigon, Impr. commerciale Rey, 1911, 41 pp.

[311]

Portrait :

— « Bull. Société amicale... », p. 48.

— « Noces d'or de vie religieuse... », p. 16.

108. — LOUVAIN. — Rue de

7-8-F-G. — Orienté NNO-SSE. — Rue secondaire unissant le boulevard Galliéni (jonction avec F du plan), au quai de Belgique (arroyo Chinois). Artère parallèle et assez proche du boulevard Kitchener (au S.O. de ce boulevard).

Rue précédemment sans nom qui prit celui de Louvain en 1920 (Voir reg. délib., t. 44, p. 311. Séance du 26 avril 1920).

Par arrêté du gouverneur général en date du 23 janvier 1943, paru au *J. O. de l'I. F.* du 30 janvier, ce dernier nom vient d'être remplacé par celui de Dixmude, donné, à la même époque, à la continuation de cette rue, du bd. Galliéni à la rue du Colonel-Grimaud (parcours unifié).

Guerre 1914-18. — Louvain, ville de Belgique (Brabant), sur la Dyle. Le 19 août 1914, les Allemands entraient à Louvain qui, déclarée ville ouverte, n'opposa aucune résistance à l'envahisseur. Mais l'armée allemande de Malines et de Vilvorde, refoulée les 24 et 25 août par l'armée belge d'Anvers, se replia aussi sur Louvain : l'ennemi mit la ville à sac (27 août). La vieille cité universitaire, dont la création remontait au XV^e siècle, la collégiale de Saint-Pierre, les halles, la bibliothèque, si riche en documents précieux, le palais de justice, le théâtre, l'académie des beaux-arts ont été systématiquement incendiés sous le fallacieux prétexte d'attaques de francs-tireurs.

Ces procédés monstrueux causèrent dans le monde entier une violente et légitime indignation.

[312]

109. — LURO. — Boulevard

9-10-C-D. (Traverse l'angle N.E. de 9-C). — Boulevard orienté NO-SE. — Unit le boulevard Norodom (devant la caserne Martin-des-Pallières) au quai de l'Argonne (artère de Saigon). Longe l'arsenal et les bâtiments de la Marine dans sa partie S.E.

Le boulevard Luro est une des anciennes voies annamites de Saigon. C'était celle qui, de la rivière, menait à la citadelle. C'est elle qui fut remontée par le corps expéditionnaire français, le 17 février 1859, lors de la prise de la citadelle.

Le nom actuel de ce boulevard fut donné en 1901 à la suite de la pétition suivante, adressée au maire et aux conseillers municipaux :

« Les soussignés, souhaitant qu'un hommage public soit rendu à la mémoire d'Éliacin Luro, le fondateur et le directeur du collège des administrateurs stagiaires de Saigon, l'auteur de travaux d'administration et de justice indigène qui sont encore, après vingt ans, l'ouvrage le plus consciencieux existant en la matière, le vaillant marin dont la vie fut toute de dévouement et d'abnégation, prie monsieur le maire, et messieurs les conseillers municipaux de Saigon de perpétuer le souvenir de cet officier hors ligne, de cet administrateur incomparable, de ce savant écrivain en donnant son nom à un boulevard ou à une rue de la ville de Saigon. C'est le moins que puisse faire la Cochinchine pour celui qui consacra son existence à sa défense et à son organisation et dont tous les actes sont associés à la grandeur et à la prospérité de la colonie.

Saigon, le 21 mars 1901. »

(Voir reg. délib., t. 11, p. 432-33. Séance du 29 mai 1901 ou Baudrit, t. 2, p. 400 401, doc. 790).

Inspecteur des Affaires indigènes. (1837-1877). — « Jean-Baptiste, Éliacin LURO naquit dans le Gers, à Blousson-Sérian, le 2 août 1837.

Sa famille était, paraît-il, d'origine basque, mais établie depuis fort longtemps à [313]

Blousson-Sérian, et, de père en fils, les LURO exploitaient un petit domaine qui existe aujourd'hui et leur appartient encore, C'était une famille de bourgeois agriculteurs assez nombreuse par ailleurs, puisque Éliacin eut trois frères et deux sœurs.

Lorsqu'il fut en âge de commencer ses études, ses parents l'envoyèrent d'abord à la petite école communale du village. Il fit ensuite ses études secondaires à Auch, puis alla préparer l'École navale à Rochefort.

Le mystère de la vocation maritime aiguise toujours les curiosités. Pour LURO, comme pour bien d'autres, l'inévitable question se posa et l'on se demanda comment il avait pu délaisser les horizons paisibles de Blousson-Sérian pour l'aventure d'une existence errante... L'on ne manqua point de trouver une réponse : et l'on tomba d'accord pour admettre qu'étant petit garçon, il avait entendu dans sa famille les récits d'un officier de marine.

Quoi qu'il en soit, en 1855, il entra à l'École navale...

Entré au Borda le 3 octobre 1855, il en sortit le 1^{er} octobre 1857, fut nommé aspirant et embarqué sur le transport « l'Adour ».

Nommé aspirant de 1^{re} classe le 23 août 1858, il fut désigné pour le « Redoutable ». Lorsqu'il débarqua de ce bâtiment, il fut destiné au « Lamotte-Picquet » et fit sans doute une campagne sur les côtes du Gabon. On rapporte qu'au cours de cet embarquement, il se signala une première fois en sauvant un matelot tombé à la mer, puis une autre fois, au cours d'une épidémie de choléra, pendant laquelle il fit le métier d'infirmier, étant resté seul valide, avec le médecin.

[314] C'est en avril 1864 qu'il arriva en Cochinchine.

Tout de suite, il allait être pris par le pays. Le capitaine de frégate H. DE BIZEMONT le rapporte d'une façon assez émouvante dans la notice biographique qu'il écrivit en tête

du livre de LURO : « Le pays d'Annam », lorsqu'il raconte comment LURO vint en Cochinchine, sollicité par Francis GARNIER.

GARNIER avait alors en tête le projet magnifique qu'il réalisa en partie, suivant lequel il projetait la réalisation d'un empire colonial immense, comparable aux Indes anglaises, et dont le Mékong eut été l'artère vitale. C'est alors qu'il conçut son projet d'exploration fameux.

« C'est au cours des célèbres soirées de Cholon racontées par Paulin VIAL que les premiers plans furent ébauchés, puis dressés en 1864. LURO, alors en service à Cholon, participait à ces discussions. Il fut pressenti pour participer à l'exploration où son talent de dessinateur eut été précieux.

Ce fut une grosse déception pour lui de n'être pas désigné pour en faire partie, lorsque, deux ans plus tard, l'expédition se décida sur l'ordre du ministre CHASSELOUP-LAUBAT.

Il se consacra dès lors à une œuvre moins brillante et plus austère : à l'étude et l'organisation du pays.

En 1865 il était entré dans l'administration des Affaires Indigènes. Il fut d'abord envoyé en stage à Mytho, puis désigné comme adjoint de Francis GARNIER à Cholon.

[315] En 1866, promu lieutenant de vaisseau, il quitte l'inspection de Cholon pour s'occuper du Collège des Interprètes.

En 1868, après un congé passé en France, il passe encore quelque temps en province, notamment à Cantho, qu'il devait quitter en 1869 pour un court séjour à Vinhlong, avant de revenir à Saigon où il était nommé chef adjoint du bureau de la justice indigène.

En 1870, il était désigné comme président de la commission permanente du jardin botanique, en remplacement de PHILASTRE, parti pour la France.

Après un congé de deux ans passé en France, il reprit, en 1872, ses fonctions de chef adjoint du bureau de la justice indigène et, le 1^{er} septembre 1873, fut nommé directeur du collège des Stagiaires, collège des futurs administrateurs. C'est pour ses élèves qu'il rédigea le « Cours d'administration annamite », si complet pour l'époque et aujourd'hui encore si riche en renseignements de toutes sortes.

« En 1874, il fut nommé directeur du bureau de la justice indigène et, la même année, élevé au grade d'inspecteur de 1^{re} classe.

Cependant, il était alors fatigué, déprimé et, en décembre 1875, il demandait un congé. Il quitta Saigon le 2 janvier 1876, Il songeait néanmoins à se marier et, à la fin de la même année, il épousait une demoiselle VILLENEUVE, originaire de Philippeville.

Il était dans la famille de sa femme le 10 février et travaillait au dernier chapitre de son ouvrage, « Le pays d'Annam ». Il se sentit plus fatigué et se rendit à Toulon pour obtenir une prolongation de congé.

[316] Dès son arrivée, son malaise s'aggrava ; il entra à l'hôpital Saint-Mandrier, le 9 mars 1877. Il y mourut., le lendemain des suites d'une dysenterie contractée en Cochinchine. Il avait à peine 40 ans ». (J. PÉRIN, « Bull. Soc. études indo-chinoises », 1940, 1^{er} et 2^e trim., p. 14-15.)

De lui :

— Réponse à la dépêche de son Excellence le ministre de la Marine et des Colonies, au sujet du China-Grass, « Bull. Comité agr. et industriel de Coch. », 1870, t. 3, n° 9, p. 51 -52 (1^{er} trimestre).

— Rapport sur l'amélioration de la race chevaline, « Bull. Comité. agr. et industriel de Coch., 1870, t. 3, n° 9, p. 69-70. (2^e trimestre).

— Cours d'administration annamite, Saigon, 1874.

— Le pays d'Annam. Étude sur l'organisation publique et sociale des Annamites, Paris, Leroux, 1878

Sur lui

— BIZEMONT (DE) : « Notice sur Jean-Baptiste Éliacin Luro, auteur de : « Le pays d'Annam », Saint-Germain, Bardet, in-8, 1877.

— Numéro consacré à Éliacin Luro, « Bull. Soc. études indoch. », 1^{er} et 2^{tr} trim. 1940.

110. — MAC-MAHON. — Rue

5-9-A-F. — Orientée NO-SE. — Une des principales rues de Saigon pour le trafic, faisant communiquer le quai de Belgique (arroyo Chinois) avec l'aérodrome de Tan-Son-Nhut.

[317] Dès que la rue fut faite, peu après la conquête, elle fut désignée sous le n° 26. Le 1^{er} février 1865, l'amiral de LA GRANDIÈRE lui donna le nom de « rue de l'Impératrice » (Voir « Courrier de Saigon », 8 mars 1865). L'Empire étant renversé, les édiles proposèrent le 9 novembre 1870, de donner à cette rue le nom de « rue de France » (Voir reg. délibérat., t. 2, f° 59 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 396, doc. 776), mais l'amiral-gouverneur DE CORNULIER-LUCINIÈRE décida que la rue de l'Impératrice prendrait le nom de « rue Mac-Mahon » (Voir « Courrier de Saigon », 10 nov. 1870). À cette époque, le Maréchal n'avait pas encore joué de rôle politique important : c'est donc bien le militaire que l'amiral a voulu honorer.

De nos jours, cette rue s'arrêtait à l'arroyo de l'Avalanche. Mais, elle a été poursuivie jusqu'au Tour de l'Inspection, en direction de l'aérodrome. Ce tronçon a été inauguré par le gouverneur général BRÉVIÈ, le 28 octobre 1938.

Maréchal de France (1808-1893). — Marie, Edme, Patrice, Maurice comte de MAC-MAHON, duc de MAGENTA, naquit à Sully (Saône-et-Loire) en 1808. Il était issu d'une vieille famille irlandaise et fils d'un pair de France. Sa célébrité tient à deux branches de son activité : le militaire et l'homme politique.

a) Le militaire.

Étant général, il est envoyé en Crimée en 1855 et s'empare, le 8 septembre de la Tour de Malakof. En 1859, il prend une part capitale à la bataille de Magenta (Italie) et reçoit à cette occasion le bâton de maréchal de France et le titre de duc de Magenta.

De 1864 à 1870, il est gouverneur général de l'Algérie.

Au moment de la guerre franco-russe, il commande le 1^{er} corps d'armée. Mais devant [318] un ennemi très supérieur en nombre, son avant-garde est écrasée à Wissembourg (4 août) et lui-même attaqué à Reichshoffen (6 août). Il doit battre en retraite sur Châlons. Blessé devant Sedan et pris, il est envoyé prisonnier en Allemagne.

Sa dernière action comme militaire est la reprise de Paris aux communards.

b) L'homme politique.

Dès 1856, au lendemain de la campagne de Crimée, MAC-MAHON est nommé sénateur. Après la chute de THIERS (24 mai 1873), il accepte provisoirement la présidence de la République. Il fait une politique conservatrice qui déplaît aux députés républicains. Sommé par GAMBETTA de « se soumettre ou de se démettre », il essaie de raffermir sa situation, devant l'opposition qui se manifeste, il modifie sa politique dans un sens plus libéral (1877). Mais, après deux ans de cette nouvelle orientation, il préfère donner sa démission de président de la République : il « se démet ».

Le maréchal de MAC-MAHON est mort au château de La Forest (Loiret), en 1893.

Sur lui :

— Ouvrages généraux sur l'histoire de France.

111. — MANGIN. — Rue

6-7-A-B. — Rue orientée approximativement N.-S. — Elle joint le boulevard Paul-Bert, à l'arroyo de l'Avalanche. (Rue privée)

Cette rue, ainsi que certaines autres du même quartier, fut construite en 1928, par la Compagnie foncière d'Indochine, sur des terrains lui appartenant.

[319] **Général** (1866-1926). — Charles, Marie, Emmanuel MANGIN naquit à Sarrebourg en 1866. À sa sortie de Saint-Cyr, en 1888, il choisit l'infanterie de marine où il fit une brillante carrière, se distinguant tour à tour comme explorateur et grand tacticien.

De 1890 à 1894, il est au Soudan ; de 1895 à 1898, il commande l'escorte de la Mission MARCHAND qui traversa le Sahara avec tant de difficulté. Il est au Tonkin de

1901 à 1904, puis, comme chef d'État Major des Troupes Coloniales. Il séjourne en Afrique Occidentale de 1907 à 1911, Il prend part ensuite à la campagne du Maroc. Le 5 septembre 1912, il disperse à Sidi-bou-Othman les troupes d'un prétendant et chasse ce dernier de Marrakech.

Mais, c'est surtout à la guerre de 1914-18 que MANGIN se révéla un chef de valeur.

Général de brigade, puis de division, il eut un grand succès à Verdun, en 1916, en reprenant à l'ennemi les forts de Douaumont (24 octobre) et de Vaux (5 novembre).

En avril 1917, il commande, pendant la grande offensive, la VI^e armée qui capture, sur le Chemin des Dames, 6.000 prisonniers et prend 80 canons. Mais sa valeur n'est pas sans soulever des jalousies ; aussi, profite-t-on de ce que cette victoire n'est que partielle au regard de la victoire définitive attendue, pour le mettre en disponibilité. Il n'y reste d'ailleurs que jusqu'à la fin de cette même année.

[320] Le 11 juin 1918, il arrête à Méry-Courcelles, par une manœuvre hardie, VON HUTIER en marche vers Compiègne ; puis, avec la X^e armée, il exécute en avant de Villers-Cotterêts, le 18 juillet, la contre-attaque qui fait échouer l'offensive ennemie en Champagne. Il atteint l'Ailette le 23 août, délivre Laon le 13 octobre. L'Armistice le trouve en Lorraine, prêt à engager la bataille qui doit acculer HINDENBURG au désastre.

Après un bref séjour à Mayence où il commande l'Armée du Rhin, il est envoyé en mission dans l'Amérique du Sud (1920-21), et nommé à son retour inspecteur général des troupes coloniales et membre du Conseil supérieur de la guerre, fonctions qu'il exerça jusqu'à sa mort.

L'audace de ses conceptions tactiques, la minutie de ses préparations où l'art avait autant de place que le métier, sa ténacité, l'enthousiasme qu'il inspirait aux exécutants, ont fait de MANGIN un des généraux les plus habiles, les plus heureux et les plus réputés de la Grande Guerre.

Le tacticien se doublait aussi d'un écrivain qui se montra souvent un penseur profond et un observateur averti.

Il mourut à Paris en 1925. (D'après Larousse).

De lui :

— La force noire.

— Des hommes et des faits, Paris, Plon, sans date, 270 pp. + 1 carte H. T.

— Autour du continent latin.

— Regards sur l'Afrique, Paris, Plon, 1924, 308 pp. + 4 cartes.

[321]

— Manuel à l'usage des troupes employées outre-mer (4 vol.)

— Comment finit la guerre, Paris, Plon, 1920, 330, pp. + 11 cartes HT.

— Lettres du Soudan, « Revue des Deux Mondes », 15 mai et juin 1930.

— Un régiment lorrain : Le 7-9. Verdun. La Somme. (Préf. général Weygand), Paris, Payot, 1934, 253 pp.

Sur lui :

— Ouvrages généraux sur la guerre. Voir « Argonne ».

112. — MANUEL. — Rue du Matelot

9-10-G-H. — Orientée NNE-SSO. — Joint la rue Jean-Eudel (à un coude que fait celle-ci) avec le canal de dérivation (où elle aboutit à un bac).

Chemin charretier très ancien dont la propriété revint à la ville de Saigon lorsque celle-ci annexa le territoire compris entre l'actuelle rue Jean-Eudel et le canal de dérivation (alors en creusement), par arrêté du 16 août 1907. (Voir reg. délib., t. 17, p. 331 à 335. Séance du 7 nov. 1906 et t. 21, p. 232-33. Séance du 18 octobre 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p 298 à 301, doc. 664 et p. 301-302, doc 665).

Précurseur (-?-1782). Le matelot MANUEL est un héros français de la guerre de TAYSON qui, par les services rendus à la cause royale annamite et par sa fin glorieuse, fut considéré par l'empereur GIA-LONG comme une des « colonnes » de l'empire.

[322] Nous possédons peu de renseignements biographiques sur ce personnage, dont le nom de famille même nous est inconnu. Nous savons cependant qu'il était né en Bretagne, à une date que l'on peut fixer vers le milieu du XVIII^e siècle. Il faisait partie du personnel de la flottille française des Indes, quand, aux environs de 1780, PIGNEAU DE BÉHAINE le recruta pour lui confier un commandement dans la flotte de NGUYÊN-ANH, le futur GIALONG. « C'était, dit un document annamite de l'époque, un homme doué de beaucoup de probité et qui nous assistait avec énergie ».

La flotte royale, comprenant 400 galères, 70 embarcations et un vaisseau portugais, fut attaquée par les usurpateurs TAYSON, au Cap Saint-Jacques, devant l'embouchure du Donnaï, fin mars ou début d'avril 1782. À la vue des rebelles supérieurs en nombre, l'amiral cochinchinois, pris de panique, se sauva en haute mer, sans souci de NGUYÊN-ANH qui, voyant s'éloigner sa flotte, dut lui-même s'enfuir en remontant hâtivement la rivière : seul MANUEL restait à son poste de combat.

Cet intrépide marin était à bord du bateau portugais, dont l'équipage était fait de pêcheurs du pays de Giadinh. Aussitôt isolé, le petit navire européen fut deux fois l'objet d'une tentative d'abordage ; mais les assaillants furent « pulvérisés à coups de grenades ». Au moment où les barques taysons livraient un troisième assaut, l'équipage cochinchinois abandonna la lutte à son tour, sauta à la mer et partit à la nage : seul MANUEL restait encore à son poste !

Avec l'énergie du désespoir, il lutta contre la nuée de ses ennemis et les tint un moment en [323] respect, Mais, ne pouvant — sans secours — se défendre et manœuvrer son bateau, celui-ci finit par s'échouer. MANUEL comprit que le combat allait bientôt finir, alors « il descendit à fond de cale et lorsqu'il estima que son navire était suffisamment garni d'adversaires, il mit le feu aux poudres amassées dans la saintebarbe. Le navire sauta. Le Breton, victime de son sublime dévouement à la cause royale, périt dans les flammes, entraînant avec lui dans la mort un bon nombre des assaillants (mars-avril 1782) ».

De son vivant, MANUEL avait été fait « Khâm-Sai » (délégué impérial) et avait reçu le grade de « Chuong-Vê » (commandant de régiment).

« NGUYÊN-ANH conféra au défunt le titre de « marquis de An-Hoà, paisible et tranquille [dans la mort] », ainsi que le qualificatif de « sujet fidèle, juste et méritant ; généralissime et colonne de l'Empire ». Ce héros français a pris rang avec 1.015 autres personnages annamites dans la pagode du Camp des Mares où est honorée la mémoire de ceux qui sont morts pour la restauration du trône des NGUYÊN (D'après G. TABOULET, référence ci-après).

Sur lui :

— G. TABOULET : « Sur le matelot Manuel, mort au champ d'honneur, en combattant pour Gia-Long », « Bull. Soc. études indoch. », 3^e et 4^e trim. 1940, p. 55 à 64, 2 H. T.

113. — MARCHAISSE. — Rue

Angle NE. de 8-F. — Orientée NO-SE. — Joint le boulevard Gallieni (quartier de la Gare) au quai de Belgique

[324] Primitivement, cette rue portait le n° 34. Elle prit son nom actuel par arrêté de l'amiral DUPERRÉ, en date du 14 mai 1877.

Officier d'infanterie de Marine (1814-1866). — Le lieutenant-colonel MARCHAISSE (Jean, Ernest). naquit à Rochefort (Charente-Inférieure), le 5 mai 1814. Il arriva de France le 11 juillet 1865 par le transport « Orne ». Le lendemain, 12 juillet, il prenait à Saigon le commandement du 3^e régiment d'infanterie de Marine. Du 30 août au 30 décembre de la même année, il devint commandant supérieur des troupes de la Cochinchine.

Le 7 juin 1866, une révolte du prétendant cambodgien POU-COMBO avait mis en effervescence le cercle de Tay-ninh. Ce jour-là, le capitaine SAVIN DE LARCLAUZE, un sous lieutenant et onze hommes avaient été tués ; on craignait de voir la rébellion s'étendre.

Un détachement fut envoyé de Saigon, sous les ordres du lieutenant-colonel MARCHAISSE, afin de récupérer le corps de ceux qui venaient de succomber et de châtier les révoltés. Le 8 au soir, toutes les victimes étaient ramenées au fort. Mais, lorsque quelques jours plus tard, la colonne voulut détruire la bande de Cambodgiens ennemis se montant à deux cents individus (et non 2.000 comme le dit P. Vial), il manœuvra de si piteuse façon, qu'il amena sa troupe dans un marécage où lui-même et dix de ses soldats, complètement embourbés, se firent tuer sur place (14 juin 1866).

Il repose maintenant au cimetière de Tay-ninh, derrière le fort qu'il avait mission de [325] défendre, ayant à ses côtés, ainsi qu'au jour tragique, la garde des dix hommes qui périrent avec lui.

À voir :
BAUDRIT (André) : « Correspondance de Savin de Larclause... », p. 189-192, doc. 90,
« Bull. Soc. études indoch. », 1939, 3^e et 4^e trim.
— VIAL (Paulin) : « Les premières années... », t. 11, p. 57-68.

Gravure :
— Vue du cimetière de Tay-ninh. — Voir : Baudrit, réf. ci-dessus, planche XIII-A.

114. — MARNE. — Quai de la

6-9-F-H. — Orienté SO-NE. — Quai longeant la rive droite de l'arroyo Chinois et s'amorçant au pont tournant. Il commence donc à la rue Jean-Eudel et finit en chemin sans issue au rach Ong-Lôn.

Ce quai s'appelait autrefois « quai de Khanh-hoi ». Il prit le nom de « quai de la Marne » en 1916 (Voir reg. délib., t. 37, p. 322-323 et 326-327. Séance du 10 août 1916 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 419 et 422).

Guerre 1914-18. — La Marne est une rivière de 526 km. qui prend sa source au plateau de Langres et se jette dans la Seine près [326] de Paris. Cette voie d'eau a toujours été un des chemins d'invasion menant droit à la capitale : c'est la raison pour laquelle de violents combats s'y sont de tous temps déroulés.

Au cours de la Grande Guerre, deux batailles importantes ont eu lieu dans la vallée de la Marne.

a) du 6 au 13 septembre 1914.

Sur l'initiative du général GALLIÉNI, commandant militaire de Paris, les troupes françaises furent lancées sur le flanc de la 1^{re} armée allemande, commandée par VON KLUCK qui s'avancait imprudemment à l'est de Paris. Le front s'étendait de Meaux à Bar-le-Duc. Les principaux épisodes de cette grande opération stratégique sont ceux des deux Morins, de Révigny, de Vitry, des marais de Saint-Gond et de l'Ourcq.

Par cette audacieuse manœuvre, Paris fut dégagé.

b) du 18 juillet au 6 août 1918.

Après une attaque allemande qui eut lieu le 15 juillet 1918, les lignes françaises furent percées au Chemin des Dames (N. de l'Aisne) et une poche fut créée allant, en largeur, de Soissons à Reims et s'étendant, en profondeur jusqu'à Château-Thierry et Dormans (sur la Marne). Une contre-offensive française, déclanchée le 18 juillet, ramena en quelques jours l'ennemi sur ses positions de départ. Cette action principale se décompose en deux actions secondaires : celle du Soissonnais [327] et de l'Ourcq (18-28 juillet) et celle du Tardenois (29 juillet-6 août). (Voir note).

Le général FOCH, qui commandait en chef, fut fait maréchal dès le 6 août, pour les brillantes qualités militaires qu'il venait de montrer.

À lire :
— Ouvrages généraux sur la guerre. Voir « Argonne ».
— BABIN (Gustave) : « La bataille de la Marne (6-12 sept. 1914) », Paris, Plon, 1916, 89 pp. + 9 cartes.
— DOMINIQUE (Pierre) : « 1914. — La Marne », Paris, Tallandier, sans date, in-8, 550 pp.

— KÆLTZ (Ltt-CI) : « L'armée Von Kluck à la bataille de la Marne (5-9 sept. 1914) », Paris, Lavauzelle, 1931, 410 pp. Nb. cartes, croquis, plans, gravures.

— KOSNER (Karl) : « Der Koenig. — Au quartier général du Kaiser pendant la seconde bataille de la Marne ». (Traduit de l'allemand par H. Massou et le lieutenant J. Massoul), Paris, Plon-Nourrit, 1923.

LE GROS (Général H.) : « La genèse de la bataille de la Marne (Septembre 1914), Paris, Payot, 1914, 216 pp.

— MADELIN (Louis) : « La victoire de la Marne. — La ruée ennemie. — L'ordre d'arrêt. — La bataille. — Les résultats immédiats. — Les conséquences historiques », Paris, Plon-Nourrit, 1924.

Nota : Il faut noter que le conseil municipal de Saigon a donné au quai de Khanh-hoi le nom de « quai de la Marne » en 1916, donc en souvenir de la première bataille de la Marne seulement.

[328]

— MICHELIN : « La Marne (1914) : L'Ourcq, Chantilly, Senlis. Meaux. — La deuxième bataille de la Marne. — Reims et les forts de la Pompellé ». (Guides), Clermont-Ferrand, Michelin, 1920.

— MULLER (Cdt.) : « Joffre et la Marne », Paris, Crès, 1931, 139 pp.

— ROUQUÉROL (Général J.) : « La Main de Massiges », Paris, Payot, 1933, 199 pp.

115. — MARTIN. — Rue Guillaume

9-F.G. — Orientée NO-SE. — Fait suite à la rue Vincensini et débouche sur le quai de la Marne (Quartier de Khanh-hoi).

Le nom de Guillaume MARTIN était donné à une ruelle de Tandinh, située entre les rues Paul-Blanchy et Garcerie, quand il se révéla, par la suite, qu'il s'agissait d'une voie privée. Le nom fut alors immédiatement transporté à une rue sans nom du quartier industriel de Khanh-hoi. (Voir reg. délib., t. 46, p. 270-71. Séance du 17 mars 1922 et 361-362. Séance du 18 mai 1912).

Guerre 1914-18. — Guillaume MARTIN naquit le 17 avril 1899 à Saint-Denis de la Réunion et se fixa en Indochine, avec sa famille, en 1913. Lorsqu'éclata la guerre, en 1914, il voulut s'engager, mais son jeune âge s'y opposait. Une tentative clandestine de départ au front, en 1915, l'amena jusqu'à Dombasles (Meurthe-et-Moselle), mais là, il fut découvert et, n'ayant sur lui aucun papier justifiant de son identité, on l'enferma quelques jours à Verdun. Il dut, après enquête, rejoindre sa famille à Saigon. Mais, [329] dès qu'il eut 17 ans, le 17 avril 1916, il s'empessa de contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre ; il fut alors incorporé au 11^e régiment d'infanterie coloniale. Un an plus tard, il partait au front. Après un hiver passé à Perpignan, le printemps de 1918 le trouva aux tranchées devant Reims ; il avait, entre-temps, été muté au 24^e colonial.

Toujours volontaire pour les missions périlleuses, il prit part, le 6 juillet, à un coup de main que le général GOURAUD avait réclamé pour déceler la force et les intentions de l'ennemi ; mais, le 9, au cours d'un violent bombardement de diversion ennemi, localisé sur la 7^e compagnie, à laquelle il appartenait, Guillaume MARTIN fut tué net d'un éclat de torpille au front, alors qu'il tenait les tranchées dans un petit village de l'Argonne. Il fut provisoirement inhumé dans le cimetière militaire de Ville-Dommanges. Peu de jours

après, son colonel, voulant récompenser l'héroïsme qu'il n'avait cessé de montrer en toute circonstance, le citait à l'ordre du Régiment.

Après la guerre, le corps de Guillaume MARTIN fut ramené en Indochine et réinhumé à Saïgon le 25 août 1922.

Sur lui :

ANONYME : « Les obsèques d'un héros », « Le Réveil saïgonnais », n° 1552, du 26 août 1922.

116. — MARTIN-DES-PALLIÈRES. — Rue

7-8-A-B — Orientée N-S (près de 8), et traversée sur toute sa longueur par une ligne de tramway. — Joint le boulevard Albert-1^{er} à l'Avalanche (Quartier de Dakao).

[330] Précédemment rue n° 27. Prit le nom de MARTIN DES PALLIÈRES à la séance du conseil municipal du 30 mars 1906 (Voir reg. délibérat., t. 16, p. 221 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 406, doc. 794)

Conquête (1823-1876). — Charles, Gabriel, Félicité MARTIN DES PALLIÈRES naquit à Courbevoie (Seine), le 22 novembre 1823. Il sortit de Saint-Cyr en 1842 et choisit l'infanterie de Marine. Il combattit devant Sébastopol et y fut blessé (1856).

Il fait la campagne d'Annam et de Cochinchine comme commandant. Il débute par Tourane (1858). Puis, lorsque l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY se dirige sur Saïgon pour l'attaque de cette ville, il confie à DES PALLIÈRES, ainsi qu'au colonel REYBAUD, le commandement de trois compagnies destinées à intervenir rapidement en cas d'événements imprévus. Le 17 février, c'est lui qui conduit le peloton d'avant-garde qui a pour mission d'attaquer la citadelle de Saïgon. À la tête des 7^e et 11^e compagnies d'infanterie de Marine et des compagnies du « Phlégéton », du « Primauguet » et de l'« El Cano » il s'élance à travers les fourrés qui se trouvaient à gauche de l'actuel boulevard Luro et lance ses hommes à l'assaut des remparts. (Voir gravure dans « L'illustration » de 1859, reproduite dans BOUCHOT : « Documents pour servir... » p. 65). À quelque temps de là, il repart pour Tourane et prend une part active aux combats des 7 et 8 mai. L'amiral commandant en chef dit dans un rapport au ministre : « Comme en toutes circonstances, le chef de bataillon MARTIN DES PALLIÈRES s'est montré habile et vaillant militaire... » Le 12 septembre, il conduit une importante opération aux abords de la ville. Le 18 novembre, au combat de [331] Kien-Chan, sa colonne s'empare de deux forts encadrant la route de Hué et le 23, d'un fortin. situé un peu au-delà de ceux-ci.

Bref, pendant son séjour dans la Péninsule indochinoise, le commandant MARTIN DES PALLIÈRES a toujours mené vers un heureux dénouement les opérations militaires qui lui ont été confiées.

C'est le 6 mars 1860 qu'il quitte Tourane pour Canton.

Il est nommé général de brigade en 1868. Le 8 janvier 1869, étant à bord de « L'Impératrice », il est de passage à Saïgon, simple escale d'un voyage du Japon en France, par Suez. (Voir « Courrier de Saïgon », 20 juin 1869). Son arrivée dans la métropole précède de peu la guerre avec la Prusse. Il y prend part et est gravement blessé à Bazeilles (3 sept. 1870). À peine guéri, il est mis par GAMBETTA à la tête d'une division et se distingue à Coulmiers. Puis, il commande le XV^e corps et protège la retraite, lors de l'évacuation d'Orléans (3 décembre 1870). Ayant été desservi par les événements, il est mis en disponibilité. Mais, il écrit en 1872 un livre intitulé :

« Campagne de 1870-71. — Orléans », dans lequel il cherche à se justifier et montre l'incompétence et la partialité de GAMBETTA et de son délégué, DE FREYCINET.

En 1871, il est député de la Gironde à l'Assemblée nationale et siège à droite.

Il est mort à Palaiseaux (Seine) le 10 septembre 1876, atteint de tuberculose pulmonaire. Il n'était âgé que de 53 ans.

De lui :

— Campagne de 1870-71. — Orléans, Paris, Plon, 444 pp. (2^e édition 1874)
[332]

Sur lui :

ANONYME : « Nécrologie », « Revue maritime et coloniale », 1876, T. LI, p. 518 à 523.

— « Courrier de Saigon », 20 juin 1869 (Son passage à Saigon).

À voir :

— BAZANCOURT (Baron de) : « Expédition de Chine et de Cochinchine... », T. 1, p. 305 (note 1), 307, 315, 316, 350.

BAUDRIT : « Correspondance de Savin de Larclause... », p. 58, doc. 3, § 2, « Bull. Soc. études indochinoises », 1939, 3^e et 4^e trim.

Portrait :

— Lieutenant Martin des Pallières, d'après le tableau de Castelli 1847 (Musée de l'Armée) dans DESPRÉAUX (Albert) : « Les uniformes des troupes de la Marine et des troupes coloniales et nord-africaines », Exposition coloniale internationale de Paris, 1931. Voir p. 76

117. — MASSIGES. — Rue de

Coupée par l'angle N-E de 8-C. Orientée N.O-SE. — Joint la rue Lucien-Mossard (derrière l'hôpital) à la rue Legrand-de-la-Liraye (devant la porte du cimetière).

Cette rue fut d'abord désignée sous le n° 10. Par arrêté de l'amiral DUPRÉ, en date du 27 janvier 1871, elle prit le nom de « rue de Bangkok », Enfin, c'est [333] en 1920 qu'elle fut appelée « rue de Massiges ». (Voir reg. délib., t. 44, p. 309. Séance du 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Massiges est une petite commune de la Marne, à 18 km. de Sainte-Ménéhould, dans la Champagne pouilleuse. Pendant toute la guerre, elle fut le théâtre de durs combats. Mais le lieu exact qui a le plus défrayé la chronique est un plateau situé au Nord du village, projetant sur la vallée cinq contreforts qui rappellent les doigts écartés de la main : d'où le nom de « Main de Massiges. »

Les Allemands s'en emparèrent lors de leur avance initiale, en 1914. Les Français les en chassèrent les 25 et 26 septembre 1915 et furent arrêtés un peu plus au nord-ouest devant Maisons-de-Champagne. C'est sur ces positions que les lignes se stabilisèrent jusqu'à la dernière offensive allemande, en 1918. À ce moment, les défenseurs durent abandonner leurs positions devant l'impétuosité de l'attaque adverse (15 juillet 1918),

mais la Main-de-Massiges fut reprise définitivement le 25 du même mois, après le déclenchement de la contre-offensive libératrice.

À lire :

— ROUQUEROL (Général J.) : « La main de Massiges. 19 14-18 », Paris, Payot, 1933, 199 pp.

118. — MASSOULARD. — Rue Roger

6-7-E-F. — Joint la rue Chasseloup-Laubat au carrefour Frère-Louis et [334] colonel-Boudonnet aux environs de la gare. La voie ferrée qui passe au point de jonction des trois rues, retransverse encore la rue Massoulard après avoir décrit une courbe.

Cette rue était désignée sous le n° 2. Elle prit son nom actuel en 1910. (Voir reg. délib., t. 44. p. 303 et 311. Séance du 26 avril 1920.

Guerre 1914-18. — Le 19 juillet 1919, la mairie de Saigon fit paraître dans les journaux, pendant un mois, un avis à la population, demandant de faire connaître à la municipalité les Saïgonnais tués à l'ennemi afin de commémorer leur souvenir en donnant leur nom à une rue de Saigon. Il y eut sept propositions, dont une concernant Roger MASSOULARD.

Le registre n° 44 des délibérations du conseil municipal, séance du 26 avril 1920, porte page 303, cette note biographique laconique :

« Fils d'un ingénieur des T. P. né à Saigon le 3 novembre 1900 ». Il n'est pas même fait mention des lieu et date de sa mort, et, à plus forte raison des circonstances de celle-ci. — La transcription de son acte de décès n'a pas été faite sur les registres de l'état-civil de Saigon.

119. — MAYER. — Rue

5-8 B-D — Orientée NE-SO. — Joint le boulevard Maréchal-Foch, à Dakao, à la rue de Verdun (près du quartier d'artillerie).

Le percement de cette rue remonte à une date indéterminée ; cependant, la partie comprise entre la rue [335] Mac-Mahon et la rue de Verdun fut achevée en 1908. (Voir reg. délib., t. 2, p. 235. Séance du 18 nov. 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 368, doc. 739).

Cette rue s'appela d'abord, rue n° 30 ; en 1880, on proposa de la désigner sous le nom de « rue de Govap » (Voir reg. délib., t. 4, p. 419. Séance du 20 mai 1880 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 293, doc. 659). Son nom actuel lui a été donné à une date de nous inconnue, mais probablement vers 1886.

Adjoint au maire (1836-86). — Abraham BEER, dit Albert MAYER naquit le 3 juin 1836 à Lyon. Il fut entrepreneur des T.P. à Saigon. Le 30 novembre 1870, la construction de halles provisoires lui fut confiée (Voir reg. délib., t. 2, f° 61-62. Séance

du 4 décembre 1870 et f° 68-69. Séance du 22 février 1871 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 15, doc. 14 et 15)

Il entra au conseil municipal et, de 1877 à 1879, fut premier adjoint. Le maire, LAMY, également entrepreneur des T. P., ayant cessé ses fonctions dans le courant de l'année 1878, MAYER le remplaça jusqu'à la nomination du nouveau maire, qui fut BLANCSUBÈ, en 1879.

Il mourut à Saïgon, le 3 novembre 1886, à 10 h. 30.

À consulter :

- Registres de délibérations aux références ci-dessus.
- Acte de décès n° 127, f° 59, année 1886. Mairie de Saïgon.

D'un premier lit avec N'Hioc van Lec, Albert Mayer eut un fils :

- [Joseph](#)(1864) qui épousa Alice, fille métisse de Paul Blanchy.

De son union avec Nguyën-Thi-Nhut (ou Nhuit), fille de parents brûlés vifs lors de la prise de la citadelle de Biên-Hoà, Albert Mayer eut :

- M^{lle} Adèle Céleste (1868) ;
 - M^{lle} Alix (24/10/1867) ép. Roch Raphaël Arborati, administratrice des [Plantations Mariani](#) ;
 - M^{lle} Charlotte Anna Mayer (1^{er} déc. 1869) ép. Eugène Haffner >
 - Henriette Haffner ép. le Dr Albert Vielle (voir Clinique Angier, Saïgon) ;
 - Germaine Haffner ép. Jean Ectors (administrateur de sociétés) ;
 - Andrée Haffner ép. son cousin Maurice Haffner.
 - Louis (25/4/1872 à Saïgon-22/6/1953 à 75018 Paris) ép. Dlle Cuvillier ;
 - Julien Léon (3/8/1876) ép. 1907 Olive Marie Cadel ;
 - M^{lle} Jeanne-Marie (1877) ép. 1898 Gustave Blaquièrre (né en 1874 à Montpellier) ;
 - M^{lle} Camille Marie (1883).
- (Remerciements à Gérard Faure pour les renseignements d'état civil).
-

120. — MAZET. — Rue

6-7-A-B. — Rue orientée E-O. — Joint la rue du général Mangin à un chemin sans nom, en bordure de terrains vagues (Quartier de Tandinh).

[336] Cette rue, ainsi que certaines autres du même quartier, fut construite en 1928, par la « Compagnie foncière d'Indochine » sur des terrains lui appartenant.

Administrateur de la C. F. I. — [Jean MAZET](#), administrateur de la Société des Distilleries Mazet était aussi, un des administrateurs de la C.F.I. au moment où, en 1928, cette rue fut tracée.

121. — MÉKONG. — Rue du

8-B (angle N.O.). — Orientée NE-SO.

Rue privée, tracée probablement vers 1920.

Le Mékong est un grand fleuve de 4.500 km. environ de longueur. Il prend sa source dans le plateau du Thibet et se dirige vers le sud en franchissant de nombreux rapides qui le rendent impropre à la navigation autrement que par biefs. Sur la moitié de son parcours, il limite ou traverse l'Indochine française. Son cours inférieur, qui commence aux chutes de Khône, dans le Laos, en est la partie la plus importante. Par la rivière Tonlé-Sap, il inonde chaque année, à l'époque des grosses pluies d'été, le Grand Lac, qui est un immense réservoir naturel de poissons.

C'est l'énorme quantité d'humus charriée par ce fleuve qui a créé la Cochinchine et ne cesse de l'agrandir en allongeant la pointe de Camau, au Sud. Son estuaire, formé de cinq bras larges et profonds, favorise le cabotage en permettant le transport du riz par jonques.

[337]

122. — MICHE. — Rue

7-9-B-C. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat à la rue Legrand-de-la Liraye (aboutit devant le mur du cimetière).

En 1877, un arrêté de l'amiral DUPRÉ prévoyait le percement de cette rue et lui réservait le nom de MICHE. Il est probable qu'elle fut tracée peu après cette date. Dès 1892, on pensa la prolonger jusqu'au boulevard Norodom. Cette question fut abandonnée, puis reprise en 1907 et 1908 sur l'initiative des propriétaires riverains. Le conseil municipal accepta le principe du percement, mais à une condition : c'est que les frais résultant de la réédification de l'École professionnelle qu'il faudrait détruire, ainsi que ceux occasionnés par la construction d'un mur et d'une grille le long des bâtiments militaires, soit 10.800 \$, seraient à la charge des pétitionnaires. Personne ne voulut accepter cette proposition et le projet fut abandonné. (Pour le prolongement éventuel de la rue — voir reg. délib., t. 19, p. 423 à 426. — Séance 25 novembre 1907 et t. 20, p. 287 à 289. Séance du 21 mai 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 368 à 371, doc. 753 et 754).

Évêque et diplomate (1805-1873). — Mgr. Jean-Claude MICHE, naquit à Bruyères-en-Vosges, diocèse de Saint-Dié, le 9 août 1805 (d'après son acte de décès). Il partit pour la Cochinchine en 1836 mais dut rester au Siam jusqu'en 1840, par suite des persécutions qui sévissaient par ordre de THIEU-TRI. Emprisonné à Hué en 1843, il fut condamné à mort, mais providentiellement délivré par le commandant de la corvette française l' « Héroïne », FAVIN-LÉVÊQUE, le 19 mars de cette même année. Il n'était alors que prêtre missionnaire. En 1847, il fut nommé évêque de Dansara, et quatre ans plus tard, coadjuteur de l'évêque de Cochinchine.

C'est comme diplomate bénévole auprès de la Cour cambodgienne que Mgr. MICHE joua un rôle important.

[338] Le prélat ayant séjourné à Bangkok, y avait rencontré le roi khmer ANG-DUONG, que les Siamois gardaient à vue. Après bien des péripéties, ANG-DUONG revint dans son royaume, mais se sentant menacé, à la fois par les Siamois et par les Annamites, il voulut, en 1848, entrer en relation avec une nation européenne et ce fut MICHE qui lui servit d'intermédiaire. Si la démarche ne réussit pas, l'évêque n'en resta pas moins en contact étroit avec le roi. Il chercha dès lors par tous les moyens, à ce que ses hautes relations fussent utiles à son pays. C'est ainsi que sous son influence, ANG-DUONG, écrivit à NAPOLÉON III, en 1853, et lui envoya une caisse de présents pour lui faire comprendre qu'il accepterait volontiers la « protection » de la France. Mais, l'Empereur ne répondit pas.

Vers 1860, Mgr. MICHE fut nommé vicaire apostolique au Cambodge — c'était le premier évêque qui y résidait. Il reprit auprès de NORODOM 1^{er} (1859-1904), fils et successeur de ANG-DUONG, la même politique enveloppante qu'il avait eue précédemment. Mais, en 1863, l'amiral DE LA GRANDIÈRE s'intéressa aussi à ce pays. voisin de la Cochinchine et envoya le commandant DOUDART DE LAGRÉE pour surveiller le menées du Siam et, au besoin, faire acte d'autorité. Ce nouveau plénipotentiaire se heurta à la forte personnalité de Mgr. MICHE qui, ayant déjà rendu de grands services au gouvernement français, ne voulut en rien diminuer son activité diplomatique. DOUDART DE LAGRÉE fut obligé de s'imposer au prélat qui « aimait trop à politiquer », disaient les contemporains.

« Il était à la fois énergique et prudent, et si son es prit vif avait parfois le trait acéré et la riposte hardie, son bon cœur et sa charité [339] s'empresaient de panser les blessures qu'il avait pu faire ». (Launay).

Son œuvre fut utile à la France, car le traité de protectorat qui fut signé le 11 août 1863, entre l'amiral DE LA GRANDIÈRE et le roi NORODOM avait été préparé en secret par Mgr. MICHE.

En 1864, il vint à Saigon remplacer Mgr. LEFÈBVRE qui avait donné sa démission. C'est dans cette ville qu'il mourut, le 1^{er} décembre 1873, à 9 h. 50 du soir. Le défunt était chevalier de la Légion d'honneur.

C'est à Mgr. MICHE que l'on doit l'introduction du corosolier en Cochinchine et au Cambodge, plante originaire d'Amérique.

De lui :

— Lettre de Mgr. Miche aux directeurs du Séminaire des M. E de Paris, Cambodge (16 décembre 1861), « Annales de la propagation de la foi », t. XXXV, sept. 1863.

— Dictionnaire latin-cambodgien (non édité).

Sur lui :

— ANONYME : « Nécrologie », « Courrier de Saigon », 5 décembre 1873

— Acte de décès n° 173, année 1873. Mairie de Saigon.

— LAUNAY (Adrien) : « Mémorial de la Soc. des Missions étrangères » (2^e partie), p. 450-451.

— MEYNIARD (Charles) : « Le Second Empire en Indochine », Paris, Sté d'éditions scientif., 1891, 508 pp.

[340]

— VILLILMEREUIL (B. de) : « Explorations et missions... » (Voir bibliogr. Doudart de Lagrée).

Portrait :

— À l'huile, au séminaire des Missions étrangères, à Saigon.

— Meyniard, p. 365.

123. — MONCEAUX. — Rue

6-7-11-B. — Orientée NO-SE. — Unit la rue d'Arfeuille à une boucle de l'Avalanche.

Cette rue portait tout d'abord le n° 46. Elle prit son nom actuel en 1906. (Voir reg. de délibérat., t. 16, p. 221-225. Séance 30 mars 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405 à 408, doc. 794 et 795).

Conseiller municipal (1852-1903). — Le titre à la reconnaissance du conseil municipal au Dr. MONCEAUX se trouve exprimé dans un des registres de délibérations de la mairie. Il tient en quelques lignes. Le maire, CUNIAC, s'exprime en ces termes :

« Je songe à notre ancien collègue, à M. le docteur MONCEAUX, qui pendant à peu près 20 ans, a été conseiller municipal, conseiller colonial, a même rempli les fonctions de maire. » Voir reg. délib., t. 16, p. 224, Séance 30 mars 1906).

Voici d'après BRÉBION & CABATON, quelle fut la vie du Dr. MONCEAUX :

« Le docteur Eugène HÜE-MONCEAUX naquit à Paris en décembre 1852. Il mourut au Cap Saint-Jacques (Cochinchine), le 22 janvier 1903. [341] Élève du Lycée Louis-le-Grand, il fit sa médecine à Paris, prote à l'imprimerie LAHURE ; il passa brillamment le concours pour l'externat des hôpitaux, puis celui d'interne de l'Association des étudiants de l'hôpital Saint-Lazare. Il fut lauréat et y reçut la médaille d'or.

En 1870, il s'engagea au bataillon de la Garde Nationale du quartier des Carmes où il fut nommé caporal-fourrier. Il fit le coup de feu à Champigny.

Il arriva en Cochinchine en 1881 comme médecin de la municipalité saïgonnaise, succédant au Dr. CARDI, maire de la ville. Élu au conseil municipal en 1896, puis au conseil colonial... Il fut cinq années premier adjoint de Saïgon (1898-1903) et conseiller privé en 1896. Homme de haute moralité, probe, intègre, sa vie fut toute de droiture et de loyauté. »

À remarquer que BRÉBION, et CABATON le signalent comme ayant été élu au conseil municipal en 1895. Or, dès 1890, il prenait la parole en séance. Ses interventions s'échelonnent de 1890 à 1899, avec deux interruptions, l'une en 1892 et l'autre en 1898. Il prit la parole sur les sujets suivants :

1890 :

Vaccination indigène, t. 8, p. 107-109. Séance 3 février. — Baudrit : t. 2, p. 137-39, doc. 531.

1891 :

Établissements hospitaliers pour femmes indigènes, t. 8, p. 409-412. Séance 15 juin ; Baudrit : t. 2, p. 139-142, doc. 633 ; t. 8, p. 420-422. Séance 19 octobre. — Baudrit : t. 2, p. 139-142, doc. 533.

1893 :

Contre l'éclairage électrique à Saïgon, t. 9, p. 22. Séance 29 mai. — Baudrit, t. 10, p. 185, doc. 196.

[342]

1894 :

Pour que les séances du C. M. soient publiques : t. 9, p. 183-187. Séance 26 nov. — Baudrit, t. 2, p. 37-39, doc., 426.

1895 :

Eau, t. 10, p. 129-131. Séance 26 mai. — Baudrit, t. 1, p. 130-131, doc. 151.
Construction du théâtre, t. 9, p. 324-26. Séance 29 juillet. — Baudrit, t. 1, p. 347-48, doc. 376.

Réfection du boulevard Charner, t. 9, p. 336-37. Séance 23 août. — Baudrit, t. 2, p. 388-89, doc. 769.

1896 :

Instruction publique, t. 9, p. 506-07. Séance 11 mai. — Baudrit, t. 1, p. 261-62, doc. 282.

Construction de la mairie, t. 9, p. 526-27. Séance 15 mai. — Baudrit, t. 1, p. 299-300, doc 359.

Réfection du boulevard Charner, t. 9, p. 508-510. Séance 11 mai. — Baudrit, t. 2, p. 389-91, doc. 770 ; t. 9, p. 572-574. Séance 9 octobre. — Baudrit, t. 2, p. 391-93, doc. 771.

1897 :

Éclairage, t 10, p. 97-98. Séance, 24 février. — Baudrit, t. 1, p. 192-93, doc. 200.

Rapport à propos d'un terrain demandé par le Cercle colonial, t. 10, p. 185-87. Séance 24 décembre. — Baudrit, t. 2, p. 184-86, doc. 568.

Gare des tramways, t. 10, p. 162-53. Séance 26 août. — Baudrit, t. 2, p. 236-37, doc. 620.

1899 :

Construction de la mairie, t. 10, p. 557-59. Séance 13 juillet. — Baudrit, t. 1, p. 301-03, doc. 343.

[343]

De lui :

— Le mal de Bright. (Thèse de doctorat, Paris)

Sur lui :

BRÉBION : « Le docteur E. Hüe-Monceaux », *L'Opinion*, 24 janvier 1903.

124. — MONLAÛ. — Rue

8-9-tout près de E et au-dessous. — Orientée approximativement E.O. — Joint la rue Mac-Mahon à la place Cuniac (Halles centrales). — La rue Monlaü, assez étroite, fait suite à la rue Do-Huu-Vi, en direction de la gare.

Cette rue s'appelait primitivement : « Ancienne rue latérale Nord du Chemin de fer ». Elle prit son nom actuel en 1922. (Voir reg. délibérations, t. 46, p. 270-71. Séance 17 mars 1922).

Guerre 1914-18. — Jean MONLAÛ naquit à Corté (Corse), en 1893. Aspirant au 7^e bataillon de chasseurs alpins, il fut tué d'un éclat d'obus, le 25 mars 1915, au combat de l'Hartmannsweilerkopf. Il était titulaire de la Croix de guerre et de la médaille militaire (Voir référence ci-dessus).

125. — MOSSARD. — Rue Lucien

8-9-coupé par C. — Orientée NE-SO. — Joint la place Pigneau-de-Béhaine (cathédrale) à la rue du Dr. Angier.

[344] Cette rue, une des premières de Saigon, n'est qu'une partie de celle qui fut d'abord désignée sous le n° 21. En 1865, l'amiral DE LA GRANDIÈRE changea son numéro d'ordre pour le nom de TABERD (Voir « Courrier de Saigon » 5 mars 1865). C'est en 1920 que la municipalité donna à la partie N.E. de cette rue (jusqu'à la

cathédrale) le nom de MOSSARD. (Voir reg. délib., t. 44, p. 387-389. Séance du 8 sept. 1920 et p. 398-399. Séance du 13 sept. 1920).

Ecclesiastique (1851-1920). — Lucien MOSSARD naquit à Dampierre-sur-Doubs, près de Besançon, le 24 octobre 1861. Il arriva en Cochinchine en février 1876. Le pape le fit évêque titulaire de Médée, le 1^{er} février 1899 et vicaire apostolique de la Cochinchine occidentale. Il fut sacré le 1^{er} mai. L'année suivante, il se rendit à Rome.

Pendant près de 40 ans, comme missionnaire, ou comme évêque, il ne cessa de travailler au développement et à la prospérité de l'Institution Taberd, dont il fut directeur pendant six ans. C'est lui qui en construisit le bâtiment principal. D'une façon générale, son attention fut toujours vivement sollicitée par le travail de la jeunesse scolaire.

Il mourut à Dijon (Côte-d'or) le 11 février 1920 et dès le 26 avril, la municipalité saigonaise avait « admis le principe de commémorer la mémoire de Mgr. MOSSARD [son] regretté évêque, en donnant son nom à une rue de la ville. »

De lui :

— Grammaire française, année préparatoire par Larive et Fleury. Édition annamite préparée par les soins de Lucien Mossard, directeur de l'École Tabert, Paris, Colin, sans date, in-8.

[345]

— L'annamite en vingt leçons et 20 fables, Saigon, Impr. Mission, 1900, in-16.

— Mémoire de S.G. Mgr. Mossard, sur les Ecoles de la Mission de Cochinchine, Saigon, Impr. Mission, 1901.

Sur lui :

— ANONYME : « Mgr Lucien, Émile Mossard, évêque titulaire de la Méda, vicaire apostolique de la Cochinchine Occidentale. (1851-1920), Saigon, Impr. Mission, 40 pp.

— Une lettre de Mgr Quinton, évêque apostolique de Saigon, « Reg. délib., t. 44, p. 398-99. Séance 13 sept. 1920.

Portrait :

dans : « Noces d'or de vie religieuse du cher Frère Louis, visiteur des Frères des Ecoles chrétiennes en Indochine (1860-1910), Saigon. Impr. comm. Rey, 1911, 41 pp.

126. — MOUSQUET. — Rue du.

10-11-G. — Orientée NNE-SSO. — Petite rue joignant la rue Jean-Eudel au quai de l'Yser (rivière de Saigon). (Quartier des Chargeurs réunis).

Cette rue s'appelait « rue du cimetière de Xom-Chiêu ». Elle devait prendre le nom de « Magellan » (rapport du 7 février 1920) en souvenir d'un bateau des Messageries maritimes torpillé en Méditerranée pendant la guerre 1914-18 au cours d'un voyage de Saigon à Marseille, mais on lui préféra au dernier moment, celui de « Mousquet ». (Voir reg. délib., t. 44, p. 305-308. Séance du 26 avril 1920).

[346] **Guerre 1914-18.** — Lé 28 octobre 1914, il y eut à Pénang un combat naval entre le croiseur allemand « Emden » et deux bateaux alliés : un croiseur russe, le « Jemtshung » et le contre-torpilleur français, le « Mousquet ».

L'« Emden » ayant coulé le « Jemtshung », le contre-torpilleur « Mousquet », malgré la disproportion de ses forces avec le croiseur allemand, n'hésita pas à l'attaquer bravement ; mais, après une courte lutte, il fut coulé à son tour,

À voir :

— *L'Opinion* des 29 octobre, 3-4 novembre 1914.

— Registre délibérations, t. 34, p. 145-47. Séance 30 oct. 1914, ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p- 202-203, doc. 219.

— FEUGA : « L'Emden », Paris.

127. — NANCY. — Rue de

Orientée NNO-SSE. — Joint la rue Chasseloup-Laubat (à l'endroit où elle est coupée par la voie ferrée de Mytho) au boulevard Galliéni. Elle marque la limite urbaine entre Saigon et Cholon.

Cette rue s'appelait autrefois : « route. de Tânhoà » et aussi « Route Limite ». Son nom actuel lui fut donné le 26 avril 1920. (Voir reg délib., t. 44, p. 312).

Par arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier, pages 291-99, le nom de « Nancy » a été également donné à la rue du « Grand-Couronné » qui lui faisait suite, du boulevard Galliéni à l'arroyo Chinois. (Parcours unifié).

Guerre 1914-18. — Nancy, ancienne capitale de la Lorraine, aujourd'hui chef-lieu du [347] département de la Meurthe-et-Moselle, figure au nombre des villes martyres de la guerre 1914-18. Fréquemment bombardée par l'aviation allemande au cours du conflit, elle eut à souffrir de nombreuses destructions : c'est pour cela que son nom fut donné à une rue de la ville de Saigon.

À lire :

— MICHELIN (Guides) : Nancy et le Grand-Couronné (1914-18). », Clermont-Ferrand, Michelin, 1919.

128. — NGUYÊN-DU. — Ruelle

7-8-A-B. — Orientée NO-SE. — Dans sa direction S. E., elle débouche dans la rue Legrand-de-la-Liraye près de la maison portant le n° 114. Cette ruelle qui, suivant les projets prévus, doit joindre la rue Mayer, s'arrête pour le moment au milieu d'un pâté de maisons et s'embranchement là sur la rue Paulus-Cua qui se dirige vers le Nord et débouche à proximité de la place Foch, devenue depuis janvier 1943, place de Dakao.

Cette ruelle porta le n° 8 jusqu'au début de 1943. Un arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier de cette même année, paru au *J.O. de l'I. F.* du 30 janvier, p. 291-292, lui attribua le nom de NGUYÊN-DU.

Écrivain et poète (1765-1821). — NGUYÊN-DU naquit en 1765 d'une grande famille de mandarins à la cour des LÊ. Doué d'une remarquable intelligence et d'une mémoire exceptionnelle qui lui permettait de retenir tout ce qu'il lisait, il fut reçu à 19 ans au concours des Lettrés. Mais, pendant son adolescence, il vit se dérouler la guerre civile qui eut pour résultat de placer les NGUYÊN sur le trône des LÊ. Ayant atteint l'âge d'homme, il chercha tout d'abord à [348] restaurer la dynastie déchue et devint le chef d'un mouvement qui, finalement, échoua. Alors, il quitta la vie active et se retira dans ses montagnes natales pour y mener une existence ascétique, partageant son temps entre la pêche, la chasse et les divins plaisirs de la contemplation. Il parcourut ainsi, en tous sens, les quelques sommets de Hong-lînh.

Mais, le premier empereur de la nouvelle dynastie, GIALONG, le nomma mandarin malgré son opposition : c'est donc contraint et à regret qu'il accepta de servir le nouveau maître (1802), qui le fit bientôt ministre adjoint des rites.

« Trois fois il fut [désigné] comme ambassadeur à la Cour de Pékin ; la dernière fois [c'était] à la veille de sa mort. Il allait partir lorsqu'il tomba malade. Il refusa de se laisser soigner... [et] sur le point d'entrer en agonie, il pria ceux qui l'entouraient de l'ausculter. Lorsqu'on lui dit que son corps se refroidissait, un soupir de soulagement [s'exhala de] ses lèvres : Bien ! ... murmura-t-il », et il s'éteignit sans avoir fait la moindre recommandation : c'était pendant l'année 1821.

NGUYÊN-DU était un homme doux, réservé, mystique. La disparition de la dynastie que ses ancêtres honoraient et servaient depuis des siècles, engendra chez lui un profond chagrin qui devint, par la suite, cruelle mélancolie. Mais il puisa dans ses sentiments de tristesse mêmes, les ressources de son inspiration littéraire.

C'est en chinois — la langue des lettrés — qu'il exprima généralement sa pensée. Ses poésies ont été réunies en trois recueils qui ont pour titre respectif, « Voyage en Chine. — [349] Notes diverses » ; Recueil des Poèmes du Centre et du Sud » ; « Recueil des poésies de Thanh-Hiên ». Dans le premier, il donne les impressions que lui ont laissées ses ambassades en Chine et dépeint avec talent les hommes et les choses qu'il y rencontra. Puis, en prose, il écrivit les « Chroniques de la dynastie des LÊ » où se mêlent agréablement l'histoire et la légende. Mais l'ouvrage qui lui valut la célébrité est le long poème, écrit en annamite, de « Kim-van-Kieou ». Il a le triple avantage d'être le premier morceau littéraire écrit en cette langue, de former une sorte d'encyclopédie de celle-ci et de dépeindre admirablement le peuple annamite. Cette dernière considération surtout, explique la vogue constante de ce poème auprès des jeunes gens qui lui font d'incessants emprunts, soit dans leur langage, soit dans la rédaction de leurs lettres. Car toutes les pensées du cœur s'y trouvent exprimées. (D'après la préface de « Kim-van-Kieou », traduction Crayssac).

Le choix du nom qui vient d'être fait pour une rue de Saigon, ne pouvait donc pas être plus judicieux, mais la rue pouvait être mieux choisie.

De lui :

- Voyages en Chine. — Notes diverses.
- Recueil des poèmes du Centre et du Sud.
- Recueil des poésies de Thanh-Hiên.
- Chroniques de la dynastie des LÊ.
- Kim-van-Kiéou. — Traduction française Crayssac (voir ci-après).

À lire :

NGUYÊN-DU : « Kim-van-Kiéou » (Traduction Crayssac), [350] Hanoï, Lê-van-Tan, 136, rue du Coton, 1926. — 364 pp. (La préface comprend quelques pages de biographie).

129. — NGUYÊN-VAN-DUOM. — Rue

6-7-A-B. — Petite rue orientée NNE-SSO. — Elle longe la face N.O. du marché de Tan-dinh et unit la rue Paul-Blanchy à la rue Le-van-Duyêt.

Dans la séance du conseil municipal du 26 février 1926, un conseiller municipal, NGUYÊN-VAN-DO, demanda à ce que le nom de deux de ses collègues annamites, parmi lesquels était NGUYÊN-VAN-DUOM, fut donné à deux rues de Saigon. Le principe fut adopté, mais il fallut encore attendre trois ans pour en voir la réalisation. En effet, le 27 février 1929, le conseiller NGUYÊN-VAN-THOM reprend la proposition. Il demande à ce que la rue NGUYÊN-VAN-NGHIEM, dans le quartier de Cauko, soit débaptisée dans sa partie allant du boulevard Galliéni à la rue Frère-Louis, pour prendre le nom de NGUYÊN-VAN-DUOM. Ce vœu est encore accepté et cependant, le nom de NGUYÊN-VAN-DUOM se trouve à Tandinh au lieu d'être à Cauko ! Aucune trace de cette ultime décision ne semble avoir été gardée au conseil municipal. (Voir reg. délib., t. 50, p. 3. ? 8. Séance du 26 fév. 1926 et t. 54, p. 225-226. Séance du 27 février 1929).

Conseiller municipal (1849-1922). — NGUYÊN-VAN-DUOM naquit à Choquan (Cholon) en 1849. C'était un notable annamite, chevalier de la Légion d'honneur, habitant le quartier de Cau-Ko. où il avait la considération de tous ses compatriotes. Il fut conseiller colonial pendant vingt-cinq ans et conseiller municipal. C'est à ce dernier titre que son nom a été donné à une rue de la ville.

Il mourut, à Saigon, le 21 juin 1922, âgé de 73 ans.

[351]

30. — NGUYÊN-TAN-NGHIEM. — Rue

6-7-coupé par G. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Frère-Louis au quai de Belgique (arroyo Chinois) après avoir traversé le boulevard Galliéni (Quartier de Caukho).

Cette rue devait être autrefois un chemin charretier. Il a été empierré et a pris le nom de « route de Caukho ». C'est à cette dénomination qu'a été substitué le nom de « Nguyen-tan-Nhiem », par le conseil municipal dans sa séance du 10 août 1916. Voir reg. délib., t. 37, p. 321-327 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 418 à 422, doc. 806).

Conseiller municipal (1860-1913). Naquit vers 1860 à Longdién (Baria). Quelques mois après sa naissance, ses parents durent fuir leur village par suite de la persécution dont ils étaient l'objet en qualité de chrétiens. Ils vinrent s'installer à Vinhoi (Saigon), puis, NGHIEM se fixa à Caukho. Là, il s'occupa de politique locale : il fut quatre fois conseiller municipal et deux fois conseiller colonial. Il vivait au milieu de la considération générale.

C'est le 29 juin 1913 qu'il mourut, âgé de 65 ans, ayant alors le titre de phu. Deux ans plus tard, la municipalité s'émut que rien ne commémorât à Saigon le souvenir de

cette personnalité annamite. Une commission, composée presque exclusivement de membres français, proposa que le nom de NGUYÊN-TAN-NGHIEM fut donné à une rue du quartier qu'il habita jusqu'à sa mort. Ce geste de reconnaissance fut présenté comme un simple « acte de justice ». (D'après les reg. délibérat., référence ci-dessus et les renseignements fournis par la famille).

[352]

131. — NOËL. — Rue

7-8-A-B. — Orientée N.S. — Joint le boulevard Allbert-1^{er} (à son extrémité à Dakao) à la rue Gallimard (parallèle et proche de l'Avalanche).

Cette petite rue porta tout d'abord le n° 30. Ce fut dans sa séance du 30 mars 1906 que le conseil municipal lui donna le nom de « rue Noël ». (Voir reg. délib., t. 6, p. 221 ou Baudrit, t. 2, p. 405. doc. 794)

Conquête. NOËL, qui naquit vers 1840, était aspirant de 1^{re} classe à bord de l'« Impératrice Eugénie ». Il appartenait à l'état-major de ce bateau et non à celui de l'amiral CHARNER qui était aussi sur le même bâtiment, lors de la conquête de Cochinchine, en 1861.

Au moment de l'attaque des lignes de Ki-Hoà, les 24 et 25 février, il était premier sous-lieutenant (FROSTIN étant le second), dans la compagnie des marins abordeurs que commandait le lieutenant de vaisseau PALLU DE LA BARRIÈRE. Au cours de la rude journée du 25, NOËL fut blessé, mais, contrairement à ce qui est généralement écrit, il ne mourut pas au combat. En effet, il ne figure nullement à l'obituaire publié par PALLU DE LA BARRIÈRE et on ne trouve pas d'acte de décès à ce nom sur le registre provenant de l'ambulance de Choquan.

NOËL dut se remettre de sa blessure et continuer à poursuivre la gloire dans les diverses campagnes de guerre qui se sont déroulées jusqu'à la fin du XIX^e siècle.

À consulter :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 85, 250, 277.

[353]

132. — NORODOM. — Boulevard

8-9-B-D. — Orienté NE-SO. — Grand boulevard : le plus décoratif de la ville. Joint la rue Mac-Mahon (devant le palais du gouverneur général) à la rue Rousseau (devant le jardin botanique).

Le boulevard Norodom fut exécuté par tronçons successifs. La première partie, qui unissait seulement la rue Mac-Mahon à la rue Catinat (la cathédrale n'existait pas alors) fut envisagée par arrêté de l'amiral DUPERRÉ, en date du 27 janvier 1871. Son nom actuel lui fut donné au moment de son percement. Dès 1886, le maire demande que le boulevard « soit prolongé », sans préciser jusqu'où.

Ses principales étapes doivent être : rue Catinat (1871), Paul-Blanchy (1886) ; en 1912 il était fait jusqu'à la rue Rousseau (actuellement rue du Docteur-Angier), mais

c'était la banlieue et il était éclairé au pétrole alors que le centre de la ville l'était à l'électricité. (Sur l'éclairage, voir : Baudrit : « Extraits... », t. I, pages diverses).

Souverain du Cambodge (1834-1904). — Le roi du Cambodge, NORODOM 1^{er} naquit à Angkor-Borey, en 1834. Il était fils aîné du roi ANG-DUONG. Après un séjour à Bangkok, comme otage, auprès du roi de Siam, il revint à Oudong, sa capitale, en 1858. Deux ans plus tard, son père mourut. Il monta sur le trône, mais en fut chassé par son frère SIVOTHA et dut se réfugier à Battambang où il emporta la couronne, l'épée d'or et le sceau des rois khmers (1861). Il revint à Oudong en 1862 sous la protection d'une armée siamoise. Mais, cette même année, il reçut la visite de l'amiral BONARD, gouverneur de la Cochinchine. En avril 1863, l'amiral DE LA GRANDIÈRE, qui succéda à BONARD, envoya le capitaine de frégate DOUDART DE LAGRÉE, avec le titre officiel de commandant de la station navale française dans les eaux du [354] Mékong (il n'y avait qu'un bateau !) pour « voir » et au besoin « s'affirmer ». Depuis longtemps, ce dernier était soumis aux entreprises de Mgr. MICHE et du P. JOUBERT qui cherchaient à amener le souverain vers une alliance franco-cambodgienne. Les deux ecclésiastiques arrivèrent enfin à préparer un traité secret que NORODOM signa le 11 août 1863. Mais, les Siamois s'étaient tenu au courant de nos actes et, de leur côté, ils avaient obtenu du roi un traité contradictoire au nôtre (1^{er} décembre 1863) qui faisait le Cambodge un royaume vassal de celui du Siam. NORODOM était hésitant et ne savait, entre Français et Siamois, quels maîtres choisir. Les choses se solutionnèrent au moment du couronnement.

Les Siamois détenaient la couronne du Cambodge et invitaient le roi à venir se faire couronner dans leur capitale. DOUDART DE LAGRÉE informa, de son côté, le souverain que s'il partait à Bangkok, les marins français occuperaient son palais. Il partit cependant, le 3 mars 1864. DOUDART DE LAGRÉE débarqua sa petite troupe et fit hisser le pavillon français sur l'édifice royal. L'emblème fut salué de 21 coups de canon. NORODOM entendit, s'arrêta, hésita longtemps sur ce qu'il fallait faire et finalement revint à son domicile le 17 mars. Les Siamois, découragés, envoyèrent au roi sa couronne et il la déposa lui-même sur sa tête le 3 juin de la même année.

Le protectorat de la France sur le Cambodge ne s'établit pas sans que surgissent quelques difficultés : il y eut notamment une insurrection, générale de 1885 à 1887.

NORODOM délaissa l'ancienne capitale des rois khmers, Oudong, pour s'installer à Pnom-Penh, [355] en 1886. C'est là qu'il mourut, le 24 avril 1914. C'était un lettré, connaissant parfaitement les écritures pâliées et sanscrites. Il passe, de plus, pour avoir été un fin diplomate et un esprit délié ; cependant, les résultats obtenus par sa politique ne semblent pas confirmer tout à fait ces dires. (À titre de recoupement, voir les biographies de Doudart de Lagrée et de Miche).

Sur lui :

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire de bio-bibliographie... »

Portrait :

— BOUDET ET MASSON : « Iconographie.. », Pl. LIV, figure 118.

133. — OHIER. — Rue

8-9-D-E. — Orientée ENE-OSO. — Courte rue joignant le boulevard Charner (face N.-O. de la justice de paix) à la rue Pellerin.

Cette rue portait primitivement le n° 9. Sur la proposition du gouverneur, l'amiral DUPRÉ, le nom de OHIER lui fut donné le 18 juillet 1871 : cette haute personnalité venait de mourir en France quelques mois plus tôt. (Voir reg. délib., t. 3, p. 9 ou Baudrit, t. 2, p. 397, doc. 776).

Amiral-gouverneur (1814-1871). — Marie, Gustave, Hector OHIER naquit le 5 août 1814 à Mondoubleau (Loir-et-Cher). Il entra dans la marine en 1830. Il fut aspirant le 20 octobre 1831 et termina sa carrière comme contre-amiral. Il avait été élevé à ce grade le 2 décembre 1864.

[356] C'est le 4 avril 1868 qu'il arrive en Cochinchine en qualité de gouverneur, pour succéder à l'amiral DE LA GRANDIÈRE rentrant en France, malade. Tous les témoignages concordent pour reconnaître les qualités élevées que possédait cet administrateur. Le R. P. BOUILLEVAUX écrit : « Homme à idées larges et généreuses, il rêva de faire de la Cochinchine une colonie modèle. Législateur libéral, il aurait volontiers donné aux Annamites le régime parlementaire, témoin la curieuse assemblée des notables [qu'il organisa]... mais dans un pays neuf, avec un peuple peu connu, il faut prendre garde, avec ces beaux projets, à aller s'échouer sur les côtes du royaume d'utopie... »

De plus, nous lisons dans le « Courrier de Saigon » du 5 février 1871 : « Affable et accessible à tous, sachant stimuler l'initiative privée et s'entourer du concours de chacun, actif, ami du conseil, bien que ferme dans ses résolutions, M. le contre-amiral OHIER laisse chez tous les colons le souvenir d'un homme distingué et d'un administrateur habile.

Peu après son arrivée à Saigon (juin 1868) il eut à réprimer la révolte de Ti-Tinh et celle de Rach-Gia. Cette même année, il avait essayé, mais sans résultat, d'obtenir de la Cour de Hué un traité réglant la situation diplomatique de la France et de l'Annam, au sujet des trois provinces, Chaudoc, Hatien, Vinhlong rétrocédées à la France l'année précédente.

Dès le 10 décembre 1869, il rentra en France, atteint d'une longue et cruelle maladie contractée dans ce pays. Il mourut à Saint-Louis par Fayence (Var), le 30 novembre 1871

[357]

De lui :

— Lettre à M. le Président du Comité agricole et industriel de la Cochinchine, sur les études comparatives des riz de l'Inde et de la Cochinchine, « Bull. agr. et industriel Cochinchine », 868, p. 31-32.

Sur lui :

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire... »

— « Courrier de Saigon », 5 février 1871 (Nécrologie.)

9-10-F-G. — Orientée approximativement N-S. — Courte rue se reliant à angle droit avec la rue Vincensini (au sud) et débouchant rue Eudel (au nord) (Quartier de Khanh-hoi).

Cette rue, longue de 30 mètres, fut faite sur un terrain remblayé en 1928. Elle eut comme premier nom celui de « Victor-Olivier » (Voir reg. délib., t. 54, p. 246. Séance 3 mai 1929). Mais, il y avait déjà eu à Saigon une « rue Olivier », dès 1865 ; c'était l'une des rues bordant un canal, l'autre s'appelant « rue Pellerin » — Quand cet arroyo fut comblé, vers 1870, le nom de Pellerin seul subsista et celui d'Olivier ne semble pas avoir été reporté ailleurs sur le moment. Cette faute n'a donc été réparée qu'en 1929.

Précurseurs (1768-1799). — Victor, Joseph, Cyriaque, Alexis OLIVIER DE PUYMANEL (dit : le Colonel OLIVIER) naquit à Carpentras (Vaucluse) en avril 1768. Bien qu'officier du génie, il était volontaire de 2^e classe à bord de la « Dryade » quand, en 1788, PIGNEAU DE BÉHAINE, évêque d'Adran, quitta Lorient pour les Indes. [358] Lorsque cette frégate transporta de Pondichéry à Poulo-Condore des approvisionnements et des munitions à GIALONG, roi détrôné d'Annam, il abandonna son navire, le 19 septembre, pour se rendre auprès du souverain. Celui-ci lui conféra le grade de colonel et le chargea, sur la recommandation de l'évêque d'Adran, d'organiser à l'européenne les troupes indigènes. Puis, il eut mission de construire des forteresses à la VAUBAN en différents points du royaume et, notamment, à Saigon. Cette dernière fut détruite par l'empereur MINH-MANG, après la révolte de KHOI, en 1835, parce que trop grande et difficile à défendre.

La vie privée d'OLIVIER DE PUYMANEL, faisant scandale à Saigon, décourageait l'évêque d'Adran qui se considérait comme le père spirituel de tous les Français qu'il avait amenés en Cochinchine. Un missionnaire de l'époque, le P. LE LABOUSSE écrit : « M. OLIVIER est le scandale de la religion et la risée des gentils ; il ne connaît plus de lois ; il est plongé dans la fange et court à sa perte temporelle et éternelle... ». De temps en temps, ce pêcheur impénitent prenait de bonnes résolutions, mais il ne pouvait s'y tenir. Ses écarts de conduite altérèrent fortement sa santé. Au commencement de 1799, il partit en mission pour Malacca et il y mourut le 23 mars de cette même année, Plein de repentir à l'heure suprême, il légua trois cents piastres à la Mission et demanda à l'évêque d'Adran de prier pour le salut de son âme. Il lui donnait en souvenir son sextant, ses livres, cartes et papiers. Il n'était âgé que de 31 ans. (D'après G. TABOULET, référence ci-après).

Sur lui :

— CADIÈRE (R.P. L.) : « Documents relatifs à l'époque de Gialong », « Bull. École franç. d'Extrême-Orient », n° 7, t. XII, 1912.

[359]

— COSSERAT : « Notes biographiques sur les Français au service de Gialong », « Bull. Amis du Vieux Hué », 1917, p. 174 à 176.

— COSSERAT : « Les Français au service de Gialong ». X. — L'acte de baptême du colonel Olivier, « Bull. Amis du Vieux Hué », 1925, p. 187-188

— FAURE (Alexis) : « Les Français en Indochine XVIII^e siècle », Paris, Challamel, 1891, in-8.

À consulter :

— LOUVET : « La vie de Mgr. d'Adran », Paris, 1900.

— TABOUIET (Georges) : La vie tourmentée de l'évêque d'Adran », « Bull. Soc. études Indoch. », 3^e et 4^e trim., 1940. (Voir p. 31-32)

— TRUONG-VINH-Ky (Pétrus) : « Histoire de l'Annam », t. 11, Saigon, 1879.

Portrait :

— Voir le livre d'Alexis Faure : « Les Français... »

135. — ORMAY. — Rue D'

9-10-D E. — Orientée NE-SO (s'amorce sur 9). — Courte rue joignant le boulevard Charner à la rue Paul-Blanchy.

Cette rue s'appelait primitivement : « rue de l'Église », car elle aboutissait, au delà du pont [360] franchissant le canal Charner, à l'église de l'Immaculée Conception, construite en 1863, à l'emplacement aujourd'hui occupé par la justice de Paix. Le nouveau nom fut donné à cette rue par le conseil municipal, le 8 mai 1879, à la suite du vœu suivant :

« Vu les nombreux services rendus à la population entière de Saïgon par feu le docteur LALLUYAUX D'ORMAY, chef du service de Santé en Cochinchine, de 1864 à 1874 ;

« Vu les innombrables preuves de dévouement données par ce haut fonctionnaire pendant tout le temps de ses fonctions ;

« Émet le vœu que le nom de M. D'ORMAY soit perpétué à Saïgon, en donnant son nom à une des rues de la ville.

« Attendu que la dénomination de la rue de l'Église, où aboutissait cette voie, n'existe plus ;

« Que le nom de la rue D'ORMAY soit donné à la voie publique qui relie la rue Nationale (auj. Paul-Blanchy) au pont du Grand Canal (auj. boulevard Charner) vis-à-vis de la rue Ohier ».

(Voir reg. délib., t. 4, p. 223-224. Séance du 8 mai 1879 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 398, doc. 782).

Docteur en médecine (1824-1878)- — Le docteur Marie, Jules, Élie LALLUYAU D'ORMAY naquit le 15 avril 1824. Il entra à l'École de médecine navale de Toulon en 1845.

En 1861, au moment où l'amiral CHARNER vint avec son corps expéditionnaire dégager Saïgon investie, il figure à l'état-major de la « Persévérante », comme chirurgien de 1^{re} classe.

Il resta à Saïgon jusqu'en 1874, en qualité de directeur du service de Santé en Cochinchine, étant médecin en chef de la Marine. Tous les documents de l'époque relatent la bonne humeur [361] de ce médecin qui plaisantait souvent et qui menaçait d'envoyer les malades récalcitrants « dans son jardin ». Le cimetière de Saïgon prit donc, à ce moment-là, le nom « de jardin du père d'Ormay ». Un autre trait de son caractère jovial nous est donné dans la correspondance de SAVIN DE LARCLAUZE. Il était chez cet officier en mars 1866, quand celui-ci reçut de chez lui (Poitiers) une caisse de pâtés : « D'ORMAY était chez nous à leur arrivée. Nous lui en avons fait manger un et emporter un autre. Il prétendit que c'était la meilleure manière de parler poitevin. » D'ORMAY et DE LARCLAUZE étaient amis. Le premier avait assisté au mariage du second, célébré à Saïgon le 12 février 1866 et il était encore dans cette ville lorsque le corps de l'infortuné capitaine y fut ramené après l'assassinat du 7 juin suivant. Ce fut le

docteur D'ORMAY qui envoya les premiers renseignements à la famille sur l'horrible drame qui venait de se dérouler dans le cercle de Tay-Ninh.

Il quitta Saigon en août 1874 et reçut, avant son départ, une adresse et un souvenir de la population reconnaissante.

Dès ce moment, il ressentit les premières atteintes de la maladie dont il devait mourir, une affection des centres nerveux. Il se fixa à Toulon où il décéda le 16 juin 1878.

De lui :

— Analyse expérimentale du tourbillon et des trombes marines, « Revue maritime et coloniale », 1869, t. XXVI, p. 575 à 597 et 968 à 987.

— Nocivité des eaux souterraines de Saigon, « Reg. délib. », t. 2, f° 37-38. Séance du 10 mars 1870, ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 80 à 82, doc. 106.

[362]

— Rapport sur l'hygiène et la salubrité de la Cochinchine française (années 1872-73), « Journal officiel de la Cochinchine française », sept. 1873, et « Journal d'Outremer », Paris, 7 octobre 1873.

— Rapport sur l'installation d'un sanatorium militaire dans les montagnes de Baria, en 1870, « Bull. Soc. études indoch. », 3^e trim. 1933, p. 55 à 59.

Sur lui :

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire... »

À voir :

— BAUDRIT : « Correspondance de Savin de Larclause... », p. 175, doc. 87, § 1 et 178, doc. 89 § 1, « Bull. Soc. études indoch. » 3^e et 4^e trim. 1939, 245 pp.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 66.

Portrait :

— Photographie appartenant à M. Étienne DENIS, de la maison d'importation Denis frères (Saigon).

136. — PAGE. — Rue Amiral

Angle N.O. de 8-D. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Mac-Mahon à la face S.O. de la cathédrale.

Le percement de cette rue a été envisagé en 1871 et probablement réalisé peu après. Le nom qui lui était alors réservé et qu'elle porta effectivement était celui de « rue de Hong-Kong ». C'est le 24 février 1897 que le conseil municipal lui donna le nom de « rue Amiral-Page ». (Voir reg. délib., t. 10, p. 94 -95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 379-400, doc. 788).

[363] **Conquête** (1807-1867). — L'amiral PAGE est au nombre des principaux personnages ayant participé à l'installation de la France en Indochine.

Il naquit à Vitry-le-François (Marne), le 31 mars 1807. Entré à l'École polytechnique en 1825, il choisit, à sa sortie, la carrière maritime et fut nommé aspirant de 1^{re} classe en 1827.

À l'occasion d'une démonstration militaire au Mexique, en 1838, il a l'occasion de signaler son audace en s'introduisant, sous le déguisement d'un matelot indigène, dans la forteresse de Saint-Jean d'Ulloa, afin d'en relever le plan.

Puis, en 1841-42, il accomplit, sur la frégate « La Favorite » une croisière dans les mers de Chine et des Indes. Il remonte le Yang-tsé-Kiang jusqu'à Nanking, n'ayant à sa disposition ni carte, ni renseignements concernant la navigation de ce fleuve.

De 1845 à 1847, commandant le brick « Le Couëdie », il stationne à Buenos-Aires, représentant la France auprès du dictateur de l'Argentine, Jean-Manuel ROSAS.

En 1848, Il est disgracié par le gouvernement provisoire et demeure dans la vie civile tant que dure la Seconde République. Mais, avec NAPOLÉON III, il reprend son activité. En 1853-54, il exerce le commandement de la subdivision d'Océanie, avec le titre de « commissaire du gouvernement à Tahiti ».

Il est promu contre-amiral le 12 août 1858 et chargé, à Toulon, d'importantes fonctions administratives pendant la guerre d'Italie.

En 1859, il est désigné pour remplacer l'amiral RIGAUT DE GENOUILLY qui s'était emparé de [364] Tourane et de Saïgon et demandait à rejoindre la France. PAGE prend le commandement du corps expéditionnaire le 1^{er} novembre de cette même année. Il cherche à stimuler la vie économique de Saïgon et déclare cette ville port franc, le 22 février 1860. Il trace les lignes de défense, ordonne la construction d'un hôpital, de logements et de magasins, puis retourne à Tourane qu'il avait reçu l'ordre d'évacuer : ce qu'il fait le 23 mars (1860). La semaine suivante (31), il passe à son tour le commandement au capitaine de vaisseau d'ARIÈS et rejoint un de nos bâtiments stationnés au Japon. Mais la Cochinchine allait le revoir bientôt.

Il débarque, en effet, à Changhai le 1^{er} janvier 1861 pour se joindre à l'escadre de l'amiral CHARNER. Et, lorsque celui-ci vient avec ses troupes retirées de Chine pour débloquer Saïgon investie depuis deux ans, le contre-amiral PAGE est à bord de la « Renommée ».

Au moment de la bataille de Ki-Hoà, les 24 et 25 février 1861, l'amiral reçoit la mission de remonter le Don-Chai (rivière de Saïgon) jusqu'à Fou-yen-Mot (Thudaumot), avec la « Renommée », l'« Avalanche ». le « Forbin », le « Monge » le « Sham-Rock » et le « Bily », ainsi que la canonnière 31 qu'il laissera en surveillance à l'embouchure du rach Go-viap (sur les cartes actuelles, rach Ben-Cat, un peu en amont du pont de Binh-Loi). Il devra interdire le passage d'une rive à l'autre à tout ce qui lui semblera suspect et détruire tous les forts qu'il trouvera, et principalement ceux de Yen-Lock : ce qu'il exécuta le 25 février. Quand il revint en rade, sa mission accomplie, tous les bâtiments avaient été touchés par l'ennemi et il avait, dans ses équipages, plusieurs hommes tués ou blessés.

[365] En avril 1861, il participe à la prise de Mytho. Alors en station devant Biên-hoà, il doit rejoindre les bouches du Mékong et attaquer la ville par le sud tandis qu'une autre force navale arrivant de Saïgon par les arroyos, l'attaquerait par l'est. Mais l'amiral PAGE parvient le premier devant Mytho, le 12 avril, vers 2 heures et s'en empare. Lorsque, le lendemain, la seconde escadrille arrive en vue de son objectif, elle voit le drapeau tricolore flotter sur la citadelle.

L'amiral PAGE rentre en France en 1862 et occupe de hautes charges ; il est, notamment, préfet maritime de Rochefort en 1863, puis membre du Conseil de l'amirauté et président du Conseil des travaux de la Marine. Il termine sa carrière comme vice-amiral.

Il meurt le 2 février 1867, presque subitement, dans sa maison d'Auteuil, où il habitait depuis 1849, 11, rue Gros.

L'amiral PAGE doublait ses éminentes qualités d'un caractère exécrationnel et d'une ambition sans borne qui le faisait détester de ses collègues et faillit même compromettre sa carrière au moment de sa campagne du Mexique. Il n'avait ni indulgence ni aménité pour ses amis, même les plus anciens et les plus sincères.

De lui :

— Expédition de Cochinchine. — Prise des forts de Ki-hoa. (Rapport de l'amiral Page sur l'action navale), « Revue maritime et coloniale », 1861, t. 1, p. 546 à 554

Sur lui :

— BAUDRIT (André) : « L'amiral Page peint par lui-même », « Bull. Soc. études indo-ch. », 2^e trim. 1937, p. 41 à 44 (1 HT).

[366]

— DEHÉRAIN (Henri) : « Figures coloniales... Le vice-amiral Page, l'un des fondateurs de Saïgon », Paris, Sté géogr. marit. et coloniale, 1931, p. 177 à 217

— LAFFON DE LADÉBAT (Contre-amiral) : « Nécrologie du vice-amiral Page », « Revue maritime et coloniale », 1867, t. XX, p. 236 à 242.

— MAROLLES (Vice-amiral de) : « Les papiers de l'amiral Page », « Revue maritime », n^o 174, juin 1934, p. 721 à 753.

À consulter :

— BOUINAIS ET PAULUS : « L'Indochine française contemporaine... »

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 56 à 58, 92, 41 et suivantes.

— PONCHALON (Colonel Henri de) : « Indochine. Souvenirs... »

— SEPTANS : « Les commencements de l'Indochine... »

— VIAL (Paul) : « Les premières années... »

Portrait :

BOUDET ET MASSON : « Iconographie », Pl. XXXV, fig. 71

— DEHÉRAIN : « Figures coloniales.. », p. 184 (reproduite dans BAUDRIT : « L'amiral Page peint par lui-même »).

137. — PALANCA. — Rue

9-10-C. — Rue secondaire joignant la rue Lafont (face N-E. de l'hôpital) à la rue du Dr. Angier (face au jardin botanique).

[367] Ce nom fut donné successivement à deux rues. Tout d'abord en 1865, l'amiral DE LA GRANDIÈRE baptisa ainsi la partie S. E. (vers Cholon) de l'actuelle rue d'Espagne. Mais, cette dernière portant primitivement trois noms donnés à trois tronçons de cette artère — Palanca, Isabelle-II, Sainte-Enfance — prit, après l'établissement de la République, le nom unique que nous lui connaissons aujourd'hui : rue d'Espagne. Cependant, bien que la proposition ait été faite dès le 27 janvier 1871, ce n'est que le 26 août 1897 que le nom de « Palanca » fut substitué à celui de « Shanghai » dans la petite rue qui porte encore actuellement le nom du colonel espagnol. (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865, 20 nov. 1870, 27 janv. 1871 et reg. délib., t. 10, p. 142-143.

Séance 26 août 1897 et t. 16, p. 222 à 225. Séance 30 mars 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 789 et 407, doc. 795,

Conquête (1819-?-). — L'Espagnol Don Carlos PALANCA Y GUTTIEREZ est né à Valence le 24 mars 1819. Comme commandant d'un détachement de 200 Tagals de Manille, il participa, sous les ordres de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY, à la prise de Tourane (1^{er} septembre 1858). Il était alors partisan d'aller porter, la guerre au Tonkin, où la population, soulevée contre la Cour de Hué, soutenait les prétentions de LÊ-PHUONG qui aspirait à la couronne comme descendant de la famille des LÊ. Promu lieutenant-colonel le jour de la prise de Saigon (17 février 1859), il appuya les sections du génie du capitaine GALLIMARD.

Le colonel PALANCA vécut les durs moments qui s'écoulèrent pendant cette période incertaine, séparant la prise de Saigon (17 février 1859) jusqu'à l'élargissement de cette conquête (février 1861). Il habitait alors sur la pente du plateau, face à la rivière, près de la maison du commandant français (Pallu de la Barrière, p 30). Puis, sous les ordres de l'amiral [368] CHARNER, il combattit avec ses troupes à la bataille de Ki-hoà. Les Espagnols appartenaient à la colonne de droite qui devait attaquer le retranchement annamite. La résistance adverse s'avéra sérieuse ; les assaillants furent retenus longtemps sous un feu meurtrier et le colonel figura au nombre des blessés graves (25 février 1861). Comme récompense, son gouvernement le confirma dans son grade de lieutenant-colonel au titre métropolitain.

En 1862, il prit part à l'expédition de Micui, dans la plaine des Joncs et à la prise de Go-cong, sous la direction du capitaine de vaisseau DESVAUX.

Le 31 mars 1863, les troupes espagnoles furent rembarquées pour Manille. Quant au colonel, il accompagna, en qualité de plénipotentiaire du gouvernement espagnol, l'amiral BONARD à Hué, au moment de la ratification du traité de paix (2 avril). Puis, à quelque temps de là, il partit pour l'Espagne où il parvint le 17 juin. À son arrivée, il apprit qu'il était nommé brigadier depuis le 4 du même mois et désigné pour la capitainerie générale des Canaries. Mais, il resta peu de temps à ce poste et fut envoyé successivement à Puerto-Plata comme gouverneur militaire, puis en Guinée, d'où il rentra à Madrid pour être mis sous les ordres du capitaine général des Philippines.

Le 10 octobre 1868, il fut promu maréchal de camp et gouverneur militaire de Murcie. D'après BRÉBION et CABATON : « Dictionnaire... »).

De lui :

— Resena historica de la expedicion de Cochinchina. (Dedicada al ejercito, por et Marixal del Campo D. Carlos Palanca y Guttierrez), Cartagena. Montells, 1869, in-4.

[369]

À voir :

— BAZANCOURT (Baron de) : « Les expéditions de Chine et de Cochinchine ».

— BOUINAIS ET PAULUS : « L'Indochine franç. contemporaine »

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine française... ».

— LUCAYO (L. Augusto) : « Cochinchina y el Tonkin. — España y el Francia en el impero annamita », Burgos, 1883.

— OLABE (Serafin) : « Cuestion de Cochinchina. Aclaraciones por el teniente coronel graduado », Madrid, D. Prinio-Andrès, Babi, 1862.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... »

— TRUONG-VINH-KY (Petrus) : « Abrégé de l'histoire annamite », t. 11.

— VIAL (Paulin) : Les premières années... ».

Portrait :
— DANS : « Resena historica ».

138. — PARENT. — Rue Marcel

Angle SO. de 8-F. — Orientée NE-SO et formant presque la bissectrice de l'angle signalé du quadrillage. — Courte rue joignant la rue Boresse au boulevard Kitchener ; à égale distance entre le boulevard Galliéni et l'arroyo Chinois.

Cette rue, sans grande importance, était sans nom quand lui fut donné celui de Marcel PARENT, en 1920.

(Voir reg. délib., t. 44, p. 303 et 310. Séance du 26 avril 1920).

[370] **Guerre 1914-18.** — Le 18 juillet 1919, la mairie fit paraître dans les journaux de la ville, pendant un mois, un avis à la population demandant de faire connaître à la municipalité les Saïgonnais tués à l'ennemi, afin de commémorer leur souvenir en donnant leur nom à une rue de Saigon.

Il y eut sept propositions, dont une concernant Marcel PARENT. Le registre n° 44 des délibérations du conseil municipal, séance du 26 avril 1920, porte à la page 303 cette note biographique laconique :

« Fils d'un administrateur des services civils de l'Indochine, né à Saigon le 25 avril 1898 ».

La transcription de son acte de décès n'a pas été faite sur les registres d'état-civil de Saigon.

139. — PASQUIER. — Allées Pierre

9-10-B-C. — Orientée SO-NE. — C'est la continuation du boulevard Norodom à travers le jardin botanique. Elles séparent le musée Blanchard-de-la-Brosse du Temple du Souvenir indochinois.

Gouverneur général (1876-1934). — Pierre PASQUIER naît à Marseille le 26 janvier 1876. Brillant élève au Lycée de sa ville natale, il prépare l'École coloniale, attiré par les grands horizons. En 1898, il revient de Paris étant élève-administrateur et il s'embarque pour [371] l'Indochine. Le 1^{er} novembre, il arrive à Saigon. À quelques exceptions près, c'est au Tonkin et en Annam que se déroulera sa brillante carrière administrative.

Le premier poste qu'il occupe en Indochine est à Thaï-Nguyên. Sa vive intelligence attire immédiatement l'attention de son chef qui perçoit sous ce modeste débutant un collaborateur d'élite. Il le note ainsi au bout d'un an : « On peut prévoir que, l'expérience aidant, il deviendra l'un des meilleurs fonctionnaires de l'Indochine ». En 1901 il est administrateur de 5^e classe et passe à Thaï-Nguyên où il demeure un an. Puis, il devient sous-chef de cabinet du résident supérieur au Tonkin, de 1902 à 1905. Le 21 novembre 1905, il s'embarque pour Marseille, étant détaché à l'Exposition coloniale. Là, il prononce plusieurs discours très appréciés, où il dépeint la civilisation de ce vieux pays d'Orient, qu'il a déjà étudiée avec sollicitude. Il réunit le fruit de ses

observations en un livre fort apprécié pour le fond et la forme et auquel il a donné ce simple titre : « L'Annam d'autrefois ».

À l'expiration de sa mission, il revient au Tonkin et est nommé chef de cabinet du résident supérieur BONHOURE ⁴⁵. Celui-ci aussi l'apprécie à sa juste valeur : « M. PASQUIER a toujours été un fonctionnaire d'élite destiné aux emplois supérieurs ». (1907). Devenu lieutenant-gouverneur de la Cochinchine, puis gouverneur général intérimaire, BONHOURE ne se sépare pas de son éminent collaborateur.

Cependant, ayant été promu administrateur de 3^e classe le 1^{er} avril 1908, la direction de la province de Thanh-hoà lui est confiée. Son administration paternelle et intelligente lui vaut l'immédiate reconnaissance de ses administrés. [372] Lorsque, après trois ans de séjour il quitte la province, tous les habitants se groupent pour lui ériger une stèle et l'élever au rang des dieux locaux en le considérant comme génie tutélaire de l'Annam.

Puis, il devient chef de bureau du résident supérieur au Tonkin et fait, pendant quelque temps, fonction de résident-maire à Hanoï (1911). Enfin, Albert SARRAUT vient en Indochine comme gouverneur général et n'est pas long à reconnaître les qualités de PASQUIER. Étant administrateur de 1^{re} classe depuis le 1^{er} janvier 1917, le nouveau gouverneur le choisit comme directeur de cabinet aux Affaires politiques. Puis SARRAUT, devenu ministre des Colonies, emmène à Paris son collaborateur et le garde deux ans dans ses services (1919-21).

Désormais, Pierre PASQUIER arrive aux emplois les plus élevés de l'Administration. Il est successivement promu résident supérieur de 3^e classe le 24 octobre 1919 ; de 2^e le 10 février 1922 et de 1^{re} le 26 février 1924. Il revient en Indochine comme résident supérieur, où il reste de 1921 à 1926. Puis, c'est un intérim de gouverneur général d'octobre 1926 à mai 1927. Enfin, il revient à Paris où, pendant un an, il dirige l'Agence économique. Il quittera ce poste le 23 août 1928, venant d'être nommé gouverneur général titulaire de l'Indochine et c'est le 26 décembre 1928 que le chef de la colonie abordera pour la dernière fois Saïgon.

1934. Voici l'heure de la mort qui approche ! Devant rapidement rentrer en France pour s'acquitter d'une mission importante, il part à bord du Dewoitine trimoteur « Émeraude », le 5 janvier à 3 heures du matin de l'aéroport de Tanson-Nhut (Saïgon). L'équipage voulait établir un record de vitesse. L'« Émeraude » touche [373] Calcutta mais à Gwalior l'appareil semble dérégulé. Il faut le réviser : aussi le gouverneur général poursuit-il son voyage sur un avion d'Air-France. Le 10 janvier, à Bagdad, il est rejoint par le trimoteur et reprend sa place dans cet appareil. Voici la France, Il atterrit à Marseille le 15 janvier à 14 heures. Mais à 15 heures 10, il repart pour Paris. Il se pose bientôt à Lyon. Le vent qui s'était levé depuis la Corse augmente d'intensité ; les bulletins météorologiques disent qu'il souffle à une vitesse de 104 kilomètres à l'heure, avec des rafales où il atteint 160 kilomètres. De plus, dans le centre de la France, une tempête de neige fait rage. Cependant l'« Émeraude » repart vers la capitale qu'il a hâte d'atteindre. Mais entre Lyon et Paris, l'avion tournoie et cherche à se poser. Il est au-dessus de Corbigny (Nièvre), dans les monts du Morvan. L'énorme vrrombissement de ce monstre aérien attire l'attention des habitants qui sortent de chez eux, angoissés, prévoyant un malheur imminent. C'est le soir, on voit toute la carlingue illuminée. Il est là, comme une bête aveugle qui croise au-dessus du village pour chercher son chemin.

⁴⁵ Louis-Alphonse Bonhoure (Nîmes, 2 juillet 1864-Saïgon, 30 janvier 1909) : avocat à la cour d'appel de Hanoï (1883-1891), commis de résidence de 2^e classe en Indochine, attaché au cabinet du gouverneur général (1^{er} juin 1891), sous-chef (25 fév. 1892), chef adjoint (24 juin 1893), chef (1^{er} déc. 1894-6 juillet 1895) de cabinet du gouverneur général de l'Indo-Chine. Gouverneur p.i. de la Côte-d'Ivoire (26 mai 1896-7 oct. 1897, 16 juillet 1898-10 janvier 1899), chef du cabinet civil du ministre de la Marine (26 juin 1899), chevalier de la Légion d'honneur (15 juillet 1899), gouverneur de la Côte française des Somalis et dépendances (18 sept. 1900), de la Martinique (27 mai 1904), de la Guyane française (3 mars 1906), officier de la Légion d'honneur (*JORF*, 31 juillet 1906), résident supérieur au Tonkin (1907), lieutenant-gouverneur de la Cochinchine (1907-1909).

L'un des témoins dit : « Il est perdu... il est à la dérive... il va tomber !... » En effet, l'« Émeraude » passe derrière l'église, remonte vers la gare, essaye d'éviter la zone habitée... se redresse... et, dans un éclair, s'abat en flammes sur un pic, avec une explosion formidable » (p. 289). C'est la fin ! Un énorme brasier consume pendant quelques heures les dix personnes qui s'étaient élancées dans cette tempête de neige et qui, avec trop de témérité, avaient voulu braver les éléments. Au nombre des victimes était le gouverneur général PASQUIER.

Son existence a été magistralement résumée, en quelques lignes, par l'ancien gouverneur de la Cochinchine KRAUTHEIMFR

[374] « Excellent administrateur et parfait organisateur, il fut, par surcroît, un fin diplomate. Il sut voir haut et loin tant dans la politique intérieure du pays que dans les affaires d'Extrême-Orient.

Sa politique ne devait pas être faite de tâtonnements, de décisions hâtives, suivies de reculs. Grâce à son expérience, il tranchait vite et juste...

Mais, si Pierre PASQUIER fut une grande figure dans la vie publique, il n'a pas moins été, dans le privé, l'homme dont on ne pouvait s'approcher sans être immédiatement séduit par la sympathie, la bonté, qui se dégageaient de lui, et par la finesse de son esprit qui devait rester toujours jeune. » (p. 320-321)

À ces qualités du cœur et de l'esprit, il joignait des dons d'artiste, étant à la fois poète, peintre et musicien.

Poète, par exemple, il l'était, quand il écrivait ces lignes :

« De tous les souvenirs des trois années passées dans cette province royale (de Than-hoà), celui qui s'effacera le dernier de ma mémoire, c'est le tableau très grand qui s'est offert à ma vue, un soir d'hiver, sur une plage déserte de la côte d'Annam : en face de l'océan infini, embrumé par les premières voiles de la nuit, devant un vieil autel dressé sur le sable, un pauvre pêcheur se tenait prosterné. Peu à peu, les dernières lueurs du jour se sont éteintes. La grande ombre a effacé du sable la tache de l'homme agenouillé ; la voix de la mer a couvert le murmure de sa prière, et il n'est plus resté dans la nuit profonde que le point rouge d'un bâtonnet d'encens... La grande paix de la nuit venait de s'étendre sur l'angoisse de la misère humaine, en face de [375] l'éternel problème de la vie et de la mort. » (p. 330-331) (D'après M. Édouard MARQUIS : « Un grand colonial. — Pierre Pasquier. » Réf. ci-dessous.)

De lui :

— L'Annam d'autrefois. — Essai sur la constitution de l'Annam, avant l'intervention française, Paris, Challamel, 1907, 338 pp.

— La politique indigène de la France en Indochine, « Panorama », n° 171, 1^{er} juillet 1928, p. 7 à 38. 8 HT. + 1 portait.

— Un programme de gouvernement, « Revue du Pacifique », 15 février 1929, p. 69 à 74

— Discours prononcé le 22 octobre 1929 au Grand Conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine, Hanoi, I.D.E.O. 1929, 52 pp.

Sur lui :

— ANONYME : « Pierre Pasquier, indochinois », « Extrême-Asie », n° 32, février 1929, p. 295 à 312.

— BLANCHARD DE LA BROSSE : « Pierre Pasquier », « Bull. Agence économique de l'Indochine », 1934

— MARQUIS (Édouard) : « Un grand colonial. Pierre Pasquier. (1928-34) », Saigon, Testelin, 1934

140. — PASTEUR. — Rue

Angle N.E. de 9-D. — Orientée NO-SE. — Joint la rue La Grandière au quai de l'Argonne (rivière de Saigon).

[376] Au moment de son percement, peu après la conquête, cette rue fut désignée par le n° 12. Par arrêté de l'amiral DE LA GRANDIÈRE, en date du 1^{er} février 1865, elle s'appela « rue de l'Hôpital ». C'est le 24 février 1897 qu'elle prit le nom de « rue Pasteur ».

(Voir « Courrier de Saigon », 5 mars 1865 et reg. délib., t. 10, p. 94-95. Séance du 24 février 1897 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788).

Savant (1822-1895). — Louis PASTEUR naquit en 1822, à Dole (Jura). Ancien élève de l'École normale supérieure, il se spécialisa dans la chimie et évolua vers la biologie où il ne tarda pas à faire des découvertes révolutionnant totalement les connaissances scientifiques de l'époque. Ses théories nouvelles furent vivement combattues par ses contemporains et sa vie fut, non seulement de labeur, mais de lutte.

Ses premiers travaux portèrent sur la cristallisation. Puis, de là, il fut amené à découvrir la fermentation de certains liquides (vin, lait, etc.) qu'il attribua à des êtres vivants, les microbes ; il put les « isoler », les « cultiver ». Cette science nouvelle de la microbiologie fut une porte largement ouverte sur les découvertes biologiques futures.

En 1865, il décéla une maladie qui décimait les vers à soie et risquait, par contrecoups, d'anéantir les industries de Lyon. Puis, il étudia le charbon des moutons et le choléra des poules qu'il attribua aussi à un microbe. Il arriva, par la suite, à faire un vaccin contre diverses maladies et notamment contre la rage (1885) — découverte capitale. C'est lui, enfin, qui fit connaître la valeur primordiale de l'antisepsie et de l'asepsie.

PASTEUR est un bienfaiteur de l'humanité., non seulement par l'étendue de ses découvertes, [377] mais aussi par le caractère nouveau qu'il appliqua aux sciences chimiques et biologiques, ouvrant des voies inexplorées aux chercheurs qui devaient lui succéder. Déjà, en 1888, une souscription nationale permit la création du premier « Institut Pasteur », destiné aux recherches sur les maladies infectieuses.

Louis PASTEUR mourut à Villeneuve-l'Étang (Seine-et-Oise), en 1895. Ses restes mortels ont été déposés à Paris, dans la crypte de l'Institut qui porte son nom. Cet illustre savant est et restera une des gloires les plus pures de la France.

De lui :

— Voir les bibliographies scientifiques.

Sur lui : (principalement)

— PASTEUR-VALLEY-RADOT : « La vie de Pasteur », Paris.

Portrait :

— Très répandu. Voir, par exemple, l'ouvrage ci-dessus.

6-9-B-F. — Orientée NO-SE. — Longue rue traversant toute la ville. Elle commence sur le quai de Belgique (arroyo Chinois), devant le pont à une seule arche, dit des « Messageries maritimes » et finit rue d'Arfeuille. Cette extrémité est jalonnée par l'Institut Pasteur.

La rue Pellerin a commencé son existence par sa partie basse. Elle occupe aujourd'hui l'emplacement d'un canal qui a été comblé vers 1870. Celui-ci faisait [378] communiquer le canal Gallimard (aujourd'hui boulevard Bonard) avec l'arroyo Chinois. Les deux voies qui encadraient cet arroyo portèrent, jusqu'en 1866, le n° 24. À cette époque, l'amiral DE LA GRANDIÈRE, par un arrêté en date du 1^{er} février, donna à la rue de gauche le nom de « rue Pellerin » et à la rue de droite le nom de « rue Ollivier » ⁴⁶ (Voir « Courrier de Saïgon », 5 mars 1865). Puis, après la disparition du canal, le nom du Colonel OLIVIER semble avoir disparu totalement des rues de la ville. Par contre celui de PELLERIN eut un sort constamment favorisé, puisqu'il fut appliqué à une artère qui ne cessa de grandir.

Ecclésiastique (1813-62). — PELLERIN est un évêque qui joua un important rôle politique au moment où commença la conquête de l'Indochine.

François, Marie, Henri, Agathon PELLERIN naquit à Quimper le 20 février 1813. Entré aux Missions étrangères, il arriva en Annam en 1843. Évêque *in partibus* de Biblos en 1846, il fut sacré à Gothi le 4 octobre de cette même année. Coadjuteur en Cochinchine-Occidentale, PELLERIN est le premier vicaire apostolique qui ait eu son siège à Saïgon (1850).

Lorsqu'en 1856, les persécutions devinrent très violentes contre les chrétiens, ceux-ci le chargèrent d'aller en France solliciter la protection du gouvernement. En compagnie d'un missionnaire, il voulut donc prendre le chemin de la mère-patrie, mais les plus terribles épreuves attendaient les deux compagnons.

On savait que la corvette le « Catinat » allait passer à proximité de Tourane. Affrétant une jonque, les deux prêtres cherchèrent à [379] rejoindre le bateau de guerre. Mais, dans la nuit où ils s'embarquèrent, un violent typhon s'éleva et la pauvre jonque fut violemment rejetée à la côte où elle se brisa. Ayant échappé, par miracle, à la noyade, ils durent se sauver dans les montagnes, poursuivis par les gens du roi. Ils errèrent deux mois dans ces contrées malsaines, privés de nourriture et de repos et, finalement, le missionnaire succomba devant de telles épreuves. Mais, PELLERIN eut le secours de la Providence. La corvette la « Capricieuse » croisant près de Tourane recueillit l'évêque infortuné.

C'est à Biarritz, qu'en 1856, il put parler à l'Empereur. À ce moment-là, les affaires de Chine et d'Indochine préoccupaient déjà NAPOLÉON III, et une division venait de quitter Brest pour l'Extrême-Orient. Mgr. PELLERIN n'en exposa pas moins au souverain les persécutions subies par les chrétiens sous les règnes de MINH-MANG et de THIEU-TRI. Ses paroles furent appuyées par l'évêque de Rouen, Mgr. DE BONNECHOSE. L'Impératrice elle-même demanda que les chrétiens d'Annam soient protégés. Pleins pouvoirs furent donnés au chef du corps expéditionnaire, l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY. Pendant que se déroulaient les affaires de Chine, l'évêque eut le temps de rejoindre l'Extrême-Orient. Il était sur la « Némésis »

⁴⁶ Le nom est orthographié — à tort — avec deux L. Il y a certainement influence des nouvelles de France qui parlent fréquemment, à cette époque, d'Émile OLLIVIER. On s'est donc habitué à voir ce nom écrit avec deux L.

Le 31 août 1858, RIGALT DE GENOUILLY arriva devant Tourane. L'évêque était à bord du bateau-amiral. Bientôt, un vif désaccord s'éleva entre les deux hommes.

PELLERIN avait dit qu'au moment où le corps expéditionnaire commencerait ses opérations, une importante révolte des chrétiens tonkinois contre leur roi ferait une heureuse diversion et dégagerait les troupes françaises. Or, l'amiral avait tour à tour envoyé le « Catinat », [380] le « Prégent » et le « Primauguet » dans les eaux tonkinoises sans qu'aucun mouvement ne se produisît dans la population indigène. Il prit Tourane le 1^{er} septembre 1858 et Saigon le 17 février 1859 et les chrétiens n'apportaient aucun appui aux troupes de l'amiral. RIGALT DE GENOUILLY entra bientôt dans une violente colère et considéra l'évêque comme un véritable imposteur. Les équipages prirent fait et cause pour l'amiral et il souffla à ce moment-là, parmi les officiers de marine, un vent de réprobation contre tous les missionnaires d'Extrême-Orient, qui persista pendant les premières années de la conquête.

Le désaccord entre l'amiral et l'évêque n'étant pas en voie d'apaisement, celui-ci décida de se retirer au séminaire de Poulo-Pinang, et il y mourut le 13 septembre 1862.

De lui :

— Voir les « Annales de la Propagation de la foi », année 1850.

— Lettre de Mgr Pellerin, évêque de Biblos, sur la persécution des chrétiens en Cochinchine, « Revue du Monde catholique », Paris, t. 1, 1861.

Sur lui :

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine française... » p. 60 et 65.

— DELVAUX (R.P.) : « Mon seigneur Pellerin, premier évêque apostolique de Hué, Paris, Impr. Soc. des Missions étrangères et Nazareth-Hongkong, 1937, 82 pp.

— LAUNAY (Adrien) — « Mémorial... »

142. — PHAN-THANH-GIAN. — Rue

7-E-F. — Rue affectant la forme d'un arc de cercle à grande ouverture, mais d'orientation générale E.O. [381] — Joint le carrefour des rues de Verdun, La Grandière, Lacote, Frère-Louis (à proximité de la gare), à la rue Duranton.

En 1937, une lettre adressée au maire de Saigon et émanant de LE-VAN-NGOC, retraité, huyên honoraire, demandait à ce que la rue appelée aujourd'hui « rue Audouit » portât le nom de PHAN-THANH-GIAN. Cette proposition ne fut pas retenue à l'époque. Elle fut reprise en 1939, par un groupe de quatre Annamites, qui adressèrent, eux aussi, une pétition à ce sujet au maire de la ville. Ceux-ci proposèrent qu'une partie de la rue Lacote fut débaptisée au profit du grand mandarin : c'est cette proposition qui aboutit. (Voir reg. délib., t. 63, p. 14-15, Séance du 19 novembre 1937 et p. 268-269. Séance du 24 février 1939).

Grand mandarin annamite (1796-1867). — PHAN-THANH-GIAN naquit à Bao-thanh, près de Batri, dans la province de Bentré (Cochinchine) en 1796. Il était fils d'un petit fonctionnaire annamite. Sa vive intelligence fit que le roi MINH-MANG remarqua sa composition, le jour où il passa son concours de mandarin. Il voulut l'interroger lui-même et l'attacha, par la suite, à sa personne. Il connut, malgré de nombreuses disgrâces, une grande fortune dans la carrière administrative.

En 1862, au début de l'occupation française, le roi l'envoya à Giadinh (alias Saigon), accompagné de deux autres ambassadeurs, pour élaborer un traité de paix entre le gouvernement annamite et les autorités franco-espagnoles. Par ce traité, nous recevions les provinces de Saigon, Mytho et Biên-hoà, mais nous rendions Vinhlong, dont nous nous étions précédemment emparés. Puis, l'année suivante il partit pour Paris et pour Madrid, afin d'y négocier le rachat de ce qui venait d'être cédé à la France. Si sa mission n'avait pas réussi d'une façon positive, du moins sa thèse trouva-t-elle [382] quelque créance, et notamment auprès de NAPOLÉON III.

Après dix mois d'absence, il revint en Annam. Il était alors grand ministre d'État, chargé du ministère des Rites et, de plus, il était membre du conseil secret du Comat. L'empereur le nomma représentant impérial pour les trois provinces de l'Ouest : Vinhlong, Angiang (Chaudoc), Hatien.

Mais, nos possessions de Cochinchine étaient constamment troublées par des révoltes qui portaient précisément des régions soumises à l'autorité de PHAN-THANH-GIAN. L'amiral DE LA GRANDIÈRE fut donc amené à s'en emparer, en 1867, pour mettre fin à cette agitation sans cesse renouvelée. Lorsque, le 29 juin, l'escadre française fut devant la citadelle de Vinhlong, où résidait le vice-roi, celui-ci se rendit sur le quai entouré de ses fonctionnaires et remit immédiatement aux autorités françaises la possession des territoires qui lui étaient confiés. Au même moment, s'adressant à ses collaborateurs, il leur dit que la France et l'Annam resteraient unies et que rien, désormais, ne pourrait rompre leur union dans l'avenir. Mais, il se sentait coupable envers son roi. Aussi, bien qu'âgé de 73 ans, il décida de mourir. Il réunit sa nombreuse famille auprès de lui, à Vinhlong. Il recommanda solennellement à ses fils de ne pas servir la France, mais de vivre en paix dans leur village ⁴⁷. Cependant, il ordonna que ses petits-fils fussent élevés comme [383] des Français. Ensuite, il s'empoisonna devant tous ses parents, prenant une forte dose d'opium, après être resté deux jours sans manger, afin que le poison eût une action plus rapide. Il avait fait préparer d'avance son cercueil et adressé une touchante lettre au gouverneur français. Il expira le 4 août 1867 ⁴⁸.

Sa dépouille mortelle fut, sur les ordres du gouverneur DE LA GRANDIÈRE, placée sur une grande jonque et remorquée par une canonnière jusqu'à son village natal. Là, un détachement de soldats français lui rendit les honneurs.

Ainsi mourut ce grand mandarin, dont les attitudes différentes ont pu paraître équivoques ; c'est qu'il marchait, jetant un regard de regret vers les choses du passé, « hésitant toujours dans le for de son âme entre cette vie nouvelle qui avait touché son intelligence et les vieux souvenirs de son cœur qui le ramenaient aux principes de sa jeunesse. » (Vial, II-149)

Sur lui :

— DAO-THAI-HANH : « Son Excellence Phan-thanh-Gian », « Bull. Amis Vieux Hué », 1915, p. 211-224

— DAUDIN (Pierre) : « Phan-thanh-Gian (1756-1867) et sa famille, d'après des documents annamites », « Bull. Soc. études indochinoises », 2^e trim., 1941, p. 1 à 143.

— LE-THANH-TUONG. : « Un patriote annamite, admirateur de la France ».

— THAI-HUU-VO (Doc-phu-su) : « La vie de Phan-thanh-Gian ».

[384]

⁴⁷ Ce qu'ils ne firent pas. Aussitôt après la mort de leur père, ils se mirent à la tête d'une révolte qui dura jusqu'en novembre 1867 (Voir : Daudin, p. 77, note 2 réf. ci-après). Le 20 novembre 1873, Francis Garnier les fit prisonniers, alors qu'ils combattaient contre les Français dans la citadelle d'Hanoi. (Brébion et Cabaton : « Dictionnaire... », p. 303.)

⁴⁸ D'après les récentes recherches de M. Pierre DAUDIN, et non le 5 juillet, comme l'a écrit SCHREINER.
— Voir « Bull. S.E.I. », 2^e trimestre 1940, p. 76.

À consulter :

- BOUINAIS ET PAULUS : « L'Indochine française contemporaine ».
- LURO : « Le pays d'Annam », Paris, Leroux, 1878.
- SCHREINER : « Abrégé de l'histoire d'Annam », Saigon, Chez l'auteur, 1906.
- VIAL (Paulin) : « Premières années... », Paris, Challamel, 1874

Portrait :

- Plusieurs portraits sont réunis dans l'étude de M. DAUDIN. Voir « Bull. S.E.I. », 2^e trim. 1941, p. 14, 30, 38 et dans un groupe p. 62.
-

143. — PHU-KIET. — Rue du

9-10-E-F. — Orientée NE-SO. — Rue coure, qui longe la face S.E. du Trésor et unit le boulevard Charner au boulevard de la Somme, à l'endroit où celui-ci est traversé par la rue Georges-Guynemer.

Le nom de Phu-Kiet a été donné à cette rue par le conseil municipal à sa séance du 27 août 1926, d'après la proposition qui en avait été faite par le conseiller municipal NGUYÊN-VAN-DO (Voir reg. délib., t. 50, p. 328 ; séance du 26 février 1926 et t. 51, p. 133, séance du 30 août 1926).

Conseiller municipal (1846-1920).. — TRAN-VAN-KIET, phu et chevalier de la Légion d'honneur, fut conseiller municipal pendant plus de vingt-cinq ans. C'est à ce titre que ses compagnons reconnaissants ont voulu honorer sa mémoire en donnant son nom à une rue de la ville.

Il naquit aux environs de Saigon en 1846 et mourut dans cette ville le 13 juillet 1920. Son tombeau se trouve au village de Phu-nhuân, province de Giadinh.

[385]

144. — PIERRE. — Rue

8-9-A-B. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Martin-des-Pallières (tramway) à la rue Richaud (quartier de Pakao).

Le nom de PIERRE a été donné à la rue qui le porte en 1907 (Voir reg. délibérat., t. 18., p. 24-25. Séance du 21 janvier 1907 ou Baudrit : : « Extraits... », t. 2, p. 409-410, doc. 797).

Botaniste (1833-1905). — Jean-Baptiste Louis PIERRE, dit le « Docteur PIERRE », naquit le 23 octobre 1833 à Saint-André de la Réunion. À l'âge de 18 ans, il partit à Paris faire des études de médecine, puis se spécialisa dans la botanique à Strasbourg. Ensuite, il se rendit aux Indes comme aide-naturaliste du docteur ANDERSON, directeur du jardin botanique de Calcutta.

En 1865, PIERRE quitta le gouvernement anglais pour devenir directeur du jardin botanique de Saigon, en qualité de « jardinier de la Marine ». La même année, il fut

chargé de créer la ferme-école des Mares et devint membre titulaire du « Comité agricole et industriel de Cochinchine ». la future « Société des études indochinoises » (1883). En 1875, il fut désigné comme professeur à l'École des stagiaires créée par LURO.

Dès son arrivée en Indochine, PIERRE fut chargé par le ministre de la Marine, l'amiral DUPERRÉ, d'inventorier les richesses forestières du pays et des régions voisines. Jusqu'en 1877, il parcourut le Cambodge, la Basse-Cochinchine, le Siam et la côte orientale de la presqu'île de Malacca. Et après douze ans de travaux pénibles, il rentra en France pour étudier ses précieuses collections, car, par arrêté du 4 [386] janvier 1877, le ministre de la Marine venait: de le charger de publier la « Flore forestière de Cochinchine ». L'année suivante, une collection de bois coloniaux présentée à l'Exposition universelle de Paris, lui valut une médaille d'or et la croix de la Légion d'honneur.

Vingt ans (de 1879 à 1899) lui furent nécessaires pour mettre sur pied cet « ouvrage qui reste le plus important qui ait jamais été élaboré sur nos flores coloniales et l'un des plus vastes travaux qui aient jamais été publiés sur les flores forestières mondiales » (André NEVEU).

Bien que très apprécié des savants étrangers, pour sa vaste érudition, le conseil colonial commença bientôt à regretter le paiement d'une rente viagère de 6.000 francs qui lui était attribuée depuis 1888 pour lui permettre de poursuivre les travaux scientifiques qui étaient en cours. PIERRE dut se justifier, faisant remarquer qu'il ne touchait, en effet, que 6,000 francs, et n'avait qu'un aide ; tandis que le botaniste HOOKER, chargé dans l'Inde de travaux semblables, touchait 50.000 francs et avait 16 collaborateurs sous ses ordres.

Les préoccupations matérielles de ce grand savant s'ajoutèrent ainsi, pendant longtemps, au labeur écrasant qu'il fournit. Rien ne put l'arrêter : « Me reposer ? disait-il, je n'en ai pas le temps la vie est si courte ! »

Cependant, en 1903, le conseil colonial le mit en demeure de « livrer son travail terminé », dans un délai d'une année.

PIERRE, lassé par ces luttes incessantes, découragé, rentra en France. Il mourut à Saint-Mandé (Seine), le 1^{er} novembre 1905, ayant travaillé sans répit jusqu'à 72 ans pour le plus [387] grand bénéfice de la science et pour la gloire de son pays.

Saigon ne l'honora que bien modestement par une petite rue de faubourg.

De lui :

— Lettre du 29 novembre 1868 à M. le président du Comité agricole et industriel de Cochinchine, sur la question du jardin d'acclimatation, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 2^e trim. 1868, p. 25-27.

— Rapport sur la possibilité de la culture des cinchonas dans la Basse-Cochinchine et le Cambodge, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim. 1872, p. 42-49.

— Note sur l'hymenocallis courbaril (L.) et sur l'éperna falcata (Auhl.) à M. le président du Comité agricole et industriel de Cochinchine, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim. 1873, p. 96-97.

— Notice sur une espèce d'isonandra fournissant un produit similaire à la gutta-percha, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim 1876, p. 152-162.

— Nomenclature de la collection des bois de la Basse-Cochinchine, faite par le directeur du jardin botanique de Saigon, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim. 1875, p. 203-208.

— Énumération des diverses variétés de riz dans la Basse-Cochinchine, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim 1875, p. 209-210.

— Conseils pour l'exportation des riz de Cochinchine, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim. 1876, p. 259-260.

[388]

— Extrait du rapport sur sa mission à Java, concernant la culture de caféier, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinch. », 1^{er} trim 1879, p. 207.

— Flore forestière de Cochinchine, Paris, Doin, 4 vol. in-folio, planches coloriées, 1900.

— Notes sur les arbres à caoutchouc et à gutta percha de Cochinchine et du Cambodge, dans « Excursions et reconnaissances », Saigon, 1882, t. IV et « Revue indochinoise », n° 1, Hanoï, 1903.

— Sur les plantes à caoutchouc de l'Indochine, « Revue indochinoise », Hanoï, 1903

Sur lui :

— Inauguration de la stèle de PIERRE, au jardin botanique de Saigon.

a) Discours de M. A. NEVEU (p. 186 à 189).

b) Discours de M. R. BARQUISSAU (p. 191 à 192)

« Bulletin Société des études indochinoises », 1^{er} et 2^e trim. 1933.

Portrait :

— Bull. Soc. études Indoch., 1^{er} et 2^e trim. 1933, p. 185.

145. — POURPE. — Rue Marc

8-C-D. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Blancsubé à la rue Paul-Blanchy, derrière les Établissements Comte.

Le nom de Marc POURPE, fut donné en août 1915 à une petite rue longeant l'emplacement de l'ancien Camp des Lettrés et qui portait alors le nom de « rue du Square »

[389]

(Voir reg. délib., t. 36, p. 11-12. Séance du 15 août 1915 ou Baudrit, t. 2, p. 416-417, doc. 804.

Aviateur (1890 (?)-1914). — Curieuse figure que celle de ce Marc POURPE ! Aventurier et brave... Ainsi fut cet intrépide aviateur que les Saonnais eurent l'occasion d'applaudir avant la Grande Guerre.

Il naquit à Lorient vers 1890, d'un père lieutenant de vaisseau. Orphelin dès 1892, il fut élevé à Suez par ses grands-parents paternels. Il étudia en Angleterre, puis à Paris au Lycée Chaptal. Esprit bohème à l'excès, il se plia à toutes les nécessités de la vie et vendit des cartes postales et des dentelles, avant d'entrer dans une maison d'automobiles. Il n'y resta pas longtemps et devint clerc de syndic de faillites. Mais pendant tout le temps qu'il cherchait sa voie, il fréquentait assidûment le champ d'aviation d'Issy-les-Moulineaux, près de Paris. C'est là qu'il sentit naître la vocation à laquelle il devait faire le sacrifice de sa vie.

Le 23 octobre 1909, il quitte Paris pour l'Australie où un mécène met un avion à sa disposition. Mais, la situation donnée n'étant pas celle qui était promise, il repart pour la France le 16 juin 1910. Il devient chef-pilote à Nice (hiver 1910-11), puis fait des meetings où il soulève l'enthousiasme. Il survole Paris le 20 juillet 1911 à 1.000 mètres d'altitude, puis — chose inouïe — il tient l'air pendant une demi-heure à Arras ! « L'enthousiasme est indescriptible. De tous côtés crépitent des bravos. Rompant des barrages, la foule envahit les pelouses et entoure, en l'acclamant, l'habile aviateur vers

qui se tendent de nombreuses mains » (août 1911). Le 27 août 1911, il réalise la double traversée de la [390] Manche (Boulogne à Folkestone) à la vitesse alors énorme de 100 kilomètres à l'heure. Ensuite il s'exhibe de ville en ville et, à Châtellerault, il monte à 2.700 mètres et fait un vol plané qui déchaîne le délire des spectateurs. Le 15 août 1912, partant d'Étampes, il se dirige sur Berlin, mais le mauvais temps l'oblige à terminer son raid à Liège.

Désormais, Marc POURPE va devenir un grand champion de l'aviation coloniale.

*
* *
*

À la fin de 1912, POURPE, associé à un autre aviateur, VERMINCK, se dirige vers l'Australie, emmenant son appareil afin d'y organiser des fêtes sportives. Le voyage doit se faire par étapes — il s'arrête aux Indes (Colombo et Calcutta), en Malaisie, à Singapour et, enfin, le voici à Saïgon.

Saïgon a déjà vu des aviateurs : le lieutenant de vaisseau DE LABORDE avait fait Saïgon-Biên-hoà et Saïgon-Thudaumot, mais il avait brisé son appareil au cours de ses exercices. On avait vu aussi VAN DEN BORN (d'origine belge) et KOUMINSKI (Russe) sillonner le ciel sur de petits parcours, mais POURPE et VERMINCK promettaient d'accomplir Saïgon-Pnom-Penh et Saïgon-Cap Saint-Jacques, aller et retour sans escale ! POURPE s'élance vers le Cap-Saint-Jacques le 20 février 1913, à 6 h. 49 ; il arrive à destination à 7 h. 52, contourne le massif du phare et se pose à Saïgon à 8 h. 25. De son côté, VERMINCK touche Pnom-Penh et revient à Saïgon le 28 février 1913 (330 km.). Malheureusement, cet aviateur se tue au cours d'une exhibition à Mytho, le 8 avril.

[391] Ce fâcheux accident ne ralentit pas le zèle de POURPE. Cependant le voyage en Australie est abandonné. Il reste quelque temps en Indochine, volant plusieurs fois en Cochinchine. GARROS, le père de l'aviateur bien connu, faisant dans *L'Opinion* des articles dithyrambiques sur le collègue de son fils maintient l'enthousiasme de la foule et intéresse pécuniairement la municipalité à cette « gloire » française. En juin et juillet 1913, POURPE vole dans le Delta tonkinois : il est le 2 août à Hué, le 11 à Tourane, puis, en septembre, il rentre en France, non sans avoir envisagé pour plus tard une entreprise audacieuse : le voyage de Paris-Saïgon en avion ! Mais, ce rêve ne fut réalisé qu'en 1924, par PELLETIER D'OISY. En décembre 1913, il essaie en compétition, le circuit Le Caire-Khartoum, aller et retour (4.000 km.) ; une panne malencontreuse le force d'abandonner la partie. Il tente à nouveau sa chance le 4 janvier 1914, et ne réussit que partiellement, arrêté par une autre panne. Il a cependant parcouru un trajet de 2.202 kilomètres.

Le rêve d'accomplir le raid Paris-Saïgon l'occupe encore lorsque éclate la Grande Guerre.

*
* *
*

La guerre ! Elle est courte pour lui !... En septembre 1914, Il rejoint à Belfort l'escadrille M.-F. 5. Chargé de reconnaissances, ses audacieuses missions lui valent une citation dès le 8 octobre ; mais déjà, ses heures sont comptées. Un jour de décembre, il s'envole, en effet par un temps glacial, sollicité par le destin. Et bientôt, un nuage noir, épais de 700 mètres l'enveloppe. Il perd le contrôle de son appareil : c'est la fin ! L'avion descend [392] en vrille et, en quelques secondes, s'écrase sur le sol (2 décembre 1914). Malheureusement, son biographe, MORTANE, omet d'indiquer le lieu où tomba le courageux aviateur.

Souvent précurseur, toujours audacieux, Marc POURPE s'était accoutumé au danger. Lui qui avait soulevé l'enthousiasme des foules, il succomba, obscurément, sur le front français, simplement victime des éléments !...

Sur lui :

— MORTANE (Jacques) : « Deux grands chevaliers de l'aventure : Marc Pourpe et Raoul Lufbery », Paris, Baudinière, 1937, 317 p. Pour Saigon, voir p. 125 à 146.

— Registres délibérations :

T. 29, p. 153-55. Séance 26 février 1913.

T. 29, p. 381. Séance 12 mars 1913.

T. 30, p. 213. Séance 10 juin 1913.

ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 171-172, documents 560, 561, 569..

— Dans « L'Opinion », lire les numéros suivants :

a) Sur Pourpe :

1913 : 20 février, 6, 12 et 13 mars, 5, 6, 7, 9, 10, 15, 16. 22 mai (le 22 mai, séance d'adieu)

b) Sur Verminck :

1913 : 25, 26 févr., 1^{er}, 4, 7, 8, 10 mars, 4, 8 avril (mort de Verminck, portrait et biographie), 9, 10, 11, 12, 14 (sonnet), 15, 16, 17, 18, 22, 24 avril. (Le 10 commence une souscription pour l'érection d'un monument en faveur de Verminck. Un différend s'élève entre Pourpe et un frère de Verminck qui, étant le principal commanditaire, veut rentrer en France en emportant l'appareil. Le différend est jugé [393] le 21 avril. Le 24, la souscription, qui est montée à 1.978 \$, s'arrête, et il n'est pas indiqué l'emploi qui a été fait des fonds).

c) Sur les aviateurs :

1913 : 10 et 11 mars (banquet), 21 avril (différend Pourpe et Verminck frère).

146. — PRIMAUGUET. — Passage

9-10-C-D. — Orienté NO-SE. — Joint la rue d'Espagne au quai de l'Argonne (rivière de Saigon), dans le quartier de la Marne.

Passage privé, très étroit, portant l'ancien nom du quai sur lequel il débouche et dont il semble être une annexe. Depuis 1920, le « quai Primauguet » a changé de nom et est devenu : « quai de l'Argonne ». La petite ruelle est donc seule désormais, à porter ce nom de bateau évoquant l'époque héroïque.

Amiral (XV^e S. — 1513). Hervé DE PRIMAUGUET était un amiral breton qui naquit à Plouarzel, près de Brest (Finistère), vers le milieu du XV^e siècle. Il commandait « La Belle Cordelière » lorsqu'il fut tué glorieusement, près d'Ouessant, dans un combat contre les Anglais, en 1513.

Conquête. — À la suite de différends entre la France, l'Angleterre et les États-Unis d'une part et le gouvernement chinois d'autre part, l'amiral HAMELIN, ministre de la Marine et des Colonies, envoya un petit corps expéditionnaire et une division navale en Chine, en décembre 1856. La division, sous les ordres de l'amiral RIGALT DE GENOUILLY, comportait, entre autres navires, le « Primauguet » corvette à vapeur.

[394] Les affaires de Chine terminées, la division partit pour la « Cochinchine » (aujourd'hui : l'Indochine) où s'étaient perpétrés plusieurs meurtres de missionnaires. Le

« Primauguet » seul se montra dans le golfe du Tonkin, afin d'encourager, par sa présence, les indigènes catholiques à un soulèvement contre la dynastie usurpatrice qui régnait dans cette province. Puis, il rallia les autres navires, et le 13 août 1868, toute la division arriva devant Tourane. Le « Primauguet » transportait une partie des compagnies de débarquement qui furent mises à terre le 1^{er} septembre et s'emparèrent de Tourane.

Puis la corvette vint à Saigon lorsque l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY attaqua la ville, le 17 février 1859 et elle y demeura jusqu'au jour où l'amiral rejoignit Tourane.

Lorsqu'en février 1861, l'amiral CHARNER revint à Saigon pour développer l'œuvre de son prédécesseur, le « Primauguet » faisait partie de sa division navale. Son commandant était le capitaine de vaisseau D'ARIÈS, et le reste de son état-major comprenait deux personnages dont les noms sont encore connus à Saigon : BORESSE, lieutenant de vaisseau, et LAMAILLE, enseigne. Ce navire ne semble avoir pris aucune part active aux opérations qui se sont déroulées les 24 et 25 février, ni à la campagne de Mytho. Il a dû rester en rade, devant Saigon.

Il était judicieux d'avoir, autrefois, donné le nom de cette unité navale à un quai de Saigon, car, à lui seul, il évoque une page d'histoire locale. Il eût été dommage qu'il disparût ; cependant, le hasard seul nous l'a, heureusement, conservé.

[395]

À consulter :

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine française », p. 59 à 63 et 66.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition », p. 252.

147- — RAYNAL. — Rue du Commandant

7-8-E-F. — Orientée NE-SO. — Joint la rue du Colonel-Bondonnet (face N.O. de la gare) à la rue Lacote. La rue d'Espagne lui fait suite, au-delà de cette dernière.

Cette rue s'appelait primitivement : « rue du Rach de Caukho ». Son nom actuel lui fut donné en 1920 (Voir reg. délib., t. 44, p. 311. Séance du 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Sylvain, Eugène RAYNAL naquit à Bordeaux en 1867. Engagé volontaire en 1885, il entra à Saint-Maixent en 1889 et était nommé sous-lieutenant en 1891. Il était commandant depuis un an lorsqu'éclata la guerre de 1914. C'est en 1916 que le commandant RAYNAL s'illustra par la défense héroïque du fort de Vaux, qui constituait une des protections de Verdun.

Le fort de Vaux, à cause de sa position stratégique, était considéré par les Allemands comme « le pilier angulaire N.E. des fortifications permanentes de Verdun ». Ils l'attaquèrent le 9 mars 1916, mais celui-ci, défendu par le commandant RAYNAL, résista trois mois aux plus violentes attaques. L'ennemi était sur les plates-formes supérieures, que les Français tenaient encore à l'intérieur. Il fallut cinq jours et cinq nuits de combat opiniâtre (2 au 7 [396] juin 1916) pour réduire au silence la farouche garnison qui avait fait le sacrifice de sa vie.

Les Allemands, admirant tant d'héroïsme, voulurent honorer le commandant RAYNAL en lui laissant son épée. Devant ce haut fait d'armes, RAYNAL fut promu lieutenant-colonel par le gouvernement français qui fit connaître sa décision par radio. Ce message, ayant été capté en Allemagne, le nouveau grade fut, sans difficulté, reconnu au prisonnier par le gouvernement allemand.

La municipalité a voulu donner le nom de ce héros à une rue de Saïgon : le geste est louable ! Mais elle aurait pu mieux choisir, car cette rue n'est autre chose qu'un terrain vague sur lequel quelque commerçant chinois dépose des caisses vides ainsi que des matériaux divers.

De lui :

— Le drame du fort de Vaux, Paris, 1919.

Sur lui :

— ANONYME : « La prise du fort de Vaux — Comment le commandant Raynal apprit sa nomination de commandeur de la Légion d'honneur », « L'Opinion », 26 juillet 1916.

— BORDEAUX (Henry) : « Les défenseurs du fort de Vaux ».

Portrait :

— Buste, par Marius SAIN, exposé au Salon de 1919. Voir « L'Illustration », 31 mai 1919, p 571.

[397]

14 8. — RÉDEMPTORISTES. — Rue des

5-6-C-D. — Orientée NNE-SSO. — Petite rue unissant la rue Pierre-Flandin à la rue des Épargés. Elle longe le couvent des Rédemptoristes (Quartier de la gare de marchandises)

La rue des Rédemptoristes a été faite en 1939. Son nom lui a été donné par le conseil municipal, dans sa séance du 13 juin 1939, sur la demande d'un des moines. (Voir reg. délib., t. 63, p. 300-301).

Couvent. — Le couvent des Rédemptoristes de Saïgon ne contient que des moines canadiens français auxquels se sont joints quelques sujets annamites ; ils sont venus se fixer dans cette ville en 1933 et habitaient alors 163, rue Paul-Blanchy. Ils se transportèrent dans leur nouveau local dès la fin de sa construction, en septembre 1939.

149. — REIMS. — Rue de

8-9 -E-F. — Orientée E-O. — Petite rue parallèle au boulevard de la Somme, joignant la rue Alsace-Lorraine (devant la rue Hamelin) à l'extrémité de la rue Dayot.

Le nom de Reims, donné à cette petite rue, fut le premier qu'elle porta. (Voir reg. délibérations, t. 44, p. 310. Séance 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Reims est une ville martyre de la Grande Guerre ; c'est le chef-lieu d'arrondissement du département de la Marne.

Construite sur la Vesle, elle est dominée par des hauteurs calcaires.

[398] Occupée par les Allemands le 4 septembre 1914, elle fut évacuée le 12 septembre, après la victoire française de la Marne. Mais ils se fixèrent, dans les alentours immédiats et ne cessèrent, dès lors, de la bombarder vigoureusement pendant quatre ans (octobre 1914 à octobre 1918). La ville fut presque complètement détruite et les principaux monuments fortement endommagés. Parmi ceux-ci était la célèbre cathédrale, celle où, pendant des siècles, les rois de France allaient se faire couronner.

Après des tentatives infructueuses faites par les Allemands pour reprendre la ville et les Français pour la dégager, Reims dut attendre la quatrième bataille de la Marne (15-18 juillet) pour voir se desserrer ce cercle de fer qui l'étreignait si durement. L'ennemi se retira d'abord doucement, du 22 juillet au 9 août, puis complètement en deux fois : 26 et 30 septembre.

La ville, reconstruite sur un nouveau plan, a repris sa complète activité depuis 1925. Sa cathédrale a été restaurée, mais la façade a tellement souffert qu'elle en gardera toujours une physionomie toute particulière.

À lire :

— Ouvrages généraux sur la Grande Guerre. Voir « Argonne ».

— X : « Les vieilles provinces de France. — La Champagne », Paris, Boivin.

— LAMANDE : « La vallée des miracles », Paris, 1932.

150. — RICHARD. — Rue Marcel

8-9-A-B. — Orientée NE-SO. — Joint la rue de Massiges (quartier du cimetière) à l'arroyo de l'Avalanche.

[399] Le nom de Marcel RICHARD fut donné aux deux tiers de la rue Sohier, par le conseil municipal, dans sa séance du 26 avril 1920 (Voir reg. délib., t. 44. Séance 26 avril 1920, p. 305 et 313).

Guerre 1914-18 (?). — Marcel RICHARD naquit à Saïgon le 29 avril 1890. Il fut agent temporaire au service du cadastre et mourut probablement à la guerre de 1914-18

À voir :

— Acte de naissance, année 1890, p. 14, n° 22.

151. — RICHAUD. — Rue

8-9-A-F. — Orientée NE-SO. — La rue Richaud est une des plus longues rues de Saïgon. Elle unit l'Avalanche (au N.E.) à la rue du Commandant-Audouit (au S.O.).

Cette rue est très ancienne, du moins dans sa première partie (côté Avalanche). Elle a dû, en effet, être faite vers 1865. Elle s'est ensuite allongée vers le S-O. Le dernier tronçon réalisé (de la rue de Verdun à la rue du Commandant-Audouit) l'a été en 1940.

Primitivement, cette artère portait le nom de « rue des Mois ». C'est le 24 février 1897, que le conseil municipal lui a donné le nom qu'elle porte aujourd'hui. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 399, doc. 788)

Gouverneur général (1841-1889). — Étienne, Antoine, Guillaume RICHAUD naquit aux Martigues (Bouches-du-Rhône) le 20 janvier 1841, Il entra au commissariat de la Marine en 1861 et devint sous-commissaire en 1880. À cette même date, il choisit le corps des inspecteur des services administratifs et financiers de la [400] Marine et ensuite, il s'occupa de politique. Sous le ministère GAMBETTA, le ministre du Commerce et des Colonies, ROUVIER, le prit comme chef de cabinet : cela lui permit de devenir plus tard gouverneur des Colonies. En 1884, il fut, pendant un mois, placé à la tête du gouvernement de l'Inde, puis, pendant dix-huit mois, il dirigea les destinées de l'île de la Réunion (1886-87). C'est de cette possession qu'il fut envoyé en Indochine.

D'abord résident général en Annam et au Tonkin (17 novembre 1887), il devint gouverneur général par intérim le 22 avril 1888 et titularisé le 8 septembre de la même année. Mais ses fonctions ont duré peu de temps. Il avait, en effet, succédé au gouverneur général CONSTANS et il avait fortement critiqué sa gestion et signalé l'état déplorable dans lequel l'administration néfaste de son prédécesseur avait mis le protectorat. Mais CONSTANS, depuis son départ, était devenu ministre de l'Intérieur, RICHAUD fut donc rappelé en France à la suite de ses rapports. Son départ souleva contre les procédés du ministre l'indignation générale des Français d'Indochine.

RICHAUD quitta Saigon, le lundi 27 mai 1889, à bord du « Calédonien », mais à Singapour, il contracta le choléra et mourut le 31 mai, de cette maladie, dans le golfe de Bengale. Il fut alors immergé.

[Sa veuve reçut la concession d'un bureau de tabacs (*Le Journal des débats*, 9 avril 1890).]

De lui :

— Discours de M. Richaud, gouverneur général de l'Indochine, « Journal officiel de l'Indochine française », 26 nov. 1888.

— Voyage au Tonkin de M. Richaud. Arrêtés pris pour l'organisation et la pacification du Tonkin, Saigon, Impr. Coloniale, 1888.

[401]

Sur lui :

— ANONYME : « Voyage à Hué de M. Richaud, gouverneur général de l'Indochine », sans lieu ni date.

— ANONYME : « Rapport sur la situation intérieure », « L'Indépendance tonkinoise » du 23 août 1888.

— DUBARD : « À la mémoire de Richaud », « Courrier d'Haïphong », 10 août 1889.

— « Le Cochinchinois », 2 et 6 juin et 11 juillet 1889.

— « Courrier d'Haïphong », juin 1889,

— « L'Indochinois », de Saigon, juin 1889.

— « Les Tablettes des Deux Charentes », 11 juillet 1889.

— « Le Moniteur des Colonies », 21 juillet 1889.

8-9-E-F. — Orientée E-O. — Situées au centre du boulevard de la Somme, elles unissent la place Cuniac (halles centrales) au quai Le Myre-de-Vilers (près du Mât des Signaux).

Ces allées ont été créées en 1935. Le nom qu'elles portent leur a été donné par le conseil municipal dans sa séance du 30 août 1935, sur la demande de l'Amicale bourbonnaise. (Voir reg. délib., t. 61, p. 111-113).

Poète (1868-1914)- — Louis, Joseph, Jean-Baptiste, Nelson RICQUEBOURG naquit à l'île de la Réunion le 9 mars 1868. Il vint en Cochinchine et entra dans l'administration comme préposé des Douanes le 1^{er} juillet 1887. Nommé contrôleur le 14 juillet 1896, il résida successivement au Cambodge, en Cochinchine, en Annam [402] et au Tonkin. Étant inspecteur des Douanes, il fut chef de service à Pnom-Penh en 1906, puis receveur particulier à Saigon jusqu'à l'époque de sa mort, survenue le 24 janvier 1914, à l'hôpital Drouet, à Cholon.

RICQUEBOURG occupa tous ses loisirs à exercer ses talents de poète. C'est dans la vie de la Colonie qu'il puisait ses sujets : coutumes des habitants, mœurs des animaux familiers, il a tout observé avec sagacité et souvent décrit avec art.

De lui :

- Article nécrologique sur Vinson, « L'Indochine française », 14 mai 1891
 - Des infractions en matière de régies (Cochinchine et Cambodge) et en matière de Douanes (Indochine), suivies de diverses contraventions, Saigon, Curisol et Rey, 1898, in-8.
 - Les chères visions, Paris, Vanier, 1900, in-8.
 - La coupe de porphyre, Paris, Lemerre, 1903.
 - De Baria à Qui-nhon par terre, « Revue indochinoise », 2^e sem. 1904 et 1^{er} sem. 1905.
 - La légende de la montagne de Marbre, « Revue indochinoise », le 1^{er} sem. 1905.
 - Les tombeaux des empereurs d'Annam, Revue indochinoise », 1^e sem. 1905.
 - Les nénuphars, Paris, Lemerre, 1906.
 - La terre du Dragon, Paris, Sansot, 1907, in-18.
 - La lettre de Kham-Bao, « Revue indochinoise », 2 sem. 1908.
- [403]
- Nouvelles et récits d'Annam, X, 1909.
 - Les héroïsmes, Paris, Lemerre 1910.
 - L'encens et le riz, Paris, Lemerre 1912.

Sur lui :

- Journal officiel de l'Indochine française, n° 12, du 9 février 1914, p. 214.
- LEBLOND (Marius et Ary), article dans « Revue Mois », 15 janvier 1915, cité dans « L'Opinion », 9 avril 1915.

153. — ROLLAND. — Rue Antoine

10-12 — G. — Orientée ONO-ESE. — Joint la rue Cailar à la rue Ascoli. Rue du port de commerce, à Khanh-hoi, parallèle à la rivière de Saigon et à la rue Jean-Eudel et à mi-chemin entre celle-ci.

Le nom d'Antoine ROLLAND fut donné à une nouvelle rue du port de commerce, en 1930. (Voir reg. délib., t. 56. p. 293 à 297. Séance du 23 juin 1930).

Commerce (? -1907). — Antoine ou Antony ROLLAND commença sa carrière dans la Marine de Guerre et obtint rapidement la croix de la Légion d'honneur pour récompense des services rendus (1^{er} janvier 1867). Quelques années plus tard, il démissionnait pour entrer dans la Compagnie des « [Messageries maritimes](#) ».

C'est en 1885 qu'il vint à Saigon comme agent principal de cette Compagnie. Il garda ce poste [404] jusqu'à son départ pour la France, en février 1902. Pendant ces dix-sept ans de présence à la Colonie, sa compétence fut souvent mise à contribution : ainsi, il fut président de la Chambre de commerce de Saigon, membre du Conseil privé, membre du Conseil supérieur de l'Indochine et président de nombreuses commissions d'études. Il contribua ainsi, pour une grande part, au développement économique de la Cochinchine.

Élu membre de la Chambre de commerce de Saigon le 20 octobre 1887, il fut choisi une première fois comme président de cette assemblée le 26 octobre 1891 ; mais, il démissionna quelques mois plus tard, le 14 février 1892. Réélu le 17 mai 1893, il garda ses fonctions jusqu'à la fin de 1901, époque à laquelle, il fut, d'ailleurs, nommé président d'honneur.

ROLLAND fit donner à la Chambre de commerce la personnalité civile ; mais, il était surtout préoccupé par l'agrandissement et l'aménagement du port de commerce, ainsi que l'amélioration et le développement de la culture du riz. Ainsi, il réussit à obtenir la cession d'une partie du port de Guerre (qui allait jusqu'à l'embouchure de l'arroyo Chinois), créa des quais qu'il pourvut de voies ferrées, et d'appontements qu'il dota d'un outillage alors moderne. Il fit, en outre, édifier de nombreux hangars.

La culture du riz retint tout particulièrement son attention : il chercha à augmenter la qualité du grain et le rendement à l'hectare et favorisa l'exportation de ce produit. Des Comices agricoles mirent en évidence les résultats obtenus. Son effort fut couronné de succès et Saigon livra bientôt 800.000 tonnes de riz contre 550.000 précédemment.

[405] Sa compétence trouva de nombreuses occasions de s'exercer. Elle le fit toujours pour le plus grand bienfait de l'économie locale.

Ceux qui ont connu ROLLAND disent qu'il avait un air bourru. Mais ils assurent, cependant, que sous cet aspect rébarbatif se cachaient « un cœur d'or et une âme attendrie ».

Il quitta l'Indochine, en février 1902 et se retira sur la Côte d'Azur. Mais, déjà malade, il dut cesser toute activité et, après un repos de quelques années, il mourut à Cannes, en juin 1907. Le défunt avait été fait officier de la Légion d'honneur le 13 septembre 1870 et commandeur, le 8 janvier 1902, au moment même où s'arrêtait son inlassable activité.

Sur lui :

— Chambre de commerce de Saigon :

a) P.V. de la 440^e séance, 24 juin 1907

b) P.V. de la 454^e séance, 30 mars 1909.

Buste :

— À la Chambre de commerce.

154. — ROUELLE. — Allées

9-D-E. — Orientées NO-SE. — Joint le boulevard Bonard au quai Le-Myre-de-Vilers (rivière de Saigon). Les allées Rouelle ne sont autre chose que la partie centrale du boulevard Charner.

Nous lisons dans le tome 5 des registres de délibérations de la mairie, séance du 23 mai 1927, le rapport suivant, daté du 21 avril 1927 et signé du 1^{er} adjoint, ALINOT :

« Afin de témoigner notre vive sympathie et manifester l'estime particulière que nous avons tous pour [406] notre excellent, dévoué et actif maire, qui s'est donné sans compter à la belle et délicate tâche qui incombe au premier magistrat de Saigon, je vous propose, si vous partagez ma manière de voir, de donner le nom de « Allées Rouelle » aux allées ouvertes boulevard Charner, sur l'initiative personnelle de notre maire ».

Le conseil municipal approuva ce rapport le 23 mai, puis le gouverneur général le 8 juin 1927.

Maire (1866-1936). — ROUELLE naquit le 24 septembre 1866 à Granville (Manche). Il fut capitaine au long cours dans la « Compagnie des Chargeurs réunis ». En janvier 1902, il fut nommé agent de celle-ci à Haïphong. Puis il vint à Saigon en 1906 et y resta pendant vingt-trois ans, jusqu'à son départ de la Colonie, ayant rempli pendant de longues années les fonctions de directeur de cette agence.

Maire de Saigon de 1925 à 1929, il fut également vice-président de la Chambre de commerce.

Ceux qui l'approchaient lui reconnaissaient de réelles qualités de cœur et aussi, une grande conscience professionnelle. Il a laissé à la mairie le souvenir d'un bon administrateur.

Lorsqu'il mourut, à Monaco, le 26 janvier 1936, il était officier de la Légion d'honneur et commandeur du Mérite maritime.

À voir :

« L'Opinion, du 29 janvier 1936.

155. — ROUSSEAU. — Rue.

8-9-A-B — Orientée NO-SE. — Joint l'arroyo de l'Avalanche (Dakao) au boulevard Norodom, en longeant une partie du jardin botanique.

[407] Cette rue s'appelait primitivement, dans toute sa longueur (jusqu'à la rue d'Espagne) : « rue de Tayninh ». Le nom de ROUSSEAU lui fut donné par le conseil municipal dans sa séance du 24 février 1897.

(Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788). En 1936, la partie S.E. de cette rue prit le nom de : Dr. Angier ; et par arrêté du gouverneur général en date du 23 janvier 1943, paru au *J. O. de l'I. F.* du 30 janvier, pages 291-292, ce dernier nom fut étendu à toute la rue Rousseau.

Gouverneur général (1835-1896). — Armand ROUSSEAU fut gouverneur général de l'Indochine pendant peu de temps (27 décembre 1894 — 10 décembre 1896), mais

le court passage qu'il fit à ce poste d'autorité lui permit de mettre à profit ses éminentes qualités et de faire œuvre utile en divers domaines.

Sa vie peut se résumer en trois parties : l'ingénieur, le politicien et le gouverneur.

La famille de ROUSSEAU était originaire d'Angerville-en-Beauce. Mais, Louis, le père du gouverneur, vint en 1823 se fixer à Tréflé, en Bretagne (C. du N.). C'est là, au manoir de Ker-Emma, qu'Armand naquit le 24 août 1836. Élève de l'École polytechnique, où il entra en 1854, il choisit la branche des Ponts et chaussées, suivit les cours de cette École et en sortit avec le rang de 4^e. Des travaux importants lui furent alors confiés, entre autres, l'achèvement de la ligne de Béziers à Graissessac, en 1858. Puis, il fut nommé ingénieur à Brest. C'est pendant son séjour dans cette ville qu'il commença à s'occuper de politique.

ROUSSEAU était républicain sous l'Empire ; aussi, dès 1870, à l'occasion des élections, il fit connaître ses idées : « [La forme républicaine] a l'avantage de nous mettre à la tête du mouvement politique en Europe, et de faire de la [408] France le centre d'attraction vers lequel se tourneront tous les hommes désireux de paix et de liberté, tous ceux que rallie, vers un but commun, l'espoir de réunir un jour les nations européennes dans un vaste système fédératif. » Il fut député d'octobre 1870 à novembre 1885. Mais, ROUSSEAU était un idéaliste et il concevait le système républicain dans toute sa beauté théorique : la réalité le déçut quelque peu. Il dit, par exemple, en parlant de la Chambre des députés : « Il y règne un esprit de passion et d'étroite rivalité qui porte chaque parti à combattre les meilleures mesures quand elles viennent du parti opposé ou qu'elles pourraient lui profiter » (15 juillet 1871). — La politique réserve toujours des déceptions à son esprit bien équilibré et exempt de passion : « Je ne sais en vérité où nous allons, tiraillés que nous sommes, d'un côté par des hommes qui rêvent d'un retour au Moyen-Âge et, de l'autre, par des énergumènes qui prétendent représenter les idées modernes. » (28 juin 1873). — De 1881 à 1885, il fut plusieurs fois sous-secrétaire d'État, tant aux Travaux publics qu'à la Marine. Son mandat de député cesse le 10 novembre 1885. Sa carrière coloniale ne commence, cependant, qu'une dizaine d'années plus tard.

Le gouvernement général de l'Indochine lui fut offert à trois reprises. Devant tant d'insistance, il accepte comme un devoir cet exil qui lui est demandé. Nommé le 24 novembre 1894, il s'embarque sur l'« Oxus » à Toulon (ou à Marseille), sans sa famille, le 17 février 1895. Le 16 mars, il est au Cap Saint-Jacques et, après un arrêt à Saigon, il repart pour Hanoï où il parvient le 25 mars. Arrivé à son poste, ROUSSEAU trouve une situation délicate : la politique de son prédécesseur DE LANESSAN, révoqué l'année précédente, avait laissé le Tonkin [409] dans une situation financière des plus obérées. De plus, les territoires du Nord étaient souvent attaqués par les pirates venant de Chine. ROUSSEAU engagea des pourparlers avec ce pays, au mois d'avril 1896, afin de délimiter nettement la frontière et envoya des forces de police pour mettre un terme à leurs méfaits. Il eut encore des difficultés avec le Siam qui, poussé par l'Angleterre, ergotait encore à cause du Mékong devenu français depuis le traité de 1893.

Après un court séjour en Indochine, il rentre en France devant la nécessité de lancer un emprunt qui permette de donner une impulsion vigoureuse à la colonie. Il s'embarque à Saigon, le 13 octobre 1895, arrive à Marseille un mois plus tard, juste pour apprendre qu'il vient d'être élu sénateur du Finistère (6 octobre 1895). Cependant, il veut poursuivre jusqu'au bout la mission qu'il n'a acceptée qu'après mûres réflexions : celle de conduire les destinées de l'Indochine. Le 16 février 1896, il s'embarque à Marseille, sur le « Yarra », cette fois accompagné de sa famille. La destinée semble lui sourire et cependant ses jours sont comptés.

Dès son arrivée, il entreprend de nombreux travaux publics. D'Hanoï, il vient faire une tournée d'inspection en Cochinchine et au Cambodge. Il rejoint Hanoï le 15 novembre. Déjà il se sent malade, mais il lutte ; il travaille, accorde des audiences... Cependant, l'implacable maladie le terrasse : un abcès au foie est diagnostiqué, aggravé

d'occlusion intestinale. Son état empire rapidement et il meurt le 10 décembre 1896, à 8 h. 1/2 du matin, entouré de sa famille et de ses collaborateurs.

[410] Ses restes mortels sont embarqués pour la France, le 21 décembre. Lorsqu'ils arrivent, en vue des côtes de Marseille, le 19 janvier 1897, les batteries saluent le grand Français qui vient de mourir victime de son inaltérable dévouement. Des funérailles nationales lui sont faites à Paris, le 25 janvier, puis il est dirigé sur la Bretagne, vers son petit village de Tréfléz, où il repose près de ses parents et aussi, près d'un fils mort polytechnicien, dans ces landes un peu sauvages dont il parlait toujours avec tendresse, à cause des souvenirs qu'elles évoquaient pour lui.

Sur lui :

— DARTEIN (Fernand de) : « La vie et les travaux d'Armand Rousseau, gouverneur général de l'Indo-Chine, inspecteur général des Ponts et chaussées, sénateur du Finistère » (La biographie ci-dessus en est tirée), Paris, Colon, 1902.

Portrait :

— Première page du livre de DE DARTEIN (héliogravure).

— Statue à Brest (1902) : PUECH, sculpteur, VAUDREMER, architecte.

156. — ROZE. — Rue Amiral

7-8-E. — Orientée NO-SE. — Joint la rue Taberd (devant le jardin de la ville) à la rue du Colonel-Boudonnet (devant la gare).

En 1870, BLANCSUBÉ avait demandé au conseil municipal qu'une rue portât le nom de l'amiral Roze. L'année suivante, aucune décision n'ayant été prise, il [411] renouvelle sa proposition et il propose que le nom soit donné « à la nouvelle rue du marché ». Sa démanche aboutit cette fois. (Voir reg. délib., t. 2, f° 47. Séance du 23 juillet 1870 et t. 3. p. 29. Séance du 18 juillet 1871 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 396, doc. 777 et p. 397, doc. 779).

Amiral-gouverneur (1812-83). — Le baron Pierre, Gustave ROZE naquit le 28 novembre 1812 à Toulon. Il entra à l'École navale en 1829, fut aspirant l'année suivante et enseigne en 1832. Étant capitaine de vaisseau (1856), il fut appelé au Conseil de l'amirauté, comme membre adjoint. Il devint contre-amiral le 19 juillet 1862. En 1865, il rejoignit la flotte française d'Extrême-Orient et eut, tout d'abord, à intervenir en Corée. En effet, à la suite du meurtre de nos missionnaires, une division navale placée sous ses ordres remonta le Hankiang, au milieu de difficultés de toutes sortes, jusqu'à Séoul, la capitale de la Corée. Par un brillant coup de main, il s'empara de la ville de Hang-hoà. (Voir « Courrier de Saïgon », 20 décembre 1874).

C'est pendant son séjour dans les mers de Chine, qu'il fut appelé à remplacer le gouverneur de la Cochinchine, l'amiral DE LA GRANDIÈRE, parti en congé. Il dirigea la colonie du 1^{er} avril au 28 novembre 1865 et laissa la meilleure impression parmi ses administrés. Le 20 mars, il fit avec le gouverneur titulaire, une tournée d'inspection dans les provinces. SAVIN DE LARCLAUZE, qui les reçut dans son poste de Tay-ninh, écrit : « C'est un charmant homme, auquel je suis enchanté d'avoir été présenté ».

Dès le mois de juin, il créa le « Comité agricole et industriel de la Cochinchine », société savante qui devint la « Société des études indochinoises ».

[412] Bien qu'il fut à Saigon à titre tout à fait provisoire, il prit quelques mesures administratives ; elles furent maintenues par le titulaire, entre autres, la création d'inspecteurs des services civils qui, chaque trimestre, parcouraient la province pour enquêter et rendre compte au gouverneur. Il chercha aussi à rendre amicaux les rapports des divers éléments européens, que des questions de personne ou d'intérêt séparaient ; militaires et civils étaient parfois en désaccord. L'amiral ROZE convia souvent dans son palais tous les Français de la Colonie et il sut sceller la réconciliation de tous à l'occasion de fêtes qu'il donnait fréquemment. Aussi, son départ fut-il regardé comme un malheur.

Quand le gouverneur DE LA GRANDIÈRE fut revenu de France, l'amiral ROZE reprit le commandement de la flotte d'Extrême-Orient qu'il n'avait quitté que temporairement.

Revenu en France, il fut, le 26 mai 1871, nommé titulaire au Conseil de l'amirauté où il n'était qu'adjoint. Puis, en 1873, il devint président du Conseil des travaux de la Marine, à Paris. En septembre 1875, le commandement de l'escadre de la Méditerranée lui fut confié. Il arbora son pavillon sur le « Magenta » qui prit feu et sauta dans la rade de Toulon, le 31 octobre 1875. Il résigna ses fonctions en octobre 1876, passa dans la 2^e section de l'armée de mer en novembre 1877 et fut admis à la retraite le 7 août 1879. Il mourut à Paris, le 7 novembre 1883.

De lui :

— Décision portant création d'un Comité agricole et industriel, « Bulletin Comité agricole et industriel de Cochinchine », 1^{er} trim. 1865, p. 1-2.

[413]

— Décision nommant le président et les membres du Comité, « Bull. Comité agricole industriel de Coch. », 1^{er} trim. 1865, p. 2-3.

— Programme des récompenses Exposition agricole et industrielle de 1865, « Bulletin Comité agricole et industriel », 1^{er} trim. 1865, p. 32-44.

— Règlement fixant l'époque et les conditions de l'Exposition de 1866, « Bulletin Comité agricole et industriel », 1^{er} trim. 1866, p. 45-52.

À voir :

— B. (L.) « La Cochinchine en 1876 »

— BAUDRIT : « Correspondance de Savin de Larclause... », p. 169, doc. 83, § 2 ; p. 221-222, doc. 99, § 2.

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire... » p. 337-338.

— CULTRU : « Histoire de la Cochinchine française... », p. 225.

— « Courrier de Saigon », 20 décembre 1874, « Biographie du marquis de Chasseloup-Laubat ».

Portrait :

— BOUDET ET MASSON : « Iconographie... », Pl. XXXV, fig. 75.

157. — SABOURAIN. — Rue

8-9-D-E (près de E.). — Orientée NE-SO. — Joint la rue Viénot (qui longe la face S.E. des halles centrales) à la rue Filippini.

[414] La rue Sabourain est née de la construction des halles centrales (1913-14). Le terrain sur lequel la rue a été tracée appartenait et appartient toujours à M. SABOURAIN.

(Pour l'expropriation des terrains nécessaires à la construction des halles, voir reg. délib., t. 21, p. 218 à 224. Séance du 18 novembre 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 26 à 30, doc. 32).

Propriétaire (1866). — Gustave SABOURAIN est né le 16 juin 1866 à Vasles (Deux-Sèvres). Il fut huissier à Saïgon de 1904 à 1908, puis, il quitta la colonie — satisfait, toutefois, d'y revenir parfois — pour se fixer à Montecarlo (Alpes-Maritimes) où il vit encore.

158. — SCHRÆDER. — Rue

Angle 8-E. — Orientée NO-SE. — Joint la rue d'Espagne à la rue Colonel Boudonnet et longe la face S.O. des halles centrales.

Le nom de SCHRÆDER a été donné à une des rues, faites le long des halles centrales, au moment de la construction de celles-ci. La décision du conseil municipal date de 1913.

(Voir reg. délib., t. 30, p. 379-80. Séance 20 juin 1913 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 411-412, doc. 799).

Conseiller municipal (1847-1888). — James, Karl SCHRÆDER naquit à Paris le 13 février 1847. Étant ingénieur, il avait été appelé en Égypte pour y faire le plan en relief du pays, destiné à l'Exposition de 1867. C'est d'Égypte qu'il rejoignit Saïgon, cette même année. Là [415] son activité s'exerça sur différentes entreprises. notamment, en dernier lieu, dans le commerce de la librairie.

Il s'occupa de politique et fut membre de la Chambre de commerce de Saïgon, juge au tribunal de commerce, conseiller colonial et conseiller municipal. Le maire CUNIAC, dans la séance du conseil municipal du 19 mars 1913, considère que SCHRÆDER « a rendu de grands services à la ville de Saïgon et à la colonie ». En plus de ses occupations professionnelles et politiques, il fut le zélé secrétaire du « Comité agricole et industriel de Cochinchine », compagnie qui précéda la « Société des études indochinoises ». En 1879, il fut nommé délégué général, en Cochinchine, de l'Académie indochinoise de Paris.

Il mourut à Saïgon, le 20 octobre 1888.

De lui :

— Bulletin du « Comité agricole et industriel de Cochinchine » :

1869. Poisson sec salé (2^e trim., p. 40-42)

1871. Table des matières des trois tomes.

1872-1878 :

— Liste des objets envoyés à l'Exposition de Lyon, 1872, 1^{er} trim., p. 28-33.

— Analyse des feuilles et des fleurs de l'Unona odoratissima, 1873, 1^{er} trim., p. 99.

— Des chaux du Cambodge, 1873, 1^{er} trim., p. 103-105.

— Du tuf d'Hatien, 1876, 1^{er} trim., p. 269.

— Rapport sur une haie vive formée avec le Cày-Duôi, 1876, 1^{er} trim., p. 270.

[416]

— Analyse du fer de Qui-Nhon et du fer de Kompong-Soai, 1876, 1^{er} trim., p. 273-74.

— Énumération des végétaux employés en Cochinchine, 1876, 1^{er} trim., p. 287-375

— Rapport sur la plantation de M. Mayer, 1877, 1^{er} trim., p. 474-475.

— Mémoires sur les charbons minéraux de Phu-Quoc, « Bull. Soc. études indochinoises, 3^e trim. 1883, p 145-149.

— Rapport présenté à M. Le Myre de Vilers sur le voyage d'étude fait au Tonkin par MM. H. Viénot et A. Schrøder (son frère). dans : « Excursions et reconnaissances », Saigon 1884, 2^e et 3^e fasc.

— La quatrième exposition coloniale de Saigon, : « Journal d'agriculture pratique », Paris, 23 sept. 1880.

— Articles divers dans : « Le Journal de Saigon », 1880.

159. — SOHIER. — Rue

7-8-C-D. — Orientée NE-SO. — Joint la rue Paul-Blanchy à la rue de Massiges (à proximité du cimetière).

Rue faite en 1877. Le nom de SOHIER lui était réservé avant son percement. (Arrêté de l'amiral Duperré, du 14 mai 1877).

Ecclésiastique (1818-76). — Joseph, Hyacinthe SOHIER naquit à Désertines (Mayenne), le 22 septembre 1818. Il fit ses premières études au petit séminaire de Précigné (Sarthe), [417] puis, entra au grand séminaire, du Mans et fut ordonné prêtre en 1842. C'est le 21 décembre de cette même année qu'il s'embarqua pour la Cochinchine. Il exerça successivement son ministère en Cochinchine-Orientale (1844), puis, en Cochinchine Septentrionale (1850). Par un bref, en date du 27 août 1850, il fut nommé évêque de Gadare (1851) et coadjuteur de Mgr. PELLERIN.

De 1857 à 1862, en butte aux plus violentes persécutions, il fut réduit, pendant plusieurs semaines, à se cacher au milieu d'un tronc d'arbre, dans la forêt.

À la mort de Mgr. PELLERIN, le 13 septembre, il devint vicaire apostolique de la Cochinchine-Septentrionale. Après le traité conclu entre la France et l'Annam, le 5 juin 1862, Tu-Duc utilisa un peu ses qualités diplomatiques et le décora en 1868. Puis, au moment où mourait Francis GARNIER, en 1873, le roi l'envoya au Tonkin pour rechercher la possibilité d'un terrain d'entente entre l'Annam et la France. Ce dernier pays, reconnaissant les services rendus, fit Mgr. SOHIER chevalier de la Légion d'honneur (1874).

Il mourut à Ke-sen. dans le Quang-binh, le 3 septembre 1876, et fut inhumé dans l'église de cette localité, parmi ses fidèles chrétiens, qui l'avaient souvent protégé au moment des persécutions.

Sur lui :

— LAUNAY : « Mémorial... », 2^e partie — 1658-1913, p. 583-84.

— LOUVET : « La Cochinchine religieuse ».

[418]

160. — SOMME. — Boulevard de la

8-9-E-F. — Orienté E-O. — Joint la place (Halles centrales) au quai Le-Myre-de-Vilers (rivière de Saïgon), près du Mât des Signaux.

Le boulevard de la Somme a d'abord été, au moment de la conquête, un arroyo. Les rues qui furent construites de part et d'autre furent d'abord désignées par le n° 3 ; puis, elles prirent, l'une le nom de rue Dayot, l'autre, le nom de rue de Canton. Lorsque, à une date indéterminée (vers 1870 sans doute), le canal fut comblé, les deux voies subsistèrent. Mais l'amiral DUPERRÉ, par un arrêté en date du 14 mai 1877, réunit celles-ci sous une seule dénomination : boulevard de Canton. Puis, le 24 février 1897, le conseil municipal revint à l'ancienne conception : il donna à la partie nord le nom de rue Krantz et à la partie sud, celui de Duperré. Cependant, le 22 avril 1920, le conseil municipal a pensé qu'il valait mieux reprendre la dénomination antérieure de « boulevard » et donner un nom unique. Celui de DUPERRÉ fut donc supprimé, parce qu'il pouvait prêter à confusion avec celui de DUPRÉ, et celui de KRANTZ fut reporté à la partie nord du boulevard Kitchener (au-delà de la plate-forme de la gare). Comme, au moment de cette décision, on donnait aux différentes rues de la ville des noms rappelant la guerre, celui de la « Somme » échut à ce boulevard, dont l'appellation a connu tant de vicissitude !

(Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95. Séance 24 février 1897 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788, et t. 44, p. 301 et 309. Séance 26 avril 1920).

Guerre 1914-18. — Les rives de la Somme ont presque toujours été sur le théâtre des opérations pendant la guerre de 1914-18, Cependant, une bataille meurtrière s'y est livrée en 1916 : c'est celle qui est spécialement connue sous le nom de « bataille de la Somme ».

Depuis février (1916), les Allemands lançaient sur Verdun une attaque d'une puissance [419] inconcevable. Après plusieurs mois d'une opiniâtre résistance, les Français virent qu'il fallait créer un autre front pour y attirer des forces allemandes et dégager Verdun. C'est sur la Somme qu'une contre-offensive fut déclenchée : elle débuta le 1^{er} juillet 1916. Elle était menée par des troupes franco-anglaises ; les premières, sous les ordres du général FAYOLLE, étaient déployées sur 40 kilomètres de long et marchaient en direction de Péronne ; les secondes, sous les ordres du général DOUGLAS HAIG, marchaient en direction de Bapaume et tenaient 20 kilomètres. C'est à cette bataille, le 15 septembre, que les premiers tanks apparurent : ils appartenaient à l'armée anglaise.

La percée des lignes allemandes, escomptée par l'état-major franco-britannique, n'eut pas lieu, mais cette offensive eut cependant un double avantage ; elle soulagea Verdun et elle procura aux Alliés une avance de 20 kilomètres carrés, permettant de libérer 25 -villages soumis à l'ennemi depuis deux ans. En novembre, l'intensité du combat diminua au point que le front fut à nouveau stabilisé quelques kilomètres plus au nord qu'il n'était auparavant.

À lire :

- Ouvrages généraux sur la guerre. Voir bibliographie « Argonne ».
- FOUCAULT (André) : « 1916. Verdun et la Somme », Paris, Taillandier, sans date.
- MANGIN (Général) : « Un régiment lorrain : le 7-9 Verdun. La Somme », Paris, Payot, 1934, 263 pp.
- ROSAZ (Paul de) : « Rien à signaler. Un épisode de la bataille de la Somme 1916 », Paris, Taillandier, 1930.

[420]

161. — TABERD. — Rue

7-8-D-E. — Orientée NE-SO. — Unit la rue Catinat (place de la cathédrale) à la rue de Verdun.

Cette rue était primitivement désignée sous le n° 21. Son nom actuel lui fut donné par un arrêté de l'amiral DE LA GRANDIÈRE, en date du 1^{er} février 1865 (On orthographiait alors TABERT). Cette artère était, à cette époque, beaucoup plus longue qu'elle ne l'est aujourd'hui : elle allait, en effet, de la rue de Verdun (alias route de Pnom-Penh) à la rue Rousseau (devant le jardin botanique). Mais, en 1920, la partie N.E. joignant la place de la cathédrale à la rue Rousseau, prit le nom de rue Lucien-Mossard.

(Voir « Courrier de Saigon », 5 mars 1865 et reg. délib., t. 44, p. 387 à 389 ; séance du 8 septembre 1920 et 398-99, séance du 13 septembre 1920).

Ecclésiastique (1794-1840). — Jean Louis TABERD naquit à Saint-Étienne (Loire) le 18 juin 1794. Il quitta la France le 7 novembre 1820 sur un navire de la maison SAGET, de Bordeaux, à destination de l'Annam. Nommé évêque *in partibus* d'Isauropolis, il fut sacré le 30 mai 1830 par le vicaire apostolique du Siam, à Bangkok. Devant les persécutions que l'empereur MINH-MANG faisait subir aux chrétiens, l'évêque dut quitter cette terre hostile (1833). Il se rendit d'abord au Siam (Collège général de Pinang), puis à Singapour (1834) ; en 1838 il fut nommé vicaire apostolique intérimaire du Bengale. Il mourut à Calcutta le 31 juillet 1840.

Mgr. TABERD écrivit quelques ouvrages d'érudition et notamment de linguistique.

De lui :

— Dictionarium annamitico annamitico-latinum (en caractères chinois pour l'annamite) contient l'hortus floridus cocincinae, Serampore. Ex typis J.C- Marshman, 2 vol. in-4, 1838.

[421]

— Tabula geographica imperii annamitici (1838), « Journal Soc. asiat. du Bengale », t. VI, avec suppl. t. VII, 1838.

— Argumenta rectæ rationis. (En thieu-nom, à l'usage des séminaristes indigènes), Pondichéry. Ex typis J-C. Marsgman, 1853.

— Dictionarium annamitico-latinum (en collaboration avec Theurel), Ninh-Phu. Ex typis Missionis Tunquini occidentalis, in-4, 1877.

— Divers dans :

Annales de la Propagation de la foi, année 1830.

Journal asiatique, t. IV, p. 91-204 ; t. IX, p. 132 ; t. XII, 3^e série.

Sur lui :

— LAUNAY : « Mémorial.... », 2^e partie. 1658-1913, p 589.

— LOUVET : « La Cochinchine religieuse ».

162. — TAN-DINH. — Ruelle

7-B-C. — Orientée NO-SE. Unit la rue Legrand-de-la-Liraye à la rue Mayer qu'elle traverse d'ailleurs pour se prolonger un peu au-delà

Il est difficile, sinon impossible, de déterminer quand cette dénomination a été donnée à la ruelle : celle-ci a pris tout simplement le nom du quartier dans lequel elle se trouvait. Il est probable que le fait n'est sanctionné par aucun acte officiel.

Longtemps en dehors de la limite urbaine (celle-ci passait rue Legrand-de-la-Liraye), elle s'est trouvée faire partie de la ville de Saigon quand celle-ci engloba le village de Tandin le 1^{er} janvier 1908.

[422] (Voir reg. délib., t. 2, p. 232-233. Séance 18 octobre 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 301, doc. 665).

163. — TESTARD. — Rue

6-8-C-E. — Orientée NE-SO. — Joint la place du Maréchal-Joffre à la rue de Verdun.

Cette rue s'appelait tout d'abord « rue Larclause prolongée ». Elle prit son nom actuel le 24 février 1897. (Voir reg. délib., t. 10, p. 94-95 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 400, doc. 788).

Conquête (1814-1861). — Jules, Marcelin, Albert TESTARD naquit le 17 novembre 1814. Il entra dans l'armée coloniale en 1833.

Alors qu'il était commandant, il fut envoyé en garnison à Nouméa. De janvier 1855 à décembre 1858, il commanda en chef en Nouvelle-Calédonie. C'est au cours de ses hautes fonctions, en 1856, qu'il institua dans l'île un service cadastral annexé à celui du génie.

En 1861, il vint à Saigon avec le corps expéditionnaire conduit par l'amiral CHARNER. Il était alors lieutenant-colonel au 3^e régiment d'infanterie de Marine. Il mourut tragiquement des suites d'une blessure reçue sur le champ de bataille de Ki-hoà. PALLU DE LA BARRIÈRE, témoin oculaire des faits qu'il rapporte, nous a laissé une description poignante de ce triste événement.

L'affaire du 25 février, la prise du fort de Ki-hoà, avait été chaude. L'armée assaillante avait eu 300 hommes hors de combat, parmi lesquels peu de morts — 12 — mais des blessés [423] augmentèrent, par la suite, le nombre des décès : le lieutenant-colonel TESTARD était de ceux-là.

« il se démenait à l'ambulance, et marchait ferme tout nu, avec des exclamations d'impatience « Eh bien ! qu'est-ce donc ? Je me sens la tête lourde. Qu'est-ce que j'ai donc là ? ». Et il portait la main à son front avec un geste d'ennui. Il avait une balle qui lui était entrée d'un demi-pouce dans la tempe gauche. Son ordonnance essayait de le ramener sur son lit mais il se relevait toujours. Un chirurgien, debout dans un coin de la chambre, regardait ce vivant à moitié mort, qui parlait et qui, dans quelques heures, ne parlerait plus. Il était impossible de le panser, et c'eut été, du reste, inutile. Il mourut le lendemain, 26 février, vers trois heures, à Choquan.

« Jusqu'au dernier moment, il avait conservé une grande force. Il était aussi blessé à l'épaule ». (Pallu de la Barrière, p. 87, note 1.)

Le lieutenant-colonel TESTARD avait la réputation d'être un homme brave et bon. Il fut cité à l'ordre du jour par l'amiral CHARNER.

Sur lui :

— ANONYME : « Nécrologie », « Revue maritime et coloniale », 1861, t. 1, p. 211-212.

À consulter :

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 87 note 1 et p. 111, 270, 285, 352.

— SAVOIE (Clovis) : « Histoire de la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances sous les gouverneurs militaires (1853-84), Nouméa, Impr. Nationale, 1922. Voir p. 20 et 32.

[424]

164. — THÉVENET. — Rue

5-7-C-D. — Orientée NE-SO. — Rue joignant la rue Mac-Mahon à la rue de Verdun.

La rue Thévenet fut percée en deux fois — la première partie, de la rue Mac-Mahon à la rue Barbé, vers le commencement du siècle ; la deuxième partie, de la rue Barbé à la rue de Verdun, en 1908. (Voir reg. délib., t. 21, p. 235. Séance 18 novembre 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 358, doc. 739).

Cette rue était primitivement désignée sous le n° 6 ; son nom actuel lui fut donné le 30 mars 1906. (Voir reg. délib., t. 16, p. 221 à 225 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794 et p. 406, doc. 795).

Ingénieur des travaux publics. — THÉVENET est venu à Saigon en 1879. À cette époque il a succédé à RAMPANT comme directeur des Ponts et chaussées de la ville. C'était un « esprit positif et réalisateur ». Non seulement il développa le réseau des rues et des égouts de la cité grandissante, mais il étudia le moyen d'augmenter l'activité de la Colonie par de grands travaux d'utilité publique. Ayant rallié à sa conception le gouverneur LE MYRE DE VILERS, celui-ci envisagea « tout un plan de campagne comportant à la fois des routes, des canaux, des chemins de fer ».

Lorsqu'en 1880, le projet d'un chemin de fer Saigon-Pnom-Penh, précédemment étudié par EYRIAUD DES VERGNES, fut repris, THÉVENET fit abandonner le premier itinéraire envisagé, par Tayninh et Preyveng, traversant des régions inhabitées et inondées chaque année (tracé nord), pour en choisir un autre desservant les régions plus riches de Mytho, Vinhlong, Sadec et Chaudoc (tracé du sud et de l'ouest).

Ce chemin de fer n'existe pas encore, sauf le premier tronçon : Saigon-Mytho, exécuté en 1883 [425] et qui peut être considéré comme une réalisation de la conception THÉVENET. Mais il faut noter, cependant, que l'idée originale en revient à l'amiral BONARD, en 1862.

Il quitta la colonie en 1881 et fut remplacé à la direction du service des Travaux publics par FORESTIER, qui figure sur l'annuaire de 1882.

De lui :

— Sondages exécutés à dix mètres, de la rive droite du Vaïco occidental, près de Tan-An, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinchine », 1^{er} trim. 1879, p. 318.

— Sondages exécutés à Saigon de février à mai 1879, sur l'emplacement des travaux de prise d'eau, « Bull. Comité agr. et indust. de Cochinchine », 1^{er} trim. 1879, p. 319.

À voir :

— TABOULET (Georges) : « Les origines du chemin de fer de Saigon à Mytho. — Projet Blancsubé d'un chemin de fer de pénétration au Laos et au Yunnan (1880) », « Bull. Société études indoch. », t. XVI, 3^e trim. 1941, p. 1 à 19.

Au sujet du chemin de fer Saigon-Pnom-Penh, voir le registre de délibérations :

T. 4, p 364 ; séance 21 avril 1880. Baudrit, t. 2, p. 247, doc. 629).

T. 4, p. 366 à 389 ; séance 22 avril 1880. Baudrit, t. 9, p. 247-264, doc. 630.

— Au sujet du chemin de fer Saigon-Mytho, voir registre délibérations :

T. 5, p. 109-110, séance 3 oct. 1882. — Baudrit, t. 2, p. 264, doc. 631.

[426]

165. — THOMSON. — Rue

7-8-B — Orientée NO-SE. — Unit la rue Mayer à la rue Legrand-de-la-Liraye et longe la face N.E. du cimetière européen.

En 1906, une pétition d'un nommé « FONTAINE, commissaire principal des Troupes coloniales, en retraite », agissant tant en son nom qu'en celui de quelques-uns de ses voisins, propose que la rue n° 9 qu'il habite, soit désignée par un nom plutôt que par un numéro. Le conseil municipal, prenant cette demande en considération, décide de donner à cette artère le nom de THOMSON, successeur de LE MYRE DE VILERS, ce dernier étant encore vivant, tandis que l'autre est décédé.

(Voir reg. délib., t. 16, p. 156-57. Séance 28 mars 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 404, doc. 793).

Par arrêté du gouverneur général en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier, le nom de Paulin VIAL a été substitué à celui de THOMSON.

Gouverneur de la Cochinchine (1835-1898). Charles, Antoine, Francis THOMSON naquit à Alger le 25 septembre 1835. D'abord attaché au ministère des Finances (Trésorerie d'Afrique) de 1864 à 1870, il devint sous-préfet de Vervins le 26 novembre 1870, de Briançon 1871, de Brignoles 1875, puis de Vendôme. Lors de la « Crise du 16 mai 1877 » mettant en conflit le président de la République, MAC-MAHON, avec la Chambre des députés, THOMSON était secrétaire de GAMBETTA, le grand tribun chef de l'opposition. Dès que le régime fut stabilisé, il fut nommé préfet et dirigea successivement les départements de la Drôme (18 décembre 1878), puis du Doubs et de la Loire (ce dernier pendant deux ans à partir du 17 novembre 1880). C'est alors que commença sa carrière coloniale, courte, mais fertile en incidents.

[427] Nommé gouverneur de la Cochinchine le 7 novembre 1882, il arrive à Saigon en janvier 1883. Dès le 8 mars, il ajoute à ses fonctions celle de ministre plénipotentiaire de France en Annam et au Cambodge. À ce titre il intervient dans chacun de ces deux pays.

« Lors des événements du Tonkin, le 27 mai 1883, à la suite de la mort du commandant RIVIÈRE, il montra de la clairvoyance et fit preuve d'énergie et de volonté dans le plan qu'il proposa au gouvernement pour soumettre la cour de Hué et l'amener sans tergiversation possible à accepter notre protectorat et mettre fin à tous ses agissements contre nous ». (Brébion et Cabaton).

Mais, au Cambodge, sa politique fut moins heureuse. Conseillé par son chef de cabinet KLOBUKOWSKI, il voulut remplacer le traité du 11 août 1863 par un nouveau traité (17 juin 1884). Le roi du Cambodge, NORODOM 1^e, voyant que ces nouvelles dispositions prévues plaçaient purement et simplement son royaume sous le protectorat de la France, ne voulut pas les accepter. THOMSON menaça de déporter le souverain à

l'île de Poulo-Condore. Alors, le pays se souleva. L'insurrection dura jusqu'en 1887, bien après le rappel du ministre plénipotentiaire en France. Il fallut, pour calmer les esprits, renoncer à l'application de ce traité. Le gouverneur quitta Saigon le 28 juillet 1885, probablement en raison de la tournure que prenait la politique qu'il avait si maladroitement inaugurée au Cambodge.

Un an plus tard (26 juillet 1886), il fut nommé envoyé extraordinaire, et ministre plénipotentiaire à Copenhague, où il demeura jusqu'au 2 janvier 1891. Puis, il rentra en France et [428] finit sa carrière administrative comme trésorier-payeur général de l'Hérault, qu'il quitta en 1894 pour les Bouches-du-Rhône ; c'est à Marseille qu'il mourut (peut-être dans l'exercice de ses fonctions) le 9 juillet 1898.

De lui :

— Discours prononcé par le gouverneur, à la séance d'ouverture du conseil colonial (Session extraordinaire du 18 juin 1883), Saigon, Impr. Gouvernement, 1883, br. in-8.

— Discours prononcé par le gouverneur, à la séance d'ouverture du conseil colonial (Session du 26 novembre 1883), Saigon. Impr. Gouvernement, 1883, br. in-8.

Sur lui :

— ANONYME : « Nécrologie de Ch. Thomson », « Dépêche coloniale », 23 juillet 1898.

— BRÉBION ET CABATON : « Dictionnaire... ». Voir art. THOMSON, p. 406, et COQUI, p. 94

À voir :

— « Le Saigonais », de 1883 à 1885.

— « Le Trompette » année 1884 seulement.

— « Les Tablettes des Deux Charentes », Rochefort, 1883 à 1886.

— Livre jaune sur les affaires du Tonkin. Année 1885.

166. — TRUONG-MINH-KY. — Rue

6-7-D-E. — Orientée NE-SO. — Petite rue étroite et courte unissant la rue Larégnère à la rue Flandin. Elle est continuée par la rue Lacant, jusqu'à la rue de Verdun.

[429] Le conseil municipal, sur la proposition d'un pétitionnaire nommé TRAN-THAI-NGUYEN décida de donner à une artère de la ville, le nom de TRUONG-MINH-KY. il l'appliqua à une partie d'une rue nouvelle qui, depuis 1929, portait déjà le nom de rue Lacant.

(Voir reg. délib., t. 58, p. 264- 65 — Séance 1^{er} septembre 1931).

Par arrêté du gouverneur général en date du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier, le nom de LACANT a été complètement évincé de cette rue, au profit de TRUONG-MINH-KY (Parcours unifié).

Conseiller municipal (1855-1900). — La pétition et les quelques paroles prononcées par le président de la commission municipale pour engager celle-ci à accepter la proposition, nous apprennent que TRUONG-MINH-KY était un des premiers conseillers municipaux de la ville et qu'il avait donné une partie du terrain nécessaire à la construction de la rue qui porte son nom.

Il naquit à Cholon le 16 octobre 1855 et mourut à Saigon, le 11 août 1900, à 15 heures.

À noter qu'il n'avait aucun lien de parenté avec l'écrivain cochinchinois Petrus TRUONG-VINH-KY.

167. — TURC. — Rue

9-10-D-E. — Orientée NE-SO. — Rue très courte unissant la rue Catinat à la place Rigault-de-Genouilly sur la rivière de Saigon).

La rue Turc est une des premières qui aient été tracées à Saigon par les Français. C'était une de celles qui rayonnaient de la place, autrefois centrale du « Rond Point », appelée par la suite place Rigault-de-Genouilly. Elle portait le n° 7, quand un arrêté du maire, le [430] baron BARBIER, approuvé par le contre-amiral DUPRÉ, le 27 janvier 1871, lui donna le nom de « rue Turc ». (Voir « Courrier de Saigon », 5 août 1871).

Commissaire municipal (1829- ?). Louis TURC naquit le 5 mars 1829 à Saint-Germain-de-la-Corbette (Lozère). Il entra à l'École de médecine navale en 1854 et fut nommé chirurgien de 3^e classe en 1856.

Venu à Saigon peu après la conquête, il était chirurgien aide-major à Mytho (Voir « Courrier de Saigon », 5 août 1863, p. 3, col. 2, Mutations) quand il entra dans l'administration civile. Il fut nommé inspecteur stagiaire des Affaires indigènes, le 1^{er} août 1865 ; de 4^e classe, le 1^{er} janvier 1867 et de 3^e classe le 15 mai de la même année. Huit jours plus tôt, il avait été nommé commissaire du conseil municipal de Saigon, assemblée qui venait d'être créée par arrêté de l'amiral DE LA GRANDIÈRE le 4 avril précédent. Sa gestion fut favorablement appréciée de ses administrés, au point que, lorsqu'il cessa ses fonctions, le 31 janvier 1871, le maire devant être désormais élu par le conseil municipal (arrêté de l'amiral DE CORNULIER-LUCINIÈRE en date du 17 décembre 1879), le conseil le récompensa de son heureuse activité par l'adresse suivante :

« Attendu que M. TURC, maire de Saigon jusqu'au 31 janvier 1871, n'a jamais cessé de remplir les difficiles fonctions qui lui étaient confiées, avec un zèle et une sagacité qui lui ont attiré la reconnaissance de la population ;

Attendu que le conseil, tel qu'il est actuellement composé, est heureux de pouvoir témoigner publiquement à M. TURC combien il [431] reconnaît ses bons et loyaux services et son dévouement aux intérêts de la cité,

Le conseil vote des remerciements à l'ancien maire, M. TURC, émet le vœu qu'il puisse un jour venir l'éclairer de ses lumières et de son expérience et décide que ce vœu, dont copie sera gardée sur les registres, sera envoyé par copie à M. le gouverneur, à son Excellence le ministre de la Marine et des Colonies et à M. TURC. » (Reg. délib., t. 2, f° 64 ; séance du 31 janvier 1871 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 45, doc. 54).

Il revint à la colonie le 20 janvier 1872 et, étant inspecteur de 2^e classe, il fut nommé à Bentré en remplacement de VILLARD. (Voir « Courrier de Saigon », 5 février 1872). Des troubles eurent lieu bientôt dans sa province, et son intervention lui valut d'être nommé officier de la Légion d'honneur. Voici, d'ailleurs, le texte fort élogieux de sa citation :

« TURC (Louis) inspecteur des Affaires indigènes en Cochinchine, a rendu dans ces fonctions des services exceptionnels et distingués, notamment à la défense de Yong-

Keo et de Mocay dans les journées des 12 et 16 février 1872 ; 18 ans de service, dont 6 à la mer, 4 campagnes ; chevalier du 11 juin 1863 ». (Voir « Courrier de Saigon », 5 septembre 1872).

En 1874, il fut consul à Haïphong et y resta jusqu'en 1879. Puis, il quitta l'Indochine le 21 décembre 1884 et prit sa retraite en France dès le début de l'année 1885.

Le lieu et la date de sa mort ne nous sont pas connus.

De lui :

— *Bulletin du Comité agricole et industriel de Cochinchine*, 1865 :

[432]

.— Rapport adressé au gouverneur sur les industries agricoles du huyên de Kiên-Hung et particulièrement sur les plantations de riz, de cocotiers et d'aréquieres, t. 1, p. 65 à 74.

— Rapport adressé au gouverneur sur la culture du mûrier, du huyên de Kiên-Dang, province de Mytho, t. 1, pages 75 à 81.

— Extrait d'un rapport au sujet de l'élevage des vers à soie, t. 1, p. 82 à 92.

— Lettre à M. le directeur de l'Intérieur sur les déchets de soie, t. 1, p. 99.

— Aperçu sur les ressources de la partie Nord de la province de Giadinh (Cochinchine), Extrait d'un rapport du 16 septembre 1865, adressé à M. le gouverneur de la Cochinchine par M. Turc, chirurgien de la Marine impériale, à la suite d'une exploration que cet officier de santé avait été chargé de faire, « Revue maritime et coloniale », t. XVI, p. 407 à 412 et t. XX, p. 243-44

Sur lui :

— « Courrier de Saigon », 5 août 1865, 5 février et 5 septembre 1872.

Portrait :

— Photographie appartenant à M. Étienne DENIS, de la maison d'importation Denis frères (Saigon).

168. — VANNIER — Rue

9-10 coupée par E. — Orientée NE-SO. Joint la rue Georges-Guynemer au boulevard Charner.

[433]

Vieille rue qui portait primitivement le n° 6 et aboutissait au rond-point Rigault-de-Genouilly. La rue n° 5 prit le nom de VANNIER par arrêté de l'amiral DE LA GRANDIÈRE, en date du 1^{er} février 1865. (Voir « Courrier de Saigon », 5 février 1866).

En 1937, la partie de cette rue allant du Rond-Point au boulevard Charner prit le nom de « rue des Frères-Denis »

Précurseur (1762-1842). — Philippe VANNIER naquit à Auray (Morbihan) vers 1762. C'était un homme grand et fort, qui avait pris part à la guerre d'Indépendance américaine.

Comme marin, il fut recruté à Pondichéry par PIGNEAU DE BÉHAINE, lorsqu'en 1789, il décida de secourir le roi de Cochinchine GIALONG, chassé de son pays par les usurpateurs TAYSON. Il eut alors le commandement du « Phénix » appartenant à la flotte annamite. Après le rétablissement du roi sur son trône, il voulut rentrer en France, mais la guerre entre la France et l'Angleterre l'en empêcha (1805).

Il avait à la Cour une situation privilégiée. Mandarin de guerre, il ne tenait ses ordres que du roi, était dispensé de prosternations. Sa dignité lui donnait droit à deux parasols. Marié à une femme annamite, les compatriotes de celle-ci, qui le connaissaient bien, lui avaient donné le nom de NGUYÊN-VAN-LONG.

Malgré tous les services rendus à la dynastie, MINH-MANG, fils et successeur de GIALONG, dont la vertu dominante n'était pas la reconnaissance, l'inquiéta au point qu'avec ses derniers compagnons, il dut quitter cette terre qui, après trente-cinq ans de séjour, lui devenait inhospitalière. Il s'embarqua pour la France, avec sa famille, en même temps que CHAIGNEAU, en janvier 1825.

[434] Il mourut à Lorient en 1842 et sa tombe est là, au cimetière de la ville, près de la dépouille mortelle de CHAIGNFAU, son vieil ami qui avait partagé les joies et les périls de sa vie.

La femme de VANNIER vivait encore en 1863 : elle était alors âgée de 78 ans. Elle repose sans doute, elle aussi, à Lorient, près de son mari que l'ingratitude avait chassé d'Annam quand il croyait y avoir trouvé une seconde patrie.

Sur lui :

— ANONYME — « Relation du second voyage à la Cochinchine du vaisseau « Henri » armé à Bordeaux... année 1819 », « Bull. Soc. géographie de Rochefort », 1908 ; « Bull. Soc. études indoch. », 1^{er} trim. 1932, p. 41 à 82 (Introduction de M. SAINT-MARTY).

— CADIÈRE (R. P.) : « Documents sur l'époque de Gialong », « Bull. École française d'Extrême-Orient », n° 7, t. XII, 1912.

— CADIÈRE (R. P.) : « Les diplômés et ordres de service de Vannier... », « Bull. Amis Vieux Hué », 922, p. 139 à 180.

CORDIER (Henri) : « Correspondance générale de la Cochinchine », « T'oung Pao », Paris 1906.

COSSERAT : « Notes biographiques sur les Français., au service de Gialong... », « Bull. Amis Vieux Hué », 1917 ; Voir p. 189 à 195.

COSSERAT : « Les actes de décès de Chaigneau et de Vannier », « Bull. Amis Vieux Hué », 1919, p. 495 à 500.

[435]

— HOE : « Quelques renseignements sur les familles Chaigneau et Vannier », « Bull. Amis Vieux Hué », 1916, p. 273 à 276

— JOINVILLE (Pierre de) : « Mission de la « Cybèle » en Extrême-Orient (1817-18), Paris, Champion, 1914.

— LOUVET (E.) : « La Cochinchine religieuse », Paris, 1885, 2 vol.

— LOUVET (E.) : « La vie de Mgr. d'Adran », Paris, 1900.

— SALLES : « Les tombes de J.-B. Chaigneau et de Ph. Vannier au cimetière de Lorient », « Bull. Amis Vieux Hué », 1921, p. 47 à 56.

— SALLES : « J. -B. Chaigneau et sa famille ». (Voir notamment p. 90 à 102), Hanoi, I.D.E.O., 1923.

— TANTET (V.) : « Inventaire sommaire de la correspondance générale de la Cochinchine », Paris, Challamel, 1905, br. in-8.

Portrait :

169. — VASSOIGNE. — Rue

Angle N.O. de 7-B. — Orientée NNE-SSO. — Joint la rue Paul-Blanchy à la rue Paul-Bert. Elle s'amorce rue Paul-Blanchy, à côté du marché de Tân-dinh.

Cette rue portait, aussitôt sa création, le n°41. C'est le 30 mars 1906 que le conseil municipal lui donna son nom actuel. (Voir reg. délib., t. 16, p. 221 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 405, doc. 794)

[436] **Conquête** (1811-1891) — Le marquis Jules, Jean, Pierre DE VASSOIGNE naquit à la Martinique le 27 mai 1811. Il sortit de l'École de Saint-Cyr dans l'infanterie de Marine, en 1831.

Au moment de la lutte contre la Russie, il prend part, en 1854, étant alors lieutenant-colonel, à l'expédition faite contre la forteresse de Bomarsund, dans l'île d'Aaland (Baltique). Puis, comme colonel du 3^e régiment d'infanterie de Marine, il participe à la campagne de Chine (1859-61). Pendant ces opérations, il est cité à l'ordre du jour de l'Armée, à l'occasion de la prise des forts du Peï-Ho et nommé général de brigade (1860).

Les affaires de Chine terminées, il fait partie du corps expéditionnaire que l'on dirige sur la Cochinchine avec mission de débloquer Saigon assiégée. Il se trouve alors sous les ordres de l'amiral CHARNER.

La troupe arrive à Saigon le 17 février 1861. Le 25 février commence une attaque générale contre les forces annamites retranchées à Ki-hoà. L'amiral CHARNER et le général DE VASSOIGNE sont en tête des troupes près du fort de Cai-Mai. Le général a, comme aide de camp, le commandant Arthur DE TRENTINIAN, père du héros du Tonkin. Un détachement de chasseurs d'Afrique protège l'état-major.

À quatre heures du matin, les clairons sonnent « Au drapeau ! ». À cinq heures et demie, l'armée se met en marche. Bientôt, les positions de combat sont prises et un violent duel d'artillerie et d'infanterie commence. Dès le début de l'action, avant que soit commandé l'assaut, le général DE VASSOIGNE tombe, grièvement blessé. C'était lui qui devait diriger le combat. [437] Alors, l'amiral prend le commandement des troupes, pendant que le général est évacué sur l'arrière, probablement à l'ambulance de Choquan. Il est cité à l'ordre de l'armée de Cochinchine (25 février 1861).

Par la suite, il n'est plus du tout question du général DE VASSOIGNE au cours de cette campagne coloniale. Nous le retrouvons seulement, en 1870, alors que, promu général de division, il commande la division d'infanterie de Marine qui suivit l'armée de Châlons, à Sedan et qui s'illustra à Bazeilles (1^{er} septembre).

Le général DE VASSOIGNF mourut à Paris, à l'âge de 80 ans, le 3 novembre 1891.

Sur lui :

— BRÉBION ET CARATON : « Dictionnaire... ».

— PALLU DE LA BARRIÈRE — « Histoire de l'expédition... », p. 63, 67, 270, 383.

170- — VERDUN. — Rue de

2-7-B-C. — Orientée NO-SE. — Joint le carrefour Krantz, Frère-Louis, Phan-thanh-Gian, La-Grandière, Lacote (Quartier de la gare) à la limite urbaine de la ville, en direction N. O. Elle n'est autre que la route coloniale n° 1 unissant Saigon à Pnom-Penh.

Cette rue — dont les abords se sont beaucoup construits depuis quelques années — n'était autrefois qu'une « route ». Elle portait alors le nom de « route de Thuân-Kiêu », du nom d'une citadelle annamite, aujourd'hui rasée, qui se trouvait à une douzaine de kilomètres, de Saigon, et à 2 kilomètres de la route de Pnom-Penh, sur le chemin vicinal qui mène à Duc-Hoà.

[438] C'est en 1916 qu'une commission nommée au sein du conseil municipal, « à l'effet de rechercher les rues nouvelles n'ayant pas encore reçu de nom, ou les anciennes dont les noms seraient à changer, et de faire un choix des noms à leur donner, en s'aidant pour cela des événements actuels », proposa de donner à la « route de Thuân-Kiêu » le nom de « rue de Verdun » : proposition qui fut acceptée. (Voir reg. délib., t. 37, p. 322, 323 et 327 ; séance du 10 août 1916 ou Baudrit : « Extraits... », t. 3, p. 419 et 422, doc. 806).

Guerre 1914-18. — La bataille de Verdun est un des glorieux épisodes de la guerre de 1914-18. Elle comprend trois périodes :

1) Période défensive (21 février-juillet 1916). — Le kronprinz veut écraser les défenses de Verdun et submerger la ville sous de grands assauts. Les forts de Douaumont et de Vaux (rive droite de la Meuse) sont pris du 21 au 26 février, puis une attaque est lancée sur les deux rives de la Meuse, du 6 mars au 9 avril (prise de la Côte de l'Oie et du Morthomme). Cependant, l'objectif principal, défendu d'abord par PÉTAINE, puis par NIVELLE, résiste aux assauts ennemis. L'attaque franco-anglaise de la Somme (juillet 1916) décongestionne Verdun.

2) Première période offensive (octobre-décembre 1916). — Le général MANGIN dirige l'offensive qui comprend elle-même deux phases :

- a) du 24 octobre au 2 novembre ;
- b) du 15 au 18 décembre.

Ces combats rendent aux Français une partie de ce qu'ils avaient précédemment perdu sur la rive droite de la Meuse. Ce sont ces deux périodes qui constituent spécifiquement la « bataille de Verdun ».

[439]

3) Deuxième période offensive (août—décembre 1917). — Cette opération menée sur les deux rives de la Meuse par le général GUILLAUMAT a permis de récupérer presque tout le terrain perdu depuis 1916 sur la rive gauche. D'une façon générale, Verdun a été bien dégagée par ce combat mais il a fallu attendre la grande bataille finale de 1918, pour libérer complètement la « ville martyre » : c'est à une armée franco-américaine que revint cet honneur.

À lire :

- Ouvrages généraux sur la guerre. Voir bibliographie « Argonne ».
- BORDEAUX (Henry) : « Verdun 1916 : les derniers jours du fort de Vaux ; la bataille devant Souville ; les captifs délivrés », Paris, Plon, 1936, 391 pp., 1 carte.
- BOUVARD (Cdt. breveté H.) : « La gloire de Verdun : les faits ; le commandement ; le soldat », Paris, Renaissance du Livre, 1922, 165 pp.
- COLIN (Gal H.) : « Le fort de Souville. — L'heure suprême à Verdun », Paris, Payot, 1938, 266 pp.

- DUGARD (Henry) : « La bataille de Verdun (21 février-7 mai 1916) », Paris, Perrin, 1916, 298 pp. + 1 carte.
 - MANGIN (Général) : « Un régiment lorrain : le 7-9 Verdun. — La Somme ». Préface du général Weygand, Paris, Payot, 1934, 253 pp.
 - MICHELIN (Guides) : « Bataille de Verdun », Clermont-Ferrand. Michelin, 1919.
 - MORIN (cap. Henri) ET ANDRIEU (Pierre) : « À l'écoute devant Verdun », Paris Denoël, 938, 236 pp.
 - MORDACQ (Général H.) : « Les grandes heures de la guerre. 1916. — Verdun », Paris, Plon, 1939, 143 pp.
 - [440]
 - PÉTAÏN (Maréchal Ph.) : « La bataille de Verdun », Paris, Payot, 1929, 156 pp. + 8 cartes + 18 gravures + 1 annexe.
 - POÏNCARÉ (Raymond) : « Au service de la France », t. VIII, Verdun, 1916, Paris, Plon, 1931, 355 pp.
 - POÏRIER (Léon) : « Verdun, visions d'histoire ». (Photos du film, tirées en héliogravures. — Texte et légende), Paris, Taillandier, 1927, 62 pp.
 - ROMAÏNS (Jules) : « Les hommes de bonne volonté. — Verdun », Paris, Flammarion, 1938.
 - STÉPHANE (Marc) : « Verdun. — Ma dernière relève au bois des Caures (18-22 février 1916), Souvenirs d'un chasseur de Driant », Paris, Liot, 1929, 221 pp.
 - ZWEÏG (Arnold) : « L'éducation héroïque devant Verdun » (2 vol.), Paris, Plon, 1938, t. 1, 266 pp. ; t. 2 — 268 pp.
-

171. — VIÉNOT. — Rue

8-9-D-E. — Orientée NNO-SSE. — Rue longeant un des côtés des halles centrales et unissant la rue d'Espagne à l'extrémité du boulevard Bonard (place Cuniac)

Ce nom fut donné le 20 juin 1913 à la rue alors en percement le long du marché. (Voir reg. délib., t. 30, p. 105 ; séance 19 mars 1913 et p. 379-80 — séance 20 juin 1913 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 410, doc. 798 et p. 411, doc. 799).

Conseiller municipal (1847-1884). — Henri VIÉNOT naquit à Fécamp (Seine-Inférieure), le 2 mai 1847, Il fit la campagne de 1870 en qualité d'engagé volontaire, puis, il devint avocat [441] au barreau de Caen, mais il y resta peu de temps. En effet, dès 1873, il vint s'établir à Saïgon pour y exercer ses talents oratoires. Il avait la parole colorée, l'intelligence vive et le caractère combatif : tout ce qui est nécessaire pour réussir dans le journalisme et la politique. Aussi, est-ce là qu'il se fit remarquer de ses contemporains. Vers 1880, il dirigea l'« Indépendant », laissant libre cours à sa verve intarissable et à sa puissante argumentation.

Pendant son séjour au conseil municipal, il semble s'être plutôt spécialisé dans l'obstruction qu'avoir apporté à l'assemblée ses vues claires dans un but constructif et réalisateur. Les registres de délibérations sont parsemés de ses interventions — souvent bien étayées — dont la plus fameuse semble être celle qu'il fit, contre la construction d'une ligne de chemin de fer, projetée entre Saïgon et Pnom-Penh. (Voir reg. délib., t. 4, p. 366 à 389 ; séance du 22 avril 1880 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 247 à 264, doc. 630). Il faut remarquer, d'ailleurs, que VIÉNOT, malgré son discours de plusieurs heures, n'a convaincu qu'un seul conseiller municipal sur douze qui l'écoutaient.

Avec LANDES et SILVESTRE, deux administrateurs des services civils, il rénova le « Comité agricole et industriel de Cochinchine », qui devint la « Société des études indochinoises » en janvier 1883.

Il mourut à Saigon, en pleine activité le 3 avril 1884.

De lui :

— De l'assimilation des Annamites, « Journal d'Outre-Mer », 4 janvier et 22 mars 1881.

[442]

— Création d'un chemin de fer entre Hanoi et la mer, « Bull. Soc. normande de géographie de Rouen », t. IV. 1882.

— Le monopole des alcools en Cochinchine. — Mémoire présenté à la Commission chargée d'étudier la réforme de la législation locale sur les alcools, Saigon, Guillaud et Martinon, in-8, 1882.

— Voyage au Tonkin (en collaboration avec A. Schroeder), « Bull. Soc. normande de géographie de Rouen », t. IV, 1882, t. V, 1883 ; « Excursions et reconnaissances » Saigon, n° 16, 17, 18., 1883.

— Note pour les membres du conseil colonial, relativement à la fixation de l'indemnité due aux fermiers de l'opium et de l'alcool au Cambodge, Saigon, Guillaud et Martinon, in-8, 1883.

— Rapport sur la brochure de M. Bartet, intitulée « Le Maha Nokor Kmer », « Bull. Société études indochinoises », 2^e trim., 1 883, p. 63.

— Traduction du « Ceylon Observer », sur la culture du poivre dans l'île de Ceylan, « Bull Soc. études indochinoises », 4^e trim. 1883, p. 178 à 183.

Voir en outre :

— L'Indépendant de Saigon », années 1882 et 1883.

— Extraits des registres de délibérations de la ville de Saigon (1867-1916) », publiés par la « Soc. études indoch. », 1^{er}, 2^e, 3^e trim. 1935.

Sur lui :

— LÉONARD : « M. Viénot ». (Article nécrologique), « Bull. Soc. études indochinoises », 1^{er} sem. 1884, p. 38-39.

[443]

172. — VIGERIE. — Rue René

8-9-A-B. (dans l'angle NE. de 8-B). — Orientée NO-SE. — Joint la rue Richaud à la rue Legrand-de-la-Liraye (Quartier de Dakao).

Petite rue portant autrefois le n° 5. Son nom actuel lui fut donné par le conseil municipal dans sa séance du 26 avril 1920. (Voir reg. délib., t. 44, p. 303 et 312.)

Guerre 1914-18. — René, Jean VIGERIE naquit à Saigon le 17 août 1890. Employé à la mairie comme commis de 3^e classe, il fut tué pendant la Grande Guerre, le 28 juin 1917

173. — VINCENSINI. — Rue

9-10-EG. — Orientée ONO-ESE. — Fait suite à la rue Guillaume-Martin et aboutit à la rue Victor-Olivier (Quartier de Khanh-Hoi).

Rue nouvellement conquise sur le marécage, qui eut comme premier nom celui qu'elle porte aujourd'hui, et qui lui fut donné le 3 mai 1929.

(Voir reg. délib., t. 54, p. 246).

Guerre 1914-18. — Charles, Joseph VINCENSINI naquit le 13 juillet 1881. Il était à la mairie de Saigon, commis principal de 3^e classe. Parti à la guerre, il y décéda le 10 juillet 1918.

174. — VINSON. — Rue Gustave

7-8-E-F. — Orientée NE-SO. Courte rue joignant le boulevard Kitchener à la rue Boresse (Quartier Boresse)

[444] Rue autrefois sans nom, qui prit le nom de Gustave VINSON à la séance du conseil municipal, du 26 avril 1920. (Voir rég. délib., t. 44, p. 304 et 310).

Maire (?-1891) Gustave VINSON, longtemps avocat en Cochinchine, fut maire de la ville, de 1874 à 1876. C'est à ce dernier titre que, sur la demande de son fils, adressée par lettre le 3 octobre 1919 au conseil municipal, son nom fut donné à l'une des rues de Saigon. (Cf. référence ci-dessus.) Gustave VINSON était lors mort depuis 28 ans (1891).

Sur lui :

— RICQUEROURG : « Article nécrologique sur Vinson », « L'Indochine française », 14 mai 1891

175. — YPRES. — Rue d'

7-8-E-F. — Courte rue orientée NO-SE, unissant la rue du Colonel-Boudonnet (plateforme N.O. de la gare) au carrefour de la rue de Verdun, Phan-thanh-Gian, Frère-Louis, Lacote, La-Grandière.

Cette rue était le prolongement de la « rue de l'ancienne église de Chodui ». Son nouveau nom fut donné par le conseil municipal dans sa séance du 26 avril 1920. (Voir reg. délib., t. 44, p. 311).

Guerre 1914-18. — Ypres est une ville de la Flandre maritime, en Belgique, qui fut complètement détruite pendant la guerre de 1914-18, étant constamment restée sur la ligne de combat.

D'après l'état-major anglais, dont les troupes tenaient le secteur, il y eut quatre batailles d'Ypres :

[445]

1) Octobre-novembre 1914. — Les troupes allemandes entrèrent à Ypres à la faveur des batailles livrées pendant la « Course à la mer ». Mais les troupes anglaises du général FRENCH l'occupèrent le 14 octobre. Fortement attaquée par le duc de WURTEMBERG (IV^e armée), la ville fut efficacement défendue par les troupes anglaises, auxquelles s'étaient jointes des troupes françaises commandées par FOCH. La bataille dura du 2 au 30 novembre et, lorsqu'elle se termina, les Alliés avaient réalisé un gain territorial formant un saillant dans les lignes allemandes.

2) 22 avril-9 mai 1915. — Le duc de Wurtemberg voulut réduire ce saillant et livra une série d'attaques locales qu'il termina par une opération d'envergure du 22 avril au 9 mai mais, tous les efforts restèrent vains.

3) 31 juillet-6 novembre 1917, — Les Anglais de DOUGLAS HAIG, aidés parfois par les Belges et parfois par les Français, attaquèrent à leur tour la IV^e armée, alors commandée par SIXT VON ARNIM. Ils ramenèrent, par endroits, les Allemands à leurs positions d'octobre 1914.

4) Année 1918. — La quatrième bataille d'Ypres, appelée aussi « bataille de la Lys », commença au printemps de 1918. C'est alors que, du 9 au 29 avril, les Allemands cherchèrent à faire tomber Ypres en le contournant et s'emparèrent des Monts de Flandre sans résultat décisif. Par contre, la bataille des « Crêtes de Flandre » engagée par les Alliés le 27 septembre libéra définitivement cette ville martyre du voisinage des Allemands.

Ypres n'était, en 1918, qu'un monceau de ruines. Parmi les beaux monuments historiques détruits au cours de cette lutte sans [446] merci, était la Halle aux draps, pur joyau d'architecture gothique.

À lire :

- Ouvrages généraux sur la guerre. Voir bibliographie : « Argonne ».
 - Voir les ouvrages concernant l'Yser, à l'article suivant.
 - MICHELIN (Guides) — « Ypres et les champs de bataille de l'Yser », Clermont-Ferrand, Michelin, 1919.
-

176- — YSER. — Quai de l'

10-12-F-G. — Orienté approximativement ONO-ESE. — Longe la rivière de Saigon depuis la rue Charles-De-Cappe, jusqu'au canal de dérivation C'est sur ce quai que sont installés les bâtiments des Messageries maritimes et des Chargeurs réunis.

Le 29 mars 1917, le rapporteur au conseil municipal au sujet de propositions relatives à la dénomination de voies nouvelles s'exprimait ainsi : « Nous vous proposons d'appeler quai de l'Yser, la partie appelée actuellement quai de Tam-hoi, et qui fera suite au quai de la Marne. Les efforts soutenus et victorieux des Alliés dans cette région, où s'illustrèrent nos marins pour empêcher les ennemis d'avancer, méritent que ce nom de l'Yser passe à la postérité. » (Voir reg. délib., t. 39, p. 75 ; séance du 29 mars 1917).

Guerre de 1914-18. — L'Yser est une petite rivière belge de 86 kilomètres prenant sa source en France, qui devint célèbre pendant la Grande Guerre en raison des combats meurtriers qui s'y déroulèrent.

[447] En 1914, les Allemands cherchèrent à appliquer le plan qui leur réussit en 1939 : arriver rapidement à la côte française pour menacer l'Angleterre. Les batailles qu'ils livrèrent dans ce but forment ce qu'on appelle : « la course à la mer » : la bataille de l'Yser est l'un de ses épisodes.

Dans la première quinzaine d'octobre 1914, le prince de WURTEMBERG, à la tête de la IV^e armée fit reculer les Franco-Belges dans la Flandre maritime. Mais, le 15, ils s'arrêtèrent sur les bords de l'Yser et stabilisèrent leur front de la mer à Zuydschoote, à 8 kilomètres au nord d'Ypres, malgré les attaques d'une violence inouïe.

La défense héroïque des fusiliers-marins sous les ordres de l'amiral RONARC'H à Dixmude devint une des pages glorieuses de la Grande Guerre. La cavalerie du 2^e corps, commandée par le général DE MITRY, souleva aussi l'admiration de tous. Cette bataille dura jusqu'au 31 octobre. À ce moment, les troupes franco-belges devant céder le terrain sous l'énorme pression allemande, l'inondation en fut décidée. À partir de cette époque, le front ne se modifia guère jusqu'au moment de la libération définitive.

C'est le jour anniversaire de la première bataille, le 15 octobre 1918, que les Belges franchirent l'Yser, de Dixmude à Nieuport, et libérèrent enfin la Flandre maritime de l'occupation allemande.

À lire :

— Voir bibliographie de « Ypres ».

— BAULU (Marguerite) — « La retraite d'Anvers et la bataille de l'Yser ». [448] Préface de M. Vandervelde, ministre de l'Intendance de Belgique, Paris, Perrin, 1921, 362 pp. + 2 cartes + 8 plans.

— BOCQUET (Léon) et HOSTEN (Ernest) : « L'agonie de Dixmude. — Épisodes de la bataille de l'Yser ». Préface de Ch. Le Goffic. — Couronné par l'Académie française, Paris, Michel, 1928, 296 pp.

— LE GOFFIC (Charles) : « Steenstraete », Paris, Plon, 1917, 308 pp. + 11 pl. HT. + 1 carte.

— LE GOFFIC (Charles) : « Saint-Georges et Nieuport », Paris Plon, 1919. 302 pp. + 5 pl. HT + 1 carte.

— MALO (Henri) : « Le drame des Flandres. — Un an de guerre. » (1^{er} août 1914 — 1^{er} août 1915), Paris, Perrin, 1916, 311 pp. + 5 HT.

— MARIN (Louis) : « L'effort belge », Paris, Bloud et Gay, 1917.

— RONARC'H (Vice-amiral H.) : Les fusiliers-marins au combat. (Souvenirs de la guerre : août 1914-sept. 1915) », Paris, Payot, 1921, 335 pp. + 1 photo + 6 cartes HT.

— ROUQUEROL (Général) : « La troisième bataille des Flandres, Le Kemmel », Paris, Payot, 1936, 214 pp.

Les trois noms ci-après ont été donnés en substitution d'autres noms, à des rues de Saigon, pendant l'impression de l'ouvrage. Ils portent un numéro *bis* correspondant aux noms qu'ils remplacent.

N° 88 *bis* Marchand au lieu de Kitchener

N° 83 *bis* Ribot des Jardins

N° 165 *bis* Vial de Thomson

[449]

88 *bis*. — MARCHAND. — Bd. du Gal.

Le nom du général MARCHAND n'aurait certainement pas trouvé place à Saigon si, en janvier 1943, on n'avait pas voulu supprimer le nom du grand maréchal anglais, lord

KITCHENER. Immédiatement, le souvenir de son antagoniste sur le terrain colonial, MARCHAND, est venu à l'esprit de ceux qui opéraient cette suppression. Si notre compatriote n'a pas triomphé de son rival à Fachoda, il l'a fait du moins à Saïgon. (Arrêté du gouverneur général, du 23 janvier 1943, paru au *J.O. de l'I. F.* du 30 janvier, p. 291-292).

Explorateur et conquérant. (1863-1934).

« Le général MARCHAND a été, à tous égards, un homme extraordinaire. Il étonne, il attire, il séduit, il déconcerte parfois. Il n'est jamais indifférent. Il a suscité l'admiration, l'affection, le dévouement de ceux qui ont vécu auprès de lui, la jalousie et l'inquiétude de quelques-uns dont il a dérangé les calculs. Tous ceux qui l'ont seulement approché ont gardé une impression persistante, celle d'avoir affaire à un être d'exception, coulé, pour ainsi dire, dans un moule qu'on pouvait croire brisé. » (Delebecque, p. 6).

Comment évoquer cette grande figure en quelques lignes de biographie ? C'est une entreprise audacieuse !

Jean-Baptiste MARCHAND naquit le 22 novembre 1863 à Thoissey, chef-lieu de canton du département de l'Ain. Élevé tout d'abord à l'École des Frères, il obtient ensuite une bourse au collège de sa localité. Mais dans sa famille, la vie est dure : le père est menuisier ; Jean Baptiste est l'aîné de 5 enfants et à 13 ans (1876), il doit quitter ses études pour aider un peu les siens.

Il entre comme écrivain chez le notaire de l'endroit. Avec l'âge, il est hanté par le goût des larges horizons ; son patron le surprend plusieurs [450] fois examinant attentivement une carte d'Afrique au lieu de copier ses actes. Le notaire comprend que l'avenir de son clerc est ailleurs que dans son étude ; il lui conseille de s'engager.

Le 7 septembre 1883, à vingt ans donc, il entre dans cette grande voie triomphale, vers laquelle il se sent invinciblement attiré. Le 17 septembre il est incorporé au 4^e R.I.C. à Toulon ; deux ans après il est sergent-fourrier. En février 1886, il vient à Rochefort passer l'examen d'entrée à Saint-Maixent et est sous-lieutenant en mars 1887. Sa carrière coloniale va commencer.

En effet, il s'embarque à Bordeaux le 26 janvier 1888 et, neuf jours plus tard, il arrive à Dakar.

Au bout de trois mois de vie monotone au Sénégal, il permute avec un collègue pour partir au Soudan. Cette colonie n'est soumise qu'apparemment, car d'un côté nous nous heurtons à l'hostilité, sourde ou déclarée, d'AHMADOU, sultan toucouleur, et de l'autre à SAMORI qui ne fut abattu qu'en 1898. MARCHAND « travaille » sous les ordres du colonel ARCHINARD. Ce dernier apprécie tellement son collaborateur qu'il lui deviendra pour longtemps indispensable. MARCHAND, comme lieutenant et comme capitaine, prend des initiatives heureuses, se décèle fin diplomate avec les chefs nègres retors, habile homme de guerre, explorateur audacieux et administrateur clairvoyant et entreprenant. Chose curieuse à citer : après une campagne en Côte-d'Ivoire, en 1895, les Baoulé ont compté et comptent encore leurs années d'après le moment où KPAKIBO (le Perceur de Forêts : MARCHAND) leur est apparu. Il avait traversé une immense forêt vierge dans laquelle les indigènes eux-mêmes n'osaient pas s'aventurer à cause, de sa profondeur et son [451] opacité. Cette apparition soudaine du blanc a frappé leur imagination.

Cependant, son grand titre de gloire, il le trouve à Fachoda.

Venant de la Côte-d'Ivoire, MARCHAND rentre en France (1895). L'année suivante, le gouvernement lui confie la direction de la mission qui, par l'Oubangui et les pays du Bahr-el-Ghazal (Afrique centrale), doit atteindre le Nil. Mais, cette entreprise va se heurter à une autre semblable que conduit le sirdar KITCHENER, pour le compte de l'Angleterre.

Parti en mars 1897 de Loango (Gabon), la mission du capitaine MARCHAND remonte l'Oubangui, traverse au prix de difficultés inouïes la région marécageuse du Bahr-el-Ghazal et atteint le Nil le 10 juillet 1898 à Fachoda ; elle s'y installe et repousse une attaque de Derviches qui se déclenche à quelque temps de là.

MARCHAND a planté le drapeau français sur Fachoda depuis plus de deux mois lorsque KITCHENER, remontant la vallée du Nil à la tête d'une importante troupe, y parvient à son tour. Que va-t-il arriver ? Les deux chefs sont aussi résolus l'un que l'autre à triompher. Les choses s'enveniment, au point que la guerre devient inévitable entre la France et l'Angleterre ; finalement, MARCHAND (devenu commandant) reçoit du gouvernement l'ordre d'évacuer le poste (4 novembre 1898). Il regagne la France à travers l'Éthiopie, est accueilli à Paris comme un héros et reçoit pour ses explorations (car il vient de traverser des pays inconnus) la grande médaille d'or de la Société de géographie.

Dans cette mission délicate et périlleuse, MARCHAND avait, encore une fois, donné des [452] preuves de ses surprenantes qualités diplomatiques et militaires.

Sa dernière campagne coloniale se déroule en Chine où il prend part à la guerre contre les Boxers (1900).

Mais, « cet homme extraordinaire » a épouvanté les politiciens qui l'ont acculé à la démission, et la brillante carrière du plus jeune colonel de l'armée française s'est trouvée brutalement interrompue [1904] » (Delebecque, p. 17)

Rappelé à la mobilisation, en août 1914, il entra en campagne à la tête de la brigade coloniale du XIV^e corps d'armée qui se distingua à la Chipote et en Argonne. Général de brigade, puis général de division, il prit le commandement de la X^e division coloniale, avec laquelle il participa aux offensives de Champagne (1915) où il fut grièvement blessé, de la Somme (1916), du Chemin des Dames (1917) et aux batailles de Verdun (1917) et de la Marne (1918).

Le général MARCHAND est mort à Paris, le 13 janvier 1934, succombant à une courte maladie. Après un service religieux à l'église des Invalides, auquel assistaient les plus hautes personnalités françaises et étrangères, sa dépouille fut — pour déférer à son désir — inhumée dans le petit cimetière de Thoissey, où elle repose, sous une simple dalle, au milieu de sa famille.

MARCHAND est un grand colonial et un grand Français. Cependant, il a été victime d'un ostracisme injuste qui lui a empêché de donner toute sa mesure.

Sur lui :

— AGARD (Adolphe) : « La carrière héroïque de Marchand », Hanoï, mars 1943, 230 pp.

[453]

— DAUDET (Léon) : « Salons et journaux ».

— DELEBECQUE (Jacques) : « Vie du général Marchand », Paris, Hachette, 1936, 252 pp.

— DUTREB (M^{me} Y.) : « Marchand ».

— MORPHY : « Le commandant Marchand et ses compagnons ».

À consulter :

— BARATIER : « Épopées africaines ».

— BARATIER : « À travers l'Afrique, du Congo vers le Nil ».

— CAIX (R. de) : « L'Angleterre et la France ».

— ÉMILY (D) : « Fachoda ».

— HANOTAUX : « Fachoda ».

— HANOTAUX ET MARTINEAU : « Histoire des colonies françaises ». (Voir t. IV).

- MANGIN : « Regards sur la France d'Afrique ».
 - MANGIN : « Souvenirs d'Afrique ».
 - MAURRAS : « Kiel et Tanger ».
 - MÉNIAUD (Jacques) : « Les pionniers du Soudan avant, avec et après Archinard, 1879-1894 » (2 vol.).
 - MONTEIL : « Une page d'histoire coloniale. La colonne de Kong ».
 - VERGNOL (Camille) : « Les origines de la mission Marchand », « Revue de France », 1^{er} et 15 août, 1^{er} septembre 1936.
-

83 (*bis*). — RIBOT. — Rue du Lieutenant

5-6-D-E. — Orientée NE-SO. — Petite rue très courte, unissant la rue des Épargés à la rue de Verdun. Figure au plan sous le nom de « rue des Jardins ».

[454] Rue privée, percée en 1920 et passée au Domaine le 31 octobre 1939. L'acte entre la partie cédante et la partie prenante est des 22 février et 1^{er} avril 1940, approuvé le 29 avril de la même année

Cette rue, connue d'abord sous le nom de « rue des Jardins », prit le nom de « rue du Lieutenant-Ribot » par arrêté du gouverneur général en date du 23 janvier 1943 (Voir *J.O. de l'I.F.* du 30 janvier 1943, p. 291-92).

Incident franco-siamois de 1940-41. — Paul RIBOT naquit à Lesson, canton de Maillezais (Vendée), le 22 février 1897. Mobilisé à Saïgon en janvier 1940, comme lieutenant au 1^{er} régiment de tirailleurs annamites, il prit part aux opérations qui se déroulèrent contre le Siam en 1940-41 et mourut le 13 janvier 1941 des suites d'une blessure reçue la veille, au cours d'un combat local.

Un témoin de ses amis nous renseigne sur les derniers moments du lieutenant RIBOT.

Le lieutenant RIBOT fut, le 19 août 1940, affecté à la 3^e compagnie du R. T. A. et c'est dans cette unité qu'il partit, le 5 novembre, sur le théâtre des opérations. Sa compagnie ayant rejoint les avant-postes, le commandement du point d'appui de Ba-Deum, sur la Sé-San, lui fut confié. Il fit alors dans la forêt-clairière, des reconnaissances longues et pénibles. Puis, le 12 du même mois, son unité remontant vers le nord, occupa le secteur de Paksé. Une surveillance de tous les instants était nécessaire le long de la frontière qui, le plus souvent, traversait les bois à plusieurs kilomètres à l'ouest du Mékong. RIBOT était toujours volontaire pour les patrouilles, bien que le danger de ces missions ne lui échappât pas.

[455] Le 4 décembre, il eut un premier engagement avec l'ennemi à Ban-Katine. Les Siamois, ayant deux morts, durent repasser la frontière. L'engagement avait été sévère pour un combat de patrouille, mais la bonne disposition que le lieutenant RIBOT fit prendre à ses troupes empêcha de déplorer des pertes du côté français.

Le 12 janvier s'engageait, à peu près dans les mêmes conditions que le précédent, un nouveau combat qui devait être fatal au chef du petit groupe.

« Le 12 janvier 1941, vers 9 heures, le commandant du secteur Mékong-Paksé apprend que le poste de Vang-Tao, à 4 kilomètres du Song-Mek, sur la route d'Oubone, tenu par la garde indigène, a dû se replier en combattant sous la poussée des Siamois. À 16 heures, RIBOT, à la tête d'un détachement, débarquait au kilomètre 2 avant Vang-Tao et, accueilli par des obus de petit calibre, partait au contact dans la forêt-clairière semée d'embûches. À 17 heures, nos patrouilles progressant vers Vang-Tao se heurtent à des éléments thaïlandais et le combat s'engage. Le feu est violent. Les réguliers, siamois sont nombreux : un bataillon de réguliers, des cavaliers, des chars sur la route, de l'artillerie, des avions. Leurs mitraillettes déversent des rafales de balles.

RIBOT, calme, avec un courage tranquille, donne ses ordres, entraîne ses hommes. Les Siamois reculent sur un kilomètre cinq cents devant nos 80 combattants qui luttent avec leurs seules armes et des grenades. À 17 h. 40 nous sommes en vue de Vang-Tao, après une progression pénible, sous une fusillade nourrie. À 17 h. 45, le lieutenant RIBOT est fauché par une balle en plein ventre, au cours d'un léger bond. La nuit tombe, les munitions sont presque épuisées ; l'ordre est donné de [456] décrocher en combattant. Un sergent-chef cambodgien et quelques tirailleurs emportent leur chef blessé, qu'ils sont obligés de dégager en mettant deux fusils-mitrailleurs en batterie. Les balles claquent. RIBOT perd son sang. il est rapidement pansé sur le champ de bataille, avec sa bande Velpeau et un sampot cambodgien. Il est calme, il ne se plaint pas, il parle avec sa douceur coutumière. Je vois des larmes dans les yeux des tirailleurs qui l'emportent sous une grêle de balles jusqu'à sa voiture. Et RIBOT, mortellement blessé, démarre sa voiture et prend le volant pour regagner Ban-Don. Un officier doit arrêter sa voiture, le coucher sur le coussin arrière et l'emporter vers Paksé où viendra le chercher un avion sanitaire ».

C'est à l'hôpital Grall, à Saigon, qu'il expira le lendemain 13 janvier 1941, à 9 heures du. matin, dans d'horribles souffrances qui n'altèrent cependant en rien, jusqu'au dernier moment, sa parfaite lucidité d'esprit.

Les camarades du lieutenant RIBOT lui ont toujours trouvé un « sens du devoir, une ardeur, une bonté » qui ne se sont jamais démentis un seul instant. Tous l'ont profondément regretté et « lui ont rendu là-haut les honneurs dans un silence émouvant ».

Il fut proposé pour la Légion d'honneur et obtint la Croix de Guerre 1939-40 avec palme, pour la citation suivante, faite à l'Ordre de l'armée : « Chef de section qui a été pour tous. ses subordonnés un magnifique exemple de sang-froid, d'énergie et de bravoure. Est tombé, mortellement blessé, le 12 janvier 1941 en entraînant son unité à l'attaque ».

Le lieutenant RIBOT, mort pour l'Indochine qu'il aimait comme une seconde patrie, honore [457] non seulement son régiment, mais aussi le corps des officiers de réserve auquel il appartenait.

65 (bis). — VIAL. — Rue Paulin

Pour son emplacement, voir rue Thomson.

Pour la création de la rue, voir même référence. C'est par un arrêté du gouverneur général, en date du 23 janvier 1943, paru au *J. O. de l'I.F.* du 30 de ce même mois, p. 291-92, que la rue Thomson prit le nom de Paulin Vial.

Administrateur et historien (1831-1907). — VIAL (Paulin François, Alexandre) naquit à Voiron (Isère), le 16 avril 1831. Il fit sa carrière dans la marine, mais fut détaché dans l'administration de la Cochinchine au moment où la France s'organisait dans cette colonie.

Paulin VIAL fit tout d'abord campagne, comme enseigne, dans la mer Blanche, en 1854 ; puis, il vint à Saigon en 1860, comme lieutenant de vaisseau. En cette qualité, il prit part à la pacification de la jeune colonie, encore agitée par des bandes nationalistes et plus souvent pirates. Il participa, de la sorte, à l'opération militaire dirigée contre Gocong en 1862.

Cette même année, avait été créée par l'amiral BONARD, une « Direction des Affaires civiles », qui devint, en 1864, la « Direction de l'Intérieur », dont Paulin VIAL fut

le premier titulaire. Il y demeura du 21 novembre 1864 au 23 mai 1871. C'est pendant ce laps de temps, en 1867, que l'amiral DE LA GRANDIÈRE l'envoya à Hué auprès de l'empereur Tu-Duc afin d'y négocier la cession des trois provinces occidentales [458] de la Basse-Cochinchine (Vinh-long, Chaudoc, Hatien), ferment de révolte contre notre autorité.

En 1874, il prit sa retraite de marin, étant capitaine de frégate, et de fonctionnaire colonial. Il devint alors agent principal de la Compagnie Transatlantique au Havre (août 1874)

Mais, au début de 1886, âgé par conséquent de 55 ans, il reprend sa vie coloniale, tant est grande l'emprise exercée par ce pays sur ceux qui l'ont connu. Paul Bert, qui vient d'être nommé résident général de l'Annam-Tonkin, le choisit comme résident supérieur du Tonkin. À la mort de son ami, le 11 novembre de cette même année, VIAL le remplace, par intérim, dans ses hautes fonctions. En avril 1887, il rentra définitivement en France.

Ce qui rend intéressant pour nous — ses successeurs sur cette terre d'Annam — la figure de Paulin VIAL, ce sont les livres de première main qu'il nous a laissés sur la Cochinchine et le Tonkin. Très bien placé pour nous narrer les événements qui s'étaient déroulés au moment de notre arrivée dans la colonie, il a ensuite consigné par le menu tous les incidents et tous les faits divers dont il a été le témoin pendant qu'il était chef de l'« Intérieur » en Cochinchine ou résident du Tonkin. Et aujourd'hui, ces renseignements, classés par ordre chronologique, sont des mines précieuses pour l'histoire locale.

Saigon se devait de perpétuer le nom de celui qui nous a fait connaître l'humble village de pêcheurs où il aborda il y a plus de 80 ans.

Paulin VIAL mourut à Grenoble, le 3 juin 1907
[459]

De lui :

— La Cochinchine française. — Rapport sur la situation de la Colonie, ses institutions, ses finances, Saigon, in-8, 1867.

— Les premières années de la Cochinchine, Paris, Challamel, 1874-2 vol.

— Considérations générales sur l'organisation des Colonies, « Bull. Soc. études coloniales et maritimes », septembre 1878.

— Organisation rationnelle de l'administration des Colonies. Communication faite au Congrès de l'Association française pour l'avancement des Sciences, Paris, Challamel, 1879,

— L'Annam et le Tonkin, Paris, Challamel, br. in-8, 1886.

— Un voyage au Tonkin, Voiron, Baratier et Mollaret, br. 1887,

— Nos premières années au Tonkin, Paris, Challamel, 1889-2 vol.

— De la langue et de l'écriture indigènes au Yunnan, Paris, Leroux, in-8°.

— L'armée coloniale, « L'Avenir du Tonkin », 21 juin 1893.

— Ernest Doudart de Lagrée (Conférence faite à Grenoble, le 15 août 1896), Voiron, in-8°, 1896.

À voir :

— « Tablettes des Deux Charentes », 30 avril 1887

— « La Géographie », 15 juillet 1907, p. 76 (annonce de sa mort).

VI

Divers

**Casernes. — Établissements hospitaliers. — Jardins et squares —
Lycée. — Places. — Statues, monuments, stèles.**

Casernes

GARNIER-(Francis). — Caserne des marins

9-10-C. — À l'angle du quai de l'Argonne de Saigon) et de la place Rigault-de-Genouilly.

Explorateur et conquérant. — Voir Statue de Francis Garnier.

DE-LA-GRANDIÈRE. — Bureau de la place. — Recrutement. — Justice militaire. —
Caserne du Génie. — Direction d'Artillerie.

9-10-C-D. — 15, rue d'Espagne. — Extrémité N.E. de la rue, à proximité du boulevard Luro.

Le nom de LA GRANDIÈRE fut donné à ce bâtiment en 1910 (Voir « Revue indoch. », 2^e trim., 1911, P. 473).

[462] **Amiral-gouverneur.** — Voir rue La Grandière (De).

LELIÈVRE. — Caserne de gendarmerie

8-9-D. — Rue La-Grandière, entre les rues Catinat et Pellerin. Devant les bureaux du gouvernement de la Cochinchine.

Construite en 1874.

Guerre de 1914-18. — Émile, Alexandre LELIÈVRE vint à Saigon comme capitaine de gendarmerie vers 1908 ou 1909 ; il était chevalier de la Légion d'honneur. Admis comme membre de la « Société des études indochinoises » le 21 novembre 1910, il fit, le 3 avril 1913, une conférence sur le théâtre annamite à Cholon qui lui valut les plus

chaleureuses félicitations et l'attribution d'une médaille d'or, qui ne put d'ailleurs, jamais lui être remise, en raison de la guerre (survenue cependant un an et demi plus tard !). Cette étude a été publiée dans le bulletin de la « Société des études indochinoises » des 1^{er} et 2^e semestres 1915, pages 5 à 8 et 11 à 28. Puis, le 11 janvier 1914, il organisa une conférence-promenade à la pagode de Dakao, dont le compte-rendu a été donné dans le bulletin de cette même société, du 2^e semestre 1915, pages 21 à 42.

Lorsque survint la Grande Guerre, il voulut partir au front, et satisfaction lui fut accordée sans retard, car il s'embarqua en septembre 1914.

C'est sur un lac de la frontière gréco-yougoslave qu'il mourut accidentellement, le 22 janvier 1918. Des lettres écrites par les témoins [463] du drame et adressées à la veuve, permettent de reconstituer la fin tragique du capitaine de gendarmerie, devenu d'ailleurs commandant à la guerre.

« Le commandant se trouvait à bord d'une vedette de la flottille du lac Prespa et rentra au parc d'artillerie divisionnaire, lorsqu'une voie d'eau, provoquée par le choc de la vedette sur la glace, fit couler le bateau à pic vers sept heures du soir.

« Les marins de l'embarcadère, s'apercevant de l'accident, se précipitèrent en propulseurs et chaloupes à vapeur au secours de la vedette, mais arrivèrent hélas trop tard. Tout l'équipage avait péri. Le corps du cher commandant LELIÈVRE fut ramené quelques heures plus tard sur la berge où beaucoup d'officiers et de soldats attendaient, depuis l'annonce de l'accident ... »,

Il fut enterré, le 24 janvier, à 2 heures de l'après-midi, dans le cimetière qui entoure la modeste église de Popli, au cœur des rudes montagnes qui environnent Monastir.

De lui :

— Voir au début de cette biographie.

Sur lui :

— Annuaire de 1915 : Lelièvre est porté en congé. (En 1916, Lelièvre ne figure plus sur l'annuaire)

— Divers : « Nécrologie », « Bull. Soc. études indochinoises », 1923, p. 31 à 34.

[464]

MARES. — Camp des Mares.

5-6-F-G. — Vaste quadrilatère compris entre les rues d'Arras, Frère-Louis, de Nancy et la voie ferrée Saigon-Mytho.

Tradition. — La tradition rapporte qu'autrefois, devant la pagode, sorte de panthéon annamite qui est au centre du camp, se trouvaient deux mares où s'ébattaient deux caïmans sacrés. Avant d'être un camp militaire, ce terrain fut d'abord occupé par une ferme expérimentale.

MARTIN-DES-PALLIÈRES. — Caserne d'infanterie coloniale (11^e régiment).

8-9-C-D. — Boulevard Norodom, entre la rue de Massiges et la rue Rousseau ou Dr Angier (jardin botanique).

Cette caserne a été construite aux environs de 1870. Elle était terminée en 1873. Une vue des bâtiments a été donnée dans « L'illustration » du 18 octobre 1873, page 261. Son nom actuel lui fut donné en 1910o (Voir « Revue indoch. », 2^e trim. 19 1, p. 481)

À voir :

CANDÉ (Dr J. B.), « De la mortalité des Européens en Cochinchine, depuis la conquête jusqu'à nos jours, avec une description de la ville de Saigon et des plans de la caserne d'infanterie et de l'hôpital de la Marine, Paris, Challamel, 1881-VIII + 68 pp.

Conquête. — Voir rue Martin des Pallières.,

[465]

VIRGILE. — Caserne d'artillerie coloniale (5^e régiment).

4-5-D-E. — Route de Pnom-Penh après le passage à niveau du chemin de fer.

Officier supérieur. — Aucun renseignement.

Établissements hospitaliers

DEJEAN-DE-LA-BÂTIE. — [Polyclinique.](#)

8-9-E-F. — En bordure du boulevard Bonard, près de la place Cuniac (Halles centrales).

En 1913 (20 juin), la municipalité, envisageant de construire une clinique à l'usage des Annamites indigents, décida de lui donner le nom de « Clinique Dejean-de-la-Bâtie ». Le bâtiment, édifié en 1914 à cet effet, fut, malgré cela, désigné sous le nom de « Clinique municipale ».

Le 23 novembre 1925, la Commission des travaux et affaires diverses, reprenant le vœu déjà vieux de douze ans, manifesta le désir que la clinique (ou mieux, la polyclinique) s'appelât « Dejean de la Bâtie ». Cependant, cette décision resta encore lettre morte ; c'était toujours, pour les usagers, la « polyclinique municipale ».

Enfin, en 1937, un conseiller annamite demanda avec beaucoup d'insistance que le nom primitivement prévu et même attribué soit rendu officiel et obligatoire. Après quelques objections du gouverneur de la Cochinchine (1938), la proposition fut acceptée et reçut la publicité voulue.

[466]

À voir :

— Registres de délibérations :

t. 30, p. 379-380 ; séance 20 juin 1923. Baudrit, t. 2, p. 411-12, doc. 799.

T. 63, p. 10-14 ; séance 19 nov. 1937, Baudrit, t. 2, p. 411-12, doc. 799,

T. 63, p. 16-49 ; séance 23 fév. 1938. Baudrit, t. 2, p. 411-12, doc. 799.

Médecin municipal (1865-1912.). — Le docteur DEJEAN DE LA BÂTIE, naquit à Saint-Denis de la Réunion, le 23 février 1865. Il vint s'établir comme docteur à Saigon à la fin du siècle dernier. Naturellement porté à la philanthropie, il créa, à ses frais, en 1903, dans la rue d'Adran (aujourd'hui rue Guynemer), une clinique gratuite pour les indigènes. Cette clinique avait ceci d'original à cette époque, que les malades indigents — suivant leur désir le plus ardent — n'étaient pas hospitalisés, mais venaient se faire soigner tant qu'ils en sentaient le besoin. Aussi, dit le conseiller annamite, auteur de la motion ci-dessus indiquée : « Je puis affirmer, sans crainte d'être démenti, que le docteur DEJEAN DE LA BÂTIE fut un précurseur social. Ce fut celui qui a su mettre à la portée de tous les bienfaits de la science médicale européenne, en l'adaptant aux mœurs annamites ».

Devenu médecin de la municipalité, le docteur DEJEAN DE LA BÂTIE persévéra dans sa nouvelle formule et créa la polyclinique qui devait porter son nom.

Il mourut à Saigon, le 28 août 1912, entouré de la considération de tous et de la reconnaissance des Annamites.

Sur lui :

— Voir références ci-dessus.

[467]

GRALL. — Hôpital.

8-9-C-D. — Pentagone situé au N.E. de la ville et limité par les rues La-Grandière, Paul-Blanchy Mossard, Lafont.

L'actuel hôpital Grall a succédé à l'hôpital édifié au moment de la conquête, par l'amiral BONARD, à l'intérieur de l'Ouvrage Neuf (1862).

Il fut construit vers 1870, au titre d'hôpital de la Marine, puis il passa à l'Armée.

Par décret du 27 juillet 1928 (Voir *J.O. de l'I.F.* du 26 septembre 1928) cet hôpital fut loué par l'État à la Cochinchine suivant bail emphytéotique, pour la somme de 1 franc par an. À l'expiration de ce bail, bâtiments et terrain reviendront à l'État.

En vertu de l'article 15, les services techniques et administratifs restent assurés exclusivement par le personnel du corps de Santé des Troupes coloniales (médecins, pharmaciens, officiers d'administration). Le personnel infirmier est composé, par priorité d'infirmiers français et indochinois provenant de la Section des infirmiers des troupes coloniales.

C'est par décret signé DALADIER, en date du 26 janvier 1925, que le nom du médecin inspecteur général GRALL fut donné à l'hôpital colonial de Saigon.

À voir

— CANDÉ (Dr) — « De la mortalité des Européens en Cochinchine, depuis la conquête jusqu'à nos jours, avec une description de la ville de Saigon et des plans de la caserne d'infanterie et de l'hôpital de la Marine », Paris, Challamel, 1881, VIII + 68 pp.

— *Journal officiel de l'Indochine française*, 26 septembre 1928, p. 2.759.

Médecin général inspecteur. — (? -1923). — Nous lisons dans les « Annales de médecine et de pharmacie coloniales » (réf. ci-après) la notice biographique suivante :

[468] « Le 12 juin [1923] a succombé à Nice M. le médecin inspecteur général GRALL, du cadre de réserve.

Avec lui disparaît un des ouvriers de la première heure qui a occupé, avec tant de distinction, dans les rangs du Corps de Santé des Troupes coloniales, une place si importante.

Dans le Corps de Santé de la Marine, auquel il appartient pendant de longues années, M. GRALL avait déjà donné la mesure de ses hautes qualités professionnelles et s'était classé au premier rang, parmi ses camarades, au concours pour le grade de médecin de 1^{re} classe.

« Au cours de séjours prolongés à la Guyane, en Cochinchine, au Tonkin pendant la période de la conquête, il avait acquis une expérience consommée de toutes les questions ayant trait à la pathologie tropicale. Aussi, quand le développement toujours croissant de notre empire colonial nécessita la création d'un corps médical spécial, M. GRALL y fut appelé un des premiers et reçut la lourde mission d'aller prendre la direction du Service de Santé du Tonkin où le corps d'occupation comptait encore de gros effectifs. C'est sur ce champ d'action difficile que son activité trouva à se développer ; il y jeta, les bases d'une organisation qui a fait ses preuves dans des circonstances critiques, et dont il n'eut plus qu'à renforcer les moyens d'action lorsqu'il fut mis, de nouveau, à la tête du Service de Santé de l'Indochine, avec le gradé de médecin inspecteur.

Après ces laborieuses campagnes qui avaient usé ses forces et compromis (p. 162) sa santé, M. GRALL vint au ministère des Colonies où il occupa, à dater d'avril 1908, les fonctions de président du Conseil supérieur de santé. Dans [469] ce haut emploi, il n'a pas connu de repos ; par son labeur incessant, par son inépuisable bienveillance, par ses conseils avisés, il s'y est acquis l'estime et la considération de tous, et n'a jamais eu de plus vif souci que celui de veiller jalousement sur les intérêts du personnel médical des Troupes coloniales. Entre-temps, son labeur scientifique ne subissait aucun arrêt; avec la collaboration de M. le médecin inspecteur CLARAC et avec le concours d'un groupe de médecins des troupes coloniales, il faisait paraître un traité des maladies des pays chauds qui reste un des ouvrages les plus estimés de la pathologie tropicale.

Pendant la Grande Guerre, au moment où le paludisme, le choléra, le typhus étaient, pour le commandement, le sujet de si vives préoccupations, M. GRALL, oublieux de ses fatigues, accomplit plusieurs missions périlleuses et difficiles à l'Armée d'Orient. La dignité de grand officier de la Légion d'honneur vint récompenser les derniers services rendus à son pays.

Homme de bien, réservant à tous un accueil empreint de la plus exquise bonté, ayant le secret des paroles qui vont au cœur et soutiennent dans les plus rudes épreuves, M. GRALL était entouré, dans le Corps de Santé des Troupes coloniales, de la plus respectueuse vénération.

.....» (p. 163).

J. C.

Un docteur GRALL parcourt le Soudan en 1891-92 avec MARCHAND et manque plusieurs fois d'y mourir par faits de guerre : est-ce le même personnage ? (Voir Delebecque, « Vie du général Marchand », 1936, p. 37 et 44),

[470]

De lui :

— Rapports sur l'approvisionnement d'eau de Saïgon, « Reg. délib., t. 14, p. 550 à 553. Séance du 9 février 1906 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1, p. 1, p. 141 à 143, doc. 154.

— Traité de pathologie exotique. clinique, et thérapeutique. (En collaboration avec Clarac), Paris, Baillière (avant 1908).

— Hygiène coloniale appliquée. Hygiène de l'Indochine, Paris, Baillière, 1908, 483 pp.

Sur lui :
— J. C. : « Nécrologie », « Annales de médecine et de pharmacie coloniales », t. XXIV (janvier-février-mars-avril 1924), Paris, Imprimerie Nationale, 1924.

KRAUTHEIMER. — Dispensaire.

7-8-D-E. — Construit dans l'enceinte du parc Maurice-Long (jardin de la ville) à l'angle des rues Chasseloup-Laubal et de Verdun.

L'ensemble des bâtiments fut élevé pendant les années 1926 et 1917 et destiné à être un Institut de puériculture. Cependant, dès 1932, la partie ouest de ceux-ci étant soustraite à sa destination première, fut occupée par la Croix-Rouge. L'année suivante, l'Institut disparaissait entièrement, la Direction locale du Service de Santé s'installant, le 1^{er} mai 1933, dans la partie centrale de l'immeuble, et le 18 août de la même année, le dispensaire J. Krautheimer occupant le reste.

[471]

Gouverneur de la Cochinchine. — M. Jean, Félix KRAUTHEIMER, gouverneur général honoraire des colonies, d'origine alsacienne, naquit à Paris le 3 décembre 1874.

Nommé élève administrateur des services civils de l'Indochine à sa sortie de l'École coloniale, il accomplit une brillante carrière administrative au Tonkin et surtout en Cochinchine.

Comme résident-maire de Haïphong, M. KRAUTHEIMER a déployé des qualités remarquables d'administrateur et a contribué, par des travaux d'urbanisme et d'assainissement, à l'essor de cette cité.

En Cochinchine, étant encore jeune administrateur, il a secondé activement le maire de Cholon, DROUET. Il a notamment dirigé son activité vers le développement d'établissements hospitaliers, créant une Association d'Assistance Mutuelle et contribuant puissamment à la création de l'hôpital mis sous le patronyme du résident-maire qu'il secondait.

Nommé gouverneur de la Cochinchine le 4 novembre 1928, M. Jean KRAUTHEIMER que l'on surnommera à juste titre « le Père de l'Assistance sociale », a organisé, sur la demande du gouverneur général Pierre PASQUIER, les Associations d'aide mutuelle et d'assistance sociale de Cochinchine (A.M.A.S.), qui portent la marque de son esprit organisateur et de son cœur généreux. Il n'était pas de misères sur lesquelles il ne se fut penché, ni de problèmes sociaux qu'il n'eût réglés pour le plus grand bien des malheureux.

M. Jean KRAUTHEIMER a laissé en Indochine le souvenir d'un grand gouverneur, par les nombreuses réalisations qu'il avait obtenues dans les domaines administratif, économique, [472] financier et social. Sachant allier la bonté à la fermeté et la bienveillance à la justice, il fut aimé des populations indochinoises qui témoignèrent, avec leurs sentiments de profonde reconnaissance, le plus vif regret de le voir quitter ses hautes fonctions de gouverneur de la Cochinchine, quand sonna pour lui l'heure de la retraite, survenue le 7 avril 1934.

Pour reconnaître ses éminents services, le gouvernement français le nomma gouverneur général honoraire des Colonies, juste récompense d'un labeur acharné et fécond. (D'après une note communiquée par M. Édouard MARQUIS)

Jardins et squares

DOUMER. —Square Paul

7-8-C-D. — Partie d'un quadrilatère limité par les rues Pellerin, Testard, Mac-Mahon et Richaud.

Ce quadrilatère n'a pas été bâti parce qu'il était occupé en son milieu par une station de pompage d'eau potable pour la ville, mais une partie a été utilisée pour les sports : en bordure de la rue Mac-Mahon et de la rue Richaud. Le reste (angle des rues Testard et Pellerin) était en friche. C'est fin 1938 que ce terrain fut aménagé en jardin d'enfants.

Dès février 1939, le nom de Paul-DOUMER lui fut donné, sur l'initiative du gouverneur de la Cochinchine. (Voir reg. délib., t. 63, p. 263-265 ; séance du 24 février 1939).

[473]

Gouverneur général (1857-1932). — Paul DOUMER naquit à Aurillac (Cantal), le 22 mai 1857. Il commença sa vie comme ouvrier d'art, s'instruisit seul et devint licencié ès sciences et licencié en droit. Il trouva dans le journalisme la voie qui devait le mener à la politique. D'abord député radical de Laon (Aisne), en 1888, il connut, par la suite, de brillants succès. Étant ministre des finances dans le cabinet BOURGEOIS (1^{er} mai 1895-29 avril 1896), il fit voter un emprunt destiné à de grands travaux qui devaient être exécutés au Tonkin. Déjà, en effet, ses regards étaient tournés vers l'Indochine. Aussi, quittant le cabinet BOURGEOIS, fut-il nommé gouverneur général de cette colonie où il se montra administrateur actif et habile.

Il part définitivement de l'Indochine en mars 1902 — sans pour cela cesser de s'intéresser à ce pays — et redevient député de Laon, puis sénateur de l'Aisne. Il ne réussit pas, en 1906, dans une première tentative pour être président de la République. En 1912, 1921 et en 1929 il est élu sénateur de la Corse et devient plusieurs fois ministre. Enfin, le 13 mai 1931, il est élu président de la République à une forte majorité (504/883). Sa carrière politique était donc brillamment couronnée. Malheureusement, il était voué à une fin tragique. En effet, juste un an après son élection, le 6 mai 1932, il tombait sous les coups d'un Russe, le Docteur GORGOULOFF, à 15 h.10, au cours d'une visite à la « Journée du Livre », organisée, à l'Hôtel ROTHSCCHILD, par les anciens combattants. Il décéda le lendemain de cet attentat.

Ainsi se terminait, d'une façon soudaine et inattendue la carrière, toute d'honneur et de probité que fut celle de Paul DOUMER, ce grand colonial et ce grand politicien.,

[474]

De lui :

— Règlement provisoire de la situation financière du protectorat de l'Annam et du Tonkin et des dépenses de d'expédition de Siam, Paris, Motteroz, 1895.

— L'Indochine (Conférence), « Bull. Soc. normande de géographie de Rouen », t. XX, 28 déc. 1898.

— Situation économique de l'Indochine (Rapport), 1898, « Dépêche coloniale », 6 sept. 1899 ; « Dépêche coloniale » des 18 et 28 juillet.

- État de la colonisation en Indochine (Rapport), « Revue indoch. », 1900, n° 102, 105, 108 ; « Dépêche coloniale », 16, 17, 19, 23, 24 août 1900.
 - Situation de l'Indochine (1897-1901). (Rapport), Hanoï, Schneider, gr. in 8, 1902.
 - État actuel de la question des gutta-percha en Indochine, « Revue indochinoise », 1900.
 - L'Indochine française (Souvenirs), Paris, Vuibert et Nouy, 1905, 393 pp.
 - La crise d'Extrême-Orient, « Revue économique internationale », 1904
 - Discours prononcé à La Fère (1906), Paris, Chérest, 1906.
 - Le livre de mes fils, Paris, Vuibert, 1906 (Réédité en 1923).
 - Les questions actuelles de politique étrangère en Asie (Discours), Paris, Alcan, 1910.
 - La loi militaire du 7 août 1913, Paris, Dunot et Pinat, 1913.
- [475]
- Paroles humaines, Paris, Figuière, 1921.
 - Rapports parlementaires concernant les dépenses militaires pour les colonies :
- Congo :
- 3 juillet 1908. — Doc. parlementaire, n° 1887.
- Maroc :
- 20 mars 1908. — Doc. parlementaire, n° 1611
- 18 décembre 1908. — Doc. parlementaire, n° 2194
- 19 mars 1909. Doc. parlementaire, n° 2386.
- 12 novembre 1909. — Doc. parlementaire, n° 2832
- 21 mars 1910. Doc. parlementaire n° 3250.
- Sur lui :
- DURAND : « L'œuvre coloniale de P. Doumer en Indochine » (Conférence prononcée à Tarbes, le 22 juin 1905), Tarbes, in-8, 1905.
 - GARNIER (P. L.) : « L'œuvre de M. DOUMER en Indochine », « Revue d'Asie », 1902 ; « Dépêche coloniale », 24-25 avril 1902.
 - JUNG (Eugène) : « La vérité sur l'Indochine » (Extrait du « Siècle ») dans : « Courrier d'Haïphong », 24-31 mai 1902.
 - LAMAGAT (Henri) : « Souvenir d'un vieux journaliste indochinois », t. 1, p. 6 à 9, 22-23 et 26-27, Hanoï, IDEO, 1942, 237 pp.
 - Variétés : « Au Laos. Voyage de M. le gouverneur général Doumer », « Semaine coloniale » des 11, 12, 14, 18, 21, 22 oct. 1877 ; « Dépêche coloniale », 16, 18, 20, 23, 24 déc. 1897

[476]

GARNIER. — Square Francis

8-9-D-E. — Situé devant le théâtre et séparé de celui-ci par la rue Catinat

Ce square est situé sur l'emplacement de l'ancien canal Gallimard (Pour plus amples renseignements, voir « boulevard Bonard »). Il fut créé en 1886 et comportait, à son origine des allées sablées avec entourage en bambou de 0 m. 30, de hauteur, peint en vert.

(Voir reg. délib., t. 6, p. 351-52. Séance du 7 juin 1886 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 322-23, doc. 686).

Explorateur et conquérant. — Voir Statue de Francis Garnier.

LONG. Parc Maurice (Appelé aussi jardin de la Ville).

7-D.E. — Ce parc fait suite au parc du gouvernement général, dont il est séparé par la rue Miss Cavell. Il est limité, en outre, par les rues Chasseloup-Laubat, de Verdun et Taberd. — C'est dans le parc Maurice Long que se trouve le Cercle sportif saïgonnais, en bordure de la rue Chasseloup-Laubat.

Le grand jardin connu aujourd'hui sous le nom de « Parc Maurice Long » faisait autrefois partie intégrante du jardin entourant le palais du gouverneur général. Mais, en 1869, le contre-amiral OHIER, alors gouverneur, crut être agréable aux habitants de Saïgon en leur offrant, comme lieu de promenade, la majeure partie de son jardin. La municipalité, à qui l'offre était faite, vit dans cette générosité, une source nouvelle de dépenses ; l'amiral, en effet, avait mis quelques conditions : la rue Taberd devait être prolongée jusqu'à la rue de Verdun (à cette époque route de Tong-Kéou) et trois portes devaient donner accès au [477] jardin : sur la rue Taberd, de Verdun et Chasseloup-Laubat. Il y avait aussi l'entretien du jardin, le gardiennage... Tout cela empêchait la municipalité d'accepter la proposition avec enthousiasme. Cependant, la cession du terrain fut faite et l'aménagement de la nouvelle propriété municipale eut lieu. Pendant trente ans, elle connut des jours prospères.

Mais, en 1899, le « Jardin de la Ville » n'intéresse plus personne. On envisage de le vendre par lots. Déjà, la Société philharmonique a pu y élever un édifice (1896) ; la Loge maçonnique obtient un terrain en 1897 pour y élever son temple ; à cette époque, le percement de l'actuelle rue Miss Cavell. est envisagé. Un colon demande en 1900 à louer tout le jardin pour quinze ans afin d'y installer une vanillerie, mais en laissant libre la circulation des habitants à travers le jardin. Cependant, la municipalité réagit, change de ligne de conduite, trouve qu'en accordant « les 10.000 mètres de concessions aux diverses sociétés », elle a suffisamment fait preuve de bonne volonté. Elle refuse donc la proposition de location qui lui est faite.

En 1902, le « Cercle sportif » s'installe modestement sur un espace cédé quelques années auparavant à une société de cyclisme, qui avait établi là un vélodrome. Chaque Saïgonnais sait quel brillant avenir a été réservé au « Cercle Sportif » qui, par son développement considérable, a certainement contribué à donner de la vie à ce parc qui n'avait jamais eu la faveur du public.

C'est dans sa séance du 26 février 1923 que le conseil municipal a décidé de donner au jardin de la Ville le nom de « Parc Maurice-Long ».

À consulter :

— Registres de délibérations

Sur le jardin

T. 1, f° 100-101 ; séance 25 mars 1866. — Baudrit, t. 2, p. 317, doc. 673 [478]

T. 1, f° 103-105 : séance 4 juin 1869, 1 Baudrit, t. 2, p. 318, doc. 674

T. 1, f° 118 : séance 2 août 1869. — Baudrit, t. 2, p. 319, doc. 675.

T. 3, p. 140 : séance 6 août 1872. — Baudrit, t. 2, p. 319, doc. 676.

T. 5, p. 96 : séance 18 sept. 1882. — Baudrit, t. 2, p. 319, doc. 677

T. 5, p. 176 ; séance 2 déc. 1882. — Baudrit, t. 2, p. 320, doc. 678

T. 10, p. 575 : séance 13 juillet 1899. — Baudrit, t. 2, p. 320, doc. 679

T.11, p. 83-85 : séance 2 avril 1900. — Baudrit, t. 2, p. 321, doc. 680.

Sur la loge :

T. 10, p. 61 ; séance 22 février 1897. — Baudrit, t. 2, p. 204, doc. 589.

Sur le nom

T. 47, p. 303-304 ; séance 26 février 1923.

Gouverneur général (- ? — 1923) Le gouverneur général revenait de congé quand il contracta le choléra lors de son passage à Colombo. Le 15 janvier 1923, à 21 heures 30, il décédait, entouré de ses amis et de ses collaborateurs qui l'avaient accompagné dans son voyage. La dépouille mortelle du gouverneur fut ramenée en France par l'« André-Lebon ».

Sur lui :

— ANGOULVANT (G.) : « L'œuvre de M. Long en Indochine », « Colonies et Marine », n° 48, août 1929, p. 566-79, 3 HT.
[479]

À consulter :

— « L'Opinion »,

15 janvier 1923 : aggravation de la maladie.

17 janvier 1923 : annonce du décès (survenu le 15).

18 janvier 1924 : Dépouille ramenée en France.

Lycée et collèges

LYCÉE CHASSELOUP-LAUBAT.

7-8-C-D. — Circonsrit par les rues Chasseloup-Laubat, Mac-Mahon, Testard et Barbé. — Figure au plan sous le n° 36.

« L'Illustration » publiait le 31 mars 1877 :

« Le collège indigène de Saigon, créé par l'arrêté du 14 novembre 1874, est aujourd'hui terminé. Il a reçu le nom de collège Chasseloup-Laubat.

Cet établissement, où les jeunes Annamites reçoivent l'instruction secondaire, peut admettre cent élèves chaque année. Il est dirigé par un fonctionnaire européen, ayant sous ses ordres des professeurs européens et annamites. La durée des cours est fixée à trois ans.

Les élèves qui ont subi avec le plus de succès l'examen de sortie, peuvent être envoyés en France aux frais de la Colonie, pour compléter leurs études. Les autres, munis du brevet de capacité, seront seuls [480] admis à exercer des fonctions publiques. La colonie a consacré, en 1877, 71.000 francs aux dépenses de cet établissement destiné à donner aux jeunes Annamites une instruction et une éducation sérieuses

vraiment capables d'élever le niveau intellectuel et moral d'une race si longtemps malheureuse.

D'ici trois ans, ce collège fournira des écrivains pour les bureaux, des piqueurs pour les Ponts et chaussées, des employés pour le cadastre et le télégraphe. À cette époque, les services continueront à être dirigés par les Européens, mais le travail sur le terrain sera fait par les indigènes. Ces jeunes Annamites ont des dispositions surprenantes pour l'écriture et le dessin : on en aura la preuve en 1878. »

Cet établissement, purement annamite, a admis, avec le temps, une section française qui s'est développée. Puis, lorsque s'est ouvert le Lycée Pétrus-Ky en 1927, toute la section annamite s'est transportée dans ce nouvel établissement créé tout exprès pour elle.

Enfin, le collège Chasseloup-Laubat est devenu Lycée en 1928 et ne cesse de voir croître son effectif, qui se trouvait être, à la fin de l'année scolaire 1941-42, de 1.002 (?) élèves,

À voir :

— « L'Illustration », du 31 mars 1877, p. 198 (Deux gravures du Collège au moment de sa construction, p. 200.)

— « La Revue maritime et coloniale », 1877, t. LIV., p. 534 à 537 (Deux gravures).

— La Cochinchine en 1931, publié par la Soc. études indo-ch. à l'occasion de l'Exposition coloniale de Paris. (1931).

Conquête. — Voir rue Chasseloup-Laubat.

[481]

COLLÈGE D'ADRAN (Garçons français)

9-10-B-C. — Limité par les rues Dr Angier (façade principale), Lucien-Mossard et Palanca. Figure au plan sous le n° 24.

Le collège d'Adran a ceci de particulier qu'il a commencé son existence sous ce même vocable, peu après l'arrivée des Français, en 1862 ; puis cet établissement, perdant son nom primitif, est devenu : « École des filles françaises » en 1910. En 1922, les bâtiments actuels ont été construits afin d'y installer une « École normale d'instituteurs », à laquelle fut bientôt annexée une École primaire supérieure. Enfin, c'est par arrêté du gouverneur de la Cochinchine. RIVOAL, en date du 2 décembre 1942, que le nom primitif fut redonné à cet établissement scolaire.

Précurseur. — Voir statue de Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran,

COLLÈGE CALMETTE (Jeunes filles françaises)

6-7-C-D. — Circonscriit par les rues Mac-Mahon, Legrand-de-la-Liraye, Barbé, Jauréguiberry. Figure au plan sous le n° 14. Étant donné les circonstances présentes, ce

collège est provisoirement transféré à l'ancienne école maternelle, à l'angle des rues Garcerie et Richaud. Cette dernière figure au plan sous le n° 15.

L'École primaire supérieure de jeunes filles françaises a été construite de 1916 à 1918. Elle est devenue « Collège Calmette » par arrêté du gouverneur de la Cochinchine RIVOAL, en date du 2 décembre 1942.

Savant. — Voir rue Calmette.

[482]

COLLÈGE GIALONG (Jeunes filles annamites)

6-7-C-D. — Circonscrit par la rue Legrand-de-la-Liraye, Larégnère, Jauréguiberry, Pierre-Flandin. Figure au plan sous le n° 38.

La première idée de création d'une institution importante de jeunes filles annamites remonte à 1908. Mais, en 1911, devant la lenteur du gouvernement local à réaliser sur ce point les vœux émis par un cercle de personnalités annamites, celles-ci se groupèrent sous la présidence du tong-doc de Cholon, DO-HUU-PHUONG et formèrent un comité de souscription pour l'achat d'un terrain et l'érection des bâtiments. Le gouverneur de la Cochinchine, GOURBEIL, prêta son appui et donna une subvention de 20.000 \$. Le conseil municipal suivit cet exemple et vota 5.000 \$. La Ville proposa (29 août 1911) au service local la rétrocession d'un terrain de deux hectares environ, situé entre les rues Legrand-de-la-Liraye, Larégnère et « deux rues projetées » (Jauréguiberry et Pierre-Flandin).

Deux ans s'écoulèrent, cependant, avant que les travaux ne commencent ; ils furent, en effet, exécutés de 1913 à 1917.

Reg. délibérations, t. 25, p. 16 à 20. Séance 29 février 1911, ou Baudrit, t. 1, p. 263 à 266, doc. 285.

Reg. délibérations, t. 96, p. 17 à 19. Séance 29 août 1911, ou Baudrit, t. 1, p. 266 à 268, doc. 286.

Reg. délibérations, t. 26, p. 267-268. Séance 28 février 1912, ou Baudrit, t. 1, p. 268. doc. 287

C'est par arrêté en date du 2 décembre 1942, du gouverneur de la Cochinchine RIVOAL que le collège des jeunes filles annamites prit le nom de « Collège GIALONG ».

Roi d'Annam. (1762-1820). — La carrière politique de Gialong et l'intervention décisive de Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, dans les événements [483] qui l'ont marquée, ont été relatées dans la première partie de cet ouvrage. Nous nous bornerons donc à indiquer quelques renseignements sur la personne même du souverain.

NGUYÊN-PHUOC-ANH, le futur GIALONG, naquit à Hué le 8 février 1862. C'était le petit-fils du roi VO-VUONG (mort en 1765) et le second fils de CHUONG VO. Mais son grand-père, au lieu de transmettre le royaume à son père, héritier légitime, l'avait donné à un autre de ses fils, NGUYÊN-DUË-TONG, né d'une concubine. Celui-ci fut supplanté par un mandarin, PHUOC-MAN ; enfin les usurpateurs TAYSON, profitant de cette situation troublée, s'emparèrent du royaume livré à l'anarchie.

Devant cette infortune, le roi DUË-TONG quitta son pays et s'enfuit en Basse-Cochinchine, emmenant avec lui son fils et son neveu, NGUYÊN-PHUOC-ANH. Mais le roi et son fils tombèrent aux mains des TAYSONS qui les massacrèrent, tandis que le

neveu, âgé de 15 ans, réussit à s'échapper (1777). NGUYÊN-ANH, représentant légitime de la dynastie des NGUYÊN, aidé et encouragé par PIGNEAU DE BÉHAINE, se mit en devoir de conquérir son trône et de pacifier le pays. C'est le 1^{er} juin 1802 qu'il se proclama empereur ; il prit en la circonstance le nom de GIALONG.

Dès qu'il le put, il se livra à une refonte totale de son royaume : il modifia les circonscriptions administratives, réorganisa l'armée et la marine, fit exécuter de nombreux travaux publics, rédiger un code (de 1811 à 1815) et porta un grand soin au développement des écoles. Dans ce domaine, il créa des van-mieu (temples de Confucius ou de la littérature), un collège national à Hué (1803), des écoles provinciales avec doc-hoc aidés de giáo-tho dans les phu et [484] de huan-dao dans les huyen ou chau. (Pour la justice et l'enseignement, voir NGUYÊN-VAN-QUÊ, référence ci-après).

Alfred SCHREINER, dans son « Abrégé de l'histoire d'Annam », s'inspirant fortement du livre d'Adrien LAUNAY : « Histoire ancienne et moderne de l'Annam-Tonkin » (p. 206), juge ainsi GIALONG : « Ce prince a été une des plus grandes figures de l'histoire d'Annam. Infatigable, ne se rebutant jamais, calme et méthodique, il avait encore pour lui cette qualité, qui fait les esprits supérieurs, de savoir discerner les hommes et de donner à chacun la place qui lui convient. Sceptique en religion, il ne fit point de mal aux chrétiens, mais il ne leur fit pas non plus le bien qu'il aurait pu leur faire ». Les historiens semblent même d'accord pour le taxer d'ingratitude envers les Français (exception faite pour PIGNEAU DE BÉHAINE) qui, d'un enfant traqué par des ennemis impitoyables, en avaient fait un souverain fort et respecté. (À ce sujet, voir Pétrus Ky — « Cours d'histoire annamite... », t. 2, p. 256).

GIALONG mourut à Hué, le 25 janvier 1820.

À lire :

Tous les livres d'histoire d'Annam qui, pour la plupart, d'ailleurs, se répètent textuellement.

On peut cependant consulter sur des points particuliers :

— GIALONG. — Tableau généalogique de la dynastie des Nguyễn jusqu'à... , « Indochine », 11 juin 1942.

— LAUNAY (Adrien) : « Histoire ancienne et moderne de l'Annam-Tonkin et Cochinchine », Paris, Challamel, 1884, 251 pp.

— NGUYÊN-VAN-QUÊ : « Histoire des pays de l'Union indochinoise (Viet-Nam, Cambodge, Laos) », p. 129 et 130, Saigon, Imp. Nguyen-Khac, 1^{re} édit., 1932.

[485]

— SCHREINER (Albert) ; « Abrégé de l'histoire d'Annam », Saigon. Chez l'auteur, 37, rue de Bangkok, 2^e édit., 1906.

— TRUONG-VINH-KY (Pétrus) : « Cours d'histoire annamite à l'usage des écoles de Basse-Cochinchine », Saigon, Imp. du Gouvernement, t. 1, 1875, t. 2, 1879

ÉCOLE ROSEL.

8-9-E-F. — Établissement contenu dans le quadrilatère formé par les rues Do-huu-Vi (façade), Pellerin, Mac-Mahon et le boulevard de la Somme.

École fondée en février 1906 par ROSEL. Elle fut d'abord installée à l'École professionnelle d'industrie (rue Chasseloup-Laubat, au débouché de la rue Miche) et vint en 1908 se fixer où elle se trouve aujourd'hui.

C'est par arrêté n° 123-N, du 18 mai 1940, du gouverneur général, que cet établissement devint l'École Rosel.

De son côté, l'École pratique (anciennement *professionnelle*) d'industrie s'appela l'École des métiers, par arrêté n° 477-1 B/2 du gouverneur de la Cochinchine, en date du 27 janvier 1942

Enfin, ces deux établissements — École Rosel et École des Métiers — furent réunis sous le vocable d'École technique spéciale de Saigon et confiés à une même direction administrative, par arrêté du gouverneur général n° 315-D, du 5 juillet 1942

Fondateur de l'École des Mécaniciens (1866-1939). Emmanuel ROSEL est lié à Toulon le 31 janvier 1866. Diplômé de l'École nationale des Arts [486] et métiers d'Aix, il s'engage à 18 ans comme élève mécanicien de la Marine nationale et participe immédiatement à la campagne du Tonkin sous les ordres de l'amiral COURBET. Ses capacités professionnelles lui permettent d'obtenir les différents grades inhérents à sa carrière : le 8 août 1911, il est nommé mécanicien en chef et le 7 décembre 1921, mécanicien inspecteur. Il est enfin retraité comme ingénieur mécanicien en chef de 2^e classe, le 31 janvier 1924.

C'est en février 1906 qu'est confiée à ROSEL la mission de fonder une école des mécaniciens asiatiques ; puis, le 1^{er} mars suivant, il est détaché en mission pour en être le directeur.

Sous la prodigieuse activité de ce marin, sa modeste création prend de plus en plus d'importance, ce qui ne l'empêche pas de se voir octroyer cumulativement d'autres fonctions.

Pendant la Grande Guerre, l'École est réquisitionnée pour la défense nationale ; en 1916, ses ateliers usinent chaque jour 700 obus de 75, puis, elle envoie en France un contingent de 1.600 apprentis volontaires, aidant ainsi la mère-patrie de tous ses moyens.

À la fin de la guerre, l'École reprend sa destination première, mais elle ne cesse de créer des branches nouvelles à son enseignement : des électriciens, des chauffeurs d'automobiles sont formés ; des cours dominicaux d'apprentissage sont institués ; une école de navigation est ouverte ; cependant, depuis le 21 juin 1918, il est chargé de fonctions d'inspecteur de l'enseignement professionnel. Le 24 mai 1924, il doit diriger les destinées de l'École pratique d'industrie et ne cesse son écrasant labeur que le 31 [?] 1939 âgé, par conséquent, de 73 ans.

[487] De tous ceux qui l'ont connu, chacun « gardera présente à l'esprit la silhouette familière à tout Saigon, de cet homme de bien, petit de taille, droit comme un i, sanglé dans son dolman à l'ancienne mode, le lorgnon en bataille, toujours alerte, toujours pressé, courant d'une occupation à l'autre, au fond d'une auto périmée, le plus modeste des véhicules placés sous son contrôle. L'homme est vif comme la poudre, impétueux devant la contradiction ; il brûle d'un feu intérieur qui explose parfois dans la pétulance, toute méridionale, de la parole et du geste ».

Il meurt subitement à Saigon le 24 octobre 1939, surprenant ses amis et ses collaborateurs par une fin aussi brutale.

Emmanuel ROSEL avait reçu plusieurs témoignages de satisfaction du gouverneur général, du gouverneur de la Cochinchine, du directeur de l'Instruction publique en Indochine. Il était officier de la Légion d'honneur (24 décembre 1923), officier de l'Instruction publique et titulaire de toutes les décorations de l'Union indochinoise.

(D'après les archives de la direction de l'Enseignement en Cochinchine).

Places

CUNIAC.

Angle S.O. 8-E. — Est située entre les halles centrales, la gare des chemins de fer, une voie de tramways, l'extrémité du boulevard de la Somme, les bureaux des chemins de fer, l'extrémité du boulevard Bonard.

La place Cuniac date de la création des Halles centrales. Celles-ci ont été faites de 1912 à 1914 et ouvertes au public dans la deuxième quinzaine de mars 1914.

[488]

Maire (1851-1916). — Eugène, Baptiste, François CUNIAC naquit à Lalinde (Dordogne) le 16 mars 1851, d'une vieille souche originaire du Quercy. Depuis des générations, les CUNIAC avaient fourni des magistrats au pays et le père d'Eugène finit sa carrière comme conseiller à la Cour de cassation. Le fils se proposait de suivre une tradition familiale aussi solidement établie, quand survint la guerre de 1870 : aussitôt, il s'engagea. De retour à la vie civile, il reprit ses études et fit son droit. Devenu à son tour magistrat, il fut substitut à Auxerre, puis juge en Algérie ; c'est alors qu'il décida de se faire nommer en Cochinchine.

Le 26 décembre 1883, il débarque en Indochine comme président du tribunal de Chaudoc. La carrière coloniale qu'il entreprend et qu'il doublera d'une carrière politique a la particularité d'être parsemée de démissions.

Dès 1885, il donne sa première démission : il quitte en effet la magistrature et entre, le 14 avril, au barreau de Saïgon. La même année, il est nommé conseiller colonial et il en devient, avec le temps, vice-président.

C'est un grand ami de Paul BLANCHY ; il entre à la mairie et est quatre fois nommé maire de la ville : du 23 novembre 1890 au 9 décembre 1891 ; du 1^{er} mai 1892 au 26 avril 1895. À cette époque, il est fâché avec Paul BLANCHY (cette brouille durera deux ans) et il donne sa démission de conseiller colonial et de conseiller municipal. Il redevient maire cependant du 14 janvier 1902 au 5 mai 1906 puis, du 14 mai 1914 au 23 janvier 1916. C'est à cette dernière date qu'il meurt à Nice.

Sa carrière politique depuis le début de ce siècle est quelque peu troublée. Vers 1902, [489] les assemblées élues discutaient âprement au sujet des moyens à envisager pour doter Saïgon d'une eau potable suffisante. Le projet qui avait remporté la majorité des voix — mais non tous les suffrages — était celui qui prévoyait une adduction amenant l'eau de Trian. Les énormes travaux que la réalisation de ce projet nécessitaient obligeaient la ville à lancer un emprunt ; mais, il fallait pour cela l'autorisation de la métropole. Cuniac part donc pour la France, le 1^{er} mai 1904, afin d'exposer lui-même aux Chambres le bien-fondé de sa requête. Pourtant, contrairement à ses prévisions, il se heurte à un refus catégorique et cet échec sera pour lui générateur de nombreux déboires. En effet, dès son retour à Saïgon, en mai 1905, les deux assemblées lui votent un blâme. Il veut s'expliquer au cours d'une réunion publique, mais ce moyen, lui est refusé par le gouverneur RODIER et il ne peut parler que devant quelques personnes. Cependant, il est là d'une éloquence telle que le conseil colonial et le conseil municipal, non seulement lui retirent leur blâme, mais lui font — par surcroît — des excuses. Ce succès n'est qu'apparent, car dès le 15 septembre de la même année (1905), la présidence du conseil colonial lui est retirée et il donne alors sa démission, d'abord de cette assemblée, puis de la municipalité (1906). À ce moment, il subit un échec aux élections législatives et, comme il se doit, devant tous ces revers de la fortune, ses amis politiques l'abandonnent.

Il revient au conseil municipal en 1908, mais n'est pas maire (Gigon-Papin) ; puis, en 1910, il entre à nouveau au conseil colonial et reste quatre ans président. Enfin, il redevient maire de 1914 à 1916.

La municipalité a décidé de commémorer son nom à Saïgon en raison de l'activité qu'il a [490] toujours déployée pendant son passage à la mairie et notamment au point de vue de l'urbanisme, Il a, en effet, joué un rôle particulièrement actif dans le comblement du marais Boresse qui occupait, en partie, les lieux où se trouvent aujourd'hui le marché et la place qui le précède : c'est elle que l'on appelle aujourd'hui place Cuniac.

À voir :

— « L'Opinion » du 15 juillet 1916 (mort), du 26 juillet 1916 (notice biographique).

— Registres de délibérations aux indications suivantes :

Pour les travaux de comblement du marais Boresse :

T. 9, p. 45 à 48 ; séance 4 décembre 1893. — Baudrit, t. 2, p. 101, doc. 492

T. 9, p. 35 à 40 ; séance 23 novembre 1893. — Baudrit, t. 2, p. 104, doc. 493.

T. 32, p. 321 à 326 ; séance 15 mai 1914. — Baudrit, t. 2, p. 106, doc. 502.

T. 36, p. 81 à 103 ; séance 15 octobre 1915. — Baudrit, t. 2, p. 106, doc. 503.

— LAMAGAT (Henri) : « Souvenirs d'un vieux journaliste indochinois » : t. 1, p. 20 (Différend Cuniac-Blanchy) ; p. 176-183 (Emprunt pour eau) ; p. 182 (Dit que Cuniac n'a pas tenté de faire une conférence publique) ; p. 186 à 219 (Sur sa carrière politique) ; t. 2, p. 47 (Remblayage du quartier Boresse).

FORAY

8-9-D-E. — Partie élargie de la rue Catinat, entre le théâtre et le square Francis-Garnier.

Cette « place » ne portait jusqu'à nos jours aucun nom. Celui d'Augustin FORAY lui fut attribué par suite [491] d'une confusion. En effet, M. l'administrateur de la Région Saïgon-Cholon avait demandé par lettre n° 1-S. A. du 11 janvier 1935 que le nom de cet ancien maire soit donné à la place qui se trouve derrière le théâtre municipal. Mais, le conseil municipal, dans sa séance du 27 février, avait répondu à cette proposition que « le décès de cette personnalité était de date trop récente » pour lui accorder cet honneur dès maintenant. Or, le 16 août suivant, un conseiller municipal reprend la proposition par lettre. En l'absence du maire, le 1^{er} adjoint la présente au conseil et demande s'il est d'avis de donner le nom de FORAY à l'actuelle place du théâtre (il s'agissait maintenant de la façade aussi bien que de la place qui est derrière), et le principe qui avait été refusé au mois de février se trouve être accepté au mois d'août. (voir reg. délib., t. 60, p. 363-64 ; séance du 27 février 1935 et t. 61, p. 114-115 ; séance du 30 août 1935).

Maire (1869-1932). — Augustin FORAY naquit à Lyon (Rhône), le 19 mai 1869. Il fut avocat-défenseur à Saïgon et fit de la politique. Élu conseiller colonial et conseiller municipal, il remplit les fonctions de maire, en qualité de 2^e adjoint du 9 mai au 26 juillet 1906, puis il fut maire du 10 août 1916 au 14 juin 1922. Il mourut à Hanoï, le 23 décembre 1932.

Portrait :

— Salle de délibérations du conseil colonial.

Administrateur de la [Société générale des hévéas du Dong-Nai](#).

JOFFRE. — Maréchal

7-8-C-D. — Dans l'axe de la rue Catinat et de la cathédrale comprise entre les rues Blancsubé et Garcerie d'une part, et entre les rues Larclause et Testard, d'autre part.

[492] Sur ce rond-point s'élevait autrefois le château d'eau (Voir l'histoire de ce dernier dans le « Bulletin de la Société des études indochinoises » de 1923, p. 59 à 66, 1935, 1^{er}, 2^e et 3^e trim., tome 1, p. 79 à 146 ; 1936, 1^{er} trim., p. 99 à 121). Il fut démoli en 1921 et la place qui lui succéda prit, tout naturellement, le nom de « Place du Château-d'eau ». Mais cette même année 1921, le nom de « Place du Maréchal-Joffre » fut substitué au précédent. Il fallut faire vite, car la décision du conseil municipal devait être approuvée par le gouverneur général avant l'arrivée du Maréchal à Saigon et celle-ci était imminente. Ce changement de nom fut donc proposé par circulaire à domicile, le 18 novembre 1921 ; approuvé par le gouverneur général le 25 novembre et couché sur les registres de délibérations, le 27 décembre (Voir reg. délib., t. 46, p. 215).

Le Maréchal JOFFRE débarqua à Saigon le 9 décembre 1921.

C'est en 1927 que le monument aux Morts de la Guerre 1914-18 fut élevé au centre de cette place et inauguré le 11 novembre (Voir les journaux de l'époque),

Guerre 1914-18. — « JOFFRE (Joseph, Jacques, Césaire) maréchal de France, né à Rivesaltes en 1852, mort à Paris en 1931. Entré en 1869 à l'École polytechnique, sous-lieutenant du génie à la veille de la guerre franco-allemande de 1870-71, il prit part à la défense de Paris. Capitaine en 1876, il coopéra aux travaux de fortifications de la frontière du Jura, puis construisit le fort de Montlignon, près de Paris.

« En 1885, il fut envoyé au Tonkin, puis à Formose et assista aux côtés de COURBET, aux opérations des Pescadores. Chef du génie à Hanoï l'année suivante, il organisa la défense du Haut-Tonkin avant d'être envoyé au Soudan pour diriger l'exécution des travaux du chemin de fer de Kayes au Niger. C'est dans ce poste [493] qu'il reçut, en juin 1894, l'ordre de se porter au secours des débris de la colonne BONNIER, qui venait d'être massacrée près de Tombouctou : il parvint à se rendre maître de cette ville et à y organiser la domination française. Lieutenant-colonel à la suite de ces événements, colonel en 1897, il fut envoyé à Madagascar pour établir les défenses de Diégo-Suarez, et reçut en 1902, les étoiles de général de brigade.

« Il remplit ensuite les fonctions de directeur du génie au ministère de la guerre, fut promu divisionnaire en 1905 et appelé au commandement d'une division d'infanterie, puis d'un corps d'armée, enfin nommé membre du Conseil supérieur de la guerre en 1910 et vice-président de ce Conseil l'an d'après, au moment où la réorganisation du haut commandement le mit également à la tête de l'état-major général de l'armée. Il venait à peine de terminer l'établissement d'un nouveau plan de mobilisation et de concentration, connu sous le nom de « Plan XVII », que la guerre éclatait le 2 août 1914.

« Général en chef des armées du Nord et du Nord-Est, JOFFRE ne s'émut pas des premiers revers sur les frontières ; il ordonna alors la fameuse « retraite stratégique »

qui devait permettre à ses armées de gauche d'échapper à l'enveloppement préparé par le grand état-major allemand à travers le territoire neutre de la Belgique, qui aboutit à la célèbre victoire de la Marne, en septembre 1914.

« Après avoir paré à une nouvelle menace de débordement, connue sous le nom de « Course à la mer », JOFFRE dirigea contre les Allemands une guerre d'usure, qui n'alla pas sans de sérieux coups de boutoir : attaques de 1914 en Artois, du printemps et de l'automne 1915 en [494] Artois et en Champagne, d'avril 1915 en Woëvre, etc. Dans la grandeur des épreuves que la guerre apportait à notre pays, le calme imperturbable de JOFFRE, son rude bon sens lui valurent, tant en France qu'à l'étranger, un prestige et une autorité dont bénéficièrent les opérations militaires. Le front de Salonique fut placé sous ses ordres en 1915, sans qu'il cessât de considérer le front français comme le théâtre décisif de la guerre. Verdun, attaqué par les Allemands en 1916, il persista, malgré la vigueur de cette attaque, à exécuter le plan qui avait été concerté à Chantilly en décembre 1915 entre les chefs alliés, et il retarda jusqu'en juillet 1916 le déclenchement de la bataille de la Somme qui devait immédiatement provoquer le dégagement de Verdun.

« Remplacé comme commandant en chef des armées françaises du Nord et du Nord-Est par le général NIVELLE en décembre 1916 et nommé maréchal de France, JOFFRE était chargé, en 1917, d'une mission en Amérique. Il était nommé membre de l'Académie française en 1918 ». (Larousse)

C'est au cours d'une mission au Japon, qu'il s'arrêta à Saigon, venant de France, le 9 décembre 1921. Il était à bord du « Montcalm ». Il allait rendre la visite que le prince héritier HIRO-HITO avait faite à la France. Son séjour au Japon devait durer un mois ; puis, poursuivant son voyage par Pékin, Séoul et Moukden, il devait ensuite revenir en France par l'Amérique.

De lui :

— La préparation de la guerre et la conduite des opérations, Paris, Chiron, 1920, 146 pp.

[495]

— Mémoires du maréchal Joffre (1910-1917), Paris, Plon, 1932.

Sur lui :

a) Le militaire

— Ouvrages généraux sur la guerre. Voir « Argonne ».

— DAILLÉ (Général) et HELLOT (Général) : Histoire de la guerre mondiale », t. II. — Joffre et la guerre d'usure (1915-16), Paris, Payot, 1936, 467 pp.

— HANOTAUX (Gabriel) et FABRY (Ltt-CI) : « Joffre le vainqueur de la Marne », Paris, Plon, 1929, 102 pp.

MAYER (Ltt-CI Émile) : « Trois maréchaux : Joffre, Galliéni, Foch », Paris, Gallimard, 1928, 229 pp.

— MULLER (Commandant) : « Joffre et la Marne », Paris, Crès, 1931, 139 pp.

— PIERREFEU (Jean de) : « G. Q.G. Secteur 1. Trois ans au G.Q.G, t. 1, L'état-major de la victoire. — Le crépuscule de Joffre. — La tragique aventure de Nivelle », Paris, Éditions franç. illustrées, 1920, 280 pp.

— RECOULY : « Joffre », Paris, Édit. des Portiques, 1931, in-12, 320 pp.

b) Voyage en Indochine :

— ARÇOIS (André d') : « Avec le maréchal Joffre en Extrême-Orient », « Revue des Deux Mondes », 1^{er} avril 1922.

— Dans « L'Opinion » de 1921 :

6 décembre : Programme des fêtes. Date d'arrivée du « Montcalm ». Va au Japon rendre la visite que le prince héritier Hiro-Hito a faite en France. Doit rester un mois au Japon ; visitera la Chine, Pékin, Séoul, Moukden. puis rentrera par l'Amérique.

[496]

7 décembre : Protocole et diverses informations.

8 décembre : Programme du séjour au Cambodge et diverses informations.

9 décembre : ARRIVÉE DU MARÉCHAL JOFFRE.

10 décembre : Réception : pose du premier boulon de la station de T.S.F.

11-12 décembre : Réception ; pose du premier boulon de la station de T.S.F.

13 décembre : Réception ; pose du premier boulon de la station de T.S.F.

15 au 19 décembre : Séjour au Cambodge.

20 décembre : Prendra à Hatiên, le 21, l'« Armand-Rousseau » pour rejoindre le « Montcalm ».

27 décembre : Fêtes données à Angkor en l'honneur du maréchal Joffre et cérémonies filmées pour l'Exposition de Marseille. — Voyage du Maréchal Joffre au Siam.

28 décembre : Fêtes données à Angkor...

Dans « L'Opinion » de 1922 :

3 janvier : Le maréchal Joffre en Indochine.

4 janvier : Fêtes données à Angkor

5 au 9 janvier : Le maréchal Joffre en Annam.

10 et 12 janvier : Le Maréchal Joffre au Tonkin.

13 janvier : Souvenirs d'un vieux camarade du Maréchal. — Le Maréchal au Tonkin.
— Les adieux du maréchal Joffre.

PIGNEAU DE BÉHAINE

8-9-C-D. — Place située devant la cathédrale.

Cette place a succédé à la place de l'Horloge créée par les amiraux, tout au début de l'occupation française. [497] Mais, la place de l'horloge avançait jusqu'à l'actuelle rue La-Grandière.

La cathédrale ayant été commencée en 1877, la place qui est devant date donc de cette époque. Son aspect fut plusieurs fois modifié. On fit d'abord un petit jardin ; puis il fut supprimé et son aire devint une vaste étendue dénudée ; enfin, le jardin fut refait en 1893. (Voir reg. délib., t. 8, p. 579, Séance du 9 juillet 1893 ou Baudrit : « Extraits... », t. 2, p. 323, doc. 687).

C'est en 1920 que la « Place de la Cathédrale » devint « Place Pigneau-de-Béhaine ». (Voir reg. délibérat., t. 44, p. 306 et 312 ; séance du 26 mai 1920).

Précurseur. — Pour la biographie de Pigneau de Béhaine, voir « Statues »

RIGAULT DE GENOUILLY.

9-10-D-E. — Place en demi-cercle, séparée de la rivière de Saïgon par le quai de l'Argonne et encadrée, d'une part, par la caserne des marins, et d'autre part, par le commissariat du 1^{er} arrondissement.

La place Rigault-de-Genouilly s'appelait la « place du Rond-Point » jusqu'au moment où fut érigée la statue de l'amiral (1879). C'est là un lieu historique. En effet, elle a été tracée aux premiers jours de la conquête pour servir de point central à la ville européenne que l'on allait construire. Plusieurs rues y aboutissent, dont une principale qui, jusqu'à nos jours, était — avec la route de Pnom-Penh — la seule faisant communiquer Saigon avec l'extérieur. C'est de là que part tout le kilométrage des routes avoisinantes.

Conquête — Pour la biographie de Rigault de Genouilly, voir « Statues »
[498]

Statues — Monuments — Stèles

BEYLIÉ. — Buste du général de

8-9-C-D — Ce buste est rue Blancsubé, dans un demi-cercle de verdure ménagé dans l'ancien Camp des Lettrés (actuellement : « Boule Gauloise »).

Archéologue (1849-1910). — Léon, Marie, Eugène de BEYLIÉ naquit à Strasbourg, le 26, mars 1849. Son père, lui-même général de division, était de souche grenobloise.

Le 22 octobre 1869 il entra à Saint-Cyr, mais pour peu de temps, car la guerre franco-allemande ayant éclaté, toute la promotion fut dirigée vers le front dès le 14 août 1870, avec le grade de sous-lieutenant. DE BEYLIÉ se comporta vaillamment aux armées et fut traversé de part en part par une balle allemande, alors qu'il participait à la défense de Montmédy. Cette blessure, qui le fit souffrir toute sa vie, lui valut à 21 ans la croix de la Légion d'honneur. Promu capitaine en sortant de l'École de Guerre (16 novembre 1879), il demanda — 5 ans plus tard — à entrer dans l'armée coloniale. C'est au cours de ses campagnes coloniales que sa vocation de savant s'éveilla et c'est particulièrement le savant que Saigon a voulu honorer en lui élevant un buste.

La première étude qu'il fit paraître et qui fut tout de suite remarquée est une belle contribution à l'histoire de l'habitation humaine : elle s'intitule : « L'habitation byzantine ». Puis les ruines d'Angkor lui fournirent les éléments [499] de travaux importants et érudits. Une étude comparative des différentes influences architecturales l'amena à faire un voyage à Java et dans l'Inde, pour bien en étudier l'origine hindoue. C'est alors qu'il donne son ouvrage le plus important de ceux qu'il fit : « L'architecture hindoue en Extrême-Orient ». Mais, au cours de ses dernières recherches, il s'aperçut que l'architecture de Java et de l'Inde n'était pas elle-même originale ; qu'elle était, au contraire, imprégnée d'une double influence : mahométane d'une part et thibétaine de l'autre. Il se vit donc obligé, pour mener à bien son enquête, de pratiquer des fouilles en Birmanie et en Mésopotamie. Le compte-rendu de son voyage et le résultat de ses travaux furent consignés dans un beau livre intitulé « Prome et Samara », plein d'anecdotes amusantes, que suivent de belles descriptions dans sa première partie et fort savant dans sa seconde.

C'est le 15 juillet 1910 que mourut le général DE BEYLIÉ, noyé accidentellement dans un rapide du Mékong, près de Ta-Dua, à trois heures de navigation de Louang-Prabang.

Il allait étudier l'art laotien qui manquait aux notes déjà recueillies pour faire un ouvrage d'ensemble sur les cinq parties de l'Union Indochinoise.

Son corps fut retrouvé le lendemain à deux kilomètres du lieu du naufrage. Il fut inhumé dans le cimetière de Grenoble, dont le musée est si plein de ses souvenirs. Cette ville, berceau de sa famille, lui a élevé un monument qui fut inauguré le 23 novembre 1913.

Quant à Saigon, la municipalité entrevit tout d'abord la possibilité de donner le nom du général à une rue de la ville, mais ne le fit pas. [500] Ce fut la « Société des études indochinoises » qui prit l'initiative de commémorer le souvenir de ce savant archéologue en lui élevant un buste en ville, où il était si connu et si justement apprécié. L'inauguration de ce monument, dû au ciseau d'Urbain GRASSET, eut lieu en 1914.

De lui :

a) Ouvrages

— « L'habitation byzantine. — Recherches sur l'architecture civile des Byzantins et son influence en Europe », Paris, Leroux, 1902. 218 pp. in-4, 400 ill. dont 99 H.T.

— « Complément à l'ouvrage précédent », Paris, Leroux, 28 pp. 40 ill dont 25 HT

— « Le palais d'Angkor-Vat, ancienne résidence des rois kmers », Hanoï, Schneider, 1903, 40 pp., 5 ill. + 2 HT.

— « L'architecture hindoue en Extrême-Orient », Paris, Leroux, 1907, 416 pp., 366 ill. ou HT.

— « Prome et Samara. — Voyage archéologique en Birmanie et en Mésopotamie », Paris, Leroux, 1907, 146 pp. 100 ill. + 14 HT.

— « Les ruines d'Angkor », Paris, Leroux, 1909. 31 pp., 8 ill. + 8 H t.

— « Le Musée-bibliothèque de Grenoble », Paris, Renouard et Laurans, 1909, XXX pp. + 206 ill.

— « La Kalaa des Beni-Hammad ; une capitale berbère de l'Afrique du Nord au XI^e siècle », Paris, Leroux, 1909, 124 pp., 88 ill. + 39 HT. dont 2 en couleurs.

b) Articles

— Société des études indochinoises :

Note sur l'architecture indienne et sur ses influences au dehors, 1^{er} sem. 1904, p. 5 à 18, 8 HT.

[501]

Note sur l'histoire de l'art hindou en Indochine et sur les deux musées archéologiques de Saigon, 1^{er} sem, 1904, p. 73 à 84, 13 HT.

— Bulletin de l'Asie française. Communications diverses, non signées, concernant l'Indochine.

Sur lui :

— ANONYME : « Nécrologie. — Le général de Beylié », « Bull. comm. archéologique de l'Indochine » 1910, 2^e liv., p. 171-72.

— ANONYME : « Institut de France. Inscriptions et Belles Lettres. Inauguration du monument élevé à la mémoire du général de Beylié à Grenoble, le dimanche 23 novembre 1913 ». Discours de M. Henri Cordier, Paris, Firmin-Didot, 1913, in-4, 12 pp.

— ANONYME : « Le monument du général de Beylié », « La Géographie », 15 janvier 1914, p. 69-70.

— BAUDRIT (André) — « Le général de Beylié (1849-1910) », « Revue militaire d'Indochine », 2^e trim. 1935, p. 27 à 47

— Bulletin de la Société des Études Indochinoises :

1^{er} sem. 1904, p. 5 à 18 et 73 à 84
 2^{er} sem. 1910, p. 179 et 185.,
 1^{er} sem. 1911, p. 38-39.
 2^{er} sem. 1913, p. 19.
 année 1914, p. 125
 — Bulletin de l'Asie française (Paris, 21, rue Cassette). Année 1910, juillet, n° 112, p. 297-98
 — Comptes-rendus de l'Académie des inscriptions et Belles-Lettres. juillet 1910, p. 408 à 411.
 [502]
 — DIVERS : « Histoire militaire de l'Indochine française », 2 t., Hanoï, I.D.E.O., 1931. Voir t. 1, p. 208 et t. II, p. 11, 33 et 183.
 FINOT (Louis) : « Le général de Beylié. — Nécrologie », « Journal asiatique », 1910, p. 195 à 197 et « Bull. E.F.E.O. » juill.-sept. 1910, p.661-3.
 — G. D. : « Le général de Beylié. Nécrologie », « Bull. amicale franco-chinoise » (Saigon), oct. 1910, p. 416-18.
 — Journal « L'Opinion », de Saigon, année 1910 :
 sur la mort du général : 18, 20, 25 et 30 juillet.
 sur la navigation du Mékong : 26, 27, 28, 29 et 30 juillet.
 — Journal « La Dépêche » de Saigon, année 1910, n° des 19, 20, 23, 26 et 29 juillet.
 — « L'Illustration », 23 juillet 1910, p. 64, Paris, 13, rue Saint-Georges VI^e.
 — Manuscrits des anciennes archives de l'Inde française. — Pondichéry (1690-1789), Paris, Leroux et Biblioth. Coll. Pondichéry, t. 1^{er}, 2^e édit. 1926, p. 464.
 — MASPERO : « Le général de Beylié », « Revue indochinoise », oct. 1910, p. 317 à 319 ; « Courrier de Saigon », Nécrologie, Soctrang, le 18 juillet 1910.
 — Registres de délibérations de la mairie de Saigon.
 T. 14. Séance du 23 mars 1904, p. 55 à 57 et 360 à 338.
 T. 24. Séance du 27 juillet 1910, p. 41-42.
 T. 26. Séance du 3 nov. 1911, p. 96-97.
 T. 33 Séance 6 juillet 1914, p. 142 à 198
 T. 34. Séance 30 oct. 1914, p. 151
 Voir Baudrit : « Extraits... », t. 2, au chapitre « Musées et bibliothèques ».
 — « Revue indochinoise », 1910, 2^e sem., p. 317 à 319, Hanoï, I.D.E.O., 1910.
 [503]

Portrait :
 — « L'Illustration » du 23 juillet 1910, p. 64.
 — G. D. : « Le général de Beylié — Nécrologie », « Bull. Assoc. amicale franco-chinoise », oct. 1910, p. 416-418.
 — Joyeux : « Nos fortes têtes : caricatures en couleurs, Saigon, Schneider, 1909.

DOUDART DE LAGRÉE. — Monument

9-10-D-E. — Sur la place Rigault-de-Genouilly, près de la rue des Frères Denis.

Le capitaine de frégate DOUDART DE LAGRÉE mourut à Toung-Tchouan le 12 mars 1868, en accomplissant l'exploration du Mékong.

Pour commémorer cette importante mission et aussi pour perpétuer le souvenir de son chef éminent, la municipalité décida qu'un monument serait élevé à Saigon.

La date à laquelle ce vœu fut réalisé ne nous est pas connue, mais se place vraisemblablement un peu après 1870. En effet, ce monument fut élevé tout d'abord sur le boulevard Charner et c'est en 1870 seulement que celui-ci se substitua au Grand Canal, qui en occupait primitivement l'emplacement. Mais, en 1890, de nouveaux aménagements du boulevard amenèrent le déplacement de cette stèle qui rompait la perspective que l'on voulait établir. Elle fut donc transportée sur le boulevard Bonard, à l'endroit où maintenant s'élève le théâtre municipal. Son séjour en ce lieu fut de courte durée, car, dès 1895, la construction de cet édifice fut décidée. Le monument commémoratif devenu gênant fut relégué sur la place Rigault-de-Genouilly, en un endroit tellement discret que bien des habitants de Saïgon en ignorent aujourd'hui l'existence.

À voir :

— Registres de délibérations de la mairie :

T. 8, p. 96-97, Séance 31 janv. 1890. — Baudrit, t. 2. p. 387, doc. 768 [504]

T 9, p. 380. Séance 31 août 1895. — Baudrit, t. 2, p. 344, doc. 715

Marin-diplomate- explorateur. (1823-1868).

— Pour la biographie, voir rue Doudart-de-Lagrée.

GARNIER. — Statue de Francis

8-9-D-E. — Située au centre de la place Francis-Garnier, devant le théâtre municipal, entre la rue Catinat et le boulevard Charner.

En 1883, un comité d'initiative pour l'érection d'un monument à Francis GARNIER se forme à Saïgon. Les travaux sont confiés à VILDIEU, comme architecte, et à Tony NOËL, comme sculpteur. Quatre ans sont nécessaires pour que cette heureuse initiative aboutisse à un résultat. La statue, enfin terminée, est inaugurée solennellement le 14 juillet 1887.

À voir :

— Registres de délibérations

T. 5, p 239 : séance 10 mars 1883. — Baudrit, t. 2, p. 326, doc. 697

T. 5, p. 315 : séance 31 août 1883. — Baudrit, t. 2, p. 327, doc. 699.

T. 5, p. 343 : séance 6 décembre 1883. — Baudrit, t. 2, p. 328, doc. 700.

T. 6, p. 206 : séance 23 nov. 1885. — Baudrit, t. 2, p. 328, doc. 701

T. 8. p. 21 1 : séance 19 août 1890. — Baudrit, t. 2, p. 328, doc. 702

T. 11. p 262 : séance 14 déc. 1900. — Baudrit, t. 2, p. 329, dOc. 703.

[505] La dernière référence ne concerne pas le monument de Saïgon, mais un monument élevé à la mémoire de Francis Garnier.

Explorateur et conquérant (1839-1873). La personnalité de Francis GARNIER est grande. Elle intéresse les Saïgonnais à un triple point de vue : comme administrateur, explorateur et conquérant.

Francis GARNIER, qui portait en réalité les prénoms de Marie, Joseph, *François*, naquit à Saint-Étienne (Loire) le 25 juillet 1839. Il fit ses études au Lycée de Montpellier et entra à l'École navale en 1855. Ses débuts dans la marine sont jalonnés par des traits de hardiesse et même de témérité.

Il arrive à Saigon avec l'escadre de l'amiral CHARNER, le 7 février 1861, étant enseigne à bord du « Jura ». Il se trouve à la Pagode des Clochetons au moment de la bataille de Ki-Hoà (25 février 1861). Puis, en 1863, il entre dans l'administration cochinchinoise.

C'est à Cholon qu'il fait ses débuts. Il s'intéresse vivement au pays — nouveau pour lui — au milieu duquel il se trouve. Après un an d'observation minutieuse, il publie une brochure intitulée « La Cochinchine française en 1864 » dans laquelle il soulève un problème gros d'intérêt : « Le Mékong forme-t-il la voie naturelle de pénétration au Yunnan ? ». Cette question passionne à tel point l'opinion des gens compétents, que le ministre de la Marine et des Colonies, le marquis DE CHASSELOUP-LAUBAT décide d'entreprendre l'exploration de ce grand fleuve.

La mission quitte Saigon le 5 juin 1866, ayant à sa tête le capitaine de frégate DOUDART DE [506] LAGRÉE et comme second, le lieutenant de vaisseau GARNIER. Mais DOUDART DE LAGRÉE meurt au Yunnan le 12 mars 1868 et c'est son adjoint qui prend la direction de la mission, jusqu'au 12 juin 1868, date à laquelle elle rejoint Changhaï. La relation, fort détaillée de cette expédition, à la fois scientifique et commerciale, a été écrite par GARNIER. C'est là un document très intéressant qui parut chez Hachette en 1885, mais la « Revue maritime et coloniale » en avait, dès 1869, donné de larges extraits.

En septembre 1872, il part pour la Chine après s'être fait mettre en congé, quand le courrier de Cochinchine lui apporte une lettre de l'amiral gouverneur DUPRÉ le convoquant à son bureau pour « affaires importantes ». Il s'agissait de l'incident Jean Dupuis au Tonkin. Sur la demande de l'amiral, il accepte d'aller « faire une enquête sur les événements » emmenant avec lui un petit détachement. L'entente avec les autorités annamites n'ayant pu avoir lieu, GARNIER est amené à s'emparer de la citadelle de Hanoï le 20 novembre 1873. L'occupation du Delta s'ensuit. Mais la Cour d'Annam ayant fait appel aux irréguliers chinois, les Pavillons Noirs, des escarmouches ont lieu. Le dimanche 21 décembre après déjeuner, un interprète vient prévenir GARNIER que les Pavillons Noirs attaquent la citadelle. Après avoir fait reculer les assaillants par une vive fusillade exécutée du haut des remparts, le commandant de la petite troupe veut poursuivre l'ennemi qui se retire en se cachant derrière les touffes de bambou. Il part avec douze hommes et une petite pièce d'artillerie. Mais, avec son impétuosité coutumière, il s'élançait seul à la poursuite de l'ennemi laissant ses soldats loin en arrière. En arrivant au pied d'une digue derrière laquelle étaient cachés [507] les Pavillons Noirs, il trébuche dans un petit fossé à demi caché par l'herbe et tombe. Aussitôt, les Chinois l'assaillent, le clouent sur place à coups de lance, puis lui coupent la tête et le mutilent horriblement. La tête, qui avait été emportée, ne fut rendue que le 19 janvier 1874. Cet événement retarda de dix ans l'occupation du Tonkin.

Le 7 avril 1876, Francis GARNIER fut inhumé à Saigon, dans un terrain provisoire, puis, il fut réinhumé en 1903 dans une concession définitive et réuni avec son ancien chef DOUDART DE LAGRÉE, à l'endroit où il se trouve encore aujourd'hui, près de la porte d'entrée du cimetière.

De lui :

- La Cochinchine en 1864 (Signé Francis), Paris, Dentu, in-8, 48 pp. 1864
- De la colonisation de la Cochinchine. Paris, Challamel, 1865.
- Notice sur Cholen, « Annuaire de la Cochinchine française », 1866.

— Rapport d'ensemble du jury sur l'Exposition des produits de l'Agriculture et de l'Industrie cochinchinoises, qui a eu lieu à Saigon du 25 février au 5 mars 1866, « Bull. Comité agr. et indus. de Cochinchine », avril 1866.

— Notice sur le voyage d'exploration effectué en Indochine par une commission française, pendant les années 1866, 67, 68, « Revue maritime et coloniale », avril, juin, juillet, août 1869.

— Note sur l'exploration du cours du Cambodge par une commission scientifique française, « Bull. Soc. géogr. Paris », 1869, t. XVII, p. 97.

[508]

— Le Cambodge : les ruines d'Angkor, « Revue maritime et coloniale » d'avril 1869.

— Le Laos siamois, « Revue maritime et coloniale », juin 1869.

— La Chine et le fleuve Bleu, « Revue maritime et coloniale », août 1869.

— Le siège de Paris, Paris, 1871

— Des nouvelles routes de commerce avec la Chine, « Bull. Soc. géogr. » 6 série, t. III, p. 147 à 160. — 1872

— Chroniques royales du Cambodge, « Journal asiatique », juillet-août 1872.

— L'Indochine, dans : « Le Tour du Monde », années 1870-71-72 et 1^{er} sem 1873.

— Critique sur la colonisation, « L'Indépendant de Saigon », 1^{er} oct. 1873 et numéros suivants.

— Voyage dans la Chine centrale, vallée du Yang-Tsé, fait de mai à août 1873, « Bull. Soc. géogr. », janvier 1874

— De Paris au Tibet, notes de voyage (40 grav. 1 carte), Paris, Hachette, 1885.

— Voyage d'exploration en Indochine, effectué pendant les années 1866-67-68 par une commission française, présidée par M. le capitaine de frégate Doudart de Lagrée et publiée par ordre du ministère de la Marine, sous la direction de M. le lieutenant de vaisseau, F. Garnier, Paris, Hachette, in-4, 1885.

Sur lui :

La liste des ouvrages concernant Francis Garnier est très longue, aussi la biographie suivante n'a-t-elle pas [509] la prétention d'être complète. D'ailleurs, en dehors des livres relatifs à Garnier, il faut consulter tous ceux lui concernant l'histoire militaire du Tonkin.

— ANONYME : « Francis Garnier », « Revue maritime et coloniale », avril-juin 1874

— ANONYME : « Sur la mort de Francis Garnier », « Courrier de Saigon », 5 et 20 janvier 1874

— ANONYME : « Récit de la mort de Francis Garnier », « Annales de la propagation de la foi », t. XLVI, n° 275, juillet 1874, p. 269-273.

ANONYME : « Francis Garnier », « Revue indochinoise », 1902, n° 182-83.

BAUDRIT (André) : « Nouvelle version de la mort de Francis Garnier », « Bull. Soc. études indoch. », 1932, 1^{er} trim., p. 107 à 114.

DUPUIS (Jean) : « L'ouverture du fleuve Rouge et les événements du Tonkin (1872-73) », « Mém. Soc. académie indochinoise de Paris », t. II, 1879, p. 203.

— GARNIER (Léon) : « Notice sur Francis Garnier », Paris, Hachette, 1902.

— GÉNIN : « Dupuis et Fr. Garnier au Tonkin », « Bull. Soc. géogr. Est », 3^e trim. 1882, T. IV.

— LAMOTTE (Ch.) : « La voie du fleuve Rouge. Le Yunnan et le Tonkin ». dans : « Soc. normande de géographie », 1887.

— LE BAILLY (C.) : « Les guerres du Tonkin : premières occupations ; mort des commandants Garnier et Rivière », Paris, br. 1886.

— L'ILLUSTRATION, 17 janvier 1874, p. 42

[510]

- MAISON NEUVE-LACOSTE : « Notice sur Francis Garnier », Saigon, 1887
- MARMIER (Xavier) : Le Voyage d'exploration. en Indochine, sous la direction de Francis Garnier », « Correspondant », 25 septembre 1873.
- NORMAND (Ch.) : « Tong-King. — Le fleuve du Tong-King et le voyage de Garnier et de Balny en 1873 (D'après un manuscrit inédit), « L'Exploration », 3^e année, 2^e sem. 1879, T. VIII.
- PERRIN (Amiral) : « La mort de Fr. Garnier », « Revue maritime et coloniale », avril 1928, 429 à 451.
- PETIT : « Fr. Garnier, sa vie, ses voyages, ses œuvres, d'après une correspondance inédite », Paris, Dreyfous, in-12, 1886.
- POUVOURVILLE (A. de) : « Francis Garnier », Paris, Plon-Nourrit, 1931.
- ROMANET DU CAILLAUD : « Histoire de l'intervention française au Tonkin, de 1872 à 1874 », Paris, Challamel, 1880, 470 pp. et 1 carte.

À voir :

- PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 279.
- Registres de délibérations de la mairie :
T. 5., p. 124 ; séance 20 nov. 1882. — Baudrit, t. 2, p. 326, doc. 695.
T. 5, p. 211 ; séance 1^{er} mars 1883. — Baudrit, t. 2, p. 326, doc 696.
T. 5. p. 241 ; séance 10 mars 1883. — Baudrit, t. 2, p. 327, doc. 698..
T, 1 2, p. 523 ; séance 13 fév. 1903. — Baudrit, t. 2, p. 329, doc 704
[511]

Gravures :

- Portrait extrêmement répandu ; voir cependant :
 - L'illustration du 17 janvier 1874, p. 33.
 - Le Tour du monde, 2^e sem. 1877. — Sa mort, p. 315.
-

LAMAILLE. — Stèle.

9-10-D-E. — Près de la caserne des marins ; sur la place Rigault-de-Genouilly.

En novembre 1865, une pyramide fut élevée à LAMAILLE. Elle était tout à fait sur le bord de la rivière, dans l'axe du futur boulevard Charner (Elle est très visible sur les photographies du vieux Saigon). Au commencement du siècle, on la transporta sur la place Rigault-de-Genouilly où elle se trouve encore aujourd'hui. On lit sur ce monument : « À Lamaille, le commerce saïgonnais reconnaissant ».

À voir :

- « Courrier de Saigon », 5 novembre 1865, p. 3, col. 1, « Variétés »

Conquête (1829-1862-63). — Jules LAMAILLE naquit à Paris le 19 décembre 1829. Il entra à l'École navale le 5 octobre 1846 et vint à Saigon le 7 février 1861, avec l'escadre de l'amiral CHARNER. Il était alors enseigne à bord du « Primauguet » ; mais, il fut promu lieutenant de vaisseau le 10 août de la même année.

Lorsque la petite colonie s'organisa, LAMAILLE fut chargé des fonctions de percepteur et de directeur des Postes. Le zèle intelligent qu'il mit [512] dans l'accomplissement de sa tâche quotidienne lui valut la reconnaissance des premiers éléments de la population civile.

Il mourut prématurément à Saigon à la fin de l'année 1862 ou au commencement de 1863.

À voir :

BRÉBION et CABATON : « Dictionnaire de bio-bibliographie... », p. 219.

— PALLU DE LA BARRIÈRE : « Histoire de l'expédition... », p. 252.

PIERRE. — Stèle

9-10-B-C. — Cette stèle, qui est un parallélépipède de marbre, est placée dans le jardin botanique, à proximité du boulevard Norodom et de l'allée qui suit le cours descendant de l'arroyo.

Le P.V. suivant, contenu dans un flacon de verre, déposé dans la masse du monument, explique le geste de reconnaissance représenté par cette stèle

« Le 26 février 1933, à l'occasion du cinquantenaire de la Société des études indochinoises, a été inauguré le présent monument élevé à la mémoire du botaniste PIERRE, premier directeur et organisateur du jardin botanique de Saigon, par le gouvernement de la Cochinchine, la Société des études indochinoises et l'Amicale bourbonnaise ».

(Voir « Bull. Soc. études indochinoises », t. VIII, janv. -juin 1933, p. 185 à 192, gravure hors-texte représentant la cérémonie d'inauguration).

Botaniste. — Voir rue Pierre.

[513]

PIGNEAU DE BÉHAINE. — Statue

8-9-C-D. — Square Pigneau-de-Béhaine, devant la cathédrale.

La statue de Pigneau de Béhaine a été faite par LORMIER et inaugurée en mars 1902.

À voir :

— Article contre la suppression demandée de la statue de Pigneau de Béhaine, « L'Indochine libérale », 6 sept. 1909 (Saigon, 49, rue d'Espagne).

Précurseur. — (1741-99). — Mgr. Pierre, Joseph, Georges PIGNEAU DE BÉHAINE naquit le 2 novembre 1741 à Origny-en-Thiérache (Aisne). Il fut vicaire apostolique des Missions étrangères et évêque *in partibus* d'Adran.

Pour son action en Indochine, se reporter au chapitre 1 : « Aperçu historique sur la Cochinchine française ».

Rappelons ce qui a été dit à propos de la biographie de LE MYRE DE VILERS, que grâce à cet ancien gouverneur de la colonie, la maison natale de l'évêque a été achetée

en 1913 par la « Société de géographie de Paris » et qu'un musée indochinois y a été installé et inauguré en 1914.

Sur lui :

— La bibliographie concernant l'évêque d'Adran est extrêmement copieuse ; nous ne retiendrons que quelques ouvrages parlant spécialement de lui, à l'exclusion de ceux qui traiteront de la conquête d'une façon générale.

[514]

— ANONYME : « Mgr. Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran », « Revue indochinoise », 1901, n° 131.

— ANONYME : « Relation de l'emprisonnement et des souffrances de MM. Artaud et Pigneau... en 1768, rédigée à Paris d'après leurs lettres ».

— ANONYME : « Notice biographique sur Pigneau de Béhaine, par le curé d'Origny, 1863 ».

— ANONYME : « Traduction de l'inscription du tombeau de Mgr d'Adran », « Bull. Soc. études indochinoises », 1903, p. 63-65.

— ANONYME : « Les Espagnols dans l'empire d'Annam ». (Trad. Marguerite Villa). (Archives ibérico-américaines, juillet-sept. 1932, n° 107, 14^e art.), « Bull. Soc. indoch. », 3^e et 4^e trim. 1940, p. 67 à 106.

DURAND (E. M.) : « Évêque et patriote : Mgr Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran », « Revue histor. des missions », t. III, 1926, p. 353-369 et 549-580

GIALONG (Empereur) : « Éloge funèbre de Mgr d'Adran ». « Bull. Société études indochinoises », 1903, p. 91-102.

— LOUVET : « Mgr. d'Adran », Paris, 1900.

— MAÎTRE (Cl. E.) : Documents sur Pigneau de Béhaine », « Revue indochinoise », janv., févr., mars, sept. 1913.

— SILVESTRE (P.J.) : « Conférence sur Pigneau de Béhaine, précurseur de la colonisation française en Indochine », « Bull. Soc. géogr. Rochefort », t. XXI, 1899.

[515]

— TABOULET : « La maison de l'évêque d'Adran », « Bull. Soc. études indochinoises », 3^e trim. 1936, p. 57-69

— TABOULET : « Le traité de Versailles (28 nov. 1787) et les causes de sa non exécution », « Bull. Soc. études indoch. », 2^e trim. 1938, p. 67 à 116.

— TABOULET : « La vie tourmentée de l'évêque d'Adran », « Bull. Soc. études indoch. », 3^e et 4^e trim. 1940, p. 9 à 41.

— VERDEILLE (Henri) : « Lettres patentes de Nguyen-An, décernant les honneurs posthumes à Mgr Pigneau de Béhaine », « Bull. Soc. études Indoch. », 4^e trim. 1935, p. 109-154 (1 HT.).

(Erratum dans « Bull. S.E.I. », 3^e trim., 1936, p. 171).

Portrait :

— BOUDET ET MASSON : « Iconographie... », Pl. XII, fig. 19.

— Buste en marbre dans le vestibule du musée Blanchard-de-la-Brosse.

PIGNEAU DE BÉHAINE. — Stèle indiquant l'emplacement de la maison de l'évêque d'Adran à Saigon.

Angle S.E. de 9-B. — Stèle parallélépipédique qui se trouve au jardin botanique, à l'extrémité est du musée Blanchard-de-la-Brosse.

Cette stèle, destinée à indiquer le lieu où se trouvait jadis la maison de Mgr. PIGNEAU DE BÉHAINE, fut élevée sur l'initiative de M. G. TABOULET, aujourd'hui [516] président de la Société des études indochinoises, et inaugurée le 3 octobre 1936. Étaient présents à cette cérémonie : MM. SILVESTRE, gouverneur général *p.i.* de l'Indochine ; RIVOAL gouverneur *p.i.* de la Cochinchine ; Mgr. DUMORTIER, évêque de Cochinchine ; BUSSIÈRE, préfet de la Région Saïgon-Cholon ; S.E. PHAM-QUYNH, ministre d'Annam.

À voir :

— Inauguration d'une stèle érigée sur l'emplacement de la maison qu'habita à Saïgon, Mgr Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, « Bull. Soc. études indochinoises », 3^e trim., 1936, p. 55 à 69.

Précurseur. — Voir « Statue Pigneau de Béhaine ».

RIGAULT DE GENOUILLY. — Statue

9-10-D-E. — Sur la place Rigault-de-Genouilly, près de la caserne des marins, en bordure de la rivière de Saïgon.

Quatre ans après la mort de l'amiral Rigault de Genouilly, en 1877, le gouvernement de la Cochinchine prit l'initiative d'élever au vainqueur de Saïgon, une statue de bronze pour commémorer son arrivée dans le pays ; à cette occasion, une souscription fut organisée, à laquelle la ville voulut participer.

Les 17, 18 et 19 février 1879, juste vingt ans après le débarquement de l'amiral, la statue de Rigault de Genouilly était inaugurée au cours d'une grande fête.

À consulter :

— Registres de délibérations de la mairie :

T. 4 p. 190 ; séance 6 nov. 1877. — Baudrit, t. 2, p. 324-25, doc. 690 [517]

T. 4, p. 167-8 ; séance 6 mai 1878. — Baudrit, t. 2, p. 324-25-, doc. 690.

T. 4, p. 170 ; séance 11ⁿ mai 1878. — Baudrit. t. 2, p. 325, doc. 691.

T. 4, p. 216 ; séance 14 fév. 1879. — Baudrit, t. 2, p. 325, doc. 692.

T. 5, p. 210 ; séance 10 mars 1883. — Baudrit, t. 2, p. 325, doc. 693.

T. 33, P 178 ; séance 6 juillet 1914. — Baudrit, t. 9, p. 325, doc. 694

— Inauguration de la statue de Rigault de Genouilly. Saïgon 1879, pièce in-8

— Voir tous les journaux de Saïgon.

Conquête. — (1807-1873). — RIGAULT DE GENOUILLY naquit à Rochefort (Charente-Inférieure) le 12 avril 1807 où son père était ingénieur des constructions navales. Ancien élève de l'École polytechnique, il entra dans la marine en 1827. Étant capitaine de frégate en 1841, il vint pour la première fois dans les mers de Chine. C'est en qualité de contre-amiral qu'il participa au siège de Sébastopol (1854-55). Puis, le 4 février 1857, il reçut le commandement de la division navale de l'expédition de Chine et

de Cochinchine. De concert avec les Anglais, il occupa Canton (1857). L'année suivante, il était vice-amiral.

La campagne de Chine étant terminée — momentanément du moins —, l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY se dirigea sur l'Annam où, depuis quelques années déjà, des difficultés étaient survenues avec les autorités locales, au sujet de missionnaires. Le 31 août 1858, il bombardait violemment Tourane et s'en empara le lendemain. Mais, ne pouvant marcher sur Hué, la capitale, faute de troupes suffisantes, il préféra descendre sur [518] Saigon, le grenier à riz de tout l'empire. Il se présenta devant le Cap Saint-Jacques le 11 février 1859, remonta doucement la rivière en détruisant, chemin faisant, les défenses qui la jalonnaient et il arriva aux premiers forts défendant Saigon (actuellement la Pointe des Flâneurs), dans la journée du 16. Le lendemain, il se présenta devant la citadelle, qui était où se trouve aujourd'hui la caserne d'infanterie. Après un duel d'artillerie, il mit à terre un corps de débarquement sous les ordres du commandant MARTIN DES PALLIÈRES, qui s'empara de la citadelle. Il étendit ensuite sa conquête à Cholon et fit, de ces deux modestes bourgades, un camp retranché en attendant que les renforts demandés en hommes et matériel lui parvinssent. Le 15 avril, il retourna au camp qu'il avait installé devant Tourane, laissant le commandement de la petite troupe à la vaillance du capitaine de frégate JAURÉGUIBERRY. Mais les renforts sollicités n'ayant jamais été expédiés de France, RIGAULT jugea sa présence inutile en Extrême-Orient et demanda son rapatriement. Il quitta son commandement le 20 octobre 1859.

En 1860, il fut nommé sénateur de la Charente-Inférieure, puis amiral en 1864 et succéda à CHASSELOUP-LAUBAT son compatriote et ami au ministère de la marine et des Colonies. Mais, le 4 septembre 1870, lorsque l'Empire fut renversé, il résigna ses hautes fonctions et quitta Paris pendant les troubles de la Commune ; son absence fut de courte durée.

Le 4 mai 1873, vers les quatre heures du soir, l'amiral de France s'éteignit à l'âge de 66 ans, sous les yeux de son vieil aumônier qui l'avait accompagné dans toutes ses campagnes lointaines. Des funérailles solennelles lui furent faites [519] aux Invalides, mais, selon son désir, ses restes mortels furent ramenés à Rochefort, sa ville natale, où il repose dans le caveau de famille.

De lui :

— Dictionnaire universel et raisonné de la marine, de Montferrier, Paris, 1846.

— Empire Français. — Prise de Canton par les armées françaises et anglaises. — Rapport adressé par le contre-amiral Rigault de Genouilly, à Son Excellence le ministre de la Marine, Paris, Roger, 1858.

— Rapport adressé au ministre de la Marine, au sujet des événements de Cochinchine, « Le Moniteur », 13 novembre 1859, « Annales de la propagation de la Foi », t. XXXIII, 1860, p. 78-80.

— Discours prononcé au Sénat sur la question des pêches maritimes. Séances des 4, 11, 19 mai 1861, « Revue marit. et col. », 1861, t. 1, p. 761 et suivantes.

— Discours prononcé dans la discussion sur le budget de la Marine et des Colonies, exercice 1870, « Revue maritime et coloniale », juin 1869.

— Discours prononcé à l'inauguration de la statue de l'amiral Duperré, à La Rochelle, le 17 octobre 1869, « Revue marit. et col. », t. XXVII, p. 948 à 958

— Discours prononcé au Corps Législatif, à propos de l'interpellation sur les Colonies, « Revue marit. et col. », 1870, T. XXIX, p. 175 à 177

Sur lui :

— ANONYME : « La prise de Saigon », « Le Moniteur universel », avril 1859.

[520]

— ANONYME : « Victoire remportée par la flotte française en Cochinchine », « Moniteur universel », 7 juillet 1859.

— ANONYME : « Succès des troupes françaises et espagnoles devant Saigon », « Revue du monde catholique », t. 1., 1861

— ANONYME : « Nécrologie de l'amiral Rigault de Genouilly », « Tablettes des Deux Charentes », du 14 mai 1873.

— BAUDRIT (André) : « L'amiral Rigault de Genouilly », « Bull. Soc. études indochinoises », 3^e trim. 1933, p. 5 à 22. (1 HT.).

— BAZANCOURT (Baron de) : « Les expéditions de Chine et de Cochinchine... », Paris, Amyot, 2 vol., 1862 et 1868.

BENOIT D'AZY : « L'expédition française en Cochinchine. — Situation actuelle. But que doit se proposer la France », « Correspondant », 25 février 1861.

— « L'ILLUSTRATION », 17 mai 1873, p. 339.

— LOUVET (E.) — « La Cochinchine religieuse », Paris, 1885, 2 vol. in-8. t. II, p. 238-39.

— Beaucoup d'autres ouvrages parlent de Rigault de Genouilly. On peut consulter notamment tous les ouvrages se rapportant à la conquête.

Portrait :

— toile de I. Pils (1859), au Musée de Versailles, n° 5.011 du catalogue.

— buste de Lequien (1869), au Musée de Versailles, n° 5.000 du catalogue.

— photographie conservée au Service historique de la Marine

sont reproduits par BOUDET et MASSON : « Iconographie... », Pl. XXX, fig. 55 ; pl. XXXII fig. 58 ; Pl. XXXIV, fig. 62.

— « L'ILLUSTRATION », 17 mai 1873, p. 333.

[521]

— Le buste de LEQUIEN (copie) est dans le vestibule du musée Blanchard-de-la-Brosse, à Saigon.

— Rigault de Genouilly figure aussi dans différents groupes :

— « L'ILLUSTRATION », 9 octobre 1858. — Reproduit dans « Bulletin de la S.E.I. », 3^e et 4^e trim. 1939, pl. VI.

— « Conferencia », 15 juillet 1933, p. 117.

TRUONG-VINH-KY. — Statue Pétrus

7-8-C-D. — Square du boulevard Norodom, près de la rue Blancsubé.

Depuis longtemps, la population annamite de Saigon avait le désir d'élever une statue à [Pétrus Ky](#). Une première tentative fut faite en 1908. La municipalité s'associa à ce geste de reconnaissance, dont l'initiative provenait d'un comité privé (Voir reg. délib., t. 21, p. 19 ; séance du 22 sept. 1908 ou Baudrit : « Extraits... », t. 1 p. 344, doc. 717). Mais, pour des raisons de nous inconnues, cette tentative fut sans lendemain. Le silence s'établit sur cette question et il fallut attendre vingt ans pour voir cette idée reprise et réalisée. En effet, c'est le 18 décembre 1927, qu'eut lieu cette cérémonie inaugurale.

Lettré cochinchinois (1837-1898). — La vie de Jean-Baptiste, Pétrus TRUONG-VINH-KY, dit Pétrus Ky est intéressante au point d'avoir tenté la plume de plusieurs

écrivains ou historiens locaux. Ce qui le caractérise surtout, c'est la grande facilité qu'il avait pour apprendre les langues et, aussi, l'immense quantité de travaux qu'il a publiés.

[522] Il naquit en Cochinchine, à Cai-mong (Vinh-Long). le 6 décembre 1837. Étant catholique, il commença ses classes secondaires au collège que les missionnaires avaient à Pinhalu (1848). Puis, il partit, trois ans plus tard, au séminaire de Poulo-Pinang, avec l'intention de se faire prêtre. Il y poursuivit ses études de latin et de grec et apprit même le français à l'insu de ses maîtres.

Lorsqu'en 1861, les navires de l'amiral RIGAULT DE GENOUILLY vinrent s'ancre à Saigon, les missionnaires lui demandèrent d'être l'interprète entre les Français et les autorités locales. Puis, après que la paix fut signée entre la France et l'Annam (traité de Saigon, du 5 juin 1862). il vint en Europe accompagnant — comme interprète — l'ambassade que PHAN-THANH-GIAN (1863-64) amenait afin d'obtenir une modification au traité qui venait d'être signé. Pendant son séjour à la capitale, il fit la connaissance de LITTRÉ et, de cette rencontre, Pétrus-Ky conçut l'idée de traduire en annamite le grand dictionnaire français. Mais sa mission officielle terminée, il entreprit un grand voyage à travers l'Europe, parcourant l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie et, sur la voie du retour, l'Égypte.

Revenu en Indochine, il partagea son temps entre l'enseignement et les travaux d'érudition. Il fut d'abord professeur au Collège des stagiaires que dirigeait LURO (1874), puis, à celui des Interprètes (1845-86). Il enseignait en même temps au collège Chasseloup-Laubat et faisait des cours libres à la Direction de l'Intérieur (Actuels bureaux du gouvernement de la Cochinchine). À cette époque, Paul BERT le désigna comme interprète auprès du [523] gouvernement de Hué. À ces nouvelles fonctions, il devait ajouter l'enseignement du français au roi DONG-KHANH. Mais, au bout de six mois, il avait rejoint la Cochinchine où il reprenait ses occupations un moment interrompues.

Il mourut à Choquan, le 1^{er} septembre 1898.

De lui :

— Étant donné la quantité d'ouvrages parus, nous ne choisisons que les études (à l'exclusion des livres pour élèves) écrites en langue française.

— Notice sur le royaume kmer ou Kambodge, « Bull. Soc. géogr. Paris », 1863, t. VI.

— Les fourmis rouges et noires, « Bull. comité agric. et industriel de Cochinchine », 1866, t. 1, n° 4, p. 51-52.

— Lettre sur les bambous et rotins de Cochinchine, « Bull. comité agric. et industriel de Cochinchine », 1873, t. 1, n° 2, p. 106-109.

— Notes sur les diverses espèces de bateaux annamites, « Bull. comité agric. et industriel de Cochinch. », 1875, t. 1, n° 4, p. 222-226.

— Graines et bois de teinture, « Bull. comité agric. et industriel de Cochinch. », 1875, t. 1, n° 4, p. 227-228.

— Le *Gelidium* (Rau Càu) à M. le président du Com. agr. et indust. de Cochinch., « Bull. comité agric. et industriel de Coch. », 1876, t. 1, n° 5, p. 271-272.

— Convenances et civilités annamites, Saigon, Guillaud et Martinon, 1883.

— Souvenirs historiques sur Saigon et ses environs (Conférences), « Excursions et reconnaissances », n° 23, mai-juin 1885, p. 5 à 32.

[524]

— Institutions et mœurs annamites (Philosophie positive), Saigon, 1879-80.

— Écriture en Annam (Extrait de « L'Annam politique et social »), « Bull. Soc. études indoch. », 1^{er} sem. 1888, p. 5 à 9.

— Précis de géographie, Saigon, Impr. Mission, in-12, cartes, 1888.

— Lettre à Blancsubé sur la naturalisation (Saigon, octobre 1881), « L'Avenir du Tonkin », 12 octobre 1898.

— Traductions :

Phuc-Lê-Tân-Tho, « Bull. S.E.I. », 1918, p. 125 à 132.

Voyage au Tonkin, « Bull. S.E.I. », 1929, 1^{er} trimestre, p. 5-35.

Etc.: etc.

Sur lui :

ANONYME : « Un érudit cochinchinois : J.-B. Truong-vinh-ky (1837-98) », « Extrême-Asie », 13 nov. 1925, p. 441-448 et 2 févr. 1926, p. 57-66.

BARQUISSAU (Raphaël) : « Correspondance inédite, en latin, de Pétrus Truong-vinh-Ky », « Bull. Société études ind. », 3^e trim., 1934, p. 7 à 50.

BOUCHOT (Jean) : « Petrus Truong-vinh-Ky, érudit cochinchinois (1837-98) », Saigon, Ardin, 1925, 97 pp.

ROUSSET (L.) : « Discours sur P. Truong-vinh-Ky », « Bull. Soc. études indochinoises », 1^{er} et 2^e trim. 1931, p. 157-161.

MAIS OÙ EST PASSÉ LE BUSTE DE GEORGE WASHINGTON ?

COCHINCHINE

SAIGON

(*L'Avenir du Tonkin*, 31 octobre 1932)

Érection d'un buste de Washington. — Samedi après-midi, à 16 h. 30, devant les autorités gouvernementales, le corps consulaire, les présidents des corps élus, les autorités militaires et une foule dense française et annamite, a été inauguré le buste de Georges Washington offert naguère à la ville de Saïgon par la colonie américaine. Pendant toute la durée de la cérémonie, la musique du 11^e Régiment d'infanterie coloniale a exécuté les hymnes nationaux. Ce buste est érigé square d'Espagne, en face du palais du Gouvernement local. Des discours ont été prononcés par le gouverneur de la Cochinchine et le consul américain, évoquant les liens qui unirent le héros américain au héros français Lafayette et souhaitant qu'en les heures difficiles que nous traversons, les liens d'amitié unissant les deux grandes républiques puissent contribuer à donner au monde une paix stable.

Après la cérémonie, le consul américain a réuni dans les salons du consulat l'élite de la société saïgonnaise.

Répertoire des noms de rues

[525-531]

.....

CASERNES

[531]

Garnier (Marine) 461
La Grandière (Bureau de recrutement, Place, Justice militaire, Génie, Direction d'artillerie) 461
Lelièvre (Gendarmerie) 462
Mares (Camp des) (Tirailleurs annamites) 464
Martin des Pallières (Infanterie) 464
Virgile (Artillerie) 465

ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Dejean de la Bâtie (Polyclinique) 465
Grall (Hôpital) 467
Krautheimer (Dispensaire) 470

JARDINS ET SQUARES

Doumer (Square) 472
Garnier (Square) 476
Long (Parc) 476

LYCÉE ET COLLÈGES

[532]

Lycée Chasseloup-Laubat 479
Collège d'Adran 481
Collège Calmette (jeunes filles françaises) 481
Collège Gialong (jeunes filles annamites) 482
École Rosel 485

PLACES

Cuniac (Marché central) 487
Foray (Théâtre) 490
Joffre (Ancien château d'eau) 491

Pigneau de Béhaine (Cathédrale) 496
Rigault de Genouilly (Près caserne des marins) 497

STATUES, MONUMENTS. STÈLES

Beylié (Buste) 498
Doudart de Lagrée (Monument) 503
Garnier (Statue) 504
Lamaille (Stèle) 511
Pierre (Stèle) 512
Pigneau de Béhaine (Statue) 513
Pigneau de Béhaine (Stèle) 515
Rigault de Genouilly (Statue) 516
Truong-vinh-Ky (Statue) 521

[533]

Table des matières

Préface	9
Chap. I. — Aperçu historique sur la Cochinchine française	11
Chap. II. — La ville de Saigon depuis l'intervention française	33
Chap. III. — Liste chronologique des commandants en chef et des amiraux-gouverneurs de la Cochinchine ; des gouverneurs civils ; des maires ; des administrateurs de la Région Saigon-Cholon	59
Chap. IV. — Essai sur la population de Saigon-Cholon	69
Chap. V. — Les rues de Saigon	77
Chap. VI. — Divers : casernes ; établissements hospitaliers ; jardins et squares ; Lycée et collèges ; places ; statues, monuments, stèles	461

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE LA
SOCIÉTÉ DES IMPRIMERIES ET LIBRAIRIES INDOCHINOISES (ANCIENT C. ARDIN)
À SAIGON LE 5 JANVIER 1944

Autorisation d'imprimer en date du 9-1-1943.

Tous nos remerciements
à
Anne-Sarah DAVID
qui a bien voulu nous confier ce livre
issu d'un héritage familial